Délibération PNRGC n°2023-001 du Comité syndical du 3 février 2023
Annule et remplace la délibération PNRGC n° 2022-034 prise le 23 septembre 2022

Diagnostic et interventions d'urgence à réaliser à la suite des incendies de Comprégnac et Mostuéjouls
Appui à l'animation des acteurs et coordination des mesures ou opérations post-incendies

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Thierry ARNAL - Jacques ARLES - Claude ASSIER - Gérard CAILHOL - Clément CARLES - Jonathan COSTES - Jean-François DUMAS - Joël ESPINASSE - Aurélie ESON - Emmanuelle GAZEL - Bastien GIACOBBI - Emilie GRAL - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Philippe LEPETIT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Jean-Michel PINAULT - Hélène RIVIERE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Christian BOUDES donne son pouvoir à Jean-François DUMAS Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Catherine JOUVE donne son pouvoir à Loïc ALMERAS Jean-Michel LADET donne son pouvoir à Jacques ARLES Pascal MAZET donne son pouvoir à Clément CARLES Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Excusés	Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT – Jean-Luc CRASSOUS - Nadine FRAYSSE – Christophe LABORIE - Marie LACAZE – Aurélie MAILLOLS – Nathalie MARTY – Bouchra EL MEROUANI - Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Jean-François ROUSSET - Arnaud VIALA

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

Objectif opérationnel 6.1 : « Faciliter la mise en place ou la consolidation de filières locales et de stratégies concertées, notamment forêt-bois, tourisme, agroalimentaire… »
Art. 6.1.1 : « Forêt-filière bois : Mettre en œuvre la Charte forestière de territoire »

Contexte et motif de l'action

Le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses a durement été impacté par la sécheresse et les feux de forêt et de végétation, particulièrement la commune de Comprégnac au mois de juin et la commune de Mostuéjouls au mois d'août dernier. Les incendies ont particulièrement éprouvé nos forces de secours et les effets dévastateurs des incendies ont impacté significativement la forêt et marqué les paysages.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

Objectif et budget

Le Parc naturel régional des Grands Causses a lancé, dès l'automne 2022, une étude de diagnostic post-incendie auprès de l'ONF DCFCI et du CEREMA.

La partie CEREMA a été prise en charge par l'Etat.

La partie ONF a été prise en maîtrise d'ouvrage par le PNR des Grands Causses pour un montant total de 30.000 €, avec le concours de la Communauté de communes Millau Grands Causses et de la Région Occitanie.

A l'issue de ce diagnostic, il est apparu nécessaire d'engager des travaux de sécurisation de voirie à hauteur de 90 000 € et des travaux de remise en état des chemins de randonnées pour environ 100 000 €.

La partie voirie sera portée par la Commune de Mostuéjouls avec le soutien de l'Etat, du Département et de la Communauté de communes Millau Grands Causses.

Sur la partie randonnées, une partie des remises en état se fera par la réaffectation des moyens obtenus dans le cadre de l'AMI Sentiers.

Au-delà, une action spécifique et complémentaire sera engagée à hauteur de 50 000 € portée par le PNR des Grands Causses et particulièrement son équipe AEER.

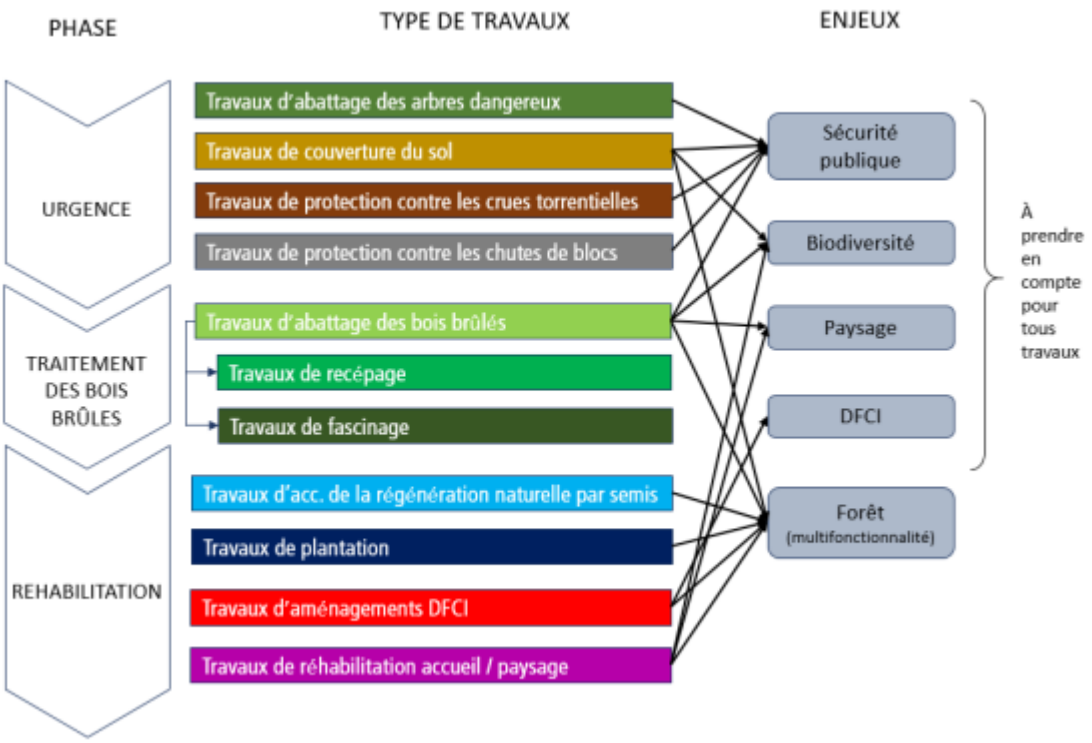
TOTAL opération	80 000 €

Autofinancement PNRGC	16 000 €
Communauté de communes MIGC	12 000 €
Région Occitanie	52 000 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

Annexe

Schéma de principe du Diagnostic des travaux d'urgence à réaliser à la suite d'incendie :



Considérant les objectifs généraux et opérationnels des actions proposées et, afin de mettre en œuvre l'opération, le Président propose au Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses :

- D'approuver l'opération et le plan de financement prévisionnel proposés pour la réalisation du diagnostic des travaux d'urgence à réaliser à la suite des incendies.
- D'autoriser le Président à réaliser toute démarche nécessaire à la bonne conduite de l'opération susmentionnée.
- D'apporter un concours technique à l'animation des acteurs et la coordination des mesures ou opérations post-incendie aux communes qui le sollicitent.

VOTE :	Pour : **32**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023



Comité syndical
Millau, le 3 février 2023

Parc naturel régional des Grands Causses

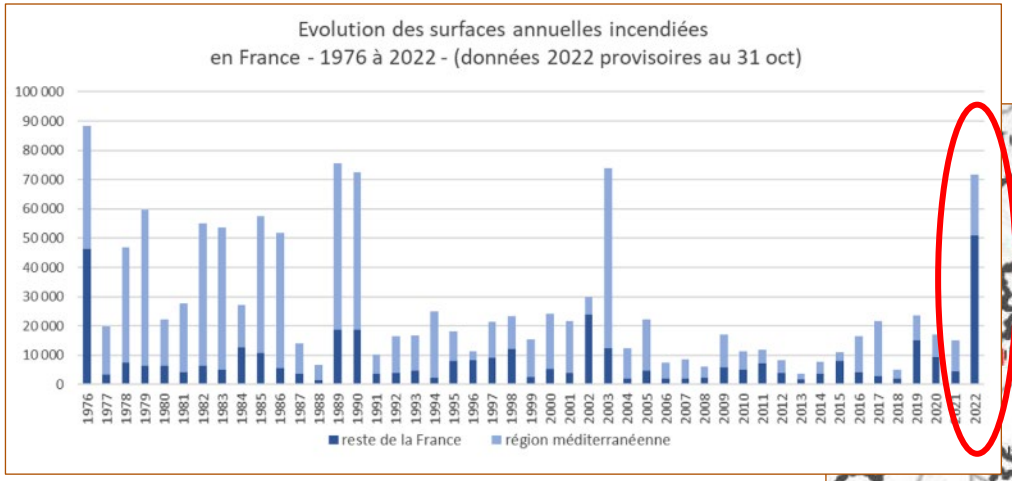
POST-INCENDIE

Incendies de Mostuéjouls et Comprégnac

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

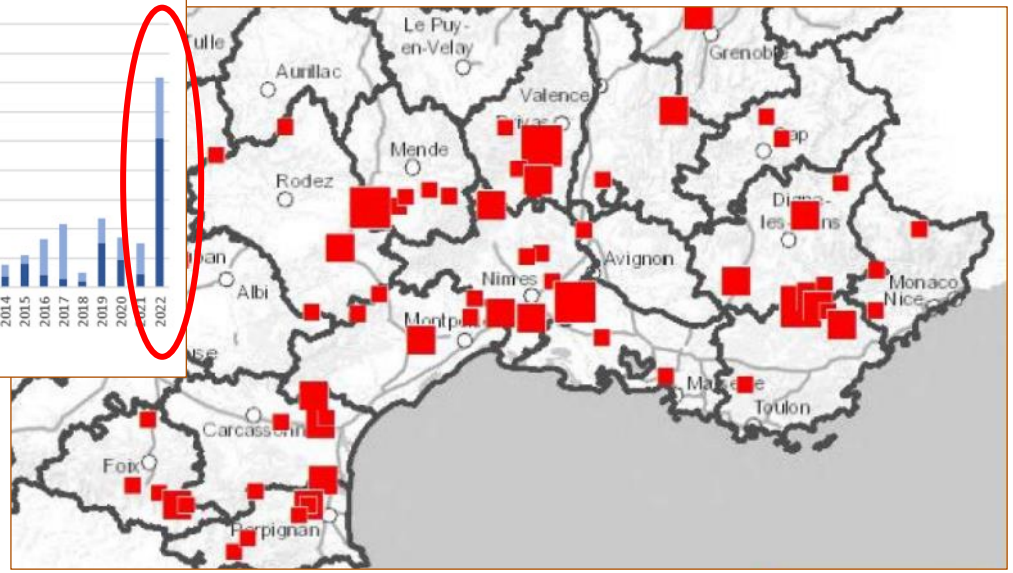
ÉTÉ 2022

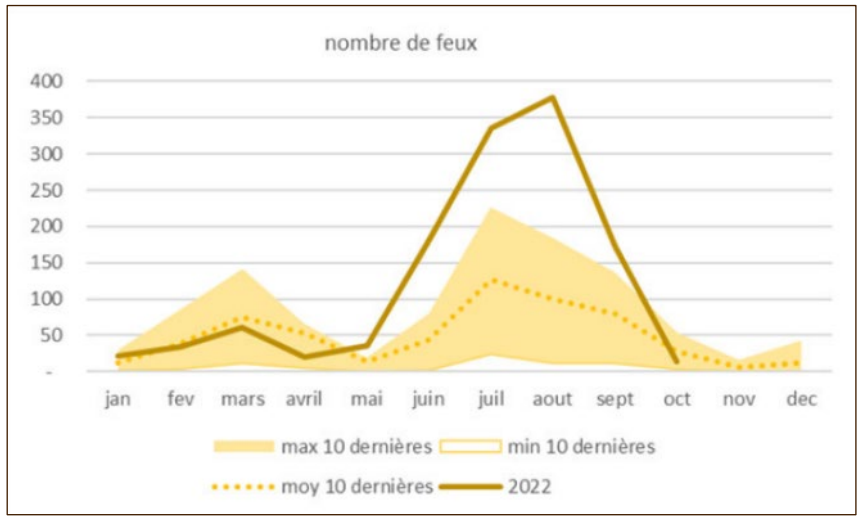


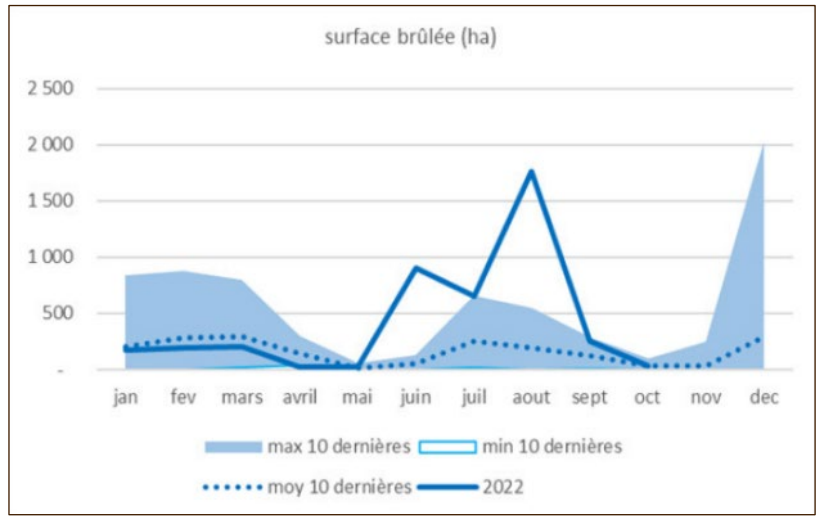


France

Pourtour méditerranéen (feux de plus de 25 ha)







Situation en ex-Midi-Pyrénées

En été (de juin à septembre) ☛ 1 066 feux / 3 573 ha (moyenne sur 10 ans : 634 ha / 351 feux)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

Mostuéjouls,
le 08 août 2022

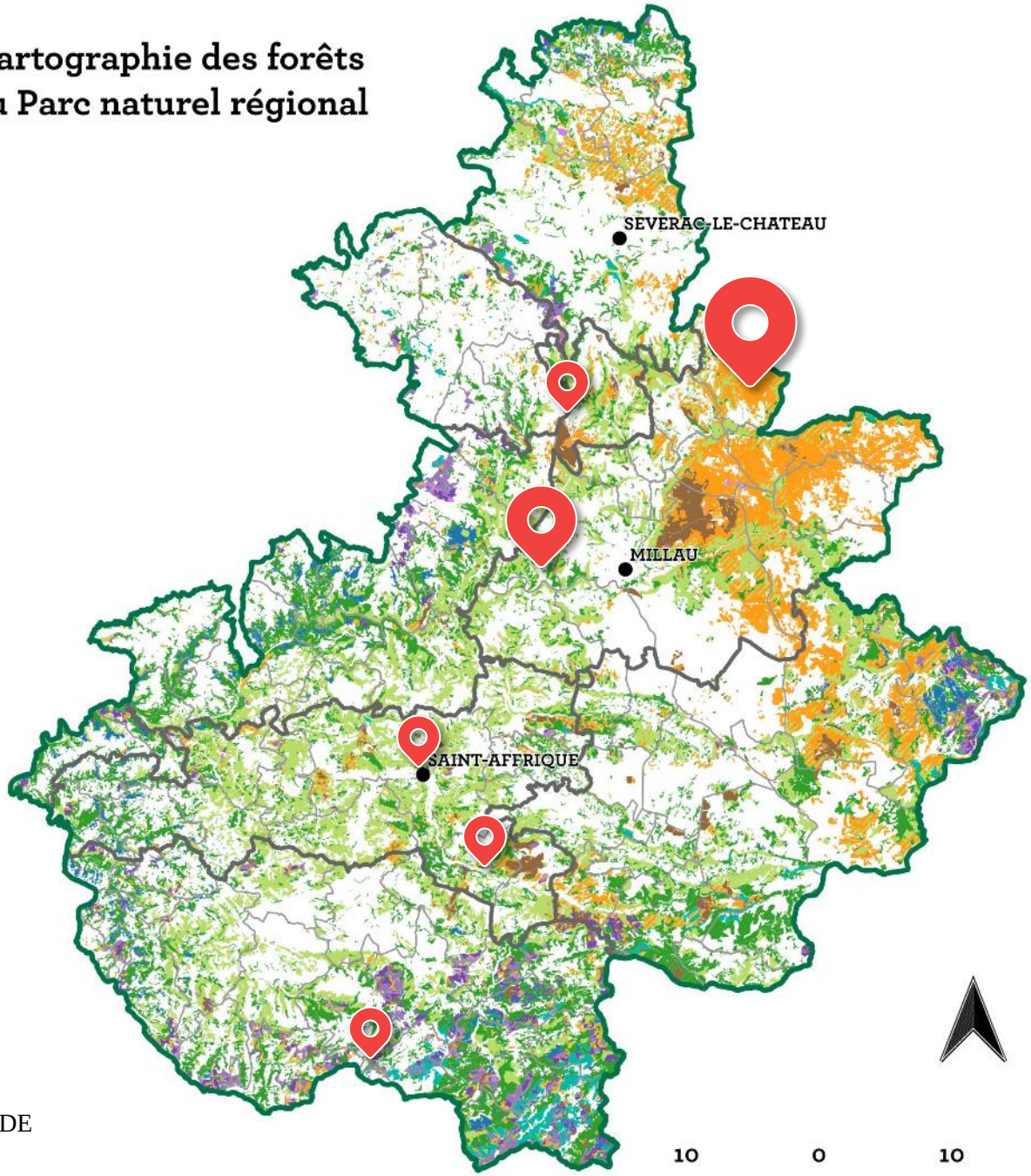
INCENDIES 2022



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

Mostuéjouls,
Le 13 août 2022

Cartographie des forêts du Parc naturel régional



Légende

Forêts (BD Forêt, 2008)
- Chênes
- Chênes verts
- Châtaigners
- Hêtres
- Autres feuillus ou mélange
- Pins sylvestres/feuillus
- Pins sylvestres
- Plantation d'autres pins
- Plantation de Douglas
- Plantation d'autres conifères
- Autre plantation

Périmètres
- Communauté de communes
- Commune
- Parc naturel régional



Verrières,
le 15 juin 2022

TRAVAUX D'URGENCE ET TRAITEMENT DES BOIS



- **Mise en sécurité des voies ouvertes à la circulations** (route départementale, routes communales et autres voies communales)
- **Mise en sécurité des usagers des espaces naturels** (sentiers balisés référencés)
- **Exploitation économique des bois brulés**

Dépenses :

Diagnostic post-incendie :	30 000 €
Interventions d'urgences :	50 000 €

Recettes :

Autofinancement Parc :	16 000 €
CC Millau-Grands Causses :	12 000 €
Région Occitanie : (contrat spécifique)	52 000 €

Parc naturel régional des Grands Causses

La Région Occitanie Pyrénées - Méditerranée

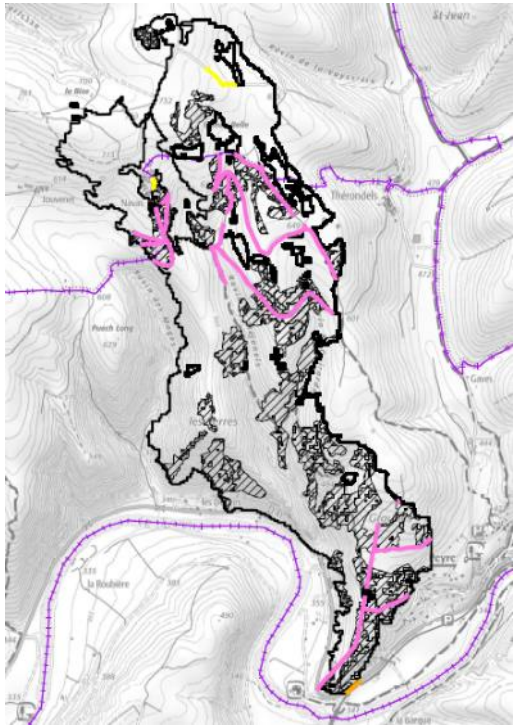
Millau Grands Causses Communauté de Communes

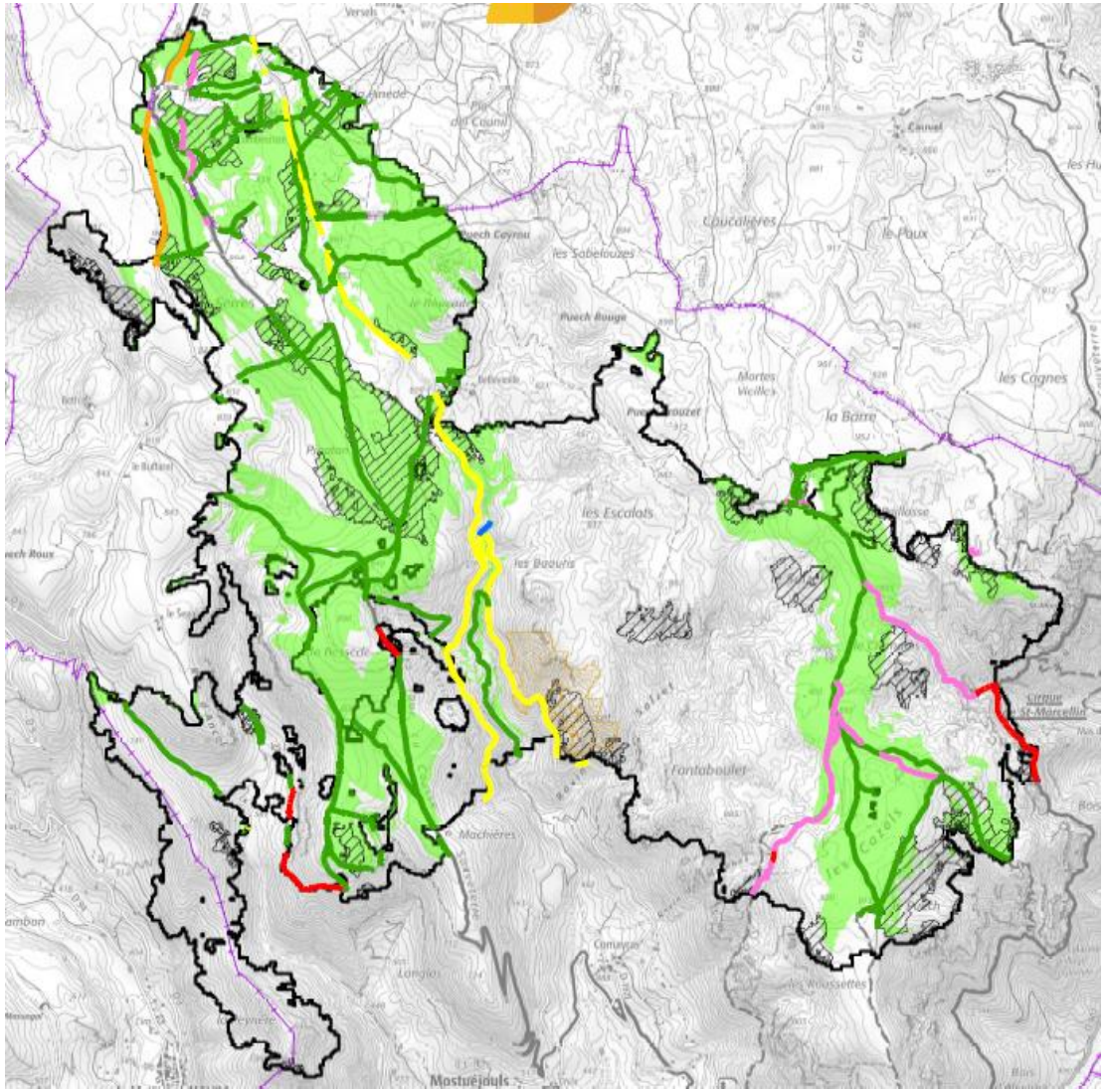
Mostuéjouls
Route de Lia - 25
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

TRAVAUX D'URGENCE ET TRAITEMENT DES BOIS









Zonage général

- Forêts ouvertes
- Zone incendiée
- commune

Travaux préconisés

- Abattage route départementale
- Abattage route communale
- Abattage mécanique
- Abattage manuel pente forte; Sentier, Oui
- Abattage manuel pente modérée
- Nettoyage talweg
- Gommage paysager
- Exploitation forestière mécanisée

Source :
Fond cartographique : Scan25 © IGN 2021
Voirie : BDTopo © IGN 2021
Limite de commune : BDTopo © IGN 2021
Circuit de randonnée : PNR des Grands Causses
Contour de l'incendie : ONF-DFCI pour le compte de l'Etat

0 250 500 750 1 000 m

Circuit trail Mostuéjouls

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

MERCI DE VOTRE ATTENTION



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_001-DE
Reçu le 07/02/2023

Délibération PNRGC n° 2023-002 du Comité syndical du 3 février 2023

Débat d'Orientation Budgétaire 2023

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Thierry ARNAL - Jacques ARLES - Claude ASSIER - Gérard CAILHOL - Clément CARLES - Jonathan COSTES - Jean-François DUMAS - Joël ESPINASSE - Aurélie ESON - Emmanuelle GAZEL - Bastien GIACOBBI - Emilie GRAL - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Philippe LEPETIT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Jean-Michel PINAULT - Hélène RIVIERE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Christian BOUDES donne son pouvoir à Jean-François DUMAS Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Catherine JOUVE donne son pouvoir à Loïc ALMERAS Jean-Michel LADET donne son pouvoir à Jacques ARLES Pascal MAZET donne son pouvoir à Clément CARLES Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Excusés	Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT – Jean-Luc CRASSOUS - Nadine FRAYSSE – Christophe LABORIE - Marie LACAZE – Aurélie MAILLOLS – Nathalie MARTY – Bouchra EL MEROUANI - Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Jean-François ROUSSET - Arnaud VIALA

L'exercice 2023 sera un budget de transition avant la mise en place de la nouvelle Charte et l'ajustement des modalités budgétaires liées.

Le contexte économique inflationniste et post « quoi qu'il en coûte » impacte évidement le budget du Syndicat à travers un « effet ciseau » et « une tension sur la trésorerie »

En effet, la structure budgétaire s'appuie **sur un gel de recettes statutaires depuis prés de 10 ans**, un gels des tarifs de mise à disposition de personnels depuis 8 ans et des financements du plan d'action et des appels à projets forfaitaires et plafonnés.

Ainsi les frais de structures sont impactés par :

- Les coûts de carburant liés aux déplacements des équipes dans les communes
- Les primes d'assurances majorées entre 6,5 % et 9,5% selon les polices
- La masse salariale du fait de la majoration du point d'indice de 3,5 % au 1er juillet 2022 qui aura un effet en année pleine
- Les tarifs des différents contrats de maintenance, entretiens, fournitures sont également orientés à la hausse dans des tendances égales ou supérieures à l'inflation moyenne constatée à 6,5 %.

Il convient de noter que l'isolation du siège, le mode de chauffage au bois , l'autoconsommation électrique et la flotte hybride ou électrique protègent quelque peu le budget du Syndicat.

L'impact cumulé à périmetre constant de tous ces élements peut être estimé à environ 125 000 €.

Face à cela et enfin de ne pas solliciter cette année de majoration des participations des membres du Syndicat, nous procéderons à des mesures de réajustement d'effectif avec des non remplacement de départ et la mutualisation de missions, d'économie sur les achats … avec l'objectif de neutraliser environ 50 % de l'effet « inflation ».

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

Du côté des recettes nous nous contenterons d'ajuster le tarif des mises à disposition de services et de personnel inchangé depuis 2015 pour les aligner sur le coût marginal réel soit :

- 300 € par journée de travail pour les interventions des agents d'entretien de l'espace rural
- 370 € par journée de travail pour les missions d'ingénierie

A activité constante, cette mesure devrait permettre de récupérer environ 10 % de l'inflation subie.

Les 40 % non compensés par les ajustements organisationnels ou les ajustements de tarifs devront être comprimés par de l'accroissement des mises à disposition et par la valorisation accrue de la structure dans le plan d'action. A ce stade de l'exercice les perspectives laissent penser que cet objectif est atteignable.

Le budget 2023 devrait donc s'inscrire dans une épure proche de celui de 2022 avec un maintien des équilibres structurels.

Au-delà des effets de l'inflation, le Syndicat doit composer avec des tensions sur sa trésorerie du fait des effets conjugués de retard de paiement de plusieurs partenaires, des retards pris par le programme Leader et des modalités comptables de plusieurs appels à projet. Pour sécuriser l'execution 2023 et par précaution une ligne de trésorerie sera contractée en 2023.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

DEPENSES DE PERSONNEL

Au 1er janvier 2023 l'effectif de la compétence générale sera composé de 22 fonctionnaires territoriaux, 2 agents en CDI et 12 agents en Contrat à durée déterminée.

20 fonctionnaires, 12 CDD et 1 CDI exercent le travail à temps complet ; l'autre CDI, deux fonctionnaires sont à temps partiel, un fonctionnaire est en temps partagé avec la compétence SPANC et un fonctionnaire est détaché sur un contrat de projet sur le programme d'action. Il convient de noter qu'aucun temps partiel n'est imposé par l'employeur mais relève de choix individuels des agents.

Au total, l'équivalent temps plein (ETP) de la compétence générale (permanent et plan d'action) est au 1er janvier 2023 est de 35,37 (36 agents).

L'effectif financé sur le budget SCoT correspond à 1 fonctionnaire à temps plein, tandis que l'effectif du budget SPANC correspond à 5 agents à temps complet en CDI, soit 5 ETP et 1 fonctionnaire en temps partagé avec la compétence générale.

Au 1er janvier 2023, l'effectif complet toutes compétences confondues est de 42 personnes représentant 41,37 ETP.

Le coût total (équipe permanente et contractuels liés à des appels à projet ou plan d'action) du poste personnel relevant du budget général est de 1 800 000 € à minorer de 20 000 € correspondants aux remboursements des assurances pour « maladie », soit un total de 1 780 000€.

Au 01.01.2023, cette dépense est constituée pour 1 390 000 € par le coût des emplois permanents (FTP, CDI) et pour 410 000 € par les emplois non permanents (stagiaires, CDD exclusivement liés à la mise en œuvre du plan d'actions et donc financés par ce biais).

En 2023, le poste rémunération indiciaire des fonctionnaires représentera environ 680 000 €.

- La nouvelle bonification indiciaire..... 12 250,00 €
- Le régime indemnitaire..... 292 000,00 €
- Les avantages en nature (correspondant au véhicule de fonction du DGS)..... 2 050,00 €

Le temps effectif des agents à temps complet correspond à 1 607 heures annuelles, décomptées pour tous les agents sédentaires au siège par le biais d'un système de « pointeuse », tandis que les autres agents (cadre ou intervenant) fonctionnent sous le système du forfait jour (cf. accord cadre temps de travail).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

DETTE

La dette du Syndicat est exclusivement constituée d'un prêt de 900 000 € contracté en 2017 auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour une durée de 25 années à taux fixe de 2,34 % (renégocié en 2019 au taux de 2,21 %).

Ce prêt a été contracté dans le cadre de l'acquisition – amélioration du siège du Syndicat, le capital restant dû au 1/1/2023 est de 767 528,09 €.

Dans les perspectives budgétaires du Syndicat aucun nouvel emprunt n'est envisagé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

FINANCEMENT STRUCTURE

Le coût de la structure (hors plan d'action et investissement) représente environ 1 770 000 € dont 1 390 000 € sont des dépenses de personnels, 380 000 € des achats, prestataires, indemnités élus et fournitures, dont 18 000 € d'intérêts de la dette (échéance annuité de 50 000 €/an environ).

Ces coûts sont financés à hauteur de 947 637 € par :

- Les participations statutaires des membres (435 523 € de la Région / 347 455 € du département / 164 659 € des communes),
- Une participation annuelle forfaitaire de l'Etat pour 120 000 €.

Les recettes institutionnelles représentent 1 067 637 €, laissant un reste à financer d'environ 700 000 €.

La mutualisation des moyens généraux entre les diverses compétences permet un gain de productivité qui dégage 230 000 €.

La valorisation des locaux et la vente d'énergie permettent de dégager 50 000 €.

La mise à disposition de personnel et les prestations assurées par les équipes d'entretien de l'espace naturel et/ou de l'ingénierie représentent 280 000 €.

Enfin, la valorisation de la structure d'ingénierie dans le cadre du plan d'action et des appels à projet permet de dégager environ 150 000 €.

Les recettes d'activités représentent donc 710 000 €, ce qui permet de dégager un autofinancement d'environ 10 000 €.

Cet autofinancement est affecté pour partie au renouvellement du parc automobile et informatique et au plan d'action annuel d'autre part.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

SCoT

Le budget SCoT s'inscrit dorénavant dans une démarche au long court après la phase de réalisation initiale du document.

Il est à ce titre intéressant de constater que la phase initiale de définition du périmètre, diagnostic, concertation et élaboration de l'ensemble des documents constituant le SCoT s'est étalée sur 4 exercices, soit un budget cumulé (2014-2015-2016-2017) de 442 287 € financés par les contributions des Communautés de communes à hauteur de 315 051 €, de l'Etat à hauteur de 105 000 €, autres (partenaires spécifiques, valorisation interne…) à hauteur de 22 236 €.

Il apparait donc que le coût total a été largement maîtrisé et ce, dans des délais très courts pour ce type de document. Cette maîtrise des coûts globaux est d'autant plus intéressante que la contribution du territoire (EPCI) ne représente que 65 % de ce coût global.

En 2021, au-delà des frais de personnel qui deviennent stables avec un ETP affecté pour assurer l'ensemble des instructions liées au SCoT.

Il conviendra de prévoir des frais spécifiques pour la gestion des contentieux, la modification du SCoT rendue indispensable par les évolutions des périmètres des EPCI membres et l'approbation du PCAET.

En conséquence et au vu de la situation budgétaire, la contribution des EPCI sera gelée pour les 2 années à venir.

Les frais de ressources humaines seront donc stabilisés à 75 000 €, les frais de structure à 6 000 €, soit un total de 81 000 € et ce, pour les 2 exercices à venir.

Une partie de ces frais seront renforcés par le budget général du fait de la mutualisation des personnels à hauteur d'environ 30 000 € annuels, soit un solde évalué autour de 51 000 €.

A l'horizon de 3 années, les budgets seront impactés seulement par les actualisations nécessaires des supports d'analyse.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

SPANC

Le budget du SPANC est aujourd'hui entré en vitesse de croisière suite à l'intégration de la Communauté de communes du Saint-Affricain et la réorganisation du service à travers l'informatisation accrue des équipes.

Le coût d'exploitation du service pour le suivi ***de 7 577 installations représente en 2021 : 265 000€***

Ces coûts d'exploitation sont couverts par les redevances payées par les usagers du service à hauteur de **220 000 €.** Ce montant va augmenter progressivement avec le déploiement de l'ensemble des visites sur les installations du Saint-Affricain, de Broquiès et du Rougiers

En ce sens, la redevance payée par les usagers paie le coût structurel du service.

Depuis 2022 l'intégration d'une vingtaine de communes modifiera la structure budgétaire du Parc avec l'accroissement des dépenses liées à un poste supplémentaire de techniciens et la montée en charge progressive qui sera complétée de manière dégressive par l'apport de subvention d'équilibre des collectivités concernées selon le plan validé par le Comité syndical.

Au regard de l'arrêté des comptes annuels 2022 et, de la courbe de suivi de la trésorerie du SPANC, il conviendra pour l'exercice 2023 de revaloriser le montant de la redevance via un coefficient d'actualisation qui sera précisé lors du conseil d'exploitation du service.

VOTE :	Pour : **32**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ces orientations.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_002-BF
Reçu le 07/02/2023

Délibération PNRGC n° 2023-003 du Comité syndical du 3 février 2023

Autorisation d'ouverture d'une ligne de trésorerie

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Thierry ARNAL - Jacques ARLES - Claude ASSIER - Gérard CAILHOL - Clément CARLES - Jonathan COSTES - Jean-François DUMAS - Joël ESPINASSE - Aurélie ESON - Emmanuelle GAZEL - Bastien GIACOBBI - Emilie GRAL - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Philippe LEPETIT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Jean-Michel PINAULT - Hélène RIVIERE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Christian BOUDES donne son pouvoir à Jean-François DUMAS Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Catherine JOUVE donne son pouvoir à Loïc ALMERAS Jean-Michel LADET donne son pouvoir à Jacques ARLES Pascal MAZET donne son pouvoir à Clément CARLES Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Excusés	Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT – Jean-Luc CRASSOUS - Nadine FRAYSSE – Christophe LABORIE - Marie LACAZE – Aurélie MAILLOLS – Nathalie MARTY – Bouchra EL MEROUANI - Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Jean-François ROUSSET - Arnaud VIALA

Au-delà des effets de l'inflation, le Syndicat mixte du Parc doit composer avec des tensions sur sa trésorerie du fait des effets conjugués de retard de paiement de plusieurs partenaires, des retards pris par le programme Leader et des modalités comptables de plusieurs appels à projet.

Pour sécuriser l'exécution du budget 2023 et par précaution, il est proposé d'autoriser le Président à contracter autant que de besoin une ligne de trésorerie dans la limite de 500 000 €.

Au vu de ces éléments, le Comité syndical autorise le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en place d'une ligne de trésorerie plafonnée à 500 000 € auprès du Crédit Agricole Nord Midi-Pyrénées pour une durée de 12 mois maximum au taux de 2,99%.
(le taux est variable indexé sur l'Euribor 3 mois instantané flooré + marge de 0,80% soit 2,99% à ce jour)

Lors du calcul des intérêts, si l'index est négatif, celui-ci est ramené à 0, seule la marge est prise en compte dans le calcul des intérêts.

La périodicité du paiement des intérêts est mensuelle par la procédure du débit d'office.

Modalités des tirages : La mise à disposition des fonds se fait par crédit d'office sous 48h ouvrés auprès de la trésorerie générale sur simple demande par mail de l'emprunteur, sans frais. Le montant minimum des tirages est de 15 000 euros.

Modalités de remboursement : Capital in fine, remboursable au plus tard à la date d'échéance de la Ligne de trésorerie. Amortissement anticipé possible par débit d'office totalement ou partiellement, au gré de l'emprunteur, sans frais, sur simple demande par mail. Après remboursement anticipé, le plafond se reconstitue pour de nouvelles utilisations.

Les frais de dossiers sont de 1 000€.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_003-DE
Reçu le 07/02/2023

VOTE :	Pour : **32**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_003-DE
Reçu le 07/02/2023

Délibération PNRGC n°2023-004 du Comité syndical du 03 février 2023

Arrêt du projet de charte suite à l'enquête publique et saisie de la Région pour transmission au Préfet de Région pour l'Examen final du Ministre

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Thierry ARNAL - Jacques ARLES - Claude ASSIER - Gérard CAILHOL - Clément CARLES - Jonathan COSTES - Jean-François DUMAS - Joël ESPINASSE - Aurélie ESON - Emmanuelle GAZEL - Bastien GIACOBBI - Emilie GRAL - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Philippe LEPETIT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Nathalie PALMIER - Jean-Michel PINAULT - Hélène RIVIERE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Christian BOUDES donne son pouvoir à Jean-François DUMAS Sébastien CROS donne son pouvoir à Cyril TOUZET Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Catherine JOUVE donne son pouvoir à Loïc ALMERAS Jean-Michel LADET donne son pouvoir à Jacques ARLES Pascal MAZET donne son pouvoir à Clément CARLES Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Richard FIOL
■ Excusés	Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT – Jean-Luc CRASSOUS - Nadine FRAYSSE – Christophe LABORIE - Marie LACAZE – Aurélie MAILLOLS – Nathalie MARTY – Bouchra EL MEROUANI - Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD – François RODRIGUEZ - Jean-François ROUSSET - Arnaud VIALA

Vu le code de l'environnement, en particulier les dispositions des 1° et 2° de l'article R. 333-4,

Vu le code général des collectivités locales,

Vu la Délibération du 20 décembre 2018 de la Communauté de Communes du Lodévois Larzac demandant son intégration au périmètre d'études de la révision de la charte du PNR GC,

Vu la Délibération n° 2019-009-PNRGC du Comité syndical du PNR GC du 1er février 2019 de lancement de la révision de la charte du PNR GC,

Vu la Délibération du Conseil Régional Occitanie du 29 mars 2019 qui prescrit la révision de la charte du PNR GC,

Vu l'avis d'opportunité de l'Etat en date du 5 novembre 2019 qui émet un avis favorable sur le renouvellement de la charte du PNR GC et sur l'intégration dans son périmètre d'étude la communauté de communes du Lodévois Larzac (hors Roqueredonde et Romiguières déjà dans le PNR Haut Languedoc),

Vu la note d'enjeu de l'Etat en date du 14 septembre 2020,

Vu le comité de pilotage de la révision de la charte du 1/10/20,

Vu la délibération du conseil syndical du PNR des Grands Causses pour valider l'avant-projet de charte en date du 4 décembre 2020.

À la suite de la visite conjointe de rapporteurs du Conseil National de la Protection de la Nature et de la fédération des PNR de France qui a eu lieu du 6 au 8 juillet 2021, une audition s'est déroulée le 13 décembre 2021 en visioconférence devant des représentants du CNPN. Le CNPN, à la suite de cette audition, a émis un avis favorable avec réserve alors que la FPNRF a émis un avis favorable avec remarques en date du 12 janvier 2022.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Sur la base notamment de ces avis, et de l'avis favorable de l'Agence de l'Eau Adour Garonne du 3 janvier 2022, **le préfet de Région a émis un avis favorable le 1 juin 2022 avec les évolutions suggérées** en particulier sur l'éolien, la hiérarchie des normes, les enjeux de préservation de la biodiversité et la remise en état des continuités écologiques. Cet avis demande de prendre en considération les avis précédents du CNPN et de la FPNRF.

À la suite de cet avis, le projet de charte a été complétée et envoyé pour avis à l'Autorité Environnementale le 5 juillet 2022 avec le dossier d'évaluation environnementale.
L'Autorité Environnementale, à la suite d'une visite de 2 rapporteurs le 3 et 4 octobre, a émis un avis en date du 20 octobre 2022. Cet avis présente 3 types de recommandations : des recommandations de forme, des recommandations de méthodologie et des recommandations sur la prise en compte de l'environnement par le projet de charte.

À la suite du comité de pilotage du 25 octobre 2022, un mémoire de réponse a été élaboré pour être intégré au dossier d'enquête publique. Celui-ci a été validé par délibération du conseil syndical du PNR des Grands Causses le 28 octobre 2022 et a autorisé le lancement de l'enquête publique.

Préalablement à l'enquête publique, plusieurs réunions publiques ont été organisées afin de sensibiliser la population à ce projet de charte et à cette procédure de consultation publique. Quatre réunions ont été organisées :

- le 2 novembre 2022 à Vabres l'Abbaye et Séverac d'Aveyron
- et le 3 novembre 2022 à Millau et au Caylar

L'enquête publique s'est déroulée du 7 novembre au 12 décembre 2022 avec 12 lieux d'enquête publique et 15 permanences de la commission d'enquête en 12 lieux d'enquête Lors de cette enquête 78 contributions ont été recueillies :

- 10 courriers adressés ou remis en main propre
- 45 observations déposées sur le registre numérique
- 6 courriels
- 17 observations déposées sur les registres papier

Après déduction de « doublons », 71 contributions différentes ont été retenues réparties sur 8 thématiques différentes (des contributions concernent plusieurs thèmes), 4 contributions sont relatives au thème A- Le projet/le dossier, 1 au thème B- Paysages, 56 au thème C-Energies renouvelables, 1 au thème D- Patrimoine, 4 au thème E- Biodiversité, 3 au thème F-Eau, 1 au thème G-Mobilités et 1 au thème H- Autres.

- Sur cet ensemble de propositions, 81 % concernent les énergies renouvelables (essentiellement l'éolien) ;
- 47 % sont « défavorables » ou « plutôt défavorables » sur un ou plusieurs composantes du projet de charte dont très majoritairement l'éolien, 47 % sont « favorables » ou « plutôt favorables avec réserves ou demandes », le reste affiche plutôt une neutralité.
- Les 71 contributions ont été émises par 58 contributeurs différents répartis en 36 particuliers, 8 associations, 5 sociétés et 9 élus ou communes.

L'ensemble des éléments de cette enquête est présenté dans le rapport final, et ses annexes, de la commission d'enquête qui sont fournis ci-joints.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

La commission d'enquête émet un avis final favorable avec les recommandations suivantes :

1) les réponses aux réserve, recommandations, remarques de l'Etat, du CNPN, de la FPNRF et de l'Autorité Environnementale devront effectivement être intégrées dans la charte.

2)concernant les ENR, il sera indispensable que la définition au cas par cas de la hauteur des mats d'éoliennes soit précédée d'une étude paysagère approfondie dans le cadre de critère préalablement établis. La mise en œuvre de l'agrivoltaisme nécessitera la définition d'une méthodologie pour s'assurer du respect de la protection, de la préservation et de la conservation de l'agriculture, du patrimoine naturel et culturel et des paysages.

3)les enjeux lies à l'eau, pour la protection de la ressource en quantité et en qualité, eaux souterraines et eaux de surface devront constituer une priorité à court et moyen terme.

4)dans l'objectif de mieux se faire connaitre auprès des habitants du territoire, de permettre a ceux-ci d'appréhender le rôle et les missions d'un PNR, de connaitre la charte, le PNRGC devra s'attacher à poursuivre en continu des actions de communication et d'information sous toutes les formes (actions locales, expositions, conférences...) et notamment préalablement a la mise en œuvre des nombreuses interventions prévues.

LE PRESIDENT PROPOSE :

- D'arrêter le projet de Charte enrichie des compléments apportés lors de l'avis de l'Autorité Environnementale et de l'enquête publique,
- De saisir la Présidente de la région Occitanie pour la transmission de ce projet au Préfet de Région pour l'Examen final du Ministre

VOTE :	Pour : **31**	Contre : /	Abstention : **1** (Catherine JOUVE)

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

REGION OCCITANIE

DEPARTEMENTS DE L'AVEYRON

ET

DE L'HERAULT

PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA REVISION DE LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

ENQUETE PUBLIQUE DU 07 NOVEMBRE AU 12 DECEMBRE 2022

ANNEXES

COMMISSION D'ENQUETE
Président : Claude OLIVIER
Membres : Jacques BERNUS
Pierre FAURE

Décision du Président du Tribunal Administratif de Toulouse du 8 mars 2022

Arrêté de la Présidente du conseil régional de la région Occitanie du 13 octobre 2022

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Annexe 1 : Arrêté de la Présidente du Conseil Régional d'Occitanie du 13 octobre 2022
Annexe 2 : Avis d'enquête publique
Annexe 3 : Publications dans les journaux
Annexe 4 : Affichages
Annexe 5 : Avis de l'autorité environnementale et réponse du parc naturel régional des Grands Causses
Annexe 6 : Procès-verbal de fin d'enquête du 21 décembre 2022
réponse du maître d'ouvrage au procès-verbal de la commission d'enquête
Annexe 7 : Sigles et abréviations

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

ANNEXE 1 : ARRETE DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'OCCITANIE DU 13 octobre 2022

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

M

ARRÊTÉ DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL N°DITEE/SBT/2022-50 DU 13/10/2022

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
031-200053791-20221013-DITEE-SBT-22-50-AR
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 14/10/2022
Affichage : 14/10/2022

ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES EN VUE DE SA REVISION

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.123-3 à L. 123-18 ; R.123-3 à R. 123-27, L. 331-1 à L.333-4 ; R. 333-6-1
Vu le Décret n° 2008-359 du 16 avril 2008 portant classement du parc naturel régional des Grands Causses,
Vu la délibération du conseil régional Occitanie n°2019/AP-MARS/09 du 28 mars 2019 prescrivant la révision de la charte du parc naturel régional des Grands Causses
Vu l'avis du conseil national de la protection de la nature en date du 13 décembre 2021
Vu l'avis de la fédération des parcs naturels régionaux de France en date du 12 janvier 2022
Vu l'avis du Préfet de région en date du 01 juin 2022
Vu l'avis de l'autorité environnementale
Vu l'ordonnancée n° E22000018/31 du 8 mars 2022 de Monsieur le Président du tribunal administratif de Toulouse désignant les membres de la commission d'enquête
Vu la délibération du comité syndical du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses n°CS_2022 approuvant le projet de Charte du PNR Grands Causses ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre le projet de charte du Parc Naturel Régional des Grands Causses à enquête publique,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : OBJET ET DUREE DE L'ENQUETE

Par délibération n°2019/AP-MARS/09 du 28 mars 2019, la Région Occitanie a engagé la procédure de révision de la charte du Parc naturel régional des Grands Causses qui comprend notamment l'extension du périmètre classé PNR sur la partie nord du département de l'Hérault (26 communes de la CC Lodévois Larzac).

L'enquête publique porte sur le projet de charte du Parc naturel régional des Grands Causses. A son issue, le Conseil régional devra se prononcer par délibération sur la demande de renouvellement de classement du Parc naturel régional des Grands Causses pour une durée de 15 ans.

Le projet de charte du Parc naturel régional des Grands Causses est arrêté et soumis à enquête publique.

Le dossier se compose de :
- le rapport de charte et le plan de Parc, prévus aux articles R.333-6-1 et R. 123-8 du code de l'environnement,
- une présentation synthétique du projet,
- la référence aux dispositions du III de l'article L.333-1 et de l'article R.333-6-1 et la façon dont l'enquête publique s'insère dans la procédure de classement,
- l'avis motivé du Préfet de région sur l'opportunité du projet,
- l'avis de l'Autorité Environnementale,
- le bilan de la concertation organisée pour l'élaboration de la charte

Accusé de réception en préfecture
Enquête E22000018/31 PNR des Grands Causses
page 4
Reçu le 07/02/2023

Il sera procédé à une enquête publique durant 36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H 00 au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h 00 portant sur le projet de charte du parc naturel régional des Grands Causses dont le périmètre inclus les communes suivantes :

Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Comprégnac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, La-Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-de-Navacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-du-Bosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.

Le projet de Charte sera à la suite de l'enquête transmis à l'Etat pour avis et aux départements, communes et établissements publics à fiscalité propre territorialement concernés pour approbation puis approuvé par le conseil régional.

ARTICLE 2 : SIEGE DE L'ENQUETE

Le siège de l'enquête publique est fixé au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses sis 71, Boulevard de l'Ayrolle — 12101 MILLAU.
Toute correspondance relative à l'enquête peut être envoyée à cette adresse à l'attention du président de la commission d'enquête.

ARTICLE 3 : COMMISSION D'ENQUETE

Une commission d'enquête a été désignée par ordonnance n° E22000018/31 du Président du tribunal administratif de Toulouse en date du 8 mars 2022.

La commission d'enquête est composée des membres suivants :

Président : Claude OLIVIER

Membres Titulaires :

Jacques BERNUS
Pierre FAURE

ARTICLE 4 : DOSSIER D'ENQUETE ET OBSERVATIONS DU PUBLIC

Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier en version papier, comprenant notamment une évaluation environnementale et l'avis de l'autorité environnementale seront déposés dans les mairies désignées comme lieu d'enquête afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Un registre d'enquête sur lequel seront consignées les observations et propositions du public sera également ouvert dans chaque lieu d'enquête.

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Le même dossier, ainsi que le registre d'enquête dématérialisé, pourront également être consultés par voie dématérialisée à l'adresse suivante :
https://www.parc-grands-causses.fr/une-structure-le-parc/charte-2022-2037-un-projet-de-territoire#.Yt65PoTP18c

Les observations et propositions du public pourront être déposées sur ce registre dématérialisé sur le site suivant : https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc
Ou sur l'adresse mail suivante : revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr

Il pourra également être consulté sur le poste informatique mis à la disposition du public au siège de l'enquête publique, 71, Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU aux jours et heures précisés à l'article suivant.

Toute personne pourra à sa demande obtenir des informations sur le projet de charte en s'adressant à Arnaud SANCET, Directeur Général Adjoint Pole Aménagement, paysage et évaluation du syndicat mixte du PNR (arnaud.sancet@parc-grands-causses.fr - 05 65 61 46 65) - 71, Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête mis à sa disposition au siège de l'enquête ou sur les lieux d'enquête ou sur le registre dématérialisé. Les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par la commission d'enquête aux jours et dates de permanence fixés à l'article 6 du présent arrêté.

Elles peuvent également être adressées par voie postale au siège de l'enquête comme précisé à l'article 2 du présent arrêté à Monsieur le Président de la commission d'enquête au siège du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses ou par courrier électronique à la commission d'enquête à l'adresse suivante : revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr

ARTICLE 5 : LIEUX D'ENQUETE

Lieux de consultation du dossier :

Pendant toute la durée d'ouverture de l'enquête, un exemplaire physique du dossier d'enquête sera consultable, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux (horaires donnés à titre indicatif) :

- **au siège du Syndicat Mixte du PNR des Grands Causses :**

12	Syndicat Mixte du Parc - Millau	Lun au Ven : 9h-12h / 14h-17h

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

- **dans les mairies ci-après désignées :**

Dpt	Lieu	Horaires (à titre indicatif)
12	Saint Sernin	Lundi au vendredi : 8h00-12h00
12	Camarès	Lundi au vendredi : 9h00-12h00 Lundi et vendredi : 14h00-16h30
12	Séverac d'Aveyron	Lundi au vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h00
12	Vezins	Lundi et jeudi : 8h30-12h30 et 14h00-17h30 Mardi et vendredi : 8h30-12h30 Mercredi : 9h00-12h00
12	Nant	Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h00-12h00 et 14h00-17h00
12	Mostuéjouls	Lundi : 10h00-12h00 Vendredi : 14h00-17h00
34	Le Caylar	Lundi au vendredi : 9h00-12h00

- **et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :**

Dpt	Lieu	Horaires (à titre indicatif)
12	Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique	Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00
12	Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn	Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 8h15-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h15-12h00
12	Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus	Lundi au jeudi : 8h30-13h00 et 13h30-17h00 Vendredi : 8h30-13h00 et 13h30-15h30
34	Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève	Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00 et 13h30-16h30

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

ARTICLE 6 : LIEUX ET DATES DES PERMANENCES

Lieux et dates des permanences de la commission d'enquête qui se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

JOUR DE PERMANENCE	LIEU et contact	COMMUNE	HORAIRES
07/11/2022	Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses 71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU	Millau	9h00-12h00
17/11/2022	Mairie de Nant Place du Claux - 12230 NANT *Valérie BONNIOL*	Nant	10h00-12h00
17/11/2022	Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE *05 36 15 00 19*	Saint Affrique	14h00-17h00
21/11/2022	Mairie du Caylar Avenue de Millau 34520 LE CAYLAR	Le Caylar	10h00-12h00
21/11/2022	Communauté de communes Lodévois Larzac 1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE *Amandine RUDEL*	Lodève	14h00-17h00
23/11/2022	Mairie de Sévérac d'Aveyron 9 rue Serge Duhourquet 1250 SEVERAC D'AVEYRON *Angéline GRANIER*	Séverac d'Aveyron	9h00-12h00
23/11/2022	Mairie de Vezins de Lévézou 3 route du Claux 12780 VEZINS de LEVEZOU *Joséphine BENEL*	Vezins	14h00-17h00
30/11/2022	Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn 70 avenue Saint Férréols 12490 SAINT-ROME-DE-TARN *Claudie CELIE*	Saint-Rome-de-Tarn	10h00-12h00
30/11/2022	Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE *05 36 15 00 19*	Saint Affrique	14h00-17h00
02/12/2022	Siège Communauté de communes Larzac et Vallées Le Bourg – 12540 CORNUS *Régine FABREGUETTES*	Cornus	9h00-12h00
02/12/2022	Communauté de communes Lodévois Larzac 1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE *Amandine RUDEL*	Lodève	14h00-16h00

Accusé de réception en préfecture
PLE-2312001349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

08/12/2022	Mairie de Saint-Sernin-sur-Rance 1 place Bourguebus 12380 SAINT-SERNIN-SUR-RANCE *Christophe TENEDOS*	Saint Sernin	10h00-12h00
08/12/2022	Mairie de Camarès Salle du Conseil - 11 Grand'Rue 12360 CAMARES	Camarès	14h00-17h00
12/12/2022	Mairie de Mostuéjouls La Peyrouse Salle du Conseil 12720 MOSTUEJOULS *Christine BEDEL*	Mostuéjouls	10h00-12h00
12/12/2022	Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses 71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU	Millau	14h00-17h00

ARTICLE 7 : AVIS D'ENQUETE

Un avis d'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les journaux locaux suivants : Midi Libre Millau, la Dépêche Millau et Midi Libre Lodève.

Ce même avis sera publié sur le site internet du Parc des Grands Causses et affiché, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de l'enquête dans les lieux suivants :

Liste des communes :
Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Comprégnac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, La-Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-de-Navacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-du-Bosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.

Accusé de réception en préfecture
Enquête 1220001493 PNR des Grands Causses
PIE-2312201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Liste des Communautés de Communes :

- Causses à l'Aubrac
- Larzac et Vallées
- Lodévois Larzac
- Millau Grands Causses
- Monts, Rance et Rougiers
- Muse et Raspes du Tarn
- Pareloup Lévézou
- Réquistanais
- Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

Préfecture de l'Hérault, Préfecture de l'Aveyron, Sous-Préfecture de Millau, Sous-préfecture de Lodève
Maison de la Région Millau
Conseil Départemental de l'Aveyron, Conseil Départemental de l'Hérault
Hôtel de Région Toulouse, Hôtel de Région Montpellier

ARTICLE 8 : RAPPORT D'ENQUETE

Le rapport dans lequel la Commission d'enquête énoncera ses conclusions motivées sera tenu à la disposition du public durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et dès leur réception dans chacune des mairies où s'est déroulé l'enquête, à la Préfecture de chaque département concerné, à la Région Occitanie et au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête seront également publiés sur le site internet du Parc naturel régional des Grands Causses pendant le même délai d'un an ainsi que sur le site : https://www.publilegal.fr/enquetepublique/enquetesencours

ARTICLE 9 : EXECUTION

Le Directeur général des services de la Région Occitanie, les maires des 119 communes concernées, le président du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses, le président de la commission d'enquête sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Région Occitanie (www.laregion.fr)

Fait à Montpellier, le 13/10/2022

PUBLIE LE :

Carole DELGA

ANNEXE 2 : AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Accusé de réception en préfecture
PTE-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes :
Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Comprégnac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, La-Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-de-Navacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-du-Bosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.

Liste des Communautés de Communes concernées par ce projet de révision de la charte du PNR des Grands Causses :
Causses à l'Aubrac / Larzac et Vallées / Lodévois Larzac / Millau Grands Causses / Monts, Rance et Rougiers / Muse et Raspes du Tarn / Pareloup Lévézou / Réquistanais / Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

****

Par arrêté N° DiTEE/SBT/2022-50, la Présidente du Conseil Régional Occitanie a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de classement du Parc naturel régional des Grands Causses sur un périmètre élargi à 119 communes.

Durée de l'enquête :
Conformément au Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18, R.123-1 à R.123-27, L.333-1 à L.333-3 et R.333-1 à R.333-16, il sera procédé à une enquête publique durant **36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h**, portant sur le projet présenté par la Région Occitanie.

Commission d'enquête :
Ont été désignés membres de la commission d'enquête, par ordonnance n° E22000018/31 du Président du tribunal administratif de Toulouse en date du 8 mars 2022 :
en qualité de Président : Monsieur Claude OLIVIER
en qualité de membres titulaires : Jacques BERNUS et Pierre FAURE
.

Accusé de réception en préfecture
PIE-231200149-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Lieux de l'enquête :
Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet prévu par le code de l'environnement, dont notamment l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public dans les lieux aux heures d'ouverture habituelle des bureaux de :

dans les mairies ci-après désignées :

Dpt	Lieu	Horaires (à titre indicatif)
12	Saint Sernin	Lundi au vendredi : 8h00-12h00
12	Camarès	Lundi au vendredi : 9h00-12h00 Lundi et vendredi : 14h00-16h30
12	Séverac d'Aveyron	Lundi au vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h00
12	Vezins	Lundi et jeudi : 8h30-12h30 et 14h00-17h30 Mardi et vendredi : 8h30-12h30 Mercredi : 9h00-12h00
12	Nant	Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h00-12h00 et 14h00-17h00
12	Mostuéjouls	Lundi : 10h00-12h00 Vendredi : 14h00-17h00
34	Le Caylar	Lundi au vendredi : 9h00-12h00

- **et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :**

Dpt	Lieu	Horaires (à titre indicatif)
12	Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique	Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00
12	Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn	Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 8h15-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h15-12h00
12	Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus	Lundi au jeudi : 8h30-13h00 et 13h30-17h00 Vendredi : 8h30-13h00 et 13h30-15h30
34	Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève	Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00 et 13h30-16h30

.

Ainsi qu'au Syndicat Mixte du Parc naturel régional des G**rands Causses** à Millau, désigné **siège de l'enquête publique**, disposant d'un poste informatique pour l'accès au dossier numérique et mettant en consultation le rapport physique de l'évaluation environnementale.
Le dossier complet est accessible à l'adresse suivante : https://www.parc-grands-causses.fr/une-structure-le-parc/charte-2022-2037-un-projet-de-territoire#.Yt65PoTP18c

Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre électronique accessible depuis le site internet ci-dessus ou celui-ci :

https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc

ou par mail : revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr

ou sur les registres ouverts à cet effet dans les lieux précités ou les adresser au siège de la Commission d'enquête publique à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la commission d'enquête au siège du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses (adresse ci-dessous).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Toute personne peut, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, à ces mêmes coordonnées.

Le président de la commission d'enquête pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

Lieux et heures de permanence :
Le président de la commission d'enquête et ses assesseurs recevront les observations du public sur le projet de charte du Parc aux jours et horaires suivant :

JOUR DE PERMANENCE	LIEU et contact	COMMUNE	HORAIRES
07/11/2022	Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses 71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU	Millau	9h00-12h00
17/11/2022	Mairie de Nant Place du Claux - 12230 NANT *Valérie BONNIOL*	Nant	10h00-12h00
17/11/2022	Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE *05 36 15 00 19*	Saint Affrique	14h00-17h00
21/11/2022	Mairie du Caylar Avenue de Millau 34520 LE CAYLAR	Le Caylar	10h00-12h00
21/11/2022	Communauté de communes Lodévois Larzac 1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE *Amandine RUDEL*	Lodève	14h00-17h00
23/11/2022	Mairie de Sévérac d'Aveyron 9 rue Serge Duhourquet 1250 SEVERAC D'AVEYRON *Angéline GRANIER*	Séverac d'Aveyron	9h00-12h00
23/11/2022	Mairie de Vezins de Lévézou 3 route du Claux 12780 VEZINS de LEVEZOU *Joséphine BENEL*	Vezins	14h00-17h00
30/11/2022	Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn 70 avenue Saint Férréols 12490 SAINT-ROME-DE-TARN *Claudie CELIE*	Saint-Rome-de-Tarn	10h00-12h00
30/11/2022	Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE *05 36 15 00 19*	Saint Affrique	14h00-17h00
02/12/2022	Siège Communauté de communes Larzac et Vallées Le Bourg – 12540 CORNUS *Régine FABREGUETTES*	Cornus	9h00-12h00
02/12/2022	Communauté de communes Lodévois Larzac 1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE *Amandine RUDEL*	Lodève	14h00-16h00

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

08/12/2022	Mairie de Saint-Sernin-sur-Rance 1 place Bourguebus 12380 SAINT-SERNIN-SUR-RANCE *Christophe TENEDOS*	Saint Sernin	10h00-12h00
08/12/2022	Mairie de Camarès Salle du Conseil - 11 Grand'Rue 12360 CAMARES	Camarès	14h00-17h00
12/12/2022	Mairie de Mostuéjouls La Peyrouse Salle du Conseil 12720 MOSTUEJOULS *Christine BEDEL*	Mostuéjouls	10h00-12h00
12/12/2022	Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses 71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU	Millau	14h00-17h00

Rapport et conclusions de la commission d'enquête :
A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport qui relatera son déroulement et examinera les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ; favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport dans lequel la Commission d'enquête énoncera ses conclusions motivées sera tenu à la disposition du public durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et dès leur réception, à la Préfecture de chaque département concerné, à la Région Occitanie et au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête seront également publiés sur le site internet du Parc naturel régional des Grands Causses pendant le même délai d'un an ainsi que sur le site : https://www.publilegal.fr/enquetepublique/enquetesencours.

A l'issue de l'enquête et après consultations des collectivités, la Région se prononcera par délibération sur le projet qui aura pu être modifié au vu des conclusions de la commission d'enquête, pour demander le classement du Parc naturel régional des Grands Causses.

ANNEXE 3 : PUBLICITES DANS LES JOURNAUX

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

ANNONCES

Contacts - Rencontres - Voyance

Contacts

VOYANCE

MAÎTRE BOUMBA
Voyant Médium Guérisseur
[illegible]
06 28 68 33 46

Maître BAMBO
[illegible]
07 63 28 59 96

[illegible]
Pr ALAIN
[illegible]
06 05 95 11 88

MR MADOU
[illegible]
07 54 59 38 69

PROFESSEUR TASSI
[illegible]
06 48 52 56 50

MONSIEUR BANA
[illegible]
06 10 99 02 69

Rencontres
union

HOMMES

RENCONTRES H/H
08 95 02 05 50

FEMMES

NOUVEAU TELEPHONE ROSE
01 86 40 00 40

SEXE AU TÉLÉPHONE
EN DIRECT et SANS ATTENTE
0895 895 738

Tél. 06.19.43.36.04

Michèle [illegible]
Tél. 06 14 59 17 90

05 34 45 17 85
TELEPHONE ROSE

NOUVEAU TELEPHONE ROSE
01 86 40 00 40

SEXE AU TÉLÉPHONE
EN DIRECT et SANS ATTENTE
0895 895 738

Tél. 06.19.43.36.04

Michèle [illegible]
Tél. 06 14 59 17 90

Sexée 70 partagerait amitié tendresse retraite agréable à vivre
C.N.R. 05 61 53 54 02

DEPUIS 1981, DES MILLIERS D'ADHÉRENTS ONT FAIT CONFIANCE À VOTRE AGENCE

DUO TENDRESSE

[illegible]

05 61 23 80 66
www.duotendresse.com

Implantation historique sur vos départements : 09 - 11 - 12 - 31 - 32 - 46 - 47 - 64 - 65 - 81 - 82 | 75% de réussite | Rendez-vous à domicile ou au bureau | «Votre histoire d'amour passe par nous !»

LA DÉPÊCHE
55,2%
DES LECTEURS
sont actifs
dont 53,6% CSP+

Légales

La Dépêche du Midi / 18 octobre 2022

[illegible]

AVIS PUBLICS — **Enquêtes Publiques**

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes :

[illegible]

Durée de l'enquête :

[illegible] **36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h,** [illegible]

Commission d'enquête :

[illegible]

en qualité de Président : [illegible]

en qualité de membres titulaires : [illegible]

Lieux de l'enquête :

[illegible]

dans les mairies ci-après désignées :

- **Département 12 :**
  - **Saint Sernin :** [illegible]
  - **Camarès :** [illegible]
  - **Sévérac d'Aveyron :** [illegible]
  - **Vezins :** [illegible]
  - **Nant :** [illegible]
  - **Montjaux :** [illegible]
- **Département 34 :**
  - **Le Caylar :** [illegible]

et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :

- **Département 12 :**
  - **Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique :** [illegible]
  - **Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn :** [illegible]
  - **Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus :** [illegible]
- **Département 34 :**
  - **Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève :** [illegible]

[illegible] **Grands Causses** [illegible] **siège de l'enquête publique**, [illegible]

https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc

[illegible] **revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr**

[illegible]

Lieux et heures de permanence :

[illegible]

[illegible]

ACHETEURS PUBLICS, PUBLIEZ ET DÉMATÉRIALISEZ VOS MARCHÉS PUBLICS avec LA DÉPÊCHE

Le service des annonces légales de La Dépêche du Midi vous accompagne dans toutes vos démarches de passation des marchés publics

Contactez-nous : 05.62.11.37.37
service.legales@o2pub.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023



Accusé de réception en préfecture
Enquête 2022000034931 PNR20s Caussa 03 004
PIE-2512201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

MIDI LIBRE / 22/10/2022
LODEVE

AVIS PUBLICS

ENQUÊTES PUBLIQUES

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes

VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉATION

IRIS

AVIS DE CONSTITUTION

Annonces légales

Vie des sociétés

Ventes aux enchères

SERVICE SPÉCIALISÉ 04 3000 2020

Nous vous assurons les meilleurs délais de parution

LA RAPIDITÉ C'EST NOTRE QUOTIDIEN

Publiez facilement votre annonce légale en ligne en quelques clics

Devis et attestation de parution immédiats

Paiement en ligne sécurisé

www.legale-online.fr

Midi Libre

VOTRE JOURNAL EST LOCAL VOTRE CONSEILLER AUSSI



A votre écoute du lundi au vendredi de 8h à 17h et le samedi de 8h à 12h

04 3000 30 34

N° non surtaxé

Abonnements@midilibre.com

Accédez à votre compte en ligne sur Midilibre.fr pour consulter ou régler vos factures, mettre à jour vos coordonnées et vos informations bancaires, lire votre journal numérique*

Créez votre compte !

- Munissez-vous de votre numéro d'abonné et de votre adresse mail
- Rendez-vous sur le site *profil.midilibre.fr*
- Téléchargez l'application Midi Libre, Le Journal pour une lecture optimisée et mobile.

*Réservé aux particuliers abonnés à jours ou 7 jours/7

Accusé de réception en préfecture
034-213401493-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

187444

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE - RAPPEL

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes

Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Comprégnac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, La-Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-de-Navacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-du-Bosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.

Liste des Communautés de Communes concernées par ce projet de révision de la charte du PNR des Grands Causses :Causses à l'Aubrac / Larzac et Vallées / Lodévois Larzac / Millau Grands Causses / Monts, Rance et Rougiers / Muse et Raspes du Tarn / Pareloup Lévézou / Réquistanais / Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

****

Par arrêté N° DiTEE/SBT/2022-50, la Présidente du Conseil Régional Occitanie a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de classement du Parc naturel régional des Grands Causses sur un périmètre élargi à 119 communes.

Durée de l'enquête :

Conformément au Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18, R.123-1 à R.123-27, L.333-1 à L.333-3 et R.333-1 à R.333-16, il sera procédé à une enquête publique durant **36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h**, portant sur le projet présenté par la Région Occitanie.

Commission d'enquête :

Ont été désignés membres de la commission d'enquête, par ordonnance n° E22000018/31 du Président du tribunal administratif de Toulouse en date du 8 mars 2022 :

en qualité de Président : Monsieur Claude OLIVIER

en qualité de membres titulaires : Jacques BERNUS et Pierre FAURE

Lieux de l'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet prévu par le code de l'environnement, dont notamment l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public dans les lieux aux heures d'ouverture habituelle des bureaux de :

dans les mairies ci-après désignées :

Dpt/ Lieu/ Horaires (à titre indicatif)

12 Saint Sernin Lundi au vendredi : 8h00-12h00

12 Camarès Lundi au vendredi : 9h00-12h00 -Lundi et vendredi : 14h00-16h30

12 Séverac d'Aveyron Lundi au vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h00

12 Vezins Lundi et jeudi : 8h30-12h30 et 14h00-17h30 Mardi et vendredi : 8h30-12h30 Mercredi : 9h00-12h00

12 Nant Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h00-12h00 et 14h00-17h00

12 Mostuéjouls Lundi : 10h00-12h00 Vendredi : 14h00-17h00

34 Le Caylar Lundi au vendredi : 9h00-12h00

- et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :

Dpt/ Lieu/ Horaires (à titre indicatif)

12 Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00

12 Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 8h15-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h15-12h00

12 Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus Lundi au jeudi : 8h30-13h00 et 13h30-17h00 Vendredi : 8h30-13h00 et 13h30-15h30

34 Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00 et 13h30-16h30

Ainsi qu'au Syndicat Mixte du Parc naturel régional des **Grands Causses** à Millau, désigné **siège de l'enquête publique**, disposant d'un poste informatique pour l'accès au dossier numérique et mettant en consultation le rapport physique de l'évaluation environnementale.

Le dossier complet est accessible à l'adresse suivante :

https://www.parc-grands-causses.fr/une-structure-le-parc/charte-2022-2037-un-projet-de-territoire#.Yt65PoTP18c

Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre électronique accessible depuis le site internet ci-dessus ou celui-ci :

https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc

ou par mail : revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr ou sur les registres ouverts à cet effet dans les lieux précités ou les adresser au siège de la Commission d'enquête publique à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la commission d'enquête au siège du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses (adresse ci-dessous).

Toute personne peut, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, à ces mêmes coordonnées.

Le président de la commission d'enquête pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

Lieux et heures de permanence :

Le président de la commission d'enquête et ses assesseurs recevront les observations du public sur le projet de charte du Parc aux jours et horaires suivant :

JOUR DE PERMANENCE / LIEU et contact / COMMUNE/ HORAIRES

- 07/11/2022 Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - 12100 MILLAU

Millau 9h00-12h00

- 17/11/2022 Mairie de Nant Place du Claux - 12230 NANT

10h00-12h00

- 17/11/2022 Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons

Au Centre Social Le Quai Ancienne gare

12400 SAINT AFFRIQUE

14h00-17h00

- 21/11/2022 Mairie du Caylar

Avenue de Millau - 34520 LE CAYLAR

10h00-12h00

- 21/11/2022 Communauté de communes Lodévois Larzac

1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE

14h00-17h00

- 23/11/2022 Mairie de Sévérac d'Aveyron

9 rue Serge Duhourquet 1250 SEVERAC D'AVEYRON

9h00-12h00

- 23/11/2022 Mairie de Vezins de Lévézou

3 route du Claux 12780 VEZINS de LEVEZOU

14h00-17h00

- 30/11/2022 Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn

70 avenue Saint Férréols 12490 SAINT-ROME-DE-TARN

10h00-12h00

- 30/11/2022Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons

Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE

14h00-17h00

- 02/12/2022 Siège Communauté de communes Larzac et Vallées

Le Bourg – 12540 CORNUS

9h00-12h00

- 02/12/2022 Communauté de communes Lodévois Larzac

1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE

14h00-16h00

- 08/12/2022 Mairie de Saint-Sernin-sur-Rance

1 place Bourguebus 12380 SAINT-SERNIN-SUR-RANCE

Saint Sernin 10h00-12h00

- 08/12/2022 Mairie de Camarès

Salle du Conseil - 11 Grand'Rue 12360 CAMARES

14h00-17h00

- 12/12/2022 Mairie de Mostuéjouls La Peyrouse

Salle du Conseil 12720 MOSTUEJOULS

10h00-12h00

- 12/12/2022 Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU

14h00-17h00

Rapport et conclusions de la commission d'enquête :A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport qui relatera son déroulement et examinera les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ; favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport dans lequel la Commission d'enquête énoncera ses conclusions motivées sera tenu à la disposition du public durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et dès leur réception, à la Préfecture de chaque département concerné, à la Région Occitanie et au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête seront également publiés sur le site internet du Parc naturel régional des Grands Causses pendant le même délai d'un an ainsi que sur le site :

https://www.publilegal.fr/enquetepublique/enquetesencours.

A l'issue de l'enquête et après consultations des collectivités, la Région se prononcera par délibération sur le projet qui aura pu être modifié au vu des conclusions de la commission d'enquête, pour demander le classement du Parc naturel régional des Grands Causses.

Accusé de réception en préfecture
PTE-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

187445

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE - RAPPEL

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes

Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Comprégnac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, La-Vacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-de-Navacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-du-Bosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.

Liste des Communautés de Communes concernées par ce projet de révision de la charte du PNR des Grands Causses :Causses à l'Aubrac / Larzac et Vallées / Lodévois Larzac / Millau Grands Causses / Monts, Rance et Rougiers / Muse et Raspes du Tarn / Pareloup Lévézou / Réquistanais / Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

****

Par arrêté N° DiTEE/SBT/2022-50, la Présidente du Conseil Régional Occitanie a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de classement du Parc naturel régional des Grands Causses sur un périmètre élargi à 119 communes.

Durée de l'enquête :

Conformément au Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18, R.123-1 à R.123-27, L.333-1 à L.333-3 et R.333-1 à R.333-16, il sera procédé à une enquête publique durant **36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h**, portant sur le projet présenté par la Région Occitanie.

Commission d'enquête :

Ont été désignés membres de la commission d'enquête, par ordonnance n° E22000018/31 du Président du tribunal administratif de Toulouse en date du 8 mars 2022 :

en qualité de Président : Monsieur Claude OLIVIER

en qualité de membres titulaires : Jacques BERNUS et Pierre FAURE

Lieux de l'enquête :

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet prévu par le code de l'environnement, dont notamment l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public dans les lieux aux heures d'ouverture habituelle des bureaux de :

dans les mairies ci-après désignées :

Dpt/ Lieu/ Horaires (à titre indicatif)

12 Saint Sernin Lundi au vendredi : 8h00-12h00

12 Camarès Lundi au vendredi : 9h00-12h00 -Lundi et vendredi : 14h00-16h30

12 Séverac d'Aveyron Lundi au vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h00

12 Vezins Lundi et jeudi : 8h30-12h30 et 14h00-17h30 Mardi et vendredi : 8h30-12h30 Mercredi : 9h00-12h00

12 Nant Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h00-12h00 et 14h00-17h00

12 Mostuéjouls Lundi : 10h00-12h00 Vendredi : 14h00-17h00

34 Le Caylar Lundi au vendredi : 9h00-12h00

- et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :

Dpt/ Lieu/ Horaires (à titre indicatif)

12 Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00

12 Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 8h15-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h15-12h00

12 Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus Lundi au jeudi : 8h30-13h00 et 13h30-17h00 Vendredi : 8h30-13h00 et 13h30-15h30

34 Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève

Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30 Vendredi : 8h30-12h00 et 13h30-16h30

Ainsi qu'au Syndicat Mixte du Parc naturel régional des **Grands Causses** à Millau, désigné **siège de l'enquête publique**, disposant d'un poste informatique pour l'accès au dossier numérique et mettant en consultation le rapport physique de l'évaluation environnementale.

Le dossier complet est accessible à l'adresse suivante :

https://www.parc-grands-causses.fr/une-structure-le-parc/charte-2022-2037-un-projet-de-territoire#.Yt65PoTP18c

Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre électronique accessible depuis le site internet ci-dessus ou celui-ci :

https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc

ou par mail : revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr ou sur les registres ouverts à cet effet dans les lieux précités ou les adresser au siège de la Commission d'enquête publique à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la commission d'enquête au siège du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses (adresse ci-dessous).

Toute personne peut, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, à ces mêmes coordonnées.

Le président de la commission d'enquête pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.

Lieux et heures de permanence :

Le président de la commission d'enquête et ses assesseurs recevront les observations du public sur le projet de charte du Parc aux jours et horaires suivant :

JOUR DE PERMANENCE / LIEU et contact / COMMUNE/ HORAIRES

- 07/11/2022 Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle - 12100 MILLAU

Millau 9h00-12h00

- 17/11/2022 Mairie de Nant Place du Claux - 12230 NANT

10h00-12h00

- 17/11/2022 Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons

Au Centre Social Le Quai Ancienne gare

12400 SAINT AFFRIQUE

14h00-17h00

- 21/11/2022 Mairie du Caylar

Avenue de Millau - 34520 LE CAYLAR

10h00-12h00

- 21/11/2022 Communauté de communes Lodévois Larzac

1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE

14h00-17h00

- 23/11/2022 Mairie de Sévérac d'Aveyron

9 rue Serge Duhourquet 1250 SEVERAC D'AVEYRON

9h00-12h00

- 23/11/2022 Mairie de Vezins de Lévézou

3 route du Claux 12780 VEZINS de LEVEZOU

14h00-17h00

- 30/11/2022 Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn

70 avenue Saint Férréols 12490 SAINT-ROME-DE-TARN

10h00-12h00

- 30/11/2022Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons

Au Centre Social Le Quai Ancienne gare 12400 SAINT AFFRIQUE

14h00-17h00

- 02/12/2022 Siège Communauté de communes Larzac et Vallées

Le Bourg – 12540 CORNUS

9h00-12h00

- 02/12/2022 Communauté de communes Lodévois Larzac

1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE

14h00-16h00

- 08/12/2022 Mairie de Saint-Sernin-sur-Rance

1 place Bourguebus 12380 SAINT-SERNIN-SUR-RANCE

Saint Sernin 10h00-12h00

- 08/12/2022 Mairie de Camarès

Salle du Conseil - 11 Grand'Rue 12360 CAMARES

14h00-17h00

- 12/12/2022 Mairie de Mostuéjouls La Peyrouse

Salle du Conseil 12720 MOSTUEJOULS

10h00-12h00

- 12/12/2022 Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU

14h00-17h00

Rapport et conclusions de la commission d'enquête :A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport qui relatera son déroulement et examinera les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ; favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport dans lequel la Commission d'enquête énoncera ses conclusions motivées sera tenu à la disposition du public durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et dès leur réception, à la Préfecture de chaque département concerné, à la Région Occitanie et au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête seront également publiés sur le site internet du Parc naturel régional des Grands Causses pendant le même délai d'un an ainsi que sur le site :

https://www.publilegal.fr/enquetepublique/enquetesencours.

A l'issue de l'enquête et après consultations des collectivités, la Région se prononcera par délibération sur le projet qui aura pu être modifié au vu des conclusions de la commission d'enquête, pour demander le classement du Parc naturel régional des Grands Causses.

La Dépêche du Midi du 09/11/2022

Accusé de réception en préfecture
Enquête E22000018/31 PNR des Grands Causses
PIE-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

AVIS PUBLICS | **Enquêtes Publiques**

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Portant sur le projet de charte en vue du classement du PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES, situé sur le territoire des communes suivantes :
Aguessac, Arnac-sur-Dourdou, Ayssènes, Balaguier-sur-Rance, Belmont-sur-Rance, Brasc, Broquiès, Brousse-le-Château, Brusque, Calmels-et-le-Viala, Camarès, Campagnac, Castelnau-Pégayrols, Celles, Combret, Compeyre, Compréignac, Cornus, Coupiac, Creissels, Fayet, Fondamente, Fozières, Gissac, La Bastide-Pradines, La Bastide-Solages, La Capelle-Bonance, La Cavalerie, La Couvertoirade, La Cresse, La Roque-Sainte-Marguerite, La Serre, Lapanouse-de-Cernon, Lauroux, LaVacquerie-Saint-Martin-de-Castrie, Lavalette, Laval-Roquecezière, Le Bosc, Le Caylar, Le Clapier, Le Cros, Le Puech, Le Truel, Les Costes-Gozon, Les Plans, Les Rives, Lestrade-et-Thouels, L'Hospitalet-du-Larzac, Lodève, Marnhagues-et-Latour, Martrin, Mélagues, Millau, Montagnol, Montclar, Montfranc, Montjaux, Montlaur, Mostuéjouls, Mounes-Prohencoux, Murasson, Nant, Olmet-et-Villecun, Paulhe, Pegairolles-de-l'Escalette, Peux-et-Couffouleux, Peyreleau, Plaisance, Poujols, Pousthomy, Rebourguil, Rivière-sur-Tarn, Roquefort-sur-Soulzon, Saint-Affrique, Saint-André-de-Vézines, Saint-Beaulize, Saint-Beauzély, Sainte-Eulalie-de-Cernon, Saint-Etienne-de-Gourgas, Saint-Félix-de-l'Héras, Saint-Félix-de-Sorgues, Saint-Georges-de-Luzençon, Saint-Izaire, Saint-Jean-d'Alcapiès, Saint-Jean-de-la-Blaquière, Saint-Jean-du-Bruel, Saint-Jean-et-Saint-Paul, Saint-Juéry, Saint-Laurent-de-Lévézou, Saint-Laurent-d'Olt, Saint-Léons, Saint-Martin-de-Lenne, Saint-Maurice-deNavacelles, Saint-Michel, Saint-Pierre-de-la-Fage, Saint-Privat, Saint-Rome-de-Cernon, Saint-Rome-de-Tarn, Saint-Saturnin-de-Lenne, Saint-Sernin-sur-Rance, Saint-Sever-du-Moustier, Saint-Victor-et-Melvieu, Sauclières, Ségur, Sévérac-d'Aveyron, Sorbs, Soubès, Soumont, Sylvanès, Tauriac-de-Camarès, Tournemire, Usclas-duBosc, Vabres-l'Abbaye, Verrières, Versols et Lapeyre, Veyreau, Vezins-de-Lévézou, Viala-du-Pas-de-Jaux, Viala-du-Tarn.
Liste des Communautés de Communes concernées par ce projet de révision de la charte du PNR des Grands Causses :
Causses à l'Aubrac / Larzac et Vallées / Lodévois Larzac / Millau Grands Causses / Monts, Rance et Rougiers / Muse et Raspes du Tarn / Pareloup Lévézou / Réquistanais / Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons

Par arrêté N° DiTEE/SBT/2022-50, la Présidente du Conseil Régional Occitanie a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de classement du Parc naturel régional des Grands Causses sur un périmètre élargi à 119 communes.
Durée de l'enquête :
Conformément au Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.123-1 à L.123-18, R.123-1 à R.123-27, L.333-1 à L.333-3 et R.333-1 à R.333-16, il sera
procédé à une enquête publique durant **36 jours consécutifs, du lundi 7 novembre 2022 à 9 H au lundi 12 décembre 2022 inclus à 17 h,** portant sur le projet présenté par la Région Occitanie.
Commission d'enquête :
Ont été désignés membres de la commission d'enquête, par ordonnance n° E22000018/31 du Président du tribunal administratif de Toulouse en date du 8 mars 2022 :
en qualité de Président : Monsieur Claude OLIVIER
en qualité de membres titulaires : Jacques BERNUS et Pierre FAURE
Lieux de l'enquête :
Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête publique comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet prévu par le code de l'environnement, dont notamment l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés et tenus à la disposition du public dans les lieux aux heures d'ouverture habituelle des bureaux de :

dans les mairies ci-après désignées :
- Département 12 :
. Saint Sernin : Lundi au vendredi : 8h00-12h00
. Camarès :
Lundi au vendredi : 9h00-12h00
Lundi et vendredi : 14h00-16h30
. Séverac d'Aveyron : Lundi au vendredi : 9h00-12h00 et 13h30-17h00
. Vezins:
Lundi et jeudi : 8h30-12h30 et 14h00-17h30
Mardi et vendredi : 8h30-12h30
Mercredi : 9h00-12h00
. Nant :
Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9h00-12h00 et 14h00-17h00
. Mostuéjouls :
Lundi : 10h00-12h00
Vendredi : 14h00-17h00
- Département 34 :
. Le Caylar : Lundi au vendredi : 9h00-12h00

et aux sièges des Communautés de Communes, ci-après désignés :
- Département 12 :
. Siège de la Communauté de Communes Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons à Saint Affrique :
Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30
Vendredi : 8h30-12h00
. Siège de la Communauté de Communes Muse et Raspes du Tarn à Saint Rome de Tarn :
Lundi, mardi, mercredi, jeudi : 8h15-12h00 et 13h30-17h30
Vendredi : 8h15-12h00
. Siège de la Communauté de Communes Larzac et Vallées à Cornus :
Lundi au jeudi : 8h30-13h00 et 13h30-17h00
Vendredi : 8h30-13h00 et 13h30-15h30
- - Département 34 :
. Siège de la Communauté de Communes Lodévois Larzac à Lodève :
Lundi au jeudi : 8h30-12h00 et 13h30-17h30
Vendredi : 8h30-12h00 et 13h30-16h30

Ainsi qu'au Syndicat Mixte du Parc naturel régional des **Grands Causses** à Millau, désigné **siège de l'enquête publique**, disposant d'un poste informatique pour l'accès au dossier numérique et mettant en consultation le rapport physique de l'évaluation environnementale. Le dossier complet est accessible à l'adresse suivante : https://www.parc-grands-causses.fr/une-structure-le-parc/charte-2022-2037-un-projet-de-territoire#.YoUYfuxBxpI
Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre électronique accessible depuis le site internet ci-dessus ou celui-ci :
https://www.registre-numerique.fr/revision-charte-pnr-gc
ou par mail : **revision-charte-pnr-gc@mail.registre-numerique.fr**
ou sur les registres ouverts à cet effet dans les lieux précités ou les adresser au siège de la Commission d'enquête publique à l'adresse suivante :
Monsieur le Président de la commission d'enquête au siège du Syndicat mixte du Parc Naturel Régional des Grands Causses (adresse ci-dessous).
Toute personne peut, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, à ces mêmes coordonnées.
Le président de la commission d'enquête pourra également recevoir, sur rendez-vous, toute personne qui lui en fera la demande.
Lieux et heures de permanence :
Le président de la commission d'enquête et ses assesseurs recevront les observations du public sur le projet de charte du Parc aux jours et horaires suivant :
- 07/11/2022 à Millau : 9h00-12h00
. Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, 71 boulevard de l'Ayrolle, 12100 MILLAU
- 17/11/2022 à Nant : 10h00-12h00
. Mairie de Nant, Place du Claux - 12230 NANT
- 17/11/2022 à Saint Affrique : 14h00-17h00
. Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons, Au Centre Social Le Quai Ancienne gare, 12400 SAINT AFFRIQUE 05 36 15 00 19
- 21/11/2022 à Le Caylar : 10h00-12h00
. Mairie du Caylar, Avenue de Millau, 34520 LE CAYLAR
- 21/11/2022 à Lodève : 14h00-17h00
. Communauté de communes Lodévois Larzac, 1 place Capitaine Francis Morand, 34700 LODEVE
- 23/11/2022 à Séverac d'Aveyron : 9h00-12h00
. Mairie de Sévérac d'Aveyron 9 rue Serge Duhourquet 12150 SEVERAC D'AVEYRON
- 23/11/2022 à Vezins : 14h00-17h00
. Mairie de Vezins de Lévézou 3 route du Claux 12780, VEZINS de LEVEZOU
- 30/11/2022 à Saint-Rome-de-Tarn : 10h00-12h00
. Communauté de communes Muse et Raspes du Tarn, 70 avenue Saint Férréols 12490 SAINT-ROME-DE-TARN
- 30/11/2022 à Saint Affrique : 14h00-17h00
. Communauté de communes Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons Au Centre Social Le Quai, Ancienne gare, 12400 SAINT AFFRIQUE, 05 36 15 00 19
- 02/12/2022 à Cornus : 9h00-12h00
. Siège Communauté de communes Larzac et Vallées Le Bourg – 12540 CORNUS
- 02/12/2022 à Lodève : 14h00-16h00
. Communauté de communes Lodévois Larzac, 1 place Capitaine Francis Morand 34700 LODEVE
- 08/12/2022 à Saint Sernin : 10h00-12h00
. Mairie de Saint-Sernin-sur-Rance 1 place Bourguebus 12380 SAINT-SERNIN-SUR-RANCE
- 08/12/2022 à Camarès : 14h00-17h00
. Mairie de Camarès Salle du Conseil - 11 Grand'Rue, 12360 CAMARES
- 12/12/2022 à Mostuéjouls : 10h00-12h00
. Mairie de Mostuéjouls La Peyrouse Salle du Conseil, 12720 MOSTUEJOULS
- 12/12/2022 à Millau : 14h00-17h00
. Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, 71 boulevard de l'Ayrolle 12100 MILLAU
Rapport et conclusions de la commission d'enquête : A l'issue de l'enquête, la commission établira un rapport qui relatera son déroulement et examinera les observations recueillies. Elle consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ; favorables sous réserves ou défavorables au projet.
Le rapport dans lequel la Commission d'enquête énoncera ses conclusions motivées sera tenu à la disposition du public durant un an à compter de la date de clôture de l'enquête et dès leur réception, à la Préfecture de chaque département concerné, à la Région Occitanie et au siège du Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.
Le rapport et les conclusions de la Commission d'enquête seront également publiés sur le site internet du Parc naturel régional des Grands Causses pendant le même délai d'un an ainsi que sur le site : https://www.publilegal.fr/enquetepublique/enquetesencours.
A l'issue de l'enquête et après consultations des collectivités, la Région se prononcera par délibération sur le projet qui aura pu être modifié au vu des conclusions de la commission d'enquête, pour demander le classement du Parc naturel régional des Grands Causses.

ANNEXE 5 :AVIS AUTORITE ENVIRONNEMENTALE ET REPONSE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

Accusé de réception en préfecture
Enquête E22000018/31 PNR Grands Causses
PIE-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

PNR GRANDS CAUSSES
RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT
PROJET DE CHARTE

PROJET DE REPONSE A L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
reçu le 20 octobre 2022

I. RAPPEL DE LA SYNTHESE DE L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Synthèse de l'avis

« Le présent avis de l'Ae porte sur la révision de la charte du Parc naturel régional (PNR) des Grands Causses dans les départements de l'Aveyron et de l'Hérault, pour la période 2022-2037. Elle est portée par le Syndicat mixte de gestion du PNR[2].

Alors que le territoire du Parc comprend aujourd'hui 93 communes de l'Aveyron, le périmètre du projet de charte est élargi à 119 communes, avec l'adjonction de 26 des 28 communes de la communauté de communes Lodévois et Larzac du département de l'Hérault.

Les enjeux environnementaux du projet de Parc, identifiés par l'Ae, concernent :

- *l'adaptation au changement climatique et la maîtrise des risques qu'il induit ;*
- *le maintien des paysages qui fondent l'identité du territoire ;*
- *la préservation des milieux naturels et de la biodiversité ;*
- *le développement des énergies renouvelables et la maîtrise de leurs impacts ;*
- *la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau ;*
- *la maîtrise de la pression sportive et touristique ;*
- *la maîtrise de l'urbanisation et de l'artificialisation des sols notamment le long de l'A75.*

Le projet de charte comprend un ensemble foisonnant de mesures, qui pèchent par leur redondance et leur caractère souvent général. Toutefois, les indicateurs et l'outil de suivi, performant et bien maîtrisé, devraient permettre de communiquer avec clarté sur les choix effectués, les moyens mobilisés et les projets mis en œuvre.

Le Parc s'appuie sur sa bonne maîtrise de l'information environnementale et un relationnel de qualité avec les collectivités et les autres acteurs du territoire, pour les amener à mettre en œuvre la charte.Cela concerne notamment les dispositions relatives aux énergies renouvelables, généralement bien intégrées dans les documents d'urbanisme, mais de façon inégale. En outre, des réponses partagées plus fermes sont à anticiper face au développement de l'agrivoltaïsme et du solaire au sol.

S'agissant des activités de nature, le Parc valorise la qualité du territoire, mais l'Ae considère que la vigilance et l'anticipation du Parc et des parties prenantes doivent rester de mise en matière d'encadrement et d'évaluation des impacts.

En bonne intelligence avec le territoire, le Parc engage également une démarche proactive en matière d'identification d'espaces naturels pouvant bénéficier d'un niveau de « protection forte ».

Si l'extension du périmètre permet d'intégrer la totalité du causse du Larzac et semble répondre à un choix d'embrasser le mode de développement de la charte, le Parc doit veiller sur les déséquilibres qui pourraient survenir en matière d'animation territoriale ou de divergences stratégiques en particulier vis-à-vis des risques d'urbanisation et d'artificialisation amplifiés par le réseau routier, et notamment par les effets induits de l'A75.

L'évaluation environnementale est riche et documentée mais comporte certaines faiblesses dans l'appréciation des niveaux d'incidences et la formulation des enjeux et des thématiques qui varient selon les parties du dossier. Le scénario de référence mériterait d'être mieux décrit, tant pour affinerl'évaluation des incidences que mieux anticiper les évolutions tendancielles présentant des risquespour le territoire du Parc.

Les recommandations de l'Ae sont en grande partie méthodologiques. Elles concernent également le pilotage, ainsi que les enjeux de l'extension, du développement des énergies renouvelables, des dynamique paysagères et forestières, et des pressions liées à l'attractivité résidentielle ou sportive

L'ensemble des observations et recommandations de l'Ae sont présentées dans l'avis détaillé. »

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Ce mémoire de réponses se concentre sur les principales recommandations et remarques de l'Autorité Environnementale.

II. Recommandations sur le projet de charte révisée

Remarques de l'AE sur les défis transversaux et la gouvernance
L'Ae recommande de mieux définir le rôle du conseil scientifique, du conseil de développement et des commissions thématiques dans la mise en œuvre et le suivi de la charte.

Réponses du PNRGC :

Le projet de charte présente une synthèse des statuts (page 45) ainsi que le document administratif en annexe et qui indique le rôle des instances consultatives :
Le Conseil scientifique se compose de personnalités dont l'expertise porte sur le développement durable et les thématiques prioritaires de la Charte. Elles sont désignées par le Comité syndical pour trois ans renouvelables. Le Conseil scientifique apporte une réflexion prospective et favorise les démarches de sciences participatives. Le Conseil scientifique sera animé par un quart-temps de chargé de mission.
Le Conseil de développement se compose de structures professionnelles et associatives désignées par le Comité syndical. À travers ses recommandations, il aide le Syndicat mixte à définir les programmes d'actions. Il s'agit d'une instance permanente, dont le Président du Syndicat mixte est membre de droit.
Les commissions thématiques se composent des délégués du Syndicat mixte. Elles assurent le suivi des programmes opérationnels et examinent en amont les projets soumis à l'appréciation du Comité syndical. Le Président du Syndicat mixte en est membre de droit.

Parallèlement à la procédure de révision de la charte, des groupes de travail sont en cours pour préciser leurs fonctionnements

Remarques de l'AE sur le projet opérationnel
L'Ae recommande d'éviter les redondances entre sous-mesures, et de les trier, afin d'aboutir à une liste exploitable pour le suivi et l'évaluation

Réponses du PNRGC :

Effectivement, à la lecture complète de la charte, de nombreuses redondances apparaissent entre mesures et sous mesures mais celles-ci permettent d'une part de montrer l'approche transversale de la démarche du projet de territoire : quelle que soit la thématique d'entrée du projet, les autres thématiques sont étudiées et intégrées à la démarche. Et d'autre part, ces redondances sont utiles aux acteurs qui ne vont lire que certaines fiches (les fiches de leur domaine d'actions) afin de montrer la prise en compte globale des enjeux transversaux sur chacune des thématiques.

Remarques eu l'AE sur le plan du Parc
L'Ae recommande de compléter l'encart relatif au paysage avec l'ensemble des points noirs paysagers identifiés.

Dans le cadre de la procédure d'évaluation de la charte, dans lequel l'inventaire des points noirs paysagers est à réaliser, le Parc a lancé un inventaire participatif en ligne pendant le premier confinement du covid. La population plutôt « disponible » pendant cette période a répondu au questionnaire du Parc. La participation a été significative : 338 internautes ont visité la carte interactive sur le site web du Parc, 140 indications ont été effectuées. Elles portent en l'occurrence sur 59 points noirs et 81 hauts lieux. Malgré une « règle du jeu » clairement définie, les résultats s'avèrent médiocres en termes de pertinence. L'échelle d'analyse des participants s'est trop souvent limitée à une observation du « devant de porte » et non pas dans une vision de l'intérêt général. La couverture géographique n'est pas homogène. Le détail est précisé dans les études préalables de la révision (dossier l'évaluation de la précédente charte- p34 et 35).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

C'est pourquoi une sélection des points noirs les plus pertinents a été opérée. Pour autant, les points retenus ne représentent pas la réalité du terrain et ce travail devrait être largement complété. Cette donnée est donc à manipuler avec beaucoup de prudence et ne peut pas être mise en avant.

III. Recommandations sur l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale respecte formellement le contenu défini par l'article R. 122-20 du code de l'environnement.

Remarques de l'AE sur l'articulation de la charte avec d'autres plans ou programmes
L'Ae recommande d'expliquer pourquoi certaines mesures du projet de charte ne sont pas traitées dans l'analyse de l'articulation avec les documents d'urbanisme.

Réponses du PNR GC :

Certaines mesures du projet de charte n'apparaissent pas dans l'analyse de l'articulation des Scot car il n'y a pas d'objectifs du PADD propres à ces mesures.
Aussi, le projet de charte sera modifié :
-par une légende complétée en page 28 :

Forte convergence	
Convergence	
Neutre	
Divergence	
Non concerné	

-par la complétude du tableau (tableau en annexe) notamment vis-à-vis de la mesure 32 de la charte (mise en œuvre d'une stratégie foncière agricole intégrée et partagée) avec :

pour le SCOT sud Aveyron,

L'objectif n°17 est de créer une « zone agricole protégée » pour geler les parcelles inscrites dans l'aire géographique de l'AOP Côtes de Millau.

L'objectif n°18 est de protéger les vergers de la vallée du Tarn et de ses affluents.

L'objectif n°19 est de protéger les parcelles favorables au maraîchage et de prévoir des dispositifs assurantiels coopératifs pour rendre possible cette activité en zones inondables.

L'objectif n°25 est de limiter l'enfrichement des grands espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, de protéger les terres cultivables de toute construction et de préserver les éléments caractéristiques.

pour le SCOT du Lévezou :

L'objectif n°5 est de limiter l'enfrichement des espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, de protéger prioritairement les terres cultivables, et de préserver les éléments caractéristiques.

L'objectif n°6 est de protéger la surface agricole utile

L'objectif n°7 est de réduire la consommation foncière des terres agricoles, des espaces naturels et forestiers, et d'introduire des mécanismes de compensation lors de la création de nouveaux projets d'aménagement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Remarques de l'AE sur l'articulation de la charte avec d'autres plans ou programmes
L'Ae recommande de produire l'analyse de la compatibilité entre la charte et le Scot Pays Cœur d'Hérault

Réponses du PNR GC :
L'analyse de la compatibilité entre le projet de charte et le projet de Scot du Pays Cœur d'hérault est joint en annexe 1 de ce mémoire de réponse. D'une manière globale, le projet arrêté de SCOT est compatible avec le projet de charte. Toutefois, plusieurs sujets nécessiteront des compléments à apporter :
1-sur la TVB et notamment la définition des espaces à très fort intérêt écologique qui ne comprend pas les réservoirs (des milieux ouverts et boisés) et les corridors autres que les zonages de Protections réglementaires, les zonages Natura 2000, les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux, les ZNIEFF de type 1 et les ENS du département et la Trame bleue. De plus, le DOO présente une carte TVB (carte 6 page 47) a une très petite échelle avec quelques zooms en annexe qui sont insuffisants pour bien orienter et cadre les PLUi. C'est pourquoi sur ce sujet une mise en compatibilité sera nécessaire lorsque l'atlas TVB du PNRGC sera étendue sur la totalité de ce secteur.
2-sur la stratégie de développement qui devrait intégrer les enjeux environnementaux du territoire de manière plus marquée
3- la stratégie agricole est fortement orientée vers la viticulture et n'intègre pas assez les enjeux de transition écologique et énergétique. Notamment, les surfaces agropastorales qui servent de support pour l'AOP Roquefort ne sont pas ciblées comme espace agricole stratégique pour l'économie agricole. Il serait souhaitable d'intégrer ces surfaces tout comme les AOP hors vignobles qui sont classées dans les espaces de forte valeur et potentiel économique.
4- des précisions devront être apportées sur l'agrivoltaïsme

Remarques de l'AE sur l'articulation de la charte avec d'autres plans ou programmes
L'Ae recommande de compléter l'analyse de l'articulation de la charte avec le programme régional de la forêt et du bois et le schéma régional de gestion sylvicole, ainsi qu'avec les chartes des aires protégées voisines (PNC, PNR Aubrac et PNR Haut-Languedoc)

Réponses du PNRGC :
L'analyse de l'articulation du projet de charte avec le Programme régional de la forêt et du bois 2019-2029 et le Schéma régional de gestion sylvicole sera intégrée dans le dossier avant transmission pour avis au Ministère. En ce qui concerne le SRGC, l'analyse sera intégrée pour le SRGS 2021, actuellement à la consultation (dossier reçu pour avis le 20/10/2022).

Une analyse de l'articulation avec les chartes des aires protégées voisines (PNC, PNR Aubrac et PNR Haut Languedoc) sera également intégrée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

PARTIE 3 : Analyse de l'état initial de l'environnement, perspective d'évolution en l'absence de charte, caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées

Remarques de l'AE sur le diagnostic territorial
L'Ae recommande de compléter le diagnostic par une analyse des pressions et des menaces sur la biodiversité et les milieux naturels.

Réponses du PNR GC :

Le diagnostic sera complété par ce chapitre sur l'analyse des pressions et menaces sur la biodiversité et les milieux naturels :

Ce qui menace la biodiversité (de manière générale) :
1. *La destruction et l'artificialisation des milieux naturels*
2. *La surexploitation des ressources naturelles et le trafic illégal d'espèces*
3. *Le changement climatique global*
4. *Les pollutions des océans, des eaux douces, du sol et de l'air*
5. *L'introduction d'espèces exotiques envahissantes*

Difficile de quantifier à l'échelle territoriale (et même à l'échelle régionale : voir l'Observatoire régional de la biodiversité : https://www.arb-occitanie.fr/biodiversite-en-Occitanie)

1. Concernant les landes et pelouses (milieux ouverts)

Les landes et pelouses calcicoles sont faiblement fragmentées au sein des Causses (Causse du Larzac, le Causse Noir et sur le plateau de Guilhaumard). Bien que d'allure bien préservées, les connectivités écologiques des landes et pelouses sont globalement menacées par la fermeture des paysages. De 1994 à 2008 la superficie de la forêt a progressé de plus de 10% (source IGN) principalement au détriment de ces milieux. Le maintien des grands ensembles de landes et de pelouses dépend donc principalement de l'activité pastorale qui ralentit la dynamique naturelle vers la forêt.
Les principales zones de perturbations potentielles se retrouvent plutôt sur les avant-causses où l'urbanisation est la plus prégnante. Ces perturbations liées à l'aménagement du territoire sont particulièrement liées aux axes de communication les plus développés comme l'A75 et la RN88 vers Sévérac-d'Aveyron par exemple.
A l'ouest du territoire (hors Causses et avant causses) les landes et pelouses neutroclines à acidiclines sont plus fragmentées que sur les plateaux caussenards mais leur régression est tout autant liée au recul des pratiques pastorales et activités d'usages liées.
Le changement climatique, induisant une diminution de la pluviométrie, et une augmentation globale des températures pourrait profondément modifier ces milieux.

2. Les milieux prairiaux

Les habitats de prairies sont dépendants des activités agricoles comme la fauche ou le pâturage. Ces prairies sont principalement menacées par les changements de pratiques (le labour ou l'augmentation de la fertilisation chimique) et, dans une moindre mesure, par la recolonisation par les ligneux en cas d'abandon de déprise pastorale. Leur enjeu réside avant tout dans leur maintien qui est conditionné par les activités agropastorales traditionnelles.
Globalement, les perturbations liées à la fragmentation affectant les continuités écologiques des prairies sont peu nombreuses à l'échelle du Parc. Ces dernières sont plutôt concentrées sur les secteurs où les continuités sont particulièrement denses et traversées par des axes de communication majeurs (vallée de l'Aveyron par ex.).

3. Les milieux agricoles

Sur le plan écologique, les cultures extensives, associés aux espaces cultivés, les espaces semi-naturels (bandes enherbées, landes...) et les éléments fixes du paysage (haies, murets, bosquets, arbres isolés...) contribuent de façon essentielle à la biodiversité des paysages ruraux.
Sur le territoire du Parc, ces espaces agricoles sont menacés soit par l'abandon, soit par l'intensification. Les petits parcellaires agricoles, les terrasses, les vergers... sont des éléments qui évoluent rapidement lorsque toute pratique agricole est abandonnée. L'intensification, quant à elle, favorise l'agrandissement

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

du parcellaire, la simplification des paysages et, parfois, la destruction des infrastructures agroécologiques (arbres ou bosquets isolés, haies, murets, clapas, affleurements rocheux, fossés enherbés...).
Sur un territoire d'élevage, l'impact des pesticides est plutôt plus faible qu'ailleurs. Toutefois herbicides et fongicides demeure utilisés.
A titre d'exemple, certaines zones de cultures du territoire (Causse Noir et Causse du Larzac) ont été identifiées comme les plus riches et les plus diversifiées en espèces de plantes messicoles (plantes sauvages liées aux moissons) pour la région ex-Midi-Pyrénées (programme du CBNPMP, préliminaire au PNA messicoles).

4. Les milieux rocheux

Les espèces animales et végétales des milieux rocheux ont moins besoin de structures éco-paysagères spécifiques pour effectuer leur cycle de vie. Les principaux facteurs de pression sont les activités d'aménagement (travaux d'équipement en falaises par exemple) et celles générant du dérangement pour les espèces animales (fréquentation touristique, manifestations sportives...).

5. Les milieux boisés

Sur le territoire du Parc, la forêt occupe 41% de la superficie du territoire pour 13 Mm^3 en volume (bois fort tige). La forêt est globalement jeune et continue de s'accroître. Les forêts se répartissent de manière privilégiée sur les secteurs des monts en périphérie du territoire (Petite Cévenne, Mont d'Orbs, contreforts des Monts de Lacaune, Lévézou...), sur les versants escarpés des vallées et des gorges. Les continuités écologiques sont plutôt bien réparties et fonctionnelles.
Les forêts de production (principalement issues de reboisements résineux des années 1950 à 1970) n'occupent que 12% de la superficie forestière et constituent, en volume, 90% des volumes commercialisés. L'exploitation forestière prélèverait 145 000 m^3 par an alors que l'accroissement annuel s'élève à environ 400 000 m^3 (périmètre actuel du Parc).
La principale menace pesant sur la forêt demeure le changement climatique qui peut entraîner des dépérissements, des risques sanitaires et des incendies.

6. Les milieux aquatiques

Les milieux aquatiques lotiques sont essentiels dans le fonctionnement des écosystèmes et de grande valeur écologique. Ils sont particulièrement bien représentés sur le Parc, hormis naturellement sur les plateaux des causses calcaires. La continuité aquatique est très importante au sud avec de nombreux cours d'eau classés en liste 1 et 2. La fragmentation est importante sur le Tarn en aval de Millau (barrage des usines hydroélectriques). Hormis cet état de fait, les pressions sur les cours d'eau sont principalement les effets du changement climatique sur le débit (sécheresse, pluie et inondation aggravant l'érosion...), les espèces invasives (écrevisses allochtones notamment), la persistance d'éléments fragmentant (seuils, radiers...) et l'augmentation des taux de nitrates et ponctuellement les orthophosphates.
Milieux aquatiques spécifiques du territoire, les mares et lavognes sont menacées d'abandon et de comblement (ou assèchement par non-entretien de l'imperméabilisation). Elles sont également menacées par l'introduction d'espèces invasives (principalement des poissons, notamment le carassin doré, mais aussi par des espèces végétales).

7. Les milieux humides

Hormis les tourbières (massif du Lévézou), les milieux humides sont principalement liés au fonctionnement des rivières et de la nappe alluviale. Ils peuvent être néanmoins impactés par l'urbanisation, et par l'intensification des pratiques agricoles. Le régime des cours d'eau, les évènements récents (inondations de 2014) et l'animation territoriale (Syndicat de BV) ont contribué à réduire ce risque depuis quelques années.

Hors massif du Lévézou, l'inventaire des zones humides du PNRGC (2014) montre que, sur l'ensemble des sites évalués, la moitié est en bon état de conservation. Concernant les sites dégradés, un peu moins d'un tiers des sites ont été jugés comme dégradés partiellement ou localement (cette appréciation pouvant porter sur une partie réduite du site). 7% des sites sont en cours d'évolution (comblement, fermeture...) et 8% des sites sont majoritairement dégradés selon les prospecteurs. L'inventaire ne fait pas l'analyse des causes de la dégradation.

Les tourbières (massif du Lévézou) demeurent impactées par les drainages d'une part (intensification des pratiques agricoles), les usages récréatifs (création d'étang à vocations de loisirs) et le changement climatique (modification du régime d'alimentation en eau).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

8. Biodiversité nocturne

La pollution lumineuse impacte les écosystèmes et plus particulièrement la faune. De façon générale, l'éclairage est intense dans les zones les plus densément peuplées, avec une situation en France liée à une utilisation non raisonnée de l'éclairage, traduite par de la lumière perdue et réfléchie à partir de nombreuses sources fixes et permanentes. La situation est plus ou moins préoccupante selon les secteurs mais le caractère rural du territoire du Parc et les efforts des collectivités pour l'extinction nocturne de l'éclairage public (53 communes sur 93 fin 2022) supposent un impact plus réduit de la pollution lumineuse que sur d'autres parties du territoire métropolitain. Une évolution des technologies d'éclairage permettant de réduire la température des couleurs, permettrait de réduire encore l'impact de cette pollution notamment en début et fin de nuit.

Les méthodes suivantes permettent de proposer une autre approche pour évaluer les menaces et enjeux sur le territoire : la détermination des zones de quiétude et le gradient de naturalité de l'UICN.

1.Détermination des zones de quiétude : Pour déterminer ces zones par cartographie, ont été rassemblées plusieurs pressions telles que : l'éolien, les infrastructures routières, la randonnée, et l'urbanisation (plus précisemment, les frontières entre milieux urbanisés et les réservoirs biologiques, SCoT du Parc). Ces lieux de pressions sont appelés « zones de dérangement » par opposition aux zones de quiétude qui recouvrent le reste de la superficie du Parc. Le réseau routier et les réseaux de randonnées sillonnent le territoire.
A l'inverse, la représentation de la fréquentation par les pratiquants des sports de pleine nature montre l'hétérogénité des pressions sur le territoire en la matière.
2.Gradient de naturalité de l'UICN appliqué sur le périmètre du PNRGC : Ce gradient de naturalité évalue les dégradations d'origine anthropique, sur les milieux naturels à partir de critères tels que l'intégrité biophysique de l'occupation du sol, la spontanéité des processus et les continuités spatiales. On remarque des tâches rouge orangé correspondant aux aires urbaines principales : Millau, la Cavalerie, Saint-Affrique et Lodève. Les milieux les mieux conservés se trouvent au niveau des gorges et des causses.
Cf. 3 cartes en annexe 2.

Remarques de l'AE sur l'état initial de l'environnement

L'Ae recommande d'approfondir dans l'état initial l'analyse des phénomènes d'urbanisation et d'artificialisation liés à l'A75 qui traverse le territoire

Réponses du PNR GC :
L'analyse des phénomènes d'urbanisation et d'artificialisation est complétée par des éléments présents dans les études préalables et notamment le diagnostic de territoire, avec les éléments suivants :
0,1 % le taux d'artificialisation du territoire sur la période 2009-2017. Cela équivaut à 43,2ha artificialisés en moyenne chaque année, répartis selon de fortes disparités entre milieu urbain et villages excentrés. Depuis 1960, la population française a augmenté de près de 40%. Simultanément, la taille des ménages n'a cessé de baisser. La surface habitable des logements a plus que doublé de 1968 à 2007.
L'habitat individuel représente plus de 60 % des logements construits depuis 1975 contre environ 40 % lors des trois décennies précédentes. Ces phénomènes se traduisent inévitablement par une augmentation de l'artificialisation des sols.

Près de 24% de l'artificialisation est générée par de la surface d'activité créée et près de 58 % par la création de logements.
On constate une très grande disparité de l'artificialisation de l'espace entre les communes :
Artificialisation globale de plus de 45,5ha à Millau, 23ha à Sévérac, 15ha à Saint-Affrique ou Campagnac, moins de 0,1ha à Peyreleau et Peux-et-Couffouleux.
Artificialisation liée à l'habitat, de plus de 19ha à Millau, 11ha à Sévérac, 10ha à Saint-Affrique et moins de 0,1ha à Peyreleau, Peux-et-Couffouleux et Mélagues.
Artificialisation liée aux activités de plus 20ha à Millau, 11ha à Campagnac, 7,9ha à Rebourguil et moins de 0,3ha à Mélagues, Tauriac-de-Camarès et Le Clapier.
A noter que les nouveaux PLUi approuvés intègrent une forte réduction des zones à urbaniser (induites par les taches urbaines des SCOT et les atlas Tvb existants) dont les effets n'apparaîtront que lors de la prochaine décennie. Par exemple, le PLUi Larzac vallées a vu sa surface à urbaniser baisser de 63% pour atteindre 184 ha.
Sur la partie de l'extension du Parc, l'artificialisation affiche une grande proportion d'espaces naturels (> 80%) mais une proportion d'espaces urbains assez élevée par rapport au territoire du Parc (2,5%). Entre

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

1996 et 2015, l'espace urbain a progressé de 290 ha soit +26.3%. Les communes de Lodève et du Bosc concentrent à elles seules 39% de cette évolution (respectivement 61 et 53 ha). Le rythme de consommation a été divisé par deux entre les périodes 1996-2009 et 2009-2015. Cependant, 44% des surfaces consommées l'ont été dans le cadre d'une extension urbaine et non pas d'une densification de la tache urbaine déjà existante (35% de la consommation). À l'avenir, les communes devront mobiliser le fort potentiel de densification du territoire et limiter l'artificialisation des sols. Cet état initial intègre les effets et les pressions de l'A75.

Remarques de l'AE sur le milieu physique

L'Ae recommande de présenter, au travers d'un tableau exhaustif, l'état des masses d'eaux souterraines et de surface du territoire.

Réponses du PNR GC :
Voir en annexe 3 du mémoire de réponse, les tableaux exhaustifs de l'état des masses d'eau souterraines et de surface du territoire sont en annexe de ce mémoire et seront intégrés dans l'état initial de l'environnement.
La synthèse est la suivante :
Masses d'eau superficielles : 78 +10 = 88 en tout
Etat chimique : 1 très bon 23 bon, 62 inconnus 1 mauvais 1 médiocre
Etat écologique : 71 bons, 17 moyens
Masses d'eau souterraines : 8 + 4 = 12
Etat chimique : 8 bons, 2 inconnus
Etat quantitatif : 10 bons, 2 inconnus

Remarques de l'AE sur le milieu physique

L'Ae recommande de réexaminer l'évaluation des enjeux au regard de la pression et de l'importance pour les continuités écologiques et la biodiversité, d'approfondir l'appréciation des incidences par rapport à un scénario « sans charte ». Elle recommande également de présenter une synthèse des évolutions tendancielles du territoire en l'absence de charte, à l'échelle du Parc, afin de mieux anticiper celles présentant des risques pour le territoire.

Réponses du PNRGC :

L'analyse d'un scénario « sans charte » paraît relativement incertaine et hypothétique d'autant plus que le territoire est classé Parc naturel régional depuis 1995 – l'aménagement et le développement sont régis par une charte – la présente charte venant asseoir et compléter ce qui a été engagé et le syndicat mixte du Parc ayant réussi à mobiliser les collectivités pour élaborer un SCoT. Aussi, on retrouve dans les encarts « enjeux » de chaque thématique de l'état initial de l'environnement, un chapitre sur l'évolution probable de l'environnement en l'absence de charte du PNRGC. Certains encarts seront complétés avec les compléments suivants.

En l'absence de charte, sur un territoire rural tel que le sud-Aveyron, le SRCE (aujourd'hui SRADDET) est généralement transcrit de manière littérale en l'absence de moyens suffisants des collectivités pour confier à un bureau d'étude une analyse approfondie et une transcription cohérente à une échelle adaptée pour la planification du territoire. Le SRCE de Midi-Pyrénées est établi au 1 :100 000 sur la base des sites de protection forte (2 actuellement sur le territoire), les ZNIEFF de type 1, les sites Natura 2000 et la prise en compte des connectivités écologiques.

L'apport du Syndicat mixte est d'affiner le diagnostic des continuités écologiques, d'une part en appliquant une méthode de diagnostic à une échelle plus grande (zoom) par un bureau d'étude, et en consultant et animant les experts naturalistes locaux par son ingénierie interne pour traiter l'ensemble du territoire et ce, même en dehors des périmètres protégés ou des périmètres d'inventaires (ZNIEFF).

Sur la partie extension, le diagnostic TVB vise à améliorer qualitativement la planification prévue par le SCOT PCH - compatible avec le SRCE de Languedoc-Roussillon – et mieux articuler les parties du territoire situées en ex-Midi-Pyrénées pour l'un et en ex-Languedoc-Roussillon pour l'autre *(l'équipe du*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

PNR des Grands Causses a apporté une analyse technique à la mise en cohérence des deux SRCE compte-tenu des divergences qui apparaissaient sur le plateau du Causse du Larzac (mission confiée à l'ex-IRSTEA (INRAe) par la Région Occitanie).

Remarques de l'AE sur les solutions de substitution raisonnables exposées des motifs pour lesquels le projet de charte a été retenu, notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement

L'Ae recommande de compléter l'évaluation environnementale par la présentation des solutions de substitution qui ont été envisagées

Réponses du PNR GC :
Solution de substitution
Plusieurs solutions de substitution ont été mises de côté tout au long de la procédure de la révision de la charte.
La première concerne le maintien du périmètre initial sans l'intégration du périmètre d'extension qui a été mise de côté du fait des nombreuses accointances entre le périmètre initial et le périmètre d'extension. Que ce soit en termes de logique paysagère (Causses du Larzac, avant Causses et Rougiers/Pélites en commun), de continuité écologique avec l'intégration complète du causse du Larzac au sein du même périmètre PNR, ou de centre urbain ayant une culture et des enjeux communs. De plus, lors de l'association de préfiguration du PNRGC en 1992, le périmètre du Lodévois Larzac avait été étudié puis écarté du périmètre initial du fait de contraintes administratives et politiques.
Le projet EPTB sur le territoire a été rapidement mis de côté du fait de la récente gouvernance des nouveaux SMBV sur le territoire qui a été difficile à mettre en place et de la synergie à trouver entre les départements concernés par cette structure. Aussi, il a été préféré d'asseoir la légitimité de ces nouveaux SMBV sans EPTB sur le territoire.
Une dernière solution de substitution était le renouvellement de la charte forestière pour laquelle il a été préféré d'intégrer la stratégie à long terme dans les fiches mesures de la charte pour d'une part définir une stratégie sur le long terme (en Occitanie, les chartes forestières ont un plan d'actions triennal) et d'autre part pour une meilleure lisibilité pour tous les acteurs du territoire. D'autres outils d'animation pourront être mobilisés et mis en œuvre.

Remarques de l'AE sur les effets notables probables sur l'environnement de la mise en œuvre de la charte
L'Ae recommande de présenter l'évaluation des incidences selon des thématiques environnementales analysées par ailleurs dans les évolutions tendancielles du territoire en l'absence de charte

Réponses du PNR GC : La comparaison des thématiques environnementales analysées dans l'état initial de l'Environnement et celles utilisées dans l'évaluation des incidences fait apparaître des différences (réagencement, regroupement...) sans toutefois omettre des thématiques ou enjeux présents dans l'état initial de l'environnement. Les thématiques environnementales de l'évaluation des incidences abordent les thématiques réglementaires de l'évaluation environnementale (la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages) ainsi que d'autres thématiques complémentaires (ex : déchets) ou déclinaisons de thématiques plus globales (exemple de l'énergie pour le climat) qui sont aujourd'hui à prendre en compte pour une évaluation environnementale transversale.

Remarques du l'AE : Remarques de l'AE sur les effets notables probables sur l'environnement de la mise en œuvre de la charte
L'Ae recommande de réexaminer l'appréciation de certaines incidences de la charte, certaines d'entre elles paraissant sous-estimées, et de définir des mesures éventuelles de réduction ou de compensation, pour les incidences négatives qui figureront, le cas échéant, dans l'évaluation environnementale de la charte révisée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Réponses du PNR GC :
Une réexamination de l'appréciation des incidences de la charte sera réalisée à l'aune des remarques de l'AE :

Mesure considérée	Incidence considérée selon l'évaluation environnementale	Observations de l'Ae
2 – « Faune, flore et habitats naturels : une richesse fragile à conserver »	Neutre sur la résilience au changement climatique	Positive
5 – « Des activités respectueuses de la biodiversité »	Neutre sur l'aménagement du territoire/cadre de vie/santé humaine	Positive
11 – « Une vraie cohérence de gestion des milieux humides »	Indirecte sur la biodiversité et l'aménagement Neutre pour la forêt	Directe en soulignant la faiblesse d'ambition de la mesure qui vise à « limiter l'urbanisation dans les milieux humides » Positive pour la forêt (trame forestière)
15 – « Pour des énergies renouvelables intégrées au territoire »	Neutre sur les milieux aquatiques	Point de vigilance
30 –« Dynamiser la filière locale bois »	Neutre avec vigilance sur biodiversité, patrimoine naturel, ressources en eau et milieux humides	Négative en cas d'accroissement des prélèvements de bois énergie en l'absence d'encadrement

Remarques de l'AE sur l'extension du périmètre du Parc

L'Ae recommande d'évaluer l'extension du périmètre du Parc à l'aune de ses effets environnementaux, notamment en termes d'urbanisation et d'artificialisation. Elle recommande également de veiller à ce que cette extension n'affaiblisse pas la stratégie énergétique du PNR, et de prévoir si nécessaire des mesures d'accompagnement spécifiquement dédiées au maintien de la cohérence initiale du Parc.

Réponses du PNR GC :
L'extension du périmètre du PNR devrait engendrer des effets positifs sur ce périmètre car celui-ci devient automatiquement une Aire protégée au sens de la SNAP. Intégrant un périmètre classé PNR, ce territoire d'extension aura à disposition de nouveaux outils pour mieux protéger son environnement avec notamment une TVB qui sera réalisée à une échelle adaptée au territoire d'extension pour être valorisée à l'échelle du Plui. Cela devrait aussi lui apporter une ingénierie « environnementale » supplémentaire dont les actions pourront être rattachées, coordonnées, mutualisées avec le périmètre historique du PNR GC. L'extension du périmètre ne va pas accroître l'urbanisation ou l'artificialisation du périmètre historique. En termes de stratégie énergétique, le périmètre d'extension s'est doté d'une stratégie énergétique avec un PCAET validé en janvier 2020 à l'échelle du Pays Cœur d'Hérault qui est ambitieux : -50% de consommation énergétique en 2050 par rapport à 2012, +32% de production d'énergie ENR en 2030. Cette stratégie du PCAET PCH est compatible avec le projet de charte du PNR.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Remarques de l'AE sur l'évaluation des incidences Natura 2000

L'Ae recommande de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 par l'analyse des dispositions de la charte concernant les nouvelles installations d'énergie renouvelable.

Réponses du PNR GC :
Le tableau p. 150 de l'EE et la p.152 sont complétés de la manière suivante :
Orientation 5 : on précise que le développement du photovoltaïque au sol n'est possible que sur des zones dégradées, sous réserve qu'il n'y ait pas d'enjeu faune (busards par ex. ou autre espèce protégée nichant au sol) ni flore. Pour l'éolien, les zones de développement sont positionnées hors ZPS et ZSC ; leur impact est donc neutre. Cependant, des impacts négatifs de l'éolien en périphérie pourraient être prévisibles (rapaces à fort potentiel de déplacement, vastes territoires de chasse et domaines vitaux...), même si des systèmes de réduction sont positionnés. Des démarches de protection pourront être alors prises hors périmètres Natura 2000 (mise en œuvre de la SNAP, zones de vigilance, préservation de corridors...).

L'Ae recommande également de compléter le chapitre sur Natura 2000 par une conclusion explicite sur l'existence ou non d'atteintes significatives aux sites Natura 2000, au regard de leurs objectifs de conservation.

Réponses du PNR GC :
La conclusion de la page 149 est déplacée en page 152 pour la conclusion finale : les espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000. De plus, on remarque que les fiches mesures participent à la mise en œuvre des DOCOB Natura 2000.
Après analyse, les fiches mesures du projet de Charte du Parc naturel régional des Grands Causses devraient avoir un effet globalement positif sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire des sites Natura 2000. Plus encore, ces fiches mesures participent à la mise en œuvre des documents d'objectifs Natura 2000.
L'ensemble des habitats naturels d'intérêt communautaire des sites Natura 2000 est représenté dans la Charte du Parc et notamment dans le Plan de référence, qui précise les secteurs à protéger prioritairement : zones de vigilance, forêts remarquables, sites ciblés tels les gorges de la Dourbie, les garrigues du Montpelliérais et le cirque de Saint-Geniez-de-Bertrand.
De plus, par-delà les seules zones Natura 2000, le projet de Charte prévoit une stratégie de maintien des fonctionnalités écologiques, en mobilisant des outils qui protègent les espaces majeurs de biodiversité et luttent contre la fragmentation des milieux.

Remarques de l'AE sur les mesures d'évitement, de réduction et de compensation

L'Ae recommande de bien distinguer, entre elles, les mesures d'évitement (E), de réduction (R) et de compensation (C), en veillant notamment à éviter les confusions entre les mesures R et C. Elle recommande également de préciser les mesures de compensation en cas d'atteinte aux zones humides.

Le Chapitre sur les mesures Eviter-Réduire-Compenser sera modifié afin de mieux distinguer les différentes actions entre elles, par exemple :
Mesure 13 : En termes de **réduction**, la labellisation en Géoparc Unesco permettra de définir les zones accessibles au public en fonction notamment des enjeux de conservation des milieux, du paysage et des espèces présentes.
Mesure 14 : La fiche mesure 20 apporte plusieurs mesures **pour éviter et** réduire ~~**et compenser**~~ les effets de travaux de rénovation énergétique sur des bâtiments vernaculaires.

Concernant les compensations en cas d'atteintes de zones humides, celles-ci n'ont pas lieu d'être du fait que la charte indique que ces zones humides sont sanctuarisées et où les aménagements sont proscrits (cf.encart plan de référence). Toutefois, en ce qui concerne la compensation des milieux humides, ce sont les SAGE qui définissent les règles de compensation.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Remarques de l'AE sur le dispositif de suivi

L'Ae recommande de préciser la méthodologie de suivi des actions portées par les signataires de la charte et les partenaires associés.

Réponses du PNR GC : Les engagements des signataires ainsi que les actions des partenaires associés s'inscrivent dans le suivi et l'évaluation de la charte qui est détaillé dans le chapitre 2.5 du projet de charte. Celui-ci présente les outils de suivi ainsi que leur fréquence d'évaluation qui varient en fonction des actions. Le suivi des actions portées par les signataires et les partenaires associés est coordonné par le SM du PNRGC via le suivi des indicateurs des fiches mesures, l'élaboration annuelle du rapport d'activité annuel du PNR ainsi que les bilans qui seront réalisés à différents moments de la future charte (2026, 2030 et 2034).

Remarques de l'AE sur le résumé non technique
L'Ae recommande de compléter les tableaux du résumé non technique par des légendes et commentaires, pour accroître leur lisibilité et de prendre en compte les conséquences des recommandations du présent avis.

Réponses du PNR GC : Le RNT est complété comme demandé.
Document en annexe.4

III Prise en compte de l'environnement par le projet de charte

Remarques de l'AE sur l'encadrement des énergies renouvelables

L'Ae recommande de transposer les dispositions relatives à l'éolien et au photovoltaïque dans l'ensemble des documents d'urbanisme interceptant le périmètre de projet. Elle recommande également de préciser les modalités d'encadrement de l'agrivoltaïque. Elle recommande enfin d'inclure les zonages relatifs au photovoltaïque dans les cartes annexées à la charte.

Réponses du PNR GC :

Les dispositions relatives à l'éolien et au photovoltaïque qui sont détaillées dans la fiche mesure 7 et la sous disposition « encadrer le développement des ENR pour le respect des paysages et du patrimoine » sont caractérisées par le pictogramme



Ce pictogramme indique les items du Plan de référence devant faire l'objet d'une attention particulière au titre du rapport de compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions de la Charte.

Concernant l'agrivoltaïsme, son cadrage juridique à l'échelle nationale est en cours de définition. Tout comme un travail de réflexion est en cours sur le territoire avec les communautés de communes, le secteur agricole et le conseil scientifique pour préciser les conditions d'acceptabilité.
Toutefois, les modalités d'encadrement de l'agrivoltaïsme sont encadrées dans le projet de charte via la fiche mesure 7 et la sous disposition qui concerne le photovoltaïque au sol qui indique que l'on *« Affecte le photovoltaïque au sol aux espaces artificialisés ou dégradés (hors zone NAF), du type délaissé d'autoroutes, anciennes décharges ou anciennes carrières. Le photovoltaïque au sol n'est pas autorisé sur des espaces naturels agricoles ou forestiers. »*

Remarques de l'AE sur la circulation des véhicules à moteur et l'encadrement de la fréquentation
L'Ae recommande de compléter le projet de charte par des dispositions relatives à la circulation des véhicules à moteur dans les espaces naturels, notamment sur le périmètre de l'extension, en tenant compte des pratiques émergentes de sports motorisés. Elle recommande également d'anticiper les

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

phénomènes de fréquentation et de conflits d'usage et d'étudier les dispositifs possibles en application de l'article L. 360-1 du code de l'environnement.

Réponses du PNR GC :
Ce sujet est traité dans la fiche mesure 5 (1 des 5 mesures phare de la charte) dans la disposition « faire respecter la législation sur les VAM dans les espaces naturels sensibles » pour lequel les acteurs du territoire historique (sous-Préfecture, OFB, collectivités) sont en permanence en veille.
La disposition peut être complétée de la manière suivante :
« Si la question des véhicules motorisés n'est pas trop prégnante sur le territoire historique, **question qui sera à évaluer dans le périmètre d'extension**, plusieurs communes et espaces protégés nécessitent une médiation suivie avec les adeptes des VAM **et des nouvelles pratiques (trottinettes électriques…)…** »
« Mettre en place, en cas d'échec de la phase de médiation, des arrêtés d'interdiction de circulation de VAM ***et tous dispositifs possibles en application de l'article L. 360-1 du code de l'environnement*** **dans** les zones à enjeux de conservation »

Remarques de l'AE sur la protection de la biodiversité et des milieux naturels
L'Ae recommande de veiller à la disponibilité et l'homogénéité des données environnementales à l'échelle du périmètre définitif du PNR.

Réponses du PNR GC :
Dans le cadre de la nouvelle charte et du nouveau périmètre, toutes les nouvelles actualisations de données ou réalisations d'études seront réalisées à l'échelle du périmètre définitif. L'adhésion à la SINP sera réalisée à l'échelle de ce nouveau périmètre.

Remarques de l'AE sur la protection de la biodiversité et des milieux naturels
Compte-tenu des enjeux liés aux zones humides, mis en évidence par l'état initial, l'Ae recommande de renforcer l'ambition des mesures de la charte dédiées à la préservation de ces milieux.

Réponses du PNR GC :
L'ambition des mesures de la charte dédiées à la préservation des zones humides apparaît en de nombreuses fois (la fiche mesure 11 y est dédiée) : elle prévoit de *« sanctuariser les zones humides », « Protège les zones d'alimentation des zones humides en limitant la constructibilité et l'imperméabilisation »* ou encore sur l'encart du plan de référence « Garantir la vitalité de la TVB où les zones humides sont *« des espaces où les aménagements sont proscrits »*.
Cette ambition est élargie à la trame bleue avec une disposition (mesure 11) sur la limitation de l'urbanisation des milieux humides : milieux humides qui sont équivalents à la trame bleue. Enfin, la disposition « Poursuivre les inventaires et soutenir les pratiques vertueuses en faveur du maintien et de la restauration des milieux humides » montre la forte ambition que porte la charte.

Remarques de l'AE sur la protection de la biodiversité et des milieux naturels
L'Ae recommande de développer la connaissance des effets environnementaux liés à la présence du loup, et de renforcer l'accompagnement des acteurs concernés pour mieux anticiper la cohabitation avec ce prédateur.

Réponses du PNR GC :
La fiche mesure 2 et sa disposition « préserver et valoriser les espèces patrimoniales et leurs habitats intègre l'actualisation des données de suivi et la sensibilisation aux enjeux liés à la présence du loup sur le territoire.
Il est proposé de compléter la sous disposition de la manière suivante :
« Mettre en place une démarche innovante et expérimentale, soucieuse de tous les enjeux de biodiversité que pose la présence du loup sur le territoire, **notamment par une meilleure connaissance de ces effets environnementaux,** avec l'objectif de proposer et expérimenter des solutions qui permettent la cohabitation entre l'agropastoralisme, socle de biodiversité, et la présence du loup sur le territoire (ex : l'abri de troupeau en zone naturelle) ».
Et de rajouter la sous disposition suivante :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

renforcer l'accompagnement des acteurs concernés pour mieux anticiper la cohabitation avec ce prédateur.

Remarques de l'AE sur les enjeux forestiers
L'Ae recommande d'intégrer dans la charte des dispositions relatives au renforcement de la résilience de peuplements forestiers, de la trame vieux bois et arbres à forte valeur biologique, et à l'équilibre forêt-gibier.

Réponses du PNRGC :
La résilience des peuplements forestiers est l'objet de la mesure 29 qui vise à diversifier l'offre de sylviculture (sylviculture irrégulière notamment) et en recherchant les leviers (financiers) pour impulser ces sylvicultures. La sous disposition peut être modifiée ainsi : « *Diversifier les offres de sylvicultures afin de contribuer aux objectifs de mobilisation de bois d'œuvre* ***et renforcer la résilience des peuplements*** »

La trame de vieux bois et la conservation des arbres à forte valeur écologique est l'objet de la fiche mesure 3 et plus particulièrement la sous-disposition « *Conserver les conditions contribuant à la trame de vieux bois* » notamment : « *Consolider la constitution d'ilots de sénescences* » *et* « *favoriser les mesures sylvicoles [...] (maintien d'arbres morts, et d'arbres bio*...)* ». Cette disposition vise également la conservation des haies.

L'équilibre forêt-gibier n'est pas spécifiquement mentionné dans la Charte, cet objectif entre néanmoins dans la mesure 28 et plus spécifiquement dans la sous-disposition « *Animer le dialogue entre les acteurs de la filière et les usagers de la forêt* », les chasseurs étant, de fait, des usagers de la forêt et acteurs de la gestion forestière.

* : arbres à forte valeur biologique

Remarques de l'AE sur l'agriculture et son rôle dans la préservation des paysages emblématiques et des milieux ouverts
L'Ae recommande de mettre en place des suivis spécifiques visant à mieux connaître les liens entre biodiversité et agro-pastoralisme, notamment pour mieux apprécier la résilience des territoires face au changement climatique et à l'évolution des pratiques

Réponses du PNR GC :
Le projet de charte via les MAE mises en place successivement sur les sites Natura 2000 éligibles répond à cette demande. En effet, les MAE font l'objet de suivis par les organismes agricoles et scientifiques (CBNPMP). Les conclusions argumentent les contenus des cahiers de charges à destination des éleveurs, afin qu'ils soient compatibles avec leurs pratiques et avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces visés par les directives européennes Habitats naturels et Oiseaux. Cette thématique est également un des axes du plan de gestion du Bien Unesco « Causses et Cévennes ».
Une mission spécifique pourra être confiée au conseil scientifique en partenariat avec l'Inrae sur ce sujet précis.

Remarques de l'AE sur l'adéquation entre les ambitions environnementales et les moyens humains
L'Ae recommande de compléter le projet de charte par une ventilation indicative des moyens humains dédiés à chaque orientation et mesure de la charte. L'Ae recommande par ailleurs de veiller à la qualité et l'exhaustivité des données saisies sur l'outil de comptabilité analytique.

Réponses du PNR GC :
Afin de répondre aux besoins du territoire et de porter le projet de développement durable du territoire, le syndicat mixte du Parc naturel régional est organisé en quatre pôles :
le pôle Direction-administration,
le pôle Ressources naturelles et Biodiversité, qui intervient sur les domaines de la ressource en eau, de la prévention des risques, de la trame verte et bleue, de la gestion faune et flore, du Spanc
le pôle Développement territorial, sur les domaines de la gestion financière, des contrats régional et européen, du tourisme, de la culture, de l'entretien de l'espace rural, de l'attractivité

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

le pôle Aménagement Paysage et Évaluation, sur les domaines de l'aménagement, du SCoT, de l'urbanisme et du paysage, du SIG, de l'énergie, de la mobilité et de l'économie circulaire
Toutefois, la méthodologie de fonctionnement est très différente de la structure de la charte. Chaque projet, quel que soit sa thématique est analysée de manière transversale avec les chargés de missions dont le domaine peut être impacté par le projet. A ce titre, il n'est pas possible d'affecter une ventilation indicative des moyens humains par orientation ou fiche mesure.
En ce qui concerne la qualité de suivi de la comptabilité analytique, au-delà du suivi comptable, celle-ci s'appuie sur le logiciel EVA qui suit l'avancement de l'ensemble des actions du plan d'actions en termes de moyens humains et financiers mais aussi en termes d'avancement du dossier. Ce logiciel permet notamment la rédaction du rapport annuel d'activités du syndicat mixte mais aussi les extractions souhaitées à tout moment.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Annexes

- Annexe 1 : Tableau d'articulation entre la charte et les SCOTs

- Annexe 2 : Cartes pour évaluer les menaces et enjeux sur le territoire : la détermination des zones de quiétude et le gradient de naturalité de l'UICN

- Annexe 3 : Tableaux exhaustifs de l'état des masses d'eau souterraines et de surface du territoire.

- Annexe 4 : Modification du Résumé Non technique

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

CHARTE PNRGC			SCOT		
3 axes	11 orientations	37 mesures objectifs	SCOT SUD AVEYRON - Objectifs du PADD (7/7/2017) - (83 communes- 5 CC pleines et entières)	SCOT Lévezou - Objectifs du PADD (4 mars 2021) - 4 communes dans le périmètre du PNR GC (Saint-Laurent-du-Lévézou, Saint-Léons, Ségur et Vézins-de-Lévézou)	SCOT Pays Coeur d'Hérault arrêté - périmètre d'extension du PNR
	Protéger une biodiversité d'exception	Garantir la vitalité de la trame verte et bleue	Les 2 SCOTS ont repris l'atlas de la trame écologique 2015 du PNR GC (au 100 000 eme) pour chaque milieu (humides, ouverts et fermés) qui doit être affinée par chaque Plu. Cet Atlas est le socle de la prise en compte de la TVB sur les documents de planification. Il est complété par une carte simplifiée 4 couleurs qui synthétise la tramé écologique de tous les milieux pour être un outil d'aide à la décision pour les décideurs et aménégeur afin d'évaluer les enjeux environnemetaux sur leur territoire et ainsi orienter les zones de projets. CEs 2 SCot devront prendre en compte les tramesd écologiques de la nouvelle charte présente sur le plan de référence et sur l'encart "GArantir la vitalité de la TVB"		L'objectif 3.1.1. du PADD RECONNAITRE ET PRESERVER LA TRAME VERTE ET BLEUE s'appuie sur 4 principes clés : > Donner une protection stricte aux espaces à très fort intérêt écologique, > Définir des règles adaptées à la protection des espaces à fort intérêt écologique, > Reconnaître l'intérêt écologique des espaces de nature ordinaire > Assurer le fonctionnalité écologique du territoire en préservant et restaurant les corridors écologiques La trame bleue du scot est constituée par : o Les cours d'eau principaux et secondaires, y compris les cours d'eau intermittents et les espaces de mobilité o Les zones d'expansion des crues o Les zones humides et leur espace de fonctionnalité o L'espace minimum de bon fonctionnement des cours d'eau : entre 20 et 50m de part et d'autre du lit mineur / seul cours d'eau fortement recalibrés. La trame bleue est bien protégée malgré une cartographie limitée à certaines zones à enjeu.. Concernant la préservation des milieux naturels, on peut s'interroger sur la définition des espaces à très fort intérêt écologique qui comprend uniquement les zonages suivants Protections réglementaires des milieux naturels (Réserves biologiques, APB) : par définition on n'y fera rien. o Les zonages Natura 2000 des directives Habitats et Oiseaux (SIC, ZSC, ZPS), les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux, les ZNIEFF de type 1 et les ENS du département : il sera très difficile d'implanter des projets dans ces secteurs. o Trame bleue N'apparaissent pas les autres réservoirs des milieux ouverts et boisés et les corridors (voir liste en annexes du projet de charte : pages 60 et 62) qui sont des milieux majeurs pour le maintien de la fonctionnalité écologique. De plus, le DOO présente une carte TVB (carte 6 page 47) a une très petite échelle avec quelques zooms en annexe qui sont insuffisantes pour bien orienter et cadre les Plui. C'est pourquoi sur ce sujet une mise en compatibilité sera nécessaire lorsque l'atlas TVB du PNRGC sera étendue sur la totalité de ce secteur.
		Faune, flore et habitats naturels : une richesse fragile à conserver			
		Conserver la fonctionnalité écologique des milieux boisés	L'objectif n°29 est de protéger les forêts anciennes et matures par des classements de protection ou l'application d'une exploitation forestière durable. Les dernières données sur les forêts anciennes et requalibles à protéger seront à intégrer	L'objectif n°13 est de protéger les forêts anciennes et matures et appliquer une exploitation forestière durable. Les dernières données sur les forêts anciennes et requalibles à protéger seront à intégrer	Le DOO ne semble pas prendre pas en compte les écosystèmes forestiers remarquables identifiés au plan de référence du projet de charte notamment les 2 Hêtraies de l'Escandorgues. Le DOO renvoi cette identification à l'échelle des Plu (objectif 2,3,1, Prendre en compte les enjeux forestiers dans l'aménagement du territoire)
		Endiguer la menace des invasives	L'objectif n°35 est la préservation de la biodiversité et le maintien de l'activité agropastoralesur les Grands Causses. Une des orientations du DOO est l'interdiction de planter des plantes invasives.	L'objectif n°41 est le développement d'un tourisme durable dans lequel est présente une disposition qui interdit es plantes invasives	l'OR 102 du DOO (Renforcer la biodiversité dans les aménagements). Interdit l'implantation d'espèces invasives pour le fleurissement des parcs et jardins publics et privés.
		Des activités respectueuses de la biodiversité	L'objectif n°36 est de permettre une cohabitation harmonieuse durable entre les pratiques de pleine nature, d'escalade et la présence d'espèces remarquables ainsi que le maintien de l'intégrité des sites naturels.	L'objectif n°40 est de permettre une cohabitation harmonieuse durable entre les pratiques de plaisance, et de pleine nature, et la présence d'espèces remarquables et le maintien de l'intégrité des sites naturels	l'objectif 2.6. Valoriser les atouts touristiques du coeur d'Hérault privcé de Faire du Coeur d'Hérault une destination écotouristique reconnue pour ses activités de pleine nature.Cet objectif pourrait être compléter avec la nécessité de mettre en place une cohabitation harmonieuse durable entre les pratiques de pleine nature, et la présence d'espèces remarquables ainsi que le maintien de l'intégrité des sites naturels.
	Préserver la richesse paysagère	Mesure 6 - Défendre le paysage agropastoral, emblèmes du territoire	L'objectif n°25 est de limiter l'enfrichement des grands espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, protéger les terres cultivables de toutes constructions et préserver les éléments caractéristiques. L'objectif n°35 est la préservation de la biodiversité et le maintien de l'activité agropastorale sur les Grands Causses.	L'objectif n°5 est de limiter l'enfrichement des espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, protéger prioritairement les terres cultivables, et préserver les éléments caractéristiques	l'objectif du PADD 3.2. PRESERVER ET VALORISER LA QUALITE EXCEPTIONNELLE DES PAYSAGES DU PAYS COEUR D'HERAULT a pour ambition de valoriser et préserver les motifs paysagers qui structurent le territoire comme élément de d'identification et de différenciation vis à vis des agglomérations voisines OR 162 Encadrer la production d'énergie éolienne dans le respect des sensibilités du grand paysage La contribution de la filière éolienne est fixée à 29% des objectifs de production ce qui représente un potentiel de 15 à 30 grandes éoliennes à l'horizon 2040 (plus de 90 m). Celles-ci ne seront pas possible : Dans les espaces agricoles stratégiques de très forte valeur ; Dans les espaces naturels à très fort intérêt écologique (réservoir de biodiversité de niveau 1) ; Sur l'ensemble des périmètres Grands Sites de France ; Dans la zone classée au patrimoine mondial de l'UNESCO. De ce fait, il n'en est apr prévu sur le périmètre du PNRGC. Par contre, alors que les PV sur toitures et ombrières sont fortement priorisées (95% de la production PV), il apparait que le SCOT PCH rend possible de manière exceptionnelle certains projets agrivoltaïques (obj 100- p118) et des projets de PV au sol : « L'agrivoltaïsme est autorisé, à titre exceptionnel, et sous réserve de démontrer l'intérêt général et collectif de l'installation, qu'il apporte un bénéfice à l'activité agricole, que l'activité agricole soit maintenue durablement et que celle-ci constitue l'activité économique principale de l'exploitant du terrain. »
		Protéger l'identité du paysage et du patrimoine	L'objectif n°41 est la stabilité de la surface agricole utile à hauteur de 51% du territoire sud-Aveyronnais. L'objectif n°42 est de réduire le rythme de consommation foncière des terres agricoles, des espaces naturels et forestiers de 50% à l'horizon 2020, de 75% à l'horizon 2050 et introduire des mécanismes de compensation lors de la création de nouveaux projets d'aménagement. Le SCOT présente un atlas paysager avec les enjeux de chaque unité paysagère à intégrer dans la planification et l'aménagement des documents d'urbanisme	L'objectif n°6 est de protéger la surface agricole utile L'objectif n°7 est de réduire la consommation foncière des terres agricoles, des espaces naturels et forestiers, et introduire des mécanismes de compensation lors de la création de nouveaux projets d'aménagement L'objectif n°8 est de favoriser le bocage et valoriser la place de l'arbre dans le paysage L'objectif n°9 est de réussir la reconversion du patrimoine vernaculaire et notamment des granges-étables qui s'inscrivent dans les bourgs et n'ayant plus d'usage agricole L'objectif n°10 est de « cultiver » l'image naturelle du tour des lacs du Lévézou, et notamment le lac de Pareloup L'objectif n°16 est la préservation de la biodiversité et le maintien de l'activité agro-pastorale L'objectif n°34 est d'encourager les démarches environnementales et paysagères des zones d'activité Le SCOT présente un atlas paysager avec les enjeux de chaque unité paysagère à intégrer dans la planification et l'aménagement des documents d'urbanisme	
		Un développement respectueux des spécificités du paysage	L'objectif n°18 est de protéger les vergers de la vallée du Tarn et de ses affluents. L'objectif n°19 est de protéger les parcelles favorables au maraîchage et prévoir des dispositifs assurantiels coopératifs pour rendre possible cette activité en zones inondables.		
		Pour une bonne intégration paysagère des aménagements	L'objectif n°23 est d'encourager la qualité environnementale et paysagère des parcs d'activités et tendre vers une labellisation, objectif n°32 est de promouvoir le matériau bois dans les documents d'urbanisme, les aménagements publics et le mobilier urbain.		
	Protéger la ressource en eau	Eau souterraine : mieux la connaître, mieux la gérer	L'objectif n°38 est de préserver les secteurs karstiques utilisés pour l'adduction d'eau potable, préserver les ressources stratégiques ou alternatives et faire aboutir les procédures de périmètre de protection sur l'ensemble des ressources du territoire. L'objectif n°39 est d'économiser l'eau et diminuer les fuites sur les réseaux.	L'objectif n°1 est de positionner le Lévézou comme un territoire à haute valeur stratégique pour sa ressource en eau à l'échelle du bassin Adour Garonne L'objectif n°2 est de maintenir une eau de qualité au regard des enjeux eau potable et activités de loisirs L'objectif n°3 est de participer à une gestion quantitative durable et concertée de la ressource en eau L'objectif n°4 est de limiter les risques liés aux inondations Un objectif transversal : la préservation des milieux humides L'objectif n°11 est de ne pas créer de nouveaux obstacles sur les cours d'eau et garantir la continuité écologique L'objectif n°12 est la protection des zones humides	L'objectif 3.5. PROTEGER ET GERER DURABLEMENT LA RESSOURCE EN EAU Les orientations sur la ressource en eau s'inscrivent en continuité des dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée, du SAGE Hérault, du SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens, et du SAGE Orb-Libron. Elles intègrent également le plan d'action des Plans de Gestion de la Ressource en Eau Le PADD souligne l'importance de l'adéquation entre croissance démographique, besoin en eau potable et ressources disponibles. Deux axes importants sont indiqués. D'une part les économies d'eau à réaliser notamment au niveau des réseaux d'eau potable et d'irrigation. D'autre part la mobilisation de ressources alternatives avec l'intérêt des zones de sauvegarde comme potentiel de ressources et la réservation d'espace alternatif pour la création de nouveaux captages. La valorisation des eaux usées est également un objectif pour le long terme. Ces éléments sont bien inscrits dans le DOO avec un objectif de protection des espaces stratégiques pour la ressource en eau potable et notamment les zones de sauvegardes avec une sanctuarisation proposée dans les sites verge » (zone Arp et Ak) et une protection particulière de la nappe de l'Hérault. Il s'agit également de protéger les captages existants en terminant les procédures (code de la santé et code de l'environnement) et instaurer des zones de protection dès à présent pour les captages prioritaires. Sur le volet économie, l'OR 144 propose de réduire les pertes et économiser la ressource avec la modernisation des réseaux agricoles, l'amélioration des rendements (attente des 75 %, réalisation des schémas directeurs d'eau potable) et la mise en place d'aménagements spécifiques. L'objectif majeur est bien le conditionnement urbain à la disponibilité de la ressource en eau (OR 147) et la capacité de traitement des eaux usées (OR 150 151) avec la possibilité de mobiliser de nouvelles ressources ou des sécurisations. L'enjeu eau est donc bien appréhender avec trois ressources majeures sur le territoire : les aquifères karstiques, la nappe alluviale de l'Hérault et la réserve du Salagou.
		Une vraie cohérence de gestion des milieux humides	L'objectif n°33 est de garantir la continuité écologique des cours d'eau. Des micro-barrages hydro-électriques pourront être aménagés sur les seuils existants, e intégrant les aménagements facilitant la fonctionnalité écologique. L'objectif n°34 est l'interdiction de tout type d'aménagement sur les zones humides. L'objectif n°40 est l'interdiction de l'urbanisation dans les secteurs inondables et la réappropriation des espaces de mobilité des cours d'eau.		
		Maîtriser les effluents pour protéger le milieu aquatique	L'objectif n°35 est de préserver les secteurs karstiques utilisés pour l'adduction d'eau potable, préserver les ressources stratégiques ou alternatives et faire aboutir les procédures de périmètre de protection sur l'ensemble des ressources du territoire. Le DOO prévoient notamment 2 objectifs sur l'assainissement : 1/Les bourgs ou hameaux situés dans des périmètres de protection et qui ne sont pas assainis devront faire l'objet d'une mise aux normes prioritaire. De même, les stations d'épuration déclarées non conformes devront être réhabilitées. Les habitations concernées par l'assainissement non collectif devront également être aux normes, notamment ce que l'on appelle les "points noirs". 2/Des dispositifs de traitement doivent également être mis en place au niveau des exploitations agricoles et artisanales avec notamment les fromageries et autres activités agro-alimentaires.		
	Valoriser les richesses patrimoniales	Valoriser les géosites dont les sites paléontologiques			

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Axe 3 – DEVELOPPER l'em		Une agriculture qui cultive la transition écologique	L'objectif n°14 est de favoriser une agriculture extensive de qualité et construire un projet de diversification du système Roquefort. L'objectif n°31 est de promouvoir le développement de la filière bois-énergie, qui devra se construire autour du potentiel de gisement, d'une exploitation durable et de débouchés locaux.	L'objectif n°29 est de favoriser une agriculture de qualité diversifiée	Le PADD prévoit dans sa stratégie des objectifs pour favoriser et améliorer les conditions d'exploitation, les filières de transformation, de conditionnement et de commercialisation sans toutefois faire apparaître la nécessité d'intégrer les enjeux de transition écologique et énergétique
		27 mesures objectifs	**SCOT SUD AVEYRON - Objectifs du PADD (7/7/2017) - (83 communes- 5 CC pleines et entières)**	**SCOT Lévezou - Objectifs du PADD (4 mars 2021) - 4 communes dans le périmètre du PNR GC (Saint-Laurent-du-Lévézou, Saint-Léons, Ségur et Vézins-de-Lévézou)**	**SCOT Pays Coeur d'Hérault arrêté - périmètre d'extension du PNR**
		Mise en oeuvre d'une stratégie foncière agricole intégrée et partagée	L'objectif n°17 est de créer une « zone agricole protégée » pour gérer les parcelles inscrites dans l'aire géographique de l'AOP Côtes du Millau. L'objectif n°18 est de protéger les vergers de la vallée du Tarn et de ses affluents. L'objectif n°19 est de protéger les parcelles favorables au maraîchage et prévoir des dispositifs assurantiels coopératifs pour rendre possible cette activité en zones irrorables. L'objectif n°25 est de limiter l'enfrichement des grands espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, protéger les terres cultivables de toutes constructions et préserver les éléments caractéristiques.	L'objectif n°5 est de limiter l'enfrichement des espaces ouverts et d'encourager la gestion des espaces par l'élevage, protéger prioritairement les terres cultivables, et préserver les éléments caractéristiques. L'objectif n°6 est de protéger la surface agricole utile L'objectif n°7 est de réduire la consommation foncière des terres agricoles, des espaces naturels et forestiers, et introduire des mécanismes de compensation lors de la création de nouveaux projets d'aménagement.	2.2. DÉVELOPPER UNE ACTIVITÉ AGRICOLE STRUCTURANTE, NOURRICIÈRE ET PROTÉGER LA RESSOURCE EN SOLS **Tableau 9 page 40 : les surfaces agropastorales qui servent de support pour l'AOP Roquefort ne sont pas ciblées comme espace agricole stratégique pour l'économie agricole. Il serait souhaitable d'intégrer ces surfaces tout comme les AOP hors vignobles qui sont classées dans les espaces de forte valeur et potentiel économique** En ce qui concerne le foncier agricole, le PADD du SCOT ambitionne d'enrayer la consommation et la fragmentation de l'espace agricole. Aussi un certain nombre de principes sont fixés pour stabiliser la zone agricole du Pays Coeur d'Hérault : > Définir des limites claires au développement urbain, notamment dans les secteurs sous pressions ou situés dans les zones d'influence urbaine et créer des zones tampons et de transition (éloignement des habitations) ; > Éviter le surdimensionnement des zones d'urbanisation futures pour lutter contre la l'artificialisation des terres agricoles et promouvoir une consommation d'espaces responsable ; > Optimiser l'utilisation du foncier urbain existant en privilégiant le renouvellement urbain, la division parcellaire et des formes urbaines plus denses en dans les dents creuses ; > Préserver les ensembles agricoles d'un seul tenant et les terres de valeur en mobilisant les outils de protection adaptés (ex : PAEN, ZAP..) ; > Enrayer le mitage de l'espace agricole en encadrant les changements de destination des sièges d'exploitation et les extensions des bâtis existants non nécessaires à l'exploitation. > Favoriser la relocalisation des sièges d'exploitation enclavés ou difficiles d'accès.
	Stratégie l'agriculture	Valoriser une alimentation saine et locale	L'objectif n°15 est de voir aboutir le projet d'AOP Pérail. L'objectif n°16 est de pérenniser et développer les outils structurants et collectifs pour les filières agricoles (abattoir, ateliers de découpes, outils de transformation et logistique), afin de garantir l'efficacité et la rentabilité des exploitations agricoles.	L'objectif n°30 est de développer les outils structurants et collectifs pour les filières agricoles (ateliers de découpes, outils de transformation), afin de garantir l'efficacité et la rentabilité des exploitations agricoles	Cet enjeu est peu développer sur le SCOT. . Le PADD prévoit la possibilité d'installer les outils de valorisation et de transformation sur les zones de productions agricoles.
	(tension touristique tourisme et culture)	Le patrimoine culturel, socle de tout projet Une destination d'excellence pour la pleine nature Une approche créative du tourisme culturel et patrimonial Pour un tourisme écoresponsable et solidaire	L'objectif n°37 est le développement d'un tourisme durable.	L'objectif n°41 est le développement d'un tourisme durable	Le Pays Coeur d'Hérault souhaite devenir une destination touristique forte. Sa stratégie touristique s'appui sur son patrimoine bâti et paysager exceptionnel dans une optique de tourisme soutenable. Ces axes stratégiques sont : de positionner les sites labellisés au coeur de la stratégie touristique, d'accompagner la valorisation du patrimoine culturel, agricole et naturel et de compléter l'offre touristique pour valoriser les atouts du territoire.

Forte convergence
Convergence
Neutre
Divergence
Non concerné

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Annexe 3 : Tableaux exhaustifs de l'état des masses d'eau souterraines et de surface du territoire

Identifiant masse souterraine	Nom masse d'eau souterraine	Etat chimique 2016	Etat quantitatif 2013
5007	Socle BV Lot secteurs hydro o7-o8	bon	Bon
5056	Calcaires et dolomies du lias du BV du Tarn secteur hydro o3	bon	Bon
5057	Calcaires des grands Causses BV Tarn	bon	Bon
5058	Calcaires des grands Causses BV Lot	bon	Bon
5059	Calcaires des grands Causses BV Aveyron	bon	Bon
5021	Alluvions du Tarn, du Dadou et de l'Agout secteurs hydro o3-o4	Bon	Bon
5008	Socle BV Aveyron secteur hydro o5	mauvais	Bon
5009	Socle BV Tarn secteurs hydro o3-o4	mauvais	Bon
Identifiant masse souterraine	**Nom masse d'eau souterraine périmètre extension**	**état chimique 2021 - données AE RMC**	**état quantitatif 2021 - données AE RMC**
FRDG222	Pélites permiennes et calcaires cambriens du lodévois	Bon	Bon
FRFG056	Calcaires et dolomies des Avant-Causses du bassin versant du Tarn	donnée non disponible	donnée non disponible
FRFG057	Calcaires des Grands Causses du bassin versant du Tarn	donnée non disponible	donnée non disponible
FRDG125	Calcaires et marnes causses et avant-causses du Larzac sud, Campestr	Bon	Bon

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Identifiant cours d'eau	Nom masse	Etat chimique 2019 donnée Agence de l'Eau Adour Garonne	Etat écologique 2019 donnée Agence de l'Eau Adour Garonne
FRFR136	Le Dourdou de sa source au confluent du Nuéjouls	Bon	Bon
FRFR203	Le Viaur de sa source au réservoir de Pont-de-Salars	Bon	Bon
FRFR307A	La Jonte du confluent du Béthuzon au confluent du Tarn	Bon	Bon
FRFR310	La Dourbie du confluent des Crozes au confluent du Tarn	Bon	Bon
FRFR356	La Dourbie de sa source au confluent des Crozes (inclus)	Bon	Bon
FRFR364	La Serre	Bon	Bon
FRFR135A	Le Cernon du confluent du Soulzon au confluent du Tarn	Bon	Moyen
FRFR137	Le Dourdou du confluent du Nuéjouls au confluent du Tarn	Bon	Moyen
FRFR299	L'Aveyron de sa source au confluent de la Serre	Bon	Moyen
FRFR226B	Le Lot du confluent du Doulou (inclus) au barrage de Castelnau-Lassouts	Bon	Moyen
FRFR297	La Muze	Bon	Moyen
FRFR306A	Le Tarn du confluent de la Jonte au confluent de la Dourbie	Bon	Moyen
FRFR312	L'Alrance du lac de Villefranche-de-Panat au confluent du Tarn	Bon	Moyen
FRFR371	Le Vioulou de sa source au lac de Pareloup	Bon	Moyen
FRFR8203_3	Ruisseau de Vaysseyous	Bon	Moyen
FRFR135B	Le Cernon de sa source au confluent du Soulzon (inclus)	Inconnu	Bon
FRFR138	Le Rance de sa source au confluent du Lianou	Inconnu	Bon
FRFR298	La Sorgue	Inconnu	Bon
FRFR306B	Le Tarn du confluent du Valat de la Combe au confluent de la Jonte	Inconnu	Bon
FRFR308	Le Trévezel du confluent du Bonheur au confluent de la Dourbie	Inconnu	Bon
FRFR362	La Garène	Inconnu	Bon
FRFR363	Le Nuéjouls	Inconnu	Bon
FRFR367	Le Lumansonesque	Inconnu	Bon
FRFR368	Le Coudols	Inconnu	Bon
FRFR386	Le Lianou	Inconnu	Bon
FRFR177_2	Ruisseau de Prat Long	Inconnu	Bon
FRFR177_4	Ruisseau de Lavandou	Inconnu	Bon
FRFR135A_1	Ruisseau de Lavencou	Inconnu	Bon
FRFR135B_1	Le Soulzon	Inconnu	Bon
FRFR136_3	Ruisseau de la Barraque	Inconnu	Bon
FRFR137_2	Ruisseau de Prugnes	Inconnu	Bon
FRFR137_3	Le Roudou	Inconnu	Bon
FRFR137_4	Le Grauzou	Inconnu	Bon
FRFR137_6	Le Lon	Inconnu	Bon
FRFR137_7	Ruisseau de Gominaric	Inconnu	Bon
FRFR138_1	Le Rance	Inconnu	Bon
FRFR139_1	Ruisseau d'Avène	Inconnu	Bon
FRFR139_10	Le Gos	Inconnu	Bon
FRFR139_11	Ruisseau de Mousse	Inconnu	Bon
FRFR139_3	Le Toudouze	Inconnu	Bon
FRFR139_4	Ruisseau de Thérondel	Inconnu	Bon
FRFR139_5	Ruisseau d'Avène	Inconnu	Bon
FRFR139_7	Le Mendarazon	Inconnu	Bon
FRFR139_8	Le Vernobre	Inconnu	Bon
FRFR199_1	Le Verlenque	Inconnu	Bon
FRFR199_2	Le Mendara	Inconnu	Bon
FRFR199_3	Ruisseau de Cupe	Inconnu	Bon
FRFR203_4	Le Bouzou	Inconnu	Bon
FRFR203_5	Ruisseau d'Estache	Inconnu	Bon
FRFR2268_5	Ruisseau de Nozetan	Inconnu	Bon
FRFR287_2	Ruisseau de Brinhac	Inconnu	Bon
FRFR287_3	La Muzette	Inconnu	Bon
FRFR288_1	La Fouzette	Inconnu	Bon
FRFR288_2	Ruisseau le Verzolet	Inconnu	Bon
FRFR288_3	Ruisseau d'Annou	Inconnu	Bon
FRFR288_4	Ravin de Rougayrolles	Inconnu	Bon
FRFR288_5	Ruisseau de Valhaury	Inconnu	Bon
FRFR288_6	Le Bouras	Inconnu	Bon
FRFR306A_1	Ruisseau des Arzoles	Inconnu	Bon
FRFR310_2	Ruisseau de Brevinque	Inconnu	Bon
FRFR310_3	Le Durzon	Inconnu	Bon
FRFR310_4	Ravin du Riou Sec	Inconnu	Bon
FRFR311A_1	Ruisseau de Limouze	Inconnu	Bon
FRFR311A_2	Ruisseau de Geneve	Inconnu	Bon
FRFR313_1	Le Gos	Inconnu	Bon
FRFR363_1	Le Dargou	Inconnu	Bon
FRFR363_2	Le Cabot	Inconnu	Bon
FRFR368_1	Le Vernobre	Inconnu	Bon
FRFR368_2	Ruisseau des Vabrettes	Inconnu	Bon
FRFR371_1	Les Douzes	Inconnu	Bon
FRFR206	Le Giffou	Inconnu	Moyen
FRFR311A	Le Tarn du barrage de Pinet au confluent du Dourdou	Inconnu	Moyen
FRFR311B	Le Tarn du confluent de la Dourbie à la retenue de Pinet	Inconnu	Moyen
FRFR365	Ruisseau du Bourg	Inconnu	Moyen
FRFR366	L'Olip	Inconnu	Moyen
FRFR139_2	La Grele Rouge	Inconnu	Moyen
FRFR367_2	La Barbade	Inconnu	Moyen
FRFR139	Le Rance du confluent du Lianou au confluent du Tarn	Mauvais	Moyen
Identifiant cours d'eau	**Nom masse d'eau périmètre extension**	**Etat chimique 2021**	**Etat écologique 2021**
FRDR10199	rivière la linize	Bon	Bon
FRDR10601	ruisseau de Riermous	Bon	Bon
FRDR10748	ruisseau la Soulondres	Bon	Bon
FRDR10834	ruisseau la Marguerite	Médiocre	Bon
FRDR10965	rivière le Laumanet	Bon	Bon
FRDR11059	rivière la Virenque	Très bon	Bon
FRDR11595	ruisseau l'Aubaygues	Bon	Bon
FRDR166	La Longue du Roubieu à la confluence avec l'Hérault et l'aval du Salagou	Bon	Bon
FRDR168	La Longue de sa source au Roubieu	Bon	Bon
FRDR172	La Vis	Bon	Bon

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Sommaire

CHAPITRE I
RÉSUMÉ NON TECHNIQUE
05 › 22

CHAPITRE II
OBJECTIFS, CONTENU DU PROGRAMME D'ACTIONS, ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS
23 › 69

CHAPITRE III
ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET ENJEUX DU TERRITOIRE
70 › 111

CHAPITRE IV
SOLUTIONS DE SUBSTITUTION ENVISAGÉES ET JUSTIFICATION DES CHOIX
112 › 122

CHAPITRE V
ANALYSE DES EFFETS NOTABLES PROBABLES SUR L'ENVIRONNEMENT
123 › 156

CHAPITRE VI
MESURES ERC DES EFFETS DU PROGRAMME SUR L'ENVIRONNEMENT
157 › 164

CHAPITRE VII
ANALYSE DU DISPOSITIF DE SUIVI
165 › 178

CHAPITRE VIII
MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR MENER L'ÉVALUATION
179 › 181

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Chapitre

I

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique » (article R.122-20 du CE).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

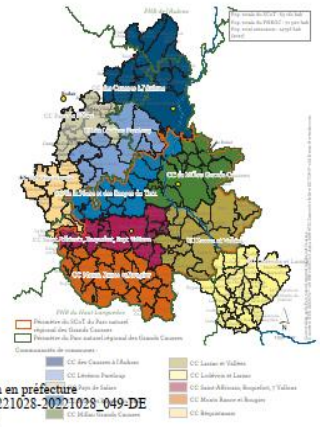
1 - PRÉSENTATION DU PROJET DE CHARTE 2022-2037 DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES

La révision de la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses s'accompagne d'une extension géographique de celui-ci. Circonscrit jusque-là au sud-Aveyron, le périmètre du Parc naturel régional s'élargit à 26 communes de l'intercommunalité Lodévois et Larzac, au nord du département de l'Hérault.
Le territoire du projet de Charte englobe au total 119 communes et, intégralement ou en partie, neuf Communautés de communes. D'une superficie de 3806,65km2, il accueille une population de 86 115 habitants (chiffres 2016).
Déployé entre le Massif central et la basse plaine héraultaise, entre le pays albigeois et le massif cévenol, le territoire du projet de Charte se situe au cœur de la région Occitanie et constitue un arrière-pays fort au regard de l'aire urbaine de Montpellier vers lequel il s'oriente naturellement.
L'extension permet d'intégrer l'ensemble du causse du Larzac dans un même territoire de projet. Paysage de steppe façonné par la tradition de l'agropastoralisme, le Larzac, de par son histoire, est emblématique des valeurs portées par le Parc naturel régional des Grands Causses. Il constitue la plus vaste des 33 unités paysagères désormais identifiées dans le périmètre du projet de Charte.

Le projet de Charte est le fruit d'une démarche de co-construction, favorisée par la culture collaborative du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Ce travail a permis de faire émerger six défis transversaux qui irriguent l'ensemble des orientations et mesures du projet de Charte, trois axes, onze orientations et trente-sept fiches mesures - dont cinq mesures phares - qui composent le projet opérationnel.

- **Défi transversal 1** : La résilience au changement climatique.
- **Défi transversal 2** : L'attractivité et le développement sociétal du territoire
- **Défi transversal 3** : Le partenariat et la co-construction avec les acteurs du territoire
- **Défi transversal 4** : L'innovation et l'expérimentation
- **Défi transversal 5** : La sensibilisation et l'éducation
- **Défi transversal 6** : La vision extra-territoriale.

L'INTERCOMMUNALITÉ SUR LE TERRITOIRE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES ET SUR LE PROJET D'EXTENSION - COMMUNAUTÉS DE COMMUNES
Situation au 01/01/2020



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

Axe I • PROTÉGER

1 PROTÉGER UNE BIODIVERSITÉ D'EXCEPTION

Mesure 1 Garantir la vitalité de la trame verte et bleue

Mesure 2 Faune, flore et habitats naturels : une richesse fragile à conserver

Mesure 3 Conserver la fonctionnalité écologique des milieux boisés

Mesure 4 Endiguer la menace des invasives

Mesure 5 Des activités respectueuses de la biodiversité

2 PRÉSERVER LA RICHESSE PAYSAGÈRE

Mesure 6 Défendre le paysage agropastoral, emblème du territoire

Mesure 7 Protéger l'identité du paysage et du patrimoine

Mesure 8 Un développement respectueux des spécificités du paysage

Mesure 9 Pour une bonne intégration paysagère des aménagements

3 SÉCURISER LA RESSOURCE EN EAU

Mesure 10 Eau souterraine : mieux la connaître, mieux la gérer

Mesure 11 Une vraie cohérence de gestion des milieux humides

Mesure 12 Maîtriser les effluents pour protéger le milieu aquatique

4 VALORISER LES TRÉSORS GÉOLOGIQUES

Mesure 13 Valoriser les géosites dont les sites paléontologiques

Axe II • AMÉNAGER

5 CONSTRUIRE UN TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE

Mesure 14 Économies d'énergie : tous exemplaires !

Mesure 15 Pour des énergies renouvelables intégrées au territoire

6 SE DÉPLACER AUTREMENT

Mesure 16 Rendre possibles les nouvelles mobilités

Mesure 17 Vers un territoire de mobilités plurielles

7 RENFORCER LA COHÉSION TERRITORIALE

Mesure 18 Consolider l'armature territoriale

Mesure 19 Pour des espaces publics résilients

Mesure 20 Villes et bourgs de demain : de nouvelles formes urbaines et architecturales

Mesure 21 Pour une gestion exemplaire des déchets

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Axe III • DÉVELOPPER

8 ACCUEILLIR DE NOUVEAUX HABITANTS

Mesure 22 Pour une vie culturelle inventive et solidaire

Mesure PHARE

Mesure 23 Pour l'installation durable des nouveaux arrivants

Mesure 24 Pour l'accès de tous aux services et équipements

Mesure 25 Pour une dynamique partenariale renforcée

9 VALORISER LES RESSOURCES ÉCONOMIQUES LOCALES

Mesure PHARE

Mesure 26 Pour une économie territoriale et durable

Mesure 27 Carrières et thermalisme, des ressources à valoriser

Mesure 28 Une gouvernance territoriale pour la mobilisation pérenne de la ressource bois

Mesure 29 Des itinéraires sylvicoles pour la transition écologique et climatique de la filière forêt-bois

Mesure 30 Dynamiser la filière locale bois respectueuse de la ressource forestière

10 SOUTENIR L'AGRICULTURE

Mesure 31 Une agriculture qui cultive la transition écologique

Mesure 32 Une stratégie foncière agricole intégrée et partagée

Mesure 33 Valoriser une alimentation saine et locale

11 DÉVELOPPER LE POTENTIEL TOURISTIQUE, PATRIMONIAL ET CULTUREL

Mesure 34 Le patrimoine culturel, socle de tout projet

Mesure 35 Une destination d'excellence pour la pleine nature

Mesure 36 Une approche créative du tourisme culturel et patrimonial

Mesure 37 Pour un tourisme écoresponsable et solidaire

2 - OBJECTIFS ET CONTENU DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le projet de Charte 2022-2037 du Parc naturel régional des Grands Causses est soumis à une évaluation environnementale, étant susceptible, comme nombre de plans, programmes et documents de planification (R.122-17 du CE), d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'évaluation environnementale se décline en huit parties.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

- **La partie I, « Résumé non technique »**, propose une synthèse du rapport environnemental, pour une consultation facilitée du dossier.
- **La partie II, « Objectifs, contenu du programme d'actions et articulation »**, relate le contexte de la révision de la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses et apprécie le degré de compatibilité du projet de Charte avec les plans, schémas, programmes et documents de planification en vigueur sur le territoire.
- **La partie III, « État initial de l'environnement »**, livre une description détaillée du territoire, analyse les pressions qui s'y exercent, discerne ses perspectives d'évolution et ses enjeux.
- **La partie IV, « Solutions de substitution et justification des choix »**, présente les alternatives envisagées lors de la révision de la Charte et les motifs pour lesquels les grandes options du projet de Charte ont été retenues.
- **La partie V, « Analyse des effets notables probables sur l'environnement »**, identifie les effets favorables, mais aussi les éventuelles incidences négatives, de la mise en œuvre du projet de Charte sur l'environnement.
- **La partie VI, « Mesures d'évitement, réduction, compensation »**, fait état des mesures envisagées pour la correction des éventuels impacts négatifs identifiés par l'analyse précédente.
- **La partie VII, « Analyse du dispositif de suivi »**, expose le dispositif d'évaluation et de suivi prévu par le projet de Charte et détaille les indicateurs complémentaires visant à vérifier la bonne adéquation des effets du projet de Charte avec les prévisions.
- **La partie VIII, « Méthodologie employée »**, présente la méthode de travail qui a présidé à la réalisation de l'évaluation environnementale.

3 - ARTICULATION DU PROJET DE CHARTE DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES AVEC LES POLITIQUES PUBLIQUES EN VIGUEUR SUR LE TERRITOIRE (CHAP. II)

La cohérence entre le projet de Charte et d'autres plans, programmes, schémas ou documents de planification en vigueur a été examinée dans le cadre de l'évaluation environnementale et évaluée selon un degré de conformité, de compatibilité ou de prise en compte.

Parmi ces documents, figurent en premier lieu ceux qui ont avec le projet de Charte une relation d'opposabilité juridique. Une bonne synergie doit également exister entre le projet de Charte et d'autres documents, quoiqu'il n'y ait pas entre eux d'obligation juridique.

L'implication du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses dans l'animation des politiques publiques a fortement facilité la compatibilité du projet de Charte avec d'autres documents. Ayant contribué à la co-construction du SRADDET Occitanie 2040, le Syndicat mixte a pu prévoir par anticipation sa compatibilité avec les dispositions du fascicule des règles de celui-ci. De même, le Syndicat mixte ayant réalisé ou apporté son expertise à la réalisation de plusieurs Schémas de cohérence territoriale sur son périmètre, il a d'autant plus veillé à l'harmonisation de ceux-ci avec le projet de Charte.

Plans, schémas, programmes ou documents de planification s'imposant à la Charte	Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (ONTVB)	Très forte compatibilité	Niveau national
	Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires Occitanie (SRADDET)	Compatibilité forte à très forte	Niveau régional
Plans, schémas, programmes ou documents de planification auxquels la Charte s'impose	Schémas de cohérence territoriale (SCoT), Plans climat air énergie territoriaux (PCAET), Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi), documents d'urbanisme	Très forte compatibilité	Niveau territorial

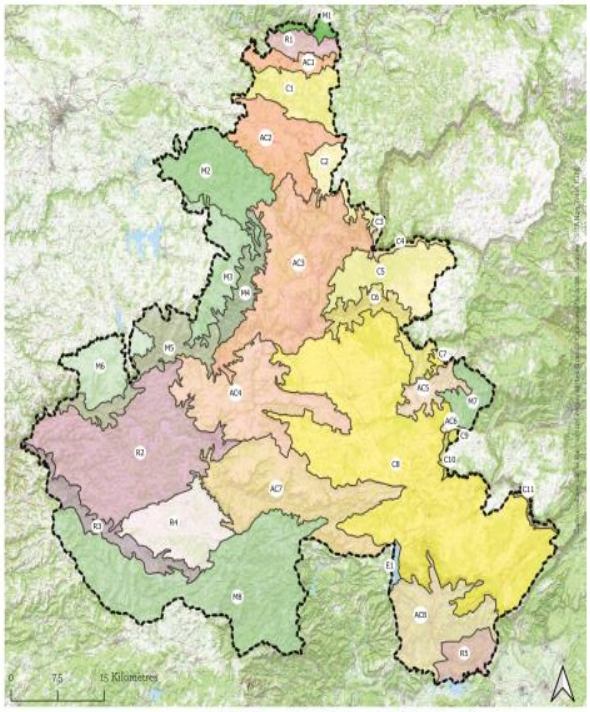
L'analyse permet aussi d'apprécier la bonne articulation du projet de Charte avec d'autres documents sans relation juridique avec celui-ci et qui se rapportent aux thématiques de la biodiversité, du risque inondation, de la ressource en eau, de la forêt, des carrières ou encore des énergies renouvelables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

4 - ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (CHAP. III)

L'état initial de l'environnement sur le territoire du projet de Charte est analysé à travers trois grandes thématiques : milieu naturel, milieu physique et milieu humain. De l'analyse ont émergé des enjeux à prioriser sur le territoire.

UNITÉS ET SOUS-UNITÉS PAYSAGÈRES



Unités paysagères

- AC1 : Avant-causse et vallée de la Serre
- AC2 : Avant-causse du Séveragais et vallée de l'Aveyron
- AC3 : Causse Rouge, vallée du Tarn et du Millavois
- AC4 : Avant-causse et vallée du Cernon
- AC5 : Vallée de la Dourbie autour de Nant
- AC6 : Vallée de la Virenque autour de Saucliéres
- AC8 : Vallons du Lodévois et vallée de la Lergue
- C1 : Causse de Séverac
- C2 : Causse de Sauveterre
- C3 : Gorges du Tarn
- C4 : Gorges de la Jonte
- C5 : Causse Noir
- C6 : Gorges de la Dourbie
- C7 : Causse Bégon
- C8 : Causse du Larzac
- C9 : Causse de Campestre-et-Luc
- C10 : Gorges de la Virenque
- C11 : Gorges de la Vis
- E1 : Plateau de l'Escandorgue
- M1 : Vallée du Lot
- M2 : Crête du Puech du Pal
- Vallée du Viaur
- M3 : Crête du Mont Seigne
- M4 : Vallée de la Muse
- M5 : Raspes du Tarn
- M6 : Plateau ciselé du Ségala
- M7 : Versants Cévenols
- M8 : Monts de Lacaune
- R1 : Collines et vallons du Rougier de Saint-Laurent d'Olt à la Capelle-Bonance
- R2 : Montagnettes et vallée du Dourdou, de Saint-Affrique à Martrin
- R3 : Vallée du Rance
- R4 : Pénéplaine du Dourdou autour de Montlaur (Rougier de Camarès)
- R5 : Collines et vallons du Rougier du Salagou

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

4.1 MILIEU NATUREL

Description

Des parois calcaires des gorges aux prairies mésophiles, des landes larzaciennes à la garrigue du Salagou via les tourbières du Lévézou, le territoire présente une palette de milieux naturels (rocheux, ouverts, cultivés, boisés) qui sont de véritables réservoirs de biodiversité. Tous ces habitats écologiques sont propices à l'épanouissement d'une faune et d'une flore parfois exceptionnelle, depuis les quatre espèces de vautours européens jusqu'à des plantes herbacées très rares telles l'Arabette des Cévennes. Le territoire accorde une vive attention au maintien et à la restauration de ses connectivités écologiques, à travers une trame cartographiée au 1/25 000e, échelle d'une grande précision qui permet de localiser les cœurs de biodiversité, les zones relais et les corridors potentiels. La richesse écologique du territoire se traduit par l'existence de 26 zones Natura 2000 et 143 Znieff, même si la surface classée en protection forte (un arrêté de protection de biotope, une réserve biologique intégrale) apparaît modeste.

Pressions

Les milieux naturels sont confrontés à un risque d'altération par le changement climatique, à la déprise agricole (fermeture des milieux par les taillis et la forêt), à l'artificialisation, ainsi qu'à la multiplicité de leurs usages. L'engouement croissant pour les activités de pleine nature doit être régulé pour le respect optimal de la biodiversité, faune et flore, dont les équilibres sont menacés par le réchauffement climatique et par la propagation d'espèces invasives.

La fragmentation des milieux naturels, qui perturbe les connectivités écologiques, demeure restreinte sur le territoire et est d'ores et déjà identifiée. De plus, la pression qui pèse sur les zones protégées et d'inventaire ne prête pas à l'inquiétude, étant données la bonne fonctionnalité de la trame écologique du territoire et les perspectives de classement de nouvelles surface en protection forte dans le cadre de la SNAP.

4.2 MILIEU PHYSIQUE

Description

Le paysage steppique des Grands Causses, façonné par la tradition agropastorale, a forgé l'identité des Grands Causses. Sa préservation est cruciale, de même que celle de sites emblématiques comme le cirque de Navacelles, les gorges du Tarn et de la Jonte, le plateau larzacien et, plus largement, tous les éléments paysagers caractéristiques de ce territoire rural de moyenne montagne. Modelé par l'érosion après le retrait d'une mer au Jurassique, le territoire se caractérise par son vaste domaine karstique. Il constitue ainsi un immense réservoir d'eau, ressource précieuse mais vulnérable, qui alimente de nombreux milieux aquatiques de surface (en bon état écologique) et garantit une desserte en eau potable au-delà de son seul périmètre. Ressource vitale, l'eau devient aussi source d'inquiétude face au risque inondation qui, tout comme les risques feux de forêt et érosion des sols, est amplifié par le dérèglement climatique. Le territoire a engagé une stratégie volontaire de résilience au changement climatique (énergies renouvelables, sobriété énergétique), afin de compenser notamment sa forte dépendance à la voiture individuelle.

Pressions

Les paysages identitaires des Grands Causses doivent être préservés face à la fermeture des milieux, conséquence de la déprise agricole, d'une exploitation forestière peu en phase avec une approche environnementale, de la banalisation paysagère. Une même vigilance doit s'exercer souterrainement, l'abondante ressource en eau du milieu karstique risquant d'être fragilisée par des rejets polluants (dysfonctionnement de bassins de décantation A75 ou de dispositifs d'assainissement...). La tension de plusieurs cours d'eau en période estivale, par exemple sur le bassin versant du Dourdou de Camarès, témoigne de la réalité du changement climatique, de même que la fréquence plus grande des événements météorologiques d'ampleur, sécheresse ou phénomène cévenol. L'adaptation au changement climatique constitue le défi majeur de la période de validité du projet de Charte, tant sont nombreuses les menaces qu'il fait peser sur l'activité agricole, la biodiversité et le milieu naturel, la sécurité des biens et des personnes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

4.3

MILIEU HUMAIN

Description

Causses, avant-causses, rougiers et monts : les quatre entités paysagères du territoire se déclinent en 33 sous-unités qui, du sud-Aveyron au Lodévois-Larzac, tissent entre elles des correspondances. Elles accueillent un patrimoine bâti remarquable, qu'il s'agisse de châteaux et édifices religieux classés, des empreintes de l'agropastoralisme attribuables notamment aux templiers et hospitaliers (lavognes, jasses...), de très nombreux villages au charme intact ou des Villes d'art et d'histoire que sont Millau et Lodève. Le travail de valorisation patrimoniale et touristique, témoignage parmi d'autres d'une réelle vitalité culturelle, doit s'étendre aux géosites, encore peu valorisés. La vie culturelle, justement, est une des conditions de l'attractivité pour ce territoire qui, depuis quelques années, endigue enfin son érosion démographique grâce à la venue de nouveaux habitants. Une condition parmi d'autres, avec la résorption de la vacance de l'habitat, le confortement du maillage territorial en services et équipements (éducation, loisirs, commerces), une offre de soins de proximité et, bien entendu, une vitalité économique. Celle-ci peut s'appuyer sur l'agriculture, confrontée toutefois à la problématique de la transmission, le tourisme durable, l'économie circulaire encore balbutiante (gestion des déchets), les filières émergentes à partir de ressources locales telles la forêt-bois, dans une optique de relocalisation du développement économique.

Pressions

Déprise agricole, étalement urbain, banalisation, installation d'infrastructures et hausse de l'affluence touristique sont autant de pressions qui pèsent sur le cadre de vie caractéristique du territoire et pourraient menacer à terme son attractivité. L'évolution démographique, favorable, accuse toutefois un déséquilibre entre sud-ouest (rougiers et monts) et Lodévois. L'armature du territoire doit être consolidée, à travers le maintien de services (éducation et santé en premier lieu) et équipements indispensables à sa vitalité. Les vecteurs traditionnels ou émergents de l'économie sont confrontés, pour l'agriculture, à la difficulté de la transmission et au changement climatique ; pour la filière bois, au morcellement du parcellaire ; pour le développement local, à un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale et l'accroissement des distances moyennes domicile-travail ; pour le tourisme, à la brièveté de la saison et à l'inégale répartition des hébergements.

La maitrise paysagère de l'urbanisation et la qualité de vie	
L'intégration paysagère des infrastructures	
Résilience de l'agriculture au changement climatique et à la transition écologique	
Poursuivre les actions engagées, notamment quant à la connaissance, la protection et au suivi qualitatif et quantitatif de la ressource en eau	
L'accentuation du positionnement du territoire comme destination d'excellence pour les sports de pleine nature	
Réinvestir les centres-villes et centres-bourgs	
Garantir un service d'éducation et de santé de proximité	
L'adaptation au vieillissement de la population	

Les enjeux identifiés pour les différentes thématiques environnementales sur le territoire peuvent être regroupés en 40 grands enjeux environnementaux (travail réalisé sur la base des 54 enjeux issus de l'état initial de l'environnement).
Les enjeux ont été analysés d'une part pour les synthétiser et d'autre part pour les hiérarchiser. Cette hiérarchisation a été définie par le croisement de la vulnérabilité de la thématique du territoire (évaluation de la pression et de la sensibilité de l'enjeu) et l'importance de l'enjeu dans la Charte.
Plus un enjeu possède un niveau de vulnérabilité élevé et plus l'importance de l'enjeu dans la Charte est élevée, plus l'enjeu sera considéré comme prioritaire.

Un code couleur a été attribué à chacun des enjeux, classés de la façon suivante :

HIÉRARCHISATION DES ENJEUX (vulnérabilité de l'enjeu et importance de l'enjeu dans la Charte)		
Prioritaire	Modéré	Faible

4.4

SYNTHÈSE DES ENJEUX PRIORITAIRES IDENTIFIÉS

17 enjeux sont identifiés comme prioritaires dans le projet de Charte au regard de l'état initial de l'environnement.

SYNTHÈSE DES ENJEUX	HIÉRARCHISATION DES ENJEUX
Résilience et atténuation vis-à-vis du changement climatique (suivi, analyse impact, acculturation aux risques...)	
L'attractivité et le développement sociétal	
Intégration des enjeux de biodiversité dans l'élaboration des politiques territoriales (partage de la connaissance, planification des docs d'urbanisme)	
Mobiliser les partenariats et les outils pour une connaissance de la biodiversité et un partage toujours plus grand de cette connaissance	
Pérenniser l'encadrement des activités de pleine nature et le déployer sur le périmètre d'extension	
Le maintien du foncier agricole et notamment des surfaces agropastorales	
La consolidation de l'armature territoriale	
Un développement territorial en adéquation avec la préservation de la biodiversité et la cohésion territoriale	
La préservation des paysages et des sites	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20221028-20221028_049-DE
Reçu le 03/11/2022

SYNTHÈSE DES ENJEUX	HIÉRARCHISATION DES ENJEUX
Résilience et atténuation vis-à-vis du changement climatique (suivi, analyse impact, acculturation aux risques...)	
L'attractivité et le développement sociétal	
Intégration des enjeux de biodiversité dans l'élaboration des politiques territoriales (partage de la connaissance, planification des docs d'urbanisme)	
Mobiliser les partenariats et les outils pour une connaissance de la biodiversité et un partage toujours plus grand de cette connaissance	
Pérenniser l'encadrement des activités de pleine nature et le déployer sur le périmètre d'extension	
Le maintien du foncier agricole et notamment des surfaces agropastorales	
La consolidation de l'armature territoriale	

SYNTHÈSE DES ENJEUX	HIÉRARCHISATION DES ENJEUX
Un développement territorial en adéquation avec la préservation de la biodiversité et la cohésion territoriale	
La préservation des paysages et des sites	
La maitrise paysagère de l'urbanisation et la qualité de vie	
L'intégration paysagère des infrastructures	
Résilience de l'agriculture au changement climatique et à la transition écologique	
Poursuivre les actions engagées, notamment quant à la connaissance, la protection et au suivi qualitatif et quantitatif de la ressource en eau	
L'accentuation du positionnement du territoire comme destination d'excellence pour les sports de pleine nature	

ANNEXE 6 : PROCES- VERBAL DE FIN D'ENQUETE DU 21 DECEMBRE 2022 AVEC REPONSE DU MAITRE D'OUVRAGE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Albi le 21 décembre 2022

Le Président de la commission d'enquête
à
Madame la Présidente du Conseil Régional
de la Région Occitanie

objet : Enquête publique relative au projet de révision de la charte du Parc Naturel Régional des Grands Causses

Procès-verbal de fin d'enquête

Madame la Présidente,

Conformément à votre arrêté du 13 octobre 2022 l'enquête publique portant sur la révision de la charte du Parc naturel régional des Grands Causses en vue du renouvellement de son classement s'est déroulée du 7 novembre au 12 décembre 2022.

Le présent document joint constitue le procès-verbal de fin d'enquête selon l'article R123-18 du code de l'environnement. Ce document est communiqué au « maître d'ouvrage », la région Occitanie, sous huitaine au terme de la réception des registres d'enquête.

Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

Ce procès-verbal de synthèse est décomposé en trois parties :
-Présentation synthétique du déroulement de l'enquête publique
-Observations du public
-Demandes complémentaires de la commission d'enquête.

Le mémoire en réponse sera examiné et pris en considération par la commission d'enquête avant que celle-ci ne finalise son rapport qui vous sera ensuite remis.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération très distinguée.

Pour la commission d'enquête
Le Président,

Signé

Claude OLIVIER

PROCES – VERBAL DE SYNTHESE

I. Présentation synthétique du déroulement de l'enquête publique

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Objet de l'enquête publique

La région Occitanie a engagé, par délibération du 28 mars 2019 une révision de la charte du Parc Naturel Régional des Grands Causses. Le périmètre projeté de ce parc couvre le Sud-Aveyron et le Nord-Hérault.

Le projet de charte du PNR Grands Causses a été adopté par le comité syndical du Syndicat Mixte du PNR Grands Causses le 28 octobre 2022. Cette charte fixe les grandes lignes d'action du parc et les objectifs pour les 15 années à venir.

Désignation de la commission d'enquête

Par ordonnance du 8 mars 2022 la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné la commission d'enquête en vue de procéder à l'enquête publique. Cette commission est composée de MM Claude Olivier (président), Jacques Bernus et Pierre Faure (membres titulaires).

Arrêté de prescription de l 'enquête publique

Par arrêté du 13 octobre 2022, Madame Carole Delga, présidente du conseil régional Occitanie a prescrit l'enquête publique « relative au projet de charte du parc naturel régional des Grands Causses en vue de sa révision ».

L'enquête s'est déroulée entre le 7 novembre 2022 et le 12 décembre 2022 inclus soit 36 jours consécutifs, durant lesquels 15 permanences ont été programmées dans 12 lieux différents.

Ces permanences ont été fixées d'un commun accord avec les représentants de la région Occitanie et du Parc naturel régional des Grands Causses.

07/11/2022	Syndicat Mixte du PNR - MILLAU	9h00-12h00
17/11/2022	Mairie - NANT	10h00-12h00
17/11/2022	CC Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons – SAINT AFFRIQUE	14h00-17h00
21/11/2022	Mairie – LE CAYLAR	10h00-12h00
21/11/2022	CC Lodévois Larzac - LODEVE	14h00-17h00
23/11/2022	Mairie – SEVERAC D'AVEYRON	9h00-12h00
23/11/2022	Mairie – VEZINS de LEVEZOU	14h00-17h00
30/11/2022	CC Muses et Raspes du TARN - SAINT-ROME-DE-TARN	10h00-12h00
30/11/2022	CC Saint-Affricain Roquefort Sept Vallons – SAINT AFFRIQUE	14h00-17h00
02/12/2022	CC Larzac et Vallées - CORNUS	9h00-12h00
02/12/2022	CC Lodévois Larzac - LODEVE	14h00-16h00
08/12/2022	Mairie - SAINT-SERNIN-SUR-RANCE	10h00-12h00
08/12/2022	Mairie - CAMARES	14h00-17h00
12/12/2022	Mairie - MOSTUEJOULS	10h00-12h00
12/12/2022	Syndicat Mixte du PNR - MILLAU	14h00-17h00

Publicité réglementaire

>Publications : l'avis d'enquête publique a été publié le 18 octobre 2022 dans la Dépêche Millau, le 22 octobre 2022 dans le Midi Libre Millau et le Midi Libre Lodève. Il a été rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête dans ces mêmes journaux le 9 novembre 2022 pour la Dépêche Millau et le 12 novembre dans Midi Libre.

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

>Affichage : l'avis d'enquête publique a été affiché dans chacune des 119 communes et 9 communautés de communes du territoire ainsi que dans les 4 préfectures et sous-préfectures, 2 conseils départementaux et 2 Hôtels de Région concernés et la maison de la Région à Millau.

Déroulement de l'enquête

Sur le plan du déroulement proprement dit de l'enquête aucun incident n'est à signaler lors des permanences des commissaires enquêteurs dans les lieux préalablement déterminés.

Les procédures d'enquête d'avant ou pendant enquête ont été parfaitement respectées.

La qualité des dossiers présentés à l'enquête a été globalement bien perçue ; bien que volumineux et technique le dossier présenté permettait une bonne compréhension pour le public qui souhaitait s'y intéresser.

S'agissant de la participation du public, ce dernier a été très peu nombreux (notamment les particuliers) à se déplacer ou à émettre une contribution malgré la large publicité faite à l'enquête publique. Cette absence peut s'expliquer en partie par la très large concertation préalable réalisée sur le projet et la méthode de co-construction utilisée pendant la période de son élaboration. Il est par ailleurs vraisemblable que le public perçoive la charte comme un document de long terme plutôt institutionnel ou intentionnel qu'opérationnel dont il ne perçoit pas de manière directe l'impact sur sa vie quotidienne.

II. Les observations du public et les questions au maître d'ouvrage

Selon les prescriptions de l'arrêté du 13 octobre 2022 de la présidente du conseil régional de la région Occitanie, les observations et propositions du public pouvaient être soit déposées sur le registre d'enquête dématérialisé ou sur les registres d'enquête mis à disposition au siège de l'enquête et sur les lieux d'enquête, soit reçues par un membre de la commission d'enquête lors des permanences, soit adressées par courrier postal ou encore par courrier électronique.

Le registre numérique fait apparaître **78 contributions**, dont **45** directement écrites sur ledit registre, les autres provenant de retranscriptions, **17** depuis registres papier, **10** de courriers et **6** d'Email. Après déduction de « doublons », **71 contributions différentes** ont été retenues réparties sur **8 thématiques** différentes (des contributions concernent plusieurs thèmes), 4 contributions sont relatives au thème **A- Le projet/le dossier**, 1 au thème **B- Paysages**, 56 au thème **C-Energies renouvelables**, 1 au thème **D- Patrimoine,** 4 au thème **E-Biodiversité**, 3 au thème **F-Eau,** 1 au thème **G- Mobilités** et 1 au thème **H- Autres.**

Sur cet ensemble de propositions, 81 % concernent les énergies renouvelables (essentiellement l'éolien) ; 47 % sont « défavorables » ou « plutôt défavorables » sur un ou plusieurs composantes du projet de charte dont très majoritairement l'éolien, 47 % sont « favorables » ou « plutôt favorables avec réserves ou demandes », le reste affiche plutôt une neutralité.

Les 71 contributions ont été émises par **58 contributeurs différents** répartis en **36 particuliers**, **8 associations, 5 sociétés et 9 élus ou communes.**

Chaque contribution a été référencée ainsi :

-@, R , E ou C suivi du n°pour une contribution visible sur le registre numérique,

-**RP (xx)/xxx** pour une contribution déposée sur le registre papier avec indication du lieu d'enquête (1*) où la contribution a été déposée,

-C (n°)pour une contribution adressée par courrier ou remise en main propre,

-E (n°) sur registre numérique pour une contribution reçue par courriel,

-O (n°) pour une observation orale (aucune ici)

Ci-après la synthèse des contributions avec les questions posées par la commission d'enquête.

(Nota : il est nécessaire pour une bonne compréhension des contributions de prendre connaissance des documents joints aux contributions même si ceux-ci sont parfois volumineux).

A. Thème : le projet/le dossier

>@20, R61 et RP01/Cor :contribution déposée par la Fédération pour la Vie et Sauvegarde des Grands Causses / CO-27-XII. Au préalable les représentants de ces associations (Mme Rousseau et M. Bernat, coprésidents et M. Ladsous, membre) ont rencontré l'un des membres de la commission d'enquête lors de la permanence à Cornus.

Accusé de réception en préfecture
PIE-2312091349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

La contribution sous forme d'un document de 21 pages, argumente un avis défavorable sur le projet de charte sous plusieurs chapitres- **paysages, biodiversité, transition énergétique, eau-.(cf thèmes ci-après)**

Le document en « Préambule » et « I.Présentation générale » rappelle des éléments du projet et énoncé de contradictions relevées, examinées ensuite, et des difficultés pour accéder au fond du dossier. Sur ce dernier point il est repris l'avis du CNPN du 13 décembre 2021 (projet dense et volumineux manquant de fil conducteur et difficulté pour percevoir l'action motrice du PNR et de ses enjeux/ le dossier de projet de charte ne permet pas au public d'accéder au fond du dossier).

Les observations relatives au paysage, à la biodiversité, à la transition énergétique, l'eau sont synthétisées aux thèmes **B, C, E** et **F** ci-après.

>R66 et RP05/SEV : contribution de M. Costes qui juge le dossier trop volumineux et trop complexe (coût?). Il ne lui a pas été possible de trouver des informations recherchées sur le photovoltaïque ou l'hydraulique.

>R69, RP01/Lod et RP04/Lod : contribution déposée par Mme M. Villey-Migraine sous forme de document (6 pages). (cf aussi thèmes C et G)

Concernant le dossier (avis négatif sur le projet) les critiques portent sur :

-des documents trop volumineux, trop long à télécharger,

-une présentation qui rend inaccessible le document avec des formules inutiles,

-une interrogation sur le coût des études ?…

-des cartes « plans » inadaptées en matière de thématiques, légendes, représentation de secteurs(parcs éoliens notamment), des oublis (gîtes de chiroptères sur la commune de Les Plans (Natura 2000, directive habitat), figuration des sites protégés ou inventaires, (Natura 2000 avec ZPS, ZSC, ZNIEFF etc,..) sur la carte ?

>R78 : contribution de M. C. Boitel et Mme G . Rudelle : « Défendre l'art de vivre en Aveyron Sud c'est ainsi l'intérêt de cette charte. Continuez à aller dans le bon sens ».

Question au porteur de projet : quels commentaires et réponses concrètes peuvent être apportées aux avis ou critiques contenues dans ces contributions ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

De manière générale, une charte de PNR est forcément volumineuse au vu de son cadre réglementaire, des thématiques abordées et de sa temporalité. Aussi, un document de synthèse permet de présenter les différents documents qui composent ce projet de charte ainsi que les enjeux et principaux objectifs. Ensuite, chaque document présente un sommaire avec une pagination.

Concernant le cout de ce document, il est à noter qu'il a été en très grande partie réalisé par l'équipe du PNR et que son cout est et sera au final très largement inférieur au cout habituel des projets de charte.

Il est important de rappeler aussi que ce document n'est pas un document réglementaire mais un contrat signé entre tous les membres (Région, Départements, Intercommunalités, Communes), visé par l'Etat, qui permet de définir un projet de territoire de développement durable sur 15 ans. Ceci explique la formulation de la rédaction.

Plus en détail, on peut préciser les éléments suivants :

- >@20, R61 et RP01/Cor : les éléments abordés ne sont pas en contradiction les uns avec les autres (éolien et biodiversité principalement pour cette contribution), au contraire, ce projet de territoire intègre l'ensemble des problématiques pour répondre aux différents enjeux du territoire avec une vision transversale multicritères.
- >R66 et RP05/SEV : les ENR sont abordées sous plusieurs angles d'approches : approche paysagère (fiches mesure 7, 8 et 9) et approche énergétique (fiche mesure 15)

>R69, RP01/Lod et RP04/Lod : le plan de référence et ses encarts notamment celui nommé « Garantir la vitalité de la trame verte et bleue » reprend tous les sites N2000, Znieff… y compris celui cela Commune des Plans (page 415 – site N2000 n° FR9101387). Les fiches de synthèse des sites N2000 sont en annexes du projet de charte.

B. Thème : Paysages

>@20, R61 et RP01/Cor : contribution déposée par la Fédération pour la Vie et Sauvegarde des Grands Causses / CO-27-XII .

Après avoir rappelé l'enjeu essentiel de préservation des paysages il est argumenté sur les mêmes points que la FPNF sur :

-la rédaction et le vocabulaire utilisé pour les OQP.

-la garantie de mise en œuvre de tous les OQP.

et sur une recommandation de l'avis délibéré du CNPN du 13/12/2021 sur l'exploitation du potentiel éolien du territoire (menace pour l'avifaune, les chiroptères et les paysages) en contradiction avec la préservation des paysages.

Il est demandé que le PNRGC s'engage d'une part, à répondre au CNPN ainsi qu'à la FPNR quant aux suites qu'il propose de donner aux différentes recommandations de ces instances, et d'autre part, explicite auprès du public les engagements qu'il prend à ce titre sous la forme de plans d'actions, assortis de moyens et d'un calendrier.

Question au porteur de projet : quels commentaires et réponses concrètes peuvent être apportées à la demande de la fédération ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

Le Préfet de Région, dans son avis, demande une prise en considération les avis du CNPN et de la FPNRF qui sont en annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

A ce titre, le projet de charte a été modifié à la suite de ces avis et de nombreuses modifications apparaissent en couleur rose tout le long du dossier pour prendre en compte un certain nombre de remarques et recommandations du CNPN et de la FPNRF.
Il est à noter que l'Autorité Environnementale, lors de son avis, n'est pas revenue sur ces points.

Concernant les OQP, leur rédaction et leur vocabulaire ont été modifiés conformément aux remarques de la FPNRF. Afin de garantir la mise en œuvre de tous les OQP, un engagement des Communes et intercommunalités sur la fiche mesure 7 prévoit qu'elles s'engagent à : « intégrer dans tous leurs projets de planification et d'aménagement les objectifs de qualité paysagère et de développement durable décrits dans l'Atlas paysager (Cf. annexe) »
Concernant l'éolien, plusieurs modifications ont été réalisées pour prendre en compte les recommandations et la réserve du CNPN, notamment :
Modification du titre de l'encart du plan de référence « document de référence territoriale pour l'éolien »
Mise en place d'un zonage « secteur non propice à l'éolien » qui représente 98.41% du périmètre du PNR
Mise en cohérence de l'encart « document de référence territoriale de l'éolien » avec le tableau de cadrage de l'éolien en annexe de la charte
Rajout dans la fiche mesure 7 et la disposition sur le cadrage des ENR de l'application de la note de cadrage de l'Etat pour les équipements les plus efficaces pour la protection de l'avifaune.

C. Thème : Energies renouvelables

> E1 ,@6, C52 , R56 ,R57 et RP01/SrdT : contribution déposée par la Sté EDP Renewable (EDPR)

La contribution est constituée
-d'une lettre d'accompagnement de la note de contribution de EDPR,
-d'une note de contribution (8 décembre 2022) de 15 pages,
-d'une note du bureau d'études ARTIFEX de contribution à l'analyse paysagère (décembre 2022) (26 pages).
La contribution porte sur les préconisations que définit le projet de charte en matière d'encadrement de développement de l'énergie éolienne.
La lettre d'accompagnement rappelle la présence de la sté EDPR sur le département de l'Aveyron.
La note de cadrage : il est d'abord rappelé le contenu de la charte en matière d'éolien.
Concernant l'application de la charte il est rappelé que le développement d'un projet éolien s'étale au total sur 10 à 12 ans, temps long pendant lequel évolue la technologie (d'ici 2 à 3 ans les fabricants stopperont la fourniture d'éoliennes ayant un rotor inférieur à 100m à 110m d'où des projets d'éoliennes d'au moins 130m à 140m de hauteur totale.
L'attention est attirée sur la nécessité de reprise dans les documents d'urbanisme des principes de la charte.
Concernant les ambitions de la charte, les prescriptions établies à l'échelle de la charte doivent permettre l'utilisation de meilleures solutions à l'échelle des projets pour parvenir aux ambitions affichées.
Concernant le zonage de développement éolien, après rappel de la dynamique d'encadrement des ENR. Aborder et à examiner dans le cadre de futur SCOT une évolution de l'approche quant à la définition du zonage de développement de l'éolien (zonage de 500m autour des éoliennes//zone de 500m des habitations.
Concernant la hauteur des mâts s'appuyant sur le seul critère de la visibilité d'éolienne, il n'est pas pris en compte les évolutions technologiques qui s'imposent sur le marché de l'éolien.
Il est développé les axes justificatifs d'une nécessaire expertise au cas par cas à l'échelle des sites.
Sont apportés des éléments pour justifier une bonne image de l'éolien sur le territoire. Il est conclu que les orientations paysagères résultant d'une étude interviennent pour préconiser une sensibilité paysagère mais ne doivent pas limiter l'approche particulière.
Concernant la biodiversité, les systèmes de protection mis en place par la charte (bridage des machines, détecteur de passage d'animaux, systèmes d'effarouchement, ..) seront mis en place sur le projet éolien **du Truel**.
Concernant l'économie locale, EDPR soutient l'intérêt de favoriser la participation territoriale dans les projets ENR sous des formes variées.
EDPR propose donc sur la commune du Truel dans la continuité du parc des Alasses un projet de 5 éoliennes avec des hauteurs de 150 à 175m tenant compte de l'altimétrie.
L'analyse paysagère concernant le projet éolien du Truel (textes et illustrations cartographiques et photographiques) révèle les limites d'une étude cartographique globale considérant les impacts d'un projet éolien sur un territoire pour en déduire des seuils rédhibitoires.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le projet de charte du PNR et sa stratégie énergétique s'appuie sur la stratégie énergétique ambitieuse mise en place sur le territoire historique au travers du PCAET validé en décembre 2019. Celui-ci vise à réduire de manière importante la consommation d'énergie et à accroître la production d'énergie locale à partir de ressources renouvelables. Ces objectifs sont en totale en adéquation avec le SRADDET Occitanie. Il est important de rappeler que le schéma énergétique du territoire et notamment son volet éolien s'est construit avec l'ensemble des acteurs du territoire depuis plus de 12 ans. Cela s'est traduit par l'élaboration d'un schéma de développement des énergies renouvelables, dans le cadre du SCOT du sud Aveyron, afin d'asseoir une véritable stratégie locale de l'énergie qui garantisse un mix énergétique vertueux et faisant l'objet d'une évaluation environnementale prenant en compte les effets cumulés de l'ensemble des projets. Le projet de carte est la synthèse du SCOT et du PCAET.

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Or, le projet sur la Commune du Truel ne fait pas partie de cette stratégie territoriale énergétique partagée par le territoire. C'est pourquoi le PNR GC en tant que PNR et porteur du SCOT et du PCAET émet un avis défavorable à ce projet d'extension du parc des Alasses.
Toutefois, au vu de l'analyse paysagère d'Artifex, il est proposé de modifier le tableau de cadrage des zones potentielles éoliennes (pages 203 et 204 de l'annexe du projet de charte) en supprimant la colonne des hauteurs totales maximales proposées et en y substituant une méthode d'évaluation au cas par cas. Toutefois l'étude paysagère relative à l'éolien présente page 145 de l'annexe de l'évaluation environnementale sera intégrée à la suite du tableau de cadrage pour présenter les attendus des études paysagères des projets potentiels de repowering.

> E2 et @ 9 à @11 et RP02/Lod : contribution déposée par la Sté VALECO (cf ci-après **@9 à @11**)

>E4, R71, R72 et RP03/Lod :contribution déposée par la Sté BAYWA R.E qui a pour activité le développement et l'exploitation de projets éoliens et solaires. Cette contribution comprend un document explicatif de 14 pages accompagné d'un courrier de soutien du maire de Melagues.
Concernant le document après présentation de la Sté BayWa r.e il est constaté qu'aucun nouveau parc éolien (nouveau zonage) n'est présent sur la commune de Mélagues et les communes limitrophes.
Il est jugé que ce territoire est reconnu favorable au développement de l'éolien (étude DDT Aveyron notamment) présentant un très grand potentiel.
Il est ensuite présenté la zone d'implantation proposée avec arguments sur les enjeux environnementaux, écologiques et paysagers, précisé qu'une étude environnementale est en cours par un bureau d'études indépendant qui précisera l'intégration de ce parc éolien dans le relief de ce territoire.
Il a été modélisé une hypothèse de 7 éoliennes de 130 m de hauteur, les différentes prises de vues montrent le faible impact paysager de ce projet.
En conclusion BayWa r.e propose une extension de parc éolien sur la commune de Melagues et communes limitrophes ; selon un extrait de carte concluant le document cette zone demandée jouxte le côté Ouest du parc éolien répertorié n°15 du plan (planche sud).
Dans son courrier de soutien M. Milesi, maire de Melagues, justifie la situation géographique de la commune très favorable à l'édification de parcs éoliens et souhaite une création de parc éolien sur un terrain propriété des communes de Brusque et de Fayet ; les habitants de Mélagues étant majoritairement très favorables au développement de l'éolien, le conseil municipal de Fayet a émis un accord de principe, celui de Brusque est réservé .

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus. Avis défavorable à la demande d'extension.

@5 : contribution déposée par Terres du Larzac/ Terres de Biodiversité/Terres de Paysans consistant en une note (1 page) dans laquelle il est rappelé l'objet ce cette association- préservation des paysages des causses méridionaux, de la biodiversité ainsi que du maintien des activités agricoles et du système agropastoral-.
La contribution concerne l'impact du photovoltaïque au sol :
-qui affecte les paysages et les pratiques agricoles sur des territoires en partie situés :
-dans le Réseau Natura 2000,
-dans le coeur du Bien Patrimoine Mondial Unesco Causses et Cévennes, au titre des Paysages Culturels de l'Agropastoralisme Méditerranéen,
-dans le Périmètre des Grands Sites de France.
-qui est une menace pour l'agriculture ; maintien de l'éleveur compromis face à la rentabilité élevée du photovoltaïque (valeur de terre majorée de 1 à 70!).
-qui est une menace pour la biodiversité par :
-la destruction des milieux ouverts ou boisés où vivent des centaines d'espèces,
-les panneaux au sol qui constituent une artificialisation des sols (contradictions avec la loi montagne),
-l'absence d'études sur le réseau d'eaux souterraines et la préservation des ressources en eau potable du fait de pollution due aux installations.
De fait, les implantations de tels projets en milieu rural ne doit pas faire l'économie d'installations de toitures au plus près des lieux de consommation d'énergie (toits, ombrières de parking, friches industrielles,,,).

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations de cette association ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
De manière générale, cette contribution est en adéquation avec le projet de charte de PNR.

@6 : contribution déposée par la Sté EDPR (cf E1 ci-dessus)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

@7 : contribution déposée par France Energie Eolienne sous forme de lettre (3 pages) et qui en préambule présente l'association FEE, porte-parole des professionnels de la filière éolienne depuis 1996 rassemblant 300 entreprises sur l'ensemble du territoire national.

FEE s'inquiète sur le fait qu'à ce jour moins de 50 % de l'objectif régional de puissance installée (3600MW) à l'horizon 2030 a été seulement réalisé et de multiples documents de planification qui viennent se superposer et contraindre toujours plus le développement de l'énergie éolienne.

Il est ensuite rappelé le contenu du projet de charte en matière de développement de l'éolien (zones, encadrement, équipements,..) et l'attention est attirée sur le fait que :

-la plupart des zones correspondent à des parcs éoliens déjà en service, autorisés ou en instruction d'où aucune opportunité de nouveaux projets pour les 15 ans à venir,

-pour certains parcs existants pas de prévision de zones potentielles d'implantation en extension, alors que c'est le repowering que le PNRGC et sa charte souhaite privilégier,

-les caractéristiques mentionnées sur le tableau de cadrage des zones potentielles éolien sont très et trop précises et devraient être déterminées au cas par cas dans le cadre des études de faisabilité et études d'impact. Les hauteurs mentionnées ne permettent pas un repowering permettant d'augmenter significativement la production électrique (doublement de production si remplacement d'un modèle ancien de 120m par une éolienne moderne de 150m),

- dans l'annexe « Prescriptions de mise en œuvre de mesures vis-à-vis des projets éoliens » , ces mesures relèvent des arrêtés préfectoraux portant autorisation d'exploiter et non dans une charte de PNR.

En conséquence FEE demande :

1) une ouverture plus large des zones éoliennes et propose de définir ces zones en concertation avec le PNRGC selon les enjeux du territoire,

2)que toutes les zones potentielles puissent disposer d'une zone d'extension,

3)de supprimer les caractéristiques du tableau de cadrage des zones potentielles ou à minima les caractéristiques y figurant soient données à titre indicatif ou sous forme de préconisation,

4)que l'annexe relative aux prescriptions environnementales ne figurent pas dans la charte.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et demandes de la FEE ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

Même réponse de principe que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus avec comme unique changement la suppression de la colonne de hauteurs maximales dans le tableau de cadrage des zones potentielles éoliennes (pages 203 et 204 de l'annexe du projet de charte).

> @8, R59, R60, R62, RP01/Sev et RP03/SrdT : contribution déposée par la Sté Q ENERGY France (QEF) qui a pour activité le développement, la construction et l'exploitation des parcs de production d'ENR. La contribution déposée comprend une lettre explicative, un document de 40 pages intitulé « contribution de Q ENERGY à l'enquête publique du projet de charte 2022-2037 du Parc Naturel Régional des Grands Causses / Novembre 2022 » et copie de la délibération de la commune de Broquiès du 7 février 2022.

Au préalable ce contributeur a rencontré lors des permanences de Séverac d'Aveyron et de Saint Rome de Tarn l'un des membres de la commission d'enquête .

QEF souhaite attirer l'attention sur plusieurs points , pas d'opportunité à de nouveaux projets éoliens, pas d'extension possible de parc existants, observations sur les hauteurs mentionnées dans le tableau en annexes et sur l'annexe du projet de charte « Prescriptions de mise en œuvre de mesures vis-à-vis des projets éoliens ».

QEF demande (référence au n° de plan du parc éolien contenu dans le dossier) :

- **parc n°3 (Broquiès)**, porter à 5 le nombre de mâts et hauteur maxi portée à 150 m. la délibération de la commune de Broquiès est favorable à ce projet.

- **parc n°4 (Lestrade et Thouels)**, porter hauteur à 150 m.

- **parc n°5 (Le Truel et Ayssenes),** porter hauteur à 150 m.

-**parc n°20 (Segur**), porter hauteur à 150 m.

-**parc n°21 (Séverac le Château et Laverhne)**, modification (extension dans la continuité du parc existant) de zone d'implantation potentielle (projet **Ventajou)**, hauteur 150 m.

Chacune de ces demandes fait l'objet d'un descriptif/ justificatif, la demande pour le parc n°21 est accompagnée de la **délibération de la commune de Séverac-d'Aveyron** du 12 janvier 2022 favorable à une extension du parc actuel.

Une analyse paysagère réalisée par le bureau d'études ARTIFLEX illustre aussi la demande relative au parc n°21 (Ventajou). Sur cette même demande une expertise écologique a été réalisée par ARTIFLEX et EXEN (résumés inclus dans le document déposé).

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société qui concerne plusieurs parcs ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

Même réponse que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus avec un avis défavorable d'extension sur Broquies et une suppression de la la colonne de hauteurs maximales dans le tableau de cadrage des zones potentielles éoliennes (pages 203 et 204 de l'annexe du projet de charte).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Concernant la demande d'extension sur la Commune de Séverac d'Aveyron, celle-ci pourrait être intégrée du fait que ce projet ne se situe pas dans le périmètre du PCAET et du SCOT du sud Aveyron. A ce titre, la seule stratégie énergétique sur le territoire séveragais existante est celle de la Commune de Séverac d'Aveyron qui a été validée en début d'année 2022 et dans laquelle une extension potentielle du parc éolien existant est envisagée.

>@9, E2, R70 et RP02/Lod : contribution déposée par la Sté VALECO concernant la demande d'ajout d'un secteur potentiel d'implantation d'éoliennes à proximité du secteur n°15, Forêt de Saint-Thomas, commune de Brusque, propriété des communes de Fayet et Brusque sous forme d'une note (décembre 2022) (14 pages).

Il est rappelé la présence de Valeco sur le territoire du PNRGC.

Concernant le projet de parc de la Forêt de Saint Thomas un partenariat public-privé a été élaboré avec les communes de Fayet et de Brusque.

Il est détaillé (textes et cartographies) la zone d'étude, les caractéristiques du projet ~~p~~uissance 21 MW, hauteur totale projetée 150m , le projet et les objectifs stratégiques et les documents de planification aux différentes échelles européenne, nationale, régionale, départementale, à l'échelle du PNRGC et de la commune justifiant l'inscription du projet demandé dans ces objectifs stratégiques.

Le projet objet de la présente demande se situe en continuité du secteur n°15 (au-delà limite Ouest), en foncier communal, dans un cadre public-privé. Le projet concerne principalement les communes de Brusque et Fayet mais la concertation sera élargie à la commune de Melagues.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société sur ce site ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus. Avis défavorable à la demande d'extension.

@10, E2, R70 et RP02/Lod : contribution déposée par la Sté VALECO concernant l'évolution du secteur n°13 d'implantation d'éolien (prolongation de la zone existante vers le sud) comprenant une note (décembre 2022) (15 pages) et une carte (zonage du SCOT et ZEP).

Il est rappelé la présence de Valeco sur le territoire du PNRGC.

Le présent projet dit de « Hautes Fages » est porté par la commune de Tauriac de Camarès et Valeco.

Il est détaillé (textes et cartographies) la zone d'extension projetée, les caractéristiques du projet ~~p~~uissance 9MW, 3 mâts, hauteur totale projetée 120 à 125m , le projet et les objectifs stratégiques et les documents de planification aux différentes échelles européenne, nationale, régionale, départementale, à l'échelle du PNRGC et de la commune justifiant l'inscription du projet demandé dans ces objectifs stratégiques.

Le projet objet de la présente demande s'intègre en continuité d'un parc existant, sur une zone identifiée favorable à l'éolien avec un actionnariat public-privé et en compatibilité avec le PCAET voté récemment par l'intercommunalité.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société sur ce site?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus. Avis défavorable à la demande d'extension.

@11, E2, R70 et RP2/Lod) :contribution déposée par la Sté VALECO concernant les parcs éoliens de Merdalou et Fontanelle sur les communes de Brusque et Peux et Couffouleux, comprenant un courrier (9 décembre 2022) et une note paysagère (ARTIFEX) (20 pages).

Il est indiqué que le renouvellement de ces parcs est envisagé et étudié depuis 5 ans.

La puissance totale installée est de 15,6 MW (12 éoliennes), il est proposé de les remplacer par 8 éoliennes pour une puissance installée qui varie entre 24 MW et 33,6 MW selon la taille des futures éoliennes.

La demande objet de la présente contribution concerne donc une révision de la hauteur inscrite dans le tableau de cadrage du projet de charte (majorer de 130m à 150m).

A l'appui de la demande il est communiqué une étude paysagère (textes, cartographies et photographies) qui présente le contexte, la prise en compte de l'étude du PNRGC relative au développement de l'éolien. Les résultats sont présentés sous forme de cartographies avec analyse de visibilité théorique, zone d'influence visuelle pour un renouvellement du parc à 130m puis à 150m, avec synthèse des zones impactées par un renouvellement du parc éolien de Merdalou et Fontanelle.

Une approche qualitative, une analyse des effets visible du projet avec photos et schémas complètent l'analyse. Cette étude paysagère révèle :

-les limites d'une étude cartographique globale considérant les impacts d'un projet éolien sur un territoire pour en déduire des seuils rédhibitoires. La présente analyse justifie des résultats différents.

-le développement du projet éolien tel que demandé (repowering) impacterait 12 logements contre 23 logements indiqués dans l'étude du PNRGC ; le projet Merdalou rentrerait de ce fait dans le niveau 1 de la classification et proche de la classe 0.

Pour un projet de 150m, 22 logements en plus seraient impactés (catégorisant également le projet de repowering proche de la classe 0).

Il est enfin rappelé que le contexte spécifique de chaque habitation étudiée peut varier en justifiant de masques visuels arborés ou bâti.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux demandes de cette société sur ce site ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de EDP Renewable ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

@14 contribution anonyme joignant une caricature de panneau directionnel.

@15 contribution de M. Bruno Ladsous pour 'Sites et Monuments », association nationale de défense du patrimoine naturel et bâti de notre pays. L'avis défavorable émis au projet de charte est justifié par une note jointe de 3 pages qui exprime outre la publicité relative à l'enquête publique :

-des contradictions entre le développement de l'éolien (densification, repowering) et la protection de la biodiversité ou la préservation de la richesse paysagère,

-le rôle des opérateurs éoliens.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations de cette association ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

Les éléments abordés ne sont pas en contradiction les uns avec les autres (éolien et biodiversité principalement pour cette contribution), au contraire, ce projet de territoire intègre l'ensemble des problématiques pour répondre aux différents enjeux du territoire avec une vision transversale multicritères.

Concernant la publicité relative à l'enquête publique, au-delà du respect de la publicité réglementaire, plusieurs extraits de communication (journaux locaux, réseaux numériques sociaux) seront transmis aux commissaires enquêteurs.

@16, E18, E19 contribution de Mme Maguy Elie pour le collectif pour **la protection des paysages et de la Biodiversité 34-12** comprenant 5 documents :

>avis du collectif (8pages) :

-dénonce que les collectifs d'associations départementales ne soient pas invités aux réunions préparatoires et n'ont aucune voix décisionnelle sur l'élaboration de la charte,

-justifie une contradiction entre les objectifs de la charte et ce qu'elle préconise (protection, valorisation, préservation de la biodiversité et des paysages // implantation d'éoliennes),

-juge que le PNRGC confond énergies renouvelables (ENR) et éoliennes en cherchant à développer une ENR au détriment des autres,

-juge inadéquat le développement de l'éolien,

-retrace des extraits de paragraphes relevés dans la charte avec argumentation de contestations(axe 1 p.65 / axe 2 n°5, mesure 15..).

En conclusion est émis l'avis qu'il faut contrôler bien drastiquement l'envahissement du PNR par des éoliennes : plus une seule éolienne et surtout pas plus hautes ne doit être érigée dans ce Parc qui doit être prioritairement le garant d'une richesse patrimoniale exceptionnelle.

>document sur la géothermie (14 pages) « Pourquoi promouvoir la géothermie ».

>copie amendement de l'assemblée nationale du 1/12/2022 sur la concertation au titre de « l'identification des zones d'accélération pour l'implantation des énergies renouvelables .. ».

>copie amendement de l'assemblée nationale du 1/12/2022 sur « la présentation de la procédure standard de modification de PLU sur les zones agricoles, naturelles ou forestières ».

>copie amendement de l'assemblée nationale du 1/12/2022 sur « la concertation avec les PNR en matière d'établissement des zones d'accélération pour l'implantation des ENR » .

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et souhaits de ce collectif ? Quelle est le positionnement du PNRGC en matière de géothermie ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :

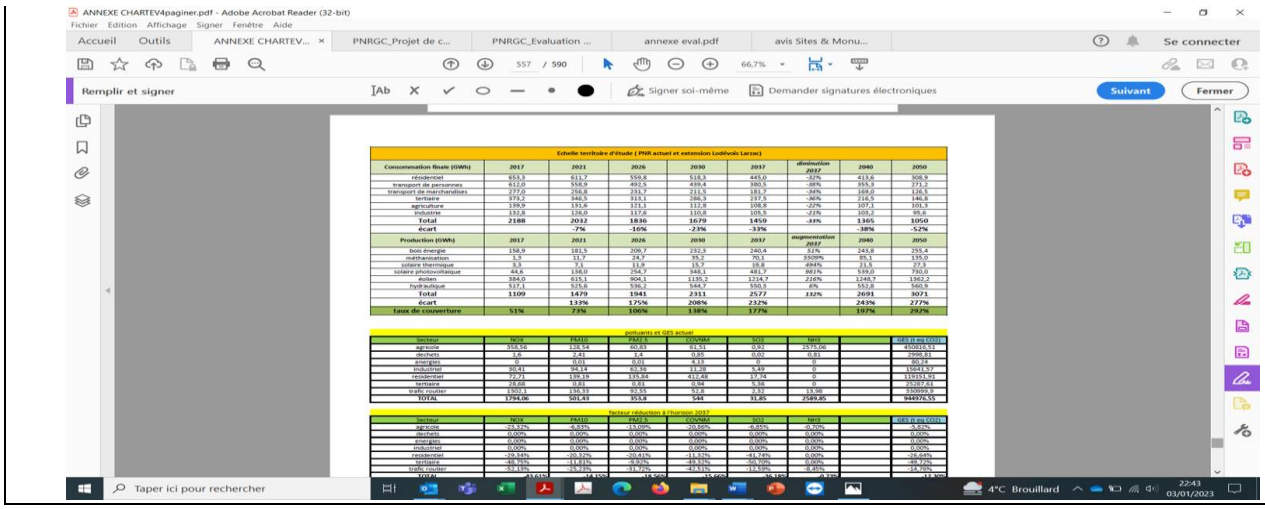
Sur la gouvernance :

Le projet de charte prévoit la mise en place d'un comité de développement dans lequel le milieu associatif aura un droit de participation et de parole.

Sur l'éolien :

Le projet de charte a pour stratégie énergétique la réduction de la consommation énergétique (-39% en 2040/2017) et la multiplication par 2.4 fois de la production ENR par rapport à 2017. Ceci par le développement d'un mix énergétique qui ne s'appuie pas seulement sur l'énergie éolienne (tableau page 557 en annexe du projet de charte) :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023



@17 D. Rivemale, @21 J. Lagarde, @22 J. Ramondenc, @23 JM. Rivemale/ Asso de chasse Marcou, @24 JM. Rivemale, @25 S. Auquier, @26 P. Merlin, @27 F. Rivemale, @28 JL. Auquier, @29 M. Vergnes, @31 ML. Rivemale, @32 G. LLobel, @33 PM. Merlin, @34 D. Delepierre, @35 N.Collenot, @37 S. Rivemale , @38 I. Pouwels, @40 M.Mme Genevaux, @41 J. Herbez, @42 JY. Bernard, @45 M. Merlin, @47 C. Sukiennik, @48 A. Prunier, @49 F. Patenotre, @50 Anonyme : contributions avec avis défavorable au projets éoliens sur la commune de MELAGUES. L'ensemble des arguments déposée par cet ensemble de contributions sont :

- la commune de Melagues compte déjà 2 parcs éoliens (28 éoliennes), 3 parcs sur communes limitrophes (19 éoliennes), 2 projets en cours (20 éoliennes) et plusieurs autres préprojets,..,
- une concentration très forte sur le territoire,
- un territoire et une commune sacrifiée,
- une sensation de déclassement, d'abandon de la commune aux promoteurs et intérêts privés ; prédation des promoteurs,
- impact paysager très fort sur la commune/saturation paysagère/ destruction de beaux paysages/ omniprésence visuelle de l'éolien/ pollution visuelle, auditive pour peu de rentabilité,
- effet cumulatif fort des Parcs Nord de l'Hérault et du Tarn,
- 200 éoliennes visibles des points culminants de la commune sur un rayon de 20km,
- forts enjeux environnementaux et sur la biodiversité,
- parcs éoliens en projets en zones d'intérêts environnementaux et de domaines vitaux d'espèces protégées/ sacrifice de la faune et de la flore,
- forte concentration de vautours autour du Mont Marcou (cf photos @33),
- baisse des espèces chassables et protégées là où il y a des éoliennes (avis sté de chasse),
- des dommages collatéraux : dégâts sur l'environnement par la création des chemins d'accès aux lieux d'implantation, sur les autres voies empruntées/ des ruisseaux asséchés, des fontaines sans eaux, points de captages quasiment à sec, ..,
- bénéfice de l'installation d'éoliennes pas du tout intéressant,
- avis des Mélaguais ne semble pas être pris en considération / déficit d'information.

A la contribution @17 il est joint une note (15 pages) de « sensibilisation au projet de parc éolien de Thalis-Marcou et une copie de note (2 pages) de la MISAP du 12 octobre 2020 sur le projet éolien sur la commune de Mélagues par la Sté Voltalia (avis négatif).

Question au porteur de projet : quelle réponse aux diverses observations et arguments énoncés par cet ensemble de contributeurs opposés à l'éolien sur la commune de Mélagues ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de BaywaRE ci-dessus. Avis défavorable à la demande d'extension.

>@20, R61 et RP01/Cor : contribution déposée par la Fédération pour la Vie et Sauvegarde des Grands Causses / CO-27-XII .

Il est retranscrit les recommandations du CNPN concernant l'éolien et les missions d'un PNR. Parmi ces recommandations il est estimé que la recommandation « *affirmer que les projets situés en zone de sensibilité maximale (enjeux très forts) et sensibilité forte (enjeux forts), ……, n'ont pas vocation à accueillir d'équipements de grand éolien (h>12m) tant en création/extension qu'en opération de repowering pour rehausser les mats ; »* n'est pas prise en compte par le Parc et ne sera pas suivie d'effet opérationnel concret ni du moindre engagement tangible.

Il est ensuite retranscrit les observations de la FPNR , du CNPN et de l'Autorité environnementale sur les mises en compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions de la charte. Il est jugé que cette volonté n'apparaît pas dans le projet, les dispositifs prévus jugés inefficaces.

Accusé de réception en préfecture
PIE-2312001349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Il est ensuite observé l'absence de tout respect du plan de gestion en vigueur du Bien UNESCO Causses et Cévennes qui exprime que « l'*éolien industriel est exclu de la zone coeur et de la zone tampon* », il est listé plusieurs projets éoliens situés en zone tampon (La Baume, Marnhagues-et-Latour, Verrières, Fondamente,..) voir en zone coeur (Cornus).
Il est constaté que la zone tampon n'apparaît pas sur les cartes et illustrations du projet.
Il est enfin relevé l'« imbroglio » concernant les zones éolienne n°19, n°13 DOO du SCOT(?), n°17(?) n°1 (?)à Fondamente et Verrières avec les différentes réponses données dans les échanges entre les contributeurs et le Parc.
Il est demandé que le PNRGC s'engage à répondre au CNPN ainsi qu'à l'AE quant aux suites qu'il propose de donner aux différentes réserves et recommandations de ces instances pour rendre compatible son programme énergétique et sa mission statutaire sur la maîtrise ; à défaut d'un tel plan d'action de mise en compatibilité, à réviser son programme énergétique y compris sur le volet « repowering » ; quoiqu'il arrive à réviser son programme énergétique pour des projets nouveaux en tant que ceux ci touchent à la zone tampon du Bien Unesco et à la future AIP.
Dans sa partie conclusion de son document la Fédération demande au PNR de réviser son programme énergétique et de prendre des engagements précis.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations, recommandations ou demandes de la Fédération des Grands Causses?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le Préfet de Région, dans son avis, demande une prise en considération les avis du CNPN et de la FPNRF qui sont en annexe.
A ce titre, le projet de charte a été modifié à la suite de ces avis et de nombreuses modifications apparaissent en couleur rose tout le long du dossier pour prendre en compte un certain nombre de remarques et recommandations du CNPN et de la FPNRF.
Concernant l'éolien, plusieurs modifications ont été réalisées pour prendre en compte les recommandations et la réserve du CNPN, notamment :
Modification du titre de l'encart du plan de référence « document de référence territoriale pour l'éolien »
Mise en place d'un zonage « secteur non propice à l'éolien » qui représente 98.41% du périmètre du PNR
Mise en cohérence de l'encart « document de référence territoriale de l'éolien » avec le tableau de cadrage de l'éolien en annexe de la charte
Rajout dans la fiche mesure 7 et la disposition sur le cadrage des ENR de l'application de la note de cadrage de l'Etat pour les équipements les plus efficaces pour la protection de l'avifaune

Concernant la mise en comptabilité des dispositions de la charte dans les documents d'urbanisme, il a été ajouté un pictogramme qui indique les items du Plan de référence devant faire l'objet d'une attention particulière au titre du rapport de compatibilité des documents d'urbanisme avec les dispositions de la Charte.
De plus, cette compatibilité apparaît dans plusieurs fiches mesures, notamment :
Fiche mesure 1 : sous disposition : « Planifier la protection des espaces de continuités écologiques des éléments des trames verte et bleue …tant à travers les documents d'urbanisme …que dans les projets d'aménagements », encart « Aménager et planifier en fonction des enjeux de biodiversité – à intégrer intégralement en sous disposition dans les documents d'urbanisme
Fiche mesure 2 : encart « Mettre en œuvre la politique SNAP – à intégrer intégralement en sous disposition dans les documents d'urbanisme »
Fiche mesure 3 : engagements des communes et intercommunalités qui s'engagent à : intégrer dans les documents de planification et les projets d'aménagement la conservation des sites forestiers les plus remarquables ainsi que le maintien de la fonctionnalité des milieux boisés

Concernant le plan de gestion du bien Unesco, plusieurs parcs éoliens existants ont été autorisés par arrêté préfectoral et construis en zone cœur ou zone tampon. Le projet de charte ne prévoit aucun nouveau projet en zone Cœur du bien Unesco.

Enfin, pour le PNR il n'existe aucun imbroglio sur les diverses zones potentielles d'éoliennes 19, 11, 17 et 1 où le projet de charte fait la synthèse du PCAET et du SCOT sud aveyron.

> @30 : contribution de M. Edmond Gros, maire de Séverac d'Aveyron qui rappelle l'accompagnement du PNR dans la demande type PCAET et en matière de développement des ENR les éléments actés dans un schéma de principe (objectif 2030) (bois énergie, biogaz, solaire thermique et photovoltaïque, éolien, hydroélectricité). Concernant l'éolien, il est rappelé les travaux menés en concertation pour définir un projet d'extension de parc éolien existant ;
in fine, le maire de Séverac d'Aveyron demande la prise en considération des travaux engagés par la commune pour co construire le projet.

Question au porteur de projet : quelle réponse à la demande précise du maire de Séverac d'Aveyron ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Concernant la demande d'extension sur la Commune de Séverac d'Aveyron, celle-ci pourrait être intégrée du fait que ce projet ne se situe pas dans le périmètre du PCAET et du SCOT du sud Aveyron. A ce titre, la seule stratégie énergétique sur le territoire séveragais existante est celle de la Commune de Séverac d'Aveyron qui a été validée en début d'année 2022 et dans laquelle une extension potentielle du parc éolien existant est envisagée.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

>@36 : contribution de M . G. Brincourt qui propose de développer la géothermie de surface donnant pour exemple depuis 20 ans une maison de 150 m2→1200 à 1300 euros d'électricité/an chauffage et éclairage compris/ Fonctionnement pompe à chaleur la nuit sur tarif de nuit et hors HP.

Question au porteur de projet : besoin de rappeler le positionnement du PNRGC en matière de géothermie ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La géothermie fait partie du mix énergétique prôné par la charte : sous disposition de la fiche mesure 15 : « Développer la géothermie par l'accompagnement de cette filière émergente »

>**@39 : contribution de M. T. Morales portant contribution pour la Sté VENSOLAIR** comprenant 1 courrier annexé (2 pages). Vensolair développe des projets éoliens et photovoltaïques, projet éolien su r la commune de Saint- Beauzely (n°7, en recours administratif) ;
Il est estimé que le projet de charte contraint fortement le développement de l'énergie éolienne au regard du tableau de cadrage des zones potentielles d'éolien, notamment la limitation du nombre de mâts et les hauteurs maximales. Il est demandé que ces mesures soient indiquées à titre indicatif ou sous forme de préconisation pour les déterminer au cas par cas.
En matière d'énergie photovoltaïque au sol, dans la mesure ou le cadrage juridique de l'agrivoltaïsme est en cours de définition à l'échelle nationale il convient de ne pas exclure les opportunités éventuelles qui pourront s'ouvrir de manière encadrée, concertée et planifiée.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et demandes de cette société ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Concernant la demande d'extension sur la Commune de Séverac d'Aveyron, celle-ci pourrait être intégrée du fait que ce projet ne se situe pas dans le périmètre du PCAET et du SCOT du sud Aveyron. A ce titre, la seule stratégie énergétique sur le territoire séveragais existante est celle de la Commune de Séverac d'Aveyron qui a été validée en début d'année 2022 et dans laquelle une extension potentielle du parc éolien existant est envisagée.

>@43 : contribution de M. A. Majorel, élu de la commune de Séverac d'Aveyron qui exprime un avis favorable notamment au projet de prolongation du parc existant jusqu'à 4 éoliennes supplémentaires.

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution > @30

>@44 : contribution de Mme N. Condamines exprimant ses inquiétudes sur l'état de la rivière la Nuéjouls prenant sa source sur la commune de Mélagues et recommande d'étudier l'impact sur le réseau hydraulique local de tout projet d'implantation d'éoliennes.(cf aussi thème F.)
Question au porteur de projet : quelle réponse aux inquiétudes énoncées dans cette contribution en matière d'éolien ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Même réponse que pour la contribution de BaywaRE ci-dessus. Avis défavorable à la demande d'extension.

>E46 et E51: contribution de Mme M. Rodriguez, maire de Fondamente, qui joint les observations du conseil municipal sur le problème récurrent de manque d'eau. Cinq unités de distribution existent sur la commune mais des exemples justifient les inquiétudes quant aux futurs besoins d'eau. Il est relevé la nécessité d'établir un état des masses d'eau souterraines et de surface du territoire (recommandé par l'AE), la nécessité de protéger qualitativement la ressource en eau souterraine.
Le conseil municipal de Fondamente restera vigilant quant à des nouveaux projets d'implantation d'éoliennes qui pourraient provoquer des turbidités ou fissures entraînant des risques de déplacement de l'écoulement des eaux et de ce fait entraîner des difficultés d'approvisionnement en eau ou des répercussions sur la qualité de l'eau. (cf. aussi thème F.)

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et inquiétudes énoncées par cet élue en matière d'éolien?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Sur cette zone potentielle numéro 17, le PNR sera vigilant lors de l'analyse du dossier d'autorisation unique sur tout projet éolien notamment sur les enjeux de ressources en eau.

>C53, C54, RP04/Cam et C1/Mil: contribution reçue de M. le maire de Brusque, courrier daté du 8 décembre 2022 relatif au projet éolien sur la forêt indivise Brusque/Fayet dans la continuité du parc éolien du haut Dourdou qui compte 19 éoliennes. Les atouts de ce projet : gouvernance partagée au sein d'un comité, création de société public-privé, visibilité limitée, éloignement des habitations, participation à la volonté de la Région Occitanie d'être un territoire à énergie positive, déploiement à court et moyen terme afin de concourir à la sécurité d'approvisionnement de la France. In fine il est donc demandé l'intégration de ce projet dans le projet de charte.

Accusé de réception en préfecture
PJE-2312091349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette demande du maire de Brusque ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions : Renvoi à la réponse à la contribution >@9, E2, R70 et RP02/Lod

> C55, C76, RP03/Cam et C2/Mil: contribution portée par M. JL. Jacquemond, maire du Fayet (courrier du 7/12/2022) remise lors de la permanence du commissaire enquêteur à Camarès qui souhaite une extension du parc éolien sur la commune de Brusque et propriété des communes de Fayet et Brusque.

Il est précisé que le conseil municipal du Fayet a délibéré favorablement le 21 octobre 2022 pour signer un partenariat public-privé avec la Sté Valeco.

La demande est argumentée, notamment indiqué que le projet participe à l'effort national sur la baisse de l'emprunte carbonique, pour améliorer l'autonomie énergétique du pays, pour apporter aux collectivités de l'oxygène dans les finances (et du fait maintien de l'emploi).

Le projet se situe sur du foncier communal, dans le prolongement du parc éolien du Haut Dourdou (19 éoliennes à cheval sur Mélagues et Arnac-sur-Dourdou) ce qui minimisera l'impact écologique du fait de pouvoir s'appuyer sur des structures déjà existantes, il est éloigné de toute habitation avec une visibilité limité depuis les centres-bourg.

Il est estimé que ce projet peut s'insérer dans la nouvelle charte.

La commune du Fayet participera au projet en entrant dans le capital d'une société de projet qui sera constituée au 1er semestre 2023 ; un comité de projet (gouvernance) se réunira dès février 2023.

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette demande du maire du Fayet?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions : Renvoi à la réponse à la contribution >@9, E2, R70 et RP02/Lod

>R58 et RP02/SrdT : contribution de M. B. Castanier, maire de Lestrade et Thouels

M . Bernard Castanier rappelle la présence depuis 2008 d'un parc éolien (5 éoliennes/120 m) sur la commune de Lestrade et Thouels avec projet en cours d'extension de 3 éoliennes (125 m). Il souhaite une augmentation sensible de hauteur pour le parc existant et donc de ne pas limiter la hauteur maximale dans le projet de charte (tableau de cadrage).

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette demande du maire de Lestrade et Thouels?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions : Renvoi à la réponse à la contribution > @8, R59, R60, R62, RP01/Sev et RP03/SrdT

>R63 et RP02/Sev : contribution déposée par Mme M. Bedel-Brunet éleveuse de brebis sur la commune de Séverac d'Aveyron et élue municipale. Elle s'oppose à l'éolien industriel sur la commune et le territoire du PNRGC. Ce territoire a vocation à maintenir son agriculture et développer la filière bois (bois déchiqueté notamment) ainsi qu'un tourisme rural.

Elle s'oppose également à la cohabitation entre le loup et l'agriculture extensive, et l'élevage de plein air des ovins(cf aussi thème E.)

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette contribution en matière d'ENR?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions : Renvoi à la réponse à la contribution > @30

>R64 et RP03/Sev : contribution de M . et Mme Fages qui s'opposent au développement du parc éolien.

>R65 et RP04/Sev : contribution de M . J. de Lescure qui estime que le développement éolien doit être encadré et limité en nombre de machines et en espace occupé.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces contributions ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions : Le développement des ENR est un objectif du projet de charte dont fait partie l'énergie éolienne. Toutefois, ce développement est encadré et limité dans l'espace avec une surface de plus de 98% qui est classée non propice au développement des éoliennes.

>C67, C68 et RP06/Sev: contribution déposée par la commune de Séverac d'Aveyron comprenant 3 pages dont une note signée du maire, une copie de délibération du 12 janvier 2022 et copie de projet de protocole d'accord :

-la note porte à connaissance le travail en cours mené par les élus sur le potentiel de développement de la production d'énergie éolienne sur la commune. Le PNRGC accompagne sur la démarche type PAECT coconstruite avec les habitants à l'échelle communale.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Il est exposé le schéma de principe acté objectifs 2030, notamment une priorité de densification du parc existant de Montfrech (+ 4 éoliennes). Le maire souhaite in fine que soit confirmée l'évolution du périmètre potentiel d'implantation d'éoliennes.
- la délibération du 12 janvier 2022 concerne l'approbation de la stratégie énergétique de la commune.
-le projet de protocole d'accord concerne l'extension du parc éolien de Montfrech, protocole avec la société QENERGY qui maîtrise le foncier sur cette zone. Le site concerné se situe au sud de la commune au niveau des bois du Ventajoux, dans le prolongement d'un site éolien de 4 éoliennes.

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et à la demande de la commune de Séverac d'Aveyron ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution > @30

>R69, RP01/Lod et RP04/Lod : contribution déposée par Mme M. Villey-Migraine (cf aussi thèmes A. et G.). Les critiques portent sur les ENR :
-absence du domaine géothermie « de surface » ou « de proximité » une des seules énergies n'émettant pas de CO2, sans impact sur les paysages et la biodiversité ,pas de plan d'action volontariste sur les ENR,
-proposer des panneaux photovoltaïques sur de grandes bâtisses, hangars, dépôts, ombrières de supermarchés, bâtiments administratifs et tertiaires..
-en l'absence de vent les éoliennes ne produisent pas d'électricité…
-une grande partie du Lodévois et Larzac est classée « réservoir de biodiversité », ne pas y implanter d'éoliennes, dans ce territoire les élus veulent développer des ENR qui ne portent pas atteinte à la biodiversité, qui ne nuisent pas aux habitats humains et animaux, ni au tourisme.
-trop de machines en Aveyron avec des zones de saturation visuelle/ destruction de sites à l'exemple du Mont Marcou, à l'Ouest de Fondamente nouvelle zone avec repowering + extension + nouvelle zone (supprimer zone 17).

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations, propositions,.. énoncées dans cette contribution ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La géothermie fait partie du mix énergétique prôné par la charte : sous disposition de la fiche mesure 15 : Développer la géothermie par l'accompagnement de cette filière émergente.
La fiche mesure 15 prône le développement des panneaux photovoltaïques sur toiture : « Privilégier le solaire sur bâti pour toutes les nouvelles constructions »
Le projet de charte ne prévoit pas de zone potentielle éolienne sur le lodévois Larzac.

>R73 et RP01/Cam : contribution de M. M . Marteau qui se dit tout à fait favorable à l'extension du parc éolien (Hautes-Fages?) à la suite de celui existant/ Pas de nuisances visuelles ou écologiques/ Important pour l'indépendance énergétique de notre région/ Libérer de la contrainte de l'énergie fossile/ Retombées financières non négligeables pour les collectivités concernées.

Commentaires du porteur de projet ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution @10, E2, R70 et RP02/Lod. Avis défavorable

> C74 et RP01/Cam : contribution portée par le maire de Tauriac de Camares (courrier du 20/11/2022) remise lors de la permanence du commissaire enquêteur à Camarès qui souhaite l'implantation de 3 éoliennes en prolongement du parc éolien de Hautes-Fages (n°13)(commune de Montagnol) et celui de Roustan 1 et Roustan 2 en exploitation sur la commune de Tauriac de Camarès.
Il exprime que la commune de Tauriac de Camarès a choisi l'option de l'énergie éolienne en raison de dispositions favorables de sa population et de sa situation géographique dans le respect du SCOT et de la ZDE en 2010 par la communauté de communes du Rougier de Camarès.
Le projet soutenu par la commune a fait l'objet d'un partenariat public-privé signé avec la Sté Valeco à l'automne 2022. Il participe à la volonté nationale et régionale en matière d'énergie positive et à l'atteinte des objectifs nationaux de la Transition énergétique.
Il s'agit bien de prolonger un parc éolien existant, densifiant le pôle existant sans nuisance visuelle.

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette demande du maire de Tauriac de Camarès?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution @10, E2, R70 et RP02/Lod. Avis défavorable

> C75, C77 etRP02/Cam : contribution portée par le maire de Peux et Couffouleux remise lors de la permanence du commissaire enquêteur à Camarès. S'exprimant au nom du conseil municipal pour le parc éolien répertorié n°1 il est précisé :
- sur l'intégration des améliorations techniques des éoliennes, celles -ci sont plus puissantes et pour une même productivité peuvent être moins nombreuses avec toutefois réévaluation de la hauteur.
- le PNRGC ne souhaite pas une élévation de hauteur de 130m à 150m, estimant que 24 foyers supplémentaires seraient impactés, ce qui semblerait affirmé sans analyse de terrain.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Une étude paysagère mandatée par porteur de projet a pu recenser que seulement 10 foyers seraient impactés et seulement par une vue de bouts de pales. Le passage de 130m à 150m apporterait un gain de production équivalant à 15 000 habitants supplémentaires alimentés en électricité,
Il est donc demandé une révision du cadrage (hauteur portée à 150m) pour ce site (n°1).

Question au porteur de projet : quelle réponse aux observations et à cette demande du maire de Peux et Couffouleux?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution @11, E2, R70 et RP02/Lod. Avis favorable pour la suppression de la hauteur maximale tout en définissant les attendus de l'étude paysagère avec l'application d'une méthode affichée dans la charte.

>**>RP01/MIL : contribution déposée par LPO Grands Causses**(cf aussi thème E)
Sur le développement des Energies renouvelables sur le Parc et la question de l'éolien en particulier, la LPO grands Causses émet une réserve sur le projet de charte.
La LPO reprend l'avis du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) du 13 décembre 2021, qui a émis un avis favorable pour le projet de charte du Parc, hormis le traitement de l'éolien sur lequel elle exprime des réserves.
Le développement de l'éolien sera autorisé uniquement dans les secteurs potentiels identifiés et qu'il consistera en du « repowering » pour les zones déjà existantes. Mais ces mesures d'encadrement ne sont pas assez ambitieuses au regard des enjeux de conservation de l'avifaune, des chiroptères et des paysages.
Sur la question des rapaces et vautours en particulier, 2 sites éolien ont un impact très fort : la Baume, commune de la Panouse-de-Cernon et de Monfrech, sur la commune de Severac d'Aveyron sont les zones d'éolien les plus proches des colonies de vautours (6 cas de collision de vautour). Un autre parc éolien encore en projet sur la commune de Verrières, va se trouver encore plus proche de la zone de nidification des grands rapaces.
La LPO Grands Causses a une position très défavorable sur ce projet car incompatible avec les enjeux de biodiversité.
La LPO Grands Causses reprend les éléments de synthèse de l'Autorité environnementale dans son rapport d'octobre 2022 du projet de Charte et notamment ses recommandations de transposer les dispositions relatives à l'éolien et au photovoltaïque dans l'ensemble des documents d'urbanisme interceptant le périmètre du projet.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces réserves et observations exprimées par la LPO Grands Causses ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution >@20, R61 et RP01/Cor . Avis défavorable
La charte ne crée pas de droit et peut simplement sensibiliser sur les impacts éventuels liés à ces projets de repowering

>RP04/SrdT: contribution portée par le maire de Broquies (délibération du 7 février 2022 de la commune de Broquiès) remise lors de la permanence du commissaire enquêteur à Saint Rome de Tarn et qui concerne l'extension souhaitée du parc existant de Lascombes sous l'appellation « projet Les Pallonges ». La délibération consiste en un soutien au projet d'extension du parc éolien « Les Pallonges » et à autoriser le maire à signer les promesses de vente, de servitudes et tous actes y afférent avec la société qui conduit le projet, la Sté RES SA ou toute autre société qui s'y substituerait.

Question au porteur de projet : quelle réponse à cette demande du maire de Broquiès?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution > @8, R59, R60, R62, RP01/Sev et RP03/SrdT :. Avis défavorable

D. Thème : Patrimoine

>@3 : contribution déposée par M. JP. Cannac le 29/11 au nom de l'association « Le Fil » **R**egrette que le projet de charte ne prenne pas en compte l'importance des caves bâtardes dans la culture agropastorale. Il pense que la mise en valeur des plus représentatives de ces anciennes caves à fromage serait un atout supplémentaire pour les circuits pédestres car elles constituent un beau témoignage du riche passé industriel des causses. Il préconise donc une action de préservation et de valorisation et cite à ce propos des extraits de « l'épopée des caves bâtardes » de Maurice Labbé et JP Serres.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces propositions de l'Association Le Fil concernant les caves bâtardes ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Effectivement, ce patrimoine fait partie du patrimoine agropastoral. Il est important sur le territoire "Causses & Cévennes" et sur le Parc des Grands Causses. Très tôt aménagées dans des cavités rocheuses, grottes ou avens, ces caves étaient nécessaires à l'affinage des fromages. Certaines présentent encore un bâti extérieur qui prolonge la cavité naturelle et mériterait d'être valorisé (ex. projet de la cave des Cabannes dans le cirque de Saint-Paul-des-Fonts), ou remise en activité grâce à la température et ventilation constantes (ex. Projet d'affinage de Bleu des Causses dans la cave de l'Estang à Saint-Saturnin-de-Lenne).
Il est proposé de rajouter :

Accusé de réception en préfecture
PIE-2312001349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

- une avant dernière sous disposition sur la fiche mesure 6 : « préservation et valorisation des caves bâtardes comme patrimoine agropastoral»
- de lister ce patrimoine dans l'Atlas paysager du Parc pour chaque unité paysagère concernée (en s'appuyant sur l'inventaire du livre "l'épopée des caves bâtardes").

E. Thème : Biodiversité

>@12 : contribution déposée par la LPO Occitanie / M. R. Liozon, directeur, délégation territoriale de l'Aveyron

Cette contribution souligne le décalage entre les bonnes intentions du projet de charte et les mises en œuvre attendues sur le terrain. La biodiversité régresse sur le territoire du Parc et les insatisfactions sur l'insuffisance de la prise en compte de cette problématique restent. Par exemple les sites Natura 2000 sont mis en avant alors que depuis plus de 20 ans, il n'existe pas d'indication permettant de dire que leur gestion répond bien aux exigences de conservation voire d'augmentation des habitats d'intérêt communautaires. Dans le même esprit, le bilan fait apparaître que sur les 23 objectifs de la charte, celui de la préservation des espaces naturels et des espèces est atteint alors que comme pour les sites Natura 2000, nous n'avons pas connaissance d'indicateurs permettant de confirmer cette affirmation.

Concernant les axes transversaux il manque à notre sens 2 points : L'intitulé du défi n°1 « La résilience au changement climatique », n'aborde pas la notion de démarche de limitation de ce changement.

Le deuxième point, signalé il y a quelques années lors de la première réunion de concertation autour de la charte sur le thème de la biodiversité, concerne l'absence totale de défi concernant la biodiversité à ce niveau du document. L'évolution de la biodiversité doit conduire au même niveau d'inquiétude que le changement climatique. A défaut d'avoir caractérisé cette problématique, le parc ne mène pas de politique volontariste dans ce domaine. Nous aurions d'ailleurs apprécié que le Parc naturel régional fasse état des espèces à enjeux et de leur statut de conservation sur le territoire pour poser la discussion sur la biodiversité, cibler les espèces ou habitats à prioritaires, et les mesures à mettre en place pour leur conservation. Cette liste faisant défaut aucune stratégie et aucun programme d'action de conservation et d'amélioration de la biodiversité ne peuvent être évoqués et aucun indicateur de résultat ne pourra-être analysé. Le parc ne mentionne pas non plus les espèces qui ont disparu ou celles qui se sont extrêmement raréfiées de son territoire depuis quelques décennies.

En conclusion, nous avons des doutes sur l'adéquation entre la charte et les moyens à mettre en œuvre pour préserver et améliorer la biodiversité. Nous resterons bien évidemment aux côtés du Parc pour lui proposer et contribuer avec lui de manière constructive au suivi d'indicateurs et à la lutte contre l'érosion de la biodiversité.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations de la LPO Occitanie ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Concernant la résilience au changement climatique, le défi transversal prévoit bien l'adaptation du territoire à ce phénomène et l'atténuation de ce phénomène par l'action du territoire.
Concernant la protection de la biodiversité, l'orientation 1 « Protéger une biodiversité d'exception » avec sa déclinaison en 5 fiches mesure est la stratégie du territoire en faveur de la biodiversité :
Maintenir la fonctionnalité écologique par la protection des continuités écologiques, connaître et faire connaitre les enjeux de biodiversité, aider à l'appropriation de ces enjeux dans les domaines de l'aménagement et la planification (mesure 1 : Garantir la vitalité de la trame verte et bleue)
Préserver et valoriser les milieux remarquables et les espèces patrimoniales (mesure 2 : faune, flore et habitats naturels : une richesse fragile à conserver et mesure 3 : conserver la fonctionnalité écologique des milieux boisés)
Suivre et limiter le développement des espèces invasives (mesure 4 : endiguer la menace des invasives)
Intégrer les enjeux de biodiversité de manière préventive lors de l'élaboration des projets d'activités de pleine nature(mesure 5 : des activités respectueuses de la biodiversité)
Cette stratégie est une stratégie intégrée à l'ensemble du projet de territoire. De plus, le projet de charte cible les espèces et les milieux prioritaires à protéger : que ce soit par le biais du plan de référence et de ses encarts ou par le biais de données présentes en annexe du projet de charte. On peut citer notamment :
La liste des taxons page 438 de l'annexe du projet de charte
La liste des milieux à protéger en fonction des espèces faunistique : page 232 de l'annexe du projet de charte.
De même, les ZNIEFF de seconde génération représentent une surface plus importante que les premiers inventaires, témoignage de la présence d'enjeux biodiversité plus étendus.
D'autre part, certaines espèces à forts enjeux et responsabilité pour le Parc ont vu leurs populations progresser (4 espèces de vautours, castor, loutre) ou apparaître (loup), témoignant d'un territoire aux conditions écologiques adaptées.
Au-delà, les comités de suivis successifs affichent que les sites classés Natura2000 sont toujours dans les standards élevés de la biodiversité.
Le Parc s'implique d'ores et déjà et volontairement dans la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP 2030), qui vise notamment à mettre en œuvre des outils de protection forte en faveur de la biodiversité (objectif 1).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

>@20, R61 et RP01/Cor : contribution déposée par la Fédération pour la Vie et Sauvegarde des Grands Causses / CO-27-XII .

Outre le diagnostic jugé insuffisant sur les zones naturelles disparues, la régression d'espèces ou les évolutions favorables constatées, il est repris les recommandations formulées par le CNPN dans son avis au titre du patrimoine naturel auxquelles le contenu du dossier ne répond pas et dont les contributeurs souhaitent des réponses concrètes du Parc.

..(reprise en intégralité des recommandations formulées par le CNPN chapitre « Patrimoine » dans son avis du 13 décembre 2021)..

Il est encore rappelé la recommandation de l'avis délibéré du CNPN du 13/12/2021 sur l'exploitation du potentiel éolien du territoire (menace pour l'avifaune, les chiroptères et les paysages) en contradiction avec ici la protection de la biodiversité.

Il est demandé que le PNRGC s'engage d'une part, à répondre au CNPN ainsi qu'à la FPNR quant aux suites qu'il propose de donner aux différentes recommandations de ces instances, et d'autre part, explicite auprès du public les engagements qu'il prend à ce titre sous la forme de plans d'actions, assortis de moyens et d'un calendrier. Demandé de détailler dans ses différentes dimensions tout engagement pris et non rester global ou en format de vague promesse ; de figurer un plan d'actions de nature à éviter tout risque pour l'avifaune et les chiroptères.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations et demandes de la Fédération des Grands Causses ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Renvoi à la réponse à la contribution >@20, R61 et RP01/Cor (page 11)
Le Parc est attentif aux avancées et résultats du projet de recherche multi-acteurs et collaboratif MAPE (Réduction de la Mortalité Aviaire dans les Parcs Éoliens en exploitation) qui réunit pour la première fois l'ensemble des acteurs concernés par la problématique, grâce à une démarche innovante, portée par la Maison des Sciences de l'Homme SUD (MSH SUD). Ce projet a notamment pour objectifs de comprendre les causes et les conséquences de la mortalité aviaire dans les parcs éoliens terrestres en exploitation, et de produire des connaissances qui vont contribuer à améliorer l'efficacité des systèmes de détection et d'effarouchement d'oiseaux.

>R63 et RP02/SEV : contribution déposée par Mme M. Bedel-Brunet (cf ci-dessus thème C) qui s'oppose à la cohabitation entre le loup et l'agriculture extensive, l'élevage de plein air des ovins.

Question au porteur de projet : quel est le positionnement du PNRGC en matière de prévention et autre vis à vis du loup?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La cohabitation entre le loup et l'agropastoralisme doit être équilibrée et aucune des 2 ne doit prévaloir sur l'autre.
La fiche mesure 2 propose une sous disposition en ce sens : « Mettre en place une démarche innovante et expérimentale, soucieuse de tous les enjeux de biodiversité que pose la présence du loup sur le territoire avec l'objectif de proposer et expérimenter des solutions qui permettent la cohabitation entre l'agropastoralisme, socle de biodiversité, et la présence du loup sur le territoire ».

>RP01/MIL : contribution déposée par LPO Grands Causses

La LPO regrette que certaines des actions ciblées (relative à l'éolien notamment), n'aient pas été plus ambitieuses pour permettre d'atteindre les objectifs de conservation à la hauteur de ceux définis dans les Plans Nationaux d'Actions (PNA) en faveur des vautours, déclinés sur le territoire.

- sur la préservation de la faune sauvage protégée et patrimoniale

Pour la période 2022- 2037, la LPO grands Causses propose que le rôle d'équarisseur naturel assuré par les vautours soit plus valorisé.

- le risque d'intoxication au plomb pour le Gypaète barbu. Un programme d'action de redéploiement des munitions sans plomb est en cours avec la fédération des chasseurs de Lozère sur 45 communes sur le Parc National des Cévennes. La LPO propose au Parc des grands Causses de devenir partenaire de cette action et de l'inscrire dès à présent dans la charte du Parc.

Concernant les aires protégées, il faut poursuivre et agrandir les aires protégées du vautour.

(Rappel thème C ci-dessus)- Sur le développement des Energies renouvelables sur le Parc et la question de l'éolien en particulier, la LPO grands Causses émet une réserve sur le projet de charte. La LPO reprend l'avis du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) du 13 décembre 2021, qui a émis un avis favorable pour le projet de charte du Parc, hormis le traitement de l'éolien sur lequel elle exprime des réserves. Le développement de l'éolien sera autorisé uniquement dans les secteurs potentiels identifiés et qu'il consistera en du « repowering » pour les zones déjà existantes. Mais ces mesures d'encadrement ne sont pas assez ambitieuses au regard des enjeux de conservation de l'avifaune, des chiroptères et des paysages. Sur la question des rapaces et vautours en particulier, 2 sites éolien ont un impact très fort : la Baume, commune de la Panouse-de-Cernon et de Monfrech, sur la commune de Severac d'Aveyron sont les zones d'éolien les plus proches des colonies de vautours (6 cas de collision de vautour). Un autre parc éolien encore en projet sur la commune de Verrières, va se trouver encore plus proche de la zone de nidification des grands rapaces. La LPO Grands Causses a une position très défavorable sur ce projet car incompatible avec les enjeux de biodiversité. La LPO Grands Causses reprend les éléments de synthèse de l'Autorité environnementale dans son rapport d'octobre 2022 du projet de Charte et notamment ses recommandations de transposer les dispositions relatives à l'éolien et au photovoltaïque dans l'ensemble des des document d'urbanisme interceptant le périmètre du projet.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations et préconisations sur la première partie de cette contribution ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La fiche mesure 2 prévoit la disposition suivante en faveur de la valorisation du role écosystémique des va tours : « Décliner et adapter l'étude réalisée par le service EFESE (Évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques) du Ministère de la Transition écologique : « Recommandations à partir du cas de la réintroduction des vautours dans les parcs naturels régionaux du Vercors et des baronnies provençales » (avril 2021) »

Le PNR propose d'inscrire dans la fiche mesure 2 comme sous disposition le programme d'actions de redéploiement des munitions sans plomb en cours avec la fédération des chasseurs de Lozère sur 45 communes sur le Parc National des Cévennes.

Accusé de réception en préfecture
048-254200016-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Renvoi à la réponse à la contribution >@20, R61 et RP01/Cor .

F. Thème : Eau

>@20, R61 et RP01/Cor : contribution déposée par la Fédération pour la Vie et Sauvegarde des Grands Causses / CO-27-XII .

En page 17 du document joint la partie V « protéger notre eau » le texte rappelle l'accord de la fédération sur les 6 grandes orientation du SDAGE et cite un rapport circonstancié et étayé scientifiquement concernant la Dourbie, émanant de dirigeants de l'AAPPMA soucieux d'un « tourisme sportif et souvent exagéré et d'une raréfaction de la ressource en eau potable très prégnante »

Après avoir constaté que la Dourbie est un site d'exception soumis à de multiples protection et où vivent plus de 350 espèces animales et 250 végétales, le rapport rappelle que la rivière abrite des poissons en danger et protégés, 2 mammifères emblématiques, le castor et la loutre ainsi que de nombreux insectes aquatiques. Il met en exergue la surfréquentation touristique en été, le développement de certaines activités, telle le canoë en période de basses eaux estivales ou le canyoning à l'amont du captage d'eau potable de St Jean du Bruel par exemple, pouvant irrémédiablement impacter les populations animales en danger. Les effets du piétinement peuvent avoir des conséquence néfastes sur les larves aquatiques qui se répercutent en cascade sur la chaîne du vivant générant une perte de diversité à moyen ou long terme. Il y a donc lieu à réfléchir à « mieux de tourisme » c'est à dire à un tourisme régulé, plutôt qu'à « plus de tourisme » pour éviter une perte de richesse du milieu naturel et donc au final d'attrait touristique.

La fédération évoque ensuite l'impact des sports et loisirs d'eaux vives sur les milieux aquatiques rivulaires et leurs peuplements. A la différence des rivières larges et profonds les cours d'eau à moyenne ou forte pente présentent un plus grande sensibilité et vulnérabilité et on y trouve des poissons d'intérêt halieutique important et des espèces dont la conservation des habitat naturels est à garantir.

La contribution de la fédération s'attache ensuite à démontrer l'impact de chaque activité nautique sur le milieu. Canyoning, ruisseling et baignade constituent une véritable intrusion sans qu'une accoutumance des poissons soit possible avec en outre un fort impact sur les insectes aquatiques privant les espèces qui s'en nourrissent d'une ressource essentielle.

Concernant le canoë, piétinement et frottement ont un impact fort sur le milieu surtout en période d'étiage et les passages réguliers constituent des perturbations récurrentes pour le poisson.

L'impact de la pêche en marchant dans l'eau n'est pas neutre notamment en période d'étiage

Le paddle de nuit ne fait qu'aggraver perturbations et stress des espèces peuplant nos cours d'eau.

La fédération rajoute que l'impact sanitaire des activités aquatiques de loisirs comporte des risques de propagation de pathogènes notamment le risque lié aux cyanobactéries, faible en temps ordinaire mais amplifié en période d'étiage.

La fédération est en total accord avec l'objectif de « réduire l'impact des activités pour améliorer l'état des milieux aquatiques » (cf aussi thèmes A., C. E.)

Question au porteur de projet : quelle réponse au contenu de cette contribution relatif à l'eau ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le projet de charte prévoit l'analyse et la prise en compte de ces enjeux :
La fiche mesure 5 (mesure phare) prévoit l'intégration des enjeux environnementaux dés l'élaboration de manifestations ou aménagements d'Activités de pleine nature.
La fiche mesure 11 prévoit la protection des milieux humides, avec tous les acteurs concernés.
Enfin, l'orientation 11 et notamment la fiche mesure 35 (une destination d'excellence pour la pleine nature) prône un tourisme de qualité, respectueux de l'environnement.
Le partenaire essentiel est le Syndicat mixte du tarn amont qui œuvre déjà à travers la CLE (Commission Locale de l'Eau) à gérer et mieux protéger ces milieux aquatiques. Pour rappel cette CLE réunie le COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, DE LEURS GROUPEMENTS ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX, le COLLEGE DES USAGERS, DES PROPRIETAIRES FONCIERS, DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET DES ASSOCIATIONS CONCERNEES, le COLLEGE DES REPRESENTANTS DE L'ÉTAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS INTERESSES

@44 : contribution de Mme N. Condamines :

« Inquiète de voir l'état de la rivière la Nuejouls prenant sa source sur la commune de Melagues et passant à Tauriac de Camares commune limitrophe », espère que tout projet d'implantation éolien fait l'objet au préalable de l'impact sur le réseau hydraulique local (Cf aussi thème C.)

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Voir réponse à la contribution >E46 et E51

E46 et E51 : contribution de la mairie de Fondamente,

La maire de la commune de Fondamente souhaite attirer l'attention sur les problèmes de manque d'eau et de vétusté des réseaux qui frappent sa commune de façon récurrente.

La commune compte 5 unités de distribution, à Fondamente alimenté par pompage d'une source, à Montpaon alimenté gravitairement par une source, à St Maurice et Moulès alimentés par pompage de deux puits, et à Tournadous alimenté par sources captées complétées par un forage.

La municipalité rappelle ensuite les nombreux déboires auxquels elle a été récemment confrontée : habitants de Montpaon privés d'eau en fin d'année 2021 et à nouveau depuis le 11/10/2022 avec obligation d'alimenter par camion citerne en raison d'un débit de

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

source insuffisant notamment pour faire face aux besoins d'une ferme de 1000 bêtes. La municipalité est donc particulièrement inquiète quant à ses besoins futurs elle reste vigilante quant à la protection de la ressource. Elle souhaite que soit établi l'état des masses d'eau souterraine et de surface du territoire et estime qu'une gestion commune de la ressource en eau paraît s'imposer pour aider les petites communes face aux échéances financières qui les attendent pour réhabiliter les ouvrages actuels. Elle souhaite qu'une solution pérenne type interconnexion des réseaux soit mise en place.

La municipalité est réservée quant aux conséquences des travaux d'installations d'ENR car elle rappelle que des expériences faites sur le plateau de l'Imbernas au dessus de St Beaulize ont révélé que l'eau du plateau arrivait polluée sur Fondamente témoignant la vulnérabilité du bassin d'alimentation et de l'aquifère capté.

La mairie cite également le texte de l'hydrogéologue agréé concernant le puits de St Maurice de Sorgues : « pour conserver l'intégralité de l'aquifère et sa protection sont interdits les décaissements de terrain superficiels, la création de nouvelles voies d'accès, le changement d'affectation des parcelles concernées……. les ICPE susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ». Par ailleurs l'hydrogéologue stipule « l'extension du périmètre de protection éloignée englobera l'intégralité estimée du bassin de l'aquifère capté par le captage dit puits de St Maurice de Sorgues » (cf aussi thème C.)

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Voir réponse à la contribution >E46 et E51

G. Thème : Mobilité

>R69, RP01/Lod et RP04/Lod : contribution déposée par Mme M. Villey-Migraine (cf aussi thèmes A. et C.).

Concernant les mobilités douces aménager la voirie et les espaces publics en faveur des mobilités douces dans le Lodévois-Larzac est une bonne opportunité, ce pourrait être un projet pour tout le PNRGC ?

Sur routes départementales étroites créer des vraies pistes cyclables avec marquage au sol « voie partagée » avec tracé de bicyclette au centre d'un rectangle de couleur vive, rappelé tous les kms. (photos jointes à la contribution).

Encourager les loueurs de bicyclettes ainsi que vélo électrique.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations/propositions ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La fiche mesure 17 vers un territoire de mobilité plurielle s'inscrit pleinement dans le principe de développement des mobilité active sur le territoire prôné par cette contribution.

H. Thème : Autres

>@13 : contribution déposée par M. Lauze Jean Bernard représentant l'UNICEM Occitanie. Il prend acte avec satisfaction de la nécessité de poursuivre l'activité des carrières existantes. Concernant les micro-carrières et la valeur patrimoniale des pierres à bâtir l'UNICEM sera attentive au « respect de la réglementation ICPE afin de se prémunir de dérives qui conduiraient ...à l'exploitation de granulats sur ces mêmes sites alors même que l'autorisation ne porterait pas sur ces matériaux ou bien à dépasser les volumes ce qui constituerait une concurrence déloyale pour les carrières locales ». L'UNICEM souhaite qu'avant d'envisager l'ouverture de telles micro exploitations « soit bien étudiée la possibilité ou pas de se procurer des matériaux voisins de ceux recherchés auprès de carrières autorisées... en Aveyron » ou dans les départements limitrophes.

L'UNICEM reste à disposition du Parc pour de futurs travaux.

Question au porteur de projet : quelle réponse à ces observations et attentes de l'UNICEM ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La fiche mesure 27 répond à cette contribution. Une attention particulière du PNR sera portée au respect de la réglementation des projets de micro carrières sur le territoire. Les matériaux manquants permettant de reconstituer et réhabiliter le patrimoine vernaculaire et historique sont en général non exploités par les carrières existantes.

III. Demandes complémentaires de la commission d'enquête

En complément des observations et des propositions du public, la commission d'enquête, dans son analyse du dossier d'enquête a relevé des interrogations qui font l'objet des questions ci-après auxquelles le maître d'ouvrage est invité également à répondre.

1. **L'extension du périmètre** actuel engendre forcément un temps de travail supplémentaire pour satisfaire l'ensemble des mesures sur le territoire.

Le projet est ambitieux avec ses multiples objectifs.

Q ? Le Parc disposera t-il de moyens financiers, matériels et humains pour parvenir à concrétiser de façon satisfaisante les objectifs de cette nouvelle charte sur un périmètre étendu ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Dans le cadre de l'extension du périmètre du PNR des Grands Causses, il est prévu dans les projets des nouveaux statuts une augmentation des contributions des collectivités de l'ordre de 25%. Cela offrira la possibilité de renforcer les moyens humains et matériels nécessaire au maintien du niveau de service actuel.

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

2. **un projet sur 15 ans** .

Q ? Comment envisager la pérennité de cette charte sur 15 ans alors que les instances politiques partenaires majeurs peuvent choisir de nouvelles priorités après renouvellement électoral notamment au niveau financier?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le projet de charte sera proposé aux assemblées délibérantes des potentiels membres courant 2023. Suite à ce vote, le périmètre sera entériné par décret ministériel pour une durée de 15 ans.
La charte est validée par les membres y compris le volet financier. Aussi, les ajustements sont le fruit de compromis éventuels à venir.

3. Rôle du Parc

Q ? N'ayant pas un rôle régalien comment agira le Parc pour mener à bien des objectifs ambitieux qui peuvent générer des oppositions ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le projet de charte est un contrat passé entre ses membres. Aussi, comme tout contrat, celui-ci fera l'objet d'arbitrage et d'interprétation afin d'aboutir à un consensus ou à un compromis qui soit compatible avec la rédaction du projet de charte.
Au-delà, seul le juge peut trancher sur la notion de cohérence de l'action publique.

4. Antinomie dans des mesures. La mise en œuvre de certaines actions peuvent être en antinomie, par exemple installation d'éoliennes// préservation des paysages, activités des carrières (poursuites d'exploitation, création de mini-carrières)//protection des fronts paysagers.

Q ? Comment le Parc effectuera-t-il l'arbitrage sur ces antinomies et avec quels critères ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
La charte est un projet de développement durable qui propose une régulation équilibrée et partagée entre les parties, il n'y a pas de réelles antinomies.

5. le budget prévisionnel

Présenté sous forme d'un seul tableau dans les annexes et pour la seule période 2022-2026 le budget prévisionnel fait apparaître des dépenses et recettes faisant ressortir un autofinancement entre 200 000 et 260 000€.

Q ? Le Parc a t-il l'assurance de ces recettes ? Comment le Parc gèrera les priorités en cas de diminution des recettes réelles ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le financement et les statuts sont des parties intégrantes du projet de charte, validée par toutes les parties. Au-delà, les véritables porteurs de projets de la charte sont les signataires souvent maitres d'ouvrages des actions.

6. la répartition financière

Q ? Même si ce n'est pas le rôle de l'enquête publique de se prononcer sur ce sujet, comment le Parc répartit t-il les sommes allouées à telle ou telle opération ? Une information des habitants est-elle donnée sur ces affectations ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Le budget n'est qu'un des outils de la charte. L'essentiel de l'action est le fruit des collectivités maîtres d'ouvrage.

7. Périmètre et intercommunalités

Le Parc couvre un nombre important d'intercommunalités. Le périmètre du PNRGC n'intègre pas parfois la totalité des communes constituant une intercommunalité, il peut en être aussi des documents tels que SCOT ou PLUi.

Q ? Comment le Parc gérera t-il d'éventuelles décisions de communautés en désaccord avec les objectifs de la charte, décisions qui seraient portées majoritairement par de communes « hors » périmètre du PNR ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Sur le périmètre historique sont présentes 5 CC pleines et entières et 3 CC partielles. Le projet d'extension rajoute 1 CC quasi complète (26 communes sur 28). Aussi, le fonctionnement ne changera pas fondamentalement par rapport à celui existant depuis 1995.L'Etat est garant du respect de la compatibilité de toute décision de CC vis-à-vis du projet de charte via notamment le contrôle de légalité.

8. Participation du public

La très faible participation du public lors de la période d'enquête publique pose question sur l'intérêt porté à la charte du PNRGC.

Q ? Comment le Parc pourrait t-il encore renforcer ou créer des démarches d'intéressement pour que les habitants au travers de la charte aient une compréhension de leur territoire et de ses enjeux, que par la connaissance ils portent intérêt aux objectifs de la charte, à la mise en œuvre et au suivi des mesures ?

Commentaires et réponses du PNR aux contributions :
Au-delà de l'enquête publique, la charte du PNR a fait l'objet de nombreuses actions de concertations et de consultations, aussi, une autre analyse est que les actions du PNR font consensus. C'est pourquoi les administrés ne se seraient pas mobilisés pour s'opposer à ce projet…
La sensibilisation et l'intéressement des habitants sur les actions portées par la sphère publique est toujours un enjeu important. Surtout pour une entité comme un PNR où la sensibilisation et l'éducation à l'environnement est une des missions des PNR confiées par le code de l'Environnement. Outre la poursuite du travail d'information et de communication qui est réalisée avec l'appui d'un chargé de mission de communication, la mise en place d'un comité de développement dans le cadre des futurs statuts sera un outil

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

permettant d'intégrer la démocratie participative dans les instances du syndicat mixte. Le déploiement du site internet est aussi une autre piste de développement tout comme l'utilisation des outils de communication émergeant.

Fait à Albi, le

Pour la commission d'enquête,
Le Président,

Signé
Claude Olivier

(1*) Cam : Camarès
Cor : Cornus
Lod : Lodève
Mil : Millau
Sev : Séverac d'Aveyron
Srdt : Saint Rome de Tarn

Accusé de réception en préfecture
PIE-2312091349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

ANNEXE 7 : SIGLES ET ABREVIATIONS

PROJET DE REVISION DE LA CHARTE DU PNRGC

AB : Agriculture Biologique

ABC : Atlas de la Biodiversité Communale

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADT : Agence de Développement Touristique

AEP : Adduction d'Eau Potable

AFAFE : Aménagement Foncier Agricole, Forestier et Environnemental

ALSH : Accueil de Loisirs Sans Hébergement

ANAH : Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat

AOP : Appellation d'Origine Protégée

APABA : Association pour la Promotion de l'Agriculture Biologique en Aveyron

APN : Activités de Pleine Nature

APNH : Arrêtés de Protection des Habitats Naturels

APPB : Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope

APPG : Arrêté Préfectoral de Protection de Géotope

ARB : Agence Régionale pour la Biodiversité

AREC : Agence Régionale Énergie Climat

ARS : Agence Régionale de Santé

ASA : Association Syndicale Autorisée d'irrigation

AVEM : Association des vétérinaires éleveurs du Millavois

BBC : Bâtiment à Basses Consommations

BEPOS : Bâtiment à Energie Positive

BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme, et d'Environnement

CBNPMP : Conservatoire botanique national des Pyrénées et de Midi-Pyrénées

CDESI : Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires

CDPENAF : Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

CE : Code de l'Environnement

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

CEIC : Charte Environnement des Industries de Carrières

CEN : Conservatoire des Espaces Naturels

CFT : Charte Forestière de Territoire

CIVAM : Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

CNPN : Conseil National de Protection de la Nature

COFOR : Communes Forestières

CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement

CRB : Contrat de Restauration Biodiversité

CRERCO : Communauté Régionale d'Occitanie Eviter Réduire Compenser

CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière

DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DFCI : Défense des Forêts Contre les Incendies

DES : Dispositif d'Évaluation et de Suivi de la Charte

DIAL : Dispositif d'innovations agroécologiques locales

DMB : Débit Minimum Biologique

DOCOB : Document d'objectifs (site N2000)

ECE : Espace de Continuité Écologique

EEDD : Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

EEE : Espèces Exotiques Envahissantes

ENR : Énergies Renouvelables

ENS : Espace Naturel Sensible

EPAGE : Établissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux

EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunal

EPTB : Établissement Public Territorial de Bassin

ERC : Eviter- Réduire-Compenser

FEADER : fonds européen agricole de développement rural

FEDER : fonds européen de développement régional

FSC : Forest Stewardship Council – certification origine du bois

FSE : Fonds Social Européen

GAEC : Groupement Agricole d'Exploitation en Commun

GEMAPI : Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations

GES : Gaz à Effet de Serre

GIEE : Groupements d'intérêt économique et environnemental

GR : Grande Randonnée

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

GRAINE : Réseau régional d'éducation à l'environnement

GSF : Grands Sites de France

ICPE : Installation Classée Protection de l'Environnement

ICU : Ilot de Chaleur Urbain

IFU : Ilot de Fraicheur Urbain

IGP : Indication Géographique Protégée

IPAMAC : l'association des Parcs naturels du Massif central

LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux

MAE : Mesure Agro-Environnementale

MAEC : Mesure Agro-Environnementale Climatique

NAF : Naturel Agricole et Forestier

OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation

OCAGER : Opération Concertée d'Aménagement et de Gestion de l'Espace Rural

OGS : Opération Grands Sites

ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

ONF : Office National des Forêts

OPIE : Office Pour les Insectes et leur Environnement

OPP : Observatoire Photographique du Paysage

OQP : Objectif de Qualité Paysagère

ORE : Obligation Réelle Environnementale

OREO : Observatoire Régional de l'Énergie Occitanie

OT : Office de Tourisme

PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durable

PAEN : Périmètre de protection et de mise en valeur des Espaces Agricoles et Naturels

PAPI : Programme d'Actions de Prévention des Inondations

PAT : Projet Alimentaire Territorial

PCAET : Plan Climat Air-Énergie Territorial

PCH : Pays Cœur d'Hérault

PCS : Plan Communal de Sauvegarde

PDESI : Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires

PDFCI : Protection des Forêts Contre l'Incendie

PDH : Plan Départemental de l'Habitat

PDIPR : Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

PDM : Plan de Développement de Massif

PEFC : Le Programme de reconnaissance des certifications forestières promeut la gestion durable des forêts

PEM : Pole d'échange Multimodal

PETR : pôle d'équilibre territorial et rural

PGRE : Plan de Gestion quantitative de la Ressource en Eau

PIG : Programme d'Intérêt Général

PLH : Programme Local de l'Habitat

PLPDMA : Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PMR : Personne à Mobilité Réduite

PNA : Plan National d'Actions

PNR : Parc Naturel Régional

PNR GC : Parc Naturel Régional des Grands Causses

PPA : Personne Publique Associée

PPG : Plan Pluriannuel de Gestion

PPRI : Plan de Prévention du Risque Inondation

PPRIF : Plan de Prévention du Risque Incendie de Forêt

PRA : Plan Régional d'Actions

PRFB : Programme Régional de la Forêt et du Bois

PRPGD : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets

PSE : Paiement pour Services Environnementaux

PVAP : Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine

R&D : Recherche et Développement

RBI : Réserve Biologique Intégrale

REPOS : Région à Énergie Positive

RICE : Réserve Internationale de Ciel Étoilé

RLP : Règlement Local de Publicité

RNR : Réserve Naturelle Régionale

RNU : Règlement National d'Urbanisme

RPQS : Rapport sur le Prix et la Qualité du Service

SAFER : Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAU : Surface Agricole Utilisée

Accusé de réception en préfecture
PRE-231200163-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SCAP : Stratégie nationale de Création d'Aires Protégées

SDAASP : Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SEM : Société d'Économie Mixte

SIEDA : Syndicat Départemental d'Énergies et d'Électricité de l'Aveyron

SIG : Système d'Information Géographique

SIL : Signalisation d'Information Locale

SINP : Système d'Information de la Nature et des Paysages

SMBV : Syndicat Mixte du Bassin Versant

SNAP : Stratégie Nationale des Aires Protégées

SNC : Site Naturel de Compensation

SOQ : Signe Officiel de Qualité

SPAC : Service public d'Assainissement Collectif

SPANC : Service public d'Assainissement Non Collectif

SPL : Société Publique Locale

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire

SRB : Stratégie Régionale de la Biodiversité

SRC : Schéma Régional des Carrières

SRCE : Schéma Régional de Cohérence Écologique

SRDEII : Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation

SRDTL : Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs

STE : Schéma Territorial Éolien

STDOM : Syndicat Départemental des Ordures Ménagères et déchets assimilés de l'Aveyron

TECV : Transition Énergétique pour la Croissance Verte

TEPCV : Territoire à Énergie Positive pour la Croissance Verte

THD : Très Haut Débit

TIC : Technologies de l'information et de la communication

TPE : Très Petites Entreprises

TVB : Trame Verte et Bleue

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization

[Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture]

UTN : Unité Touristique Nouvelle

VAM : Véhicule à Moteur

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

VTT : Vélo Tout Terrain

ZAE : Zone d'Activités Economiques

ZAN : Zéro Artificialisation Nette

ZAP : Zone Agricole Protégée

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

ZPF : Zone à Protéger pour le Futur

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zone Spéciale de Conservation

Accusé de réception en préfecture
012-231201349-20230203-20230203_004-DE
Reçu le 07/02/2023

Délibération PNRGC n° 2023-019 du Comité syndical du 10 mars 2023

Election du Vice-Président représentant les communes urbaines à la suite de la démission de Nathalie MARTY

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

A la suite de la démission de Nathalie MARTY, il convient de désigner le Vice-Président représentant les communes urbaines (Saint-Affrique, Millau, Séverac d'Aveyron) au sein du Bureau du Syndicat mixte.

Après appel à candidature par Monsieur le Président, Monsieur Edmond GROS se porte candidat.

Le vote à bulletin secret donne le résultat suivant :

- 29 voix « Edmond Gros »
- 3 votes blancs

Monsieur Edmond GROS est élu Vice-Président représentant les communes urbaines au sein du Bureau syndical du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230311-20230310_019-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023 -020 du Comité syndical du 10 mars 2023

Vote du Compte Administratif 2022 – Compétence Générale

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'utilisation des crédits inscrits au budget primitif 2022, dont les résultats consignés dans le compte administratif sont les suivants :

FONCTIONNEMENT	
Dépenses	3 031 152,33 euros
Recettes	2 922 922,81 euros
Résultat déficitaire de l'exercice	**108 229,52 euros**
Résultat excédentaire N-1	1 111 588,62 euros
Résultat cumulé excédentaire	**1 003 359,10 euros**
INVESTISSEMENT	
Dépenses	406 924,25 euros
Recettes	564 454,17 euros
Résultat excédentaire de l'exercice	**157 529,92 euros**
Restes à réaliser à reporter en dépenses	714 028,44 euros
Restes à réaliser à reporter en recette	706 395,64 euros
Solde déficitaire des restes à réaliser	**7 632,80 euros**
Résultat excédentaire N-1	**521 937,40 euros**
Résultat cumulé excédentaire	**671 834,52 euros**
CUMUL des deux SECTIONS	
Résultat cumulé excédentaire	**1 675 193,62 euros**

Le compte de gestion comportant les mêmes résultats, le Comité syndical décide de voter, hors la présence du Président, le compte administratif 2022 du budget relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le compte administratif 2022 et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Syndicat mixte - Budget principal (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 33
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 41
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 75
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 110
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 111
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 112
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 114
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 116
A10.3 - Opérations liées aux cessions 117
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées 118
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties 119
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	120
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	124

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art, R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Code INSEE	Budget principal PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - avec (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	3 031 152,33	G	2 922 922,81
	Section d'investissement	B	406 924,25	H	564 454,17
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 111 588,62 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	521 937,40 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	3 438 076,58	= G+H+I+J	5 120 903,00
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	714 028,44	L	706 395,64
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	714 028,44	= K+L	706 395,64
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	3 031 152,33	= G+I+K	4 034 511,43
	Section d'investissement	= B+D+F	1 120 952,69	= H+J+L	1 792 787,21
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	4 152 105,02	= G+H+I+J+K+L	5 827 298,64

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	714 028,44	L	706 395,64
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				5 700,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		652 516,26
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
11	Opération d'équipement n° 11	79 367,54	
16	Opération d'équipement n° 16	12 025,75	
19	Opération d'équipement n° 19	2 400,00	
20	Opération d'équipement n° 20	10 500,00	
21	Opération d'équipement n° 21	59 480,40	
23	Opération d'équipement n° 23	131 148,52	
24	Opération d'équipement n° 24	9 324,00	
25	Opération d'équipement n° 25	18 000,00	
26	Opération d'équipement n° 26	160 102,00	
27	Opération d'équipement n° 27	52 800,00	
29	Opération d'équipement n° 29	17 416,80	
30	Opération d'équipement n° 30	17 400,00	
31	Opération d'équipement n° 31	109 200,00	
26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 863,43	21 179,38
4581425	Opération pour compte de tiers n° 425 - Réhab ANC (2)	27 000,00	0,00
4582425	Opération pour compte de tiers n° 425 - Réhab ANC (2)	0,00	27 000,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 763 590,00	696 452,39	28 856,60	0,00	1 038 281,01
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 891 200,00	1 833 482,73	0,00	0,00	57 717,27
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	852 717,03	195 819,48	0,00	0,00	656 897,55
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**4 507 507,03**	**2 725 754,60**	**28 856,60**	**0,00**	**1 752 895,83**
66	Charges financières	26 000,00	17 374,33	0,00	0,00	8 625,67
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	750 000,00	0,00			750 000,00
022	Dépenses imprévues	169 825,50				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 454 332,53**	**2 743 128,93**	**28 856,60**	**0,00**	**2 682 347,00**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*258 866,80*	*259 166,80*			*-300,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***258 866,80***	***259 166,80***			***-300,00***
TOTAL		**5 713 199,33**	**3 002 295,73**	**28 856,60**	**0,00**	**2 682 047,00**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	12 500,00	19 351,82	0,00	0,00	-6 851,82
70	Produits services, domaine et ventes div	523 933,70	481 010,00	10 535,00	0,00	32 388,70
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 014 527,01	1 244 016,27	1 114 724,13	0,00	1 655 786,61
75	Autres produits de gestion courante	48 650,00	47 828,27	0,00	0,00	821,73
Total des recettes de gestion courante		**4 599 610,71**	**1 792 206,36**	**1 125 259,13**	**0,00**	**1 682 145,22**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	5 457,32	0,00	0,00	-3 457,32
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 601 610,71**	**1 797 663,68**	**1 125 259,13**	**0,00**	**1 678 687,90**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**4 601 610,71**	**1 797 663,68**	**1 125 259,13**	**0,00**	**1 678 687,90**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 111 588,62**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	1 002 699,18	315 730,46	679 165,01	7 803,71
Total des dépenses d'équipement		**1 002 699,18**	**315 730,46**	**679 165,01**	**7 803,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	29 742,83	0,00	1 257,17
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 646,38	1 782,95	6 863,43	0,00
020	Dépenses imprévues	13 931,68			
Total des dépenses financières		**54 578,06**	**31 525,78**	**7 863,43**	**15 188,85**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**111 000,00**	**59 668,01**	**27 000,00**	**24 331,99**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 168 277,24**	**406 924,25**	**714 028,44**	**47 324,55**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**1 168 277,24**	**406 924,25**	**714 028,44**	**47 324,55**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	818 455,45	214 633,51	652 516,26	-48 694,32
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**818 455,45**	**214 633,51**	**652 516,26**	**-48 694,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	24 724,21	24 871,85	0,00	-147,64
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	27 293,38	6 114,00	21 179,38	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000,00		5 700,00	
Total des recettes financières		**58 017,59**	**30 985,85**	**26 879,38**	**152,36**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**111 000,00**	**59 668,01**	**27 000,00**	**24 331,99**
Total des recettes réelles d'investissement		**987 473,04**	**305 287,37**	**706 395,64**	**-24 209,97**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*258 866,80*	*259 166,80*		*-300,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***258 866,80***	***259 166,80***		***-300,00***
TOTAL		**1 246 339,84**	**564 454,17**	**706 395,64**	**-24 509,97**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **521 937,40**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	725 308,99		725 308,99
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 833 482,73		1 833 482,73
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	195 819,48		195 819,48
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	17 374,33	*0,00*	17 374,33
67	Charges exceptionnelles	0,00	*300,00*	300,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*258 866,80*	258 866,80
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 771 985,53**	***259 166,80***	**3 031 152,33**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	29 742,83	*0,00*	29 742,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	315 730,46		315 730,46
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 782,95	*0,00*	1 782,95
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	59 668,01	*0,00*	59 668,01
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**406 924,25**	***0,00***	**406 924,25**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	19 351,82		19 351,82
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	491 545,00		491 545,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	2 358 740,40		2 358 740,40
75	Autres produits de gestion courante	47 828,27	*0,00*	47 828,27
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	5 457,32	*0,00*	5 457,32
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**2 922 922,81**	***0,00***	**2 922 922,81**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 111 588,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	24 871,85	0,00	24 871,85
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	214 633,51	0,00	214 633,51
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*300,00*	300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 114,00	*0,00*	6 114,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*258 866,80*	*258 866,80*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	59 668,01	0,00	59 668,01
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**305 287,37**	**259 166,80**	**564 454,17**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**521 937,40**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**1 763 590,00**	**696 452,39**	**28 856,60**	**0,00**	**1 038 281,01**
60611	Eau et assainissement	1 100,00	457,94	0,00	0,00	642,06
60612	Energie - Electricité	4 500,00	4 563,09	0,00	0,00	-63,09
60621	Combustibles	4 200,00	3 627,78	0,00	0,00	572,22
60622	Carburants	22 500,00	27 974,44	0,00	0,00	-5 474,44
60623	Alimentation	3 050,00	1 362,12	116,05	0,00	1 571,83
60632	Fournitures de petit équipement	125 000,00	26 485,35	217,25	0,00	98 297,40
60636	Vêtements de travail	5 000,00	3 536,82	0,00	0,00	1 463,18
6064	Fournitures administratives	8 000,00	3 572,42	0,00	0,00	4 427,58
6068	Autres matières et fournitures	4 600,00	6 330,73	200,00	0,00	-1 930,73
611	Contrats de prestations de services	130 000,00	30 908,72	5 136,00	0,00	93 955,28
6122	Crédit-bail mobilier	11 000,00	6 648,93	0,00	0,00	4 351,07
6132	Locations immobilières	3 000,00	1 816,10	0,00	0,00	1 183,90
6135	Locations mobilières	17 500,00	12 671,65	0,00	0,00	4 828,35
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 620,00	0,00	0,00	-1 620,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	11 917,98	0,00	0,00	82,02
6156	Maintenance	50 000,00	36 893,93	0,00	0,00	13 106,07
6161	Multirisques	21 500,00	20 831,33	0,00	0,00	668,67
617	Etudes et recherches	562 800,00	67 388,20	1 250,00	0,00	494 161,80
6182	Documentation générale et technique	2 000,00	2 046,00	0,00	0,00	-46,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 500,00	1 079,00	0,00	0,00	421,00
6226	Honoraires	15 000,00	3 036,00	0,00	0,00	11 964,00
6228	Divers	385 540,00	176 477,29	18 696,80	0,00	190 365,91
6231	Annonces et insertions	1 500,00	14 280,73	0,00	0,00	-12 780,73
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	160,00	0,00	0,00	340,00
6237	Publications	198 600,00	58 653,68	2 750,00	0,00	137 196,32
6248	Divers	500,00	242,00	0,00	0,00	258,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	3 322,09	0,00	0,00	-3 322,09
6256	Missions	5 000,00	4 652,46	0,00	0,00	347,54
6257	Réceptions	14 000,00	9 848,59	245,70	0,00	3 905,71
6261	Frais d'affranchissement	8 500,00	11 041,78	0,00	0,00	-2 541,78
6262	Frais de télécommunications	35 000,00	34 279,08	244,80	0,00	476,12
627	Services bancaires et assimilés	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	12 000,00	14 364,00	0,00	0,00	-2 364,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	25 600,00	25 323,09	0,00	0,00	276,91
6288	Autres services extérieurs	70 000,00	68 105,04	0,00	0,00	1 894,96
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	563,03	0,00	0,00	-63,03
6358	Autres droits	1 000,00	371,00	0,00	0,00	629,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 891 200,00**	**1 833 482,73**	**0,00**	**0,00**	**57 717,27**
6218	Autre personnel extérieur	67 500,00	56 012,25	0,00	0,00	11 487,75
6331	Versement mobilité	7 000,00	5 828,65	0,00	0,00	1 171,35
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 300,00	1 036,13	0,00	0,00	263,87
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	19 000,00	18 867,81	0,00	0,00	132,19
64111	Rémunération principale titulaires	840 000,00	849 638,66	0,00	0,00	-9 638,66
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	22 000,00	20 582,95	0,00	0,00	1 417,05
64118	Autres indemnités titulaires	15 000,00	7 942,44	0,00	0,00	7 057,56
64131	Rémunérations non tit.	375 000,00	329 165,05	0,00	0,00	45 834,95
64138	Autres indemnités non tit.	400,00	168,72	0,00	0,00	231,28
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	223 000,00	218 004,65	0,00	0,00	4 995,35
6453	Cotisations aux caisses de retraites	230 000,00	237 485,49	0,00	0,00	-7 485,49
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	14 500,00	13 643,41	0,00	0,00	856,59
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	2 250,80	0,00	0,00	749,20
6478	Autres charges sociales diverses	73 500,00	72 855,72	0,00	0,00	644,28
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**852 717,03**	**195 819,48**	**0,00**	**0,00**	**656 897,55**
6518	Autres	150,00	8 207,85	0,00	0,00	-8 057,85
6531	Indemnités	56 000,00	56 037,79	0,00	0,00	-37,79
6532	Frais de mission	1 500,00	1 583,13	0,00	0,00	-83,13
6533	Cotisations de retraite	6 000,00	5 256,96	0,00	0,00	743,04
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 200,00	15 138,00	0,00	0,00	62,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	132 589,96	52 551,16	0,00	0,00	80 038,80
65737	Autres établissements publics locaux	104 312,80	0,00	0,00	0,00	104 312,80
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	354 811,59	5 621,86	0,00	0,00	349 189,73
658822	Aides	173 102,68	51 420,55	0,00	0,00	121 682,13

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
65888	Autres	8 050,00	2,18	0,00	0,00	8 047,82
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**4 507 507,03**	**2 725 754,60**	**28 856,60**	**0,00**	**1 752 895,83**
66	**Charges financières (b)**	**26 000,00**	**17 374,33**	**0,00**	**0,00**	**8 625,67**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00	17 374,33	0,00	0,00	2 625,67
6688	Autres	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**750 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**750 000,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	750 000,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**169 825,50**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**5 454 332,53**	**2 743 128,93**	**28 856,60**	**0,00**	**2 682 347,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***258 866,80***	***259 166,80***			***-300,00***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*300,00*			*-300,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*258 866,80*	*258 866,80*			*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***258 866,80***	***259 166,80***			***-300,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***258 866,80***	***259 166,80***			***-300,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 713 199,33**	**3 002 295,73**	**28 856,60**	**0,00**	**2 682 047,00**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	12 500,00	19 351,82	0,00	0,00	-6 851,82
6419	Remboursements rémunérations personnel	12 500,00	17 651,82	0,00	0,00	-5 151,82
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	1 700,00	0,00	0,00	-1 700,00
70	Produits services, domaine et ventes div	523 933,70	481 010,00	10 535,00	0,00	32 388,70
70688	Autres prestations de services	2 450,00	2 110,00	0,00	0,00	340,00
7078	Autres marchandises	3 000,00	2 437,30	0,00	0,00	562,70
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	117 800,00	103 363,66	0,00	0,00	14 436,34
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	73 030,84	85 938,24	0,00	0,00	-12 907,40
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	249 002,86	210 365,95	10 535,00	0,00	28 101,91
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	78 550,00	76 290,35	0,00	0,00	2 259,65
70878	Remb. frais par d'autres redevables	100,00	504,50	0,00	0,00	-404,50
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 014 527,01	1 244 016,27	1 114 724,13	0,00	1 655 786,61
74718	Autres participations Etat	730 430,56	339 065,71	53 643,00	0,00	337 721,85
7472	Participat° Régions	1 004 049,31	518 440,60	222 023,76	0,00	263 584,95
7473	Participat° Départements	347 455,00	347 455,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	164 659,30	164 659,30	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	89 536,53	14 791,53	0,00	0,00	74 745,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	652 347,68	-392 653,42	704 831,31	0,00	340 169,79
7478	Participat° Autres organismes	492 707,13	166 119,93	117 330,29	0,00	209 256,91
7488	Autres attributions et participations	533 341,50	86 137,62	16 895,77	0,00	430 308,11
75	Autres produits de gestion courante	48 650,00	47 828,27	0,00	0,00	821,73
752	Revenus des immeubles	48 600,00	47 827,20	0,00	0,00	772,80
7588	Autres produits div. de gestion courante	50,00	1,07	0,00	0,00	48,93
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		4 599 610,71	1 792 206,36	1 125 259,13	0,00	1 682 145,22
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	2 000,00	5 457,32	0,00	0,00	-3 457,32
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	300,00	0,00	0,00	-300,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 000,00	5 157,32	0,00	0,00	-3 157,32
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		4 601 610,71	1 797 663,68	1 125 259,13	0,00	1 678 687,90
042	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)	0,00	0,00			0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		0,00	0,00			0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		4 601 610,71	1 797 663,68	1 125 259,13	0,00	1 678 687,90
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		1 111 588,62				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Opération d'équipement n° 11 (2)	215 000,00	135 582,76	79 367,54	49,70
16	Opération d'équipement n° 16 (2)	31 000,00	17 502,65	12 025,75	1 471,60
19	Opération d'équipement n° 19 (2)	3 000,00	515,40	2 400,00	84,60
20	Opération d'équipement n° 20 (2)	15 500,00	4 916,58	10 500,00	83,42
21	Opération d'équipement n° 21 (2)	163 342,05	98 947,26	59 480,40	4 914,39
23	Opération d'équipement n° 23 (2)	136 134,33	4 985,81	131 148,52	0,00
24	Opération d'équipement n° 24 (2)	10 896,00	1 572,00	9 324,00	0,00
25	Opération d'équipement n° 25 (2)	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00
26	Opération d'équipement n° 26 (2)	211 810,00	51 708,00	160 102,00	0,00
27	Opération d'équipement n° 27 (2)	52 800,00	0,00	52 800,00	0,00
29	Opération d'équipement n° 29 (2)	17 416,80	0,00	17 416,80	0,00
30	Opération d'équipement n° 30 (2)	17 400,00	0,00	17 400,00	0,00
31	Opération d'équipement n° 31 (2)	110 400,00	0,00	109 200,00	1 200,00
	Total des dépenses d'équipement	1 002 699,18	315 730,46	679 165,01	7 803,71
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	29 742,83	0,00	1 257,17
1641	Emprunts en euros	31 000,00	29 742,83	0,00	1 257,17
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
261	Titres de participation	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	8 646,38	1 782,95	6 863,43	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	8 646,38	1 782,95	6 863,43	0,00
020	Dépenses imprévues	13 931,68			
	Total des dépenses financières	54 578,06	31 525,78	7 863,43	15 188,85
4581396	Réhab ANC (3)	42 000,00	17 668,01	0,00	24 331,99
4581425	Réhab ANC (3)	69 000,00	42 000,00	27 000,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	111 000,00	59 668,01	27 000,00	24 331,99
	TOTAL DEPENSES REELLES	1 168 277,24	406 924,25	714 028,44	47 324,55
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 168 277,24	406 924,25	714 028,44	47 324,55
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	818 455,45	214 633,51	652 516,26	-48 694,32
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	96 809,50	72 188,40	50 809,50	-26 188,40
1322	Subv. non transf. Régions	418 088,57	85 945,71	346 149,38	-14 006,52
1323	Subv. non transf. Départements	24 125,00	3 000,00	21 125,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	60 543,75	42 477,40	38 043,75	-19 977,40
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	55 603,75	11 022,00	33 103,75	11 478,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	99 105,70	0,00	99 105,70	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	64 179,18	0,00	64 179,18	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	818 455,45	214 633,51	652 516,26	-48 694,32
10	Dotations, fonds divers et réserves	24 724,21	24 871,85	0,00	-147,64
10222	FCTVA	24 724,21	24 871,85	0,00	-147,64
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	27 293,38	6 114,00	21 179,38	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	27 293,38	6 114,00	21 179,38	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000,00		5 700,00	
	Total des recettes financières	58 017,59	30 985,85	26 879,38	152,36
4582396	Réhab ANC (2)	42 000,00	17 668,01	0,00	24 331,99
4582425	Réhab ANC (2)	69 000,00	42 000,00	27 000,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	111 000,00	59 668,01	27 000,00	24 331,99
	TOTAL DES RECETTES REELLES	987 473,04	305 287,37	706 395,64	-24 209,97
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*258 866,80*	*259 166,80*		*-300,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*300,00*		*-300,00*
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*	*1 048,80*		*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*87 120,67*	*87 120,67*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*	*2 521,84*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*44 136,90*	*44 136,90*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*15 365,67*	*15 365,67*		*0,00*
28184	*Mobilier*	*4 007,41*	*4 007,41*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*104 665,51*	*104 665,51*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*258 866,80*	*259 166,80*		*-300,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*258 866,80*	*259 166,80*		*-300,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 246 339,84	564 454,17	706 395,64	-24 509,97
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	521 937,40			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 11 (1)
LIBELLE : Matériel et outillage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		215 000,00	A 135 582,76	79 367,54	49,70	B 1 475 040,33
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	215 000,00	135 582,76	79 367,54	49,70	1 475 040,33
2182	Matériel de transport	80 000,00	77 966,73	0,00	2 033,27	770 967,40
2188	Autres immobilisations corporelles	135 000,00	57 616,03	79 367,54	-1 983,57	704 072,93
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		107 700,12	C 19 684,26	102 022,38	-14 006,52	D 51 700,52
13	Subventions d'investissement	107 700,12	19 684,26	102 022,38	-14 006,52	51 700,52
1322	Subv. non transf. Régions	60 625,12	19 684,26	54 947,38	-14 006,52	49 100,52
13248	Subv. non transf. Autres communes	16 043,75	0,00	16 043,75	0,00	2 600,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	10 343,75	0,00	10 343,75	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	20 687,50	0,00	20 687,50	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-115 898,50	D - B	-1 423 339,81

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : Informatique et bureautique

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		31 000,00	A 17 502,65	12 025,75	1 471,60	B 290 097,42
20	Immobilisations incorporelles	17 000,00	11 528,40	4 000,00	1 471,60	26 605,14
2051	Concessions, droits similaires	17 000,00	11 528,40	4 000,00	1 471,60	26 605,14
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	14 000,00	5 974,25	8 025,75	0,00	263 492,28
2183	Matériel de bureau et informatique	14 000,00	5 974,25	8 025,75	0,00	263 492,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-17 502,65	D - B	-290 097,42

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19 (1)
LIBELLE : Aménagement des locaux

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		3 000,00	A 515,40	2 400,00	84,60	B 37 437,65
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	3 000,00	515,40	2 400,00	84,60	37 437,65
2184	Mobilier	3 000,00	515,40	2 400,00	84,60	37 437,65
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-515,40	D - B	-37 437,65

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20 (1)
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		15 500,00	A 4 916,58	10 500,00	83,42	B 2 143 551,43
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 500,00	4 916,58	10 500,00	83,42	2 143 551,43
21318	Autres bâtiments publics	8 000,00	4 916,58	3 000,00	83,42	2 091 757,98
2135	Installations générales, agencements	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	51 793,45
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-4 916,58	D - B	-2 143 551,43

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21 (1)
LIBELLE : Outils numériques

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		163 342,05	A 98 947,26	59 480,40	4 914,39	B 99 589,95
20	Immobilisations incorporelles	68 614,05	26 199,66	37 500,00	4 914,39	85 117,95
2051	Concessions, droits similaires	68 614,05	26 199,66	37 500,00	4 914,39	85 117,95
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	94 728,00	72 747,60	21 980,40	0,00	14 472,00
2188	Autres immobilisations corporelles	94 728,00	72 747,60	21 980,40	0,00	14 472,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		154 500,00	C 53 499,40	109 500,00	-8 499,40	D 38 500,00
13	Subventions d'investissement	154 500,00	53 499,40	109 500,00	-8 499,40	38 500,00
1322	Subv. non transf. Régions	71 500,00	0,00	71 500,00	0,00	38 500,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	41 500,00	42 477,40	19 000,00	-19 977,40	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	41 500,00	11 022,00	19 000,00	11 478,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-45 447,86	D - B	-61 089,95

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22 (1)
LIBELLE : Activités pleine nature Patrimoines Paysages

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		35 781,45	C 35 781,45	0,00	0,00	D 41 781,45
13	Subventions d'investissement	35 781,45	35 781,45	0,00	0,00	41 781,45
1322	Subv. non transf. Régions	35 781,45	35 781,45	0,00	0,00	41 781,45
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 35 781,45	D - B 41 781,45

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 23 (1)
LIBELLE : Autopartage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		136 134,33	A 4 985,81	131 148,52	0,00	B 31 589,81
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	136 134,33	4 985,81	131 148,52	0,00	31 589,81
2188	Autres immobilisations corporelles	136 134,33	4 985,81	131 148,52	0,00	31 589,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		147 708,38	C 0,00	147 708,38	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	147 708,38	0,00	147 708,38	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	67 347,00	0,00	67 347,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	50 869,70	0,00	50 869,70	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	29 491,68	0,00	29 491,68	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -4 985,81	D - B -31 589,81

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 24 (1)
LIBELLE : Forêts et filière bois

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		10 896,00	A 1 572,00	9 324,00	0,00	B 5 316,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 896,00	1 572,00	9 324,00	0,00	5 316,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 896,00	1 572,00	9 324,00	0,00	5 316,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		9 515,00	C 0,00	9 515,00	0,00	D 1 935,00
13	Subventions d'investissement	9 515,00	0,00	9 515,00	0,00	1 935,00
1322	Subv. non transf. Régions	9 515,00	0,00	9 515,00	0,00	1 935,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-1 572,00	D - B	-3 381,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 25 (1)
LIBELLE : Covoiturage

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		18 000,00	A 0,00	18 000,00	0,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		16 000,00	C 0,00	16 000,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	16 000,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	15 240,00	0,00	15 240,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	760,00	0,00	760,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 26 (1)
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		211 810,00	A 51 708,00	160 102,00	0,00	B 125 114,00
20	Immobilisations incorporelles	187 810,00	51 708,00	136 102,00	0,00	125 114,00
2051	Concessions, droits similaires	187 810,00	51 708,00	136 102,00	0,00	125 114,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	24 000,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		183 170,50	C 3 000,00	180 170,50	0,00	D 18 689,10
13	Subventions d'investissement	183 170,50	3 000,00	180 170,50	0,00	18 689,10
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	50 809,50	0,00	50 809,50	0,00	12 689,10
1322	Subv. non transf. Régions	60 000,00	0,00	60 000,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	24 125,00	3 000,00	21 125,00	0,00	6 000,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	48 236,00	0,00	48 236,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	-48 708,00	D - B	-106 424,90

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réallsation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 27 (1)
LIBELLE : Abris de troupeau

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		52 800,00	A 0,00	52 800,00	0,00	B 68 952,10
20	Immobilisations incorporelles	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	5 244,00
2031	Frais d'études	6 000,00	0,00	6 000,00	0,00	5 244,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	46 800,00	0,00	46 800,00	0,00	63 708,10
2188	Autres immobilisations corporelles	46 800,00	0,00	46 800,00	0,00	63 708,10
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		71 000,00	C 27 000,00	44 000,00	0,00	D 54 708,32
13	Subventions d'investissement	71 000,00	27 000,00	44 000,00	0,00	54 708,32
1322	Subv. non transf. Régions	57 000,00	27 000,00	30 000,00	0,00	27 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	14 000,00	0,00	14 000,00	0,00	27 708,32
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 27 000,00	D - B -14 243,78

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 28 (1)
LIBELLE : PN Parcours Gravel

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		0,00	A 0,00	0,00	0,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		3 480,00	C 3 480,00	0,00	0,00	D 3 480,00
13	Subventions d'investissement	3 480,00	3 480,00	0,00	0,00	3 480,00
1322	Subv. non transf. Régions	3 480,00	3 480,00	0,00	0,00	3 480,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	3 480,00	D - B	3 480,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 29 (1)
LIBELLE : Mares et Lavognes

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		17 416,80	A 0,00	17 416,80	0,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	17 416,80	0,00	17 416,80	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	17 416,80	0,00	17 416,80	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30 (1)
LIBELLE : Filière Pierre

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**17 400,00**	A **0,00**	**17 400,00**	**0,00**	B **0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**7 200,00**	**0,00**	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**
2032	Frais de recherche et de développement	7 200,00	0,00	7 200,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**10 200,00**	**0,00**	**10 200,00**	**0,00**	**0,00**
21748	Sol autrui - Autres construct° (mise à d	10 200,00	0,00	10 200,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**16 000,00**	C **0,00**	**16 000,00**	**0,00**	D **0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**16 000,00**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (5)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C - A	0,00	D - B	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 31 (1)
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités

Pour vote (2)

Art. (3)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		110 400,00	A 0,00	109 200,00	1 200,00	B 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	110 400,00	0,00	109 200,00	1 200,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	18 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	91 200,00	0,00	91 200,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES		73 600,00	C 72 188,40	27 600,00	-26 188,40	D 72 188,40
13	Subventions d'investissement	73 600,00	72 188,40	27 600,00	-26 188,40	72 188,40
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	46 000,00	72 188,40	0,00	-26 188,40	72 188,40
1322	Subv. non transf. Régions	27 600,00	0,00	27 600,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (5)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 72 188,40	D - B 72 188,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Indiquer si l'opération est présentée pour vote ou pour information.

(3) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(4) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	0	133 632	0	0	5 700	0	0	0	0	120 854	146 738	406 924
dont Equipements municipaux (2)		103 889	0	0	5 700	0	0	0	0	61 186	144 955	315 730
dont Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
dont Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	**0**	**133 632**	**0**	**0**	**5 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**120 854**	**146 738**	**406 924**
Total recettes	**0**	**819 718**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**164 799**	**101 875**	**1 086 392**
Solde d'investissement	**0**	**686 085**	**0**	**0**	**-5 700**	**0**	**0**	**0**	**0**	**43 945**	**-44 863**	**679 467**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**30 026**	**0**	**0**	**59 480**	**0**	**0**	**0**	**0**	**459 757**	**164 765**	**714 028**
Total RAR recettes	**0**	**5 700**	**0**	**0**	**78 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**399 246**	**223 450**	**706 396**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-24 326**	**0**	**0**	**18 520**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-60 511**	**58 684**	**-7 633**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**0**	**1 332 409**	**0**	**0**	**28 693**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 128 052**	**541 999**	**3 031 152**
Total recettes	**0**	**2 805 422**	**0**	**0**	**44 622**	**0**	**0**	**0**	**0**	**686 975**	**497 493**	**4 034 511**
Solde de fonctionnement	**0**	**1 473 013**	**0**	**0**	**15 929**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-441 077**	**-44 506**	**1 003 359**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

IV – ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Nat. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**0**	**163 658**	**0**	**0**	**65 180**	**0**	**0**	**0**	**0**	**580 611**	**311 504**	**1 120 953**
Dépenses réelles		0	163 658	0	0	65 180	0	0	0	0	580 611	311 504	1 120 953
0	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	29 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 743
1641	Emprunts en euros	0	29 743	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 743
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000
261	Titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 200	6 446	8 646
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 200	6 446	8 646
Opérations d'équipement		0	133 915	0	0	65 180	0	0	0	0	490 743	305 057	994 895
11	Matériel et outillage	0	88 444	0	0	0	0	0	0	0	126 506	0	214 950
16	Informatique et bureautique	0	27 139	0	0	0	0	0	0	0	2 390	0	29 528
19	Aménagement des locaux	0	2 915	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 915
20	Acquisition et rénovation siège social	0	15 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 417
21	Outils numériques	0	0	0	0	65 180	0	0	0	0	0	93 247	158 428
23	Autopartage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	136 134	0	136 134
24	Forêts et filière bois	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 896	0	10 896
25	Covoiturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 000	0	18 000
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	211 810	211 810
27	Abris de troupeau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 800	0	52 800
29	Mares et Lavognes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 417	0	17 417

Reçu le 14/03/2023
Acusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
23	Filière Pierre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 400	0	17 400
23	Avenir Montagne Mobilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 200	0	109 200
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	86 668	0	86 668
4281396	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 668	0	17 668
4281425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 000	0	69 000
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES

Total recettes d'investissement		**0**	**825 418**	**0**	**0**	**78 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**564 045**	**325 325**	**1 792 787**
Recettes réelles		0	44 313	0	0	78 000	0	0	0	0	564 045	325 325	1 011 683
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	24 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 872
10222	FCTVA	0	24 872	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 872
13	Subventions d'investissement	0	13 742	0	0	78 000	0	0	0	0	467 977	307 431	867 150
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	72 188	50 810	122 998
1322	Subv. non transf. Régions	0	13 742	0	0	40 000	0	0	0	0	247 592	130 761	432 095
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 125	24 125
13248	Subv. non transf. Autres communes	0	0	0	0	19 000	0	0	0	0	19 044	42 477	80 521
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	0	19 000	0	0	0	0	14 104	11 022	44 126
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 870	48 236	99 106
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	64 179	0	64 179
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 400	17 893	27 293

Accusé de réception en préfecture
012-251201849-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 400	17 893	27 293
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	86 668	0	86 668
4582396	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 668	0	17 668
4582425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 000	0	69 000
Recettes d'ordre		*0*	*259 167*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*259 167*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*259 167*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*259 167*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0*	*300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300*
2031	*Frais d'études*	*0*	*1 049*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 049*
2051	*Concessions et droits similaires*	*0*	*87 121*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*87 121*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0*	*2 522*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 522*
28182	*Matériel de transport*	*0*	*44 137*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*44 137*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0*	*15 366*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 366*
28184	*Mobilier*	*0*	*4 007*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 007*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0*	*104 666*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*104 666*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	521 937	0	0	0	0	0	0	0	0	0	521 937

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**1 332 409**	**0**	**0**	**28 693**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 128 052**	**541 999**	**3 031 152**
Dépenses réelles		0	1 073 242	0	0	28 693	0	0	0	0	1 128 052	541 999	2 771 986
011	Charges à caractère général	0	299 954	0	0	25 144	0	0	0	0	321 462	78 750	725 309
60611	Eau et assainissement	0	370	0	0	0	0	0	0	0	88	0	458
60612	Energie - Electricité	0	3 688	0	0	0	0	0	0	0	875	0	4 563
60621	Combustibles	0	2 932	0	0	0	0	0	0	0	696	0	3 628
60622	Carburants	0	21 779	0	0	0	0	0	0	0	6 196	0	27 974
60623	Alimentation	0	900	0	0	0	0	0	0	0	578	0	1 478
60632	Fournitures de petit équipement	0	13 480	0	0	0	0	0	0	0	11 578	1 644	26 703
60636	Vêtements de travail	0	2 986	0	0	0	0	0	0	0	551	0	3 537
6064	Fournitures administratives	0	3 074	0	0	0	0	0	0	0	498	0	3 572
6068	Autres matières et fournitures	0	1 709	0	0	0	0	0	0	0	4 821	0	6 531
611	Contrats de prestations de services	0	7 308	0	0	12 000	0	0	0	0	7 405	9 332	36 045
6122	Crédit-bail mobilier	0	6 649	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 649
6132	Locations immobilières	0	1 786	0	0	0	0	0	0	0	31	0	1 816
6135	Locations mobilières	0	8 350	0	0	0	0	0	0	0	4 321	0	12 672

Reçu le 14/03/2023
Acquisé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	1 620	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 620
6251	Entretien matériel roulant	0	11 351	0	0	0	0	0	0	0	567	0	11 918
6156	Maintenance	0	26 652	0	0	0	0	0	0	0	9 762	480	36 894
6161	Multirisques	0	15 875	0	0	0	0	0	0	0	4 956	0	20 831
6226	Etudes et recherches	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 638	0	68 638
6182	Documentation générale et technique	0	1 422	0	0	0	0	0	0	0	624	0	2 046
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	504	0	0	0	0	0	0	0	575	0	1 079
6226	Honoraires	0	3 036	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 036
6228	Divers	0	23 120	0	0	7 444	0	0	0	0	136 270	28 340	195 174
6231	Annonces et insertions	0	85	0	0	0	0	0	0	0	13 727	469	14 281
6232	Fêtes et cérémonies	0	160	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160
6237	Publications	0	8 037	0	0	5 700	0	0	0	0	10 101	37 566	61 404
6248	Divers	0	110	0	0	0	0	0	0	0	132	0	242
6251	Voyages et déplacements	0	2 227	0	0	0	0	0	0	0	1 095	0	3 322
6256	Missions	0	4 467	0	0	0	0	0	0	0	185	0	4 652
6257	Réceptions	0	4 332	0	0	0	0	0	0	0	5 521	241	10 094
6261	Frais d'affranchissement	0	4 211	0	0	0	0	0	0	0	6 816	15	11 042
6262	Frais de télécommunications	0	23 430	0	0	0	0	0	0	0	10 431	663	34 524
6281	Concours divers (cotisations)	0	14 364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 364
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	21 218	0	0	0	0	0	0	0	4 105	0	25 323
6288	Autres services extérieurs	0	57 857	0	0	0	0	0	0	0	10 248	0	68 105
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	563	0	0	0	0	0	0	0	0	0	563
6358	Autres droits	0	300	0	0	0	0	0	0	0	71	0	371
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	681 298	0	0	3 549	0	0	0	0	721 438	427 197	1 833 483
6218	Autre personnel extérieur	0	0	0	0	3 549	0	0	0	0	52 463	0	56 012
6331	Versement mobilité	0	2 130	0	0	0	0	0	0	0	2 360	1 338	5 829
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	365	0	0	0	0	0	0	0	428	243	1 036
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	6 497	0	0	0	0	0	0	0	7 870	4 501	18 868
64111	Rémunération principale titulaires	0	312 998	0	0	0	0	0	0	0	281 019	255 622	849 639
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	6 362	0	0	0	0	0	0	0	4 121	10 100	20 583
64118	Autres indemnités titulaires	0	7 942	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 942
64131	Rémunérations non tit.	0	104 522	0	0	0	0	0	0	0	181 303	43 340	329 165
64138	Autres indemnités non tit.	0	162	0	0	0	0	0	0	0	7	0	169
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	80 501	0	0	0	0	0	0	0	95 196	42 308	218 005
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	84 939	0	0	0	0	0	0	0	84 694	67 852	237 485
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	4 249	0	0	0	0	0	0	0	7 502	1 893	13 643
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	1 945	0	0	0	0	0	0	0	306	0	2 251
6478	Autres charges sociales diverses	0	68 687	0	0	0	0	0	0	0	4 169	0	72 856
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
65	Autres charges de gestion courante	0	74 616	0	0	0	0	0	0	0	85 151	36 052	195 819
6558	Autres	0	69	0	0	0	0	0	0	0	7 789	350	8 208
6531	Indemnités	0	51 743	0	0	0	0	0	0	0	4 295	0	56 038
6532	Frais de mission	0	1 533	0	0	0	0	0	0	0	51	0	1 583
6533	Cotisations de retraite	0	4 956	0	0	0	0	0	0	0	301	0	5 257
6534	Autres contributions obligatoires	0	15 138	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 138
65348	Subv. fonct. Autres communes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 551	0	52 551
65548	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 017	2 605	5 622
65822	Aides	0	1 176	0	0	0	0	0	0	0	17 147	33 098	51 421
65888	Autres	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	17 374	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 374
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0	17 374	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 374
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*259 167*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*259 167*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*259 167*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*259 167*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0*	*300*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*300*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*0*	*258 867*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*258 867*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**2 805 422**	**0**	**0**	**44 622**	**0**	**0**	**0**	**0**	**686 975**	**497 493**	**4 034 511**
Recettes réelles		0	1 693 833	0	0	44 622	0	0	0	0	686 975	497 493	2 922 923
013	**Atténuations de charges**	**0**	**18 702**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**450**	**200**	**19 352**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	17 652	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 652
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	1 050	0	0	0	0	0	0	0	450	200	1 700
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**442 210**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**49 335**	**0**	**491 545**
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 110	0	2 110

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7068	Autres marchandises	0	2 437	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 437
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	103 364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	103 364
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	54 327	0	0	0	0	0	0	0	31 611	0	85 938
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	205 288	0	0	0	0	0	0	0	15 613	0	220 901
7072	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	76 290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	76 290
7078	Remb. frais par d'autres redevables	0	505	0	0	0	0	0	0	0	0	0	505
73	**Impôts et taxes**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
74	**Dotations et participations**	**0**	**1 179 636**	**0**	**0**	**44 622**	**0**	**0**	**0**	**0**	**637 190**	**497 293**	**2 358 740**
74718	Autres participations Etat	0	147 967	0	0	0	0	0	0	0	68 953	175 789	392 709
7472	Participat° Régions	0	435 523	0	0	26 483	0	0	0	0	251 758	26 700	740 464
7473	Participat° Départements	0	347 455	0	0	0	0	0	0	0	0	0	347 455
74741	Participat° Communes du GFP	0	164 659	0	0	0	0	0	0	0	0	0	164 659
74748	Participat° Autres communes	0	449	0	0	0	0	0	0	0	14 343	0	14 792
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0	31 537	0	0	18 139	0	0	0	0	-6 202	268 704	312 178
7478	Participat° Autres organismes	0	49 001	0	0	0	0	0	0	0	213 449	21 000	283 450
7488	Autres attributions et participations	0	3 045	0	0	0	0	0	0	0	94 889	5 100	103 033
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**47 828**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**47 828**
752	Revenus des immeubles	0	47 827	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47 827
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**5 457**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 457**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	300
7788	Produits exceptionnels divers	0	5 157	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 157
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	1 111 589	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 111 589

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	1 332 408,91	0,00	0,00	0,00	1 332 408,91
	Réalisations	0,00	1 332 408,91	0,00	0,00	0,00	1 332 408,91
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	299 953,54	0,00	0,00	0,00	299 953,54
60611	Eau et assainissement	0,00	370,14	0,00	0,00	0,00	370,14
60612	Energie - Electricité	0,00	3 688,15	0,00	0,00	0,00	3 688,15
60621	Combustibles	0,00	2 932,18	0,00	0,00	0,00	2 932,18
60622	Carburants	0,00	21 778,59	0,00	0,00	0,00	21 778,59
60623	Alimentation	0,00	900,08	0,00	0,00	0,00	900,08
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	13 480,45	0,00	0,00	0,00	13 480,45
60636	Vêtements de travail	0,00	2 986,10	0,00	0,00	0,00	2 986,10
6064	Fournitures administratives	0,00	3 074,35	0,00	0,00	0,00	3 074,35
6068	Autres matières et fournitures	0,00	1 709,43	0,00	0,00	0,00	1 709,43
611	Contrats de prestations de services	0,00	7 308,00	0,00	0,00	0,00	7 308,00
6122	Crédit-bail mobilier	0,00	6 648,93	0,00	0,00	0,00	6 648,93
6132	Locations immobilières	0,00	1 785,60	0,00	0,00	0,00	1 785,60
6135	Locations mobilières	0,00	8 350,36	0,00	0,00	0,00	8 350,36
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	1 620,00	0,00	0,00	0,00	1 620,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	11 351,46	0,00	0,00	0,00	11 351,46
6156	Maintenance	0,00	26 652,05	0,00	0,00	0,00	26 652,05
6161	Multirisques	0,00	15 875,34	0,00	0,00	0,00	15 875,34
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 422,00	0,00	0,00	0,00	1 422,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	504,00	0,00	0,00	0,00	504,00
6226	Honoraires	0,00	3 036,00	0,00	0,00	0,00	3 036,00
6228	Divers	0,00	23 120,07	0,00	0,00	0,00	23 120,07
6231	Annonces et insertions	0,00	84,55	0,00	0,00	0,00	84,55
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	160,00	0,00	0,00	0,00	160,00
6237	Publications	0,00	8 036,60	0,00	0,00	0,00	8 036,60
6248	Divers	0,00	110,00	0,00	0,00	0,00	110,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	2 227,49	0,00	0,00	0,00	2 227,49
6256	Missions	0,00	4 467,12	0,00	0,00	0,00	4 467,12
6257	Réceptions	0,00	4 332,29	0,00	0,00	0,00	4 332,29
6261	Frais d'affranchissement	0,00	4 211,40	0,00	0,00	0,00	4 211,40
6262	Frais de télécommunications	0,00	23 429,67	0,00	0,00	0,00	23 429,67
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	14 364,00	0,00	0,00	0,00	14 364,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	21 217,69	0,00	0,00	0,00	21 217,69
6288	Autres services extérieurs	0,00	57 856,56	0,00	0,00	0,00	57 856,56
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	563,03	0,00	0,00	0,00	563,03

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6358	Autres droits	0,00	299,86	0,00	0,00	0,00	299,86
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**681 298,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**681 298,39**
6331	Versement mobilité	0,00	2 130,14	0,00	0,00	0,00	2 130,14
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	364,65	0,00	0,00	0,00	364,65
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	6 497,38	0,00	0,00	0,00	6 497,38
6411	Rémunération principale titulaires	0,00	312 997,88	0,00	0,00	0,00	312 997,88
6412	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	6 361,74	0,00	0,00	0,00	6 361,74
6418	Autres indemnités titulaires	0,00	7 942,44	0,00	0,00	0,00	7 942,44
6431	Rémunérations non tit.	0,00	104 522,05	0,00	0,00	0,00	104 522,05
6438	Autres indemnités non tit.	0,00	162,00	0,00	0,00	0,00	162,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	80 500,81	0,00	0,00	0,00	80 500,81
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	84 938,69	0,00	0,00	0,00	84 938,69
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	4 248,72	0,00	0,00	0,00	4 248,72
6455	Médecine du travail, pharmacie	0,00	1 944,80	0,00	0,00	0,00	1 944,80
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	68 687,09	0,00	0,00	0,00	68 687,09
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**259 166,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 166,80**
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	258 866,80	0,00	0,00	0,00	258 866,80
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**74 615,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 615,85**
6518	Autres	0,00	68,87	0,00	0,00	0,00	68,87
6531	Indemnités	0,00	51 742,87	0,00	0,00	0,00	51 742,87
6532	Frais de mission	0,00	1 532,54	0,00	0,00	0,00	1 532,54
6533	Cotisations de retraite	0,00	4 955,68	0,00	0,00	0,00	4 955,68
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	15 138,00	0,00	0,00	0,00	15 138,00
658822	Aides	0,00	1 175,71	0,00	0,00	0,00	1 175,71
65888	Autres	0,00	2,18	0,00	0,00	0,00	2,18
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**17 374,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 374,33**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	17 374,33	0,00	0,00	0,00	17 374,33
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**2 805 421,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 805 421,91**
	Réalisations	**0,00**	**2 805 421,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 805 421,91**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**1 111 588,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 111 588,62**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**18 701,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 701,82**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	17 651,82	0,00	0,00	0,00	17 651,82
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	1 050,00	0,00	0,00	0,00	1 050,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**442 210,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**442 210,31**
7078	Autres marchandises	0,00	2 437,30	0,00	0,00	0,00	2 437,30
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	103 363,66	0,00	0,00	0,00	103 363,66

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	54 327,00	0,00	0,00	0,00	54 327,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	205 287,50	0,00	0,00	0,00	205 287,50
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	76 290,35	0,00	0,00	0,00	76 290,35
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	504,50	0,00	0,00	0,00	504,50
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**1 179 635,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 179 635,57**
7418	Autres participations Etat	0,00	147 966,54	0,00	0,00	0,00	147 966,54
7421	Participat° Régions	0,00	435 523,00	0,00	0,00	0,00	435 523,00
7423	Participat° Départements	0,00	347 455,00	0,00	0,00	0,00	347 455,00
7441	Participat° Communes du GFP	0,00	164 659,30	0,00	0,00	0,00	164 659,30
7448	Participat° Autres communes	0,00	448,75	0,00	0,00	0,00	448,75
7473	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	31 537,00	0,00	0,00	0,00	31 537,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	49 001,25	0,00	0,00	0,00	49 001,25
7488	Autres attributions et participations	0,00	3 044,73	0,00	0,00	0,00	3 044,73
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**47 828,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**47 828,27**
752	Revenus des immeubles	0,00	47 827,20	0,00	0,00	0,00	47 827,20
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	1,07	0,00	0,00	0,00	1,07
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**5 457,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 457,32**
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	5 157,32	0,00	0,00	0,00	5 157,32
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**1 473 013,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 473 013,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	**1 332 408,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**1 332 408,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**299 953,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	370,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	3 688,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 932,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	21 778,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	900,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	13 480,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	2 986,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 074,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 709,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Contrats de prestations de services	7 308,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6122	Crédit-bail mobilier	6 648,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 785,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	8 350,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	11 351,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Maintenance	26 652,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61681	Multirisques	15 875,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	1 422,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	504,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	3 036,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	23 120,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	84,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	8 036,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	110,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	2 227,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 467,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 332,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	4 211,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	23 429,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	14 364,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	21 217,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	57 856,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	563,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	299,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**681 298,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement mobilité	2 130,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	364,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 497,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	312 997,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 361,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	7 942,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	104 522,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	162,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	80 500,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6338	Cotisations aux caisses de retraites	84 938,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6434	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 248,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6450	Médecine du travail, pharmacie	1 944,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Autres charges sociales diverses	68 687,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**259 166,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6742	Différences sur réalisations (positives)	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	258 866,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**74 615,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	68,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	51 742,87	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	1 532,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	4 955,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 138,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658822	Aides	1 175,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	2,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**17 374,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	17 374,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**2 805 421,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**2 805 421,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**1 111 588,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**18 701,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	17 651,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	1 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
002	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**442 210,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7088	Autres marchandises	2 437,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	103 363,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	54 327,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	205 287,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	76 290,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	504,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**1 179 635,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	147 966,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	435 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	347 455,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	164 659,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	448,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	31 537,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	49 001,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	3 044,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**47 828,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	47 827,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**5 457,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
775	Produits des cessions d'immobilisations	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	5 157,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**1 473 013,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le

plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
6536	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent dans la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_20-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	28 692,66	0,00	28 692,66
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	28 692,66	0,00	28 692,66
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	25 143,60	0,00	25 143,60
6228	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	12 000,00
6237	Divers	0,00	0,00	0,00	7 443,60	0,00	7 443,60
	Publications	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	5 700,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	3 549,06	0,00	3 549,06
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	3 549,06	0,00	3 549,06
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	44 621,98	0,00	44 621,98
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	44 621,98	0,00	44 621,98
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	44 621,98	0,00	44 621,98
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	26 483,26	0,00	26 483,26
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	18 138,72	0,00	18 138,72
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	15 929,32	0,00	15 929,32

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012251203534-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

					sportifs ou de loisir				
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310-020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en	524 Autres services

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230330-20230330_020-BF
Reçu le 14/03/2023

						handicapés		difficulté	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310-02-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réallsations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R.

5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	605 210,19	522 841,53	0,00	1 128 051,72
	Réalisations	0,00	605 210,19	522 841,53	0,00	1 128 051,72
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	123 667,72	197 794,49	0,00	321 462,21
60611	Eau et assainissement	0,00	14,63	73,17	0,00	87,80
60612	Energie - Electricité	0,00	145,82	729,12	0,00	874,94
60621	Combustibles	0,00	115,93	579,67	0,00	695,60
60622	Carburants	0,00	419,43	5 776,42	0,00	6 195,85
60623	Alimentation	0,00	423,09	155,00	0,00	578,09
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 306,04	10 272,23	0,00	11 578,27
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	550,72	0,00	550,72
6064	Fournitures administratives	0,00	498,07	0,00	0,00	498,07
6068	Autres matières et fournitures	0,00	2 463,19	2 358,11	0,00	4 821,30
611	Contrats de prestations de services	0,00	6 347,20	1 057,92	0,00	7 405,12
6132	Locations immobilières	0,00	30,50	0,00	0,00	30,50
6135	Locations mobilières	0,00	37,95	4 283,34	0,00	4 321,29
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	566,52	0,00	566,52
6156	Maintenance	0,00	2 004,83	7 757,05	0,00	9 761,88
6161	Multirisques	0,00	197,77	4 758,22	0,00	4 955,99
617	Etudes et recherches	0,00	17 384,22	51 253,98	0,00	68 638,20
6182	Documentation générale et technique	0,00	585,00	39,00	0,00	624,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	48,00	527,00	0,00	575,00
6228	Divers	0,00	67 391,38	68 879,04	0,00	136 270,42
6231	Annonces et insertions	0,00	13 710,34	16,71	0,00	13 727,05
6237	Publications	0,00	-455,98	10 556,82	0,00	10 100,84
6248	Divers	0,00	0,00	132,00	0,00	132,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	817,00	277,60	0,00	1 094,60
6256	Missions	0,00	21,50	163,84	0,00	185,34
6257	Réceptions	0,00	4 576,52	944,79	0,00	5 521,31
6261	Frais d'affranchissement	0,00	589,37	6 226,21	0,00	6 815,58
6262	Frais de télécommunications	0,00	2 602,11	7 828,80	0,00	10 430,91
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	684,23	3 421,17	0,00	4 105,40
6288	Autres services extérieurs	0,00	1 697,72	8 550,76	0,00	10 248,48
6358	Autres droits	0,00	11,86	59,28	0,00	71,14
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	464 528,39	256 909,71	0,00	721 438,10
6218	Autre personnel extérieur	0,00	48 058,78	4 404,41	0,00	52 463,19
6331	Versement mobilité	0,00	1 575,61	784,77	0,00	2 360,38
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	286,02	142,27	0,00	428,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	5 276,18	2 593,43	0,00	7 869,61

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-020-BF

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	114 868,45	166 150,27	0,00	281 018,72
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	1 054,92	3 066,12	0,00	4 121,04
64131	Rémunérations non tit.	0,00	167 913,09	13 390,34	0,00	181 303,43
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	6,72	0,00	6,72
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	70 721,21	24 474,35	0,00	95 195,56
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	43 606,61	41 087,75	0,00	84 694,36
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	6 947,89	554,28	0,00	7 502,17
6456	Médecine du travail, pharmacie	0,00	51,00	255,00	0,00	306,00
6458	Autres charges sociales diverses	0,00	4 168,63	0,00	0,00	4 168,63
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**17 014,08**	**68 137,33**	**0,00**	**85 151,41**
6568	Autres	0,00	7 775,37	13,61	0,00	7 788,98
6531	Indemnités	0,00	1 790,82	2 504,10	0,00	4 294,92
6532	Frais de mission	0,00	50,59	0,00	0,00	50,59
6533	Cotisations de retraite	0,00	167,96	133,32	0,00	301,28
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	4 212,00	48 339,16	0,00	52 551,16
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	3 017,34	0,00	0,00	3 017,34
658822	Aides	0,00	0,00	17 147,14	0,00	17 147,14
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**430 451,58**	**256 523,33**	**0,00**	**686 974,91**
	Réalisations	**0,00**	**430 451,58**	**256 523,33**	**0,00**	**686 974,91**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**300,00**	**150,00**	**0,00**	**450,00**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	300,00	150,00	0,00	450,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**17 510,00**	**31 824,69**	**0,00**	**49 334,69**
70688	Autres prestations de services	0,00	2 110,00	0,00	0,00	2 110,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	13 300,00	18 311,24	0,00	31 611,24
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	2 100,00	13 513,45	0,00	15 613,45
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**412 641,58**	**224 548,64**	**0,00**	**637 190,22**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	68 953,38	0,00	68 953,38
7472	Participat° Régions	0,00	214 039,37	37 718,73	0,00	251 758,10
74748	Participat° Autres communes	0,00	8 481,32	5 861,46	0,00	14 342,78
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	-20 928,88	14 727,21	0,00	-6 201,67
7478	Participat° Autres organismes	0,00	145 010,11	68 438,86	0,00	213 448,97
7488	Autres attributions et participations	0,00	66 039,66	28 849,00	0,00	94 888,66
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	-174 758,61	-266 318,20	0,00	-441 076,81

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
011	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
62	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6411	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6412	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6431	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6438	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658822	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251203493-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Produits des services, du domaine, vente	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES	**605 210,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**522 841,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**605 210,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**522 841,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**123 667,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**197 794,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	14,63	0,00	0,00	0,00	0,00	73,17	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	145,82	0,00	0,00	0,00	0,00	729,12	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	115,93	0,00	0,00	0,00	0,00	579,67	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
60622	Carburants	419,43	0,00	0,00	0,00	0,00	5 776,42	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	423,09	0,00	0,00	0,00	0,00	155,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 306,04	0,00	0,00	0,00	0,00	10 272,23	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550,72	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	498,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	2 463,19	0,00	0,00	0,00	0,00	2 358,11	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	6 347,20	0,00	0,00	0,00	0,00	1 057,92	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	30,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	37,95	0,00	0,00	0,00	0,00	4 283,34	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566,52	0,00	0,00	0,00
61558	Maintenance	2 004,83	0,00	0,00	0,00	0,00	7 757,05	0,00	0,00	0,00
61681	Multirisques	197,77	0,00	0,00	0,00	0,00	4 758,22	0,00	0,00	0,00
6181	Etudes et recherches	17 384,22	0,00	0,00	0,00	0,00	51 253,98	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	585,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	48,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	67 391,38	0,00	0,00	0,00	0,00	68 879,04	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	13 710,34	0,00	0,00	0,00	0,00	16,71	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	-455,98	0,00	0,00	0,00	0,00	10 556,82	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	132,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	817,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277,60	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	21,50	0,00	0,00	0,00	0,00	163,84	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	4 576,52	0,00	0,00	0,00	0,00	944,79	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	589,37	0,00	0,00	0,00	0,00	6 226,21	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 602,11	0,00	0,00	0,00	0,00	7 828,80	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	684,23	0,00	0,00	0,00	0,00	3 421,17	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 697,72	0,00	0,00	0,00	0,00	8 550,76	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	11,86	0,00	0,00	0,00	0,00	59,28	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**464 528,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 909,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	48 058,78	0,00	0,00	0,00	0,00	4 404,41	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	1 575,61	0,00	0,00	0,00	0,00	784,77	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	286,02	0,00	0,00	0,00	0,00	142,27	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 276,18	0,00	0,00	0,00	0,00	2 593,43	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	114 868,45	0,00	0,00	0,00	0,00	166 150,27	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 054,92	0,00	0,00	0,00	0,00	3 066,12	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	167 913,09	0,00	0,00	0,00	0,00	13 390,34	0,00	0,00	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,72	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	70 721,21	0,00	0,00	0,00	0,00	24 474,35	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	43 606,61	0,00	0,00	0,00	0,00	41 087,75	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	6 947,89	0,00	0,00	0,00	0,00	554,28	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	51,00	0,00	0,00	0,00	0,00	255,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 168,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012271201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 014,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 137,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6554	Autres	7 775,37	0,00	0,00	0,00	0,00	13,61	0,00	0,00	0,00
6533	Indemnités	1 790,82	0,00	0,00	0,00	0,00	2 504,10	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	50,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Cotisations de retraite	167,96	0,00	0,00	0,00	0,00	133,32	0,00	0,00	0,00
65548	Subv. fonct. Autres communes	4 212,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 339,16	0,00	0,00	0,00
65548	Subv. fonct. Autres organismes publics	3 017,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65822	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 147,14	0,00	0,00	0,00
652	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**430 451,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 523,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**430 451,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**256 523,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**17 510,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 824,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	**2 110,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	**13 300,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 311,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	**2 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 513,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**412 641,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 548,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 953,38	0,00	0,00	0,00
7472	Participat° Régions	214 039,37	0,00	0,00	0,00	0,00	37 718,73	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	8 481,32	0,00	0,00	0,00	0,00	5 861,46	0,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	-20 928,88	0,00	0,00	0,00	0,00	14 727,21	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	145 010,11	0,00	0,00	0,00	0,00	68 438,86	0,00	0,00	0,00
7488	Autres attributions et participations	66 039,66	0,00	0,00	0,00	0,00	28 849,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	SOLDE (3)	-174 758,61	0,00	0,00	0,00	0,00	-266 318,20	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent dans la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES	117 728,63	0,00	0,00	0,00	0,00	84 990,89	339 279,52	0,00	541 999,04
Réalisations	117 728,63	0,00	0,00	0,00	0,00	84 990,89	339 279,52	0,00	541 999,04
002 Résultat de fonctionnement reporté	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011 Charges à caractère général	**50 149,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 600,17**	**0,00**	**0,00**	**78 749,64**
60632 Fournitures de petit équipement	83,88	0,00	0,00	0,00	0,00	1 560,00	0,00	0,00	1 643,88
611 Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 331,60	0,00	0,00	9 331,60
6156 Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480,00	0,00	0,00	480,00
6228 Divers	26 060,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 280,00	0,00	0,00	28 340,00
6231 Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	469,13	0,00	0,00	469,13
6237 Publications	23 086,80	0,00	0,00	0,00	0,00	14 479,44	0,00	0,00	37 566,24
6257 Réceptions	240,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240,69
6261 Frais d'affranchissement	14,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,80
6262 Frais de télécommunications	663,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	663,30
012 Charges de personnel, frais assimilés	**33 001,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 915,72**	**339 279,52**	**0,00**	**427 197,18**
6331 Versement mobilité	130,14	0,00	0,00	0,00	0,00	161,40	1 046,59	0,00	1 338,13
6332 Cotisations versées au F.N.A.L.	23,67	0,00	0,00	0,00	0,00	29,34	190,18	0,00	243,19
6336 Cotisations CNFPT et CDGFPT	437,77	0,00	0,00	0,00	0,00	542,94	3 520,11	0,00	4 500,82
64111 Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 237,18	216 384,88	0,00	255 622,06
64112 NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,60	9 091,57	0,00	10 100,17
64131 Rémunérations non tit.	23 210,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 129,04	0,00	43 339,57
6451 Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	7 285,49	0,00	0,00	0,00	0,00	4 528,98	30 493,81	0,00	42 308,28
6453 Cotisations aux caisses de retraites	956,05	0,00	0,00	0,00	0,00	9 407,28	57 489,11	0,00	67 852,44
6454 Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	958,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	934,23	0,00	1 892,52
014 Atténuations de produits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251203493-20230310-2023030310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**34 577,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 475,00**	**0,00**	**0,00**	**36 052,22**
6558	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350,00	0,00	0,00	350,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	1 479,52	0,00	0,00	0,00	0,00	1 125,00	0,00	0,00	2 604,52
65822	Aides	33 097,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 097,70
6555	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	268 900,13	0,00	0,00	0,00	0,00	228 492,50	100,00	0,00	497 492,63
	Réalisations	268 900,13	0,00	0,00	0,00	0,00	228 492,50	100,00	0,00	497 492,63
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	200,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	0,00	200,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	268 800,13	0,00	0,00	0,00	0,00	228 492,50	0,00	0,00	497 292,63
74718	Autres participations Etat	175 788,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	175 788,79
7472	Participat° Régions	4 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	26 700,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	88 311,34	0,00	0,00	0,00	0,00	180 392,50	0,00	0,00	268 703,84
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	21 000,00
7488	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00	0,00	0,00	5 100,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		151 171,50	0,00	0,00	0,00	0,00	143 501,61	-339 179,52	0,00	-44 506,41

La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023030310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	163 657,84	0,00	0,00	0,00	163 657,84
	Réalisations	0,00	133 632,09	0,00	0,00	0,00	133 632,09
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	29 742,83	0,00	0,00	0,00	29 742,83
1641	Emprunts en euros	0,00	29 742,83	0,00	0,00	0,00	29 742,83
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	103 889,26	0,00	0,00	0,00	103 889,26
11	Matériel et outillage	0,00	83 344,33	0,00	0,00	0,00	83 344,33
16	Informatique et bureautique	0,00	15 112,95	0,00	0,00	0,00	15 112,95
19	Aménagement des locaux	0,00	515,40	0,00	0,00	0,00	515,40
20	Acquisition et rénovation siège social	0,00	4 916,58	0,00	0,00	0,00	4 916,58
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	30 025,75	0,00	0,00	0,00	30 025,75
	RECETTES (2)	0,00	825 417,55	0,00	0,00	0,00	825 417,55
	Réalisations	0,00	819 717,55	0,00	0,00	0,00	819 717,55
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	521 937,40	0,00	0,00	0,00	521 937,40
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	259 166,80	0,00	0,00	0,00	259 166,80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-020-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
9	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00
2801	Frais d'études	0,00	1 048,80	0,00	0,00	0,00	1 048,80
2805	Concessions et droits similaires	0,00	87 120,67	0,00	0,00	0,00	87 120,67
281	Installations générales, aménagt divers	0,00	2 521,84	0,00	0,00	0,00	2 521,84
2812	Matériel de transport	0,00	44 136,90	0,00	0,00	0,00	44 136,90
2813	Matériel de bureau et informatique	0,00	15 365,67	0,00	0,00	0,00	15 365,67
2814	Mobilier	0,00	4 007,41	0,00	0,00	0,00	4 007,41
2818	Autres immo. corporelles	0,00	104 665,51	0,00	0,00	0,00	104 665,51
24	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**24 871,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 871,85**
10222	FCTVA	0,00	24 871,85	0,00	0,00	0,00	24 871,85
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**13 741,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 741,50**
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	13 741,50	0,00	0,00	0,00	13 741,50
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**5 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 700,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**661 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**661 759,71**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**163 657,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**133 632,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-DE
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	29 742,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts en euros	29 742,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		103 889,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Matériel et outillage	83 344,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Informatique et bureautique	15 112,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19	Aménagement des locaux	515,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social	4 916,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		30 025,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		825 417,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		819 717,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	521 937,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	259 166,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
29	Plus ou moins-values sur cession immo.	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2803	Frais d'études	1 048,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2805	Concessions et droits similaires	87 120,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2813	Installations générales, aménagt divers	2 521,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2815	Matériel de transport	44 136,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2818	Matériel de bureau et informatique	15 365,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2824	Mobilier	4 007,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2818	Autres immo. corporelles	104 665,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**24 871,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	24 871,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**13 741,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	13 741,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**5 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**661 759,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031O_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

N°(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
046-254601340-20230310-20230310_020-BF

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réallsations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201134-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2022031-0-1-DE

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	65 180,40	0,00	65 180,40
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	5 700,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	5 700,00
21	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	5 700,00	0,00	5 700,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	59 480,40	0,00	59 480,40
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	78 000,00	0,00	78 000,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201346-20230310-2022031020-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
132	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
136	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régle)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 000,00**	**0,00**	**78 000,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 819,60**	**0,00**	**12 819,60**

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201949-20230310-20230310-040-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031O_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-2023031_020-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031002-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-261201849-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251200134-20230310-2023031002D-HF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
44	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_20-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310-020BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031002D-DF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**416 635,44**	**163 975,37**	**0,00**	**580 610,81**
Réalisations		**0,00**	**28 525,28**	**92 328,67**	**0,00**	**120 853,95**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**28 525,28**	**32 660,66**	**0,00**	**61 185,94**
11	Matériel et outillage	0,00	21 149,77	31 088,66	0,00	52 238,43
16	Informatique et bureautique	0,00	2 389,70	0,00	0,00	2 389,70
23	Autopartage	0,00	4 985,81	0,00	0,00	4 985,81
24	Forêts et filière bois	0,00	0,00	1 572,00	0,00	1 572,00
25	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**59 668,01**	**0,00**	**59 668,01**
4581396	Réhab ANC	0,00	0,00	17 668,01	0,00	17 668,01

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201341-20230310-20230310_020-BF

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**388 110,16**	**71 646,70**	**0,00**	**459 756,86**
RECETTES (2)		**0,00**	**413 531,78**	**150 513,15**	**0,00**	**564 044,93**
Réalisations		**0,00**	**99 188,40**	**65 610,77**	**0,00**	**164 799,17**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
31	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**99 188,40**	**5 942,76**	**0,00**	**105 131,16**
1313	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	72 188,40	0,00	0,00	72 188,40
1318	Subv. non transf. Régions	0,00	27 000,00	5 942,76	0,00	32 942,76
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**59 668,01**	**0,00**	**59 668,01**
4582396	Réhab ANC	0,00	0,00	17 668,01	0,00	17 668,01
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	42 000,00	0,00	42 000,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**314 343,38**	**84 902,38**	**0,00**	**399 245,76**
SOLDE (2)		**0,00**	**-3 103,66**	**-13 462,22**	**0,00**	**-16 565,88**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_020-BF

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
04	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
11	Matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Informatique et bureautique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts et filière bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230314-2023031_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...396	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
3	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5582396	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		416 635,44	0,00	0,00	0,00	0,00	163 975,37	0,00	0,00	0,00
Réalisations		28 525,28	0,00	0,00	0,00	0,00	92 328,67	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-20230310_20-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
27	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**28 525,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 660,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Matériel et outillage	21 149,77	0,00	0,00	0,00	0,00	31 088,66	0,00	0,00	0,00
	Informatique et bureautique	2 389,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autopartage	4 985,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Forêts et filière bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 572,00	0,00	0,00	0,00
	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Filière Pierre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Avenir Montagne Mobilités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581396	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 668,01	0,00	0,00	0,00
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**388 110,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 646,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**413 531,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 513,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**99 188,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**65 610,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**99 188,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 942,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	72 188,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 942,76	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Immobilisations reçues en affectation	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**59 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458396	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 668,01	0,00	0,00	0,00
458425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**314 343,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 902,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-3 103,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-13 462,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201149-20230310-20230310_02BIS
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	309 720,69	0,00	0,00	311 503,64
	Réallsations	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	144 955,26	0,00	0,00	146 738,21
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782,95

Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-20230310-020-HF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
4718	Créances sur personnes de droit privé	1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 782,95
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**144 955,26**	**0,00**	**0,00**	**144 955,26**
21	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 247,26	0,00	0,00	93 247,26
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 708,00	0,00	0,00	51 708,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**164 765,43**	**0,00**	**0,00**	**164 765,43**
RECETTES (2)		**1 782,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**323 541,78**	**0,00**	**0,00**	**325 324,73**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 874,85**	**0,00**	**0,00**	**101 874,85**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 760,85**	**0,00**	**0,00**	**95 760,85**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	39 261,45	0,00	0,00	39 261,45
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 477,40	0,00	0,00	42 477,40
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 022,00	0,00	0,00	11 022,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - CA - 2022

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00	**0,00**	**6 114,00**	**0,00**	0,00	**6 114,00**
7	Créances sur personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 114,00	0,00	0,00	6 114,00
	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**1 782,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**221 666,93**	**0,00**	**0,00**	**223 449,88**
	SOLDE (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 821,09**	**0,00**	**0,00**	**13 821,09**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**44 931,68**	I	**29 742,83**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**31 000,00**		**29 742,83**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	31 000,00		29 742,83
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**13 931,68**		**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	13 931,68		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**29 742,83**	**714 028,44**	**0,00**	**743 771,27**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**316 884,39**	**III**	**289 852,65**
Ressources propres externes de l'année (a)		**52 017,59**		**30 985,85**
10222	FCTVA	24 724,21		24 871,85
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2764	Créances sur personnes de droit privé	27 293,38		6 114,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**264 866,80**		**258 866,80**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*		*1 048,80*
28051	*Concessions et droits similaires*	*87 120,67*		*87 120,67*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*		*2 521,84*
28182	*Matériel de transport*	*44 136,90*		*44 136,90*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*15 365,67*		*15 365,67*
28184	*Mobilier*	*4 007,41*		*4 007,41*
28188	*Autres immo. corporelles*	*104 665,51*		*104 665,51*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**289 852,65**	**706 395,64**	**521 937,40**	**0,00**	**1 518 185,69**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**743 771,27**
Ressources propres disponibles	IV	**1 518 185,69**
Solde	V = IV – II (3)	**774 414,42**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer si signe négatif

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310-020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358 — **Intitulé de l'opération : Réh ANC Réhab ANC 2019** — **Date de la délibération : 01/01/2022**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
45 Opérations pour compte de tiers (2)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
RECETTES (b)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**

N° opération : 396 — **Intitulé de l'opération : Réhab ANC** — **Date de la délibération : 01/01/2022**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**135 000,00**	**42 000,00**	**17 668,01**	**0,00**	**24 331,99**	**152 668,01**
45 Opérations pour compte de tiers (2)	135 000,00	42 000,00	17 668,01	0,00	24 331,99	152 668,01
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**135 000,00**	**42 000,00**	**17 668,01**	**0,00**	**24 331,99**	**152 668,01**
RECETTES (b)	**135 000,00**	**42 000,00**	**17 668,01**	**0,00**	**24 331,99**	**152 668,01**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	135 000,00	42 000,00	17 668,01	0,00	24 331,99	152 668,01
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201849-20230310-20230310_020-BF

N° opération : 396	Intitulé de l'opération : Réhab ANC					Date de la délibération : 01/01/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Recettes nettes (b - d)	**135 000,00**	**42 000,00**	**17 668,01**	**0,00**	**24 331,99**	**152 668,01**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC					Date de la délibération : 01/01/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**0,00**	**69 000,00**	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**42 000,00**
45 Opérations pour compte de tiers (2)	0,00	69 000,00	42 000,00	27 000,00	0,00	42 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**69 000,00**	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**42 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**69 000,00**	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**42 000,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	69 000,00	42 000,00	27 000,00	0,00	42 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**69 000,00**	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**42 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
09/12/2021	BALADE NUMERIQUE DE PEYRELEAU - 1ER ACPT	780,00	0,00	0
09/12/2021	BALADE NUMERIQUE DE PEYRELEAU - 1ER ACPT	5 092,47	0,00	0
09/12/2021	BALADE NUMERIQUE DE PEYRELEAU - 1ER ACPT	4 364,98	0,00	0
09/12/2021	BALADE NUMERIQUE DE PEYRELEAU - 1ER ACPT	2 202,89	0,00	0
13/01/2022	BALADE NUMERIQUE DU VIALA DU TARN - 1ER	3 000,00	0,00	0
13/01/2022	BALADE NUMERIQUE DU VIALA DU TARN - 1ER	10 759,32	0,00	0
07/02/2022	PEUGEOT E-208 BLANCHE GD-054-ST	24 984,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	CREATION D'UNE BANQUE D'IMAGES PHOTOS (1	300,00	0,00	0
28/02/2022	ACHAT DE MARQUE POUR ITINERANCE TARN	840,00	0,00	0
28/02/2022	4 DISPOSITIFS COMPLETS DE PIEGES PHOTO	1 416,00	0,00	0
07/04/2022	VALORISATION NUMERIQUE DU TARN VALLEY TR	24 000,00	0,00	0
07/04/2022	COMPLEMENT POUR FIXATION TOTEM AUTOPARTA	168,00	0,00	0
20/04/2022	REFECTION ETANCHEITE TOITURE SUR ESCALE	4 916,58	0,00	0
20/04/2022	LOT D'HORLOGES ASTRONOMIQUES	7 668,00	0,00	0
11/05/2022	LOGICIELS INTERCO WEB + INSTAL + REPRISE	11 007,60	0,00	0
11/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE LD	1 194,85	0,00	0
11/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE SF	1 194,85	0,00	0
11/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE STAG 1	1 194,85	0,00	0
11/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE STAG 2	1 194,85	0,00	0
11/05/2022	ORDINATEUR PORTABLE STAG 3	1 194,85	0,00	0
11/05/2022	BOITIER ACCES AU VEHICULE TRAFFIC 9 PLAC	3 600,00	0,00	0
11/05/2022	MATERIEL DE SIGNALISATION "EXTINCTION NO	946,56	0,00	0
11/05/2022	DISPOSITIF POUR SIGNALISATION LUMINEUSE	5 088,00	0,00	0
24/05/2022	DEBROUSS STIHL FS461CEM N°25	1 010,00	0,00	0
24/05/2022	DEBROUSS STIHL FS461CEM N°33	1 010,00	0,00	0
24/05/2022	DEBROUSS STIHL FS461C N°34	1 079,30	0,00	0
24/05/2022	DEBROUSS STIHL FS461C N°35	1 079,31	0,00	0
24/05/2022	CONCEPTION PANNEAUX INTERP COMBRET	2 640,00	0,00	0
24/05/2022	LOT DE 3 TOTEMS "AUTOPARTAGE" SUR CCLV	1 008,00	0,00	0
15/06/2022	FAUTEUIL HAUT DOSSIER BLANC BUREAU RB	515,40	0,00	0
15/06/2022	CONCEPTION TABLE INTERP ST SERNIN	660,00	0,00	0
07/07/2022	CONCEPTION PANNEAUX INTERP PEYRELEAU	180,00	0,00	0
07/07/2022	CONCEPTION PANNEAUX INTERP ST AFFRIQUE	1 440,00	0,00	0
26/07/2022	DEPLOIEMENT AMENAGT GR "ITINERANCE TARN"	5 400,00	0,00	0
26/07/2022	DEPLOIEMENT AMENAGT GR "ITINERANCE TARN"	12 600,00	0,00	0
26/07/2022	LOT DE BATTERIES ET CHARGEURS POUR TRACA	2 316,00	0,00	0
26/07/2022	PANNEAUX D'INTERPRETATION - CCMRR	11 874,00	0,00	0
26/07/2022	PANNEAUX INFO AUTOPARTAGE A CAMPAGNAC	209,81	0,00	0
26/07/2022	CONCEPTION PUPITRE MARES ET LAVOGNES	156,00	0,00	0
18/08/2022	BANQUE DE DONNEES SUR GR736	5 268,00	0,00	0
18/08/2022	PANNEAUX INTERP BELVEDERE ST SERNIN	8 610,00	0,00	0
18/08/2022	PANNEAUX INTERP COMBRET	22 228,80	0,00	0
30/08/2022	TOYOTA CH-R FJ-319-JH	16 681,24	0,00	0
05/10/2022	FOURNITURES POUR SOURCE DU LIAS	481,68	0,00	0
05/10/2022	FOURNITURES POUR SOURCE DU LIAS	566,88	0,00	0
05/10/2022	MANOMETRE DIFFERENTIEL DIGITRON	449,17	0,00	0
05/10/2022	LOT DE 5 PRELEVEURS PORTABLES SIGMA AS95	15 914,90	0,00	0
05/10/2022	OPTIMISATION PEYRELEAU	1 908,00	0,00	0
24/10/2022	PANNEAUX INTERP PEYRELEAU	17 506,80	0,00	0

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
08/11/2022	TOYOTA COROLLA FK-373-TW	16 424,75	0,00	0
08/11/2022	BATTERIE POUR DEBROUSS ELECTRIQUE 535 IR	1 198,99	0,00	0
08/11/2022	CONCEPTION PANNEAUX INTERP NANT	3 720,00	0,00	0
18/11/2022	LOGICIEL RH BILAN SOCIAL INTERCO WEB	520,80	0,00	0
18/11/2022	LOT DE 2 CAMERAS THERMIQUES FLIR C5	1 653,60	0,00	0
18/11/2022	1 CAMERA THERMIQUE FLIR E6XT	2 482,81	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**278 602,89**	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	6 000,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	300,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		0,00	0,00	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,70**	**1,47**	**10,17**	**6,90**	**3,27**	**10,17**
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,00	0,57	2,57	2,00	0,57	2,57
Attaché	A	2,70	0,00	2,70	0,00	2,70	2,70
Rédacteur	B	1,75	0,00	1,75	1,75	0,00	1,75
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	0,00	0,90	0,90	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	0,25	0,00	0,25	0,25	0,00	0,25
FILIERE TECHNIQUE (c)		**19,70**	**0,00**	**19,70**	**10,48**	**9,22**	**19,70**
Adjoint technique territorial	C	3,17	0,00	3,17	1,00	2,17	3,17
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	0,50	0,00	0,50	0,50	0,00	0,50
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	2,50	0,00	2,50	1,50	1,00	2,50
Ingénieur	A	11,53	0,00	11,53	6,48	5,05	11,53
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,86**	**0,00**	**0,86**	**0,86**	**0,00**	**0,86**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	0,86	0,00	0,86	0,86	0,00	0,86
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**29,26**	**1,47**	**30,73**	**18,24**	**12,49**	**30,73**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV

C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	473	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	499	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	395	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	395	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	395	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 46
Nombre de membres présents : 25
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour . 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 24/02/2023

Présenté par (1) .
A Millau, le 10/03/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A Millau, le 10/03/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire, Vice-Présidente Pouvoir à S Peyretout	
002. 1 REGION OCCITANIE : BASTIDE Bernard , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire	
004. 2 REGION OCCITANIE : SOLIMAN Sandrine , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : MAILLOLS Aurélie , Titulaire	
006. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : GENOLHER Aurélie , Suppléant	
009. 5 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Titulaire	
010. 5 REGION OCCITANIE : BERNOT Christine , Suppléant	
011. 6 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Titulaire	
012. 6 REGION OCCITANIE : ROUQUETTE Géraldine , Suppléant	
013. 1 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : LABORIE Christop , Titulaire, Vice-Président	
014. 1 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : NAUDAN Christian , Suppléant	
015. 2 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : GRAL Emilie , Titulaire	
016. 2 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : SADOUL Jean-Phil , Suppléant	
017. 3 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : VIALA Arnaud , Titulaire Pouvoir F Rodriguez	
018. 3 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ABADIE-ROQUES Va , Suppléant	
019. 4 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Titulaire	
020. 4 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ABINAL Jean-Phil , Suppléant	
021. 5 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire Pouvoir Cyril Tourret	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

022. 5 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
023. 6 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire Pouvoir à Ch. Laborie	
024. 6 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : TIEULIE Christia , Suppléant	
025. 1 CMNE URBAINE MILLAU : PEREZ-LAFONT Thierry , Titulaire Pouvoir à R. Fiol	
026. 1 CMNE URBAINE MILLAU : WOHREL Nicolas , Suppléant	
027. 2 CMNE URBAINE MILLAU : DURAND Michel , Titulaire	
028. 2 CMNE URBAINE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
029. 3 CMNE URBAINE MILLAU : JOUVE Catherine , Titulaire	Jouve
030. 3 CMNE URBAINE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	
031. 4 CMNE URBAINE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
032. 4 CMNE URBAINE MILLAU : ---------- , Suppléant	
033. CMNE URBAINE SAINT-AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	
034. CMNE URBAINE SAINT-AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
035. CMNE URBAINE SEVERAC : GROS Edmond , Titulaire	
036. CMNE URBAINE SEVERAC : FABRE Emilie , Suppléant	
037. CC CAUSSES à l'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire	
038. CC CAUSSES à l'AUBRAC : COSTES Philippe , Suppléant	
039. CC LARZAC et VALLEES : FIOL Richard , Président	
040. CC LARZAC et VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
041. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ESPINASSE Joël , Titulaire	
042. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : MAURY Bernard , Suppléant	
043. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
044. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : SAINT-PIERRE Christop , Suppléant	
045. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : BOUDES Christian , Titulaire	
046. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : HERAN Vincent , Suppléant	
047. 4 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
048. 4 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : MEDEIROS Charlie , Suppléant	
049. 5 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEYRETOUT Séverine , Titulaire, membre BS	
050. 5 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ESON Aurélie , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

051. 6 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Titulaire	
052. 6 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
053. CC MONTS RANCE et ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire, membre BS	
054. CC MONTS RANCE et ROUGIERS : ARNOULD Bernard , Suppléant	
055. CC MUSE et RASPES du TARN : HENRY Mathieu , Titulaire	
056. CC MUSE et RASPES du TARN : DAMERVAL Georget , Suppléant	
057. 1 CC SAR7V : DAVID Sébastien , Titulaire	
058. 1 CC SAR7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
059. 2 CC SAR7V : SIRGUE Bernard , Titulaire, Vice-Président	
060. 2 CC SAR7V : ARTIS Frédéric , Suppléant	
061. 3 CC SAR7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
062. 3 CC SAR7V : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
063. CMNE RUR TERROIR SEVERAGAIS : LADET Jean-Michel , Titulaire	
064. CMNE RUR TERROIR SEVERAGAIS : DODINET Elisabeth , Suppléant	
065. CMNE RUR.TER C.NOIR, G.DOURBIE JONTE: DUMAS Jean-F , Titulaire, Vice-Président Pouvoir J. Artal	
066. CMNE RUR.TER C.NOIR, G.DOURBIE JONTE: CARRAT Chris , Suppléant	
067. 1 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : RODRIGUEZ François , Titulaire	
068. 1 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : GENIEZ Victorien , Suppléant	
069. 2 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : PINAULT Jean-Michel , Titulaire	
070. 2 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : ---------- , Suppléant	
071. 1 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : SIMONIN Mic , Titulaire	
072. 1 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : MEJANE Phil , Suppléant	
073. 2 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : COSTES Jona , Titulaire	
074. 2 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : PRIVAT Gaët , Suppléant	
075. 3 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS :ROUSSET Jean , Titulaire	
076. 3 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : HURAULT Chr , Suppléant	
077. 4 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : BODT Jean-M , Titulaire	
078. 4 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : CROS Anne , Suppléant	
079. 5 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : GIACOBBI Ba , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

080. 5 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : ALBET Eloi , Suppléant	
081. 6 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : LEBLOND Mic , Titulaire	
082. 6 CMNE RURALE TER.ROQUEFORT, ST AFF, ROUGIERS : -- , Suppléant	
083. 1 CMNE RURALE TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : , Titulaire	
084. 1 CMNE RURALE TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : PALMIER , Suppléant Pouvoir à S. Coss	
085. 2 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : ARLES Jacqu , Titulaire, membre BS	
086. 2 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : BEA J-Marc , Suppléant	
087. 3 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : CRASSOUS J- , Titulaire Pouvoir à E GRDS	
088. 3 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : PLET Gilles , Suppléant	
089. 1 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : PAILHAS Bernadet , Titulaire	
090. 1 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : TREMOLET Claudę , Suppléant	
091. 2 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : ALMERAS Loïc , Titulaire	
092. 2 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : CARRIERE Philipp , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

Millau, le 10 mars 2023

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : le Comité syndical.

Ch. LABORIE
Président de séance

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél. 05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_020-BF
Reçu le 14/03/2023

DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES

DELIBERATION N° 2023 - 021 DU COMITE SYNDICAL

Séance du 10 mars 2023

Approbation du compte de gestion par Madame Isabelle BESSARD-LURBE,
Responsable du Service de Gestion Comptable de Saint-Affrique,
du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022

Le Comité syndical, réuni sous la présidence de M. Richard FIOL ;

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2022, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer en l'état des restes à payer ;

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2022 ;

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures.

1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2022, par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Fait et délibéré à Millau le 10 mars 2023

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél. 05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Ont signé cette délibération :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Région Occitanie			
Emmanuelle GAZEL *Région Occitanie* Pouvoir S. PEYRETOUTE		**Bernard BASTIDE** *Région Occitanie*	
Clément CARLES *Région Occitanie*		***Sandrine SOLIMAN*** *Région Occitanie*	
Aurélie MAILLOLS *Région Occitanie*		**Christine SAHUET** *Région Occitanie*	
Fadilha BENAMMAR KOLY *Région Occitanie*		**Aurélie GENOLHER** *Région Occitanie*	
Marie LACAZE *Région Occitanie*		**Christine BERNOT** *Région Occitanie*	
Pascal MAZET *Région Occitanie*		**Géraldine ROUQUETTE** *Région Occitanie*	
Conseil départemental de l'Aveyron			
Christophe LABORIE *Conseil départemental Aveyron*		**Christian NAUDAN** *Conseil départemental Aveyron*	
Emilie GRAL *Conseil départemental Aveyron*		**Jean-Philippe SADOUL** *Conseil départemental Aveyron*	
Arnaud VIALA *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir F. Rodriguez		**Valérie ABADIE ROQUES** *Conseil départemental Aveyron*	
Nadine FRAYSSE *Conseil départemental Aveyron*		**Jean-Philippe ABINAL** *Conseil départemental Aveyron*	
Monique ALIES *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir C. TOUZET		**Hélène RIVIERE** *Conseil départemental Aveyron*	
Claude ASSIER *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir C. LABORIE		**Christian TIEULIE** *Conseil départemental Aveyron*	
Communes urbaines			
Thierry PEREZ-LAFONT Pouvoir R. FIOL *Commune urbaine Millau*		**Nicolas WOHREL** *Commune urbaine Millau*	
Michel DURAND *Commune urbaine Millau*		**Yannick DOULS** *Commune urbaine Millau*	
Catherine JOUVE *Commune urbaine Millau*		**Marie-Eve PANIS** *Commune urbaine Millau*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes urbaines			
Philippe RAMONDENC *Commune urbaine Millau*		~~**Claude ASSIER**~~ *Commune urbaine Millau*	
Céline RENAUD *Commune urbaine St-Affrique*		**Geneviève CAMBON** *Commune urbaine St-Affrique*	
Edmond GROS *Commune urbaine Sévérac d'Aveyron*		**Emilie FABRE** *Commune urbaine Sévérac d'Aveyron*	
Communautés de Communes			
Sébastien CROS *C de C Causses à l'Aubrac*		**Philippe COSTES** *C de C Causses à l'Aubrac*	
Richard FIOL *C de C Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *C de C Larzac et Vallées*	
Joël ESPINASSE *C de C Millau Grands Causses*		**Bernard MAURY** *C de C Millau Grands Causses*	
Mathieu LAMBRECHT *C de C Millau Grands Causses*		**Christophe SAINT-PIERRE** *C de C Millau Grands Causses*	
Christian BOUDES *C de C Millau Grands Causses*		**Vincent HERAN** *C de C Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *C de C Millau Grands Causses*		**Charlie MEDEIROS** *C de C Millau Grands Causses*	
Séverine PEYRETOUT *C de C Millau Grands Causses*		**Aurélie ESON** *C de C Millau Grands Causses*	
Bouchra EL MEROUANI *C de C Millau Grands Causses*		**Valentin ARTAL** *C de C Millau Grands Causses*	
Cyril TOUZET *C de C Monts, Rance et Rougiers*		**Bernard ARNOULD** *C de C Monts, Rance et Rougiers*	
Mathieu HENRY *C de C Muse et Raspes Tarn*		**Georget DAMERVAL** *C de C Muse et Raspes Tarn*	
Sébastien DAVID *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Thierry ARNAL** *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	
Bernard SIRGUE *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Frédéric ARTIS** *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	
Gérard CAILHOL *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*		**Myriam SAHNOUN** *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes Rurales			
Jean-Michel LADET *C R "Terroir Le Séveragais"*		**Elisabeth DODINET** *C R "Terroir le Séveragais"*	
Jean-François DUMAS Pouvoir J ARLES *C R Terroir "Le Causse Noir, les Gorges de la Dourbie et de la Jonte"*		**Christophe CARRAT** *C R Terroir "Le Causse Noir, les Gorges de la Dourbie et de la Jonte"*	
François RODRIGUEZ C R Terroir *"Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*		**Victorien GENIEZ** C R Terroir *"Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*	
Jean-Michel PINAULT C R Terroir *"Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*		**----------** C R Terroir *"Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*	
Michel SIMONIN *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**Philippe MEJANE** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
Jonathan COSTES *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**Gaëtan PRIVAT** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
Jean-François ROUSSET *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**Christophe HURAULT** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
Jean-Marie BODT *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**Anne CROS** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
Bastien GIACOBBI *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**Eloi ALBET** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
Michel LEBLOND *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*		**----------** *C R Terroir "Le Pays de Roquefort, le St Affricain et les Rougiers"*	
---------- *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"*		**Nathalie PALMIER** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"* Pouvoir S CROS	
Jacques ARLES *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"*		**Jean-Marc BEA** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"*	
Jean-Luc CRASSOUS Pouvoir E GROS *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"*		**Gilles PLET** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes Rurales			
Bernadette PAILHAS *C R Terroir "Le Millavois"*		**Claude TREMOLET** *C R Terroir "Le Millavois"*	
Loïc ALMERAS *C R Terroir "Le Millavois"*		**Philippe CARRIERE** *C R Terroir "Le Millavois"*	

Sceau du syndicat mixte du
Parc naturel régional des Grands Causses

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél. 05 65 61 25 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Pour expédition conforme
Le Président

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
SGC SAINT-AFFRIQUE
N° CODIQUE 012038
Date Edition : 02/03/2023

IDENTIFIANT BUDGET 84100
N° de SIRET 25120134900015

SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2022

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Isabelle BESSARD-LURBE

012038 SGC SAINT-AFFRIQUE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 02/03/2023

Population 80665
Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 41
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 42
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 66
4EME PARTIE : Page des signatures 67

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

ACTIF NET(1)	Total(En Milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En Milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**148,08**	Dotations	161,23
Terrains	6,79	Fonds Globalisés	388,36
Constructions	2 143,55	Réserves	2 008,37
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers		Différences sur réalisations d'immobilisations	-1 496,86
Immobilisations corporelles en cours		Report à nouveau	1 111,59
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	97,24	Résultat de l'exercice	-108,23
Autres immobilisations corporelles	531,54	Subventions transférables	
Total immobilisations corporelles (nettes)	**2 779,12**	Subventions non transférables	1 839,87
Immobilisations financières	**61,82**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**2 989,02**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**3 904,32**
Créances	1 405,41	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**767,53**
Disponibilités	543,28	Fournisseurs(2)	59,89
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	205,93
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 948,69**	**Total dettes à court terme**	**265,82**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**1 033,35**
		Comptes de régularisations	**0,04**
TOTAL ACTIF	**4 937,71**	**TOTAL PASSIF**	**4 937,71**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Subventions d'équipement versées				
	Autres immobilisations incorporelles	400 708,75	252 625,16	148 083,59	146 817,00
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété	6 792,67		6 792,67	6 792,67
	Constructions en toute propriété	2 143 551,43		2 143 551,43	2 138 634,85
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	1 277 184,08	745 646,35	531 537,73	481 510,50
	Immobilisations corporelles en cours				
	Immo affect à service non personnalisé				
	Immo en concess afferm à dispo immo aff	97 242,90		97 242,90	97 242,90
	Terrains reçus au titre de mise à dispo				
	Construc reçues au titre mise à dispo				
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	MONTANT A REPORTER	3 925 479,83	998 271,51	2 927 208,32	2 870 997,92

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE SUITE	REPORT	3 925 479,83	998 271,51	2 927 208,32	2 870 997,92
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct reçues au titre d'affectation				
	Construc sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées	47 500,00		47 500,00	47 500,00
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	14 315,95		14 315,95	18 647,00
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**3 987 295,78**	**998 271,51**	**2 989 024,27**	**2 937 144,92**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

ACTIF		Exercice 2022			Exercice 2021
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks				
	Redevables et comptes rattachés	9 950,00		9 950,00	8 110,00
	Créanc irrécouv adm par juge des cptes				
	Créances sur l'Etat et collec publiques	1 307 240,09		1 307 240,09	1 166 179,34
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	98 668,01		98 668,01	39 000,00
	Autres créances	-10 446,22		-10 446,22	2 106,50
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités	543 275,22		543 275,22	693 008,23
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**1 948 687,10**		**1 948 687,10**	**1 908 404,07**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	ACTIF	Exercice 2022 BRUT	Exercice 2022 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2022 NET	Exercice 2021 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser				
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III				
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**5 935 982,88**	**998 271,51**	**4 937 711,37**	**4 845 548,99**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES	Dotations	161 233,06	161 233,06
	Mise à disposition chez le bénéficiaire		
	Affectation par collec de rattachement		
	Réserves	2 008 365,18	2 008 365,18
	Neutra amortis subv equip versees		
	Report à nouveau	1 111 588,62	1 097 211,58
	Résultat de l'exercice	-108 229,52	14 377,04
	Subventions transférables		
	Différences sur réalisations d'immob	-1 496 863,94	-1 496 510,68
	Fonds globalisés	388 357,70	363 485,85
	Subventions non transférables	1 839 871,50	1 625 237,99
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**3 904 322,60**	**3 773 400,02**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

PASSIF		Exercice 2022	Exercice 2021
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	767 528,09	797 270,92
	Emprunts et dettes financières divers		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Fournisseurs et comptes rattachés	59 891,29	138 310,31
	Dettes fiscales et sociales	655,13	
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	106 324,64	81 293,46
	Opérations pour le compte de tiers	98 668,01	39 000,00
	Autres dettes	282,00	199,00
	Fournisseurs d'immobilisations		7 389,48
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**1 033 349,16**	**1 063 463,17**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BILAN (en Euros)

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser	39,61	8 685,80
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV	**39,61**	**8 685,80**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**4 937 711,37**	**4 845 548,99**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Compte de Résultat Synthétique

En Milliers d'Euros

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	2 358,74	2 290,57
Produits des services	491,55	508,05
Autres produits	47,83	45,47
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	2 898,11	2 844,09
Traitements, salaires, charges sociales	1 732,39	1 549,65
Achats et charges externes	780,39	923,18
Participations et interventions	73,31	14,73
Dotations aux amortissements et provisions	258,87	221,02
Autres charges	149,18	108,03
Charges courantes non financières	2 994,13	2 816,61
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-96,01**	**27,49**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	17,37	18,02
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-17,37**	**-18,02**
RESULTAT COURANT	**-113,39**	**9,46**
Produits exceptionnels	5,46	14,44
Charges exceptionnelles	0,30	9,52
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**5,16**	**4,91**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-108,23**	**14,38**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

COMPTE DE RESULTAT 2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS		
Impôts locaux		
Autres impôts et taxes		
Produits services, domaine et ventes div	491 545,00	508 053,98
Production stockée		
Production immobilisée		
Reprise sur amortissements et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	47 828,27	45 465,86
Dotations de l'Etat		
Subventions et participations	2 255 707,01	2 271 507,28
Autres attributions (péréquat, compensa)	103 033,39	19 067,00
TOTAL I	**2 898 113,67**	**2 844 094,12**
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES		
Traitements et salaires	1 189 846,00	1 034 754,10
Charges sociales	542 540,07	514 896,32
Achats et charges externes	780 387,21	923 175,40
Impôts et taxes	26 666,62	23 588,76
Dotations amortissements des immob	258 866,80	221 022,80
Dot amort sur charges à répartir		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

COMPTE DE RESULTAT 2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
Dotations aux provisions		
Autres charges	122 508,46	84 438,43
Contingents et participations	15 138,00	14 732,00
Subventions	58 173,02	
TOTAL II	**2 994 126,18**	**2 816 607,81**
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)	**-96 012,51**	**27 486,31**
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo		
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III		
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	17 374,33	18 022,66
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	**17 374,33**	**18 022,66**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

COMPTE DE RESULTAT 2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)	**-17 374,33**	**-18 022,66**
A + B - RESULTAT COURANT	**-113 386,84**	**9 463,65**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits except op gestion : Subventions		
Prod exception gestion : Autres opér		3 434,57
Produits des cessions d'immobilisations	300,00	9 400,00
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		
Neutralisation des amortissements		
Prod exception capital : Autres opér	5 157,32	1 601,82
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**5 457,32**	**14 436,39**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charg except op gestion : subventions		
Charg excep op gestion-Autres opérations		123,00
Valeur comptable des immo cédées		
Diff réalis(positives)transf à investist	300,00	9 400,00
Charg excep op capital-Autres opérations		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL VI	**300,00**	**9 523,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

COMPTE DE RESULTAT 2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

POSTES	Exercice 2022	Exercice 2021
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	5 157,32	4 913,39
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 903 570,99	2 858 530,51
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	3 011 800,51	2 844 153,47
RESULTAT DE L'EXERCICE	-108 229,52	14 377,04

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Opérations Compte de Tiers

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur
4581-396	39 000,00		17 668,01		56 668,01	
4582-396		39 000,00		17 668,01		56 668,01
4581-425			42 000,00		42 000,00	
4582-425				42 000,00		42 000,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Opérations Compte de Tiers

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2022

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Résultats budgétaires de l'exercice

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 768 277,24	5 713 499,33	7 481 776,57
Titres de recette émis (b)	564 454,17	3 961 452,42	4 525 906,59
Réductions de titres (c)		1 038 529,61	1 038 529,61
Recettes nettes (d = b - c)	564 454,17	2 922 922,81	3 487 376,98
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 168 277,24	5 713 499,33	6 881 776,57
Mandats émis (f)	406 924,25	3 137 867,07	3 544 791,32
Annulations de mandats (g)		106 714,74	106 714,74
Depenses nettes (h = f - g)	406 924,25	3 031 152,33	3 438 076,58
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	157 529,92		49 300,40
(h - d) Déficit		108 229,52	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
I - Budget principal					
Investissement	521 937,40		157 529,92		679 467,32
Fonctionnement	1 111 588,62		-108 229,52		1 003 359,10
TOTAL I	**1 633 526,02**		**49 300,40**		**1 682 826,42**
II - Budgets des services à caractère administratif					
84102-SCOT SM PARC GRANDS CAUSSES					
Investissement	64 229,51		7 386,15		71 615,66
Fonctionnement	17 063,95		-958,24		16 105,71
Sous-Total	**81 293,46**		**6 427,91**		**87 721,37**
TOTAL II	**81 293,46**		**6 427,91**		**87 721,37**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
84101-SPANC PARC DES GRANDS CAUSSES					
Investissement	2 088,00				2 088,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2021	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2022	RESULTAT DE L'EXERCICE 2022	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2022
Fonctionnement	139 680,52		-7 267,52		132 413,00
Sous-Total	**141 768,52**		**-7 267,52**		**134 501,00**
TOTAL III	**141 768,52**		**-7 267,52**		**134 501,00**
TOTAL I + II + III	**1 856 588,00**		**48 460,79**		**1 905 048,79**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilees	31 000,00		31 000,00	29 742,83		29 742,83	1 257,17
26	Participations et créances rattachées à des participations	1 000,00		1 000,00				1 000,00
27	Autres immobilisations financières	8 646,38		8 646,38	1 782,95		1 782,95	6 863,43
020	Dépenses imprévues - section d'investissement	85 231,68	-71 300,00	13 931,68				13 931,68
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**125 878,06**	**-71 300,00**	**54 578,06**	**31 525,78**		**31 525,78**	**23 052,28**
Opération n° 11	Opération d'équipement n° 11	185 000,00	30 000,00	215 000,00	135 582,76		135 582,76	79 417,24
Opération n° 16	Opération d'équipement n° 16	31 000,00		31 000,00	17 502,65		17 502,65	13 497,35
Opération n° 19	Opération d'équipement n° 19	3 000,00		3 000,00	515,40		515,40	2 484,60
Opération n° 20	Opération d'équipement n° 20	11 000,00	4 500,00	15 500,00	4 916,58		4 916,58	10 583,42
Opération n° 21	Opération d'équipement n° 21	163 342,05		163 342,05	98 947,26		98 947,26	64 394,79
Opération n° 23	Opération d'équipement n° 23	136 134,33		136 134,33	4 985,81		4 985,81	131 148,52
Opération n° 24	Opération d'équipement n° 24	10 896,00		10 896,00	1 572,00		1 572,00	9 324,00
Opération n° 25	Opération d'équipement n° 25	18 000,00		18 000,00				18 000,00
Opération n° 26	Opération d'équipement n° 26	211 810,00		211 810,00	51 708,00		51 708,00	160 102,00
Opération n° 27	Opération d'équipement n° 27	52 800,00		52 800,00				52 800,00
Opération n° 29	Opération d'équipement n° 29	17 416,80		17 416,80				17 416,80
Opération n° 30	Opération d'équipement n° 30	17 400,00		17 400,00				17 400,00
Opération n° 31	Opération d'équipement n° 31		110 400,00	110 400,00				110 400,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**857 799,18**	**144 900,00**	**1 002 699,18**	**315 730,46**		**315 730,46**	**686 968,72**
4581396	Opération pour compte tiers n° 4581396	42 000,00		42 000,00	17 668,01		17 668,01	24 331,99

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
4581425	Opération pour compte tiers n° 4581425	69 000,00		69 000,00	42 000,00		42 000,00	27 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**111 000,00**		**111 000,00**	**59 668,01**		**59 668,01**	**51 331,99**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**1 094 677,24**	**73 600,00**	**1 168 277,24**	**406 924,25**		**406 924,25**	**761 352,99**
TOTAL GENERAL		**1 094 677,24**	**73 600,00**	**1 168 277,24**	**406 924,25**		**406 924,25**	**761 352,99**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	24 724,21		24 724,21	24 871,85		24 871,85	-147,64
13	Subventions d'investissement	744 855,45	73 600,00	818 455,45	214 633,51		214 633,51	603 821,94
27	Autres immobilisations financières	27 293,38		27 293,38	6 114,00		6 114,00	21 179,38
024	Produits de cessions (recettes)	6 000,00	-300,00	5 700,00				5 700,00
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**802 873,04**	**73 300,00**	**876 173,04**	**245 619,36**		**245 619,36**	**630 553,68**
4582396	Opération pour compte tiers n° 4582396	42 000,00		42 000,00	17 668,01		17 668,01	24 331,99
4582425	Opération pour compte tiers n° 4582425	69 000,00		69 000,00	42 000,00		42 000,00	27 000,00
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**111 000,00**		**111 000,00**	**59 668,01**		**59 668,01**	**51 331,99**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**913 873,04**	**73 300,00**	**987 173,04**	**305 287,37**		**305 287,37**	**681 885,67**
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	258 866,80	300,00	259 166,80	259 166,80		259 166,80	
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**258 866,80**	**300,00**	**259 166,80**	**259 166,80**		**259 166,80**	
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	521 937,40		521 937,40				521 937,40
TOTAL GENERAL		**1 694 677,24**	**73 600,00**	**1 768 277,24**	**564 454,17**		**564 454,17**	**1 203 823,07**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	1 659 850,00	103 740,00	1 763 590,00	832 023,73	106 714,74	725 308,99	1 038 281,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 891 200,00		1 891 200,00	1 833 482,73		1 833 482,73	57 717,27
65	Autres charges de gestion courante	852 717,03		852 717,03	195 819,48		195 819,48	656 897,55
66	Charges financières	26 000,00		26 000,00	17 374,33		17 374,33	8 625,67
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00				1 000,00
68	Dotations aux Amortissements et aux provisions	750 000,00		750 000,00				750 000,00
022	Dépenses imprévues - section de fonctionnement	140 015,50	29 810,00	169 825,50				169 825,50
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**5 320 782,53**	**133 550,00**	**5 454 332,53**	**2 878 700,27**	**106 714,74**	**2 771 985,53**	**2 682 347,00**
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	258 866,80	300,00	259 166,80	259 166,80		259 166,80	
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**258 866,80**	**300,00**	**259 166,80**	**259 166,80**		**259 166,80**	
TOTAL GENERAL		**5 579 649,33**	**133 850,00**	**5 713 499,33**	**3 137 867,07**	**106 714,74**	**3 031 152,33**	**2 682 347,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	12 500,00		12 500,00	19 351,82		19 351,82	-6 851,82
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	523 933,70		523 933,70	494 345,00	2 800,00	491 545,00	32 388,70
74	Dotations et participations	3 880 977,01	133 550,00	4 014 527,01	3 394 470,01	1 035 729,61	2 358 740,40	1 655 786,61
75	Autres produits de gestion courante	48 650,00		48 650,00	47 828,27		47 828,27	821,73
77	Produits exceptionnels	2 000,00	300,00	2 300,00	5 457,32		5 457,32	-3 157,32
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**4 468 060,71**	**133 850,00**	**4 601 910,71**	**3 961 452,42**	**1 038 529,61**	**2 922 922,81**	**1 678 987,90**
002	Résultat de fonctionnement reporté	1 111 588,62		1 111 588,62				1 111 588,62
TOTAL GENERAL		**5 579 649,33**	**133 850,00**	**5 713 499,33**	**3 961 452,42**	**1 038 529,61**	**2 922 922,81**	**2 790 576,52**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	29 742,83		29 742,83
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilees**	**29 742,83**		**29 742,83**
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	1 782,95		1 782,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**1 782,95**		**1 782,95**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**31 525,78**		**31 525,78**
Opération n° 218211	Matériel de transport	77 966,73		77 966,73
Opération n° 218811	Autres immobilisations corporelles	57 616,03		57 616,03
SOUS-TOTAL OPERATION n° 11	**Opération d'équipement n° 11**	**135 582,76**		**135 582,76**
Opération n° 205116	Concessions et droits similaires	11 528,40		11 528,40
Opération n° 218316	Matériel de bureau et matériel informatique	5 974,25		5 974,25
SOUS-TOTAL OPERATION n° 16	**Opération d'équipement n° 16**	**17 502,65**		**17 502,65**
Opération n° 218419	Mobilier	515,40		515,40
SOUS-TOTAL OPERATION n° 19	**Opération d'équipement n° 19**	**515,40**		**515,40**
Opération n° 2131820	Autres batiments publics	4 916,58		4 916,58
SOUS-TOTAL OPERATION n° 20	**Opération d'équipement n° 20**	**4 916,58**		**4 916,58**
Opération n° 205121	Concessions et droits similaires	26 199,66		26 199,66
Opération n° 218821	Autres immobilisations corporelles	72 747,60		72 747,60
SOUS-TOTAL OPERATION n° 21	**Opération d'équipement n° 21**	**98 947,26**		**98 947,26**
Opération n° 218823	Autres immobilisations corporelles	4 985,81		4 985,81
SOUS-TOTAL OPERATION n° 23	**Opération d'équipement n° 23**	**4 985,81**		**4 985,81**
Opération n° 218824	Autres immobilisations corporelles	1 572,00		1 572,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 24	**Opération d'équipement n° 24**	**1 572,00**		**1 572,00**
Opération n° 205126	Concessions et droits similaires	51 708,00		51 708,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 26	**Opération d'équipement n° 26**	**51 708,00**		**51 708,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**315 730,46**		**315 730,46**
4581	Opération pour compte de tiers n ° 4581	59 668,01		59 668,01
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**59 668,01**		**59 668,01**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**406 924,25**		**406 924,25**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**406 924,25**		**406 924,25**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10222	Fonds compensation taxe valeur ajoutee (FCTVA)	24 871,85		24 871,85
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**24 871,85**		**24 871,85**
1321	Etat et Etablissements Nationaux	72 188,40		72 188,40
1322	Région	85 945,71		85 945,71
1323	Département	3 000,00		3 000,00
13248	Autres Communes	42 477,40		42 477,40
1326	Autres Etablissements Publics Locaux	11 022,00		11 022,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**214 633,51**		**214 633,51**
2764	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	6 114,00		6 114,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	**Autres immobilisations financières**	**6 114,00**		**6 114,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**245 619,36**		**245 619,36**
4582	Opération pour compte de tiers n° 4582	59 668,01		59 668,01
SOUS-TOTAL	**OPERATIONS REELLES POUR LE COMPTE DE TIERS**	**59 668,01**		**59 668,01**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**305 287,37**		**305 287,37**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations	300,00		300,00
28031	Amortissements frais d'études	1 048,80		1 048,80
28051	Concessions et droits similaires	87 120,67		87 120,67
28181	Installations générales agencements et aménagements divers	2 521,84		2 521,84
28182	Matériel de transport	44 136,90		44 136,90
28183	Matériel de bureau et matériel informatique	15 365,67		15 365,67
28184	Mobilier	4 007,41		4 007,41
28188	Amortissements autres immobilisations corporelles	104 665,51		104 665,51
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**259 166,80**		**259 166,80**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**259 166,80**		**259 166,80**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	**564 454,17**		**564 454,17**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
60611	Achats non stockés de fournitures non stockables - eau et assainissement	457,94		457,94
60612	Achats non stockés de fournitures non stockables - énergie électricité	4 563,09		4 563,09
60621	Achats non stockés de combustibles	3 627,78		3 627,78
60622	Achats non stockés de carburants	29 093,70	1 119,26	27 974,44
60623	Achats non stockés d'alimentation	1 581,56	103,39	1 478,17
60632	Achats non stockés de fournitures de petit équipement	29 788,64	3 086,04	26 702,60
60636	Achats non stockés de vêtements de travail	3 684,71	147,89	3 536,82
6064	Achats non stockés de fournitures administratives	3 572,42		3 572,42
6068	Achats non stockés d'autres matières et fournitures	6 618,92	88,19	6 530,73
611	Contrats prestations de services	51 573,12	15 528,40	36 044,72
6122	Services extérieurs - redevance de crédit-bail mobilier	6 648,93		6 648,93
6132	Services extérieurs - locations immobilières	1 816,10		1 816,10
6135	Services extérieurs - locations mobilières	12 671,65		12 671,65
615221	Bâtiments publics	1 620,00		1 620,00
61551	Services extérieurs - entretien et réparations sur matériel roulant	11 917,98		11 917,98
6156	Services extérieurs - maintenance	41 453,93	4 560,00	36 893,93
6161	Multirisques	20 831,33		20 831,33
617	Services extérieurs - études et recherches	90 294,22	21 656,02	68 638,20
6182	Services extérieurs - divers - documentation générale et technique	2 046,00		2 046,00
6185	Services extérieurs - divers - frais de colloques et séminaires	1 079,00		1 079,00
6226	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - honoraires	3 036,00		3 036,00
6228	Rémunération d'intermédiaires et honoraires - divers	240 752,69	45 578,60	195 174,09
6231	Publicité publications relations publiques - annonces et insertions	14 280,73		14 280,73
6232	Publicité publications relations publiques - fêtes et cérémonies	160,00		160,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BE
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6237	Publicité publications relations publiques - publications	75 015,95	13 612,27	61 403,68
6248	Transports - divers	242,00		242,00
6251	Déplacements missions et réceptions - voyages et déplacements	3 322,09		3 322,09
6256	Déplacements missions et réceptions - missions	4 919,16	266,70	4 652,46
6257	Déplacements missions et réceptions - réceptions	10 594,29	500,00	10 094,29
6261	Frais d'affranchissement	11 041,78		11 041,78
6262	Frais de télécommunications	34 550,86	26,98	34 523,88
6281	Autres services extérieurs - concours divers (cotisations ...)	14 364,00		14 364,00
6283	Autres services extérieurs - frais de nettoyage des locaux	25 764,09	441,00	25 323,09
6288	Autres services extérieurs	68 105,04		68 105,04
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	563,03		563,03
6358	Autres droits administration des impôts	371,00		371,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**832 023,73**	**106 714,74**	**725 308,99**
6218	Autre personnel extérieur au service	56 012,25		56 012,25
6331	Versement mobilité	5 828,65		5 828,65
6332	Cotisations versées au FNAL	1 036,13		1 036,13
6336	Cotisation au centre national et au centres de gestion fonction publique territoriale	18 867,81		18 867,81
64111	Personnel titulaire - rémunération principale	849 638,66		849 638,66
64112	Personnel titulaire - nbi supplément familial et indemnité de résidence	20 582,95		20 582,95
64118	Personnel titulaire - autres indemnités	7 942,44		7 942,44
64131	Personnel non titulaire - rémunération	329 165,05		329 165,05
64138	Autres indemnités	168,72		168,72
6451	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations à l'URSSAF	218 004,65		218 004,65
6453	Cotisations aux caisses de retraites	237 485,49		237 485,49

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6454	Charges sécurite sociale et prévoyance cotisations aux ASSEDIC	13 643,41		13 643,41
6475	Autres charges sociales - médecine du travail pharmacie	2 250,80		2 250,80
6478	Autres charges sociales diverses	72 855,72		72 855,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**1 833 482,73**		**1 833 482,73**
6518	Autres	8 207,85		8 207,85
6531	Indemnités des maires adjoints et conseillers	56 037,79		56 037,79
6532	Frais de mission des maires adjoints et conseillers	1 583,13		1 583,13
6533	Cotisations de retraite des maires adjoints et conseillers	5 256,96		5 256,96
6558	Contingents et participations obligatoires - autres contributions obligatoires	15 138,00		15 138,00
657348	Subventions fonctionnement aux organismes publics - autres Communes	52 551,16		52 551,16
65738	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - autres organismes publics	5 621,86		5 621,86
658822	Aides	51 420,55		51 420,55
65888	Autres	2,18		2,18
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	**Autres charges de gestion courante**	**195 819,48**		**195 819,48**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	17 374,33		17 374,33
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**17 374,33**		**17 374,33**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**2 878 700,27**	**106 714,74**	**2 771 985,53**
6761	Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement	300,00		300,00
6811	Dotations aux Amortissements immobilisations incorporelles et corporelles	258 866,80		258 866,80
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre sections**	**259 166,80**		**259 166,80**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**259 166,80**		**259 166,80**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**3 137 867,07**	**106 714,74**	**3 031 152,33**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	17 651,82		17 651,82
6459	Remboursement sur charges de sécurite sociale et de prévoyance	1 700,00		1 700,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013	**Atténuations de charges**	**19 351,82**		**19 351,82**
70688	Prestations de services autres prestations de service	2 110,00		2 110,00
7078	Ventes d'autres marchandises	2 437,30		2 437,30
70841	Mise à disposition de personnel facturée aux budgets annexes régies municipales CCAS et caisse des écoles	103 363,66		103 363,66
70845	Mise à disposition de personnel facturée aux Communes membres du GFP	88 738,24	2 800,00	85 938,24
70848	Mise à disposition de personnel facturée aux autres organismes	220 900,95		220 900,95
70872	Remboursement de frais par les budgets annexes et les régies municipales	76 290,35		76 290,35
70878	Autres produits - remboursement de frais par d'autres redevables	504,50		504,50
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**494 345,00**	**2 800,00**	**491 545,00**
74718	Autres participations de l'Etat	526 725,14	134 016,43	392 708,71
7472	Participations - Régions	943 258,66	202 794,30	740 464,36
7473	Participations - Départements	357 455,00	10 000,00	347 455,00
74741	Participations des Communes membres du GFP	164 659,30		164 659,30
74748	Participations des autres Communes	14 791,53		14 791,53
7477	Participations - budget communautaire et fonds structurels	850 909,07	538 731,18	312 177,89
7478	Participations - autres organismes	433 637,92	150 187,70	283 450,22
7488	Autres attributions et participations	103 033,39		103 033,39
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	**Dotations et participations**	**3 394 470,01**	**1 035 729,61**	**2 358 740,40**
752	Autres produits de gestion courante - revenus des immeubles	47 827,20		47 827,20
7588	Autres produits divers de gestion courante	1,07		1,07
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**47 828,27**		**47 828,27**
775	Produits de cessions d'éléments d'actifs - produits des cessions d'immobilisations	300,00		300,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
7788	Produits exceptionnels divers	5 157,32		5 157,32
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**5 457,32**		**5 457,32**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**3 961 452,42**	**1 038 529,61**	**2 922 922,81**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**3 961 452,42**	**1 038 529,61**	**2 922 922,81**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		161 233,06						161 233,06		161 233,06
10222	FCTVA		363 485,85				24 871,85		388 357,70		388 357,70
1022	**Sous Total compte 1022**		**363 485,85**				**24 871,85**		**388 357,70**		**388 357,70**
102	**Sous Total compte 102**		**524 718,91**				**24 871,85**		**549 590,76**		**549 590,76**
1068	Excédt de fonctionnement capitalisé		2 008 365,18						2 008 365,18		2 008 365,18
106	**Sous Total compte 106**		**2 008 365,18**						**2 008 365,18**		**2 008 365,18**
10	**Sous Total compte 10**		**2 533 084,09**				**24 871,85**		**2 557 955,94**		**2 557 955,94**
110	Report à nouveau solde créditeur		1 097 211,58		14 377,04				1 111 588,62		1 111 588,62
11	**Sous Total compte 11**		**1 097 211,58**		**14 377,04**				**1 111 588,62**		**1 111 588,62**
12	Résultat exercice excéd déficit		14 377,04	14 377,04				14 377,04	14 377,04		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**14 377,04**	**14 377,04**				**14 377,04**	**14 377,04**		**0,00**
1321	Etat et EPN		380 710,38				72 188,40		452 898,78		452 898,78
1322	Région		718 701,83				85 945,71		804 647,54		804 647,54

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1323	Dépt		106 069,51				3 000,00		109 069,51		109 069,51
13241	Communes membres du GFP		53 600,00						53 600,00		53 600,00
13248	Autres communes		2 600,00				42 477,40		45 077,40		45 077,40
1324	**Sous Total compte 1324**		**56 200,00**				**42 477,40**		**98 677,40**		**98 677,40**
13251	GFP de rattachement		55 940,00						55 940,00		55 940,00
1325	**Sous Total compte 1325**		**55 940,00**						**55 940,00**		**55 940,00**
1326	Autres EPL						11 022,00		11 022,00		11 022,00
1327	Budget communautaire fonds structurels		93 831,92						93 831,92		93 831,92
1328	Autres		213 784,35						213 784,35		213 784,35
132	**Sous Total compte 132**		**1 625 237,99**				**214 633,51**		**1 839 871,50**		**1 839 871,50**
13	**Sous Total compte 13**		**1 625 237,99**				**214 633,51**		**1 839 871,50**		**1 839 871,50**
1641	Emprunts en euros		797 270,92			29 742,83		29 742,83	797 270,92		767 528,09
164	**Sous Total compte 164**		**797 270,92**			**29 742,83**		**29 742,83**	**797 270,92**		**767 528,09**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
16	**Sous Total compte 16**		**797 270,92**			**29 742,83**		**29 742,83**	**797 270,92**		**767 528,09**
192	Plus ou moins-values cessions immo	1 197 339,89					300,00	1 197 339,89	300,00	1 197 039,89	
193	Autres neutralisations et régularisation	299 170,79		653,26				299 824,05		299 824,05	
19	**Sous Total compte 19**	**1 496 510,68**		**653,26**			**300,00**	**1 497 163,94**	**300,00**	**1 496 863,94**	
	Total classe 1	**1 496 510,68**	**6 067 181,62**	**15 030,30**	**14 377,04**	**29 742,83**	**239 805,36**	**1 541 283,81**	**6 321 364,02**	**1 496 863,94**	**6 276 944,15**
2031	Frais d'études	5 244,00						5 244,00		5 244,00	
203	**Sous Total compte 203**	**5 244,00**						**5 244,00**		**5 244,00**	
2051	Concessions et droits similaires	313 910,58			7 881,89	89 436,06		403 346,64	7 881,89	395 464,75	
205	**Sous Total compte 205**	**313 910,58**			**7 881,89**	**89 436,06**		**403 346,64**	**7 881,89**	**395 464,75**	
20	**Sous Total compte 20**	**319 154,58**			**7 881,89**	**89 436,06**		**408 590,64**	**7 881,89**	**400 708,75**	
2111	Terrains nus	6 792,67						6 792,67		6 792,67	
211	**Sous Total compte 211**	**6 792,67**						**6 792,67**		**6 792,67**	
21318	Autres batiments publics	2 086 841,40				4 916,58		2 091 757,98		2 091 757,98	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2131	**Sous Total compte 2131**	**2 086 841,40**				**4 916,58**		**2 091 757,98**		**2 091 757,98**	
2135	Instal gales agenct amégts const	51 793,45						51 793,45		51 793,45	
213	**Sous Total compte 213**	**2 138 634,85**				**4 916,58**		**2 143 551,43**		**2 143 551,43**	
2181	Instal gales agenct amngts divers	37 827,54						37 827,54		37 827,54	
2182	Mat de transport	351 578,90			34 020,00	77 966,73		429 545,63	34 020,00	395 525,63	
2183	Mat bureau mat informatique	160 690,75			56 570,83	5 974,25		166 665,00	56 570,83	110 094,17	
2184	Mobilier	40 074,14			1 862,17	515,40		40 589,54	1 862,17	38 727,37	
2188	Autres immobilisations corporelles	632 022,51			73 934,58	136 921,44		768 943,95	73 934,58	695 009,37	
218	**Sous Total compte 218**	**1 222 193,84**			**166 387,58**	**221 377,82**		**1 443 571,66**	**166 387,58**	**1 277 184,08**	
21	**Sous Total compte 21**	**3 367 621,36**			**166 387,58**	**226 294,40**		**3 593 915,76**	**166 387,58**	**3 427 528,18**	
248	Autres immobilisat mises en affectation	97 242,90						97 242,90		97 242,90	
24	**Sous Total compte 24**	**97 242,90**						**97 242,90**		**97 242,90**	
261	Titres de participation	47 500,00						47 500,00		47 500,00	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
26	**Sous Total compte 26**	**47 500,00**						**47 500,00**		**47 500,00**	
2764	Créances particul et aut pers droit priv	18 647,00				1 782,95	6 114,00	20 429,95	6 114,00	14 315,95	
276	**Sous Total compte 276**	**18 647,00**				**1 782,95**	**6 114,00**	**20 429,95**	**6 114,00**	**14 315,95**	
27	**Sous Total compte 27**	**18 647,00**				**1 782,95**	**6 114,00**	**20 429,95**	**6 114,00**	**14 315,95**	
28031	Amort frais études		688,80				1 048,80		1 737,60		1 737,60
2803	**Sous Total compte 2803**		**688,80**				**1 048,80**		**1 737,60**		**1 737,60**
28051	Concessions et droits similaires		171 648,78	7 881,89			87 120,67	7 881,89	258 769,45		250 887,56
2805	**Sous Total compte 2805**		**171 648,78**	**7 881,89**			**87 120,67**	**7 881,89**	**258 769,45**		**250 887,56**
280	**Sous Total compte 280**		**172 337,58**	**7 881,89**			**88 169,47**	**7 881,89**	**260 507,05**		**252 625,16**
28181	Instal gales agenct amngts divers		8 592,27				2 521,84		11 114,11		11 114,11
28182	Mat de transport		241 578,10	34 020,00			44 136,90	34 020,00	285 715,00		251 695,00
28183	Mat bureau mat informatique		127 362,13	56 570,83			15 365,67	56 570,83	142 727,80		86 156,97
28184	Mobilier		11 765,14	1 208,91			4 007,41	1 208,91	15 772,55		14 563,64

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28188	Amort autres immobilisations corporelles		351 385,70	73 934,58			104 665,51	73 934,58	456 051,21		382 116,63
2818	**Sous Total compte 2818**		**740 683,34**	**165 734,32**			**170 697,33**	**165 734,32**	**911 380,67**		**745 646,35**
281	**Sous Total compte 281**		**740 683,34**	**165 734,32**			**170 697,33**	**165 734,32**	**911 380,67**		**745 646,35**
28	**Sous Total compte 28**		**913 020,92**	**173 616,21**			**258 866,80**	**173 616,21**	**1 171 887,72**		**998 271,51**
	Total classe 2	**3 850 165,84**	**913 020,92**	**173 616,21**	**174 269,47**	**317 513,41**	**264 980,80**	**4 341 295,46**	**1 352 271,19**	**3 987 295,78**	**998 271,51**
4011	Fournisseurs		32 999,51	798 243,36	796 278,54			798 243,36	829 278,05		31 034,69
401	**Sous Total compte 401**		**32 999,51**	**798 243,36**	**796 278,54**			**798 243,36**	**829 278,05**		**31 034,69**
4041	Fournis immob		7 389,48	382 787,95	375 398,47			382 787,95	382 787,95		0,00
404	**Sous Total compte 404**		**7 389,48**	**382 787,95**	**375 398,47**			**382 787,95**	**382 787,95**		**0,00**
408	Fournis factures non parvenues		105 310,80	105 310,80	28 856,60			105 310,80	134 167,40		28 856,60
40	**Sous Total compte 40**		**145 699,79**	**1 286 342,11**	**1 200 533,61**			**1 286 342,11**	**1 346 233,40**		**59 891,29**
4111	Redevables - amiable	8 110,00		160 143,45	167 903,45			168 253,45	167 903,45	350,00	
4116	Redevables - contentieux			17 399,97	17 399,97			17 399,97	17 399,97		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	**Sous Total compte 411**	**8 110,00**		**177 543,42**	**185 303,42**			**185 653,42**	**185 303,42**	**350,00**	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable			47 827,20	38 227,20			47 827,20	38 227,20	9 600,00	
414	**Sous Total compte 414**			**47 827,20**	**38 227,20**			**47 827,20**	**38 227,20**	**9 600,00**	
41	**Sous Total compte 41**	**8 110,00**		**225 370,62**	**223 530,62**			**233 480,62**	**223 530,62**	**9 950,00**	
421	Personnel - rémunérations dues			939 366,29	939 366,29			939 366,29	939 366,29		0,00
42	**Sous Total compte 42**			**939 366,29**	**939 366,29**			**939 366,29**	**939 366,29**		**0,00**
431	Sécurite sociale			388 929,11	389 584,24			388 929,11	389 584,24		655,13
437	Autres organismes sociaux			302 994,07	302 994,07			302 994,07	302 994,07		0,00
43	**Sous Total compte 43**			**691 923,18**	**692 578,31**			**691 923,18**	**692 578,31**		**655,13**
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable	24,00		680 973,23	680 997,23			680 997,23	680 997,23		0,00
4416	Etat aut col pub sub à recev contentieux	394,79		31 339,03	31 700,93			31 733,82	31 700,93	32,89	
441	**Sous Total compte 441**	**418,79**		**712 312,26**	**712 698,16**			**712 731,05**	**712 698,16**	**32,89**	
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			44 133,07	44 133,07			44 133,07	44 133,07		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
442	**Sous Total compte 442**			**44 133,07**	**44 133,07**			**44 133,07**	**44 133,07**		**0,00**
44311	Opér particul avec Etat dépenses			3 549,06	3 549,06			3 549,06	3 549,06		0,00
44312	Opér particul avec Etat recettes amiable	280,00		925,00	1 205,00			1 205,00	1 205,00		0,00
4431	**Sous Total compte 4431**	**280,00**		**4 474,06**	**4 754,06**			**4 754,06**	**4 754,06**		**0,00**
44322	Opér particul Région recettes amiable			1 050,00				1 050,00		1 050,00	
4432	**Sous Total compte 4432**			**1 050,00**				**1 050,00**		**1 050,00**	
44332	Opér particul avec Dépt rec amiable			1 050,00	700,00			1 050,00	700,00	350,00	
4433	**Sous Total compte 4433**			**1 050,00**	**700,00**			**1 050,00**	**700,00**	**350,00**	
44341	Opér part av Etat communes dépenses			55 972,81	55 972,81			55 972,81	55 972,81		0,00
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	28 256,20		155 253,24	143 801,94			183 509,44	143 801,94	39 707,50	
44346	Op particul avec Cnes rec contentieux			16 962,40	15 912,40			16 962,40	15 912,40	1 050,00	
4434	**Sous Total compte 4434**	**28 256,20**		**228 188,45**	**215 687,15**			**256 444,65**	**215 687,15**	**40 757,50**	
44352	Opér particul avec grp recettes amiable	5 915,00			5 915,00			5 915,00	5 915,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4435	**Sous Total compte 4435**	**5 915,00**			**5 915,00**			**5 915,00**	**5 915,00**		**0,00**
44362	Opér part Etat ce recettes amiable	52 578,97		10 593,43	62 159,27			63 172,40	62 159,27	1 013,13	
4436	**Sous Total compte 4436**	**52 578,97**		**10 593,43**	**62 159,27**			**63 172,40**	**62 159,27**	**1 013,13**	
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable			14 236,39	8 164,33			14 236,39	8 164,33	6 072,06	
4437	**Sous Total compte 4437**			**14 236,39**	**8 164,33**			**14 236,39**	**8 164,33**	**6 072,06**	
44381	Aut serv organ pub - dépenses			47 920,38	47 920,38			47 920,38	47 920,38		0,00
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	40 200,77		186 390,69	93 886,08			226 591,46	93 886,08	132 705,38	
4438	**Sous Total compte 4438**	**40 200,77**		**234 311,07**	**141 806,46**			**274 511,84**	**141 806,46**	**132 705,38**	
443	**Sous Total compte 443**	**127 230,94**		**493 903,40**	**439 186,27**			**621 134,34**	**439 186,27**	**181 948,07**	
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés			114 566,71	114 566,71			114 566,71	114 566,71		0,00
4487	Produits à recevoir	1 038 529,61		1 125 259,13	1 038 529,61			2 163 788,74	1 038 529,61	1 125 259,13	
448	**Sous Total compte 448**	**1 038 529,61**		**1 125 259,13**	**1 038 529,61**			**2 163 788,74**	**1 038 529,61**	**1 125 259,13**	
44	**Sous Total compte 44**	**1 166 179,34**		**2 490 174,57**	**2 349 113,82**			**3 656 353,91**	**2 349 113,82**	**1 307 240,09**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4512	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann		81 293,46	102 683,79	127 714,97			102 683,79	209 008,43		106 324,64
451	**Sous Total compte 451**		**81 293,46**	**102 683,79**	**127 714,97**			**102 683,79**	**209 008,43**		**106 324,64**
4581396	Dépenses (à subdiviser par mandat)	39 000,00				17 668,01		56 668,01		56 668,01	
4581425	Dépenses (à subdiviser par mandat)					42 000,00		42 000,00		42 000,00	
4581	**Sous Total compte 4581**	**39 000,00**				**59 668,01**		**98 668,01**		**98 668,01**	
4582396	Recettes (à subdiviser par mandat)		39 000,00				17 668,01		56 668,01		56 668,01
4582425	Recettes (à subdiviser par mandat)						42 000,00		42 000,00		42 000,00
4582	**Sous Total compte 4582**		**39 000,00**				**59 668,01**		**98 668,01**		**98 668,01**
458	**Sous Total compte 458**	**39 000,00**	**39 000,00**			**59 668,01**	**59 668,01**	**98 668,01**	**98 668,01**		**0,00**
45	**Sous Total compte 45**	**39 000,00**	**120 293,46**	**102 683,79**	**127 714,97**	**59 668,01**	**59 668,01**	**201 351,80**	**307 676,44**		**106 324,64**
4621	Créances cess immob - amiable			300,00	300,00			300,00	300,00		0,00
462	**Sous Total compte 462**			**300,00**	**300,00**			**300,00**	**300,00**		**0,00**
466	Excédt de verSEMent		199,00						199,00		199,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs			129 773,38	129 856,38			129 773,38	129 856,38		83,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**129 773,38**	**129 856,38**			**129 773,38**	**129 856,38**		**83,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	2 106,50		29 836,26	42 388,98			31 942,76	42 388,98		10 446,22
4672	**Sous Total compte 4672**	**2 106,50**		**29 836,26**	**42 388,98**			**31 942,76**	**42 388,98**		**10 446,22**
467	**Sous Total compte 467**	**2 106,50**		**159 609,64**	**172 245,36**			**161 716,14**	**172 245,36**		**10 529,22**
46	**Sous Total compte 46**	**2 106,50**	**199,00**	**159 909,64**	**172 545,36**			**162 016,14**	**172 744,36**		**10 728,22**
47134	Raet : subv		8 685,80	196 836,44	188 150,64			196 836,44	196 836,44		0,00
47138	Raet : autres			1 707 591,18	1 707 591,18			1 707 591,18	1 707 591,18		0,00
4713	**Sous Total compte 4713**		**8 685,80**	**1 904 427,62**	**1 895 741,82**			**1 904 427,62**	**1 904 427,62**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser			1 066,80	1 106,41			1 066,80	1 106,41		39,61
471	**Sous Total compte 471**		**8 685,80**	**1 905 494,42**	**1 896 848,23**			**1 905 494,42**	**1 905 534,03**		**39,61**
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts			35 337,87	35 337,87			35 337,87	35 337,87		0,00
47218	Autres dépenses			9 359,93	9 359,93			9 359,93	9 359,93		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4721	**Sous Total compte 4721**			**44 697,80**	**44 697,80**			**44 697,80**	**44 697,80**		**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			2,80	2,80			2,80	2,80		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			43 034,04	43 034,04			43 034,04	43 034,04		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**87 734,64**	**87 734,64**			**87 734,64**	**87 734,64**		**0,00**
47	**Sous Total compte 47**		**8 685,80**	**1 993 229,06**	**1 984 582,87**			**1 993 229,06**	**1 993 268,67**		**39,61**
	Total classe 4	**1 215 395,84**	**274 878,05**	**7 888 999,26**	**7 689 965,85**	**59 668,01**	**59 668,01**	**9 164 063,11**	**8 024 511,91**	**1 415 858,10**	**276 306,90**
515	Compte au trésor	692 245,98		3 169 889,57	3 319 622,58			3 862 135,55	3 319 622,58	542 512,97	
51	**Sous Total compte 51**	**692 245,98**		**3 169 889,57**	**3 319 622,58**			**3 862 135,55**	**3 319 622,58**	**542 512,97**	
5411	Disponibilites chez régisseurs d'avances	762,25		671,54	671,54			1 433,79	671,54	762,25	
541	**Sous Total compte 541**	**762,25**		**671,54**	**671,54**			**1 433,79**	**671,54**	**762,25**	
54	**Sous Total compte 54**	**762,25**		**671,54**	**671,54**			**1 433,79**	**671,54**	**762,25**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			259 166,80	259 166,80			259 166,80	259 166,80		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			4 638,50	4 638,50			4 638,50	4 638,50		0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
586	Opér fin budget p et bud annex rattachés			76 492,38	76 492,38			76 492,38	76 492,38		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**340 297,68**	**340 297,68**			**340 297,68**	**340 297,68**		**0,00**
	Total classe 5	**693 008,23**		**3 510 858,79**	**3 660 591,80**			**4 203 867,02**	**3 660 591,80**	**543 275,22**	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					457,94		457,94		457,94	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					4 563,09		4 563,09		4 563,09	
6061	**Sous Total compte 6061**					**5 021,03**		**5 021,03**		**5 021,03**	
60621	Achts non stkés combustibles					3 627,78		3 627,78		3 627,78	
60622	Achts non stkés carburants					29 093,70	1 119,26	29 093,70	1 119,26	27 974,44	
60623	Achts non stkés d'aliment					1 581,56	103,39	1 581,56	103,39	1 478,17	
6062	**Sous Total compte 6062**					**34 303,04**	**1 222,65**	**34 303,04**	**1 222,65**	**33 080,39**	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					29 788,64	3 086,04	29 788,64	3 086,04	26 702,60	
60636	Achts non stkés vêtements travail					3 684,71	147,89	3 684,71	147,89	3 536,82	
6063	**Sous Total compte 6063**					**33 473,35**	**3 233,93**	**33 473,35**	**3 233,93**	**30 239,42**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6064	Achts non stkés fournit admin					3 572,42		3 572,42		3 572,42	
6068	Achts non stkés autres mat et fourn					6 618,92	88,19	6 618,92	88,19	6 530,73	
606	**Sous Total compte 606**					**82 988,76**	**4 544,77**	**82 988,76**	**4 544,77**	**78 443,99**	
60	**Sous Total compte 60**					**82 988,76**	**4 544,77**	**82 988,76**	**4 544,77**	**78 443,99**	
611	Contrats prestations de services					51 573,12	15 528,40	51 573,12	15 528,40	36 044,72	
6122	Redevance de crédit-bail mobilier					6 648,93		6 648,93		6 648,93	
612	**Sous Total compte 612**					**6 648,93**		**6 648,93**		**6 648,93**	
6132	Locations immobilières					1 816,10		1 816,10		1 816,10	
6135	Locations mobilières					12 671,65		12 671,65		12 671,65	
613	**Sous Total compte 613**					**14 487,75**		**14 487,75**		**14 487,75**	
615221	Bâtiments publics					1 620,00		1 620,00		1 620,00	
61522	**Sous Total compte 61522**					**1 620,00**		**1 620,00**		**1 620,00**	
6152	**Sous Total compte 6152**					**1 620,00**		**1 620,00**		**1 620,00**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61551	Entretien réparations matériel roulant					11 917,98		11 917,98		11 917,98	
6155	**Sous Total compte 6155**					**11 917,98**		**11 917,98**		**11 917,98**	
6156	Maintenance					41 453,93	4 560,00	41 453,93	4 560,00	36 893,93	
615	**Sous Total compte 615**					**54 991,91**	**4 560,00**	**54 991,91**	**4 560,00**	**50 431,91**	
6161	Multirisques					20 831,33		20 831,33		20 831,33	
616	**Sous Total compte 616**					**20 831,33**		**20 831,33**		**20 831,33**	
617	Etudes et recherches					90 294,22	21 656,02	90 294,22	21 656,02	68 638,20	
6182	Divers doc générale et technique					2 046,00		2 046,00		2 046,00	
6185	Divers - frais colloques et séminaires					1 079,00		1 079,00		1 079,00	
618	**Sous Total compte 618**					**3 125,00**		**3 125,00**		**3 125,00**	
61	**Sous Total compte 61**					**241 952,26**	**41 744,42**	**241 952,26**	**41 744,42**	**200 207,84**	
6218	Autre personnel extérieur au service					56 012,25		56 012,25		56 012,25	
621	**Sous Total compte 621**					**56 012,25**		**56 012,25**		**56 012,25**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6226	Rému interméd honoraires					3 036,00		3 036,00		3 036,00	
6228	Rému interméd honoraires divers					240 752,69	45 578,60	240 752,69	45 578,60	195 174,09	
622	**Sous Total compte 622**					**243 788,69**	**45 578,60**	**243 788,69**	**45 578,60**	**198 210,09**	
6231	Pub public relat publ annonces insert					14 280,73		14 280,73		14 280,73	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies					160,00		160,00		160,00	
6237	Pub public relat publ publications					75 015,95	13 612,27	75 015,95	13 612,27	61 403,68	
623	**Sous Total compte 623**					**89 456,68**	**13 612,27**	**89 456,68**	**13 612,27**	**75 844,41**	
6248	Transports-divers					242,00		242,00		242,00	
624	**Sous Total compte 624**					**242,00**		**242,00**		**242,00**	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts					3 322,09		3 322,09		3 322,09	
6256	Déplacts missions récep - missions					4 919,16	266,70	4 919,16	266,70	4 652,46	
6257	Déplacts missions récep - réceptions					10 594,29	500,00	10 594,29	500,00	10 094,29	
625	**Sous Total compte 625**					**18 835,54**	**766,70**	**18 835,54**	**766,70**	**18 068,84**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchisser					11 041,78		11 041,78		11 041,78	
6262	Frais de télécommunicat					34 550,86	26,98	34 550,86	26,98	34 523,88	
626	**Sous Total compte 626**					**45 592,64**	**26,98**	**45 592,64**	**26,98**	**45 565,66**	
6281	Aut serv extér concours divers					14 364,00		14 364,00		14 364,00	
6283	Aut serv extér frais de nettoyage locaux					25 764,09	441,00	25 764,09	441,00	25 323,09	
6288	Autres serv extér					68 105,04		68 105,04		68 105,04	
628	**Sous Total compte 628**					**108 233,13**	**441,00**	**108 233,13**	**441,00**	**107 792,13**	
62	**Sous Total compte 62**					**562 160,93**	**60 425,55**	**562 160,93**	**60 425,55**	**501 735,38**	
6331	Versement mobilité					5 828,65		5 828,65		5 828,65	
6332	Cotisations versées au FNAL					1 036,13		1 036,13		1 036,13	
6336	Cotis. centre national - centres gestion					18 867,81		18 867,81		18 867,81	
633	**Sous Total compte 633**					**25 732,59**		**25 732,59**		**25 732,59**	
6355	Taxes et impôts sur les véhicules					563,03		563,03		563,03	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6358	Autres droits administration des impôts					371,00		371,00		371,00	
635	**Sous Total compte 635**					**934,03**		**934,03**		**934,03**	
63	**Sous Total compte 63**					**26 666,62**		**26 666,62**		**26 666,62**	
64111	Persl titulaire_rémun principale					849 638,66		849 638,66		849 638,66	
64112	Persl titulair_NBI supplt fami indem rés					20 582,95		20 582,95		20 582,95	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités					7 942,44		7 942,44		7 942,44	
6411	**Sous Total compte 6411**					**878 164,05**		**878 164,05**		**878 164,05**	
64131	Persel non titulaire - rémunération					329 165,05		329 165,05		329 165,05	
64138	Autres indemnités					168,72		168,72		168,72	
6413	**Sous Total compte 6413**					**329 333,77**		**329 333,77**		**329 333,77**	
6419	Rembst rémunérations du persel						17 651,82		17 651,82		17 651,82
641	**Sous Total compte 641**					**1 207 497,82**	**17 651,82**	**1 207 497,82**	**17 651,82**	**1 189 846,00**	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF					218 004,65		218 004,65		218 004,65	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6453	Cotisations aux caisses de retraites					237 485,49		237 485,49		237 485,49	
6454	Charges sécu cotisations ASSEDIC					13 643,41		13 643,41		13 643,41	
6459	Rembst charges sécu sociale prévoyance						1 700,00		1 700,00		1 700,00
645	**Sous Total compte 645**					**469 133,55**	**1 700,00**	**469 133,55**	**1 700,00**	**467 433,55**	
6475	Autres charges sociales médecine travail					2 250,80		2 250,80		2 250,80	
6478	Autres charges sociales diverses					72 855,72		72 855,72		72 855,72	
647	**Sous Total compte 647**					**75 106,52**		**75 106,52**		**75 106,52**	
64	**Sous Total compte 64**					**1 751 737,89**	**19 351,82**	**1 751 737,89**	**19 351,82**	**1 732 386,07**	
6518	Autres					8 207,85		8 207,85		8 207,85	
651	**Sous Total compte 651**					**8 207,85**		**8 207,85**		**8 207,85**	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers					56 037,79		56 037,79		56 037,79	
6532	Frais mission maires adjts conseillers					1 583,13		1 583,13		1 583,13	
6533	Cotisations retraite maire adjts conseil					5 256,96		5 256,96		5 256,96	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
653	**Sous Total compte 653**					**62 877,88**		**62 877,88**		**62 877,88**	
6558	Autres contributions obligatoires					15 138,00		15 138,00		15 138,00	
655	**Sous Total compte 655**					**15 138,00**		**15 138,00**		**15 138,00**	
657348	Subv fonct aux orga pub autres Cnes					52 551,16		52 551,16		52 551,16	
65734	**Sous Total compte 65734**					**52 551,16**		**52 551,16**		**52 551,16**	
65738	Subv fonct autres orga publics					5 621,86		5 621,86		5 621,86	
6573	**Sous Total compte 6573**					**58 173,02**		**58 173,02**		**58 173,02**	
657	**Sous Total compte 657**					**58 173,02**		**58 173,02**		**58 173,02**	
658822	Aides					51 420,55		51 420,55		51 420,55	
65882	**Sous Total compte 65882**					**51 420,55**		**51 420,55**		**51 420,55**	
65888	Autres					2,18		2,18		2,18	
6588	**Sous Total compte 6588**					**51 422,73**		**51 422,73**		**51 422,73**	
658	**Sous Total compte 658**					**51 422,73**		**51 422,73**		**51 422,73**	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
65	**Sous Total compte 65**					**195 819,48**		**195 819,48**		**195 819,48**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					17 374,33		17 374,33		17 374,33	
6611	**Sous Total compte 6611**					**17 374,33**		**17 374,33**		**17 374,33**	
661	**Sous Total compte 661**					**17 374,33**		**17 374,33**		**17 374,33**	
66	**Sous Total compte 66**					**17 374,33**		**17 374,33**		**17 374,33**	
6761	Différences sur réalisations (positives)					300,00		300,00		300,00	
676	**Sous Total compte 676**					**300,00**		**300,00**		**300,00**	
67	**Sous Total compte 67**					**300,00**		**300,00**		**300,00**	
6811	DA - immob					258 866,80		258 866,80		258 866,80	
681	**Sous Total compte 681**					**258 866,80**		**258 866,80**		**258 866,80**	
68	**Sous Total compte 68**					**258 866,80**		**258 866,80**		**258 866,80**	
	Total classe 6					**3 137 867,07**	**126 066,56**	**3 137 867,07**	**126 066,56**	**3 031 152,33**	**19 351,82**
70688	Prest serv autres prestat service						2 110,00		2 110,00		2 110,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7068	**Sous Total compte 7068**						**2 110,00**		**2 110,00**		**2 110,00**
706	**Sous Total compte 706**						**2 110,00**		**2 110,00**		**2 110,00**
7078	Ventes d'autres marchandises						2 437,30		2 437,30		2 437,30
707	**Sous Total compte 707**						**2 437,30**		**2 437,30**		**2 437,30**
70841	Mise à dispo persel aux BA						103 363,66		103 363,66		103 363,66
70845	Mise à dispo persel aux Cnes membres GFP					2 800,00	88 738,24	2 800,00	88 738,24		85 938,24
70848	Mise à dispo persel facturée autres org						220 900,95		220 900,95		220 900,95
7084	**Sous Total compte 7084**					**2 800,00**	**413 002,85**	**2 800,00**	**413 002,85**		**410 202,85**
70872	Rembst frais par bud annex régies munic						76 290,35		76 290,35		76 290,35
70878	Autres produits - remboursement de frais						504,50		504,50		504,50
7087	**Sous Total compte 7087**						**76 794,85**		**76 794,85**		**76 794,85**
708	**Sous Total compte 708**					**2 800,00**	**489 797,70**	**2 800,00**	**489 797,70**		**486 997,70**
70	**Sous Total compte 70**					**2 800,00**	**494 345,00**	**2 800,00**	**494 345,00**		**491 545,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74718	Autres participations Etat					134 016,43	526 725,14	134 016,43	526 725,14		392 708,71
7471	**Sous Total compte 7471**					**134 016,43**	**526 725,14**	**134 016,43**	**526 725,14**		**392 708,71**
7472	Participations - Région					202 794,30	943 258,66	202 794,30	943 258,66		740 464,36
7473	Participations - Dépt					10 000,00	357 455,00	10 000,00	357 455,00		347 455,00
74741	Participations Cnes membres GFP						164 659,30		164 659,30		164 659,30
74748	Participations des autres Cnes						14 791,53		14 791,53		14 791,53
7474	**Sous Total compte 7474**						**179 450,83**		**179 450,83**		**179 450,83**
7477	Participations - budget com fonds struct					538 731,18	850 909,07	538 731,18	850 909,07		312 177,89
7478	Participations - autres organismes					150 187,70	433 637,92	150 187,70	433 637,92		283 450,22
747	**Sous Total compte 747**					**1 035 729,61**	**3 291 436,62**	**1 035 729,61**	**3 291 436,62**		**2 255 707,01**
7488	Autres attributions - participations						103 033,39		103 033,39		103 033,39
748	**Sous Total compte 748**						**103 033,39**		**103 033,39**		**103 033,39**
74	**Sous Total compte 74**					**1 035 729,61**	**3 394 470,01**	**1 035 729,61**	**3 394 470,01**		**2 358 740,40**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

BALANCE REGLEMENTAIRE DES COMPTES DU GRAND LIVRE

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
752	Revenus des immeubles						47 827,20		47 827,20		47 827,20
7588	Autres produits divers de gestion couran						1,07		1,07		1,07
758	**Sous Total compte 758**						**1,07**		**1,07**		**1,07**
75	**Sous Total compte 75**						**47 828,27**		**47 828,27**		**47 828,27**
775	Produits des cessions d'immobilisatio						300,00		300,00		300,00
7788	Produits exceptionnels divers						5 157,32		5 157,32		5 157,32
778	**Sous Total compte 778**						**5 157,32**		**5 157,32**		**5 157,32**
77	**Sous Total compte 77**						**5 457,32**		**5 457,32**		**5 457,32**
	Total classe 7					**1 038 529,61**	**3 942 100,60**	**1 038 529,61**	**3 942 100,60**		**2 903 570,99**
	Total général	**7 255 080,59**	**7 255 080,59**	**11 588 504,56**	**11 539 204,16**	**4 583 320,93**	**4 632 621,33**	**23 426 906,08**	**23 426 906,08**	**10 474 445,37**	**10 474 445,37**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2022

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Page des signatures

84100 - SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA Exercice 2022

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

A , le

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **SM PARC REGIONAL DES GRANDS CA** pendant l'année **2022** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

A , le

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

Département : AVEYRON	**DELIBERATION N°2023 - 022**	Nombre de membres en exercice : 46
SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	**du COMITE SYNDICAL SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2022**	Nombre de membres présents :
	Séance du 10 mars 2023	Nombre de suffrages exprimés :

Le comité syndical réuni sous la présidence de séance de Christophe LABORIE , délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2022 dressé par Monsieur Richard FIOL, Président après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice considéré,

1° Lui donne acte de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLES	INVESTISSEMENTS		FONCTIONNEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats de l'exercice 2021		521 937,40		1 111 588,62		1 633 526,02
Transfert à la sect°d'investisst	-	-	-	-	-	-
Résultats cumulés reportés 2021		**521 937,40**	**-**	**1 111 588,62**		**1 633 526,02**
Opérations de l'exercice 2022	406 924,25	564 454,17	3 031 152,33	2 922 922,81	3 438 076,58	3 487 376,98
Résultats de l'exercice 2022		**157 529,92**	**108 229,52**			**49 300,40**
RESULTATS DE CLOTURE en €		**679 467,32**		**1 003 359,10**		**1 682 826,42**

ETAT DES RESTES A REALISER	INVESTISSEMENTS	
Dépenses reportées	714 028,44	
Recettes reportées		706 395,64
Déficit de financement	**7 632,80**	

Affectation des résultats

Résultat excédentaire de fonctionnement de l'exercice 2022 en €	**1 003 359,10**
Affectation du résultat prévu au BP 2023 :	
- En section de fonctionnement - article 002 "Excédents antérieurs reportés" - report à nouveau en €	**1 003 359,10**
- En section d'investissement - article 1068 "Excédents de fonctionnement capitalisés" en €	**0,00**

Résultat excédentaire d'investissement de l'exercice 2022 en €	**671 834,52**
Affectation du résultat prévu au BP 2023 :	
- En section d'investissement : article 001 "Excédents d'investissement antérieurs reportés" en €	**671 834,52**

2° Constate, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes

3° Reconnaît la sincérité des restes à réaliser

4° Voté et arrêté les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_022-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Région Occitanie			
Emmanuelle GAZEL *Région Occitanie* Pouvoir S. PEYRETOUT		**Bernard BASTIDE** *Région Occitanie*	
Clément CARLES *Région Occitanie*		**Sandrine SOLIMAN** *Région Occitanie*	
Aurélie MAILLOLS *Région Occitanie*		**Christine SAHUET** *Région Occitanie*	
Fadilha BENAMMAR KOLY *Région Occitanie*		**Aurélie GENOLHER** *Région Occitanie*	
Marie LACAZE *Région Occitanie*		**Christine BERNOT** *Région Occitanie*	
Pascal MAZET *Région Occitanie*		**Géraldine ROUQUETTE** *Région Occitanie*	
Conseil départemental de l'Aveyron			
Christophe LABORIE *Conseil départemental Aveyron*		**Christian NAUDAN** *Conseil départemental Aveyron*	
Emilie GRAL *Conseil départemental Aveyron*		**Jean-Paul SADOUL** *Conseil départemental Aveyron*	
Arnaud VIALA *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir F Rodriguez		**Valérie ABADIE ROQUES** *Conseil départemental Aveyron*	
Nadine FRAYSSE *Conseil départemental Aveyron*		**Jean-Philippe ABINAL** *Conseil départemental Aveyron*	
Monique ALIES *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir C. TOUZET		**Hélène RIVIERE** *Conseil départemental Aveyron*	
Claude ASSIER *Conseil départemental Aveyron* Pouvoir C. LABORIE		**Christian TIEULIE** *Conseil départemental Aveyron*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_022-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes urbaines			
Thierry PEREZ-LAFONT Pouvoir R. FIOL *Commune urbaine Millau*		**Nicolas WOHREL** *Commune urbaine Millau*	
Michel DURAND *Commune urbaine Millau*		**Yannick DOULS** *Commune urbaine Millau*	
Catherine JOUVE *Commune urbaine Millau*		**Marie-Eve PANIS** *Commune urbaine Millau*	
Philippe RAMONDENC *Commune urbaine Millau*		**~~Claude ASSIER~~** *Commune urbaine Millau*	
Céline RENAUD *Commune urbaine St-Affrique*		**Geneviève CAMBON** *Commune urbaine St-Affrique*	
Edmond GROS *Commune urbaine Sévérac d'Aveyron*		**Emilie FABRE** *Commune urbaine Sévérac d'Aveyron*	
Communautés de communes			
Sébastien CROS *C de C Causses à l'Aubrac*		**Philippe COSTES** *C de C Causses à l'Aubrac*	
Richard FIOL *C de C Larzac et Vallées*		**Maryse ROUX** *C de C Larzac et Vallées*	
Joël ESPINASSE *C de C Millau Grands Causses*		**Bernard MAURY** *C de C Millau Grands Causses*	
Mathieu LAMBRECHT *C de C Millau Grands Causses*		**Christophe SAINT-PIERRE** *C de C Millau Grands Causses*	
Christian BOUDES *C de C Millau Grands Causses*		**Vincent HERAN** *C de C Millau Grands Causses*	
Philippe LEPETIT *C de C Millau Grands Causses*		**Charlie MEDEIROS** *C de C Millau Grands Causses*	
Séverine PEYRETOUT *C de C Millau Grands Causses*		**Aurélie ESON** *C de C Millau Grands Causses*	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_022-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communautés de communes			
Bouchra EL MEROUANI *C de C Millau Grands Causses*		**Valentin ARTAL** *C de C Millau Grands Causses*	
Cyril TOUZET *C de C Monts, Rance et Rougiers*		**Bernard ARNOULD** C de C Monts, Rance et Rougiers	
Mathieu HENRY *C de C Muse et Raspes du Tarn*		**Georget DAMERVAL** *C de C Muse et Raspes du Tarn*	
Sébastien DAVID *C de C Saint-Affricain, Roquefort,7 Vallons*		**Thierry ARNAL** *C de C Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons*	
Bernard SIRGUE C de C Saint-Affricain, Roquefort,7 Vallons		**Frédéric ARTIS** C de C Saint-Affricain, Roquefort,7 Vallons	
Gérard CAILHOL *C de C Saint-Affricain, Roquefort,7 Vallons*		**Myriam SAHNOUN** C de C Saint-Affricain, Roquefort,7 Vallons	
Communes rurales			
Jean-Michel LADET *C R "Terroir Le Séveragais"*		**Elisabeth DODINET** *C R "Terroir le Séveragais"*	
Jean-François DUMAS Pouvoir JARLES *C R Terroir "Le Causse Noir, Les Gorges de la Dourbie et de la Jonte"*		**Christophe CARRAT** *C R Terroir "Le Causse Noir, Les Gorges de la Dourbie et de la Jonte""*	
François RODRIGUEZ C R Terroir *"Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*		**Victorien GENIEZ** C R Terroir "Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"	
Jean-Michel PINAULT *C R Terroir "Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*		**----------** *C R Terroir "Le Causse du Larzac, Pays Templier et Hospitalier"*	
Michel SIMONIN *C R Terroir "Pays de Roquefort, St Affricain, Rougiers"*		**Philippe MEJANE** C R Terroir "Pays de Roquefort, St Affricain, Rougiers"	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_022-BF
Reçu le 14/03/2023

Représentants titulaires		Représentants suppléants	
Communes rurales			
Jonathan COSTES *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*		**Gaëtan PRIVAT** *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*	
Jean-François ROUSSET *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*		**Christophe HURAULT** *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*	
Jean-Marie BODT *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*		**Anne CROS** *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*	
Bastien GIACOBBI *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*		**Eloi ALBET** *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*	
Michel LEBLOND *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*		**----------** *C R Terroir "Pays de Roquefort, St-Affricain, Rougiers"*	
---------- *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"*		**Nathalie PALMIER** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"* Pouvoir S. CROS	
Jacques ARLES *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"*		**Jean-Marc BEA** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"*	
Jean-Luc CRASSOUS *C R Terroir "Les Raspes du Tarn, Les Marches du Lévezou"* Pouvoir E GROS		**Gilles PLET** *C R Terroir "Les Raspes Du Tarn, Les Marches du Lévezou"*	
Bernadette PAILHAS *C R Terroir "Le Millavois"*		**Claude TREMOLET** *C R Terroir "Le Millavois"*	
Loïc ALMERAS *C R Terroir "Le Millavois"*		**Philippe CARRIERE** *C R Terroir "Le Millavois"*	

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Sceau du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Pour expédition conforme
Le Président de séance
Ch. LABORIE

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_022-BF
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-023 du Comité syndical du 10 mars 2023

Tarification des mises à disposition des services du Syndicat

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

En application de l'article L5721-9 du Code Général des Collectivités Locales, le Syndicat mixte peut mettre à disposition de ses membres tout ou partie de ses services et de son patrimoine pour réaliser des opérations spécifiques relevant de compétences partagées.

Cette mise à disposition s'inscrit dans le dispositif du « in house » qui est exclu du champ concurrentiel. Le remboursement des frais engagés sur ces missions ponctuelles et spécifiques doit se faire sur la base des coûts supportés par le Syndicat mixte.

Tel que délibéré dans le Débat d'Orientation Budgétaire 2023 le 3 février 2023, il convient d'ajuster le tarif des mises à disposition de services et de personnel, inchangé depuis 2015, pour les aligner sur le coût marginal réel, soit :

- 300 € / journée de travail pour les interventions des AEER
- 370 € / journée de travail pour les missions d'ingénierie

Il est proposé au Comité syndical de valider ces montants moyens afin de fixer les modalités de remboursement pour les conventions de mises à disposition futures.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette proposition.
Le Comité syndical autorise le Président à conclure des conventions de mise à disposition sur cette base et à rendre compte régulièrement auprès du Comité syndical.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_023-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-024 du Comité syndical du 10 mars 2023

Tarification de mise à disposition de la tente

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Depuis sa création, le Syndicat mixte du Parc, par le biais de convention, met à disposition une tente (9m x 5m) auprès des organisateurs de manifestations qui se déroulent sur son territoire.

Depuis 2019, la participation des bénéficiaires n'a pas évolué. Elle correspond à la mise à disposition d'un agent pour une ½ journée pour le montage et une ½ journée pour le démontage

Conformément à la délibération présentée à ce Comité syndical du 10 mars 2023 où il est proposé d'ajuster le coût journalier d'un agent à 300 euros, la participation de mise à disposition de la tente sera ajustée en conséquence à 300 euros.

La fiche de gestion qui fixe les modalités de la mise à disposition de la tente sera modifiée en ce sens.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_024-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023 -025 du Comité syndical du 10 mars 2023

Vote du Budget Primitif 2023 – Compétence Générale

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Le Débat d'Orientation budgétaire a été adopté par délibération n°2023-002 du comité syndical du 3 février 2023. A partir de ces orientations et des besoins recensés, le budget primitif 2023 a été élaboré.
Après avoir entendu les informations et explications apportées concernant l'ouverture des crédits proposés à ce budget primitif 2023, dont les montants consignés sont les suivants :

	FONCTIONNEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles	5 662 476,89 euros	4 934 374,19 euros
Opérations d'ordre	275 256,40 euros	
Résultat reporté		1 003 359,10 euros
TOTAL	**5 937 733,29 euros**	**5 937 733,29 euros**
	INVESTISSEMENT	
	Dépenses	**Recettes**
Opérations réelles (RAR et propositions)	881 883,97 euros	824 793,05 euros
Opérations d'ordre		275 256,40 euros
Résultat reporté		671 834,52 euros
TOTAL	**881 883,97 euros**	**1 771 883,97 euros**
	CUMUL des deux SECTIONS	
TOTAL	**6 819 617,26 euros**	**7 709 617,26 euros**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Après avoir délibéré, le Comité syndical vote le budget primitif 2023 relatif à la compétence générale du syndicat mixte du Parc et, mandate son Président pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Syndicat mixte - Budget principal (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25120134900015

POSTE COMPTABLE : SGC DE SAINT AFFRIQUE

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 36
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 40
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 61
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 92
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 93
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 95

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 97
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 101

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Code INSEE	Budget principal PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES	BP 2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) : Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) : Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 937 733,29	4 934 374,19
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 003 359,10
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	5 937 733,29	5 937 733,29

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	167 855,53	393 653,81
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	714 028,44	706 395,64
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 671 834,52
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	881 883,97	1 771 883,97

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	6 819 617,26	7 709 617,26

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 659 850,00	0,00	1 837 200,00	1 837 200,00	1 837 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 891 200,00	0,00	1 984 500,00	1 984 500,00	1 984 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	852 717,03	0,00	1 326 400,00	1 326 400,00	1 326 400,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**4 403 767,03**	**0,00**	**5 148 100,00**	**5 148 100,00**	**5 148 100,00**
66	Charges financières	26 000,00	0,00	21 500,00	21 500,00	21 500,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	750 000,00		450 000,00	450 000,00	450 000,00
022	Dépenses imprévues	140 015,50		41 876,89	41 876,89	41 876,89
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 320 782,53**	**0,00**	**5 662 476,89**	**5 662 476,89**	**5 662 476,89**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*258 866,80*		*275 256,40*	*275 256,40*	*275 256,40*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***258 866,80***		***275 256,40***	***275 256,40***	***275 256,40***
	TOTAL	**5 579 649,33**	**0,00**	**5 937 733,29**	**5 937 733,29**	**5 937 733,29**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 937 733,29**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	12 500,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	523 933,70	0,00	548 050,00	548 050,00	548 050,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	3 880 977,01	0,00	4 336 374,19	4 336 374,19	4 336 374,19
75	Autres produits de gestion courante	48 650,00	0,00	32 950,00	32 950,00	32 950,00
	Total des recettes de gestion courante	**4 466 060,71**	**0,00**	**4 932 374,19**	**4 932 374,19**	**4 932 374,19**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**4 468 060,71**	**0,00**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**4 468 060,71**	**0,00**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 003 359,10**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 937 733,29**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**275 256,40**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	270 419,52	679 165,01	113 951,78	113 951,78	793 116,79
	Total des dépenses d'équipement	**270 419,52**	**679 165,01**	**113 951,78**	**113 951,78**	**793 116,79**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00	31 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
27	Autres immobilisations financières	6 446,38	6 863,43	13 029,03	13 029,03	19 892,46
020	Dépenses imprévues	85 231,68		9 874,72	9 874,72	9 874,72
	Total des dépenses financières	**122 678,06**	**7 863,43**	**53 903,75**	**53 903,75**	**61 767,18**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**69 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**0,00**	**27 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**462 097,58**	**714 028,44**	**167 855,53**	**167 855,53**	**881 883,97**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**462 097,58**	**714 028,44**	**167 855,53**	**167 855,53**	**881 883,97**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**881 883,97**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	212 835,33	652 516,26	-8 390,15	-8 390,15	644 126,11
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**212 835,33**	**652 516,26**	**71 609,85**	**71 609,85**	**724 126,11**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	24 724,21	0,00	26 958,53	26 958,53	26 958,53
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 446,38	21 179,38	13 029,03	13 029,03	34 208,41
024	Produits des cessions d'immobilisations	400,00	5 700,00	6 800,00	6 800,00	12 500,00
	Total des recettes financières	**31 570,59**	**26 879,38**	**46 787,56**	**46 787,56**	**73 666,94**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**69 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**0,00**	**27 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**313 405,92**	**706 395,64**	**118 397,41**	**118 397,41**	**824 793,05**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*258 866,80*		*275 256,40*	*275 256,40*	*275 256,40*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
Total des recettes d'ordre d'investissement		*258 866,80*		*275 256,40*	*275 256,40*	*275 256,40*
TOTAL		572 272,72	706 395,64	393 653,81	393 653,81	1 100 049,45
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					671 834,52
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					1 771 883,97

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**275 256,40**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 837 200,00		1 837 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 984 500,00		1 984 500,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 326 400,00		1 326 400,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	21 500,00	*0,00*	21 500,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	*0,00*	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	450 000,00	*275 256,40*	725 256,40
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	41 876,89		41 876,89
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**5 662 476,89**	***275 256,40***	**5 937 733,29**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 937 733,29**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	31 000,00	*0,00*	31 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	793 116,79		793 116,79
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 000,00	*0,00*	1 000,00
27	Autres immobilisations financières	19 892,46	*0,00*	19 892,46
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	27 000,00	*0,00*	27 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	9 874,72		9 874,72
Dépenses d'investissement – Total		**881 883,97**	***0,00***	**881 883,97**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**881 883,97**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	15 000,00		15 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	548 050,00		548 050,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	4 336 374,19		4 336 374,19
75	Autres produits de gestion courante	32 950,00	*0,00*	32 950,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	*0,00*	2 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**4 934 374,19**	***0,00***	**4 934 374,19**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 003 359,10**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 937 733,29**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	26 958,53	*0,00*	26 958,53
13	Subventions d'investissement	644 126,11	*0,00*	644 126,11
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	*0,00*	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	34 208,41	*0,00*	34 208,41
28	*Amortissement des immobilisations*		*275 256,40*	275 256,40
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	27 000,00	*0,00*	27 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	12 500,00		12 500,00
	Recettes d'investissement – Total	**824 793,05**	***275 256,40***	**1 100 049,45**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**671 834,52**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 771 883,97**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**1 659 850,00**	**1 837 200,00**	**1 837 200,00**
60611	Eau et assainissement	1 100,00	1 100,00	1 100,00
60612	Energie - Electricité	4 500,00	9 000,00	9 000,00
60621	Combustibles	4 200,00	4 200,00	4 200,00
60622	Carburants	22 500,00	35 000,00	35 000,00
60623	Alimentation	1 250,00	3 500,00	3 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	125 000,00	114 000,00	114 000,00
60636	Vêtements de travail	5 000,00	7 500,00	7 500,00
6064	Fournitures administratives	8 000,00	6 500,00	6 500,00
6068	Autres matières et fournitures	4 600,00	4 000,00	4 000,00
611	Contrats de prestations de services	130 000,00	40 000,00	40 000,00
6122	Crédit-bail mobilier	11 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	3 000,00	4 000,00	4 000,00
6135	Locations mobilières	17 500,00	25 000,00	25 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	2 000,00	2 000,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	15 000,00	15 000,00
6156	Maintenance	50 000,00	42 000,00	42 000,00
6161	Multirisques	21 500,00	23 500,00	23 500,00
617	Etudes et recherches	534 000,00	568 500,00	568 500,00
6182	Documentation générale et technique	2 000,00	2 100,00	2 100,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 500,00	1 700,00	1 700,00
6226	Honoraires	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6228	Divers	343 000,00	560 500,00	560 500,00
6231	Annonces et insertions	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6232	Fêtes et cérémonies	500,00	500,00	500,00
6237	Publications	168 000,00	150 000,00	150 000,00
6248	Divers	500,00	500,00	500,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	3 000,00	3 000,00
6256	Missions	5 000,00	14 000,00	14 000,00
6257	Réceptions	14 000,00	14 000,00	14 000,00
6261	Frais d'affranchissement	8 500,00	12 000,00	12 000,00
6262	Frais de télécommunications	35 000,00	43 000,00	43 000,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	100,00	100,00
6281	Concours divers (cotisations)	12 000,00	15 000,00	15 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	25 600,00	28 000,00	28 000,00
6288	Autres services extérieurs	70 000,00	70 000,00	70 000,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	1 000,00	500,00	500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 891 200,00**	**1 984 500,00**	**1 984 500,00**
6218	Autre personnel extérieur	67 500,00	58 000,00	58 000,00
6331	Versement mobilité	7 000,00	6 400,00	6 400,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 300,00	1 250,00	1 250,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	19 000,00	20 700,00	20 700,00
64111	Rémunération principale titulaires	840 000,00	855 000,00	855 000,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	22 000,00	22 500,00	22 500,00
64118	Autres indemnités titulaires	15 000,00	9 000,00	9 000,00
64131	Rémunérations non tit.	375 000,00	425 000,00	425 000,00
64138	Autres indemnités non tit.	400,00	300,00	300,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	223 000,00	229 850,00	229 850,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	230 000,00	255 000,00	255 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	14 500,00	15 000,00	15 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	73 500,00	83 500,00	83 500,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**852 717,03**	**1 326 400,00**	**1 326 400,00**
6518	Autres	150,00	8 300,00	8 300,00
6531	Indemnités	56 000,00	60 000,00	60 000,00
6532	Frais de mission	1 500,00	2 000,00	2 000,00
6533	Cotisations de retraite	6 000,00	6 500,00	6 500,00
6541	Créances admises en non-valeur	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6558	Autres contributions obligatoires	15 200,00	15 500,00	15 500,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	40 000,00	40 000,00
657348	Subv. fonct. Autres communes	132 589,96	623 000,00	623 000,00
65737	Autres établissements publics locaux	104 312,80	104 350,00	104 350,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	354 811,59	411 650,00	411 650,00
658822	Autres	173 102,68	46 000,00	46 000,00
65888	Autres	8 050,00	8 100,00	8 100,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		4 403 767,03	5 148 100,00	5 148 100,00
66	Charges financières (b)	26 000,00	21 500,00	21 500,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6688	Autres	6 000,00	1 500,00	1 500,00
67	Charges exceptionnelles (c)	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	750 000,00	450 000,00	450 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	750 000,00	450 000,00	450 000,00
022	Dépenses imprévues (e)	140 015,50	41 876,89	41 876,89
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		5 320 782,53	5 662 476,89	5 662 476,89
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*	*258 866,80*	*275 256,40*	*275 256,40*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*258 866,80*	*275 256,40*	*275 256,40*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*258 866,80*	*275 256,40*	*275 256,40*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*258 866,80*	*275 256,40*	*275 256,40*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		5 579 649,33	5 937 733,29	5 937 733,29

	+
RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 937 733,29

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**12 500,00**	**15 000,00**	**15 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	12 500,00	15 000,00	15 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**523 933,70**	**548 050,00**	**548 050,00**
70688	Autres prestations de services	2 450,00	3 500,00	3 500,00
7078	Autres marchandises	3 000,00	21 500,00	21 500,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	117 800,00	121 800,00	121 800,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	73 030,84	42 000,00	42 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	249 002,86	265 000,00	265 000,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	78 550,00	78 000,00	78 000,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	100,00	16 250,00	16 250,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**3 880 977,01**	**4 336 374,19**	**4 336 374,19**
74718	Autres participations Etat	687 205,56	472 085,92	472 085,92
7472	Participat° Régions	978 749,31	1 088 255,42	1 088 255,42
7473	Participat° Départements	347 455,00	347 455,00	347 455,00
74741	Participat° Communes du GFP	164 659,30	164 019,90	164 019,90
74748	Participat° Autres communes	83 036,53	90 600,00	90 600,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	637 532,68	413 591,65	413 591,65
7478	Participat° Autres organismes	448 997,13	571 799,28	571 799,28
7488	Autres attributions et participations	533 341,50	1 188 567,02	1 188 567,02
75	**Autres produits de gestion courante**	**48 650,00**	**32 950,00**	**32 950,00**
752	Revenus des immeubles	48 600,00	32 900,00	32 900,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	50,00	50,00	50,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**4 466 060,71**	**4 932 374,19**	**4 932 374,19**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**2 000,00**	**2 000,00**	**2 000,00**
7788	Produits exceptionnels divers	2 000,00	2 000,00	2 000,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**4 468 060,71**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**4 468 060,71**	**4 934 374,19**	**4 934 374,19**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 003 359,10**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 937 733,29**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à enregistrer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire ici le résultat de fonctionnement reporté (ligne 002 du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
11	Opération d'équipement n° 11 (5)	138 830,05	15 632,46	15 632,46
16	Opération d'équipement n° 16 (5)	-6 446,82	4 974,25	4 974,25
19	Opération d'équipement n° 19 (5)	572,26	0,00	0,00
20	Opération d'équipement n° 20 (5)	-12 200,49	2 000,00	2 000,00
21	Opération d'équipement n° 21 (5)	75 000,00	24 119,60	24 119,60
23	Opération d'équipement n° 23 (5)	-12 952,28	-7 772,65	-7 772,65
24	Opération d'équipement n° 24 (5)	0,00	0,00	0,00
25	Opération d'équipement n° 25 (5)	0,00	0,00	0,00
26	Opération d'équipement n° 26 (5)	0,00	-4 350,00	-4 350,00
27	Opération d'équipement n° 27 (5)	52 800,00	0,00	0,00
29	Opération d'équipement n° 29 (5)	17 416,80	0,00	0,00
30	Opération d'équipement n° 30 (5)	17 400,00	79 342,97	79 342,97
31	Opération d'équipement n° 31 (5)	0,00	5,15	5,15
	Total des dépenses d'équipement	270 419,52	113 951,78	113 951,78
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	31 000,00	31 000,00
1641	Emprunts en euros	31 000,00	31 000,00	31 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 446,38	13 029,03	13 029,03
2764	Créances sur personnes de droit privé	6 446,38	13 029,03	13 029,03
020	Dépenses imprévues	85 231,68	9 874,72	9 874,72
	Total des dépenses financières	122 678,06	53 903,75	53 903,75
4581425	Réhab ANC (6)	69 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	69 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	462 097,58	167 855,53	167 855,53
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	462 097,58	167 855,53	167 855,53

\+

RESTES A REALISER N-1 (11)	714 028,44

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	881 883,97

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition des opérations d'ordre budgétaires en annexe IV A 2.

(8) Les comptes 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1518 et 1582 ne sont applicables que si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**212 835,33**	**-8 390,15**	**-8 390,15**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	-21 201,60	-21 201,60
1322	Subv. non transf. Régions	111 279,51	7 080,20	7 080,20
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	35 193,75	8 908,33	8 908,33
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	29 493,75	-16 677,08	-16 677,08
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	40 460,70	13 500,00	13 500,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	-3 592,38	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**80 000,00**	**80 000,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	80 000,00	80 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**212 835,33**	**71 609,85**	**71 609,85**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**24 724,21**	**26 958,53**	**26 958,53**
10222	FCTVA	24 724,21	26 958,53	26 958,53
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**6 446,38**	**13 029,03**	**13 029,03**
2764	Créances sur personnes de droit privé	6 446,38	13 029,03	13 029,03
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**400,00**	**6 800,00**	**6 800,00**
	Total des recettes financières	**31 570,59**	**46 787,56**	**46 787,56**
4582425	Réhab ANC (5)	69 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**69 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**313 405,92**	**118 397,41**	**118 397,41**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***258 866,80***	***275 256,40***	***275 256,40***
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*	*1 048,80*	*1 048,80*
28051	*Concessions et droits similaires*	*87 120,67*	*99 859,17*	*99 859,17*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*	*2 521,84*	*2 521,84*
28182	*Matériel de transport*	*44 136,90*	*53 790,25*	*53 790,25*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*15 365,67*	*13 556,58*	*13 556,58*
28184	*Mobilier*	*4 007,41*	*4 058,95*	*4 058,95*
28188	*Autres immo. corporelles*	*104 665,51*	*100 420,81*	*100 420,81*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***258 866,80***	***275 256,40***	***275 256,40***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***258 866,80***	***275 256,40***	***275 256,40***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**572 272,72**	**393 653,81**	**393 653,81**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**706 395,64**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**671 834,52**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 771 883,97**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote, I-B.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV.A2.2 des états annexés aux comptes de tiers.
(6) Cf. définition du 5 du 2 de l'article 2 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 11 (1)
LIBELLE : Matériel et outillage

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
	DEPENSES	756 311,36	a 79 367,54	15 632,46	b 15 632,46	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	756 311,36	79 367,54	15 632,46	15 632,46	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	756 311,36	79 367,54	15 632,46	15 632,46	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
	TOTAL RECETTES AFFECTEES	c 102 022,38	d -2 488,55
13	**Subventions d'investissement**	102 022,38	-2 488,55
1322	Subv. non transf. Régions	54 947,38	5 280,20
13248	Subv. non transf. Autres communes	16 043,75	2 575,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	10 343,75	-10 343,75
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	20 687,50	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**4 533,83**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 16 (1)
LIBELLE : Informatique et bureautique

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		292 487,12	a 12 025,75	4 974,25	b 4 974,25	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	26 605,14	4 000,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	26 605,14	4 000,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	265 881,98	8 025,75	4 974,25	4 974,25	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	265 881,98	8 025,75	4 974,25	4 974,25	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-17 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 19 (1)
LIBELLE : Aménagement des locaux

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		37 437,65	a 2 400,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	37 437,65	2 400,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	37 437,65	2 400,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-2 400,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 20 (1)
LIBELLE : Acquisition et rénovation siège social

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		2 143 551,43	a 10 500,00	2 000,00	b 2 000,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 143 551,43	10 500,00	2 000,00	2 000,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	2 091 757,98	3 000,00	2 000,00	2 000,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	51 793,45	7 500,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-12 500,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 21 (1)
LIBELLE : Outils numériques

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		192 837,21	a 59 480,40	24 119,60	b 24 119,60	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**111 317,61**	**37 500,00**	**-37 500,00**	**-37 500,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	111 317,61	37 500,00	-37 500,00	-37 500,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**81 519,60**	**21 980,40**	**61 619,60**	**61 619,60**	**0,00**
2188	Autres immobilisations corporelles	81 519,60	21 980,40	61 619,60	61 619,60	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 109 500,00	d 13 500,00
13	**Subventions d'investissement**	**109 500,00**	**13 500,00**
1322	Subv. non transf. Régions	71 500,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	19 000,00	6 333,33
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	19 000,00	-6 333,33
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	13 500,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**39 400,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 22 (1)
LIBELLE : Activités pleine nature Patrimoines Paysages

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 23 (1)
LIBELLE : Autopartage

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		31 589,81	a 131 148,52	-7 772,65	b -7 772,65	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	31 589,81	131 148,52	-7 772,65	-7 772,65	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	31 589,81	131 148,52	-7 772,65	-7 772,65	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 147 708,38	d 0,00
13	Subventions d'investissement	147 708,38	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	67 347,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	50 869,70	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	29 491,68	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	24 332,51

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 24 (1)
LIBELLE : Forêts et filière bois

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		5 316,00	a 9 324,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	5 316,00	9 324,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 316,00	9 324,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 9 515,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	9 515,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	9 515,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	191,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 25 (1)
LIBELLE : Covoiturage

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 18 000,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 16 000,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	16 000,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	15 240,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	760,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-2 000,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 26 (1)
LIBELLE : Itinérance Gorges et vallée du Tarn

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		125 114,00	a 160 102,00	-4 350,00	b -4 350,00	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**125 114,00**	**136 102,00**	**-4 350,00**	**-4 350,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	125 114,00	136 102,00	-4 350,00	-4 350,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2184	Mobilier	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 180 170,50	d -21 201,60
13	**Subventions d'investissement**	**180 170,50**	**-21 201,60**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	50 809,50	-21 201,60
1322	Subv. non transf. Régions	60 000,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	21 125,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	48 236,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**3 216,90**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 27 (1)
LIBELLE : Abris de troupeau

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		68 952,10	a 52 800,00	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	5 244,00	6 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00
2031	Frais d'études	5 244,00	6 000,00	4 000,00	4 000,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	63 708,10	46 800,00	-4 000,00	-4 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	63 708,10	46 800,00	-4 000,00	-4 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 44 000,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	44 000,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	30 000,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	14 000,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-8 800,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 29 (1)
LIBELLE : Mares et Lavognes

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 17 416,80	0,00	b 0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	17 416,80	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	17 416,80	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-17 416,80

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 30 (1)
LIBELLE : Filière Pierre

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 17 400,00	79 342,97	b 79 342,97	b 0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**7 200,00**	**-657,03**	**-657,03**	**0,00**
2032	Frais de recherche et de développement	0,00	7 200,00	-657,03	-657,03	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**10 200,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**0,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00	0,00
21748	Sol autrui - Autres construct° (mise à d	0,00	10 200,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 16 000,00	d 80 000,00
13	**Subventions d'investissement**	**16 000,00**	**0,00**
1322	Subv. non transf. Régions	10 000,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	3 000,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	3 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**80 000,00**
2148	Construct° sol autrui - Autres construct	0,00	80 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c + d) – (a + b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-742,97**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 31 (1)
LIBELLE : Avenir Montagne Mobilités

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3) (5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		0,00	a 109 200,00	5,15	b 5,15	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	109 200,00	5,15	5,15	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	18 000,00	5,15	5,15	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	91 200,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		c 27 600,00	d 1 800,00
13	Subventions d'investissement	27 600,00	1 800,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	27 600,00	1 800,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00

RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif	-79 805,15

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_12-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV
A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	50 527	0	0	24 120	0	0	0	0	94 258	-1 049	167 856
dont Equipements municipaux (2)		9 652	0	0	24 120	0	0	0	0	84 530	-4 350	113 952
dont Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Total dépenses de l'exercice	0	50 527	0	0	24 120	0	0	0	0	94 258	-1 049	167 856
RAR N-1 et reports	0	30 026	0	0	59 480	0	0	0	0	459 757	164 765	714 028
Total cumulé dépenses d'investissement	0	80 553	0	0	83 600	0	0	0	0	554 015	163 716	881 884
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	309 015	0	0	0	0	0	0	0	89 040	-4 401	393 654
RAR N-1 et reports	0	677 535	0	0	78 000	0	0	0	0	399 246	223 450	1 378 230
Total cumulé recettes d'investissement	0	986 549	0	0	78 000	0	0	0	0	488 285	219 049	1 771 884
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	0	2 012 581	0	0	69 007	0	0	0	0	2 883 964	972 181	5 937 733
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé dépenses de fonctionnement	0	2 012 581	0	0	69 007	0	0	0	0	2 883 964	972 181	5 937 733
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	1 646 637	0	0	78 500	0	0	0	0	2 654 860	554 377	4 934 374
RAR N-1 et reports	0	1 003 359	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 003 359
Total cumulé recettes de fonctionnement	0	2 649 997	0	0	78 500	0	0	0	0	2 654 860	554 377	5 937 733

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF

IV – ANNEXES

IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**0**	**80 553**	**0**	**0**	**83 600**	**0**	**0**	**0**	**0**	**554 015**	**163 716**	**881 884**
Dépenses réelles		0	80 553	0	0	83 600	0	0	0	0	554 015	163 716	881 884
01	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
02	Dépenses imprévues	0	9 875	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 875
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	31 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 928	7 964	19 892
Opérations d'équipement		0	39 678	0	0	83 600	0	0	0	0	514 087	155 752	793 117
11	Matériel et outillage	0	7 778	0	0	0	0	0	0	0	87 222	0	95 000
16	Informatique et bureautique	0	17 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 000
19	Aménagement des locaux	0	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 400
20	Acquisition et rénovation siège social	0	12 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 500
21	Outils numériques	0	0	0	0	83 600	0	0	0	0	0	0	83 600
23	Autopartage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	123 376	0	123 376
24	Forêts et filière bois	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 324	0	9 324
25	Covoiturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 000	0	18 000
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	155 752	155 752
27	Abris de troupeau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 800	0	52 800
29	Mares et Lavognes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 417	0	17 417
30	Filière Pierre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	96 743	0	96 743
31	Avenir Montagne Mobilités	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 205	0	109 205
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 000	0	27 000

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventllables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
4591425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 000	0	27 000
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RECETTES													
Total recettes investissement		**0**	**314 715**	**0**	**0**	**78 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**488 285**	**219 049**	**1 100 049**
Recettes réelles		0	39 459	0	0	78 000	0	0	0	0	488 285	219 049	824 793
10	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	Produits des cessions d'immobilisations	0	12 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 500
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	26 959	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 959
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	78 000	0	0	0	0	362 157	203 969	644 126
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	80 000	0	80 000
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 128	15 080	34 208
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 000	0	27 000
4582425	Réhab ANC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 000	0	27 000
Recettes d'ordre		*0*	*275 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*275 256*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*275 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*275 256*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
FONCTIONNEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses de fonctionnement		**0**	**2 012 581**	**0**	**0**	**69 007**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 883 964**	**972 181**	**5 937 733**
Dépenses réelles		0	1 737 325	0	0	69 007	0	0	0	0	2 883 964	972 181	5 662 477
011	Charges à caractère général	0	391 990	0	0	65 307	0	0	0	0	1 159 189	220 714	1 837 200

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-20230310_025-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
011	Charges de personnel, frais assimilés	0	742 400	0	0	3 700	0	0	0	0	761 850	476 550	1 984 500
013	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	41 877	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 877
65	Autres charges de gestion courante	0	88 558	0	0	0	0	0	0	0	962 925	274 917	1 326 400
655	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	21 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	21 500
67	Charges exceptionnelles	0	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	450 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	450 000
Dépenses d'ordre		*0*	*275 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*275 256*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*275 256*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*275 256*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

RECETTES

Total recettes de fonctionnement		**0**	**1 646 637**	**0**	**0**	**78 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 654 860**	**554 377**	**4 934 374**
Recettes réelles		0	1 646 637	0	0	78 500	0	0	0	0	2 654 860	554 377	4 934 374
013	Atténuations de charges	0	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	414 322	0	0	0	0	0	0	0	114 428	19 300	548 050
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	1 182 366	0	0	78 500	0	0	0	0	2 540 432	535 077	4 336 374
75	Autres produits de gestion courante	0	32 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 950
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031_0_2-1-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
	DEPENSES (2)	0,00	2 012 581,23	0,00	0,00	2 012 581,23
	Dépenses de l'exercice	0,00	2 012 581,23	0,00	0,00	2 012 581,23
011	Charges à caractère général	0,00	391 989,83	0,00	0,00	391 989,83
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	742 400,00	0,00	0,00	742 400,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	41 876,89	0,00	0,00	41 876,89
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*275 256,40*	*0,00*	*0,00*	*275 256,40*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	88 558,11	0,00	0,00	88 558,11
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	21 500,00	0,00	0,00	21 500,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	450 000,00	0,00	0,00	450 000,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	2 649 996,53	0,00	0,00	2 649 996,53
	Recettes de l'exercice	0,00	1 646 637,43	0,00	0,00	1 646 637,43
013	Atténuations de charges	0,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	414 321,53	0,00	0,00	414 321,53
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 182 365,90	0,00	0,00	1 182 365,90
75	Autres produits de gestion courante	0,00	32 950,00	0,00	0,00	32 950,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	1 003 359,10	0,00	0,00	1 003 359,10
	SOLDE (2)	0,00	637 415,30	0,00	0,00	637 415,30

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat°

Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

	DEPENSES (2)	2 012 581,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	2 012 581,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	391 989,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	742 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	41 876,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*275 256,40*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	88 558,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	21 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	450 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	2 649 996,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	1 646 637,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	414 321,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 182 365,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	32 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	1 003 359,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	637 415,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile

Accusé de réception en préfecture
012-251201849-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes	251 Hébergement et	252 Transports	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de

Accusé de réception en préfecture
012-251201330-20230330-2023030_02-BF
Reçu le 14/03/2023

					scolaire				services
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031-02-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	69 007,34	69 007,34
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	69 007,34	69 007,34
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	65 307,34	65 307,34
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	3 700,00	3 700,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	78 500,00	78 500,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	78 500,00	78 500,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	78 500,00	78 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	9 492,66	9 492,66

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale,	312 Arts plastiques,	313 Théâtres	314 Cinémas et	321 Bibliothèques et	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

			artistiques		spectacles				
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances

Accusé de réception en préfecture
012-251201341-20230310-20230310_021-BF
Reçu le 14/03/2023

					sportifs ou de loisir				
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'Investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en	524 Autres services

Accusé de réception en préfecture
012-251201340_20230310-20230310_0025-BF
Reçu le 14/03/2023

						handicapés		difficulté	
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BP
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023310025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031002-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	2 333 567,15	550 396,53	2 883 963,68
	Dépenses de l'exercice	0,00	2 333 567,15	550 396,53	2 883 963,68
011	Charges à caractère général	0,00	893 492,15	265 696,53	1 159 188,68
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	488 750,00	273 100,00	761 850,00
013	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	951 325,00	11 600,00	962 925,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	2 286 304,65	368 555,36	2 654 860,01
	Recettes de l'exercice	0,00	2 286 304,65	368 555,36	2 654 860,01
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	82 600,00	31 828,47	114 428,47
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	2 203 704,65	336 726,89	2 540 431,54
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	-47 262,50	-181 841,17	-229 103,67

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers

Accusé de réception en préfecture
012-251201134-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_02-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES (2)	2 333 567,15	0,00	0,00	0,00	0,00	550 396,53	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	2 333 567,15	0,00	0,00	0,00	0,00	550 396,53	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	893 492,15	0,00	0,00	0,00	0,00	265 696,53	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	488 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 100,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	951 325,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 600,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	2 286 304,65	0,00	0,00	0,00	0,00	368 555,36	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	2 286 304,65	0,00	0,00	0,00	0,00	368 555,36	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	82 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 828,47	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 203 704,65	0,00	0,00	0,00	0,00	336 726,89	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-47 262,50	0,00	0,00	0,00	0,00	-181 841,17	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031 0-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
	DEPENSES (2)	317 385,29	0,00	0,00	0,00	0,00	292 395,75	362 400,00	972 181,04
	Dépenses de l'exercice	317 385,29	0,00	0,00	0,00	0,00	292 395,75	362 400,00	972 181,04
011	Charges à caractère général	205 985,29	0,00	0,00	0,00	0,00	14 728,86	0,00	220 714,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	56 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 750,00	362 400,00	476 550,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	219 916,89	0,00	274 916,89
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	229 344,75	0,00	0,00	0,00	0,00	325 032,00	0,00	554 376,75
	Recettes de l'exercice	229 344,75	0,00	0,00	0,00	0,00	325 032,00	0,00	554 376,75
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 300,00	0,00	19 300,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	229 344,75	0,00	0,00	0,00	0,00	305 732,00	0,00	535 076,75
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-88 040,54	0,00	0,00	0,00	0,00	32 636,25	-362 400,00	-417 804,29

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002

apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310D025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**80 552,53**	**0,00**	**0,00**	**80 552,53**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**50 526,78**	**0,00**	**0,00**	**50 526,78**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**9 874,72**	**0,00**	**0,00**	**9 874,72**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**31 000,00**	**0,00**	**0,00**	**31 000,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**9 652,06**	**0,00**	**0,00**	**9 652,06**
11	Matériel et outillage	0,00	2 677,81	0,00	0,00	2 677,81
16	Informatique et bureautique	0,00	4 974,25	0,00	0,00	4 974,25
19	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social	0,00	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**30 025,75**	**0,00**	**0,00**	**30 025,75**
RECETTES (2)		**0,00**	**986 549,45**	**0,00**	**0,00**	**986 549,45**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**309 014,93**	**0,00**	**0,00**	**309 014,93**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**6 800,00**	**0,00**	**0,00**	**6 800,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***275 256,40***	***0,00***	***0,00***	***275 256,40***

Accusé de réception en préfecture
012-251201341-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	26 958,53	0,00	0,00	26 958,53
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	677 534,52	0,00	0,00	677 534,52
SOLDE (2)		0,00	905 996,92	0,00	0,00	905 996,92

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		80 552,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		50 526,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	9 874,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	31 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201149-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Subventions d'équipement versées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations reçues en affectation	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Participat° et créances rattachées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Autres immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**9 652,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
11	Matériel et outillage	2 677,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Informatique et bureautique	4 974,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
9	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Acquisition et rénovation siège social	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser – reports		**30 025,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**986 549,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**309 014,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**6 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***275 256,40***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**26 958,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		677 534,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		905 996,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251200349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031_021-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_025-DE
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251210134-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201345-20230310-025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023015-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	83 600,00	83 600,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	24 119,60	24 119,60
3	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	24 119,60	24 119,60
21	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	24 119,60	24 119,60
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	59 480,40	59 480,40
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	78 000,00	78 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251601341-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	78 000,00	78 000,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-5 600,00	-5 600,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031004S-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	Outils numériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-025-BF

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses Imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025_BP
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00
01	Stocks	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-261201849-20230310-20230310_025-BF

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_045-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201341-20230310-20230310_025-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-2023031002-DE
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Reçu le 14/03/2023
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_025-BF

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201340-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**459 685,63**	**94 329,46**	**554 015,09**
Dépenses de l'exercice		0,00	71 575,47	22 682,76	94 258,23
31	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	9 728,11	9 728,11
Opérations d'équipement		0,00	71 575,47	12 954,65	84 530,12
11	Matériel et outillage	0,00	0,00	12 954,65	12 954,65
19	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	0,00	-7 772,65	0,00	-7 772,65
24	Forêts et filière bois	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	0,00	79 342,97	0,00	79 342,97
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	5,15	0,00	5,15
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**388 110,16**	**71 646,70**	**459 756,86**
RECETTES (2)		**0,00**	**388 374,63**	**99 910,69**	**488 285,32**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230331-D20230331_025_BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
Recettes de l'exercice		0,00	74 031,25	15 008,31	89 039,56
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	-5 968,75	5 280,20	-688,55
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	9 728,11	9 728,11
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	314 343,38	84 902,38	399 245,76
SOLDE (2)		0,00	-71 311,00	5 581,23	-65 729,77

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-251201345-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Emprunts et dettes assimilées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00
	Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Subventions d'équipement versées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations reçues en affectation	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00
	Immobilisations en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Participat° et créances rattachées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Autres immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
11	Matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
19	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts et filière bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	0,00	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		459 685,63	0,00	0,00	0,00	0,00	94 329,46	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		71 575,47	0,00	0,00	0,00	0,00	22 682,76	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
012-211201149-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Emprunts et dettes assimilées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations incorporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Subventions d'équipement versées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations corporelles	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations reçues en affectation	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Immobilisations en cours	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Participat° et créances rattachées	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Autres immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 728,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**71 575,47**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 954,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 954,65	0,00	0,00	0,00
	Aménagement des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Autopartage	-7 772,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
24	Forêts et filière bois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
25	Covoiturage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Abris de troupeau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
29	Mares et Lavognes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30	Filière Pierre	79 342,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
31	Avenir Montagne Mobilités	5,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4581425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	**388 110,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 646,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (2)	**388 374,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**99 910,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Recettes de l'exercice	**74 031,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 008,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**-5 968,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 280,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 728,11	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0582425	Réhab ANC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		314 343,38	0,00	0,00	0,00	0,00	84 902,38	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-71 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 581,23	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023031O_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	163 716,35	0,00	163 716,35
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 049,08	0,00	-1 049,08
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,92	0,00	3 300,92
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4 350,00	0,00	-4 350,00
26	Itinérance Gorges et vallée du Tarn	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4 350,00	0,00	-4 350,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 765,43	0,00	164 765,43
RECETTES (2)		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	217 266,25	0,00	219 049,20
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4 400,68	0,00	-4 400,68
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
012-251201436-20230310-2023031025-BF
Reçu le 14/03/2023

Budget principal - PARC NATUREL REGIONAL DES GRANDS CAUSSES - BP - 2023

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-7 701,60	0,00	-7 701,60
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 300,92	0,00	3 300,92
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	221 666,93	0,00	223 449,88
SOLDE (2)		1 782,95	0,00	0,00	0,00	0,00	53 549,90	0,00	55 332,85

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**40 874,72**	I	**40 874,72**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**31 000,00**		**31 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	31 000,00		31 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**9 874,72**		**9 874,72**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	9 874,72		9 874,72

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**40 874,72**	**714 028,44**	**0,00**	**754 903,16**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**322 043,96**	**III 322 043,96**
Ressources propres externes de l'année (a)		**39 987,56**	**39 987,56**
10222	FCTVA	26 958,53	26 958,53
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2764	Créances sur personnes de droit privé	13 029,03	13 029,03
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**282 056,40**	**282 056,40**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*1 048,80*	*1 048,80*
28051	*Concessions et droits similaires*	*99 859,17*	*99 859,17*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*2 521,84*	*2 521,84*
28182	*Matériel de transport*	*53 790,25*	*53 790,25*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*13 556,58*	*13 556,58*
28184	*Mobilier*	*4 058,95*	*4 058,95*
28188	*Autres immo. corporelles*	*100 420,81*	*100 420,81*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 800,00	6 800,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**322 043,96**	**706 395,64**	**671 834,52**	**0,00**	**1 700 274,12**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**754 903,16**
Ressources propres disponibles	IV	**1 700 274,12**
Solde	V = IV – II (6)	**945 370,96**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

(6) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 358 — **Intitulé de l'opération : Réh ANC Réhab ANC 2019** — **Date de la délibération : 01/01/2023**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 Opérations pour compte de tiers (5)	30 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	30 000,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 396 — **Intitulé de l'opération : Réhab ANC** — **Date de la délibération : 01/01/2023**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 Opérations pour compte de tiers (5)	152 668,01	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	152 668,01	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**152 668,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-2023_03_10_02-BF
Reçu le 14/03/2023

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Réhab ANC			Date de la délibération : 01/01/2023
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**27 000,00**
45 Opérations pour compte de tiers (5)	42 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**27 000,00**
RECETTES (b)	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**27 000,00**
45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	42 000,00	27 000,00	0,00	27 000,00
040 Financement par le mandataire	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**42 000,00**	**27 000,00**	**0,00**	**27 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

IV

C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**5,00**	**0,00**	**5,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**8,00**	**2,00**	**10,00**	**6,80**	**2,57**	**9,37**
Adjoint administratif territorial	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	2,00	1,00	3,00	2,00	0,57	2,57
Attaché	A	2,00	0,00	2,00	0,00	2,00	2,00
Rédacteur	B	1,00	0,00	1,00	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	0,00	1,00	1,00	0,90	0,00	0,90
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**21,00**	**0,00**	**21,00**	**10,00**	**11,00**	**21,00**
Adjoint technique territorial	C	3,00	0,00	3,00	1,00	2,00	3,00
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	C	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Ingénieur	A	13,00	0,00	13,00	6,00	7,00	13,00
Technicien	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Technicien Principal de 2ème Classe	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Attaché de Conservation du Patrimoine	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**30,00**	**2,00**	**32,00**	**17,80**	**13,57**	**31,37**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	C	ADM	486	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	C	TECH	473	0,00	A Autres	CDI Contractuel en CDI
Attaché	A	ADM	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Attaché	A	ADM	469	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	444	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Ingénieur	A	TECH	484	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Technicien	B	TECH	395	0,00	A Autres	CDD Contractuel en CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 46
Nombre de membres présents : 25
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 24/02/2023

Présenté par (1),
A Millau, le 10/03/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Millau, le 10/03/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

001. 1 REGION OCCITANIE : GAZEL Emmanuelle , Titulaire, Vice-Présidente Pouvoir S. PEYRETOUT	
002. 1 REGION OCCITANIE : BASTIDE Bernard , Suppléant	
003. 2 REGION OCCITANIE : CARLES Clément , Titulaire	
004. 2 REGION OCCITANIE : SOLIMAN Sandrine , Suppléant	
005. 3 REGION OCCITANIE : MAILLOLS Aurélie , Titulaire	
006. 3 REGION OCCITANIE : SAHUET Christine , Suppléant	
007. 4 REGION OCCITANIE : BENAMMAR KOLY Fadilha , Titulaire	
008. 4 REGION OCCITANIE : GENOLHER Aurélie , Suppléant	
009. 5 REGION OCCITANIE : LACAZE Marie , Titulaire	
010. 5 REGION OCCITANIE : BERNOT Christine , Suppléant	
011. 6 REGION OCCITANIE : MAZET Pascal , Titulaire	
012. 6 REGION OCCITANIE : ROUQUETTE Géraldine , Suppléant	
013. 1 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : LABORIE Christop , Titulaire, Vice-Président	
014. 1 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : NAUDAN Christian , Suppléant	
015. 2 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : GRAL Emilie , Titulaire	
016. 2 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : SADOUL Jean-Phil , Suppléant	
017. 3 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : VIALA Arnaud , Titulaire Pouvoir F. Rodriguez	
018. 3 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ABADIE-ROQUES Va , Suppléant	
019. 4 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : FRAYSSE Nadine , Titulaire	
020. 4 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ABINAL Jean-Phil , Suppléant	
021. 5 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ALIES Monique , Titulaire Pouvoir C TOUZET	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

022. 5 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : RIVIERE Hélène , Suppléant	
023. 6 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : ASSIER Claude , Titulaire Pouvoir Ch. LABORIE	
024. 6 CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON : TIEULIE Christia , Suppléant	
025. 1 CMNE URBAINE MILLAU : PEREZ-LAFONT Thierry , Titulaire Pouvoir R FIOL	
026. 1 CMNE URBAINE MILLAU : WOHREL Nicolas , Suppléant	
027. 2 CMNE URBAINE MILLAU : DURAND Michel , Titulaire	
028. 2 CMNE URBAINE MILLAU : DOULS Yannick , Suppléant	
029. 3 CMNE URBAINE MILLAU : JOUVE Catherine , Titulaire	
030. 3 CMNE URBAINE MILLAU : PANIS Marie-Eve , Suppléant	
031. 4 CMNE URBAINE MILLAU : RAMONDENC Philippe , Titulaire	
032. 4 CMNE URBAINE MILLAU : ---------- , Suppléant	
033. CMNE URBAINE SAINT-AFFRIQUE : RENAUD Céline , Titulaire	
034. CMNE URBAINE SAINT-AFFRIQUE : CAMBON Geneviève , Suppléant	
035. CMNE URBAINE SEVERAC : GROS Edmond , Titulaire	
036. CMNE URBAINE SEVERAC : FABRE Emilie , Suppléant	
037. CC CAUSSES à l'AUBRAC : CROS Sébastien , Titulaire	
038. CC CAUSSES à l'AUBRAC : COSTES Philippe , Suppléant	
039. CC LARZAC et VALLEES : FIOL Richard , Président	
040. CC LARZAC et VALLEES : ROUX Maryse , Suppléant	
041. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ESPINASSE Joël , Titulaire	
042. 1 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : MAURY Bernard , Suppléant	
043. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LAMBRECHT Mathieu , Titulaire	
044. 2 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : SAINT-PIERRE Christop , Suppléant	
045. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : BOUDES Christian , Titulaire	
046. 3 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : HERAN Vincent , Suppléant	
047. 4 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : LEPETIT Philippe , Titulaire	
048. 4 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : MEDEIROS Charlie , Suppléant	
049. 5 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : PEYRETOUT Séverine , Titulaire, membre BS	
050. 5 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ESON Aurélie , Suppléant	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

051. 6 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : EL MEROUANI Bouchra , Titulaire	
052. 6 CC MILLAU GRANDS CAUSSES : ARTAL Valentin , Suppléant	
053. CC MONTS RANCE et ROUGIERS : TOUZET Cyril , Titulaire, membre BS	
054. CC MONTS RANCE et ROUGIERS : ARNOULD Bernard , Suppléant	
055. CC MUSE et RASPES du TARN : HENRY Mathieu , Titulaire	
056. CC MUSE et RASPES du TARN : DAMERVAL Georget , Suppléant	
057. 1 CC SAR7V : DAVID Sébastien , Titulaire	
058. 1 CC SAR7V : ARNAL Thierry , Suppléant	
059. 2 CC SAR7V : SIRGUE Bernard , Titulaire, Vice-Président	
060. 2 CC SAR7V : ARTIS Frédéric , Suppléant	
061. 3 CC SAR7V : CAILHOL Gérard , Titulaire	
062. 3 CC SAR7V : SAHNOUN Myriam , Suppléant	
063. CMNE RUR TERROIR SEVERAGAIS : LADET Jean-Michel , Titulaire	
064. CMNE RUR TERROIR SEVERAGAIS : DODINET Elisabeth , Suppléant	
065. CMNE RUR.TER C.NOIR, G.DOURBIE JONTE: DUMAS Jean-F , Titulaire, Vice-Président POUVOIR J ARLES	
066. CMNE RUR.TER C.NOIR, G.DOURBIE JONTE: CARRAT Chris , Suppléant	
067. 1 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : RODRIGUEZ François , Titulaire	
068. 1 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : GENIEZ Victorien , Suppléant	
069. 2 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : PINAULT Jean-Michel , Titulaire	
070. 2 CMNE RURALE TERROIR LARZAC : ---------- , Suppléant	
071. 1 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : SIMONIN Mic , Titulaire	
072. 1 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : MEJANE Phil , Suppléant	
073. 2 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : COSTES Jona , Titulaire	
074. 2 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : PRIVAT Gaët , Suppléant	
075. 3 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS :ROUSSET Jean , Titulaire	
076. 3 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : HURAULT Chr , Suppléant	
077. 4 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : BODT Jean-M , Titulaire	
078. 4 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : CROS Anne , Suppléant	
079. 5 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : GIACOBBI Ba , Titulaire	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2

080. 5 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : ALBET Eloi , Suppléant	
081. 6 CMNE RUR TER.ROQ, ST AFF, ROUGIERS : LEBLOND Mic , Titulaire	
082. 6 CMNE RURALE TER.ROQUEFORT, ST AFF, ROUGIERS : -- , Suppléant	
083. 1 CMNE RURALE TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : , Titulaire	
084. 1 CMNE RURALE TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : PALMIER , Suppléant Pouvoir S CADS	
085. 2 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : ARLES Jacqu , Titulaire, membre BS	
086. 2 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : BEA J-Marc , Suppléant	
087. 3 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : CRASSOUS J- , Titulaire Pouvoir E GROS	
088. 3 CMNE RUR TER.RASPES TARN M.LEVEZOU : PLET Gilles , Suppléant	
089. 1 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : PAILHAS Bernadet , Titulaire	
090. 1 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : TREMOLET Claude , Suppléant	
091. 2 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : ALMERAS Loïc , Titulaire	
092. 2 CMNE RURALE TERROIR MILLAVOIS : CARRIERE Philipp , Suppléant	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

Millau, le 10 mars 2023

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : le Comité syndical.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Parc naturel régional des Grands Causses

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 Boulevard de l'Ayrolle - BP 50126
12101 MILLAU Cedex
Tél. 05 65 61 35 50 - info@parc-grands-causses.fr
www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_025-BF
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n°2023 -026 du Comité syndical du 10 mars 2023

Proposition de refacturation entre le budget principal et les budgets annexes de l'exercice 2023

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Dans le cadre de la gestion du Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR des Grands Causses, les dépenses se répartissent en fonction des compétences entre le budget principal, le budget annexe SCoT et le budget SPANC.

L'optimisation de la gestion impose une mutualisation d'un maximum de dépenses entre ces trois budgets afin d'en limiter les coûts.
Dans ce cadre des dépenses prises en charge par le budget général donnent lieu à une refacturation auprès des autres budgets.
Certaines de ces dépenses sont facilement identifiables et détachables (type : ordinateur, logiciel…), elles donnent lieu soit à une refacturation immédiate à l'euro près, soit une facturation étalée sur la durée d'amortissement du bien.
Les dépenses, dites de structures, sont identifiées sur le budget principal par un code analytique et refacturées à l'euro près, d'autres nécessitent la mise en place d'une clé de répartition traduisant le plus fidèlement possible la réalité de mobilisation des dépenses par le budget annexe (personnel, achats partagés, etc…).

Pour 2023, il est proposé au Comité syndical de délibérer les clés suivantes :

<u>SPANC – Proposition de refacturation du budget principal au budget SPANC</u>

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 30 % du coût salarial du responsable du pôle ressources naturelles et biodiversité
- 15 % des coûts salariaux pour les prestations comptables et de ressources humaines (sur 2 postes)
- 50% des coûts salariaux pour le secrétariat sur le poste d'une secrétaire
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures… selon la dépense engagée suivie par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_026-BF
Reçu le 14/03/2023

- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 7 400€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget principal au budget SCOT

- Montant réel de l'amortissement annuel du matériel informatique et de bureautique mis à disposition
- 3 % du coût salarial du DGS
- 3 % du coût salarial du DGA, responsable du pôle secrétariat général et logistique pour les prestations comptables et de ressources humaines
- Remboursement des frais liés aux déplacements, fournitures…selon la dépense engagée suivi par la comptabilité analytique du Syndicat
- Remboursement des frais d'abonnements, d'électricité, d'eau, de combustible, de maintenance, … au prorata de répartition des effectifs
- Contribution sur la partie occupée, forfait location de 2 500€
- Remboursement des frais d'achat liés aux locaux et de prestation externe de ménage au prorata des surfaces occupées réellement par le service

SCoT– Proposition de refacturation du budget SCOT au budget principal

- 50 % du coût salarial du chef de projet SCOT qui assure également l'encadrement du pôle aménagement, paysage et évaluation du syndicat mixte du Parc.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_026-BF
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-027 du Comité syndical du 10 mars 2023

Contrat Local de santé

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Le Syndicat Mixte du Parc naturel régional des Grands Causses a validé par délibération en date du 25 février 2022 la mise en place d'un Contrat Local de Santé qui a pour objectifs de participer à la réduction des inégalités territoriales et sociales de santé, en permettant de mieux coordonner les actions sur les territoires vulnérables. Cela passe par le développement d'actions de promotion de la santé, de prévention...

Dans ce cadre, le Parc naturel régional des Grands Causses, en lien avec l'Agence Régionale de Santé et les Communautés de communes du territoire, a créé une mission de coordination du CLS sur le territoire au 1er avril 2022 pour, dans un premier temps, réaliser un diagnostic partagé du Contrat Local de Santé sur le territoire du PNRGC. Ce diagnostic a été réalisé de façon concertée auprès des élus, des citoyens, des professionnels de santé et des acteurs sociaux du territoire. La synthèse de cette concertation a permis de dégager 20 problématiques principales autour des thématiques d'accès aux soins, du bien-vieillir, de la santé mentale, de la santé et l'environnement et de la prévention.

Cette réflexion a également fait émerger le projet de gouvernance et la proposition de travail sur le programme d'action s'enclenche dès la mi-mars. Les autres projets d'actions identifiées sont portés dans le cadre de la mission de coordination. Le programme d'actions sera finalisé en juin 2023 pour proposer une signature du Contrat Local de Santé à validation du Comité syndical du PNRGC en juillet 2023.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_027-DE
Reçu le 14/03/2023

Le Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses est invité à valider le document de diagnostic territorial de santé, les propositions de gouvernance et de travail sur le programme d'actions.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_027-DE
Reçu le 14/03/2023

CONTRAT LOCAL DE SANTÉ

Le diagnostic territorial

Janvier 2023

Parc naturel régional des Grands Causses



contrat local de Santé
OCCITANIE SANTÉ

ars Agence Régionale de Santé Occitanie

L'EUROPE S'ENGAGE L'OCCITANIE AGIT
UNION EUROPÉENNE

Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural
L'Europe investit dans les zones rurales

SOMMAIRE

Introduction : Définition, démarche et contexte **P2**

I/ Le territoire et la population **P7**

- Descriptif et localisation **P7**
- Des nuances à l'échelle du territoire **P10**
- Un vieillissement de la population marqué **P11**

II/Profil de santé de la population **P12**

- Déterminants sociaux de santé **P12**
- Déterminants environnementaux de santé **P18**
- Etat de santé et problèmes de santé **P19**
- Santé des enfants et des jeunes **P23**
- Accès à la prévention et aux soins : **P25**
- Personnes en situation de handicap et de dépendance **P27**

III/Offre du système de soin et parcours santé **P29**

- Santé de ville **P29**
- Santé hospitalière **P30**
- Santé des personnes âgées **P39**

IV/ Les projets du territoire liés à la thématique santé **P41**

- Le Projet Alimentaire Territorial **P41**
- La mobilité **P41**
- Le Pôle pleine nature **P42**
- La randonnée toujours plus présente **P42**
- L'énergie et le climat **P42**
- Millau, Ville PNNS **P42**

V/ Les problématiques identifiées **P43**

- Elus, professionnels et partenaires **P43**
- La consultation citoyenne **P46**

Annexe : Liste des partenaires **P51**

INTRODUCTION

Définition

Le Contrat Local de Santé (CLS) est (1):

- une démarche « contractuelle, partenariale et intersectorielle » associant : des partenaires signataires (à minima Collectivité territoriale, ARS) ; des acteurs du champ sanitaire et des autres politiques publiques impactant favorablement la santé (éducation, logement, habitat…) ; des habitants
- une démarche « territoriale » mise en œuvre sur un territoire de proximité
- une « démarche-projet » structurée autour d'un diagnostic local de santé partagé, de l'élaboration d'un plan d'action et de modalités de suivi et d'évaluation
- une approche « globale » de la santé: portant sur la prévention, l'accès aux soins, l'accompagnement médico-social et les déterminants sociaux de la santé

(1) Extrait du référentiel ARS Ile-de-France Janvier 2016

Le Contrat Local de Santé aborde la santé au sens de la définition de l'OMS, à savoir : « La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

Démarche méthodologique(1)

La mise en œuvre d'une politique de santé territorialisée nécessite une connaissance des besoins objectifs de santé sur ce territoire ainsi que celle des attentes de ses acteurs et de sa population.

Ces éléments peuvent s'obtenir généralement via les étapes suivantes :

Etape 1 : Recherche documentaire. Cette étape permet de collecter des informations[1] :

- ✓ d'ordre général permettant, d'éclairer l'histoire locale, les principales caractéristiques du territoire et de sa population,
- ✓ sur les structures, associations, instances et autres ressources implantées dans le territoire, leurs missions, leurs activités,
- ✓ sur les projets participant à la promotion de la santé déjà mis en oeuvre localement,
- ✓ sur d'éventuelles conclusions ou propositions issues de diagnostics précédemment réalisés, au titre de projets de développement des territoires

Etape 2 : L'approche dites socio-sanitaire réalisée à partir des données quantitatives disponibles sur le territoire en question. Cette étape est en Occitanie confiée au CREAI-ORS qui réalise le portrait socio-sanitaire du territoire à partir d'une étude standardisée des indicateurs classiques issus des registres sanitaires, démographiques, socio-économiques, économiques et financiers notamment. L'analyse tend à souligner les écarts constatés entre le territoire étudié et d'autres unités de référence (déterminants sociaux, état de santé, situation de précarité, recours aux soins et à la prévention, déterminants environnementaux de santé, offre de soins et de services).

Etape 3 : Le diagnostic partagé : L'approche dite de diagnostic qualitatif mobilise des données qui par définition ne sont pas déjà disponibles et qu'il faut donc collecter et construire.

Le diagnostic qualitatif va donc permettre:

[1] Guide à destination des opérateurs d'un diagnostic local de santé, FNORS, Mai 2012

- D’appréhender les « ressentis » des habitants, des acteurs du territoire et les institutions sur les problématiques de santé
- D’identifier les enjeux de proximité de santé et les inégalités de santé (sociales et territoriales)
- De confronter ces appréciations de terrain aux données statistiques relevés par le diagnostic quantitatif en permettant notamment de nuancer le poids des chiffres et des ratios observés à l’échelle de réalités locales, d’identifier des problématiques non quantifiables en prenant en compte les aspects sociaux et humains des questions de santé.

La capitalisation des données quantitatives (étape 2) a pu être réalisée via les travaux du CREAI-ORS, synthétisés dans le « Profil Santé » du territoire. Réalisé en 2019 (sur des données 2015/2017), il compile les principales données quantitatives disponibles qui permettent de dégager certaines caractéristiques sociales et sanitaires, ainsi que celles de l’offre de soins et de services de ce territoire.

Il permet ainsi de dégager des axes de travail prioritaires qu’il convient d’intégrer dans les phases suivantes.

La réalisation d’un diagnostic partagé permet de s’engager dans une phase confirmatoire, qui va conduire à la collecte directe d'informations auprès de la population et/ou des acteurs professionnels d'un territoire, réalisée grâce à l'utilisation d'une ou plusieurs techniques d'enquête :

- Enquête / questionnaire
- Entretiens individuels d’acteurs
- Entretiens collectifs / Focus group / Ateliers

La combinaison de ces trois méthodes permet idéalement une approche qualitative plus complète.

Le diagnostic qualitatif vient donc interroger les hypothèses qui découlent de la phase quantitative, en affinant les questionnements et les points de vue des acteurs : habitants, élus, institutions, professionnels de santé, professionnels des secteurs sanitaires et sociaux, bénévoles, … et proposer des axes de travail prenant de considération les particularités locales en vue d'enrichir les réflexions des instances de gouvernance du futur CLS.

Les enjeux d'un diagnostic partagé dans le cadre de l'élaboration d'un CLS :

- Identifier les axes stratégiques et définir des priorités d'actions en lien avec le PRS 2018-2022 (les projets structurants), le PRSE3 et la Stratégie Nationale de Santé tout en se laissant la possibilité d'intégrer des projets innovants.
- Impulser une dynamique territoriale qui participe non seulement à la mise en place du CLS mais aussi à son déploiement pour en assurer la pérennité.

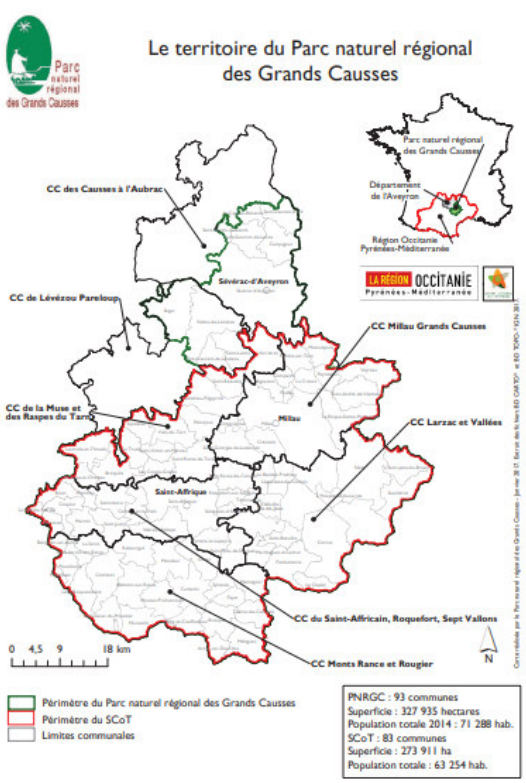
Contexte du Contrat Local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses

– Historique :

Le CLS du Parc a été initié en 2021 avec la volonté de mettre en place un dispositif structurant sur la thématique de la santé en lien notamment avec l'environnement, mission première du Parc Naturel Régional des Grands Causses. Après plusieurs rencontres avec les services de l'ARS, une réunion a eu lieu en octobre 2021 avec l'ensemble des membres du bureau syndical du Parc. Celle-ci a abouti à la décision de la signature du contrat de préfiguration et du recrutement d'une coordinatrice de santé qui a pris ses fonctions en avril 2022.

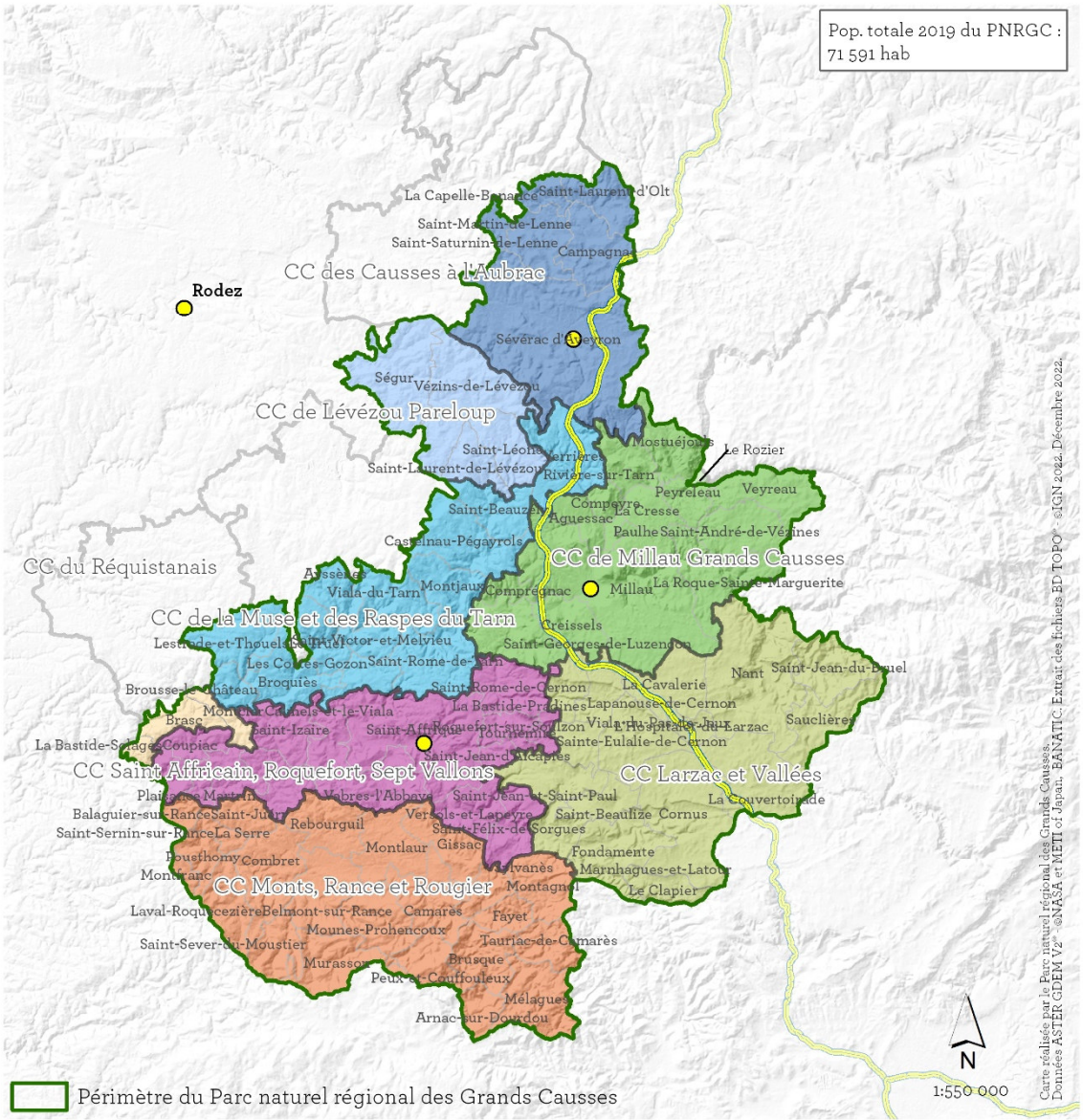
L'objectif est d'élaborer le Contrat Local de Santé avec une première phase de diagnostic puis la réalisation du programme d'actions pour une signature dans le premier semestre 2023.

– Localisation :



L'intercommunalité sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses
- Communautés de communes -

situation au 01-01-2022



Communautés de communes :

- CC des Causses à l'Aubrac
- CC Lévézou Pareloup
- CC Pays de Salars
- CC Muse et Raspes du Tarn
- CC Millau Grands Causses
- CC Larzac et Vallées
- CC Saint-Affricain, Roquefort, 7 Vallons
- CC Monts Rance et Rougier
- CC Réquistanais

– Politique :

L'urgence environnementale est plus pressante que jamais. Le changement climatique et la crise sanitaire de la Covid-19 accélèrent la prise de conscience des enjeux. De plus en plus de citoyens aspirent à un quotidien plus sobre, respectueux de l'écologie, et attendent des territoires qu'ils organisent à leur échelle un modèle de société durable. Ces attentes portent précisément sur tous les domaines d'intervention des parcs naturels régionaux. La protection de la ressource en eau et la mise en œuvre de la transition écologique, la préservation de nos paysages et la maîtrise de l'urbanisation, l'alimentation saine et l'économie circulaire, les circuits courts et la gestion durable des forêts, la dynamisation culturelle et le tourisme durable, le maintien des milieux naturels et la lutte contre l'érosion de la biodiversité, l'attractivité et la solidarité territoriale… Ces enjeux sont aujourd'hui d'une nécessité impérieuse et, plus encore, apparaissent organiquement liés entre eux, maillons indissociables dans la construction d'un projet de territoire paisible. C'est dire combien le parc naturel régional, structure difficilement identifiée il y a encore quinze ans, apparaît aujourd'hui comme un échelon territorial pertinent pour l'orchestration et la mise en cohérence des politiques publiques. De par son histoire, liée à la défense de la terre et des paysages, le Parc naturel régional des Grands Causses est tout spécialement investi d'une vocation d'innovation territoriale. La protection de la nature, décloisonnée, transversale, intègre et irrigue toutes les politiques publiques, de l'aménagement à l'agriculture, du développement territorial au tourisme.

Dans un monde de plus en plus insaisissable, aux évolutions brusques, le Parc naturel régional des Grands Causses est de nature à proposer des solutions à la fois inventives et harmonieuses, car envisagées à l'échelle du territoire et en prise avec ses réalités. Le projet de Charte, par son ambition et ses enjeux, ne saurait mobiliser les seules compétences du Syndicat mixte du Parc naturel régional. Il appartient à celui-ci d'animer et de déployer toutes les énergies locales pour que se co-construise le territoire souhaité de demain, au service de tous ses habitants.

La mise en place d'un Contrat Local de Santé s'intègre ainsi logiquement dans le projet du Parc.

C'est dans ce contexte, au regard de ces recommandations méthodologiques et du cadre réglementaire, qu'a été réalisé le diagnostic du Parc naturel régional des Grands Causses.



I/ Le territoire et la population : éléments issus du Portrait de territoire du CREI-ORS de 2019 et de la Charte du PNRGC

Descriptif :

Troisième parc Naturel le plus grand de France, le Parc naturel régional (PNR) des Grands Causse est bordé à l'Est par les Cévennes, au Nord par la Vallée du Lot et au Sud par les plaines du bas Languedoc, il s'étend sur 3 279 km^2, soit sur plus d'un tiers (38 %) du département. Il accueille près de 68 850 habitants, soit un quart de la population de l'Aveyron au 1 er janvier 2015. La densité de population y est très faible, de seulement 21 habitants au km^2. Avec 22 234 habitants, Millau est la seule commune du territoire qui dépasse les 10 000 habitants. Ensuite, Saint-Affrique (8 236 habitants) et Séverac d'Aveyron (4 116 habitants) sont les deux plus importantes communes du territoire. Ainsi, ces trois communes accueillent la moitié des habitants du Parc naturel régional des Grands Causses. Au 1er janvier 2015, près des trois quarts des communes du territoire comptent moins de 500 habitants.

Le territoire est identifié à travers le plus emblématique de ses paysages : les Grands Causses, vastes plateaux calcaires formés par l'érosion karstique et façonnés – plus spécialement les steppes du Larzac - par une tradition d'agropastoralisme bel et bien vivante. Bordé à l'ouest par les monts de Lacaune, au sud par les monts d'Orb, frôlant à l'est le massif des Cévennes, le territoire déploie une palette de paysages et milieux naturels qui favorisent l'épanouissement de la biodiversité. Les valeurs portées par le territoire, qui sont au socle de la création du Parc naturel régional des Grands Causses en 1995, sont en concordance avec les nouvelles attentes sociétales :

- la préservation des paysages, au diapason des aspirations à un cadre de vie apaisant
- la protection de la faune et de la flore, face à l'érosion planétaire de la biodiversité
- la relation harmonieuse entre l'homme et son environnement, qui passe aujourd'hui par l'engagement de la transition écologique
- la défense d'une agriculture qualitative (AOP Roquefort, circuits courts, bio), en phase avec l'exigence d'une alimentation saine
- la valorisation des ressources locales, par la structuration de filières territorialisées et porteuses d'emploi (économie circulaire)
- la valorisation de l'identité culturelle et patrimoniale du territoire, pour une meilleure compréhension de ses spécificités.

Bassin de vie de moyenne montagne, soumis à un relatif enclavement jusqu'à la construction de l'A75 et du Viaduc de Millau, le territoire apparaît aujourd'hui comme un possible laboratoire d'innovations en milieu rural.

Un faible accroissement démographique du a un solde migratoire positif

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES			AVEYRON		OCCITANIE		FRANCE METROP.	
	Effectif	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*
Population									
1- Population	68 847	-	↗	-	↗	-	↗	-	↗
2- Densité	-	21,1	=	32,0	↗	79,4	↗	118,2	↗
3- Accroissement annuel	97	0,1	-	0,2	-	0,9	-	0,5	-
4- Naissances	549	8,0	↘	8,5	↘	10,7	↘	11,9	↘
5- Décès	830	12,1	=	12,6	↗	9,9	↗	9,0	↗
6- Population de nationalité étrangère	2 148	3,1	nd	3,2	nd	5,5	nd	6,5	nd
Profil d'âge									
7- Indice de vieillissement	-	127,0	↗	125,0	↗	93,1	↗	77,4	↗
8- Moins de 15 ans	10 680	15,5	=	15,7	=	16,9	=	18,2	=
9- 15 à 29 ans	8 932	13,0	↘	13,4	↘	17,0	↘	17,8	↘
10- 65-74 ans	8 387	12,2	↗	12,0	↗	10,6	↗	9,4	↗
11- 75 ans ou plus	9 637	14,0	↗	14,0	↗	10,7	↗	9,3	↗

* Évolution observée sur cinq ans.

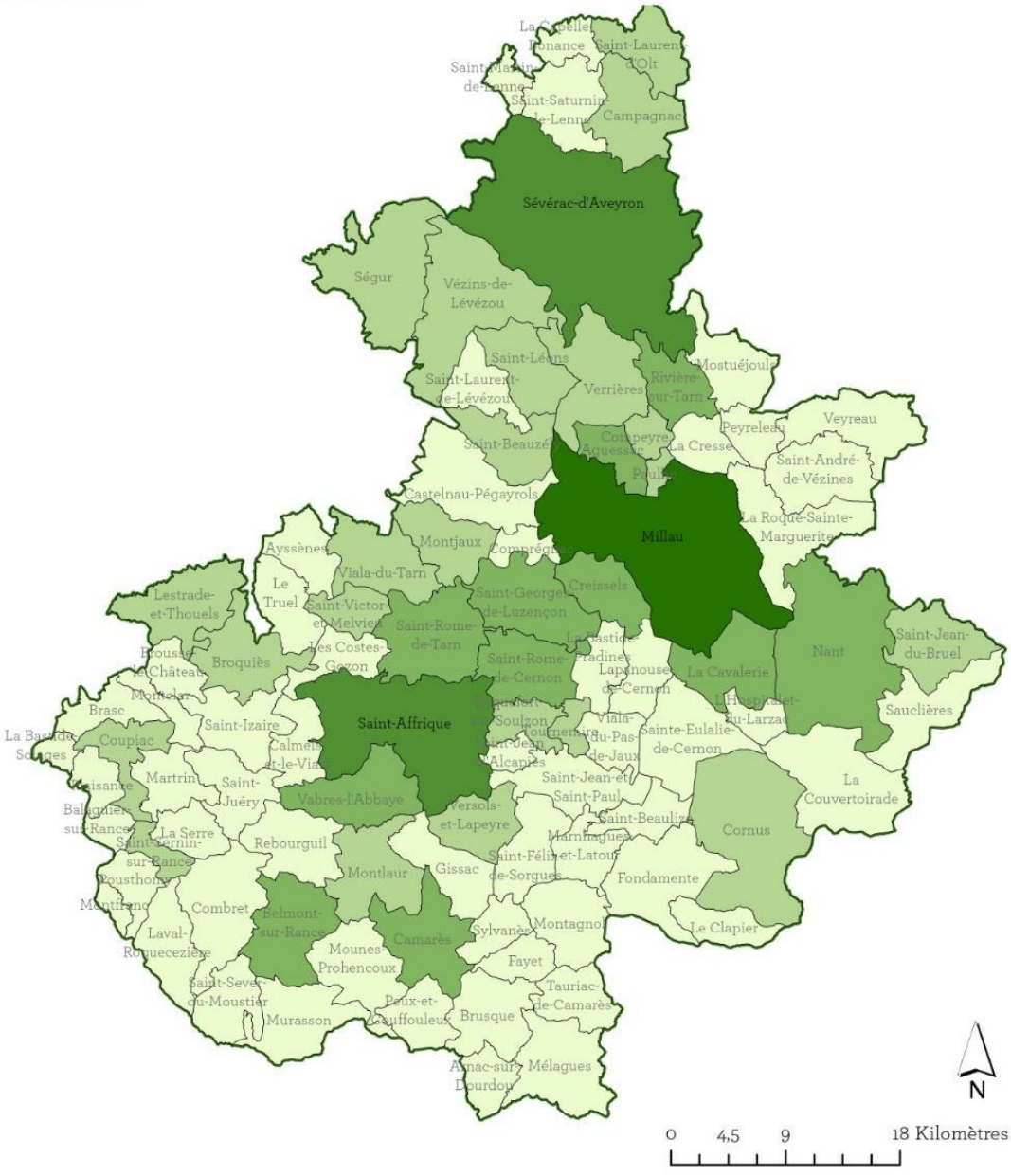
DÉFINITIONS DES INDICATEURS

1- Population totale (Insee RP2015) | **2-** Densité de population (Insee RP2015) | **3-** Nombre d'habitants supplémentaires et taux d'accroissement annuel (%) moyen entre 2010 et 2015 (Insee RP2010 RP2015) | **4-** Nombre de naissances et taux de natalité pour 1 000 habitants (Insee, État civil 2015, RP2015) | **5-**Nombre de décès et taux brut de mortalité pour 1 000 habitants (Insee, État civil 2015, RP2015) | **6-** Nombre et % de personnes de nationalité étrangère (Insee RP2015) | **7-** Nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans (Insee RP2015) | **8-** Nombre et % des jeunes de moins de 15 ans dans la population (Insee RP2015) | **9-** Nombre et % des habitants âgés de 15-29 ans dans la population (Insee RP2015) | **10-** Nombre et % des habitants âgés de 65-74 ans dans la population (Insee RP2015) | **11-** Nombre et % des habitants âgés de 75 ans ou plus dans la population (Insee RP2015)

Entre 2010 et 2015, la population du Parc naturel régional des Grands Causses est restée relativement stable avec un taux d"accroissement annuel moyen de 0,1 % de la population. Le nombre de naissances étant moins important que celui des décès, seule l'arrivée d'un nombre important de nouveaux habitants a permis à la population de croître. Ainsi, avec 2 149 en nombre d'habitants, le solde migratoire sur 2007-2016 est bien le vecteur du regain démographique sur le territoire du Parc des Grands Causses, dont le solde naturel pour la même période est de – 1807

Population municipale en 2016, des communes du Parc naturel régional des Grands Causses

Révision 2022-2037



Carte réalisée par le Parc naturel régional des Grands Causses. Données INSEE 2019. Extrait des fichiers BD TOPO® - ©IGN 2019. Janvier 2019.

Population municipale 2016 (en habitants)

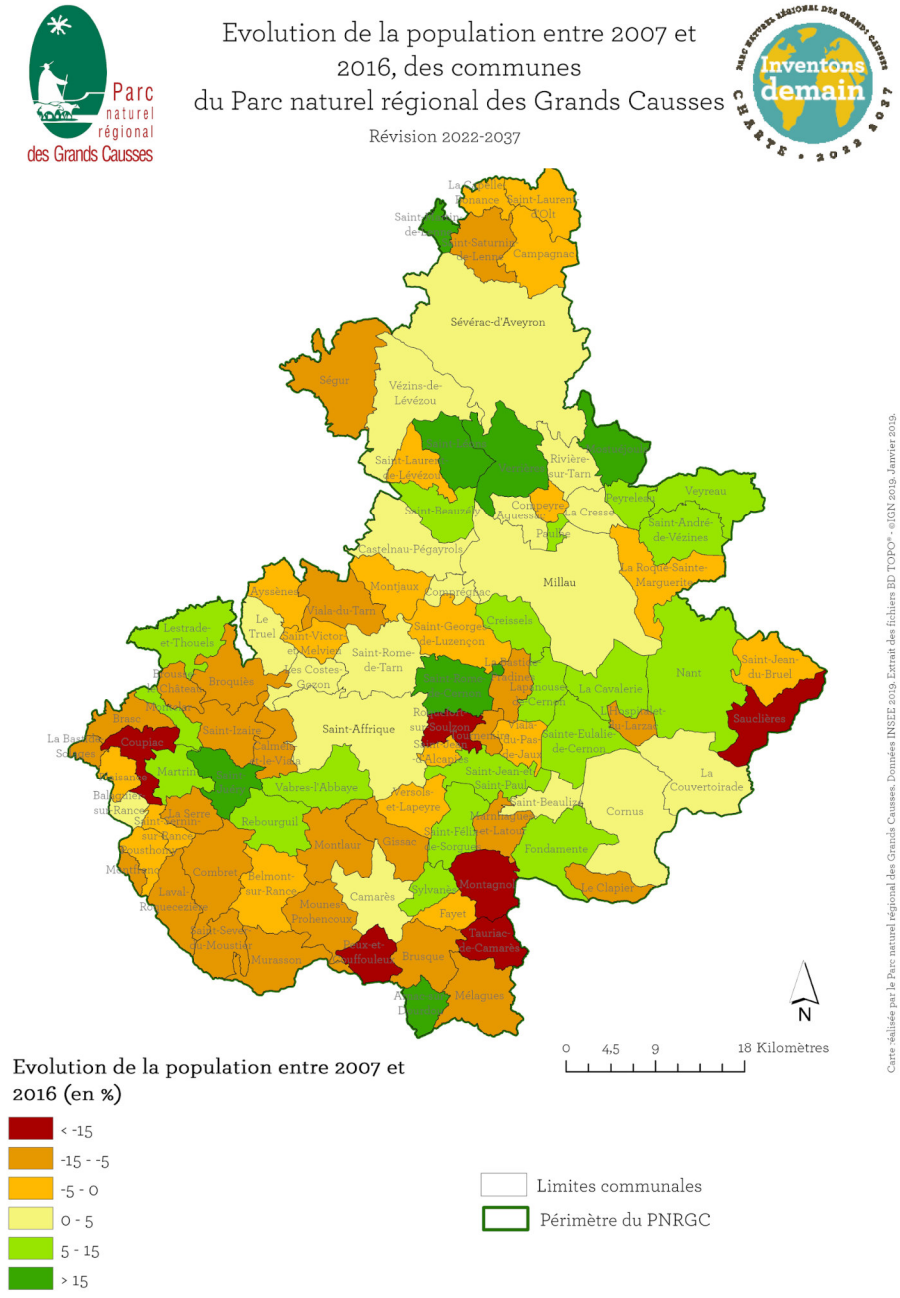
- 35 - 346
- 346 - 686
- 686 - 1 621
- 1 621 - 8 145
- 8 145 - 22 200

- Limites communales
- Périmètre du PNRGC

Des nuances à l'échelle du territoire

L'évolution démographique du territoire se traduit par des disparités géographiques, avec une stabilité dans les pôles principaux, une perte de population au sud-ouest et une augmentation au sud en raison de l'attraction de l'aire urbaine de Montpellier.

L'armature territoriale est mise en évidence sur la carte ci-dessous, avec un rayonnement démographique autour des pôles de Millau, Saint-Affrique et Sévérac d'Aveyron, qui concentrent une part très importante de la population.



La population augmente autour des pôles urbains et le long des principaux axes routiers (A75, D999).

Elle diminue de façon notable à Roquefort-sur-Soulzon et dans plusieurs communes limitrophes du territoire, notamment côté sud-ouest.

Un vieillissement de la population marqué

Le territoire se caractérise en outre par un vieillissement de la population : la tranche d'âge des +60 ans augmente de 25%, celle des -20 ans diminue de 6%.

En 2015, près de 10 700 habitants du Parc naturel régional des Grands Causses ont moins de 15 ans et plus de 8 900 sont âgés de 15 à 29 ans ; ainsi, les moins de 30 ans représentent 28,5 % de la population, comme au niveau départemental (29 %), mais nettement moins que dans la population régionale (34 %) ou nationale (36 %). On constate une population plus jeune sur le territoire de Millau Grands Causses (projet de territoire d'action sociale)

Les 9 637 personnes âgées de 75 ans ou plus du territoire représentent 14 % de la population, comme sur l'ensemble du département. Cette part est plus élevée que celle observée dans la région (11 %) et nettement plus élevée que celle de la métropole (9 %). À l'intérieur du territoire, elle varie fortement d'une commune à l'autre (de 4,6 % dans la petite commune de Paulhe, à 23,2 % dans la petite commune de Brusque) ; elle est toutefois supérieure à 14 % dans près de la moitié des communes (44 sur 93) Entre 2010 et 2015, dans le Parc naturel régional des Grands Causses, comme dans les territoires de comparaison, la population a vieilli : l'indice de vieillissement est passé de 118 à 127 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans. Cet indice de vieillissement, proche de celui de la population du département (125), est nettement plus élevé que celui de la région (93) et de la France métropolitaine (77).

Des besoins de santé différents selon « les âges de la vie »

La connaissance de la répartition et de la part relative de certaines tranches d'âge permet d'orienter les politiques de santé.
On peut distinguer notamment :

– la période de l'enfance et l'adolescence dans laquelle est intégrée la période péri et post natale : les moins de 15 ans,

– les jeunes de 15 à 29 ans dont on connaît, malgré le manque d'indicateurs à des échelles locales, les besoins de prévention et de promotion de la santé au regard des comportements à risques,

– la part des 65 ans et plus qui permet de repérer l'importance du vieillissement démographique et des éventuels besoins en termes de prévention de la perte d'autonomie mais aussi de prise en charge.

II/Profil de santé de la population (Diagnostic de CREI-ORS)

Déterminants sociaux de santé

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES			Aveyron		OCCITANIE		FRANCE METROP.	
	Effectif	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*
Niveau d'études									
1- 15 ans ou plus peu ou pas diplômés	17 255	32,0	↘	32,2	↘	29,7	↘	30,1	↘
2- 25-34 ans sans diplôme	741	12,2	=	11,2	↗	14,0	↘	13,9	↘
Catégories sociales									
3- Personnes actives de 15-64 ans	29 862	74,4	↗	75,1	↗	72,5	↗	73,8	↗
4- Agriculteurs	2 504	9,4	↘	8,7	↘	2,7	↘	1,6	=
5- Artisans- commerçants	2 480	9,3	↘	9,4	↗	8,5	↗	6,5	↗
6- Cadres	2 209	8,3	=	9,1	↗	16,5	↗	17,8	↗
7- Professions intermédiaires	6 254	23,5	↗	23,3	↗	26,3	↗	25,9	↗
8- Employés	7 245	27,3	=	27,3	↘	28,3	↘	27,8	↘
9- Ouvriers	5 884	22,1	↘	22,2	↘	17,8	↘	20,4	↘
10- Chômeurs de 15-64 ans	3 696	12,4	↗	10,1	↗	15,5	↗	13,7	↗
11- Chômeurs de 15-24 ans	714	27,0	↗	22,9	↗	32,9	↗	29,2	↗
12- Emplois précaires	6 826	33,2	↗	31,1	↗	30,2	↗	27,6	↗
Revenus									
13- Revenu annuel moyen par FF*	21 684	-	↗	23 298	↗	23 809	↗	26 774	↗
14- Foyers fiscaux non imposés	26 781	65,8	nd	62,5	nd	60,7	nd	55,7	nd
Situations de précarité financière									
15- Personnes couvertes par le RSA	2 249	4,4	↗	3,8	↗	8,1	↗	6,5	↗
16- Allocataires dépendants à 100% des prestations sociales	1 358	12,8	↘	12,2	↘	19,1	↘	17,0	↘
17- Bénéficiaires de la CMUc	3 408	5,0	nd	4,5	nd	8,8	nd	nd	nd
Modes de vie et situations à risque de fragilité ou d'isolement									
18- PA 75+ à domicile	8 377	86,9	↘	86,0	↘	90,5	↘	90,2	↘
19- PA 75+ seules à domicile	3 312	39,5	↗	38,5	↗	39,4	↗	42,6	=
20- Familles avec enfant(s)	8 326	42,6	↘	42,2	=	48,5	↘	51,2	↘
21- Familles monoparentales	1 676	20,1	↗	18,9	↗	25,9	↗	23,7	↗

DÉFINITIONS DES INDICATEURS

1- Nombre de personnes âgées de 15 ans ou +, hors système scolaire, sans diplôme ou au plus le brevet des collèges et % parmi les 15 ans ou plus hors système scolaire (Insee RP2015) | **2-** Nombre de personnes âgées de 25-34 ans, non étudiants, sans diplôme ou au plus le brevet des collèges et % parmi les 25-34 ans non étudiants (Insee RP2015) **3-** Nombre de personnes actives (ayant un emploi ou au chômage) âgées de 15-64 ans et % parmi les 15-64 ans (Insee RP2015) | **4-** Nombre et part des agriculteurs exploitants dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **5-** Nombre et part des artisans, commerçants... dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **6-** Nombre et part des cadres dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **7-** Nombre et part des professions intermédiaires dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **8-** Nombre et part des employés dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **9-** Nombre et part des ouvriers dans la population active ayant un emploi (Insee RP2015) | **10-** Nombre de chômeurs âgés de 15-64 ans et % ans la population active des 15-64 ans (Insee RP2015) | **11-** Nombre de chômeurs (au sens du recensement) âgés de 15-24 ans et % dans la population active des 15-24 ans (Insee RP2015) | **12-** Nombre et part des 15 ans ou plus salariés, autre que CDI à temps plein, parmi les 15 ans ou + salariés (Insee, RP2015) | **13-** Revenu annuel moyen par foyer fiscal en euros (Insee, DGFIP 2015) | **14-** Nombre et % de foyers fiscaux non imposés (Insee, DGFIP 2015) | **15-** Nombre de personnes couvertes par le RSA total (allocataires et ayants droit) et % parmi la population des moins de 65 ans (Cnaf- CCMSA 2016, Insee RP2015) | **16-** Nombre et part des allocataires dépendant à 100% des prestations sociales parmi les allocataires dont les revenus sont connus (Cnaf- CCMSA 2016) | **17-** Nombre et part des bénéficiaires de la CMUc (assurés et ayants droit) dans la population totale (CPAM, MSA, RSI 2016, Insee RP 2015) | **18-** Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus à domicile et % parmi les 75 ans ou plus (Insee RP2015) | **19-** Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus seules à domicile et % parmi les 75 ans ou plus vivant à domicile (Insee RP2015) | **20-** Nombre de familles avec enfant(s) et % parmi les familles (Insee RP2015) | **21-** Nombre de familles monoparentales et % parmi les familles avec enfant(s) (Insee RP2015)

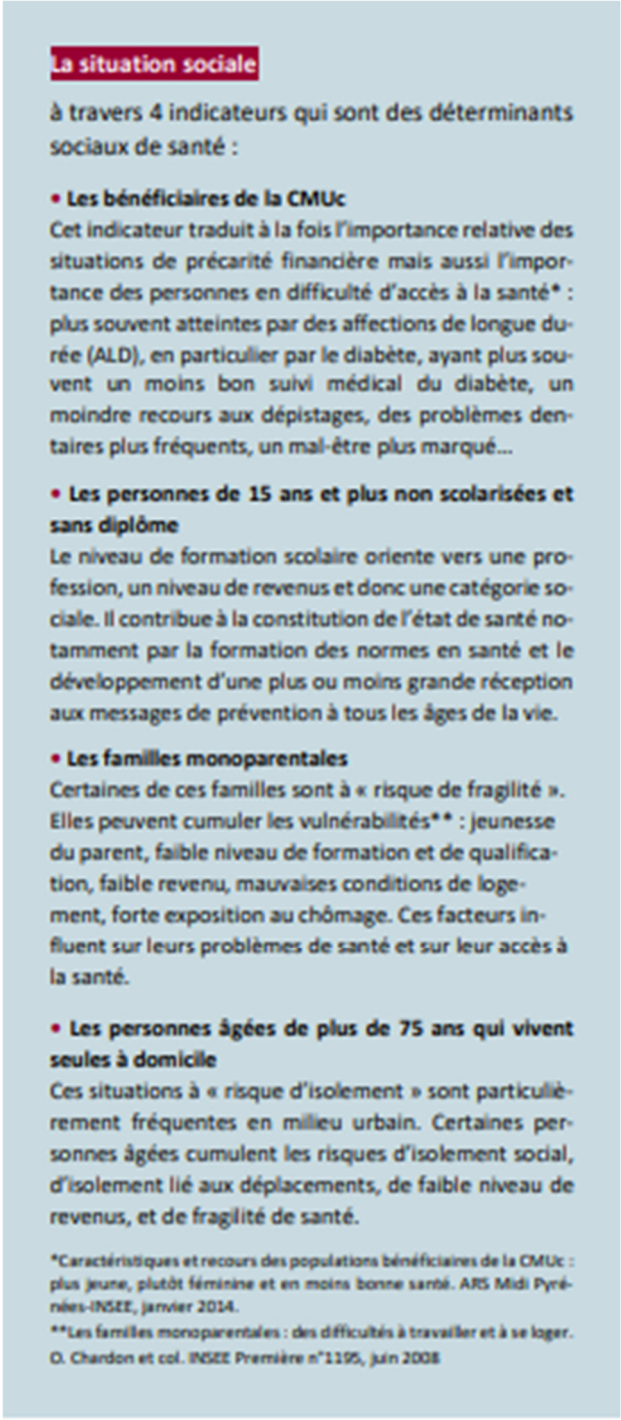
Un niveau d'études relativement élevé

En 2015, plus de 17 250 habitants âgés de 15 ans ou plus et sortis du système scolaire sont sans diplôme ou ont, au plus, le brevet des collèges, soit 32,0 % d'entre eux. Cette part est proche de celle observée dans le département et légèrement plus élevée que celle observée dans la région ou en France métropolitaine (30 %). À l'inverse, parmi les 25-34 ans, la part des jeunes peu ou pas diplômés (12,2 %) est légèrement plus faible que celle observée au niveau régional ou national (14 %). En cinq ans, dans la population du Parc naturel régional des Grands Causses comme dans les territoires de comparaison, la part des personnes peu ou pas diplômées a baissé parmi les 15 ans ou plus. Pour les 25-34 ans du territoire, la part des personnes peu ou pas diplômées, déjà faible en 2010, est restée stable en 2015 alors qu'elle a baissé dans la région comme en métropole.

Plus d'agriculteurs et moins de cadres

Parmi les habitants du territoire en âge de travailler (les 15-64 ans), 74,4 % sont en activité ou en recherche d'emploi en 2015. Cette part est proche celles observées dans les territoires de comparaison. Dans le Parc naturel régional des Grands Causses, la répartition des catégories sociales des actifs ayant un emploi se caractérise par une surreprésentation des agriculteurs (9,4 % vs 2,6 % en Occitanie et 1,6 % en France) et une sous-représentation des cadres (8,3 % vs 16,5 % dans la région et 17,8 % en France). En cinq ans, la part des agriculteurs parmi les actifs ayant un emploi a moins baissé dans le Parc naturel régional des Grands Causses (-5 %) que dans le département (-8 %) ou en région (-12 %). En revanche, si la part des artisans commerçants a baissé sur le territoire et que celle des cadres y est restée stable, la part de ces deux catégories sociales a augmenté dans les territoires de comparaison.





La situation sociale

à travers 4 indicateurs qui sont des déterminants sociaux de santé :

- **Les bénéficiaires de la CMUc**

Cet indicateur traduit à la fois l'importance relative des situations de précarité financière mais aussi l'importance des personnes en difficulté d'accès à la santé* : plus souvent atteintes par des affections de longue durée (ALD), en particulier par le diabète, ayant plus souvent un moins bon suivi médical du diabète, un moindre recours aux dépistages, des problèmes dentaires plus fréquents, un mal-être plus marqué...

- **Les personnes de 15 ans et plus non scolarisées et sans diplôme**

Le niveau de formation scolaire oriente vers une profession, un niveau de revenus et donc une catégorie sociale. Il contribue à la constitution de l'état de santé notamment par la formation des normes en santé et le développement d'une plus ou moins grande réception aux messages de prévention à tous les âges de la vie.

- **Les familles monoparentales**

Certaines de ces familles sont à « risque de fragilité ». Elles peuvent cumuler les vulnérabilités** : jeunesse du parent, faible niveau de formation et de qualification, faible revenu, mauvaises conditions de logement, forte exposition au chômage. Ces facteurs influent sur leurs problèmes de santé et sur leur accès à la santé.

- **Les personnes âgées de plus de 75 ans qui vivent seules à domicile**

Ces situations à « risque d'isolement » sont particulièrement fréquentes en milieu urbain. Certaines personnes âgées cumulent les risques d'isolement social, d'isolement lié aux déplacements, de faible niveau de revenus, et de fragilité de santé.

*Caractéristiques et recours des populations bénéficiaires de la CMUc : plus jeune, plutôt féminine et en moins bonne santé. ARS Midi Pyrénées-INSEE, janvier 2014.

**Les familles monoparentales : des difficultés à travailler et à se loger. O. Chardon et col. INSEE Première n°1195, juin 2008

Un taux de chômage moins élevé

En 2015, près de 3 700 habitants du Parc naturel régional des Grands Causses, âgés de 15-64 ans, déclarent être au chômage lors du recensement de population ; leur part dans la population active est de 12,4 %, moins élevée qu'en métropole (14 %) et qu'en Occitanie (16 %). Quel que soit le territoire, les jeunes sont nettement plus touchés par le chômage. Dans le Parc naturel régional des Grands Causses, 27 % des actifs de 15-24 ans sont au chômage, taux plus élevé que dans le département (23 %) mais moins élevé que dans la région (33 %) et dans une moindre mesure, qu'en France métropolitaine (29 %).En cinq ans, le taux de chômage a augmenté dans le Parc naturel régional des Grands Causses comme dans le département, la région et la métropole, mais de façon toutefois moins marquée pour les jeunes du territoire (+5 %) que pour les 15-24 ans de la région ou

de la métropole (+18 %). Par ailleurs, plus de 6 800 emplois sont des emplois dits « précaires » (autres qu'en CDI à temps plein), soit un tiers des emplois. Ils sont plus fréquents sur le territoire que sur les territoires de comparaison et en augmentation depuis 2010

Un revenu moyen peu élevé

En 2015, le revenu annuel moyen par foyer fiscal est de 21 684 €, plus faible que celui du département (23 298 €) et plus faible également que le revenu annuel moyen observé au niveau régional (23 809 €) ou national (26 774 €). Par ailleurs, près de 26 800 foyers fiscaux du Parc naturel régional des Grands Causses ne sont pas imposés en 2015, soit 65,8 %, part qui n'est que de 56 % en France métropolitaine.

Des situations de précarité financière variables selon les populations et les territoires

En 2016, près de 2 450 personnes sont couvertes par le RSA, soit 4,4 % des habitants du Parc naturel régional des Grands Causses âgés de moins de 65 ans. Parmi les habitants allocataires de prestations sociales, plus de 1 350 ne déclarent aucun revenu, soit 5 %. Par ailleurs, on compte plus de 3 400 bénéficiaires de la CMUc en 2016, soit 5 % de la population. Qu'il s'agisse des personnes couvertes par le RSA, des allocataires dépendants à 100 % des prestations sociales ou des bénéficiaires de la CMUc, les parts de personnes concernées, parmi les habitants du territoire, sont proches de celles observées au niveau du département, et nettement plus faibles que celles observées dans la région comme en France métropolitaine. À l'intérieur du territoire, près de la moitié des bénéficiaires de la CMUc (47 %) se concentrent dans la commune de Millau qui accueille 32 % de la population. Selon les communes, la part des bénéficiaires de la CMUc dans la population varie de 0 % à 13,7 % ; elle est supérieure à 5 % dans 20 des 93 communes du Parc naturel régional des Grands Causses.

En cinq ans, on observe une augmentation de la part des bénéficiaires du RSA et une baisse de la part des allocataires dépendant à 100 % des prestations sociales, dans le Parc naturel régional des Grands Causses comme dans les territoires de comparaison.

La part de bénéficiaires du RSA par rapport à la population active de 15-64 ans en 2018 sur le Territoire d'action sociale (4,5%) est supérieure au niveau départemental (3,1%). Sur le territoire d'action sociale, les bénéficiaires su RSA ont été orientés de la manière suivante en 2018 :

- 54% orientation emploi
- 32% orientation sociale (dont 27% pour des problématiques de santé)
- 14% orientation socio-professionnelle

Les enjeux identifiés par le projet de territoire d'action sociale sont :

- Une proportion élevée de jeunes ni étudiants ni en emploi ;
- Des revenus précaires et une part élevée des bénéficiaires du RSA sur le Sud Aveyron ;
- Des bénéficiaires RSA confrontés à de réelles difficultés de mobilité dans leur parcours d'insertion ;
- Des problématiques de santé prégnantes chez les bénéficiaires RSA

Les situations à risque d'isolement ou de fragilité

En 2015, plus de 3 300 personnes âgées du Parc naturel régional des Grands Causses vivent seules chez elles, soit 39,5 % des personnes âgées de 75 ans ou plus qui vivent à domicile ; cette part est plus faible que celle observée en France métropolitaine (43 %). En cinq ans, si la part des personnes âgées vivant à leur domicile a légèrement baissé, celle des personnes âgées vivant seules chez elles a augmenté sur le territoire comme dans le département et la région.

Il est à noter que 12,6% des personnes âgées de 75 ans ou plus vivent avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté en Aveyron pour un taux national de 7,4% en 2018 (projet de territoire d'action sociale).

Dans le Parc naturel régional des Grands Causses, la part des familles avec enfant(s) (42,6 %) est, comme dans le département, plus faible qu'au niveau régional (48,5) et qu'au niveau national (51 %). Parmi ces familles, la situation de monoparentalité est moins fréquente dans le Parc naturel régional des Grands Causses que dans les territoires de comparaison : elle concerne 1 676 familles, soit 20,1 % des familles avec enfant(s) contre 26 % des familles avec enfant(s) de la région et 24 % des familles avec enfant(s) de la métropole. Depuis 2010, la part des familles monoparentales augmente dans le territoire comme dans les territoires de comparaison. La part de famille monoparentale et de personnes seules est concentrée sur Millau Grands causses et le Saint Affricain.

A l'échelle du département, 1,9% des jeunes de moins de 20 ans ont fait l'objet d'une information préoccupante en 2017, 2, 58% sur le territoire d'action sociale du Sud Aveyron. 36,4% des informations préoccupantes font l'objet d'un signalement aux autorités judiciaires, en 2017, en hausse depuis 2014 (29,3%)

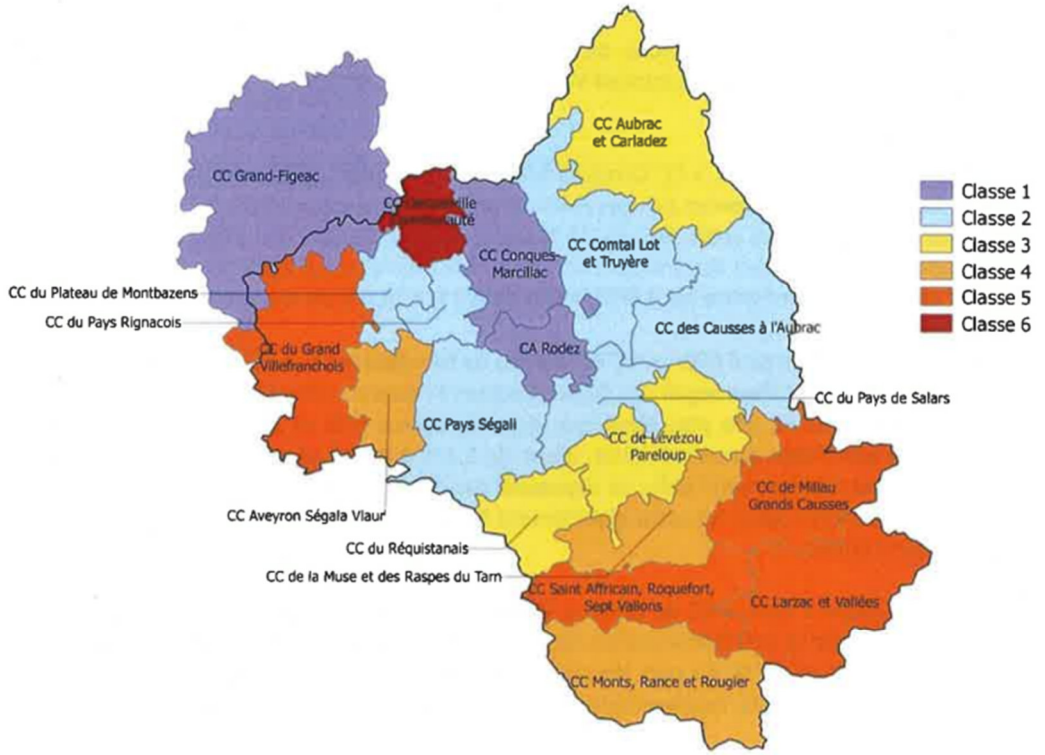
	Difficultés repérées/ nombre d'enfants vus (2014) (%)	Difficultés repérées/ nombre d'enfants vus (2016) (%)
TAS Millau Saint-Affrique	34,0	27,1
Aveyron	17,9	14,4

*Difficultés repérées chez les enfants de 3-4 ans par rapport au nombre d'enfants vus (DEF 2014 2016)

TAS MILLAU SAINT AFFRIQUE	19,4%
AVEYRON	21,8%
France METROPOLITAINE	24,3%

*Part de la population de moins de 20 ans par rapport à la population totale- INSEE 2014

CARTE 3 : APPROCHE SYNTHETIQUE DE LA PRECARITE (INSEE 2014)



Classe 1 : Revenus élevés et forte part des cadres et des anciens cadres.

Classe 2 : Taux de chômage faible, revenus assez élevés et homogènes, faible part des prestations sociales.

Classe 3 : Taux de chômage faible, revenus assez faibles, forte représentation des retraités et population âgée.

Classe 4 : Taux de chômage moyen, revenus faibles et hétérogènes, surreprésentation des inactifs parmi les non retraités.

Classe 5 : Taux de chômage élevé, part très importante d'ouvriers et d'employés, forte part des prestations sociales et revenus proches de la moyenne.

Classe 6 : Taux de chômage élevé, part très importante d'ouvriers et d'employés, forte part des prestations sociales, revenus assez faibles et homogènes.

On retrouve ainsi en classe 4 les communautés de communautés de communes « Monts Rance et Rougier » et « Muse et Raspe du Tarn ». Les revenus y sont plus faibles que dans les autres EPCI et la dispersion y est forte. Le taux de chômage est dans la moyenne. La part des inactifs y est plus élevées qu'en moyenne. C'est également le cad de la part des retraités. L'indice de vieillissement y est plus élevé qu'en moyenne. Les prestations sociales représentent 5% du revenu disponible, soit plus qu'en moyenne.

La classe 5 est composée de 4 EPCI sur le département dont trois sur le territoire du Parc des Grands Causses : CC Larzac et Vallées, CC Saint-Affricain, Roquefort, Sept Vallons et CC Millau Grands Causses. Celles-ci sont caractérisées par un taux de chômage relativement élevé. La part d'ouvriers et employés parmi les actifs est importante (autour de 59%). Les revenus y sont hétérogènes. Les prestations sociales représentent plus de 5% du revenu disponible, soit d'avantage

que dans les autres EPCI du département. Le taux d'activité des femmes y est plus faible que dans les autres intercommunalités.

(Données issues du projet de territoire d'action sociale Millau/Saint Affrique 2019-2021)

Déterminants environnementaux de santé

Un tiers des logements sont anciens et potentiellement dégradés

L'ensemble des indicateurs permettant d'appréhender l'habitat dégradé dans le Parc naturel régional des Grands Causses traduisent une situation relativement peu favorable au regard des valeurs nationales, régionales et départementales. En 2015, 32,5 % des logements sont « anciens » (construits avant 1946), part nettement plus élevée que celle observée dans la région (21 %) ou en France métropolitaine (24 %) et plus élevée également que celle observée dans le département (29 %). Près de 2 500 logements du parc privé sont considérés comme potentiellement indignes, soit 8,2 % du parc des logements privés, comme en Occitanie (8 %) mais légèrement plus que dans le département (6,5 %). On note que 6,9 % des résidences principales sont des logements sociaux. Soulignons toutefois qu'aucune commune du territoire n'est soumise à l'obligation de production de logements sociaux prévue par la réglementation (Loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » de décembre 2000)

Par ailleurs en 2015, 229 logements (soit 0,7 % des résidences principales), sont considérés comme étant « sans confort » car ne possédant ni de baignoire ni de douche à l'intérieur du logement. Cette part est légèrement plus élevée que celle observée dans les territoires de comparaison.

Qualité de l'eau

C'est un paramètre essentiel pour la bonne santé des habitants. On peut distinguer la qualité bactériologique, les concentrations en nitrates et les concentrations en pesticides.

Le territoire du Parc présente encore en 2020 quelques réseaux de distribution qui présentent une contamination bactériologique chronique (2), fréquente (10) ou périodique (7). Il s'agit en général de petites unité de distribution communale gérée par la collectivité et sans fermier.

L'origine de ces contaminations est souvent liée à la vétusté de l'ouvrage de captation et sa mauvaise gestion. Les traitements sont souvent non fonctionnels et la professionnalisation des employés demeurent faible.

Concernant les concentrations en nitrates, il n'y a pas de dépassement de la norme des 50 mg/l mais quelques communes (Versols-et-Lapeyre, Saint-Rome-de-Tarn) ont des ressources captées dont les teneurs sont comprises entre 40 et 50 mg/l donc en limite de qualité. Dans ce cadre des analyses plus régulières sont réalisées par les services de l'ARS.

Concernant les concentrations en pesticides, le territoire délivre une eau conforme sans dépassements de la norme de 0.1 µg/l.

Qualité de l'air :

C'est un paramètre qui est surveillé depuis quelques années. En région Occitanie, c'est l'association Atmo Occitanie qui effectue des relevés réguliers sur plusieurs paramètres et notamment l'ozone, le dioxyde d'azote, les particules en suspension, les particules fines, les composés organiques volatils, les gaz à effet de serre, les phytosanitaires et autres polluants.

En 2021, l'ensemble des seuils réglementaires est respecté à l'exception des objectifs de qualité concernant l'ozone, comme sur la majeure partie de la région Occitanie. Le bilan de la qualité de l'air réalisé par Atmo Occitanie indique que le département a connu un épisode de pollution durant trois journées en raison de concentrations importantes de particules en suspension liées à un apport naturel de poussières désertiques.

Etat de santé et problèmes de santé

Une situation sanitaire plutôt favorable

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES			AVEYRON		OCCITANIE		FRANCE METROP.	
	Effectif	TxStd	Évol*	TxStd	Évol*	TxStd	Évol*	TxStd	Évol*
État général de santé									
1- Mortalité générale	821	709,8	↘	718,9	↘	713,1	↘	738,6	↘
2- Mortalité prématurée	106	169,4	=	164,6	=	176,6	↘	182,6	↘
3- Admissions en ALD	1983	2272,4	↗	2256,4	↗	2226,4	↗	2241,9	↗
Cancers									
4- Ensemble des cancers : Mortalité	201	188,5	=	194,9	↘	211,8	↘	225,7	↘
5- Admissions en ALD	389	442,7	=	431,7	↗	492,8	↗	499,4	↗
6- Cancer du poumon : mortalité	32	32,4	=	30,4	=	43,6	=	44,0	↘
7- Admissions en ALD	30	35,0	=	31,1	=	44,9	↗	43,1	↗
8- Cancer du Colon : mortalité	25	22,5	=	23,3	=	22,4	↘	23,4	↘
9- Admissions en ALD	50	51,9	=	47,7	=	52,4	↗	51,8	↗
10- Cancer du sein : mortalité	16	28,8	=	27,0	=	26,6	↘	29,2	↘
11- Admissions en ALD	69	161,8	=	159,9	=	178,3	↗	176,0	↗
Maladies Cardio-Vasculaires									
12- Ensemble des maladies cardio-vasculaires : mortalité	213	170,0	↘	182,2	↘	175,1	↘	178,8	↘
13- Admissions en ALD	620	642,3	↗	688,1	↗	604,8	↗	609,7	↗
Diabète									
14- Patients diabétiques traités	2 834	4,7	nd	4,6	nd	4,5	nd	nd	nd
15- Admissions en ALD	252	292,2	↗	274,2	↗	332,4	↗	363,2	↗
Santé mentale									
16- Admissions en ALD pour affection psychiatrique	199	305,2	↗	293,8	↗	249,6	↗	206,4	↗
17- Consommation de psychotropes	7 517	11,0	nd	12,3	nd	11,1	nd	nd	nd
18- Mortalité par suicide	16	21,2	=	15,9	=	13,3	↘	14,5	↘
Conséquences sanitaires des comportements à risque									
19- Accidents de la circulation	6	9,1	=	8,1	=	6,4	↘	4,9	↘
20- Alcool	16	16,1	↘	18,2	↘	20,0	↘	26,4	↘
21- Tabac	97	85,9	↘	86,7	↘	98,0	↘	100,2	↘

Note : les taux standardisés (TxStd) soulignés diffèrent significativement du taux de la France métropolitaine
* Évolution observée sur cinq ans (en moyennes triennales). Seules les évolutions significatives sont représentées par des flèches

INDICATEURS

Mortalité : Nbre annuel moyen de décès et taux standardisé de mortalité sur la période 2011-2015. Le TSM est le taux de mortalité que l'on observerait si la population de la zone étudiée avait la même structure par âge que la population de référence, soit la population de la France entière au RP de 2006 (Inserm CépiDC, Insee) : **1-** et **2-** mortalité tous âges et avant 65 ans toutes causes confondues ; **4-** mortalité par cancer toutes localisations confondues, CIM10 C00-C97 ; **6-** mortalité par cancer du poumon, CIM10 C33-C34 ; **8-** mortalité par cancer colorectal, CIM10 C18-C21 ; **10-** mortalité par cancer du sein, CIM10 C50 ; **12-** mortalité par maladies cardiovasculaires, CIM10 I00-I99 ; **18-** mortalité par suicide, CIM10 X60-X084 Y87 ; **19-** mortalité par accident de la circulation, CIM10 V01-V99 ; **20-** mortalité par psychose alcoolique et alcoolisme, CIM10 F10, par cirrhose, K70 K746 et par cancer des voies aéro-digestives supérieures, CIM10 C00-C14 C15 C32 ; **21-** mortalité par cancer du poumon CIM10 C33-C34, par bronchite chronique et obstructive CIM10 J40-44, J47, J961) et par cardiopathie ischémique CIM10 I20-I25.

Morbidité : Nbre annuel moyen de nouvelles admissions en ALD et taux standardisé d'incidence des ALD sur la période 2011-2015. Le TSI est le taux d'incidence des ALD que l'on observerait si la population de la zone étudiée avait la même structure par âge que la population de référence, soit la population de la France entière au RP de 2006 (CNAMTS, MSA, RSI, Insee) : **3-** Ensemble des ALD tous âges ; **5-** ALD n°30 pour cancer ; **7-** ALD n°30 pour cancer du poumon, CIM10 C33-C34 ; **9-** ALD n°30 pour cancer colorectal, CIM10 C18-C21 ; **11-** ALD n°30 pour cancer du sein, CIM10C50 ; **13-** ALD pour maladies cardiovasculaires, ALD n°1, 3, 5 13 ; **14-** Nbre de bénéficiaires d'un des trois principaux régimes de l'assurance maladie (AM) ayant eu une délivrance de médicament pour le traitement du diabète (type I ou type II) à au moins 3 dates différentes en 2016 et part pour 100 bénéficiaires (DCIR - RG hors SLM, MSA,RSI -2016-2017) ; **15-** ALD pour diabète, ALD n°8 ; **16-** ALD pour affections psychiatriques tous âges, ALD n°23 ; **17** - Nbre de bénéficiaires d'un des régimes de l'assurance maladie (AM) ayant eu au moins 3 délivrances de médicaments psychotropes en 2016 et part pour 100 bénéficiaires de l'AM (DCIR – Ensemble des régimes de l'AM ; Insee RP2014).

Avec 821 décès en moyenne chaque année sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses, la mortalité est significativement plus faible de celle observée en France métropolitaine, à structure d'âge comparable. Deux causes représentent 50 % des décès : les maladies cardio-vasculaires (26 %) et les tumeurs (24 %). Parmi ces décès, 106 ont concerné des habitants de moins de 65 ans, soit 13 % des décès. Cette mortalité dite « prématurée » est significativement plus faible dans le Parc naturel régional des Grands Causses qu'au niveau national, à structure d'âge identique. En cinq ans, le niveau de la mortalité a baissé, dans le territoire comme dans les territoires de

comparaison. Près de 1 200 admissions en affections de longue durée (ALD) sont enregistrées en moyenne chaque année pour les habitants du territoire. Rapportées à la population et à structure par âge comparable, ces admissions représentent une incidence qui ne diffère pas de façon significative de celle observée au niveau national, comme c'est également le cas dans le département.

Une sous-mortalité significative par cancer

Deuxième cause d'admission en ALD et deuxième cause de mortalité, les cancers sont à l'origine de 389 nouvelles admissions en ALD et de 201 décès d'habitants du Parc naturel régional des Grands Causses en moyenne chaque année. À structure d'âge comparable, la mortalité par cancer des habitants du territoire ainsi que l'incidence des ALD pour cancer, sont significativement plus faibles que celles de l'ensemble des métropolitains, comme c'est aussi le cas dans le département et la région. Pour les habitants du Parc naturel régional des Grands Causses, seules la mortalité et l'incidence des ALD pour cancer du poumon sont significativement plus faibles que les valeurs nationales, à structure d'âge comparable. À l'inverse, pour les cancers du côlon et du sein, on n'observe pas de différence significative avec les valeurs nationales. En cinq ans, la mortalité par cancer est restée stable pour les habitants du territoire, pour l'ensemble des cancers et pour chaque localisation cancéreuse présentée. Il en va de même pour l'incidence des ALD pour cancers qui est restée stable.

Une mortalité par maladies cardiovasculaires proche de la mortalité nationale

Première cause d'admission en ALD et première cause de décès, les maladies cardiovasculaires sont à l'origine de près de 620 nouvelles admissions en ALD et de 213 décès en moyenne chaque année pour les habitants du Parc naturel régional des Grands Causses. Concernant la mortalité par maladies cardiovasculaires la situation des habitants du territoire est proche de celle de l'ensemble des Français. On note, à l'inverse, une sur-incidence des ALD pour maladies cardio-vasculaires, comparée à l'incidence observée au niveau national. En cinq ans, la mortalité par maladies cardiovasculaires a plus fortement baissé dans le territoire (-24 %) que dans les territoires de comparaison (de -17 % à -20 %) et l'incidence des ALD a augmenté dans des proportions identiques à celles des territoires de comparaison.



Les décès prématurés : un enjeu important en termes de prévention

Un décès est considéré comme prématuré, d'un point de vue de santé publique, lorsqu'il survient avant 65 ans.

Cet indicateur est utile pour orienter les politiques de prévention car une part importante de ces décès est considérée comme évitable, que ce soit du fait de comportements à risques (accidents, consommation d'alcool ou de tabac par exemple), soit en lien avec le système de soins (au travers de l'accès au dépistage et de l'accès aux soins par exemple).

En Occitanie, 16,5% des décès sont considérés comme prématurés alors que cette proportion est de 18,6% au niveau de la France métropolitaine.

Les décès par cancer représentent à eux seuls deux décès évitables sur cinq, les cancers de la trachée, des bronches et des poumons étant à l'origine de plus d'un décès prématuré sur dix en Occitanie. Les causes externes de mortalité représentent 16% des décès prématurés avec, principalement, les suicides (6%) et les accidents de la circulation (3%). En prenant en compte les 12% de décès prématurés liés à des maladies de l'appareil circulatoire, on observe que tumeurs, causes externes de mortalité et maladies cardiovasculaires représentent les deux tiers des décès prématurés.

Près d'un habitant sur vingt touché par le diabète

En 2016, plus de 2 800 personnes ont été traitées pour un diabète sur le territoire, soit 4,7 % de la population, part relativement proche de celle observée dans le département ou la région (5 %). Chaque année, une moyenne de 252 habitants du Parc naturel régional des Grands Causses est admise en ALD en raison d'un diabète. Le taux d'incidence de ces ALD est significativement plus faible que le taux d'incidence observé en France métropolitaine, à structure par âge comparable, comme c'est également le cas dans le département et la région. En cinq ans, l'incidence des ALD pour diabète a augmenté de façon significative sur le territoire comme dans les territoires de comparaison.

La santé mentale : un champ difficile à explorer

La santé mentale couvre un domaine très large qui va de la santé mentale positive se rapprochant de la notion de bien être mental et social de l'OMS aux maladies psychiatriques. Ce champ est très vaste mais très peu de données statistiques sont disponibles Chaque année en moyenne, près de

200 habitants du Parc naturel régional des Grand Causses sont admis en ALD pour une affection psychiatrique. Le taux d'incidence des ALD psychiatriques y est, comme dans le département et la région, significativement plus important qu'en métropole. Plus de 7 500 habitants du territoire ont eu au moins trois délivrances de psychotropes au cours de l'année 2016, soit 11,0 % des habitants couverts par l'assurance maladie ; cette part est identique à celle de la région et proche de celle observée dans le département (12 %).

Avec 16 décès en moyenne par an sur le territoire entre 2011 et 2015, la mortalité par suicide est significativement plus élevée que celle observée en France métropolitaine, à structure d'âge comparable ; alors qu'en Occitanie, on note une sous-mortalité significative par suicide. Par rapport à la période quinquennale précédente, la mortalité par suicide est restée stable dans le Parc naturel régional des Grands Causses comme dans le département, alors qu'elle a baissé de façon significative dans la région et au niveau national.

Les personnes décédées par suicide sont majoritairement des hommes et essentiellement de plus de 60 ans, comme sur le territoire national. On ne dispose pas d'information concernant la catégorie socio-professionnelle.

Une surmortalité significative par accident de la circulation

Sur la période 2011-2015, six habitants du territoire sont décédés en moyenne chaque année par accident de la circulation. À structure par âge comparable, la mortalité par accident de la circulation est significativement plus élevée que celle observée au niveau national ; c'est également le cas dans le département et la région. En cinq ans, la mortalité par accident de la circulation est restée stable pour les habitants du Parc naturel régional des Grands Causses (comme pour les habitants du département) alors qu'elle a baissé de façon significative pour les habitants de la région et de la métropole. Avec 97 décès en moyenne chaque année, suite à des pathologies pour lesquelles la consommation de tabac est un facteur de risque et 16 décès par pathologies pour lesquelles la consommation d'alcool est un facteur de risque, le territoire est en sous-mortalités significatives comparées aux mortalités nationales ; c'est aussi le cas pour le département et la région. En cinq ans, la mortalité par pathologies pour lesquelles la consommation d'alcool est un facteur de risque, comme la mortalité par pathologies pour lesquelles le tabac est un facteur de risque, ont baissé de façon significative dans le territoire comme dans les territoires de comparaison.

Une analyse plus ciblée a été réalisée par les services de l'Observatoire départemental de la sécurité routière. Il en ressort sur une période 5 ans (2017-2021) que 271 accidents corporels ont été enregistrés, faisant 396 victimes (dont 19 tués).

Le Parc naturel regroupe ¼ de la population du département. L'accidentalité routière observée représente 30 % sur cette période. Toutefois le nombre de tués y est plus faible (19%).

Trois modes de déplacement sont sur-représentés : il s'agit des cyclistes (34 % des cyclistes victimes du département), les véhicules utilitaires (44 %) et les poids lourds (47 %).

A noter que les cyclistes tués sur le périmètre du Parc sont au nombre de 3 sur un total de 6 pour l'ensemble du département.

En 2022, 8 tués sont à déplorer sur le périmètre du Parc (3 motards et 5 usagers de VL) sur un total de 36 tués (dont 8 motards et 20 usagers de VL).

En une année, le nombre de motards tués sur le périmètre du Parc a presque atteint le nombre de tués de ce type sur 5 ans.

Santé des enfants et des jeunes

De la période périconceptionnelle jusqu'à la fin de l'adolescence, se construit, pour une large part, la santé des individus.

Parmi les enjeux majeurs de santé pour cette classe d'âge, on retiendra notamment :

- la santé buccodentaire ;
- les problèmes de surpoids et d'obésité ;
- les troubles mentaux et du comportement ;
- les conséquences des accidents.

Plusieurs indicateurs de l'état de santé des enfants font l'objet d'un suivi à l'échelle nationale et, dans certains cas, régionale concernant la prévalence de maladies ou de facteurs de risque connus liés au mode de vie, souvent marqueurs des inégalités sociales de santé dès l'enfance. Ces indicateurs ne sont pas disponibles à l'échelle des territoires.

En Occitanie, le recueil et l'analyse de certains indicateurs à 5-6 ans et en 6e, ont été mis en place à partir des bilans infirmiers réalisés dans l'académie de Toulouse (dispositif Infiscol). Une enquête réalisée dans les collèges de cette académie (HBSC) permet par ailleurs de dégager les spécificités régionales sur les comportements et habitudes de vie des adolescents. Ces données ne sont pas disponibles pour les élèves de l'académie de Montpellier.

Pour en savoir plus :

- La santé des élèves en Midi-Pyrénées. Le dispositif Infiscol. Résultats 2016/2017. ORSMIP, 2017/12, 47 p. www.orsmip.org
- La santé des collégiens en Midi-Pyrénées en 2014. Données régionales de l'enquête internationale HBSC (Health Behaviour in School Aged Children). ORSMIP, Rectorat de Toulouse. Service médical, Inserm 1027, ARS Occitanie. www.orsmip.org

Des indicateurs de comportement à suivre

INDICATEURS	GRANDE SECTION DE MATERNELLE (n=239)	SIXIÈME (n =206)
Prise du petit-déjeuner (le matin de l'examen)		
- Non	4,2	7,6
- Oui	95,8	92,5
Sommeil		
- Durée moyenne de repos nocturne (la veille de l'examen)	10,9	10,0
- Durée de repos nocturne <10h	1,8	37,9
- Troubles du sommeil	4,1	7,8
- Somnolence ou endormissement diurne	0,8	3,3
Durée moyenne du trajet pour se rendre à l'école (min)	10,7	19,9
Moyen(s) de transport utilisé(s)*		
- Voiture	73,9	36,4
- Bus	12,0	61,0
- Vélo	3,6	0,4
- À pied	43,3	16,8
Télévision, jeux vidéo, portable		
- Téléviseur dans la chambre	12,9	21,7
- Ordinateur dans la chambre	2,6	18,2
- Possède une console de jeu portable	46,0	56,0
- Possède un téléphone portable	2,2	42,0
Activités extrascolaires		
- Sportive	40,3	64,3
- Artistique	10,5	10,9

* Plusieurs réponses possibles
Source : Enquête Infiscol 2016-2017 - - Exploitation CREAI-ORS Occitanie

En 2016-2017, les résultats issus de l'analyse des bilans infirmiers ont concerné 239 des 518 enfants de 5-6 ans et 206 des 442 élèves de 6 e , soit 46% des enfants de grande section maternelle et 47 % des élèves de 6 e du Parc naturel régional des Grands Causses. Ces bilans montrent que plus de 9 enfants sur dix ont pris un petit déjeuner le matin de l'examen, à 5-6 ans comme en 6e . Peu d'enfants de 5-6 ans présentent ou déclarent des troubles du sommeil (4,1 %) ; tout en restant relativement faible, cette part est deux fois plus importante pour les élèves de 6 e (7,8 %). Plus de 4 enfants sur dix à 5-6 ans (43,3 %) vont à pied à l'école, contre seulement 16,8 % en 6e . À 5-6 ans plus d'un enfant sur dix a un téléviseur dans sa chambre, part qui est de plus de deux sur dix en 6e ; près d'un enfant sur deux en 6e possèdent un téléphone portable. 40 % des enfants de grande section maternelle et 64 % des élèves de 6 e du territoire pratiquent une activité physique extrascolaire.

Une surcharge pondérale relativement stable sur quatre ans

Près de 12 % des enfants de 5-6 ans sont en surcharge pondérale, sans différence significative avec la part observée sur l'académie de Toulouse (9 %). Cette part passe à près de 13 % en 6e et ne diffère pas de façon significative de celle évaluée pour l'ensemble des élèves de l'académie de Toulouse (16 %). Après une baisse significative observée entre 2013-2014 et 2015-2016, la part des enfants de GSM en surcharge pondérale revient, en 2016-2017, au niveau observé en 2013-2014. Pour les enfants de 6e , on n'observe pas de variation significative de la prévalence de la surcharge pondérale au cours des quatre dernières années.

Neuf enfants sur dix vaccinés contre la rougeole

En 2016-2017, le taux de couverture vaccinale contre la rougeole est de 86 % à l'âge de 5-6 ans et de 93,7 % pour les élèves de 6e ; ces proportions d'enfants vaccinés contre la rougeole ne diffèrent pas significativement de celles observées sur l'académie de Toulouse. Au cours des quatre dernières années scolaires, on n'observe pas d'évolution significative de la couverture vaccinale, ni pour les enfants de grande section maternelle, ni pour les élèves de 6e du Parc naturel régional des Grands Causses.

Des problèmes dentaires relativement peu fréquents

En 2016-2017, en grande section de maternelle comme en sixième, 7 % des enfants ont au moins une dent cariée non traitée ; ces parts sont proches de celles évaluées sur l'ensemble l'académie de Toulouse (respectivement, 8,7 % et 7,2 %). Au cours des quatre dernières années, la part des enfants de grande section maternelle avec au moins une carie non traitée est restée relativement stable, en grande section maternelle comme en 6e.

Des comportements à risque chez les jeunes d'Occitanie

Les niveaux d'usage de substances psychoactives à 17 ans en Occitanie et comparaisons aux niveaux Français

INDICATEURS 2017	Occitanie	France métropolitaine	Comparaison à la France	
			Ecart en points	Ecart en %
Alcool				
Expérimentation	89,5	85,7	+4	+4
Consommation régulière* d'alcool à 17 ans	9	8,4	ns	ns
Épisodes d'ivresses répétées** (> 3)	18,7	16,4	+2	**+14**
Tabac				
Expérimentation	61,6	59,0	+3	**+4**
Usage quotidien de tabac	26,5	25,1	ns	**ns**
Cannabis				
Expérimentation	43,5	39,1	+4	+11
Usage régulier***	8,6	7,2	+1	+19

* Au moins 10 usages dans les 30 jours précédant l'enquête
** 5 verres en une même occasion au moins 3 fois dans le mois à 17 ans
*** Usage régulier de cannabis dans le mois à 10 usages
Source : Enquête ESCAPAD 2017

A 17 ans, les jeunes d'Occitanie consomment plus que leurs homologues métropolitains.

Quel que soit le produit consommé, les expérimentations sont plus fréquentes en Occitanie qu'en métropole.

L'usage quotidien de tabac comme l'usage régulier de boissons alcoolisées des jeunes Occitans est identique à celui de l'ensemble des jeunes de métropole.

Les niveaux de consommation de cannabis en Occitanie sont supérieurs à ceux de la métropole.

Accès à la prévention et aux soins

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES		AVEYRON	OCCITANIE
	Effectif	Taux	Taux	Taux
Recours à la prévention				
1- Vaccination antigrippale remboursée	8 148	46,7	44,8	46,2
2- Dépistage organisé du cancer du sein	4 561	39,9	39,8	42,7
3- Dépistage individuel du cancer du sein	1 066	9,3	9,9	12,9
4- Dépistage du cancer du col de l'utérus	3 929	22,5	22,4	24,1
5- Bilan bucco-dentaire 5-19 ans	1 411	13,0	13,2	10,6
Suivi médical du diabète :				
6- Dosage de l'hémoglobine glyquée	1 457	51,4	50,6	50,2
7- Dosage de microalbuminurie	771	27,2	26,1	26,2
8- Dosage de créatininémie	2 483	87,6	87,6	87,5
Recours à l'IVG				
9- IVG des 15-49 ans	129	10,5	11,2	13,1
10- dont IVG médicamenteuses	108	83,7	80,5	62,3
11- IVG des 15-24 ans	42	15,0	16,9	17,8

DÉFINITIONS DES INDICATEURS

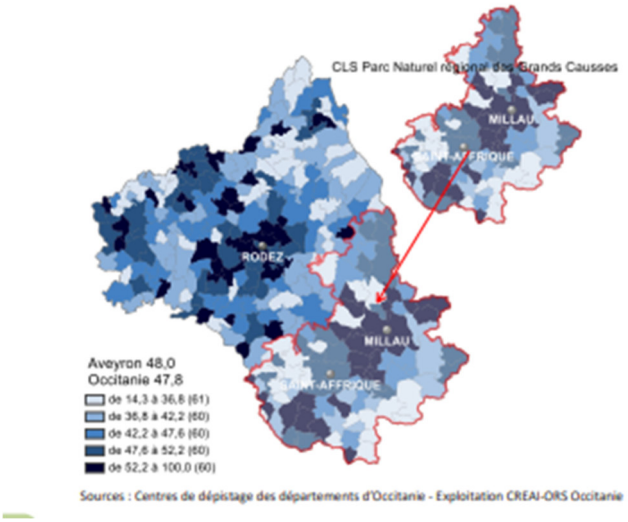
1- Nombre et pourcentage de personnes âgées de 65 ans ou plus bénéficiaires d'une vaccination antigrippale en 2016 (DCIR, ensemble des régimes de l'AM - Insee RP2014) ; **2-** Nombre et pourcentage de femmes âgées de 50-74 ans bénéficiaires d'un dépistage organisé du cancer du sein en 2015-2016 (DCIR, ensemble des régimes de l'AM - Insee RP2014) ; **3-** Nombre et pourcentage de femmes âgées de 50 à 74 ans bénéficiaires d'un dépistage individuel (hors dépistage organisé) du cancer du sein en 2015-2016 (DCIR, ensemble des régimes de l'AM - Insee RP2014) ; **4-** Nombre et pourcentage de femmes âgées de 25 à 64 ans bénéficiaires d'un dépistage du cancer du col de l'utérus en 2016 (DCIR, ensemble des régimes de l'AM - Insee RP2014) ; **5-** Nombre et pourcentage d'enfants âgés de 5 à 19 ans bénéficiaires d'un examen bucco-dentaire en 2016 (DCIR, ensemble des régimes de l'AM - Insee RP2014) ; **6-** Nombre et pourcentage d'assurés traités pour le diabète ayant eu au moins un dosage de l'hémoglobine glyquée (HbA1C) en 2016 (DCIR, RG hors SLM, MSA, RSI) ; **7-** Nombre et pourcentage d'assurés traités pour le diabète ayant eu au moins un dosage de microalbuminurie en 2016 (DCIR, RG hors SLM, MSA, RSI) ; **8-** Nombre et pourcentage d'assurés traités pour le diabète ayant eu au moins un dosage de créatininémie en 2016 (DCIR, RG hors SLM, MSA, RSI) ; **9-** Nombre annuel moyen d'IVG hospitalières réalisées sur des femmes âgées de 15-49 ans en 2015-2017 et taux pour 1 000 femmes âgées de 15-49 ans (ATIH-PMSI, Insee RP2015) ; **10-** Nombre annuel moyen d'IVG médicamenteuses réalisées en 2015-2017 et pourcentage sur l'ensemble des IVG hospitalières (ATIH-PMSI) ; **11-** Nombre annuel moyen d'IVG hospitalières réalisées sur des femmes âgées de 15-24 ans en 2016-2018 et taux pour 1 000 femmes âgées de 15-24 ans (ATIH-PMSI, Insee RP2015).

Un recours à la prévention légèrement plus faible

En 2016, 46,7 % des personnes âgées du Parc naturel régional des Grands Causses ont bénéficié de la vaccination antigrippale, pratique légèrement plus fréquente que dans le département (45 %) et la région (46 %). En 2015-2016, 4 561 habitantes ont effectué une mammographie dans le cadre du dépistage organisé du cancer du sein, soit 39,9 % des femmes âgées de 50-74 ans, taux identique à celui calculé pour les femmes du département, mais plus faible que celui calculé pour les femmes de la région (43 %). Sur la même période, près de 1 070 femmes ont effectué un dépistage individuel du cancer du sein, soit 9,3 % des femmes de 50-74 ans. Ainsi, les deux types de dépistage du cancer du sein ont concerné 5 627 femmes, ce qui représente un taux de couverture de 49,2 % des habitantes du territoire, âgées de 50 à 74 ans. Ce taux de couverture est proche de celui observé pour l'ensemble des femmes du département (50 %) mais plus faible que celui observé pour les femmes de la région (56 %) ; ces taux restent toutefois encore loin de l'objectif des 80 % de femmes dépistées.

Le dépistage du cancer du col de l'utérus repose sur la réalisation d'un frottis tous les trois ans entre 25 et 64 ans. En 2016, plus de 3 900 femmes âgées de 25 à 64 ans ont bénéficié de ce dépistage, soit 22,5 % de la population cible. Ce recours à la prévention est aussi fréquent pour les femmes du territoire que pour celles du département (22 %) et légèrement moins que pour les femmes de la région (24 %). Sur le territoire, 13,0 % des jeunes de 5-19 ans ont bénéficié d'un bilan bucco-dentaire en 2016 ; cette part est proche de celle observée pour les enfants de l'Aveyron et légèrement plus importante que celle des enfants d'Occitanie (11 %). Le suivi du diabète est évalué à travers trois dosages : le dosage de l'hémoglobine glyquée, celui de la microalbuminurie et celui de la créatininémie. Pour chacun des trois dosages, la part des habitants diabétiques suivis (respectivement, 51,4 %, 27,2 % et 87,6 %) est proche de celle des diabétiques suivis dans le département et la région.

Taux de participation au dépistage organisé du cancer du seinen 2015-2016 dans les communes du Parc naturel régional des Grands Causses



Sources : Centres de dépistage des départements d'Occitanie - Exploitation CREAI-ORS Occitanie

Un recours à l'IVG relativement limité

En 2016-2018, 129 IVG ont concerné des femmes habitant le PNR des Grands Causses, en moyenne, chaque année ; rapporté à la population des femmes de 15-49 ans, cela correspond à un taux de recours de 10,5 IVG pour 1 000 femmes ; ce taux d'IVG est moins élevé que celui des femmes de l'Aveyron (11 ‰) et que celui des femmes de la région (13 ‰).

Parmi ces IVG, 108 (soit 84 %) ont été réalisées par prise de médicament, pratique plus fréquente parmi les femmes du Par naturel régional des Grands Causses que dans le département (81 %) et surtout que dans la région (62 %). Chaque année en moyenne 42 IVG ont concerné des femmes

âgées de 15-24 ans, soit un taux de 15,0 IVG pour 1 000 femmes de 15-24 ans. Ce taux de recours à l'IVG des jeunes habitantes du PNR des Grands Causses est moins élevé que celui observé chez les jeunes femmes de l'Aveyron (17 ‰) dans l'ensemble de l'Occitanie (18 ‰).

Un taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein relativement élevé

En 2015-2016, 10 889 habitantes du Parc naturel régional des Grands Causses et âgées de 50 à 74 ans, ont été invitées au dépistage organisé du cancer du sein. Parmi elles, 5 620 ont participé à ce dépistage, soit un taux de 51,6 %. Ce taux de participation est plus élevé que celui observé dans le département ou la région (48 %). À l'intérieur du territoire, le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein varie fortement selon les communes (de 14 % à 100 %) ; ces valeurs extrêmes sont souvent dues au nombre limité de femmes ciblées par le dépistage au niveau de chaque commune. Dans plus des deux tiers des communes (68 %), le taux de participation au dépistage organisé du cancer du sein est inférieur au taux observé sur l'ensemble du Parc naturel régional des Grands Causses (51,6 %)

Personnes en situation de handicap et de dépendance

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES			AVEYRON		OCCITANIE		FRANCE METROP.	
	Effectif	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*	Taux	Évol*
1- Enfants bénéficiaires de l'AEEH	196	1,3	↗	1,5	↗	2,2	↗	1,7	↗
2- Adultes allocataires de l'AAH	1 105	3,5	↗	3,6	=	3,7	↗	2,9	↗
3- Personnes âgées à domicile bénéficiaires de l'APA	1 055	12,6	nd	17,2	nd	nd	nd	nd	nd

* Évolution observée sur cinq ans.

DÉFINITIONS DES INDICATEURS

1– Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et taux pour 100 enfants de moins de 20 ans (CNAF, CCMSA 2017) | **2–** Nombre d'adultes allocataires de l'Allocation adulte handicapé (AAH) et taux pour 100 adultes de 20 à 59 ans (CNAF, CCMSA 2017) | **3–** Nombre de personnes âgées de 75 ans ou plus bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile et taux pour 100 personnes âgées de 75 ans ou plus vivant à domicile (Conseils départementaux, 2018- Insee, RP2015).

Un taux d'enfants bénéficiaires de l'AEEH en progression

En 2017, près de 200 enfants habitants du Parc naturel régional des Grands causses bénéficient de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Rapporté à la population des moins de 20 ans, cela correspond à un taux de 1,3 % d'enfants bénéficiaires de l'AEEH, taux proche de celui qui est observé au niveau du département (1,5 %), mais plus faible que celui de la région (2,2 %) et de la France métropolitaine (1,7 %). En cinq ans, le taux d'enfants bénéficiaires de l'AEEH a progressé sur le territoire comme dans les territoires de comparaison, mais reste encore inférieur à deux enfants bénéficiaires sur cent dans le Parc naturel régional des Grands Causses.

Moins de 4 % des adultes de 20 à 59 ans perçoivent l'AAH Plus de 1 100 habitants du Parc naturel régional des Grands Causses, âgés de 20 à 59 ans perçoivent l'Allocation adulte handicapé (AAH) en 2017. Cela correspond à un taux d'allocataires de 3,5 pour 100 adultes de même âge. Ce taux est proche des taux observés dans les territoires de comparaison. Alors qu'il est resté stable sur l'ensemble du département, ce taux a augmenté sur le territoire entre 2012 et 2017, comme au niveau régional et métropolitain. Moins de deux personnes âgées sur dix à domicile bénéficient de l'APA En 2018, parmi les personnes âgées de 75 ans ou plus qui vivent à domicile,1 055 sont bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), soit une part de 12,6 % des personnes âgées de 75 ans ou plus du Parc naturel régional des Grands Causses ; cette part est plus faible que celle

observée dans le département (17,2 %). Les personnes âgées isolées et précaires sont notamment repérées sur les secteurs de Monts Rance et Rougiers et Millau Grands Causses et le nombre de bénéficiaire de l'allocation adultes handicapés plus importants sur ces mêmes secteur (projet de territoire d'action sociale)

Des besoins d'accompagnement et de prise en charge particuliers

Les personnes en situation de handicap nécessitent une prise en compte particulière dans le développement des politiques de santé. En effet, dans un certain nombre de cas, leur situation de handicap résulte d'une pathologie pouvant nécessiter un accompagnement de santé spécifique. Au-delà des soins spécifiques qui peuvent être nécessaires, ces pathologies peuvent les rendre plus vulnérables au développement d'autres pathologies et nécessitent alors des actions de prévention adaptées.

III/Offre du système de soin et parcours santé

Santé de ville : Offre de soins de premier recours

Nombre de professionnels de premiers recours et part des professionnels âgés de 60 ans ou plus en 2018

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES		Aveyron	OCCITANIE
	Effectif	% 60 ans +	% 60 ans +	% 60 ans +
Offre de soins de premier recours				
Médecin généraliste libéral (1)	58	25,9	33,6	34,5
Chirurgien- dentiste libéral (1)	38	34,2	22,5	21,2
Infirmier libéral (2)	213	13,6	12,2	12,1
Masseur-kinésithérapeute libéral (2) *	82	17,1	13,4	10,0

(1) Professionnels en activité libérale et mixte
(2) Professionnels en activité libérale – *données au 1er janvier 2016 pour les masseurs-kinésithérapeutes
Sources : RPPS, ADELI (hors remplaçants et en activité non médicale), données au 1er janvier 2018 - Exploitation CREAI-ORS Occitanie

Évolution en % des densités de différents professionnels, entre 2013 et 2018

INDICATEURS	PARC NATUREL RÉGIONAL DES GRANDS CAUSSES	Aveyron	OCCITANIE	FRANCE METROP.
Médecins généralistes libéraux (1)	-6,9	-5,2	- 2,8	- 4,2
dont âgés de 60 ans ou plus	*-40,3*	*-14,1*	*17,3*	*17,7*
Dentistes libéraux (1)	2,2	-5,5	1,4	-1,1
Infirmiers libéraux (2)	19,8	19,8	19,6	23,0
Masseurs-Kinésithérapeutes libéraux (2)*	13,3	9,2	13,3	11,0

(1) Professionnels en activité libérale et mixte
(2) Professionnels en activité libérale - * évolution 2013-2016 pour les masseurs-kinésithérapeutes
Sources : RPPS, ADELI (hors remplaçants et en activité non médicale), données au 1er janvier 2018- Exploitation CREAI-ORS Occitanie

Un généraliste sur quatre et un dentiste sur trois âgés de 60 ans ou plus

En 2018, 58 médecins généralistes libéraux, 38 chirurgiens-dentistes libéraux, 213 infirmiers libéraux et 82 masseurs-kinésithérapeutes sont installés sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses. La part des médecins généralistes libéraux âgés de 60 ans ou plus est plus faible sur le territoire (25,9 %) que dans le département (34%) ou la région (35 %). La part des chirurgiens-dentistes proches de l'âge de la retraite (34,2 %) y est plus élevée que dans le département (23 %) ou la région (21 %). Pour les autres professionnels de santé, la part des praticiens âgés de 60 ans ou plus ne dépasse pas deux sur dix. Entre 2013 et 2018, seule la densité des médecins généralistes a baissé sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses (-7 %) et surtout celle des généralistes âgés de 60 ans ou plus (-40 %). À l'inverse, la densité des infirmiers libéraux comme celle des masseurs kinésithérapeutes, ont augmenté sur le territoire, comme dans les territoires de comparaison.

Sur le territoire du Parc on dénombre 6 maisons de santé pluriprofessionnelles :

- La MSP des Ondes à Millau
- La MSP de La Capelle à Millau
- La MSP de Aguessac
- La MSP de La Cavalerie, Nant, Cornus

- La MSP de Saint George
- La MSP du Rougier (Réseau de santé sur trois sites : Belmont-sur- Rance, Camarès et Saint Sernin-sur-Rance)

Il est à noter que sur l'âge moyen des médecins en Aveyron est le plus bas d'Occitanie et que le département de l'Aveyron garde 9% des internes pour une moyenne dans les autres départements ruraux de 1%

Une Accessibilité Potentielle Localisée plus faible

Indicateur d'Accessibilité Potentielle Localisée (APL)

L'Accessibilité Potentielle Localisée est un indicateur local, disponible au niveau de chaque commune, qui tient compte de l'offre et de la demande issue des communes environnantes. Calculé à l'échelle communale, l'APL met en évidence des disparités d'offre de soins qu'un indicateur usuel de densité, calculé sur des mailles beaucoup plus larges (bassins de vie, départements...), aura tendance à masquer. L'APL tient également compte du niveau d'activité des professionnels en exercice ainsi que de la structure par âge de la population de chaque commune qui influence les besoins de soins. L'indicateur est calculé en nombre de consultations ou visites accessibles par habitant standardisé sur l'âge, rendant comparable l'accessibilité de communes ayant des populations d'âges très différents.

En 2017 et compte tenu de la structure par âge de la population, les habitants du Parc naturel régional des Grands Causses ont accès en moyenne à 3,3 consultations ou visites de médecins généralistes. Pour les habitants du territoire, cet accès est proche de celui de l'ensemble des Aveyronnais (3,4) mais légèrement plus faible que celui de l'ensemble des Occitans (4,0)

Santé hospitalière :

Un projet : l'hôpital commun

SYNTHESE DU PROJET MEDICAL SUD AVEYRON (PMSA)

Le projet d'hôpital commun du Sud-Aveyron est porté par le Centre Hospitalier de Millau et le Centre Hospitalier Emile Borel de Saint-Affrique. Les Centres Hospitaliers de Millau et de Saint-Affrique desservent ensemble un bassin de population de 75.000 habitants.

Ces deux CH aux profils similaires font partie du Groupement Hospitalier de Territoire Est-Hérault et Sud-Aveyron, composé de 10 établissements dont l'établissement support est le CHU de Montpellier.

L'ambition du projet d'hôpital commun, à 6 ans, est de réunir l'offre de soins des deux hôpitaux pour atteindre une taille critique et proposer des conditions de travail rénovées permettant de favoriser son attractivité. A court et moyen terme, l'objectif est de développer l'activité afin de répondre aux besoins de la population ainsi que la mutualisation et les échanges médicaux sur le territoire dans le cadre d'équipe territoriale

<u>Capacitaire</u>

Le CH de Millau dispose, en 2019, d'une capacité de 235 lits et places dont 94 pour les activités MCO, 50 pour l'USLD, 40 pour les SSR et 51 sur la psychiatrie (22 lits en HC, 29 places dont 6 dédiés à l'offre de pédopsychiatrie).

De son côté, le CH de Saint-Affrique regroupe sur un site unique 130 lits et places soit 30 lits de SSR, 40 lits USLD et 60 lits pour les activités de MCO, 52 lits d'hospitalisations complète et 6 places. Le CH Emile Borel dispose également d'un EHPAD de 130 lits.

Réunis, les deux établissements disposent d'une capacité autorisée de 357 lits et places comme suit :

• 120 lits et 30 places MCO

• 70 lits de SSR : 40 lits sur le CH de Millau et 30 sur le CH de St-Affrique

• 90 lits d'USLD : 50 lits sur le CH de Millau et 40 sur le CH de St-Affrique

• 130 lits d'EHPAD exclusivement à St Affrique

Le Projet Médical du Sud-Aveyron met en lumière la volonté des professionnels de santé de s'inscrire dans une mutualisation des ressources humaines et techniques, des compétences médicales, des espaces et des locaux, dans l'objectif de répondre efficacement aux besoins de santé et aux attentes de la population, de développer les synergies via notamment les coopérations inter-établissements et avec la ville pour une prise en charge des patients dans le cadre de filières de soins structurées, de moderniser les plateaux techniques et d'augmenter entre autres l'attractivité de l'établissement, le tout dans un souci de rationalité économique tenant compte des exigences que cela entraîne en termes de création d'activités.

Le PMSA établit, sur le nouvel hôpital, à terme, un accroissement prévisionnel de l'activité de 3 600 séjours et 1 600 séances dont 1 400 séances de chimiothérapies. Pour autant, l'objectif est de développer l'activité progressivement sur les années à venir.

A terme, l'hôpital commun regrouperait le MCO et les plateaux techniques sur un site unique. Les sites existants de Millau et Saint-Affrique conserveront un centre de prélèvement, des consultations spécialisées n'ayant pas besoin de plateaux techniques et des services aux personnes : USLD et EHPAD (Saint-Affrique) mais aussi la totalité des lits de SSR actuellement implantés sur les 2 établissements.

Le site de Vergonhac dépendant de la commune de Saint-Georges de Luzençon, barycentre populationnel du bassin sud-aveyronnais, rassemblait donc le plus de critères de faisabilité et de rapidité d'exécution du projet. Il rassemblait l'intégralité de ces critères, contrairement aux autres sites envisagés, et a donc été choisi face aux sites du plateau de Luzençon et de Beaumesure.

En effet, compte-tenu de l'état de vétusté des hôpitaux actuels et du nécessaire regroupement des équipes médicales et soignantes lié à la pénurie de professionnels de santé, le délai de construction est un critère majeur.

L'adaptation d'une offre de soins aux besoins de la population

Le projet hôpital médian s'appuie sur la stratégie de développement et de structuration de l'activité notamment autour des 4 filières principales de prises en charge :

- Les urgences dont le SMUR

- La Médecine et médecine ambulatoire (médecine polyvalente, gériatrique, USC, HDJ notamment en chimiothérapie, cardiologie, neurologie, pneumologie/fibroscopies, HGE, endoscopies, rhumatologie, médecine interne, infectiologie, dermatologie, endocrinologie)
- La chirurgie et chirurgie ambulatoire (orthopédie, urologie, ORL, stomatologie, chirurgie viscérale et vasculaire, ophtalmologie, cancérologie)
- La Gynécologie – obstétrique et pédiatrie (maternité niveau 1, gynécologie chirurgicale, IVG)

Les plateaux techniques et médicotechnique (bloc opératoire, imagerie avec scanner, IRM, échographie, mammographie, radiologie conventionnelle, consultations, PUI, laboratoire) viennent en support de ces filières.

La filière de médecine propose de répondre aux besoins de la population et en particulier la population vieillissante en convertissant des lits de médecine en Court Séjour Gériatrique et avec la mise en place d'une unité péri-opératoire gériatrique. Elle répond également aux besoins en développement l'HJ de médecine sur la réalisation des chimiothérapies (cancers digestifs et gynécologiques principalement) mais également en développant des prises en charge de pathologies chroniques comme le diabète, l'HTA, les BPCO…

La filière urgence n'est pas finalisée à ce jour car elle dépendra du PRS en cours de révision. En effet, le maintien d'une ligne SMUR (partielle ou complète) sur Saint-Affrique changera la prise en charge. La mise en place d'un Centre d'accueil non programmée avec de plus, la création d'infrastructure au sein de l'hôpital médian comme à terme, l'héliport, serait un moyen de mettre au service du patient ce projet d'investissement.

L'ensemble des prises en charge a pour objectif de contribuer à l'optimisation et la sécurisation du parcours du patient en développant la gradation des soins en partenariat avec le CHU de Montpellier, établissement support du GHT. Cette nécessaire coopération entre le centre hospitalier commun et le CHUM, permet d'étoffer l'offre de soins du bassin de santé tout en en développant de nouvelles pratiques.

Le Centre Hospitalier de Millau a aussi intégré dans son projet hospitalier un volet développement durable pour permettre l'insertion environnementale de l'établissement. Ainsi, la création de nouvelles infrastructures de l'hôpital médian répond totalement aux objectifs d'améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables ou de prévenir, réduire, trier et valoriser les déchets par exemple. L'hôpital commun permettrait de continuer à intégrer le développement durable dans les projets majeurs de la structure et offrirait un cadre propice à la mise en œuvre de ces mesures durables

CAPACITAIRE E L'HÔPITAL MEDIAN/COMMUN – ETAT DES LIEUX ET OBJECTIFS

En intégrant l'évolution démographique du territoire, par classe d'âges (projection OMPHALE de l'INSEE), l'évolution du taux de recours aux soins hospitaliers et en prenant les meilleurs parts de marché par discipline de chaque établissement du benchmark, le cabinet CMI a projeté une évolution d'activité de 3600 séjours et 1600 séances.

Un nouveau capacitaire a alors été établi sur la base d'un taux d'occupation de 95 % pour la médecine, 85 % pour la chirurgie et la maternité, un taux de rotation en HJ de médecine de 100 % et 130 % en chirurgie ambulatoire. L'IPDMS des établissent a été conservé car déjà très performante.

	Site du Puits de Calès (MCO)	CH E.Borel (MCO)	Futur CH
HC	68	52	125
médecine polyvalente	17	22	32
médecine gériatrique	13	13	38
chirurgie	20	5	28
UHCD	3	2	7
USC	5	4	9
gynéco-obstétrique	10	6	11
HDJ	22	8	36
médecine	6	1	17
chirurgie	14	5	17
gynéco-obstétrique	2	2	2
TOTAL	90	60	
	150		161 (+11 lits) hors SSR

Ce nouveau capacitaire intègre une augmentation de 5 lits et 6 places.

La création d'un hôpital commun répond à un triple objectif : répondre aux besoins du bassin de santé Sud-Aveyron, maintenir les sites existants en activité et faire de ce site un outil d'attractivité médicale pour le territoire

Durant la phase de construction, la continuité de l'offre sur le territoire du Sud-Aveyron ne sera pas impacté puisque ce projet de construction va se dérouler sur un site distinct des 2 établissements actuels.

A l'ouverture de l'hôpital neuf, le patrimoine hospitalier existant participera au maintien des offres de soins de proximité sur les communes de Millau et Saint Affrique.

EVOLUTION DE L'OFFRE DE SOINS

Le projet hôpital commun Sud-Aveyron s'inscrit dans les objectifs d'évolution de l'offre de soins décrits aux SROS-PRS par l'ARS Occitanie.

Diversification des soins et parcours dédiés (« Parcours vieillissement, Parcours cancer »)

Le projet hôpital médian s'inscrit dans l'augmentation de l'offre en cancérologie et en lits en gériatrie conformément aux attendus du *« Parcours vieillissement » et « parcours cancer »* du Projet Régional de Santé.

En effet, le Projet Médical du Sud-Aveyron souhaite développer la réalisation de chimiothérapies en partenariat avec le CHU, hôpital support d GHT Ouest-Hérault-Sud-Aveyron en tant que site associé.

L'objectif est de développer une filière complète sur le digestif dans le cadre du Pôle Inter-Etablissement (PIE) digestif mis en place avec le CHU. Cette filière intégrera le diagnostic de cancer par la réalisation d'endoscopies digestives, la chirurgie carcinologique digestive (le CH de Millau dispose de l'autorisation pour les cancers digestifs et a réalisé en 2021 34 interventions) et à la réalisation des chimiothérapies.

Ainsi, le centre hospitalier commun entend offrir une meilleure prévention et un meilleur suivi des cancers, actuellement surreprésentés dans les activités concernées par un taux de fuite élevé des patients

Afin de répondre au vieillissement de la population, le PMSA propose plusieurs actions :

- Augmentation des lits de médecine + 5 lits avec une transformation d'une partie des lits de médecine existants en lits de courts séjours gériatriques
- Création d'une unité péri-opératoire gériatrique afin de proposer un accompagnement aux personnes âgées ciblées comme fragiles afin de limiter les impacts de l'intervention et permettre une récupération optimum.

Cette évolution s'accompagne aussi d'une évolution des pratiques par le développement d'une offre de soins spécifique à la prise en charge des maladies chroniques dont souffrent les personnes âgées et des actions de prévention associées (notamment sur la dépendance à l'alcool) dans une démarche de concertation interdisciplinaire aves les équipes de soins primaires

Par ailleurs, la PMSA souhaite le développement des activités en hôpital de jour sur la filière SSR pour prendre en charge des patients souffrant de pathologies de type Parkinson afin de limiter la profession de la maladie mais également sur des patients chuteurs. L'ouverture d'une Unité Cognitivo-Comportementale de 10 lits est également envisagé sur le Centre Hospitalier de Fenaille.

Un accès aux soins garanti en « zone fragilisée »

L'ARS, consciente des disparités de la région Occitanie, propose *de « favoriser l'accès aux soins primaires dans les zones fragilisées, par un soutien à l'installation et à l'activité des professionnels »* avec l'importance de rendre le territoire attractif, notamment pour les jeunes médecins.

Grâce à des infrastructures neuves et une offre de soin renouvelée, l'hôpital commun sera en capacité de répondre à cet enjeu en attirant et en fidélisant de nouveaux praticiens, libéraux et hospitaliers.

De plus, l'ARS met en avant la problématique de l'accessibilité de l'offre de soin, notamment dans les milieux ruraux, que ce soit pour les étudiants en stage ou pour les usagers.

L'hôpital commun se situera à 10 minutes en voiture de Millau et à 20 mn de Saint-Affrique. Il est desservi en transports en commun

Le projet régional de santé évoque aussi l'importance de la coordination dans le parcours de soin pour l'attractivité des territoires. Or, les perspectives développées dans le cadre de l'hôpital commun de Millau et Saint-Affrique permettent de limiter les inégalités territoriales. En effet, le site commun vient consolider les compétences de cette zone géographique tout en conservant un suivi pertinent dans les deux villes avec la présence de l'offre de soins destinés aux personnes âgées.

L'offre de soins en psychiatrie :

Le secteur de psychiatrie (ou sectorisation) correspond à une aire géographique bien délimitée, d'environ 70 000 habitants, desservie par un service de psychiatrie, la même équipe soignante assurant les soins intra et extrahospitaliers. Le secteur de psychiatrie est instauré le 15 mars 1960. Il y est défini comme une aire géographique desservie par un service en hôpital psychiatrique préexistant. Ainsi, à chaque secteur correspond un service déterminé et réciproquement. Ce service hospitalier est tenu de fonctionner en étroite liaison avec les structures extra-hospitalières.

L'arrêté du 14 mars 1986 définit les équipements et services de lutte contre les maladies mentales qui sont :

- *Les centres médico-psychologiques*
- *Les centres d'accueil permanents* et les centres de crise habilités à répondre à l'urgence psychiatrique 24h/24.
- *Les hôpitaux* de jour et de nuit.
- *Les ateliers thérapeutiques* réalisant des groupes d'ergothérapie.
- *Les services d'hospitalisation à domicile* et de placement familial thérapeutique.
- *Les centres de postcure* (les ex-foyers de postcure) et les appartements thérapeutiques (unités de soins mises pour une durée limitée à disposition de quelques patients).
- *Les unités d'hospitalisation à temps complet.*

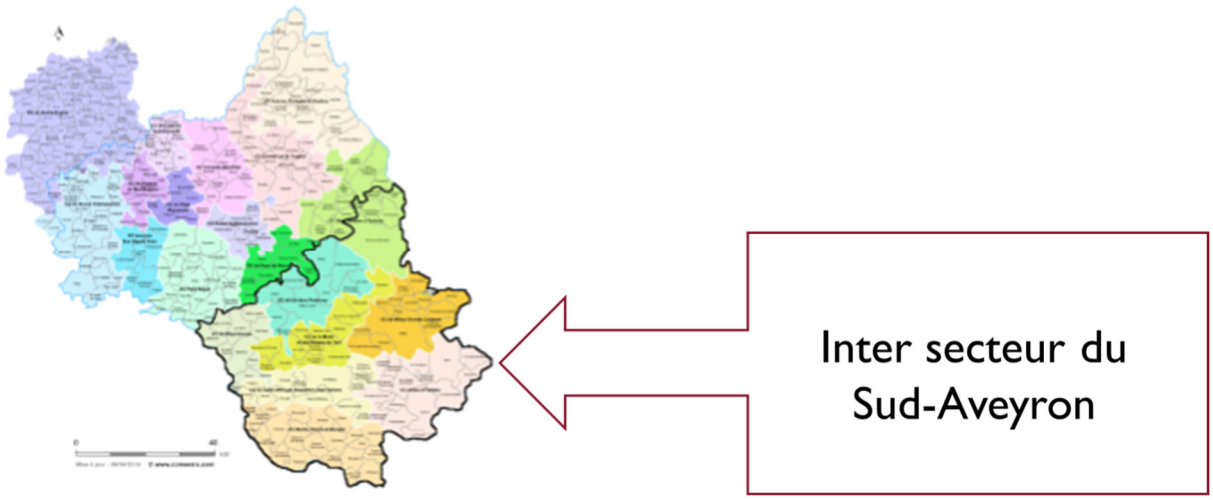
Le 5ème secteur de psychiatrie de l'Aveyron, qui recouvre le Sud Aveyron, est délimité comme suit :



La sectorisation en psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent :

C'est 1972 que la sectorisation des services de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent (anciennement infanto-juvénile) est organisée. Elle définit qu'à trois secteurs de psychiatrie d'adultes correspond un intersecteur infanto-juvénile. Cet intersecteur correspond à une aire géographique de 200 000 habitants et concerne les mineurs âgés de moins de 18 ans (16 ans jusqu'en janvier 2023).

L'inter secteur du Sud Aveyron est découpé comme suit :



- 14 unités de soins

Unité Centre Médico Psychologique de Millau : Le CMP de Millau est situé au centre de santé mentale de Millau, dans un environnement à la fois paisible avec une proximité quasi immédiate du centre-ville. Le CMP a pour mission des actions de prévention, de diagnostic et de soins ambulatoires. Celles-ci sont mises en œuvre par une équipe pluridisciplinaire. L'accueil se fait au niveau du secrétariat et les indications sont médicales pour l'ensemble des prises en charges. Le CMP est une unité pivot des soins psychiatriques, pour cela ils assurent des actions de soins de suivi, coordination et concertation entre les services et partenaires, il permet un accueil en milieu ouvert et des interventions aux domiciles ou sur les structures d'hébergement.

L'équipe du CMP de Millau assure également une activité de liaison sur le CH Millau qui consiste à assurer des suivi et interventions sur les services de soins somatiques ainsi qu'une activité de psycho-oncologie.

Unité Centre Médico Psychologique de Saint-Affrique : Le CMP de Saint Affrique est situé en centre-ville et dispose d'une équipe pluridisciplinaire. Les soins infirmiers ont pour objectifs : d'assurer une permanence tout au long de la journée, d'accueillir le patient et sa famille, d'effectuer des visites infirmières à domicile, de fournir une aide à l'observance des traitements médicamenteux. L'assistante sociale a pour mission de réaliser des entretiens, permettant d'élaborer un accompagnement social. Le CMP a pour mission l'organisation des actions de prévention, de diagnostic, de soins ambulatoires et d'intervention à domicile. Le CMP est un lieu d'accueil du patient et de sa famille. L'équipe du CMP de St Affrique assure également une activité de liaison sur le CH St Affrique qui consiste à assurer des suivi et interventions sur les services de soins somatiques et sur le service des urgences.

L'unité Hospitalisation intra : Le service d'hospitalisation (Intra) est installé rue du Printemps à Millau dans une structure récente (Emménagement en 2012). L'Intra a une capacité d'accueil de

22 patients. L'ensemble des patients hospitalisés sont en hospitalisation libre (HL). Ce service n'a pas d'autorisation d'hospitalisation sous contrainte, il existe une convention avec l'association Sainte Marie (CHS Rodez) permettant ce type d'hospitalisation. Cependant l'hospitalisation en secteur fermé peut être nécessaire en attente de transfert ou en cas de mise en sécurité d'un patient présentant une dangerosité pour lui-même (risque suicidaire). Pour assurer ce type de surveillance aigue l'unité dispose d'un centre de soins attentifs (CSA). L'hospitalisation est une étape dans un parcours de soins parmi d'autres types de prises en charge. L'objectif des soins est de mettre en œuvre avec le patient une ou des stratégies thérapeutiques permettant de retrouver confiance, équilibre et autonomie. La finalité essentielle est un retour à la vie normale

Unité Hôpital De Jour Millau : L'HDJ permet l'hospitalisation à temps partiel de malades souffrant de troubles mentaux. Il offre des possibilités de soins et de réadaptation à des patients capables de vivre dans la communauté et d'y conserver un hébergement de nuit : au sein de leur famille, dans un foyer, un appartement thérapeutique, voire, pour certains, dans un logement individuel autonome. Les soins prodigués en hôpital de jour sont polyvalents et intensifs. Les actions mises en place sont fonction du projet thérapeutique du patient, qui se doit : individuel, contractuel et révisable. Les objectifs fixés par une telle structure sont cependant les mêmes pour chacune des personnes accueillies : prévenir l'hospitalisation ou diminuer la durée de séjour d'hospitalisation, maintenir la personne dans son milieu naturel, diminuer l'intensité des symptômes, favoriser la résolution de la crise, faire participer activement l'usager et ses proches dans son plan de traitement (il faut en effet que le patient soit ici acteur de sa thérapie), assurer des activités thérapeutiques adaptées . La présence du patient à l'hôpital de jour (nombre de jour, horaires, repas) est fixée par le médecin et les activités de médiation sont diverses (d'expression, plastiques, musicales, théâtrales…).

L'unité Hôpital de Jour de Saint Affrique : L'hôpital de jour est un lieu d'accueil et de soins pour la souffrance psychique. Au sein d'un planning individualisé, des activités et des temps de rencontre sont proposés. Les activités utilisent des supports divers et complémentaires axés sur : l'expression verbale (écriture, parole…), l'expression créative (arts plastiques, collage, dessin…), l'expression corporelle (piscine, gym, marche…), la relaxation et les soins du corps. D'autres temps forts tels que les repas thérapeutiques, les sorties d'une journée ou séjours à thèmes sont programmés annuellement. La mission de l'équipe soignante est d'assurer des prises en charge Hôpital de jour « classiques » parallèlement à des prises en charge en lien avec les ateliers polyvalents dont l'objectif est la réinsertion sociale

Unité psychodrame : L'unité fonctionnelle de Psychodrame est située dans les locaux du Centre de Santé mentale, L'UF de Psychodrame dispose d'un bureau ainsi que d'une salle d'activité. Mission : Le psychodrame est une forme de thérapie utilisant la théâtralisation dramatique au moyen de scénarios improvisés, et permettant la mise en scène de sa problématique intérieure. Le psychodrame est utilisé en thérapie de groupe, en thérapie familiale ou en thérapie individuelle.

Unité appartement associatif Les appartements associatifs réunissent une équipe de trois professionnels sous la responsabilité d'un médecin. Ils s'adressent souvent à des malades psychiatriques lourds. La présence soignante importante est alors nécessaire permettant ainsi de limiter les hospitalisations et permet aux patients de se maintenir dans son logement. L'équipe va aider le patient à cheminer vers une émancipation sociale qui lui permettra de s'insérer ou de se réinsérer dans un dehors parfois angoissant. Les professionnels impliqués quotidiennement au sein de cette structure sont les infirmiers, moniteur éducateur, psychologue, la secrétaire de l'ASSUD, une assistante sociale et un médecin référent. L'admission est réalisée après prescription médicale à partir du projet de soin individualisé du patient et accord de la

commission d'admission (composée de la trésorière de l'ASSUD, la cadre du service, la psychologue, l'assistante sociale et d'un représentant de l'équipe soignante.

Cette structure est en lien avec le dispositif de l'Unité de Réhabilitation Psycho sociale en tant que fonction support sur l'axe du « logement ». Cette unité a pour objectif de proposer un parcours intégratif pour l'insertion ou la réinsertion sociale et professionnelle de l'usager. L'inclusion dans ce dispositif est soumise à évaluation de chaque projet individuel et à l'engagement de la personne. Cette unité est transversale entre appartements et ateliers polyvalents pour l'axe « réinsertion professionnelle »

Unité atelier polyvalent : Les ateliers polyvalents « la chrysalide » centrent leur action sur la réadaptation socio professionnelle des patients. Véritable lieu de travail pour les patients, différents axes sont développés : Atelier tapisserie (restauration de fauteuil) encadré par un moniteur éducateur, Atelier Carton (création de meuble) animé par une éducatrice, Atelier musique « Solenka » conduit par une animatrice peut intervenir lors d'événements spécifiques : Carnaval, animation dans les maisons de retraite … . L'objectif du projet de soin individuel est de réinsérer le patient dans la société, lui apprendre à respecter certaines règles, lui apprendre à mieux communiquer avec les autres et savoir se situer dans un groupe.

Unité de Centre d'Accueil Thérapeutique à temps partiel : Le CATTP vise à maintenir ou à favoriser une existence autonome par des activités thérapeutiques, il se situe en principe en aval de l'hôpital de jour, s'adressant à des patients plus stabilisés sur le plan symptomatique et orientant plus largement leur activité vers la reconstruction de l'autonomie et la réadaptation sociale. Le CATTP s'adresse à une population de personnes souffrant de troubles psychiques et psychologiques nécessitant des soins d'intensité variable après une hospitalisation ou en prévention des risques de rechute pouvant mener à l'hospitalisation complète. L'objectif à un long terme est que le CATTP ne soit plus son environnement, mais qu'il fasse parti de son environnement. Six professionnels infirmiers, éducateur et ASH sont investis dans cette mission : aider le patient à intégrer l'environnement immédiat. L'équipe soignante travaille au maintien du lien avec l'extérieur.

Unité CMPEA (enfants adolescents) : Le service de pédopsychiatrie est rattaché au Centre Hospitalier de Millau et couvre le territoire de santé du Sud-Aveyron. Il dispose donc d'une antenne CMPEA et équipe mobile pour adolescent à Saint Affrique pour plus de proximité. Le CMP de Millau est localisé dans un bâtiment 14 rue Mathieu Prévôt au premier et second étage. Ses missions sont l'activité ambulatoire : l'équipe pluridisciplinaire assure la prévention, le dépistage et les soins des troubles psychologiques des enfants et adolescents âgés de 0 à 18 ans .

Unité équipe mobile pour adolescent (RASTA) et CATTPAdos: Les médecins reçoivent les patients en consultation dans les locaux des CMP (Millau). Les professionnels assurent des prises en charge individuelles ou de groupe du lundi au vendredi. Ils sont mobiles et disponibles pour intervenir dans les 24 heures auprès d'adolescents présentant des troubles psychiques aigües et assurent un suivi de certains adolescents vulnérables. La plupart des premières consultations sont réalisées par un médecin pédopsychiatre. Sur prescription, l'enfant ou l'adolescent peut être vu en première intention par un professionnel de l'équipe mobile pour adolescents (RASTA), un psychologue ou un professionnel du service. La réunion de synthèse clinique a lieu chaque semaine le mardi (14h /18h). Les soignants interviennent sur indication médicale auprès d'adolescents âgés de 10 à 18 ans, avec une moyenne d'âge comprise entre 11 et 16 ans. La mission est d' « aller vers » le lieu de vie, les structures scolaires, les structures médicosociales, les associations.

L'unité hôpital de jour en pédopsychiatrie (3-11ans) : L'hôpital de jour de pédopsychiatrie est une structure qui permet la réalisation d'évaluations approfondies, de soins soutenus et la construction de projets personnalisés. Pour ce faire, il réunit une équipe pluri_professionnelle. L'hôpital de jour développe une collaboration avec les partenaires du sanitaire public ou libéral, les CAMPS (Centre d'Action Médico-sociale Précoce), les CMPP et tous les établissements médico-sociaux, les professionnels de l'éducation nationale et l'ensemble des professionnels du champ de l'enfance. Ceci permet une gradation des interventions intra et extra- institutionnelles s'inscrivant dans le parcours de soins global et le parcours de vie de l'enfant.

L'unité d'équipe mobile de petite enfance et périnatalité :

L'EMPEP est composé de professionnels éducatifs, soignant et de rééducation spécialisés dans la prise en charge du jeune enfant soit 0-6 ans, de ses parents en pré et post natalité.

Ses missions sont donc l'intervention sur le jeune enfant et sa famille dans sa trajectoire en amont et dès les premiers jours de la naissance, d'assurer un dépistage le plus précocement possible, d'assurer un soutien technique aux équipes de première ligne et de favoriser l'accès aux soins sur le territoire et, au besoin, leur continuité dans l'enfance en renforçant la capacité et les modalités de prise en charge sur le CMPEA.

Toute évaluation ou prise en soins se fait sur prescription d'un pédopsychiatre du secteur.

Les objectifs de l'EMPEP sont une évaluation rapide des troubles de l'enfant (troubles de l'attachement, troubles psychomoteurs, troubles du sommeil, troubles de l'alimentation, troubles de la communication et du lien social, troubles de l'apprentissage, troubles du spectre autistique), de renforcer le suivi et la prise en charge à domicile et sur les lieux de vie des enfants et des familles ainsi que d'assurer des guidances parentales (sur site et au domicile en périnatalité et petite enfance).

De plus l'équipe peut aider les professionnels de première ligne à analyser les situations des enfants et à envisager des actions de soins et d'éducation et coordonne les interventions et les suivis proposés pour fluidifier les parcours de soins et éviter les ruptures.

Santé des personnes âgées :

Près de 1 170 places en EHPAD sur le territoire

En 2017, le territoire dispose de 19 Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) offrant 1 169 places ; rapportées à la population des personnes âgées, cela correspond à un taux d'équipement de 121 places pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus, taux moins élevé que celui de l'ensemble du département (130 places pour 1 000) mais plus élevé que celui de la région (95 places pour 1 000). Sept services de soins infirmiers à domicile En 2017, sept Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) répondent aux besoins de la population âgée du territoire. Il dispose de 183 places. Rapportées à la population des personnes âgées de 75 ans et plus, cela correspond à un taux d'équipement de 19 places pour 1 000 habitants de cet âge. Ce taux d'équipement est plus faible que celui observé sur l'ensemble du département de l'Aveyron (23 ‰) et proche de celui de l'Occitanie (20 ‰)

Deux projets de MARPA (Maison d'Accueil Rural pour Personnes Agées) en réflexion sur le territoire, une à Cornus et une à Saint Rome de Cernon.

Le label Marpa est attribué par la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Une Marpa est une structure qui accueille les seniors autonomes à partir de 60 ans dans une ambiance familiale. Elle est

constituée de 20 à 25 logements, studios et T2, proposés en location et où l'on vit comme à la maison, en toute indépendance avec possibilité de recevoir sa famille et ses amis. L'ensemble est complété de locaux collectifs, salle à manger, salon de détente et d'un personnel compétent qui assure le bien-être et la surveillance des locataires 24 h/24. Ceux-ci continuent par ailleurs de bénéficier des services existants, à savoir infirmières, assistants de vie ainsi que l'aide au logement. En bref, un trait d'union avant la maison de retraite médicalisée.

Sur la ville de Millau, deux projets de résidences séniors sont en cours de réalisation, un sur l'ancien site dit de l'Hôtel Dieu, porté par l'Union des Mutuelles Millavoises, et une résidence services séniors appelée Cosy Diem, qui prévoit 103 appartements en 2025.

Points Infos Séniors :

Mis en place par le département de l'Aveyron, le point info sénior est un guichet unique de proximité dédié aux personnes âgées. Ce sont des lieux d'accueil, d'information, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement pour la personne âgée ou son entourage particulièrement pour faire face aux besoins liés au soutien à domicile. Les Points Info Seniors proposent également des actions de prévention et d'animation sur leur territoire. 6 Points Infos Séniors couvrent le territoire du PNRGC :

- Millau
- Ségala, Vallée du Tarn et Viaur
- Lévézou Pareloup
- Pays d'Olt
- Saint Affricain
- Monts Rance et Rougier

IV/ Des projets du territoire liés à la thématique santé

Le Projet Alimentaire territorial :

Depuis 2009 et son action « circuits courts alimentaires », le Parc naturel régional des Grands Causses agit pour une alimentation locale et durable.

Labélisée « Projet Alimentaire de Territoire », la stratégie alimentaire élaborée sur le territoire Grands Causses Lévézou, sous l'égide du Parc naturel régional des Grands Causses, en partenariat avec la Chambre d'agriculture de l'Aveyron, le collectif des Loco Motivés, l'APABA les bios de l'Aveyron, est riche en initiatives. Elle permet de venir en soutien aux producteurs, commerçants et artisans, en facilitant la mise en relation avec les consommateurs et professionnels proche de chez eux, en accompagnant les porteurs de projets, en apportant des solutions de distribution des produits ou encore en valorisant leurs activités. Des actions portées par une dizaine de partenaires, pour celles et ceux qui se mobilisent chaque jour pour une alimentation de qualité et de proximité

La mobilité :

Contexte : Sur le territoire du Parc, les transports constituent plus de 40% de la consommation totale d'énergie (contre 35 % en moyenne en France). Ceci s'explique par la faible densité de population entrainant une forte motorisation des habitants, des trajets plus longs et des offres de transport en commun insuffisantes. La mobilité rurale, qui se caractérise par une forte dépendance à la voiture individuelle, constitue un enjeu d'attractivité, pour permettre un maintien des jeunes et apporter une réponse aux besoins d'une population vieillissante. La conjoncture actuelle fait de la mobilité un enjeu plus que jamais social, puisqu'elle représente une part du budget des ménages croissante (jusqu'à 40% du budget contre 14.5% en moyenne nationale). La précarité énergétique exerce une pression supplémentaire sur des personnes déjà en situation de vulnérabilité.

Stratégie : Déclinée dans l'ensemble des documents de planification (Charte, SCoT, et PCAET), la stratégie de mobilité durable du Parc vise à une réduction de l'autosolisme, soit de l'utilisation individuelle de la voiture. Cette stratégie se décline en 3 volets. Un premier volet d'aménagement du territoire qui vise à assurer le confort, la sécurité, et l'accessibilité des modes alternatifs à la voiture individuelle (aires de covoiturage, pôles d'échanges multimodaux, itinéraires cyclables, etc.). Le second volet consiste au déploiement d'un bouquet de solutions de mobilité durables, actives, et partagées (autopartage, covoiturage, autostop organisé, location longue durée de vélos à assistance électrique, etc.). Enfin, le troisième volet est celui de l'accompagnement au changement de comportement, qui prend la forme d'actions de sensibilisation ou de formation, aussi bien à destination des habitants que des agents des collectivités (formations à l'écoconduite, Semaines de la mobilité, film documentaire "Virage vers le Future", etc.).

Le Pôle de Pleine Nature

Après l'obtention de l'appel à projets Pôle de pleine nature Massif central fin 2016, le territoire Grands Causses Lévézou a déjà engagé 950 000€ : un tiers des dépenses d'investissement prévues. Sur 44 projets ainsi, 12 ont d'ores et déjà commencé.

Le volet « Trail et VTT » est très logiquement dans la course, avec six projets. Quatre projets ont été développés pour le volet « Nautisme ».

La randonnée toujours plus présente

Un projet de véritable mise en réseau grandeur nature de l'offre de randonnée est en cours sur quatre Communautés de communes des Grands Causses. L'objectif est d'ouvrir des liaisons entre les sentiers existants pour créer des boucles de rando itinérante, multi pratiques et non motorisées.

Toutes les boucles de rando itinérante du Parc des Grands Causses seront destinées aux randonneurs pédestres, équestres, vététistes et trailers.

Energie et Climat :

Depuis 2009, le Parc naturel régional des Grands Causses est engagé dans la mise en œuvre d'une politique énergétique locale avec en ligne de mire l'objectif de l'équilibre énergétique en 2030 (production locale équivalente à la consommation globale du territoire).

Dans le cadre de son programme d'actions du PCET et de sa Charte, le Parc naturel régional des Grands Causses mène de nombreuses actions en lien avec la transition énergétique et écologique. En juin 2015, le syndicat mixte a signé une première Convention d'appui financier avec le Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, convention ayant fait l'objet d'un avenant le 11 octobre 2016.

En 2017, le Parc rejoint le réseau des Territoires à énergie Positive (TEPOS) du CLER.

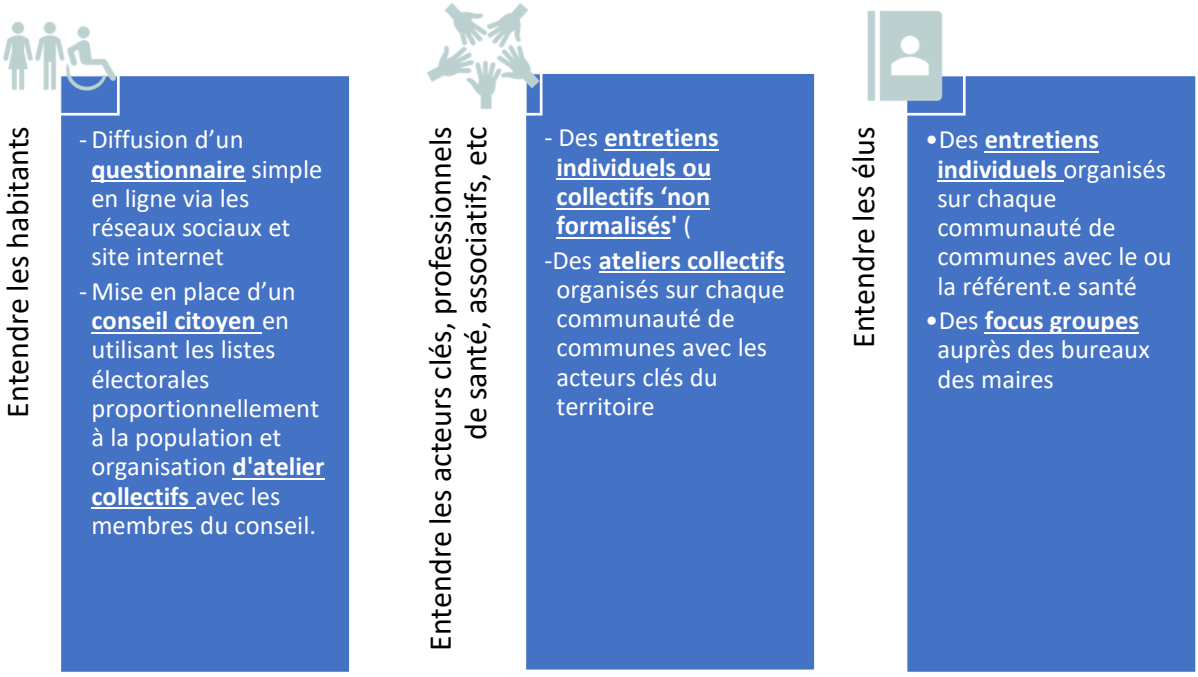
La transition énergétique ne passera pas par une croissance accrue des énergies renouvelables, mais par un développement raisonné des énergies renouvelables combiné à une diminution importante des consommations d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétique.

Millau, ville PNNS

La ville de Millau a souhaité mettre en place des actions de prévention en nutrition à la suite du constat scientifique de l'augmentation de la sédentarité et de la progression du surpoids et de l'obésité chez les enfants.
En plus d'être signataire de la charte du PNNS, la ville est labellisée « Ville Vivez Bougez ».
Ce label a pour objectif général d'impulser et d'accompagner des actions sport et santé auprès de publics cibles résidant sur le territoire d'une commune.



V/ Problématiques identifiées



Au total 10 entretiens individuels ont été réalisé auprès des élus (Présidents des communautés de communes élus référents santé), et deux focus groupe (Bureaux des Maires).

En parallèle les six réunions partenariales (une par communauté de commune) ont rassemblé 107 acteurs et professionnels.

Les problématiques identifiées par les élus, acteurs, professionnels de santé, associatifs, institutionnels etc. ont été synthétisées en 20 problématiques essentielles.

Quatre problématiques transversales ont été repérées :

- Le manque de professionnels : Il remonte très fortement les difficultés liées au manque de professionnels sur le territoire, essentiellement de professionnels de santé (Médecins généralistes et spécialistes) et paramédicaux, mais aussi des acteurs sociaux (aides à domicile).
- La mobilité : L'éloignement géographique, le manque de transport en commun, de prise en charge de VSL, de valorisation financière du déplacement des professionnels au domicile, de proximité des professionnels de la santé et de la prévention sont autant de freins identifiés comme prioritaires à la fois dans l'accès aux soins, le bien vieillir, la santé mentale et la prévention.
- L'isolement social : L'isolement, la solitude, le délitement du lien social créent à la fois un éloignement du maintien de la santé des personnes, en particulier des populations âgées et instaurent aussi un mal être, en lien avec l'état de santé mentale des personnes isolées.
- Lisibilité et identification des ressources existantes: Il est constaté qu'il existe de nombreux services, dispositifs, ressources et associations qui peuvent être en mesure de faciliter la coordination des interventions ainsi que d'accompagner les patients en difficultés. Pourtant, professionnels et acteurs du territoire regrettent le manque de

lisibilité de ces ressources et ne savent pas toujours vers qui se tourner ou vers qui orienter les personnes.

Par thématiques, les problématiques qui ressortent sont :

L'accès aux soins :

- La fracture numérique : La plupart des prises de rendez-vous se font désormais en ligne, ainsi que le suivi administratif des soins, or tout le monde n'a pas la même faculté à utiliser l'outil numérique.
- Les lieux et moyens en matière de soins d'urgence et de premier recours : Si les centres de secours sont vus comme d'une importance capitale dans les territoires les plus ruraux, il est identifié que des lieux de permanence de soins non programmés qui seraient mis en œuvre sur le territoire répondraient à des besoins prégnants, notamment sur les territoires éloignés des services d'urgence des hôpitaux.
- Le coût de la santé : Les inégalités d'accès aux soins liés aux coûts qui peuvent être engagés sont très souvent soulignés. Entre en ligne à la fois les inégalités de remboursement liées aux mutuelles (en particulier pour les soins bucco-dentaires et ophtalmologiques), mais aussi les frais à engager pour l'accompagnement en santé mentale (non remboursement des psychologues non conventionnés) et pour avoir accès à certains spécialistes paramédicaux (psychomotriciens et ergothérapeutes).

Bien vieillir :

- L'accompagnement des aidants : Les aidants dits naturels ou informels sont les personnes non professionnelles qui viennent en aide à titre principal, pour partie ou totalement, à une personne dépendante de son entourage pour les activités de la vie quotidienne. Il remonte des échanges que les aidants souffrent à la fois d'épuisement, de solitude et de l'isolement, qu'ils manquent de répit et qu'ils sont parfois en difficulté pour accompagner la personne vers prise en charge car ressentent un frein psychologique, la peur « d'abandonner » leur proche. Ils deviennent presque des « soignants » de la personne qu'ils accompagnent sans avoir de formation.
- Le manque de logements « intermédiaires » entre le domicile et l'EHPAD : Si le maintien au domicile est un sujet important qui revient régulièrement dans les échanges, le passage en Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes est souvent accompagné d'une perte d'autonomie plus marquée. Les résidences de séniors autonomes qui proposent des services d'accompagnement mutualisés et des activités apparaissent comme une réponse adaptée à cette difficulté. Mais ces résidences sont considérées comme trop peu nombreuses sur le territoire.
- Le repérage des personnes vulnérables : Les personnes âgées les plus vulnérables sont parfois isolées et il est difficile de pouvoir repérer et identifier le glissement de celles-ci vers une perte d'autonomie avant qu'elle ne devienne de la dépendance. Ce repérage est pourtant essentiel au maintien au domicile de la personne qui est considéré comme un facteur favorisant la préservation des capacités de la personne âgée.

Santé mentale :

Au-delà des problématiques repérées, il convient de faire remarquer que les acteurs soulignent le mal être induit par la situation générale et les conséquences de la crise du covid auprès de la population, tout âge et catégorie sociale confondus.

- Manque d'information sur la santé mentale et sur l'organisation de la psychiatrie pour les professionnels et les élus : les élus, comme les professionnels de santé, se sentent parfois démunis face à des situations d'urgence psychiatrique ou des problématiques de santé mentale ancrées chez leurs administrés ou patients. Ils manquent de repères pour savoir vers qui se tourner, sur qui s'appuyer pour accompagner les personnes qui ont des problématiques de santé mentale.
- Manque de formation en santé mentale : Le descriptif du champ de la santé mentale et celui de la psychiatrie sont parfois confondus. Professionnels, élus et citoyens ressentent que la santé mentale et le bien être ont une place essentielle dans la santé globale de l'individu. Il est néanmoins difficile d'appréhender les problèmes qui sont clairement identifiés comme liés à la santé mentale et les mesures qui peuvent être prises pour y remédier. Un socle de savoir commun serait bénéfique.

Santé environnement :

- L'alimentation : C'est la thématique qui revient à chaque entretien comme la meilleure porte d'entrée pour travailler sur l'amélioration de la santé et de l'environnement mais aussi pour permettre de réaliser de la prévention. Les acteurs constatent que le territoire est un atout pour à la fois lutter en faveur de l'équilibre alimentaire mais aussi de l'approvisionnement en local et en produits saisonniers.
- Le logement dégradé/insalubre : De nombreux acteurs signalent rencontrer des personnes qui vivent dans des logements très dégradés. Ce constat est posé dans les sites urbains comme ruraux. Il s'agit parfois d'un mauvais entretien pour raison économique. Certains rencontrent également des choix de vie, et se retrouve alors confrontés à la liberté individuelle de la personne qui refuse l'accompagnement.
- L'adaptation au changement climatique : Le changement climatique entraine des modifications environnementales qu'il est indispensable de repérer. Les acteurs font remonter le besoin central d'accompagner ce repérage de mesures anticipatrices à la dégradation de la santé des citoyens que peut amener le réchauffement climatique (canicule, ressource en eau etc.)
- La qualité de l'eau et qualité de l'air : Si la qualité de l'eau et de l'air apparaissent comme bonnes de prime abord, les acteurs s'interrogent et souhaiteraient bénéficier d'une étude objective sur chacune de ces thématiques afin de voir si un plan d'action devrait être mise en œuvre. Les questions de la pollution de l'eau et des sols liées aux pesticides sont évoquées, ainsi que la pollution routière pour la qualité de l'air.

Prévention :

- La lutte contre les addictions : Essentiellement alcool mais aussi drogues, tabac et écrans, la prévention contre les addictions ressort comme centrale à toutes les actions de préventions. Ces actions sont repérées comme essentielles à mettre en œuvre auprès des publics jeunes, en particulier dans le cadre scolaire. La prévention auprès des adultes ne doit pour autant pas être écartées.
- Les acteurs font émerger la difficulté de trouver le moyen de cibler les actions de prévention auprès des population vulnérables qui en sont les plus éloignés, qui sont parfois les vulnérables et les moins sensibilisés aux actions de prévention car touchés par d'autres préoccupations prioritaires. Pourtant il ressort des groupes de travail qu'il conviendrait de renforcer les moyens afin de les sensibiliser en priorité aux comportements à risque (addictions) et à l'importance d'avoir une bonne hygiène de vie (alimentation, activité physique).

- L'aller vers et le développement d'actions de prévention plus mobiles : Le territoire rural peut être un frein à l'accès à prévention et au dépistage, par l'éloignement des structures et associations qui proposent des actions de prévention et de l'accompagnement.
- La sécurité routière : une étude est en cours pour déterminer avec plus de précision l'accidentologie qui révèle qu'il y a 6 tués/an en moyenne par accident de la route sur le territoire du Parc.

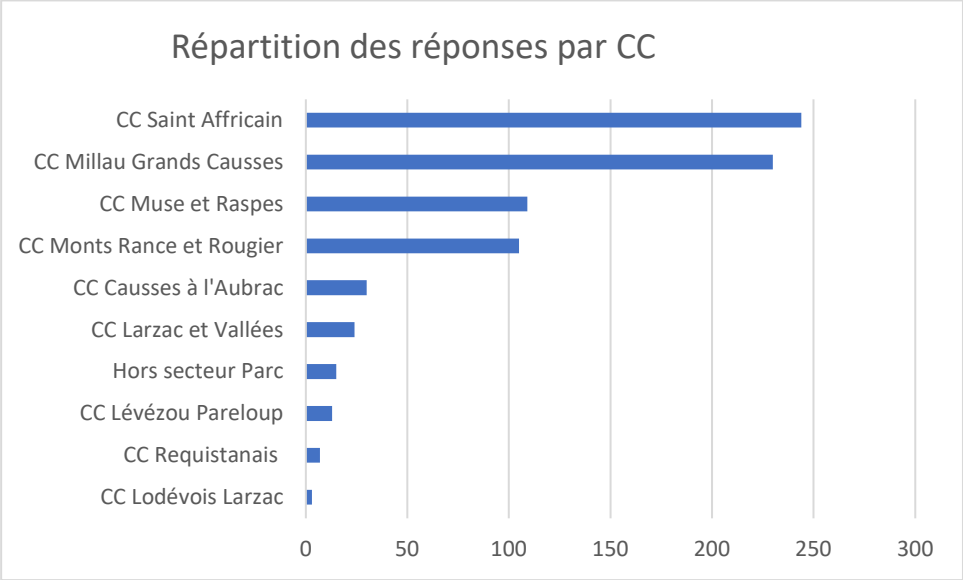
L'avis des habitants

Une consultation publique a été lancées le 22 septembre 2022 sur une durée d'un mois via le site internet du Parc des Grands Causses et relayée sur les réseaux sociaux (du Parc des Grands Causses et des communautés de communes du territoire).

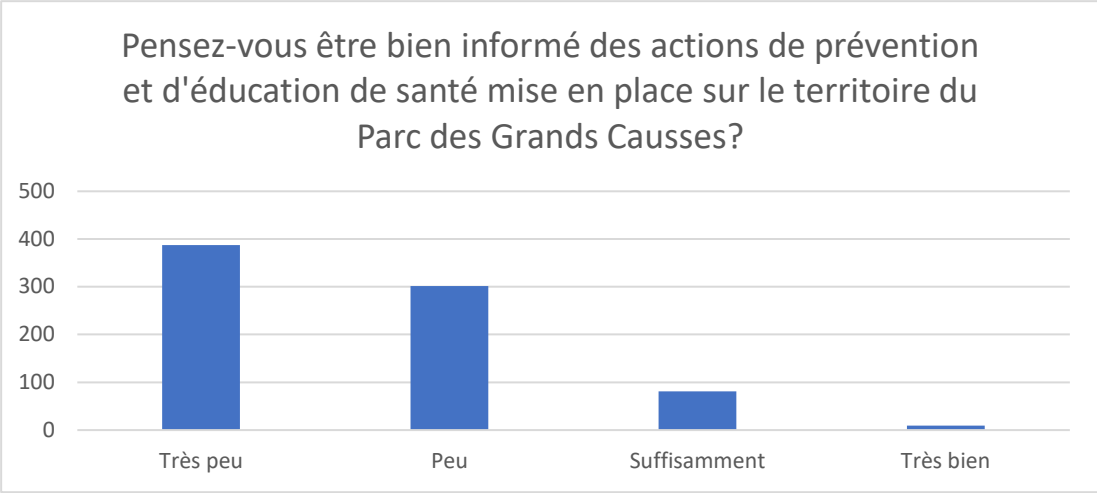
780 personnes se sont mobilisées pour répondre à ce questionnaire. Les résultats sont les suivants :

Répartitions par communauté de communes :

- 31% des répondants sont issus du territoire du Saint Affricain dont la population représente 20% de la population totale du Parc,
- 29% de Millau Grands Causses dont la population représente 43% de la population totale du Parc,
- 14% de Muse et Raspe du Tarn dont la population représente 8% de la population du Parc
- 13% de Monts Rance er Rougier dont la population représente 9% de la population totale du Parc.



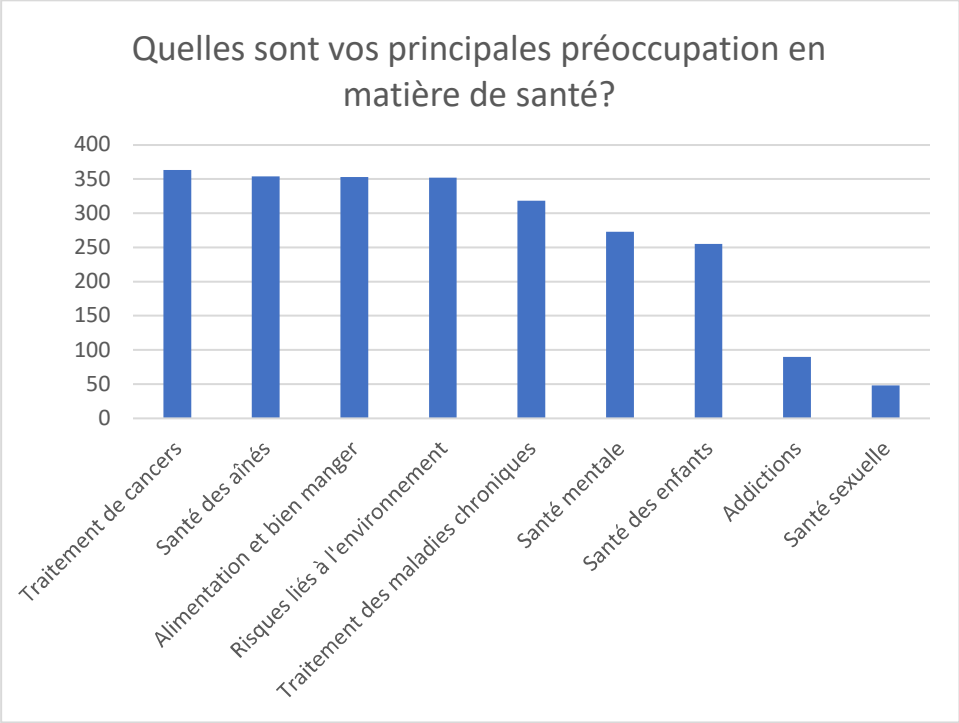
La majorité des répondants ont entre 40 et 75 ans (374 de 40/60 ans ; 204 de 60/75 ans ; 148 de 26/39 ans)



387 très peu ; 301 peu ; 81 suffisamment ; 9 très bien

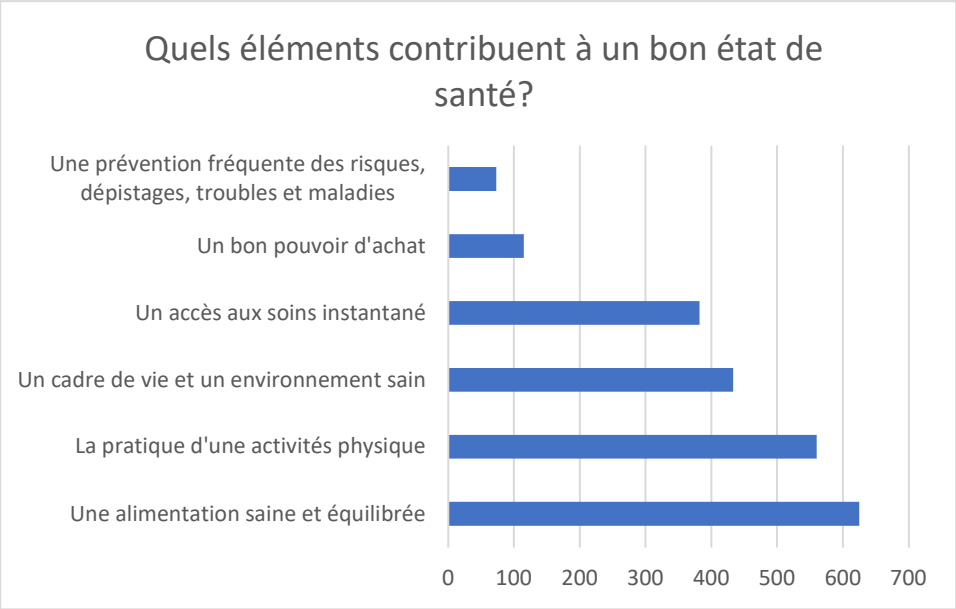
- Quelles sont vos principales préoccupations en matière de santé :

1. Traitement des cancers (15%)
2.Santé des aînés (14,7%)
3. Alimentation (14,7%)
4. Risques liés à l'environnement (14,6%)



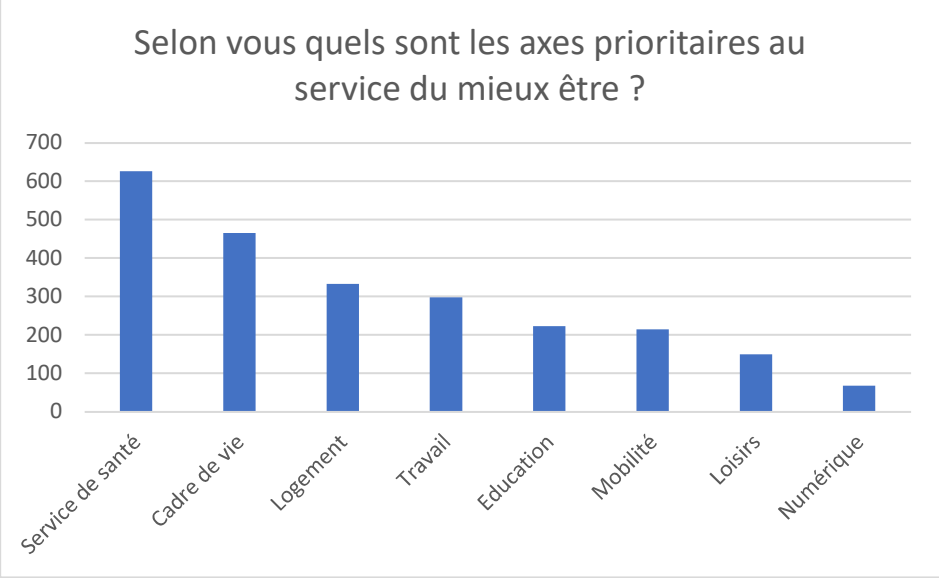
- Quels éléments contribuent à un bon état de santé :

1. Une alimentation saine et équilibrée (28,5%)
2. La pratique d'une activités physique (25,6%)
3. Un cadre de vie et un environnement sain (19,8%)
4. Un accès aux soins instantané (17,5%)

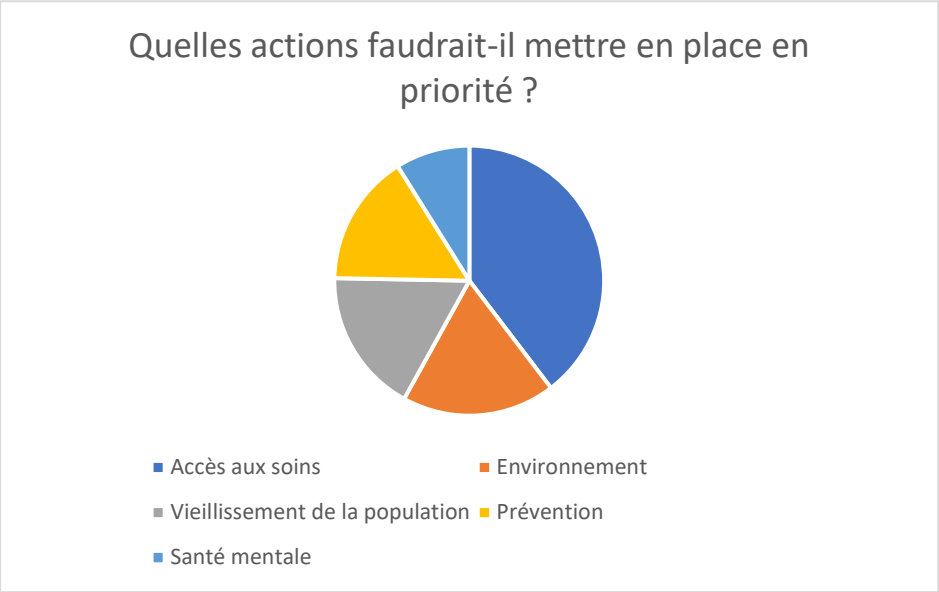


- Quels sont les axes prioritaires au service du mieux-être :

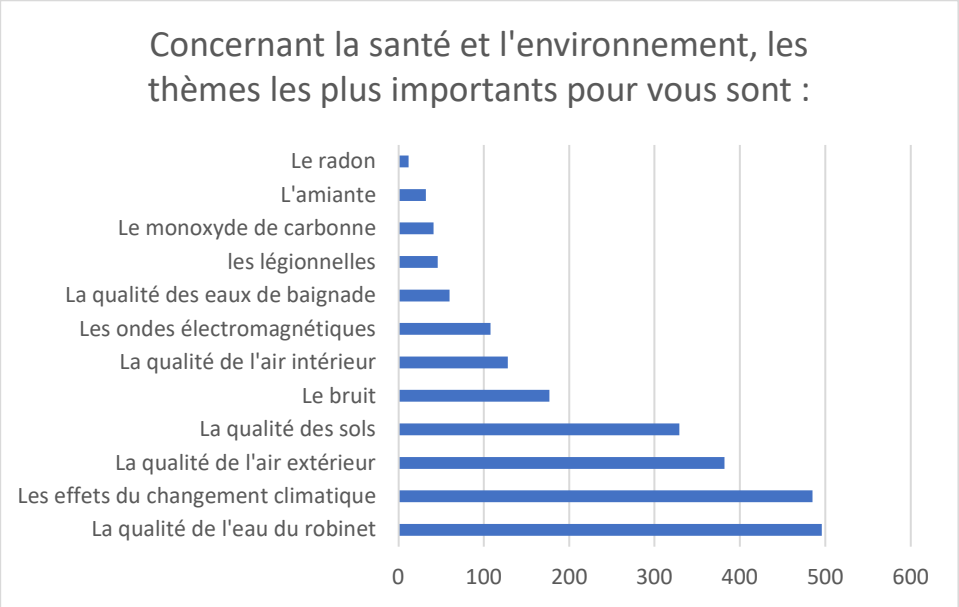
  1. Services de santé de proximité (26,3%)
  2. Cadre de vie (19,5%) ;
  3. Logement (14%)
  4. Travail (12,5%)



- Quelles actions faudrait-il mettre en place en priorité :
  1. Accès aux soins (39,6%)
  2. Environnement (18,4%)
  3. Vieillissement (17,3%)
  4. Prévention (15,8%)
  5. Santé mentale (8,9%)



- Santé environnement – Thèmes importants :
  1. Qualité de l'eau du robinet (21,6%)
  2. Effets du changement climatique (21,1%)
  3. Qualité de l'air extérieur (16,6%)



- Niveau de bien être sur le territoire du PNRGC :
  - Plutôt bon et bon : 97%
  - Plutôt mauvais et mauvais : 3%

- « Il est facile de se soigner sur le territoire »:
  - plutôt pas d'accord et pas d'accord : 86%
  - d'accord et tout à fait d'accord : 14%

Comité citoyen :

Dans le cadre de la mise en place du Contrat Local de Santé du Parc naturel régional des Grands Causses, les Communautés de communes du sud-Aveyron vont désigner par tirage au sort les membres du Comité citoyen de santé.

Objectif et composition :

Composante essentielle du Contrat local de santé (CLS) des Grands Causses, 35 habitants du territoire siègeront au Comité citoyen de santé. Au côté des élus, des professionnels de santé e des associations, le Comité citoyen sera force de proposition pour la construction du futur programme d'action du Contrat local de santé. Issus de l'ensemble des communes du territoire, ses membres auront pour rôle d'alimenter le travail du Contrat local de santé.

Sélection :

Les habitants sont tirés au sort parmi les listes électorales, par les communautés de communes. 105 habitants ont été tirés au sort pour espérer un retour positif de 35 personnes. Lorsque le nombre de retour est supérieur au nombre prévu, les habitants ont été sélectionnés par ordre de tirage au sort. Lorsque le nombre de retour est inférieur au nombre requis un nouveau tirage au sort est réalisé.



ANNEXE : LISTE DES PARTENAIRES

Les partenaires institutionnels :

- Communautés de communes,
- Communes,
- Conseil Départemental (Agence attractivité, Territoire d'action sociale, Points Infos Séniors),
- Education nationale,
- Mutualité Sociale Agricole (MSA),
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)
- Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail (CARSAT)

Professionnels et établissements de santé et médico-sociaux

- Centres Hospitaliers de Millau, de Saint Affrique et secteur de psychiatrie,
- Etablissements Hébergement Personnes Agées Dépendantes (EHPAD),
- OPTEO (Institut Médico-Éducatif Puits de Calès et Maison d'accueil spécialisée de Saint Léons),
- ABSEAH (Association Belmontaise de Service Et d'Accompagnement pour personnes Handicapées),
- Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) en projet, Ordre des médecins, plus récemment, ordre des kinésithérapeutes
- Les Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSP)
- Centres de soins,
- UDSMA,
- Union des Mutuelles Millavoises (UMM)
- Dispositif d'Appui à la Coordination (DAC)
- Professionnels du territoire : Médecins, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, ostéopathes, dentistes, ergothérapeutes, diététiciens, pharmaciens

Acteurs du territoire, associations locales et associations départementale :

- Aide à domicile en milieu rural (ADMR),
- Centres sociaux (Ceux de Millau et celui de Saint-Affrique)
- Mission Locale,
- Tremplin pour l'emploi,
- Jardin du Chayran,
- Trait d'union,
- Union nationale des amis et familles de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM),
- Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE),
- Addictions France,
- Maison des Adolescents (MDA),
- Planning familial,
- Comité départemental Handisport,
- Fédération sport adapté,
- Maisons Sport Santé (Millau et Saint Affrique)
- Ligue contre le cancer,

- Centre de Coordination Occitanie de Dépistage des Cancers
- Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron

Délibération PNRGC n° 2023-028 du Comité syndical du 10 mars 2023

Désignation d'élus à l'Assemblée des Territoires et au Parlement de la Montagne

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

A la suite au courrier de Madame la Présidente de la Région Occitanie présentant le dispositif de l'Assemblée des Territoires et du Parlement de la Montagne, il est proposé de désigner les représentants suivants pour le Parc naturel régional des Grands Causses :

- Pour l'Assemblée des territoires : Cyril TOUZET et Séverine PEYRETOUT
- Pour le Parlement de la Montagne : Séverine PEYRETOUT

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ces désignations et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_028-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-029 du Comité syndical du 10 mars 2023

Autorisation donnée au Président pour ester en justice dans le cadre du préjudice écologique lié à l'incendie de Mostuéjouls

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

À la suite des incendies sur le secteur de Mostuéjouls et ses différents impacts environnementaux et après le débat lors du précédent Comité syndical, le Comité syndical autorise le Président du Syndicat mixte a ester en justice pour préjudice écologique au titre de l'article 1247 du Code civil et pour l'ensemble des conséquences dommageables pour le territoire du PNR notamment en matière environnementale.

A ce titre Monsieur Jean-Marc Février, avocat spécialiste des questions environnementales, sera mandaté pour défendre les intérêts du Syndicat.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après lecture de la présente délibération, le Comité syndical autorise le Président à engager toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires pour engager cette démarche.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_029-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-030 du Comité syndical du 10 mars 2023

Convention de partenariat avec IPAMAC pour l'accompagnement des Parcs pour faire émerger de nouvelles offres

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

RÉFÉRENCE À LA CHARTE DU PARC

Article 7.2-Valoriser le territoire par la mise en œuvre d'un tourisme durable

MAITRE D'OUVRAGE

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

DESCRIPTIF DU PROJET

Accompagner les Parcs et les acteurs touristiques de leur territoire pour faire émerger des offres touristiques respectueuses de leur environnement et adaptées aux nouvelles attentes des clientèles.
Capitalisation des connaissances sur les clientèles (attentes et besoins des visiteurs actuels des territoires du Massif central, étude des changements de comportement), appropriation des résultats d'études déjà conduites, par exemple : Etude de notoriété des Parcs (Auvergne-Rhône-Alpes), enquête sur les visiteurs des Parcs d'Occitanie

- Réalisation d'une étude complémentaire, si cela semble pertinent
- Formation et mutualisation d'outils pour faciliter l'appropriation, par les Parcs et leurs partenaires (créateurs de séjours), de la méthode « Design de l'offre », pour la conception de séjours
- Expérimentations : Création, test et valorisation de séjours construits avec cette méthode, sur les thématiques suivantes :
  * Séjours décarbonés, itinérants ou en étoile
  * Séjours permettant la découverte du territoire « par l'intime » (richesses naturelles et culturelles), la rencontre avec les habitants (et les acteurs économiques : sylviculteurs, agriculteurs, etc.), la mise en situation (tourisme expérientiel)
  * séjours valorisant des pratiques touristiques éco-responsables des territoires visités
- Organisation de temps de capitalisation et de bilan des actions

COÛT ET PLAN DE FINANCEMENT

Participation financière du Parc à l'opération :
La participation financière du Parc naturel régional des Grands Causses aux actions s'élève à 3 921,59 €, pour les 3 ans (2022-2024).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Pour permettre la réalisation du projet par l'IPAMAC, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée de 4 663,43€.
Cette participation sera versée à la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC. L'IPAMAC s'engage à rembourser l'avance de trésorerie dès réception des soldes des subventions liées au projet.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Parc naturel régional des Grands Causses IPAMAC

Convention de partenariat

relative à la réalisation des actions

« Accompagnement des Parcs par des démarches « design » pour faire émerger de nouvelles offres »

– Actions 1.3 du programme d'actions 2022 – 2024 porté par l'IPAMAC –

ENTRE

Le Parc naturel régional des Grands Causses
Domicilié 71 Boulevard de l'Ayrolle, 12100 MILLAU
Représenté par Monsieur Richard FIOL, son Président

et

L'association Inter-Parcs du Massif Central (IPAMAC)
Domiciliée Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ, 42410 Pélussin
Représentée par Monsieur Emmanuel MANDON, son Président.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Préambule

Créé en 1999, **le syndicat mixte du Parc naturel régional des Causses du Quercy** est un syndicat mixte ouvert ayant pour objet principal l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional des Causses du Quercy, à travers la mise en œuvre de sa charte.

Conformément à l'article R.333-1 du Code de l'environnement, le syndicat mixte du Parc naturel régional des Causses du Quercy mène bien cinq missions principales :

- ❖ protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée ;
- ❖ contribuer à l'aménagement du territoire ;
- ❖ contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- ❖ contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- ❖ réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

La charte du Parc précise dans sa mesure 2.3.4 que le territoire souhaite organiser un développement raisonné des activités de sports et de loisirs de nature dans les espaces naturels.

L'IPAMAC est une association loi 1901, créée en 1998. Elle est le réseau des Parcs naturels du Massif central et réunit 11 parcs naturels régionaux (Aubrac, Causses du Quercy, Grands Causses, Haut-Languedoc, Livradois-Forez, Millevaches en Limousin, Monts d'Ardèche, Morvan, Périgord-Limousin, Pilat, Volcans d'Auvergne) et le Parc national des Cévennes. Les Parcs membres de l'IPAMAC sont unis par une même volonté de concourir au développement durable du Massif central dans un esprit d'expérimentation, d'innovation, de partage et de transfert d'expériences.

L'organisation en réseau permet aux Parcs et à leurs partenaires de mutualiser des moyens humains et financiers pour mettre en œuvre des projets qu'ils ne pourraient réaliser seuls, autour de 3 thématiques principales :

- ❖ La protection et la valorisation des ressources naturelles,
- ❖ L'accueil et les solidarités comme source de développement territorial,
- ❖ Le tourisme durable et l'itinérance.

Article 1 – Contexte et orientations des actions Tourisme Durable

Dans un contexte de changement climatique et avec l'évolution des pratiques touristiques liée à la crise sanitaire, de nouveaux enjeux ont émergés (ou ont été renforcés), à savoir :

- La structuration et le maillage des offres d'itinérances, réponse à un enjeu de développement des territoires les plus fragiles,
- La gestion des flux de visiteurs souhaitant pratiquer des activités de pleine nature sur les espaces naturels, ainsi que la gestion des conflits d'usage,
- L'adaptation des offres au changement climatique et aux nouveaux comportements des clientèles.

Pour répondre à ces enjeux, les parcs souhaitent poursuivre leurs actions, en collectif inter-parcs Massif central. Trois orientations sont proposées :

- L'accompagnement au développement des itinérances :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

    - Par l'expérimentation de nouvelles offres d'itinérances adaptées au contexte nouveau (crise climatique et crise sanitaire), en veillant à l'accessibilité des offres,
    - Par une meilleure structuration des itinérances et un plus grand maillage sur le territoire du Massif central (avec la poursuite notamment du portage de la GTMC VTT par l'IPAMAC),
    - Par des travaux partagés sur l'itinérance utiles aux parcs et à tous les acteurs de l'itinérance (évaluation des fréquentations et des retombées économiques, connaissance des clientèles, etc.) et la poursuite du portage du Labo des itinérances, par l'IPAMAC ;
- Une meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels :
    - Par une meilleure connaissance des flux sur les territoires (avec l'appui des travaux du Pôle Ressources national des Sports de nature via l'outil Outdoorvision),
    - Par une plus grande sensibilisation des publics,
    - Par des expérimentations visant à mieux gérer les flux, à garantir un accueil de qualité et à limiter les conflits d'usage ;
- L'accompagnement des parcs par des démarches « Design » pour faire émerger de nouvelles offres :
    - Par la création et la valorisation de séjours :
        - Créés avec l'implication de partenaires locaux,
        - Accessibles,
        - Attractifs,
        - Plus respectueux des principes du tourisme responsable et des valeurs des parcs (lien avec les marques « Esprit Parc national » et « Valeurs Parcs »),
    - Par l'expérimentation de nouveaux séjours facilitant l'immersion dans le territoire (rencontre avec les acteurs du territoire) comme dans la nature (micro-aventure, aires de bivouac, etc.).

Article 2 – Accompagnement des Parcs par des démarches « design » pour faire émerger de nouvelles offres

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation des actions « Accompagnement des Parcs par des démarches « design » pour faire émerger de nouvelles offres » (action 1.3 du programme d'actions IPAMAC 2022-2024), entre le Parc naturel régional des Grands Causses et l'IPAMAC pour les années 2022 à 2024.

Article 3 – Contenu des actions portées par l'IPAMAC

La Fédération des Parcs naturels régionaux de France porte le projet « Destination Parcs », sur le positionnement « Utopie Rurale » visant à créer des séjours responsables, accessibles, attractifs. L'implication des partenaires locaux y est forte, puisque les offres doivent permettre la rencontre avec des acteurs du changement dans les territoires.

Pour la création de ces séjours, la méthode du « Design de l'offre » a été utilisée. Il s'agit maintenant de former les acteurs du Massif central sur cette méthode pour créer et expérimenter des séjours adaptés aux attentes et besoins des visiteurs. Les séjours créés devront permettre de vivre en immersion dans les territoires, avec les habitants, et de découvrir le territoire du Massif central par l'intime.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Objectif général des actions : Accompagner les parcs et les acteurs touristiques de leur territoire pour faire émerger des offres touristiques respectueuses de leur environnement, et adaptées aux nouvelles attentes des clientèles.

Cibles : Opérateurs de voyage et institutionnels du tourisme « producteurs » de séjours, parcs naturels du Massif central.

Partenaires techniques : Fédération des Parcs naturels régionaux de France, prestataires touristiques, opérateurs locaux du tourisme, Association des Parcs naturels régionaux Auvergne-Rhône-Alpes, OT, ADT/CDT, CRT, gestionnaires d'itinérances dans le Massif central, Labo des itinérances, Géoparcs, Mountain Wilderness, etc.

Modalités de mise en œuvre des actions :

- Capitalisation des connaissances sur les clientèles (attentes et besoins des visiteurs actuels des territoires du Massif central, étude des changements de comportement), appropriation des résultats d'études déjà conduites, par exemple : étude de notoriété des parcs (Auvergne-Rhône-Alpes), enquête sur les visiteurs des parcs d'Occitanie,
- Réalisation d'une étude complémentaire, si cela semble pertinent,
- Formation et mutualisation d'outils pour faciliter l'appropriation, par les parcs et leurs partenaires (créateurs de séjours), de la méthode « Design de l'offre », pour la conception de séjours,
- Expérimentations : création, test et valorisation de séjours construits avec cette méthode, sur les thématiques suivantes :
    - Séjours décarbonés, itinérants ou en étoile,
    - Permettant la découverte du territoire « par l'intime » (richesses naturelles et culturelles), la rencontre avec les habitants (et les acteurs économiques : sylviculteurs, agriculteurs, etc.), la mise en situation (tourisme expérientiel),
    - Valorisant des pratiques touristiques éco-responsables des territoires visités.
- Organisation de temps de capitalisation et de bilan des actions.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Livrables dont pourra bénéficier le Parc à l'issue des actions :

Sous-action	Livrable	Type d'action	Calendrier
Etude clientèle	Veille et synthèse des « études clientèles » pour mieux connaître les attentes et besoins des visiteurs actuels des territoires du Massif central, et mise à disposition des informations aux Chargés de mission des parcs	Mutualisée	2022
Méthode « Design de l'offre »	Organisation d'une formation pour les Chargés de mission et les acteurs « producteurs » d'offres de séjours sur les parcs du Massif central, pour qu'ils s'approprient la méthode	Mutualisée	2022
	Diffusion des outils et guides méthodologiques	Mutualisée	2023
	Création d'un Canevas d'offres Touristiques	Mutualisée	2023
Expérimentations de séjours	Accompagnement à la création de 9 séjours : - 1 séjour itinérant, de bivouac en bivouac, permettant de découvrir le ciel étoilé, - 1 séjours itinérants, sur la thématique de la « création contemporaine », - 2 séjours itinérants, accessible aux personnes en situation de handicap, - 5 séjours sans voiture, privilégiant l'immersion en pleine nature (ex. micro-aventures), le tourisme expérientiel et la découverte des paysages et de ses richesses (géologie, patrimoine culturel…)	Territorialisée	2023-2024

Plus-value pour le Massif central : Diffusion auprès des acteurs locaux d'une méthode novatrice de conception de l'offre touristique. Meilleure connaissance des publics de visiteurs des territoires du Massif central. Création de nouvelles offres en adéquation avec les attentes et besoins des clientèles. Attractivité renforcée pour le Massif central.

Article 4 – Engagements de l'IPAMAC et du PNR des Grandes Causses

Dans le cadre des actions mutualisées *« Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte sanitaire et climatique »* 2022 - 2024, l'IPAMAC assurera les missions suivantes :

- suivi administratif et financier : gestion des prestations externes (de la rédaction des cahiers des charges au paiement des prestations), etc.
- coordination et animation du réseau : organisation de réunions régulières de suivi des actions,
- mise en œuvre, suivi et coordination des actions : gestion et suivi des prestataires,
- organisation du transfert d'expérience du projet et valorisation des actions mises en œuvre sur le Parc naturel régional des Grands Causses.

Dans le cadre des actions mutualisées *« Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte sanitaire et climatique »* 2022 - 2024, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à assurera les missions suivantes :

- participation et suivi des réunions du projet,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

- réponse aux sollicitations techniques de l'IPAMAC et des prestataires mandatés par l'IPAMAC dans le cadre des différentes actions menées (par exemple, lors d'enquêtes, de demandes de données ou de contacts, etc.),
- communication et diffusion, aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, des résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Article 5 – Modalités financières

Budget programmé

Action 1.3/ Accompagnement des Parcs par des démarches « design » pour faire émerger de nouvelles offres »

Postes de dépenses	2022	2023	2024	TOTAL	Ressources	
Ingénierie IPAMAC (personnel)	24 603,46 €	25 095,53 €	25 597,44 €	**75 296,43 €**	Participation des parcs (20%)	**41 038,18 €**
Ingénienie supplémentaire (stagiaires, chargés d'étude…)				**- €**	Convention ANCT MC (80%)	**164 152,72 €**
Frais de mission	3 000,00 €	3 000,00 €	3 000,00 €	**9 000,00 €**		
Charges de structure	3 690,52 €	3 764,33 €	3 839,62 €	**11 294,47 €**		
Prestations externes	35 200,00 €	37 200,00 €	37 200,00 €	**109 600,00 €**		
TOTAUX	**66 493,98 €**	**69 059,86 €**	**69 637,06 €**	**205 190,90 €**		**205 190,90 €**

Participation financière du Parc à l'opération

La participation financière du Parc naturel régional des Grands Causses aux actions s'élève à **3 921,59 €**, pour les 3 ans (2022-2024).

Avance de trésorerie

Pour permettre la réalisation du projet par l'IPAMAC, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée de **4 663,43€.**

Cette participation sera versée à la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC. L'IPAMAC s'engage à rembourser l'avance de trésorerie dès réception des soldes des subventions liées au projet.

Article 6 – Conditions de paiement

La participation du Parc naturel régional des Grands Causses de 3 921,59 € sera versée sur présentation d'une facture par l'IPAMAC, après signature de la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Article 7 – Propriété des résultats et modalités de communication

L'exploitation et la diffusion des résultats produits dans le cadre des actions réalisées conjointement par l'IPAMAC et le Parc naturel régional des Grands Causses sont autorisées pour chacune des deux structures, dans un but non lucratif, sous réserve de l'accord et de la mention des auteurs respectifs et de l'information des deux parties et des partenaires concernés.

Lors de la diffusion des résultats et de toute action de communication en lien avec le projet, le Parc et l'IPAMAC s'engagent à faire mention de tous les auteurs et des autres partenaires impliqués ainsi qu'à respecter les modalités de communication fixées par les partenaires financiers.

Article 8 – Durée de la convention

Le contenu de la convention devient exécutoire à compter du 1er juillet 2022, et jusqu'au 31 décembre 2025.

Toute collaboration ultérieure entre les parties ou précision devra faire l'objet d'un avenant à cette convention ou d'une nouvelle convention.

Article 9 – Conciliation

En cas de litige, les parties feront leur possible pour régler à l'amiable les désaccords qui pourraient résulter de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention. Dans ce cadre, un arbitrage pourra être effectué par le Président de la Fédération des Parcs Naturels régionaux.
Le recours au tribunal administratif de Clermont-Ferrand pour régler les éventuels différents issus de l'application de cette convention ne pourra se faire qu'après épuisement de ces procédures de conciliation.

Fait à **le**

Richard FIOL	Emmanuel MANDON
Président du Parc naturel régional des Grands Causses	Président de l'IPAMAC

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_030-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-031 du Comité syndical du 10 mars 2023

Convention de partenariat avec IPAMAC pour une meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

RÉFÉRENCE À LA CHARTE DU PARC

Article 7.2-Valoriser le territoire par la mise en œuvre d'un tourisme durable

MAITRE D'OUVRAGE

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

DESCRIPTIF DU PROJET

Dans un contexte de changement climatique et avec l'évolution des pratiques liées à la crise sanitaire, les espaces naturels sont de plus en plus prisés. La gestion des flux de visiteurs est un enjeu important des territoires pour garantir la qualité d'accueil et de pratique des activités de pleine nature, préserver les espaces naturels et limiter les conflits d'usage.

Modalités de mise en œuvre :

- Création d'un groupe de travail avec les Parcs impliqués et les partenaires
- Identification des outils disponibles pour analyser la fréquentation d'un espace naturel
- Expérimentation d'outils innovants pour améliorer la connaissance de la fréquentation d'un espace (étude qualitative et quantitative) et identification des zones et périodes de pression
- Identification d'actions à expérimenter pour sensibiliser le grand public (ex : manifeste de bonnes conduites pour la pratique du canyoning dans le Parc national des Cévennes)
- Identification d'actions pour faciliter l'appropriation de la problématique « fréquentation » auprès d'acteurs touristiques
- Expérimentations d'actions de sensibilisation
- Organisation de temps de capitalisation et de bilan des actions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Actions mutualisées :

- Benchmark des outils disponibles pour analyser la fréquentation d'un espace naturel
- Mise à disposition de droits d'accès pour deux personnes du Parc à Outdoorvision, formation et suivi des utilisateurs
- Edition d'une charte de bonnes pratiques et création de supports de communication innovants pour sensibiliser le grand public, en partenariat
- Formalisation d'une journée-terrain : Formation-action pour les acteurs touristiques, à décliner territorialement

COÛT ET PLAN DE FINANCEMENT

La participation financière du Parc naturel régional des Grands Causses aux actions s'élève à 2 791,7 €, pour les 3 ans (2022-2024).
Pour permettre la réalisation du projet par l'IPAMAC, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée de 3 300,92€.

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Parc naturel régional des Grands Causses IPAMAC

Convention de partenariat

relative à la réalisation des actions

« Meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels »

– Actions 1.2 du programme d'actions 2022 – 2024 porté par l'IPAMAC –

ENTRE

Le Parc naturel régional des Grands Causses
Domicilié 71 Boulevard de l'Ayrolle, 12100 MILLAU
Représenté par Monsieur Richard FIOL, son Président

et

L'association Inter-Parcs du Massif Central (IPAMAC)
Domiciliée Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ, 42410 Pélussin
Représentée par Monsieur Emmanuel MANDON, son Président.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Préambule

Créé en 1999, **le syndicat mixte du Parc naturel régional des Causses du Quercy** est un syndicat mixte ouvert ayant pour objet principal l'aménagement et la gestion du Parc naturel régional des Causses du Quercy, à travers la mise en œuvre de sa charte.

Conformément à l'article R.333-1 du Code de l'environnement, le syndicat mixte du Parc naturel régional des Causses du Quercy mène bien cinq missions principales :

- protéger les paysages et le patrimoine naturel et culturel, notamment par une gestion adaptée ;
- contribuer à l'aménagement du territoire ;
- contribuer au développement économique, social, culturel et à la qualité de la vie ;
- contribuer à assurer l'accueil, l'éducation et l'information du public ;
- réaliser des actions expérimentales ou exemplaires dans les domaines cités ci-dessus et contribuer à des programmes de recherche.

La charte du Parc précise dans sa mesure 2.3.4 que le territoire souhaite organiser un développement raisonné des activités de sports et de loisirs de nature dans les espaces naturels.

L'IPAMAC est une association loi 1901, créée en 1998. Elle est le réseau des Parcs naturels du Massif central et réunit 11 parcs naturels régionaux (Aubrac, Causses du Quercy, Grands Causses, Haut-Languedoc, Livradois-Forez, Millevaches en Limousin, Monts d'Ardèche, Morvan, Périgord-Limousin, Pilat, Volcans d'Auvergne) et le Parc national des Cévennes. Les Parcs membres de l'IPAMAC sont unis par une même volonté de concourir au développement durable du Massif central dans un esprit d'expérimentation, d'innovation, de partage et de transfert d'expériences.

L'organisation en réseau permet aux Parcs et à leurs partenaires de mutualiser des moyens humains et financiers pour mettre en œuvre des projets qu'ils ne pourraient réaliser seuls, autour de 3 thématiques principales :

- La protection et la valorisation des ressources naturelles,
- L'accueil et les solidarités comme source de développement territorial,
- Le tourisme durable et l'itinérance.

Article 1 – Contexte et orientations des actions tourisme durable

Dans un contexte de changement climatique et avec l'évolution des pratiques touristiques liée à la crise sanitaire, de nouveaux enjeux ont émergés (ou ont été renforcés), à savoir :

- La structuration et le maillage des offres d'itinérances, réponse à un enjeu de développement des territoires les plus fragiles,
- La gestion des flux de visiteurs souhaitant pratiquer des activités de pleine nature sur les espaces naturels, ainsi que la gestion des conflits d'usage,
- L'adaptation des offres au changement climatique et aux nouveaux comportements des clientèles.

Pour répondre à ces enjeux, les parcs souhaitent poursuivre leurs actions, en collectif inter-parcs Massif central. Trois orientations sont proposées :

- L'accompagnement au développement des itinérances :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

    - Par l'expérimentation de nouvelles offres d'itinérances adaptées au contexte nouveau (crise climatique et crise sanitaire), en veillant à l'accessibilité des offres,
    - Par une meilleure structuration des itinérances et un plus grand maillage sur le territoire du Massif central (avec la poursuite notamment du portage de la GTMC VTT par l'IPAMAC),
    - Par des travaux partagés sur l'itinérance utiles aux parcs et à tous les acteurs de l'itinérance (évaluation des fréquentations et des retombées économiques, connaissance des clientèles, etc.) et la poursuite du portage du Labo des itinérances, par l'IPAMAC ;
- Une meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels :
    - Par une meilleure connaissance des flux sur les territoires (avec l'appui des travaux du Pôle Ressources national des Sports de nature via l'outil Outdoorvision),
    - Par une plus grande sensibilisation des publics,
    - Par des expérimentations visant à mieux gérer les flux, à garantir un accueil de qualité et à limiter les conflits d'usage ;
- L'accompagnement des parcs par des démarches « Design » pour faire émerger de nouvelles offres :
    - Par la création et la valorisation de séjours :
        - Créés avec l'implication de partenaires locaux,
        - Accessibles,
        - Attractifs,
        - Plus respectueux des principes du tourisme responsable et des valeurs des parcs (lien avec les marques « Esprit Parc national » et « Valeurs Parcs »),
    - Par l'expérimentation de nouveaux séjours facilitant l'immersion dans le territoire (rencontre avec les acteurs du territoire) comme dans la nature (micro-aventure, aires de bivouac, etc.).

Article 2 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de réalisation des actions « Meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels » (action 1.2 du programme d'actions IPAMAC 2022-2024), entre le Parc naturel régional des Grands Causses et l'IPAMAC pour les années 2022 à 2024.

Article 3 – Contenu des actions portées par l'IPAMAC

Dans un contexte de changement climatique et avec l'évolution des pratiques liées à la crise sanitaire, les espaces naturels sont de plus en plus prisés. La gestion des flux de visiteurs est un enjeu important des territoires pour garantir la qualité d'accueil et de pratique des activités de pleine nature, préserver les espaces naturels et limiter les conflits d'usage.

Objectif général des actions : Mieux connaître la fréquentation des territoires, garantir une qualité d'accueil et la préservation des milieux.

Cibles : Grand public, prestataires touristiques, accompagnateurs en montagne…

Partenaires : Acteurs de l'itinérance dans le Massif central, prestataires touristiques, agences de voyage, fédérations sportives, pôle ressource national des sports de nature, acteurs culturels du

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Massif central, acteurs de la candidature Capitale européenne de la Culture « Clermont-Ferrand Massif central 2028 », écoles d'art, structures et associations spécialisées sur le handicap, Mountain Wilderness…

Modalités de mise en œuvre :

- Création d'un groupe de travail avec les parcs impliqués et les partenaires,
- Identification des outils disponibles pour analyser la fréquentation d'un espace naturel,
- Expérimentation d'outils innovants pour améliorer la connaissance de la fréquentation d'un espace (étude qualitative et quantitative) et identification des zones et périodes de pression,
- Identification d'actions à expérimenter pour sensibiliser le grand public (ex. Manifeste de bonnes conduites pour la pratique du canyoning dans le Parc national des Cévennes),
- Identification d'actions pour faciliter l'appropriation de la problématique « fréquentation » auprès d'acteurs touristiques,
- Expérimentations d'actions de sensibilisation.
- Organisation de temps de capitalisation et de bilan des actions.

Livrables dont pourra bénéficier le Parc à l'issue des actions :

Sous-action	Livrable	Type d'action	Calendrier
Mise en commun d'outils et partage d'expériences	Animation d'un groupe de travail	Mutualisée	2022-2024
	Benchmark des outils disponibles pour analyser la fréquentation d'un espace naturel et mieux répartir les visiteurs sur un territoire	Mutualisée	2022
	Mise à disposition de droits d'accès pour deux personnes du Parc à Outdoorvision, formation et suivi des utilisateurs	Mutualisée	2022-2024
Sensibilisation	Edition d'une charte de bonnes pratiques et création de supports de communication innovants pour sensibiliser le grand public, en partenariat avec les OT, ADT/ CDT et CRT	Mutualisée	2023
	Formalisation d'une journée-terrain : formation-action pour les acteurs touristiques, à décliner territorialement	Mutualisée	2024

Plus-value pour le Massif central : Mise à disposition d'outils innovants permettant de mieux connaître la fréquentation des territoires, développement d'une expertise des parcs du Massif central sur la connaissance de la fréquentation.

Article 4 – Engagements de l'IPAMAC et du PNR des Grands Causses

Dans le cadre des actions mutualisées *« Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte sanitaire et climatique »* 2022 - 2024, l'IPAMAC assurera les missions suivantes :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

- suivi administratif et financier : gestion des prestations externes (de la rédaction des cahiers des charges au paiement des prestations), etc.
- coordination et animation du réseau : organisation de réunions régulières de suivi des actions,
- mise en œuvre, suivi et coordination des actions : gestion et suivi des prestataires,
- organisation du transfert d'expérience du projet et valorisation des actions mises en œuvre sur le Parc naturel régional des Grands Causses.

Dans le cadre des actions mutualisées *« Expérimentations de nouvelles offres d'itinérances adaptées à un nouveau contexte sanitaire et climatique »* 2022 - 2024, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à assurera les missions suivantes :

- participation et suivi des réunions du projet,
- réponse aux sollicitations techniques de l'IPAMAC et des prestataires mandatés par l'IPAMAC dans le cadre des différentes actions menées (par exemple, lors d'enquêtes, de demandes de données ou de contacts, etc.),
- communication et diffusion, aux partenaires de son territoire ou hors de son territoire, des résultats des actions menées (en respectant les règles de publicité des financeurs, notamment de l'Etat).

Article 5 – Modalités financières

Budget programmé

Action 1.2 / « Meilleure gestion de la fréquentation sur les espaces naturels »

Postes de dépenses	2022	2023	2024	TOTAL	Ressources	
Ingénierie IPAMAC (personnel)	21 094,34 €	21 516,23 €	21 946,55 €	64 557,11 €	Participation des parcs (20%)	29 048,14 €
Ingénienie supplémentaire (stagiaires, chargés d'étude…)				- €	Convention ANCT MC (80%)	116 192,55 €
Frais de mission	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	6 000,00 €		
Charges de structure	3 164,15 €	3 227,43 €	3 291,98 €	9 683,57 €		
Prestations externes	7 000,00 €	36 500,00 €	21 500,00 €	65 000,00 €		
TOTAUX	33 258,49 €	63 243,66 €	48 738,53 €	145 240,68 €		145 240,68 €

Participation financière du Parc à l'opération

La participation financière du Parc naturel régional des Grands Causses aux actions s'élève à **2 791,7 €**, pour les 3 ans (2022-2024).

Avance de trésorerie

Pour permettre la réalisation du projet par l'IPAMAC, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée de **3 300,92€.**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Cette participation sera versée à la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC. L'IPAMAC s'engage à rembourser l'avance de trésorerie dès réception des soldes des subventions liées au projet.

Article 6 – Conditions de paiement

La participation du Parc naturel régional des Grands Causses de 2791,7 € sera versée en 2022, sur présentation d'une facture par l'IPAMAC, après signature de la présente convention.

Article 7 – Propriété des résultats et modalités de communication

L'exploitation et la diffusion des résultats produits dans le cadre des actions réalisées conjointement par l'IPAMAC et le Parc naturel régional des Grands Causses sont autorisées pour chacune des deux structures, dans un but non lucratif, sous réserve de l'accord et de la mention des auteurs respectifs et de l'information des deux parties et des partenaires concernés.

Lors de la diffusion des résultats et de toute action de communication en lien avec le projet, le Parc et l'IPAMAC s'engagent à faire mention de tous les auteurs et des autres partenaires impliqués ainsi qu'à respecter les modalités de communication fixées par les partenaires financiers.

Article 8 – Durée de la convention

Le contenu de la convention devient exécutoire à compter du 1er juillet 2022, et jusqu'au 31 décembre 2025.

Toute collaboration ultérieure entre les parties ou précision devra faire l'objet d'un avenant à cette convention ou d'une nouvelle convention.

Article 9 – Conciliation

En cas de litige, les parties feront leur possible pour régler à l'amiable les désaccords qui pourraient résulter de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention. Dans ce cadre, un arbitrage pourra être effectué par le Président de la Fédération des Parcs Naturels régionaux.
Le recours au tribunal administratif de Clermont-Ferrand pour régler les éventuels différents issus de l'application de cette convention ne pourra se faire qu'après épuisement de ces procédures de conciliation.

Fait à **le**

Richard FIOL	Emmanuel MANDON
Président du Parc naturel régional des Grands Causses	Président de l'IPAMAC

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_031-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération n° 2023-032-PNRGC du Comité syndical du 10 mars 2023

Animation des sites intégrés au réseau Natura 2000
Année 2023 : période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

- **Axe stratégique 1 :** Développer une gestion concertée des patrimoines naturel, culturel et paysager, dans le souci du respect des générations à venir
- **Objectif opérationnel 5.2 :** Préserver les espaces naturels et les espèces qui y sont liées (biodiversité)
  Article 5.2.4 : Mettre en place le réseau Natura 2000

Contexte et motif de l'action

Le Parc naturel régional des Grands Causses comprend 19 sites Natura 2000 sur son territoire : 17 Zones de Conservation Spéciale (ZSC - directive Habitats naturels, faune, flore) et 2 Zones de Protection Spéciale (ZPS - directive Oiseaux).
Les Documents d'objectifs des sites Natura 2000 ci-dessous définissent une liste d'opérations de gestion et de sensibilisation visant à la conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire.
Le Parc naturel régional des Grands Causses est chargé de l'animation des documents d'objectifs :
« Plateau et corniches du Guilhaumard », « Causse Noir et ses corniches », « Cirque et Grotte du Boundoulaou », « Gorges de la Dourbie et causses avoisinants » (regroupe 5 sites), 3 sites du Larzac (regroupe : « Serre de Cougouille, Devèzes de Lapanouse et du Viala-du-Pas-de-Jaux, Cirques de Saint-Paul-des-Fonts et de Tournemire »), « Vallée du Tarn de Brousse aux gorges », « Gorges du Tarn et de la Jonte (regroupe 4 sites), « Gorges de la Vis et de la Virenque ».
Le programme de l'animation des sites est défini en fonction des crédits disponibles et des actions retenues, en application des Documents d'objectifs respectifs.

Objectifs

Le programme proposé a pour objectif la mise en œuvre d'actions telles qu'elles ont été validées dans chaque Document d'objectifs, en réponse aux enjeux de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire.
Les comités de pilotage annuels valident chaque année le programme à mettre en œuvre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_032-DE
Reçu le 14/03/2023

Actions proposées pour la période concernée

1. Animation agricole

Le Parc a déposé un PAEC sur plusieurs sites Natura 2000.
La commission régionale a attribué des financements pour une mise en œuvre de 2 mesures sur le site « Causse Noir et ses corniches » : gestion par le pâturage et débroussaillage ponctuel, pour favoriser les habitats naturels d'intérêt communautaire et les espèces animales et végétales liées.

Sont prévus : réunions avec les agriculteurs, accompagnement des éleveurs volontaires pour le montage des dossiers (choix des parcelles et des mesures…), diagnostics écopastoraux et élaboration des plans de gestion.

Un nouveau PAEC sera déposé en 2023 pour d'autres sites (Plateau du Guilhaumard et Devèzes notamment).

2. Suivis d'espèces/sensibilisation

Documents d'objectifs visés :
« Gorges de la Dourbie et causses avoisinants », « Vallée du Tarn de Brousse aux gorges », « Cirque et grotte du Boundoulaou », 3 sites du Larzac, « Gorges du Tarn et de la Jonte ».
Opérations à réaliser :
Suivi des oiseaux prioritaires qui justifient la désignation en ZPS (percnoptères, gypaète, vautour moine, crave…).
Une attention particulière sera portée à la population nicheuse de vautour moine dans la ZPS « Gorges du Tarn et de la Jonte », qui a subi des perturbations très importantes dues aux incendies d'août 2022 (perte d'un jeune, mais surtout disparition des arbres (brûlés) qui servaient de sites de reproduction).

- suivi des populations de chauves-souris au Boundoulaou et dans d'autres grottes à fort enjeu (grotte de Matarel et de la Cabane). Un bilan de 30 années de suivi dans la grotte du Boundoulaou sera également demandé au prestataire.

3. Animation générale

- Information auprès des élus des communes concernées par les zonages Natura 2000
- Accompagnement des porteurs de projets en lien avec les activités de pleine nature : manifestations sportives en sites Natura 2000, développement d'activités, équipements de sites
- Accompagnement des collectivités pour l'évaluation des incidences de projets
- Formations, interventions auprès d'étudiants
- Actions de communication
- Participation aux divers réseaux des animateurs et acteurs de Natura 2000
- Préparation des Comités de pilotage
- Avis en lien avec les enjeux identifiés sur les sites, sur les divers projets et opérations, afin de garantir leur compatibilité avec la conservation de la biodiversité Natura 2000
- Suivi d'espèces à Plans Nationaux d'Actions (vautours, lézard, passereaux…) et espèces de la directive Oiseaux (aigle, crave, gypaète)
- Veiller à la prise en compte des enjeux N2000 dans l'élaboration des différents documents de planification et projets de développement sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses

Pour mener à bien ces opérations, le Parc confiera des prestations à la Chambre d'Agriculture de l'Aveyron, le CEN Occitanie, la LPO (Grands Causses et délégation de l'Aveyron), Rural concept.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_032-DE
Reçu le 14/03/2023

Budget prévisionnel

Coût

Le coût de l'animation des Documents d'objectifs est défini pour chaque période et fait l'objet de demandes de financements spécifiques.

Il comprend :

- des dépenses de personnel du Parc
  (y compris frais de structure et de déplacement forfaitaires de 20 %) :
  (L. Danneville, C. Boyer, Joël Atché, L. Jacob), pour un total de.....64 968 € TTC
- des prestations extérieures :

Chambre Agriculture, LPO Grands Causses, Adasea, CENO,.....65 032 € TTC

Total TTC.....130 000 € TTC

Plan de financement : 100 %

Remarque : l'Etat a transféré depuis le 1er janvier 2023 la compétence Natura 2000 aux Régions.
Seules les missions régaliennes (évaluation des incidences Natura 2000, extension/modification de périmètres notamment) demeurent assurées par l'Etat (DDT Aveyron).
De fait, le plan de financement est défini comme suit :

Région : 20 %
Europe (Feader) : 80 %

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette élection et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_032-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-033 du Comité syndical du 10 mars 2023

Etude mutualisée pour la définition et la mise en place des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) de 5 EPCI du Sud-Aveyron

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Valentin ARTAL - Fadilha BENAMMAR KOLY - Jean-Marie BODT - Christian BOUDES - Clément CARLES - Sébastien CROS - Aurélie ESON - Joël ESPINASSE - Edmond GROS - Catherine JOUVE - Christophe LABORIE - Jean-Michel LADET - Mathieu LAMBRECHT - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Bernard SIRGUE - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Monique ALIES donne son pouvoir à Cyril TOUZET Claude ASSIER donne son pouvoir à Christophe LABORIE Jean-Luc CRASSOUS donne son pouvoir à Edmond GROS Jean-François DUMAS donne son pouvoir à Jacques ARLES Emmanuelle GAZEL donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Nathalie PALMIER donne son pouvoir à Sébastien CROS Thierry PEREZ LAFONT donne son pouvoir à Richard FIOL Arnaud VIALA donne son pouvoir à François RODRIGUEZ
■ Excusés	Thierry ARNAL - Gérard CAILHOL – Jonathan COSTES – Nadine FRAYSSE - Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL - Mathieu HENRY – Marie LACAZE - Michel LEBLOND - Aurélie MAILLOLS – Pascal MAZET – Philippe RAMONDENC - Céline RENAUD

Contexte et motif de l'action

Fin 2021, le PNR a signé un Contrat d'objectif territorial (COT) avec l'ADEME sur le territoire de cinq communautés de communes (périmètre du SCoT et du PCAET) : Millau Grands Causses, Larzac et vallées, St-Affricain, Roquefort, 7 Vallons, Monts Rance et Rougier, Muse et Raspes du Tarn.
Le COT a pour objectif d'accompagner ces cinq collectivités dans une démarche de transition écologique en s'appuyant sur deux volets : « Climat-Air-Energie », et « Economie circulaire ».

Le sujet de la prévention et de la gestion des déchets constitue l'un des enjeux majeurs autour de l'économie circulaire, tant d'un point de vue environnemental que financier.
De plus, l'élaboration de Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) étant obligatoire depuis 2015, les collectivités se doivent de se régulariser vis-à-vis de la réglementation.

Par ailleurs, les cinq communautés de communes (CC) présentent des similitudes quant aux problématiques et enjeux autour de la prévention et de la gestion des déchets sur leurs territoires respectifs. Des actions similaires sont également déjà proposées sur certains territoires.
C'est pourquoi, ces collectivités ont souhaité réaliser une étude mutualisée pour la définition et la mise en place de leurs PLPDMA respectifs.
Par ce biais, elles formalisent la volonté de s'engager collectivement dans une démarche de progrès avec pour objectifs de réduire la quantité de déchets produits sur le territoire et d'en améliorer la valorisation pour limiter les impacts sur l'environnement tout en limitant la hausse des coûts pour les ménages.

Cette démarche s'inscrit également naturellement dans la continuité de la démarche COT ; avec la volonté d'instaurer une dynamique collective sur le territoire sur le sujet des déchets, et plus largement de l'économie circulaire.

Dans la lignée de son rôle de coordination du COT, le PNR des Grands Causses vient en appui des cinq collectivités pour la réalisation de cette étude.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_033-DE
Reçu le 14/03/2023

Objectifs de l'action

L'étude mutualisée vise en premier lieu à accompagner les cinq communautés de communes dans l'élaboration, la validation et la mise en œuvre de leurs PLPDMA respectifs.

A travers l'élaboration et la mise en œuvre de ces documents, le PNR et les cinq collectivités souhaitent renforcer et développer une dynamique de territoire sur la prévention, et plus largement sur l'économie circulaire.
Au-delà de la mise en conformité réglementaire, le PLPDMA constitue une vraie stratégie locale en matière de prévention des déchets, dans l'optique de diminuer le volume de déchets produits et le coût associé pour la collectivité.
Par ailleurs, le volet mutualisé de l'étude permet également d'optimiser les coûts relatifs à l'élaboration et la rédaction des PLPDMA pour chaque collectivité.

Une demande de financement au titre de l'aide à la réalisation de projets locaux de prévention, gestion, valorisation des déchets et développement de l'économie circulaire de la Région Occitanie est sollicitée pour la réalisation de cette étude.

La demande de financement s'élève à 19 888 € pour un montant global de 39 775 € HT, soit un taux de subvention de 50%.

Descriptif de l'étude

L'étude présente trois phases :

- Une phase de diagnostic ; à l'échelle territoriale et à l'échelle de chaque CC : gisement de déchets, caractérisation des modalités de collecte, performances des collectes, mesures en place pour prévenir la production de déchets, évolutions prévisionnelles…
- Une phase de définition des objectifs et des actions à mettre en œuvre ; à l'échelle territoriale et à l'échelle de chaque CC :
    - ✓ Les objectifs de réduction sont identifiés de manière globale mais également de façon plus spécifique selon la nature des déchets ou selon les actions prévues : potentiels d'évitement, de détournement et les capacités de réduction.
    - ✓ Les actions opérationnelles à mettre en place seront de deux catégories : les actions déclinables par les cinq CC ; et celles plus spécifiques au territoire de l'une ou l'autre CC, compte tenu d'enjeux ou de moyens mobilisables spécifiques.
- Une phase de définition d'une méthodologie et d'un cadre communs pour la rédaction des PLPDMA.
  Des outils méthodologiques seront proposés aux CC : trame de rapport de PLPDMA, fiche action type, méthode de travail commune, rédaction des fiches actions pour les actions communes.
  Par ailleurs, les CC seront accompagnées dans :
    - ✓ La définition des instances de gouvernance
    - ✓ La définition d'une méthodologie de validation du PLPDMA
    - ✓ La définition d'une méthode d'évaluation et du suivi du PLPDMA
    - ✓ La proposition d'une organisation interne permettant le suivi effectif du PLPDMA, son animation et son évaluation.
    - ✓ La définition des modalités de diffusion aux acteurs concernés des informations relatives aux actions définies dans le cadre du document.

En complément, la Communauté de communes du St-Affricain a souhaité prendre une option incluant la rédaction intégrale du document, quand les autres collectivités ont validé le fait de finaliser les documents en interne.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_033-DE
Reçu le 14/03/2023

Coût et plan de financement

- **Coût HT :**

  Tranche commune aux 5 communautés de communes.....37 625,00 € HT
  Tranche optionnelle pour la CC du St-Affricain, Roquefort, 7 Vallons.....2 150,00 € HT
  TOTAL..... 39 775,00 € HT
  Soit..... 47 730,00 € TTC

- **Plan de financement**

  Région Occitanie (50 % du coût HT).....19 888,00 € TTC
  Autofinancement PNR et CC (50 % + TVA).....27 842,00 € TTC
  TOTAL..... 47 730,00 € TTC

VOTE :	Pour : **33**	Contre : **0**	Abstention : **0**

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à solliciter les subventions et à signer les documents nécessaires notamment les conventions de financement avec la Région ainsi que les conventions de mutualisations avec les Communautés de communes.

Fait et délibéré à Millau, les jours, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230310-20230310_033-DE
Reçu le 14/03/2023

Délibération PNRGC n° 2023-035 bis du Comité syndical du 23 juin 2023

Approbation du projet de révision de la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5721-1 et suivants,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 333-1 à L. 333-4 et ses articles R 333-1 à R 333-16,

Vu la Délibération du 20 décembre 2018 de la Communauté de Communes du Lodévois Larzac demandant son intégration au périmètre d'études de la révision de la Charte du PNR GC,

Vu la Délibération n° 2019-009-PNRGC du Comité syndical du PNR GC du 1er février 2019 de lancement de la révision de la Charte du PNR GC,

Vu la Délibération du Conseil Régional Occitanie n° 20019/AP-MARS/09 du 28 mars 2019 qui prescrit la révision de la Charte du PNR GC,

Vu l'avis d'opportunité de l'Etat en date du 5 novembre 2019 qui émet un avis favorable sur le renouvellement de la Charte du PNR GC et sur l'intégration dans son périmètre d'étude la communauté de communes du Lodévois Larzac (hors Roqueredonde et Romiguières déjà dans le PNR Haut Languedoc),

Vu la note d'enjeu de l'Etat en date du 14 septembre 2020,

Vu l'avis favorable avec réserve du CNPN suite à l'audition du 13 décembre 2021

Vu l'avis favorable de la FPNRF du 12 janvier 2022

Vu l'avis intermédiaire favorable du Préfet de Région Occitanie en date du 1 juin 2022

Vu l'avis délibéré n° 2022-59 de l'Autorité environnementale du 20 octobre 2022 sur le dossier d'évaluation environnementale du projet de charte

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_035bis-DE
Reçu le 19/09/2023

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 novembre au 12 décembre 2022

Vu l'avis favorable avec recommandations de la Commission d'enquête publique reçu le 16 janvier 2023,

Vu le courrier de la Région Occitanie en date du 20 février 2023 auprès du préfet de Région pour l'examen final du projet de charte

Vu l'examen final du Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires en date du 16 juin 2023.

Vu le projet de Charte comprenant le Rapport, le Plan du Par cet les Annexes, sur le lien suivant :
Charte 2022-2037 : un projet de territoire | Parc naturel régional des Grands Causses (parc-grands-causses.fr)

Exposé des motifs :

Monsieur le Président indique que la démarche de révision de la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses arrive à son terme.

Rappel historique du PNR des Grands Causses et genèse du projet d'extension :

Créé en 1995 sur la base de volontés politiques locales et d'une labellisation par décret du Premier ministre, le Parc naturel régional des Grands Causses a relevé plusieurs défis :
- La gestion et la protection du patrimoine naturel et culturel,
- L'aménagement du territoire,
- Le développement économique et social du territoire,
- L'accueil, l'information et l'éducation,
- L'expérimentation.

En 1995, l'ensemble des communes membres du Parc se situent dans le Département de l'Aveyron avec dans son périmètre, 93 communes pour près de 330 000 hectares. Le projet de Charte prévoit l'extension de son périmètre sur la Communauté de Communes du Lodévois Larzac à l'exception des communes de Roqueredonde et de Romiguières déjà classées dans le Parc naturel régional du Haut-Languedoc.

Ceci fait suite à la demande de la Communauté de communes Lodévois-Larzac faite par délibération le **20 décembre 2018. Demande entérinée par la Région Occitanie et par le Préfet de Région.**

Rôle de la Charte du PNR des Grands Causses :

La Charte du Parc définit les fondements, les objectifs et les moyens pour conduire pendant 15 ans un « projet de développement durable » sur le territoire. Code de bonne conduite qui engage les signataires, elle fixe en outre des objectifs et des actions pour la gestion économe des ressources. De là, en partenariat avec des scientifiques, des associations, des acteurs socio-économiques, mais aussi les collectivités locales et les services de l'Etat, le Parc élabore un programme d'actions à destination de ses habitants.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_035bis-DE
Reçu le 19/09/2023

Le projet de Charte annexé à la présente s'articule autour de :

- 2 défis majeurs transversaux : La résilience au changement climatique et l'attractivité et le développement sociétal
- 3 axes opérationnels : Protéger, Aménager et Développer composés de 11 orientations et 37 fiches mesure opérationnelles

Et qui se décompose en 3 parties :

- des études préalables (évaluation de la Charte 2007/2022, diagnostic du territoire actuel et du périmètre d'extension, synthèse de l'évaluation et du diagnostic),
- le projet de Charte (Préambule, projet stratégique, projet opérationnel, fiches mesure, projet de statuts, atlas du paysage),
- le plan de référence et ses encarts.

Rappel de la concertation qui s'est déroulée entre mai 2019 et novembre 2020 avec :

- des ateliers thématiques d'évaluation avec les membres et partenaires en mai et juin 2019 regroupant près de 100 personnes,
- une évaluation des habitants avec la distribution d'un questionnaire qui a reçu 188 réponses,
- des ateliers participatifs (des apéros tchatches) entre septembre et décembre 20219, au nombre de 15, réalisés un peu partout sur le territoire (Peyreleau, Calmels-et-le-Viala, Martrin, Fondamente, Cornus, Tournemire, Lapanouse-de-Sévérac, Saint Rome-de-Tarn, Saint-Sernin-sur-Rance, Nant, Campagnac, Aguessac, Camarès, Rebourguil) et sur le périmètre d'extension à l'étude (Le Caylar) pour récolter l'avis des habitants sur le territoire de demain (environ 225 participants et 400 rêves exprimés),
- une concertation dans les 4 marchés de plein vent des communes centres : Millau, Saint-Affrique, Séverac et Lodève entre novembre 2019 et janvier 2020,
- la réalisation d'un atlas collaboratif dématérialisé pour recenser les points noirs et les perles du paysage (338 visites pour 140 indications),
- des ateliers de travail avec les membres et partenaires sur les orientations et les actions de demain,
- les diverses réunions avec les services des membres entre décembre 2019 et septembre 2020 pour le suivi et les orientations du projet de Charte 2022-2037.

Synthèse de la procédure du projet de révision de la Charte du PNR des Grands Causses :

En mars 2019, la Région Occitanie a engagé la phase de révision de la Charte du Parc et a confié l'animation au Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses. Dans ce cadre, un important processus d'étude, d'animation et de concertation a été mené avec les acteurs locaux et institutionnels du territoire pour élaborer ce projet de territoire ambitieux pour les 15 prochaines années.

En décembre 2020, toutes les EPCI du projet de périmètre classé PNR ont délibéré pour confirmer leur adhésion aux orientations et actions proposées dans le projet de Charte du PNR des Grand Causses. S'en est suivi ensuite le processus classique d'avis et de concertation institutionnel : Avis CNPN, avis Fédération des PNR, avis Préfet de Région… (cf les Vus ci-dessus).

Le projet de Charte (constitué d'un rapport, des annexes et d'un plan du Parc) a été soumis à enquête publique du 7 novembre au 12 décembre 2022, conformément à l'article R333-6-1 du Code de l'environnement, et a été modifié pour tenir compte des conclusions de la commission d'enquête.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_035bis-DE
Reçu le 19/09/2023

La commission d'enquête a émis un avis favorable assorti de 4 recommandations :

- Intégration des réponses du PNR aux remarques et réserves de l'Etat, du CNPN, de la FPNRF et de l'Autorité Environnementale devront effectivement être intégrées dans la Charte.
- Concernant les ENR, il sera indispensable que la définition au cas par cas de la hauteur des mats d'éoliennes soit précédée d'une étude paysagère approfondie dans le cadre de critères préalablement établis. La mise en œuvre de l'agrivoltaisme nécessitera la définition d'une méthodologie pour s'assurer du respect de la protection, de la préservation et de la conservation de l'agriculture, du patrimoine naturel et culturels et des paysages
- Les enjeux liés à l'eau, pour la protection de la ressource en quantité et en qualité, eaux souterraines et eaux de surface devront constituer une priorité à court et moyen terme.
- Dans l'objectif de mieux se faire connaitre auprès des habitants du territoire, de permettre à ceux-ci d'appréhender le rôle et les missions d'un PNR, de connaitre la Charte, le PNRGC devra s'attacher à poursuivre en continu des actions de communication et d'information sous toutes les formes (actions locales, expositions, conférences...) et notamment préalablement à la mise en œuvre des nombreuses interventions prévues.

La Charte ajustée a été arrêtée par délibération du Comité syndical du 3 février 2023 et transmis à la Région Occitanie pour examen final des services de l'Etat.

L'avis final du Ministère chargé de l'environnement daté du 16 juin 2023 a été reçu le 19 juin 2023.

Il est proposé au Comité syndical de se prononcer sur le projet de Charte et de statuts soumis ce jour avec la prise en compte de l'examen final du Ministère du 16 juin avec :

- L'intégration des modifications demandées concernant les enjeux liés aux carrières (fiche mesure 27),
- La prise en compte lors de la mise en œuvre de la Charte des recommandations proposées.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, décide :

- D'approuver sans réserve la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses, comprenant le rapport, le plan du Parc et les annexes.
- D'approuver les statuts présentés dans les annexes du rapport de Charte et de demander l'adhésion de la Commune au Syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses.
- D'autoriser le Président à solliciter l'adhésion du Département de l'Aveyron, du département de l'Hérault, des Communautés de communes et Communes situées en tout ou partie du périmètre à la nouvelle Charte du SM du PNR des Grands Causses ainsi qu'aux nouveaux statuts.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_035bis-DE
Reçu le 19/09/2023

Délibération PNRGC n°2023-036 du Comité syndical du 23 juin 2023

DM n°1 Ajustement budgétaire sur l'opération Gorges et Vallée du Tarn

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Dans le cadre de l'opération Itinérance Gorges et Vallée du Tarn, il convient de procéder à un ajustement budgétaire qui permettra de prendre en charge les dernières factures : basculer 800 € du compte « conception » au compte « mobilier ».

Cf la décision modificative ci-jointe.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette décision et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_036-BF
Reçu le 26/06/2023

24/05/2023	**Edition de Décision Modificative**	1 / 1

Décision modificative n°1 (virement de crédit)

Description : Décision Modificative 1 : Ajustement articles comptables sur l'action A365 Création d'une itinérance Gorges Vallée du Tarn

Imputation	OUVERT	REDUIT	Commentaires
D I 20 2051 26 95 /A365		800,00	
D I 21 2184 26 95 /A365	800,00		

DETAIL PAR SECTION		Investissement	Fonctionnement
Dépenses :	Ouvertures	800,00	
	Réductions	800,00	
Equilibre :	**Ouv. - Red.**		

EQUILIBRE

Solde Ouvertures	800,00
Solde Réductions	800,00
Ouv. - Réd.	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_036-BF
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-037 du Comité syndical du 23 juin 2023

Convention de partenariat pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche avec la commune de Verrières

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

CONTEXTE

Le Parc naturel régional des Grands Causses a déjà mené de nombreuses actions en faveur du développement de la filière pierre sèche, en participant notamment aux programmes LAUBAMAC et LAUBAPRO avec l'Association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS) sur des inventaires d'ouvrages en pierres clavées et la réalisation d'essais de résistance de murs en pierres sèches assisées et clavées en partenariat avec l'École nationale des Ponts et Chaussées de Paris.
Dans le cadre du contrat de restauration Biodiversité 2017-2021, des travaux de restauration d'ouvrages en pierre sèche ont également été réalisés sur la commune de Verrières.

Dans la continuité des actions précédemment engagées, une demande a été adressée au PNRGC par la Commune de Verrières pour le financement d'une action de sensibilisation sur les murs en pierres sèches. Financement qui a été obtenu par le PNRGC auprès de la DREAL Occitanie.
A ce titre, une convention de partenariat doit être élaborée entre le PNRGC et la Commune de Verrières.

OBJET DU FINANCEMENT

La convention est destinée à financer les actions suivantes :

- Mise en place d'un chantier école d'une semaine, encadré par un formateur de l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS), sur la technique de construction de murs en pierre sèche.
- Réalisation de 6 journées de sensibilisation périodiques (1fois/mois) sous forme de chantiers participatifs encadrés par un professionnel.

Ces actions s'adressent à un public varié : employés communaux, professionnels souhaitant découvrir ce savoir-faire, habitants du département, ….
Elles visent une dizaine de personnes par chantier et seront réalisées sur la commune de Verrières.

Le SM PNRGC sera maître d'ouvrage de ces actions. Il prendra en charge le paiement de l'ensemble des prestations : financement des prestations des professionnels encadrant les chantiers ainsi qu'à l'achat de matières premières.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_037-DE
Reçu le 26/06/2023

La Commune de Verrières sera maître d'ouvrage délégué et elle s'engage à mettre en œuvre ces actions : organisation, communication, suivi des chantiers école et des chantiers participatifs.
La commune de Verrières s'engage à faire apparaître dans les divers documents d'information et de communication la participation financière de la DREAL Occitanie et l'appui du PNR des Grands Causses.

PLAN DE FINANCEMENT

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses :

Chantier école	4 500 €
Chantier participatif	1 620 €
Fourniture matériaux	2 070 €
Ingénierie PNR :	2 400 €
Total	10 590 € HT soit 11 904 € TTC

Recettes :

Aides Dreal	4 000 €
Participation Commune de Verrières	5 504 €
Autofinancement PNR	2 400 €
Total :	11 904 € TTC

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_037-DE
Reçu le 26/06/2023

CONVENTION DE PARTENARIAT

Parc Naturel Régional des Grands Causses

pour la mise en place d'actions de sensibilisation et de valorisation du savoir-faire de la construction en pierre sèche

ENTRE

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, faisant élection de domicile au 71 boulevard de l'Ayrolle – BP 50126 – 12101 MILLAU Cedex,
Représenté par son Président, Richard FIOL, dûment habilité pour ce faire,

Désigné ci-après par « PNRGC »

D'UNE PART,

ET

La COMMUNE DE VERRIERES faisant élection de domicile– 8 Avenue du Lumensonesque 12520 *VERRIERES*

Représentée par son Maire, Jérome MOURIES dûment habilité pour ce faire,

Désignée ci-après par « COMMUNE DE VERRIERE »

D'AUTRE PART,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_037-DE
Reçu le 26/06/2023

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONTEXTE DE LA CONVENTION

Le PnR a déjà mené de nombreuses actions en faveur du développement de la filière pierre sèche, en participant notamment aux programmes LAUBAMAC et LAUBAPRO avec l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS) sur des inventaires d'ouvrages en pierres clavées et la réalisation d'essais de résistance de murs en pierres sèches assisées et clavées en partenariat avec l'École nationale des Ponts et Chaussées de Paris.
Dans le cadre du contrat de restauration Biodiversité 2017-2021, des travaux de restauration d'ouvrages en pierre sèche ont également été réalisés sur la commune de Verrières.

Dans la continuité des actions précédemment engagées, une demande a été adressée au PNRGC par la Commune de Verrières pour le financement d'une action de sensibilisation sur les murs en pierres sèches.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention est destinée à financer l'action suivante :

- Mise en place d'un chantier école d'une semaine, encadré par un formateur de l'association Artisans Bâtisseurs en Pierre Sèche (ABPS), sur la technique de construction de murs en pierre sèche ;
- Réalisation de 6 journées de sensibilisation périodiques (1fois/mois) sous forme de chantiers participatifs encadrés par un professionnel.

Ces actions s'adressent à un public varié : employés communaux, professionnels souhaitant découvrir ce savoir-faire, habitants du département, ... Elles visent une dizaine de personnes par chantier et seront réalisées sur la commune de Verrières.

Le SM PNRGC sera maître d'ouvrage de ces actions. Il prendra en charge le paiement de l'ensemble des prestations : financement des prestations des professionnels encadrant les chantiers ainsi qu'à l'achat de matières premières.

La Commune de Verrières sera maître d'ouvrage délégué et elle s'engage à mettre en œuvre ces actions : organisation, communication, suivi des chantiers école et des chantiers participatifs.
La commune de Verrières s'engage à faire apparaître dans les divers documents d'information et de communication la participation financière de la DREAL Occitanie et l'appui du PNR des Grands Causses.

ARTICLE 3 : PLAN DE FINANCEMENT

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses :

Chantier école :	4 500 €
Chantier participatif :	1 620 €
Fourniture matériaux :	2 070 €
Ingénierie PNR :	2 400 €

Total : 10 590 € HT soit 11 904 € TTC

Recettes :

Aides Dreal :	4 000 €
Participation Commune de Verrières	5 504 €
Autofinancement PNR :	2 400 €
Total :	11 904 € TTC

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_037-DE
Reçu le 26/06/2023

ARTICLE 4 : DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature.

Elle demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 5 : CONDITIONS FINANCIÈRES

Le montant de la participation financière de Verrières est de 5 504 € (cinq mille cinq cent quatre euros) pour une dépense de 11 904 € TTC. En cas de dépassement de ce montant, celui-ci sera intégralement pris en charge par la Commun de Verrières.

Le versement de cette participation financière interviendra à la notification de la présente convention.

Fait à	Fait à
Le	Le
Pour le Parc Naturel régional des Grands Causses	Pour la Commune de Verrières

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_037-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-038 du Comité syndical du 23 juin 2023

Contrat spécifique 2022-2023
Action Interprétation du Patrimoine 2023 - bis

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Contexte

Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise les activités de découverte en portant une attention particulière aux notions d'interprétation et participe ainsi à l'animation et à la production touristique. De fortes attentes s'expriment sur la mise en scène d'une offre touristique de découverte, porteuse de sens, de connaissance et de compréhension du patrimoine.

Objectifs et résultats attendus

Le Parc se positionne comme un acteur majeur du développement de nouvelles actions, différenciées et visibles dans le contexte local. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif du Parc est d'en poursuivre le maillage, tout en déclinant différents outils d'interprétation dont une gamme de mobilier d'interprétation du patrimoine.
Le mobilier d'interprétation du Parc, au design sobre et distinctif, et porteur des valeurs du développement durable par le choix des matériaux pérennes (acier corten et lave émaillée) est très apprécié sur le territoire. On peut dire qu'un savoir-faire a été développé tant au niveau du processus d'émergence des contenus que dans la fabrication même confiée elle à un prestataire extérieur à la suite d'un marché public. Ce mobilier s'adapte aussi bien en contexte urbain que naturel.

Contenu

* Réalisation de RIS pour les 5 communes templières et hospitalières du Larzac
* Réalisation d'un circuit d'interprétation des dolmens à Buzeins, commune de Sévérac d'Aveyron
* Autres panneaux

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_038-DE
Reçu le 26/06/2023

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2022-2023)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

Parc naturel régional des Grands causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	1
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Investissement
TTC ou HT	TTC

Interprétation du patrimoine Bis

Nom du référent de l'action

Roxanne Wilhelm-Jammes

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	7
Intitulé de la mesure	Objectif opérationnel 7.2 : Valoriser le territoire par la mise en œuvre d'un tourisme durable Objectif opérationnel 7.5 : Communiquer et promouvoir l'image du territoire

Référence au contrat

Priorité	
Priorité dominante	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente
Thématique	
Thématique dominante	Culture et patrimoine
Thématique n°2	Tourisme
Thématique n°3	
Action innovante et/ou expérimentale	
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Mettre en cohérence la signalétique patrimoniale à l'échelle du Parc

Descriptif de l'action

- **Contexte :**

Le Parc est un partenaire privilégié des collectivités locales pour valoriser et promouvoir le patrimoine et l'identité culturelle du territoire. Il favorise les activités de découverte en portant une attention particulière aux notions d'interprétation et participe ainsi à l'animation et à la production touristique. De fortes attentes s'expriment sur la mise en scène d'une offre touristique de découverte, porteuse de sens, de connaissance et de compréhension du patrimoine.

- **Objectifs et résultats attendus :**

Le Parc se positionne comme un acteur majeur du développement de nouvelles actions, différenciées et visibles dans le contexte local. Le territoire du Parc est vaste, de ce fait, l'objectif du Parc est d'en poursuivre le maillage, tout en déclinant différents outils d'interprétation, par une gamme de mobilier d'interprétation du patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_038-DE
Reçu le 26/06/2023

Le mobilier d'interprétation du Parc, au design sobre et distinctif, et porteur des valeurs du développement durable par le choix des matériaux pérennes (acier corten et lave émaillée) est très apprécié sur le territoire. On peut dire qu'un savoir-faire a été développé tant au niveau du processus d'émergence des contenus que dans la fabrication même confiée elle à un prestataire extérieur à la suite d'un marché public. Ce mobilier s'adapte aussi bien en contexte urbain que naturel.

• Public cible		Grand public	Touristes	Habitants

• Contenu de l'action :

* réalisation de RIS pour les 5 communes templières et hospitalières du Larzac
* réalisation d'un circuit d'interprétation des dolmens à Buzeins, commune de Sévérac d'Aveyron
* autres panneaux

Localisation de l'action	Parc	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	CC, OT, communes	
Livrables	Panneaux d'interprétation du patrimoine : RIS, tables d'interprétation du paysage, totems, pupitres...	

Calendrier prévisionnel

Date de début	juin-23
Date de fin	juin-24

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC : HT

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
mobilier d'interprétation	prest./fourn.			40 000,00
ingéniérie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			10 000,00
Total dépenses				50 000,00

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR		20 000
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			20 000
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement			10 000
Total recettes			50 000

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_038-DE
Reçu le 26/06/2023

VOTE :	Pour : 35	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_038-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-039 du Comité syndical du 23 juin 2023

Contrat spécifique 2022-2023
Mise en réseau des tiers-lieux territoriaux et valorisation des circuits-courts via une résidence d'artistes

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Contexte

Depuis 10 ans le Parc a mené une saison culturelle dans les cafés et restaurants de campagne, offrant ainsi des moments d'échanges et de culture privilégiés aux plus éloignés des pôles urbains et des équipements dédiés. On assiste à des hybridations de lieux rendant multiples services et répondant bien aux besoins variés des habitants : proximité, convivialité, compétences croisées, événementiels culturels. Le Parc accompagne ces dynamiques par l'aide à la structuration et à la mise en réseau des tiers-lieux.

Objectifs et résultats attendus

Connaître les tiers-lieux du territoire.
Il s'agit de proposer une action collective autour de moments de partage de savoir-faire et de création autour de la cuisine. Avoir une vision élargie des usagers de ces lieux, de ce qui y fait sens, du comment cela s'opère et restituer la démarche grâce à des livrables et à la mise en circulation d'une exposition artistique itinérante.

Contenu

- Recrutement d'un stagiaire pour connaître les tiers-lieux du territoire, proposer une analyse typologique
- Appel à collecte de recettes locales --> 1 recette emblématique par lieu
- Revisite de la recette avec un chef (Michel BRAS)
- Organisation d'ateliers culinaires
- Organisation d'une soirée repas / tiers-lieux
- Enregistrements de portraits et préparation de podcasts audio
- Binôme d'observateur illustrateur/journaliste qui capitalise la matière
- Fabrication d'un livret artistique des recettes
- Réalisation d'une exposition itinérante

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_039-DE
Reçu le 26/06/2023

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2022-2023)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

Parc naturel régional des Grands causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	1
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Mise en réseau des tiers-lieux territoriaux et valorisation des circuits-courts via une résidence d'artistes

Nom du référent de l'action

Roxanne Wilhelm Jammes

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	8
Intitulé de la mesure	Accueillir de nouveaux habitants

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°3 : Bien-vivre, rencontres et partages
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente

Thématique

Thématique dominante	Culture et patrimoine
Thématique n°2	Alimentation
Thématique n°3	Autre

Action innovante et/ou expérimentale	innovante
Type d'innovation	

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Autour d'un cahier des charges territorial dégager ce qui fait sens pour ceux qui vivent la campagne et le donner à voir au sein du réseau des tiers-lieux

Descriptif de l'action

- **Contexte :**

Depuis 10 ans le Parc a mené une saison culturelle dans les cafés et restaurants de campagne, offrant ainsi des moments d'échanges et de culture privilégiés aux plus éloignés des pôles urbains et des équipements dédiés. On assiste à des hybridations de lieux rendant multiples services et répondant bien aux besoins variés des habitants : proximité, convivialité, compétences croisées, événementiels culturels. Le Parc accompagne ces dynamiques par l'aide à la structuration et à la mise en réseau des tiers-lieux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_039-DE
Reçu le 26/06/2023

• **Objectifs et résultats attendus :**

Connaître les tiers-lieux du territoire.
Il s'agit de proposer une action collective autour de moments de partage de savoir-faire et de création autour de la cuisine. Avoir une vision élargie des usagers de ces lieux, de ce qui y fait sens, du comment cela s'opère et restituer la démarche grâce à des livrables et à la mise en circulation d'une exposition artistique itinérante.

• **Public cible**		**Grand public**	**Elus**	**Habitants**

• **Contenu de l'action :**

* recrutement d'un stagiaire pour connaître les tiers-lieux du territoire, proposer une analyse typologique
* appel à collecte de recettes locales --> 1 recette emblématique par lieu
* revisite de la recette avec un chef (Michel BRAS)
* organisation d'ateliers culinaires
* organisation d'une soirée repas / tiers-lieux
* enregistrements de portraits et préparation de podcasts audio
* binôme d'observateur illustrateur/journaliste qui capitalise la matière
* fabrication d'un livret artistique des recettes
* réalisation d'une exposition itinérante

Localisation de l'action	Parc	
Action partenariale (oui/non)	oui	(Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	communes, associations	
Livrables	un spectacle reproductible	

Calendrier prévisionnel

Date de début	**janv-22**
Date de fin	**12/01/2024**

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses :

Dépenses HT / TTC : TTC

Postes de dépense	**Type**	**Montant unitaire**	**Nombre**	**TOTAL**
stagiaire	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)	3 550 €	1	3 550
intervention chef cuisinier	frais déplacement / hébergement	1 500 €	1	1 500
communication	prest./fourn.	2 500 €	1	2 500
intervention journaliste	prest./fourn.	3 000 €	1	3000
intervention illustrateur	prest./fourn.	3 000 €	1	3000
fabrication/impression livret	prest./fourn.	3 500 €	1	3500
fabrication/impression expo	prest./fourn.	2 500 €	1	2500
réalisation de podcasts audio	prest./fourn.	2 000 €	1	2000
inauguration et restitution	prest./fourn.	950 €	1	950
ingéniérie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)		1	5625
Total dépenses				28 125

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_039-DE
Reçu le 26/06/2023

Recettes:

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR		22 500
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement			5 625
Total recettes			28 125

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	non
Subvention Région affectée à l'ingénierie :	

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Le financement privé correspond à la participation des établissement où seront diffusés les spectacles

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_039-DE
Reçu le 26/06/2023

VOTE :	Pour : 35	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_039-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-040 du Comité syndical du 23 juin 2023

Contrat spécifique 2022-2023
Accompagner les évènements sportifs de nature vers une démarche vertueuse

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Contexte

Il est constaté une tendance à l'érosion de l'image perçue par la population locale des événements sportifs, aujourd'hui considérés comme une réelle économie. Plusieurs phénomènes peuvent l'expliquer : des tensions relatives à des enjeux fonciers, de maintien des parcours, de voisinage... et également des phénomènes de concentration de véhicules et de personnes en période d'affluence. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte global d'évolutions socio-démographique, climatique, énergétique, sociétale et de crise économique.

De plus, dans le cadre de sa nouvelle Charte via son orientation 11 "développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel" fiche mesure 35 "une destination d'excellence pour la pleine nature", le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses entend faire des sports et loisirs de nature un levier de développement économique et d'attractivité tout en conduisant un projet d'aménagement équilibré et respectueux de l'environnement.

Objectifs et résultats attendus

1/ Permettre des pratiques sportives de pleine nature et culturelles respectueuses des sites

Les événements et les activités de loisirs créés ou accueillis sur le territoire doivent se dérouler en adéquation avec les enjeux environnementaux de celui-ci, tant pour le respect des sites naturels qui les rendent possibles que pour leur rejaillissement sur l'image du territoire. Leur capacité à adopter des pratiques vertueuses et un travail d'évaluation de leur impact peuvent, conjugués ensemble, aboutir à une démarche exemplaire en matière de manifestations sportives et culturelles :

* Poursuivre les actions visant l'adéquation des événements avec les enjeux des milieux supports sur le périmètre du Parc
* Valoriser les événements au titre de leurs bonnes pratiques.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

2/ Favoriser la cohabitation entre tous les usagers de la nature

Le Syndicat mixte du Parc a accoutumé les acteurs du territoire, usagers des sites et collectivités locales, à une approche de médiation qui favorise l'intelligence et la compréhension mutuelle des enjeux. Cette approche doit être réactualisée.

* Expérimenter des nouveaux outils et pratiques de médiation
* Mener des actions d'information /sensibilisation lors de manifestations sportives.

Contenu de l'action

1) Accompagner les organisateurs d'événements de pleine nature vers des démarches vertueuses : limitation des déchets, tri des déchets
2) Education à l'environnement (grand public, scolaire)
3) Sensibilisation aux enjeux naturalistes par types d'activités
4) Valorisation de la filière sports et loisirs de pleine nature

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

Fiche action simplifiée

(Contrat spécifique 2022-2023)

Direction de la Transition Écologique et Énergétique

Parc naturel régional des Grands causses

Tous les champs de la fiche action doivent être complétés

FICHE ACTION

N° fiche action	1
Demande de financement dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR	oui
Opération d'investissement ou de fonctionnement	Fonctionnement
TTC ou HT	TTC

Intitulé de l'action (simple, clair, synthétique)

Accompagner les événements sportifs de nature vers une démarche vertueuse

Nom du référent de l'action

Corentin Boyer / Sandrine Charnay

Référence à la Charte du PNR

N° de l'axe	III
N° de la mesure	7
Intitulé de la mesure	Objectif opérationnel 7.2 : Valoriser le territoire par la mise en œuvre d'un tourisme durable Objectif opérationnel 7.5 : Communiquer et promouvoir l'image du territoire

Référence au contrat

Priorité

Priorité dominante	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente
Priorité secondaire	Priorité n°2 : Economie durable et résiliente

Thématique

Thématique dominante	Tourisme
Thématique n°2	Tourisme
Thématique n°3	

Action innovante et/ou expérimentale

Type d'innovation	innovante et expérimentale
	innovante et expérimentale

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

Expliquer le caractère innovant et/ou expérimental de l'action (le cas échéant) :

Construire une dynamique et une vision collective en vue d'asseoir et de sécuriser les événements sportifs en tenant compte de ces nouvelles préoccupations et en recherchant le moindre impact.
Dégager une stratégie commune et définir des actions autour des objectifs suivants :
- Montrer la valeur ajoutée de la filière à travers un argumentaire (s'appuyer notamment sur des données économiques)
- Gérer collectivement les problématiques de terrain (chemins, foncier, biodiversité)
- Traiter ensemble les enjeux de territoire (attractivité, saisonnalité, transports et mobilité...)
- Mutualiser des équipements et du matériel
- Améliorer l'impact environnemental

Descriptif de l'action

• Contexte :

Il est constaté une tendance à l'érosion de l'image perçue par la population locale des événements sportifs, aujourd'hui considérés comme une réelle économie. Plusieurs phénomènes peuvent l'expliquer : des tensions relatives à des enjeux fonciers, de maintien des parcours, de voisinage... et également des phénomènes de concentration de véhicules et de personnes en période d'affluence. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte global d'évolutions socio-démographique, climatique, énergétique, sociétale et de crise économique.

De plus, dans le cadre de sa nouvelle Charte via son orientation 11 "développer le potentiel touristique, patrimonial et culturel" fiche mesure 35 "une destination d'excellence pour la pleine nature", le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses entend faire des sports et loisirs de nature un levier de développement économique et d'attractivité tout en conduisant un projet d'aménagement équilibré et respectueux de l'environnement.

• Objectifs et résultats attendus :

1/ Permettre des pratiques sportives de pleine nature et culturelles respectueuses des sites.
Les événements et les activités de loisirs créés ou accueillis sur le territoire doivent se dérouler en adéquation avec les enjeux environnementaux de celui-ci, tant pour le respect des sites naturels qui les rendent possibles que pour leur rejaillissement sur l'image du territoire. Leur capacité à adopter des pratiques vertueuses et un travail d'évaluation de leur impact peuvent, conjugués ensemble, aboutir à une démarche exemplaire en matière de manifestations sportives et culturelles :
* Poursuivre les actions visant l'adéquation des événements avec les enjeux des milieux supports sur le périmètre du Parc
* Valoriser les événements au titre de leurs bonnes pratiques.

2/ Favoriser la cohabitation entre tous les usagers de la nature
Le Syndicat mixte du Parc a accoutumé les acteurs du territoire, usagers des sites et collectivités locales, à une approche de médiatuoon qui favorise l'intelligence et la compréhension mutuelle des enjeux. cette approche doit être réactualisée.
* Expérimenter des nouveaux outils et pratiques de médiation
* Mener des actions d'information /sensibilisation lors de manifestations sportives.

	Grand public	Touristes	Habitants

• Contenu de l'action :

1) Accompagner les organisteurs d'événements de pleine nature vers des démarches vertueuses : limitation des déchets, tri des déchets
2) Education à l'environnement (grand public, scolaire)
3) Sensibilisation aux enjeux naturalistes par types d'activités
4) Valorisation de la filière sports et loisirs de pleine nature

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

Localisation de l'action	Parc
Action partenariale (oui/non)	oui (Partenaires techniques)
si oui, nom des partenaires	CC, OT, communes
Livrables	Rapport d'activités illustré

Calendrier prévisionnel

Date de début	**juin-22**
Date de fin	**dec-2023**

Budget et Plan de financement prévisionnels (base HT ou TTC)

Dépenses : Dépenses HT / TTC : TTC

Postes de dépense	Type	Montant unitaire	Nombre	TOTAL
Accompagnement et partenariats des évenementiels de pleine nature	prest./fourn.			24 500,00
Création graphique (Valorisation de la filière)	prest./fourn.			2 500,00
Production de contenus rédactionnels	prest./fourn.			3 000,00
Ingénierie	ingénierie / frais de personnel (yc stagiaire et CDD)			10 000,00
Total dépenses				40 000,00

Recettes :

Poste recette	Précision	%	Montant
Région Occitanie - DITEE/PNR	SBT - unité PNR		30 000,00
Région Occitanie - Autre			
Départements			
Europe *(hors LEADER)*			
LEADER			
DREAL			
Etat (hors subv DREAL)			
Etablissement public d'Etat			
Communes et interco			
Autres Public			
Financements privés			
Autofinancement			10 000,00
Total recettes			40 000,00

Financement de l'ingénierie dans le cadre du contrat spécifique Région-PNR

Subvention Région affectée à l'ingénierie :

Observations sur moyens mis en œuvre/budget prévisionnel

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

VOTE :	Pour : 35	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide cette opération et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12100 MILLAU cedex
05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_040-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-041 du Comité syndical du 23 juin 2023

Contrat d'Objectif Territorial :
Validation
- Plan d'action « économie circulaire »
- Bilan à mi-parcours du PCAET

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

CONTEXTE GENERAL

Fin 2021, le PNR a signé un Contrat d'objectif territorial (COT) avec l'ADEME sur le territoire de cinq communautés de communes (périmètre du SCoT et du PCAET) : Millau Grands Causses, Larzac et vallées, St-Affricain-Roquefort-7 Vallons, Monts Rance et Rougier, Muse et Raspes du Tarn.
Le COT a pour objectif d'accompagner ces cinq collectivités dans une démarche de transition écologique en s'appuyant sur deux volets : « Climat-Air-Energie » et « Economie circulaire ».

Le volet « Climat-Air-Energie » consiste en la déclinaison du PCAET préexistant sur le territoire.

PLAN D'ACTIONS « ECONOMIE CIRCULAIRE »

La démarche « économie circulaire » sur le territoire des Grands Causses jusqu'à aujourd'hui

En 2022, tel que prévu dans le cadre du COT, un état des lieux et des audits ont été réalisés au sein de chaque collectivité afin d'établir les situations de départ de chacune d'entre elles sur le sujet de l'économie circulaire.
A la suite de quoi, sur la base notamment d'un voyage d'étude sur le territoire du Grand Albigeois, les collectivités, avec l'appui du PNR, ont défini un cadre stratégique en matière d'économie circulaire.
Des ateliers de co-construction ont ensuite été réalisés avec les acteurs du territoire afin de décliner ces grands objectifs en actions opérationnelles.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

La stratégie territoriale : Pourquoi engager une démarche d'économie circulaire sur le territoire ?

Les grands objectifs de la stratégie territoriale sont les suivants :

- **Contribuer à limiter les consommations de ressources du territoire et les impacts associés**
- **Participer à la résilience du territoire et de tous les acteurs** qui le composent (entreprises, acteurs associatifs, citoyens, institutions) face à la crise actuelle des ressources ;
- Offrir de nouvelles perspectives pour un **développement économique du territoire :**
  - **bénéficiant à tous,**
  - intégrant une amélioration de la **compétitivité** des entreprises, la **création d'emplois nouveaux,**
  - favorisant l'émergence de **nouveaux modèles économiques** en phase avec les enjeux de transition.
- **Entrainer l'ensemble de ces acteurs dans la transition vers la durabilité.**

Le plan d'actions « économie circulaire »

Le présent plan d'actions se base sur le travail collaboratif mené lors des ateliers. Il est composé de 39 actions orientées autour de 7 axes :

- Gouvernance et pilotage de la politique ECI (4 actions)
- Eco-exemplarité des collectivités (5 actions)
- Sensibiliser, Communiquer, Créer du lien (6 actions)
- Accompagner le développement de nouveaux modèles économiques (4 actions)
- Eviter la production de déchets et en améliorer la valorisation (9 actions)
- Développer le réemploi (7 actions)
- Accompagner le développement de filières territoriales (4 actions),

Les actions sont priorisées en fonction de l'enjeu qu'elles représentent et de l'intérêt des acteurs locaux pour celles-ci.
Par souci de cohérence et avec la volonté de réellement progresser sur le sujet à l'échelle territoriale, le plan d'actions est proposé sur une durée de 5 ans, au-delà de la durée du COT.
Sur la période restante sur le COT (jusqu'à fin 2025), la priorité sera donnée aux actions de priorité *.**

Dans le cadre du COT, les communautés de communes se sont engagées dans une démarche de progrès. Afin d'obtenir la totalité de la part variable de la subvention (150 000€), elles doivent, avec l'appui du PNR, améliorer de 12 points leur score initial établi lors des audits.

En complément, des objectifs régionaux ont également été définis avec l'ADEME :

1. Rédiger les PLPDMA pour les 5 communautés de communes pour déployer une stratégie autour de la prévention et de la gestion des déchets.
2. Lancer une démarche d'écologie industrielle et territoriale (EIT) sur le territoire pour accompagner les acteurs économiques dans une démarche de transition écologique.
3. Engager les collectivités dans une démarche de commande durable, levier majeur de la transition écologique.
4. Assurer un développement maitrisé du solaire photovoltaïque au sol pour préserver les espaces naturels et répondre aux objectifs de la zéro artificialisation nette (ZAN).
5. Développer un tourisme durable intégrant différents axes de l'économie circulaire.

Le présent plan d'action répond également à ces objectifs.

Il est évolutif et pourra être réajusté au fil de l'eau de l'avancement de la mise en œuvre de la démarche.
Le plan d'action « économie circulaire » 2023-2027 est présenté en détails en annexe 1.
Un document écrit sera rédigé par la suite reprenant la stratégie et le plan d'actions, sous forme de fiches action.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Le support de présentation du bilan à mi-parcours est présenté en annexe 2.
Les principaux éléments sont repris ci-après.

Contexte : Articulation entre le PCAET et le COT

Le PCAET a été approuvé le 16 décembre 2019 sur un périmètre identique à celui du SCoT.
Validé pour une durée de 6 ans, le PCAET est règlementairement soumis à un bilan à mi-parcours dont l'objectif est de faire un état des lieux des actions entreprises depuis son approbation et de leurs impacts à l'échelle territoriale. Cette étape intermédiaire avant le bilan final vise donc à apporter un éclairage sur l'avancement du programme d'actions afin d'anticiper d'éventuelles réorientations du plan d'actions.

Dans le cadre du COT, le volet « Climat-Air-Energie » s'assimile à la poursuite de la mise en œuvre du PCAET mais de nombreuses passerelles existent entre les deux volets, ce qui vient renforcer les actions déjà engagées.
Comme pour le volet « économie circulaire », les collectivités s'engagent dans une **démarche de progrès**. Sur le volet « Climat-Air-Energie », cette progression doit se concrétiser par le gain de 9 points par rapport au score initial établi lors des audits, réalisés à l'automne 2022.
La notation de départ a permis aux 5 collectivités d'obtenir le label 2 étoiles, témoignant de l'engagement du territoire dans la mise en œuvre d'une politique vertueuse en matière de climat.

Avancement de l'engagement du plan d'actions

Le plan d'action a été engagé à plus de 85% et à 100% sur certains axes (mobilité notamment).
Une seule action a été abandonnée et 6 actions n'ont pas été engagées. Elles seront, pour certaines, à requestionner pour la suite du programme,

Evolution des grandes tendances territoriales

- **Evolution des consommations d'énergie**
  On note une disparité selon les sources d'énergie mais une diminution globale conforme au prévisionnel du PCAET (-7%).

- **Evolution de la production d'énergie renouvelable**
  Au global, on note un accroissement de 16% de la production d'énergie renouvelable à l'échelle du territoire PCAET (contre un objectif de 35%), essentiellement dû à l'accroissement de la production solaire photovoltaïque (PV), éolienne et dans une moindre mesure, le bois énergie.
  A court terme, compte tenu des projets en cours sur le territoire, on estime un accroissement de 55% par rapport à 2017, contre un objectif de 78% dans le prévisionnel PCAET.
  Malgré cela, il existe des potentiels de développement importants sur le solaire PV et le bois énergie.
  A l'image du solaire thermique et de la méthanisation, d'autres énergies restent à dynamiser.
  A mi-parcours, on estime un taux de couverture des besoins de **74%** (consommation/production).
  Dans le PCAET, l'objectif de neutralité était prévu pour 2023. A noter que les chiffres ici présentés sont calculés sur la base des dernières données disponibles (2021), la tendance est donc cohérente avec les objectifs fixés dans le cadre du PCAET.
  N.B : le taux de couverture est de 60% au niveau départemental et de 25% au niveau régional.

- **Evolution des émissions de polluants atmosphériques et gaz à effet de serre**
  A l'échelle du PNR, malgré des disparités entre polluants atmosphériques, on souligne une **diminution globale des émissions de PA de 4%** tout secteur d'activité confondu ; en adéquation avec l'objectif de 5% inscrit dans le PCAET.
  Selon les sources, les données d'émission des gaz à effet de serre (GES) sont variables. Les données de l'ORCEO (-8%) présentent cependant une meilleure adéquation avec les données de consommation de produits pétroliers présentées précédemment (-15%).

- **Stockage de carbone**
  Considéré comme sans évolution à ce stade.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Les moyens humains alloués à la mise en œuvre du PCAET

Au sein du PNR, entre 8 et 9 ETP sont mobilisés au quotidien sur la mise en œuvre du PCAET. Au sein des communautés de communes, les équipes projet sont constituées de plusieurs personnes n'opérant pas exclusivement sur les sujets relatifs au PCAET :

- Entre 1 et 3 personnes pour les collectivités de taille modérée.
- Entre 3 et 8 personnes pour les collectivités de taille plus importante.

Les structures partenaires sont également impliquées (SIEDA, CALOE…).

Ajustement du plan d'action du PCAET

Les sujets ayant connu le plus de succès et les sujets qui seront à développer pour la suite du PCAET sont repris dans le tableau suivant :

		Succès	A dév.
Réduc. conso énergétiques	Extinction éclairage public	x	
	Rénovation énergétique des bâtiments/logements	x	
	Tourisme durable	x	x (agri)
	Suivi des consommations des collectivités		x
	Commande publique durable		x
	Accompagnement des entreprises vers des démarches durables		x
Mob ilité	Bouquet de mobilités alternatives à l'autosolisme	x	
	Covoiturage		x
Energies renouvelables	Incitation à l'utilisation/la mise en place de projets d'EnR	x	
	Réalisation d'un schéma territorial de développement des EnR	x	
	Photovoltaïque	x	
	Bois	x	x
	Géothermie		x
	Solaire thermique		x
	Méthanisation		x
Agri et forêt	PAT	x	
	Mobilisation foncier (vigifoncier)	x	
	Accompagnement filière agri: performance énergétique, sylvopasto, écoconduite…		x

Pour tous les sujets à développer, des pistes de déploiement sont identifiées.

Par ailleurs, 6 actions nouvelles avaient d'ores et déjà été validées au printemps 2022 :

- Réaliser un diagnostic énergétique des installations d'adduction en eau potable et d'assainissement du territoire.
- Réaliser une évaluation climat du budget d'une des collectivités (action expérimentale).
- Structurer un réseau d'acheteurs publics exemplaires : action amorcée par la réalisation d'une formation commune, proposée par l'ADEME début 2023.
- Identifier les éventuels enjeux en matière de qualité de l'air intérieur des bâtiments. Il s'agit d'une piste de travail qui ressort également du Contrat local de santé (CLS) en cours de construction.
- Approfondir l'impact du changement climatique sur le territoire pour s'y adapter. Il s'agit d'une piste de travail qui ressort également du CLS en cours de construction, notamment via les opérations de végétalisation/dés imperméabilisation. Cette action regroupe également les actions en cours autour du risque incendie et la mise en place des Obligations légales de débroussaillement (OLD).
- Tendre vers un territoire "zéro artificialisation nette" (ZAN) d'espaces naturels, agricoles et forestiers : action en cours.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Conclusion : un PCAET sur la bonne voie

Le bilan mi-parcours met en lumière les éléments suivants :

- Une gouvernance à formaliser et un suivi à régulariser
- Un plan d'action largement engagé
- Des actions qui, pour certaines, ont déjà atteint leurs objectifs
- Des tendances globales positives (consommation, production, émissions) mais parfois en-dessous des objectifs initiaux du PCAET, ambitieux, notamment sur le développement des énergies renouvelables.
- Des sujets qui mériteraient d'être développés et pour lesquels des pistes de travail sont identifiées.

Un document écrit sera rédigé par la suite reprenant en détails ce bilan à mi-parcours.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical :
- Valide le plan d'actions « économie circulaire » pour les 5 années à venir.
- Valide le bilan à mi-parcours du PCAET.

Fait et délibéré à Millau, les jours, mois et an susdits
Le Président, Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Annexe 1 :

Plan d'action « économie circulaire » 2023-2027 pour le territoire des Grands Causses

n°	Axe d'actions	Sous axe d'action	Intitulé	Descriptif action	Définition des rôles		Territoire					Public cible			Partenaires potentiels	Calendrier mise en œuvre	Eléments financiers	Indicateurs			Priorité
					Porteur action (MO)	Rôle potentiel PNR en cas de non portage	MGC	SAR 7V	LV	MRR	MRT	CT	Ese	GP				Qualitatif	Quantitatif	Objectifs	*** = prio max * = prio mini
1	Gouvernance et pilotage de la politique Economie circulaire	Gouvernance	(Définir) et formaliser une gouvernance ECi	Rédiger des notes d'organisation pour formaliser les gouvernances à différents niveaux : -Territorial – élargie – -Territorial – restreint – (5 CC + PNR + ADEME) -Interne à chaque CC Et les équipes projet Les faire voter	PNR							1				2023	NC	Présence: -Notes organisation -Délibération		Réalisé	***
2		Suivi et pilotage	Réaliser un bilan annuel des actions et le partager	Prévu dans le cadre du COT: - Visites annuelles dans les CC - Bilan annuel à l'échelle territoriale Partager un outil de suivi de l'avancement des actions	PNR							1				2023	NC	Supports de présentation	Nb de copil	Mini 1 Copil/an	***
3			Assurer un suivi des acteurs/actions de l'ECi	- Poursuivre l'alimentation d'un **fichier partagé** entre le PNR et les CC de recensement des acteurs/ actions de l'ECi - **Organiser des temps d'échanges réguliers entre le PNR et les CC** (1/trimestre par exemple) **pour passer en revue les projets** en cours / émergents et proposer un accompagnement pour les porteurs de projets	PNR							1				2023-2025	NC	Présence tableau de suivi		Réalisé	**
4		Suivi budget	Réaliser un suivi budgétaire du plan d'action.	A minima pour les actions territoriales portées par le PNR; voire test à l'échelle d'une CC: réaliser **un suivi budgétaire** des actions réalisées dans le cadre du COT	PNR+CC	Conseil						1				2023	NC	Présence bilan		Réalisé	*
5	Eco exemplarité des collectivités	Développer et formaliser une stratégie d'achats publics durables		- Formations interne à la collectivité **- Ateliers thématiques** - Elaboration de SPASERs ou document équivalent - Rédaction d'un guide pour la commande publique durable **- Créer un réseau d'acheteurs publics durables** *Renvoi vers 2 sujets: PAT et tourisme durable*	CC + PNR	Mise en réseau, mutualisation, Conseil	P	P				1			Res'Occ Réseau A3R en Aquitaine Partenaires PAT et tourisme durable (CCI, OT)	2023-2025	A définir	(Délibération cadre « commande durable » au sein des CC)	- Nombre d'ateliers thématiques réalisés à l'échelle territoriale, ou - Nombre de critères Eci intégrés au règlement interne des marchés publics	1 à 2 ateliers/an	***
6		Mettre en place un suivi des consommations de la collectivité (eau, énergie, carburants)		Développement des SDIE (CC MGC) Développement d'outils de suivi mutualisés pour l'ensemble des collectivités	CC	Conseil, mutualisation outil	P	P				1				2023-2024	NC	Présence: - SDIE - outil de suivi	Données de consommation	Réalisé	***
7		Être exemplaires sur les bâtiments neufs et sur la rénovation des bâtiments existants		Eco-conception intégrant le recours aux énergies renouvelables, la qualité des matériaux,…	CC	Conseil						1				2023-2025	NC		Nb de bâtiments performants		***
8		Soutenir financièrement les projets autour de l'ECi		- **Veille des financements mobilisables** - Mise en place de **dispositifs de soutien financier pour le développement de projets/activités en lien avec l'ECi** - Conditionner les aides publiques par l'intégration de critères de durabilité	CC	Recherche financements						1				2024-2025	A définir		Nb de projets soutenus	A définir au lancement de l'action	**
9		Eco-exemplarité dans la prévention et la gestion des (bio)déchets		- Sessions de sensibilisation/formation (-Mise en place du tri sélectif) et communication sur les enjeux/impacts associés - Focus sur les biodéchets - Focus sur les déchets verts pour les services techniques?	CC	Mutualisation						1			SYDOM Association Causses Compost	2023-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		- Nb de personnes formées - Quantité de biodéchets écartée de la poubelle noire	A définir au lancement de l'action	**
10	Sensibiliser, communiquer et créer du lien entre les acteurs	Sensibiliser et communiquer	Développer une campagne de communication sur l'économie circulaire	- Spots radios, clips vidéos, ateliers thématiques, expo, visites, réseaux sociaux… - Proposer une communication itinérante, avec un show-room ambulant sur l'ECi - Mettre en lumière les solutions qui existent déjà - Se greffer sur des évènements existants (ex: foire d'automne, tri tour…) en créant des espaces dédiés à l'ECi - Financement de kits de communication - Identifier les personnes ressources sur le territoire: CC+PNR	PNR+CC	Mutualisation, conseil							1	1	CPIE, Tremplin pour l'emploi, autres acteurs insertion, Snooz, J. Windler... Association Causses Compost	2024-2025	10 000 à 20 000€		- Nb de séries réalisées - Nb d'ateliers thématiques - Nb de visites....	A définir au lancement de l'action	***
11			Sensibiliser le plus grand nombre	- Famille : proposer des **défis famille à ECI positive** (ex: poids de ce qui est acheté en vrac, quantité de biodéchets compostés, collecte objets pour 2nde vie...) - Public scolaire: ateliers, bourses d'échanges - Public en insertion: ateliers dans les parcours de réinsertion - Financement de **kits de communication** - *Poursuite des actions déjà menées sur les déchets*	PNR + CC	Mutualisation, conseil							1	1	CPIE, Tremplin pour l'emploi, autres acteurs insertion, Snooz, J. Windler.. Association Causses Compost Entreprises	2024-2025	Ateliers scolaires: 20 000€ Défi famille: 20 000€ Bourses d'échanges : 5000€?		-Nb d'ateliers/de bourses d'échange - Nb de personnes participants aux défis famille	20 ateliers 1 défi famille	***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

12	**Sensibiliser, communiquer et créer du lien entre les acteurs**	**Créer du lien entre les acteurs de l'économie circulaire**	**Créer un évènement annuel dédié à l'ECi**	-Créer un évènement annuel sur le territoire sur une thématique donnée (ex: foire du réemploi), - S'appuyer sur des évènements régionaux/nationaux	PNR							1	1	1	A définir selon la cible	2024-2025	5 000 €		Nb de participants	100	***
13			**Créer des temps de rencontre entre les associations de l'ECi**		PNR+CC	Co-animation, mutualisation								1		2024-2025	NC		- Nb de sessions - Nb de participants	A définir au lancement de l'action	**
14			**Créer des temps de rencontre entre entreprises dédiés à l'ECi**	Créer des **temps de rencontre entre entreprises**/groupes de travail (ex: Ptits Dej' éco CC MRR, visites…) Cibler 1 sujet/rencontre, autour de l'ECi: écoconception, économie de la fonctionnalité…	CC	Co-animation, mutualisation	P	P		P	P		1		Consulaires Réseaux d'entreprises	2023-2025	A définir selon intervenants extérieurs? Prévoir 5 000€?		- Nb de sessions - Nb de participants	A définir au lancement de l'action	***
15		**Challenger les acteurs du territoire et valoriser les initiatives locales**	**Proposer des défis/challenges interentreprises ou intercollectivités**	Valoriser les "lauréats" via une remise des prix	PNR+CC	Co-animation, mutualisation						1	1		Consulaires Réseaux entreprises	2024-2025	20 000€		Nb de participants	A définir au lancement de l'action	*
16	**Accompagner le développement de nouveaux modèles économiques**	**Accompagner les entreprises vers des démarches collectives de transition écologique (EIT)**	**Mobiliser les entreprises et porteurs de projets vers l'EIT**	- **Accompagner le développement de mutualisations** : matériel (ex menuisiers), locaux, prestations (ex projet recyclage menuiseries, copeaux bois) ... - Accompagner les nouveaux PP en proposant des mutualisations de prestations : développement marketing, site internet, réseaux sociaux, comptabilité… - **Mettre en place une démarche EIT pilote** : identification des synergies entre entreprises : (* Rencontre des entreprises individuellement) * Ateliers collectifs * Mutualisation d'équipements, de prestations (formation, enlèvement déchets, achat groupé énergie, véhicules…), transports (rézocovoit)…	CC	Mutualisation, Co-animation, conseil, AMO	P						1		Consulaires Réseaux entreprises	2023-2025	A définir		- Nb de projets accompagnés - Nb de zone test - Nb d'entreprises rencontrées - Nb de synergies détectées	1 zone test	***
17			**Développer une plateforme de mise en relation de l'offre et la demande**	-1er temps: Développer une plateforme virtuelle (site internet/application mobile) de mise en relation offres et demandes des entreprises pour les matériaux non utilisés, recyclés, objets, mobilier … (ex: surplus de chantier); voire volet immatériel (prestations...) - 2nd temps, développer une plateforme physique de réemploi : cf action 39 (BTP)	PNR+CC	Coordination, mutualisation, conseil						1	1	1	CCI, CMA Filière BTP, réseaux d'entreprises	2024-2025	Entre 2000 et 8000€ pour 2 ans (plateforme virtuelle)		- Nb d'échanges via la plateforme - Tonnage réemployé	A définir au lancement de l'action	***
18		**Accompagner les entreprises individuellement vers des démarches de transition écologique, notamment celles du tourisme et de la restauration**		**- Au fil de l'eau : accompagner les entreprises sur :** * La mise en place du tri sélectif : diagnostic de l'entreprise, formation/sensibilisation du personnel, (mise en place du tri), impact économique pour l'entreprise * Le volet biodéchets: formation personnel, soutien financier pour la mise en place de composteurs…. * La diminution des consommations d'énergie * Le développement de la production d'énergies renouvelables * La mobilité … - Si demande il y a, **organiser des sessions collectives d'appui aux entreprises :** A la demande d'une entreprise, sur une problématique données, proposer des sessions réunissant les différents partenaires susceptibles de lui apporter un appui. Lien action 3 (revue de projets) et 38 (tourisme durable)	CC, Consulaires	AMO, mutualisation, conseil							1		Association Causses Compost SYDOM CPIE Pôle Ecoconception Réseau entreprises	2023-2025	A définir		Nb d'entreprises rencontrées	10/an	**
19		**Etablir un diagnostic de flux à l'échelle territoriale**		L'objectif final serait d'avoir une connaissance plus fine pour les entreprises du territoire sur les flux entrants et sortants et donc les possibilités d'approvisionnement (sourcing).	PNR		P					1	1			2024-2025	50 000 €	Rapport d'étude		Réalisé	**
20	**Eviter la production de déchets et en améliorer la valorisation**	**Définir une stratégie globale de prévention et de gestion des déchets**	**Rédaction des PLPDMA de chaque collectivité**	- Réalisation d'une étude mutualisée à 5 CC - Finaliser les documents, les approuver - Suivi de la politique prévention	CC	Mutualisation, coordination						1				2023	40 000€, financé 50% Région	Délibération approbation PLPDMA		Réalisé	***
21			**Améliorer la connaissance du service et communiquer dessus**	- Réaliser la matrice des coûts annuellement - Rédaction du rapport SPPGD annuellement - Communiquer sur les impacts de la collecte des déchets : environnementaux, financiers	CC							1				2023-2024	NC	Présence des documents		Réalisé	***
22			**Réaliser une étude d'optimisation du service de collecte et valider un plan d'actions associé**		CC		?	?		?	1	1				2024	40 000€ par étude	Rapport d'étude		Réalisé	***
23		**Réduction et valorisation des biodéchets**	**Proposer des solutions de gestion individuelle des biodéchets**	- Poursuivre la distribution de composteurs individuels ou solutions alternatives - Communiquer sur les impacts environnementaux et économiques - Formations	CC	Mutualisation								1	Association Causses Compost	2023-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		- Nb de composteurs distribués - Nb de personnes formées - Quantité de biodéchets écartés de la poubelle noire	A définir au lancement de l'action	***

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

24	**Eviter la production de déchets et en améliorer la valorisation**	**Réduction et valorisation des biodéchets**	**Proposer des solutions de gestion collective des biodéchets**	Aux particuliers, associations ou écoles: - Remettre en état les sites de compostages collectifs (Millau) - En créer de nouveaux - Formations de référents de site, guides ou maitres composteurs - Communiquer sur les impacts environnementaux et économiques	CC	Mutualisation						1		1	Association Causses Compost	2023-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		- Nb de composteurs distribués - Nb de personnes formées - Quantité de biodéchets écartés de la poubelle noire	A définir au lancement de l'action	***
25			**Lutter contre le gaspillage alimentaire**	**- Sensibilisation :** grand public, scolaires, entreprises, collectivités: formations, ateliers… - Accompagnements des établissements **(**restauration, restauration collective**)**: formation interne, **étude** gaspillage actuel et mise en place de **plans d'actions** dédiés - Développer les **"gourmet bag", les 1/2 assiettes**	PNR							1	1	1	CPIE Association Causses Compost	2023-2025	Via le PAT		- Nb de personnes sensibilisées - Nb d'établissements engagés (- Quantité de biodéchets évités)	A définir au lancement de l'action	**
26			**Limiter les apports de déchets verts en déchetteries**	**- Proposer un service de broyage collectif des déchets verts:** ex broyeur mutualisé ou en location sur une durée donnée et qui tourne sur les communes - Développer un **partenariat avec les agriculteurs locaux + vers les méthaniseurs + vers les associations gérants les composteurs (matière indispensable)**	CC	Coordination, mutualisation			P		P	P	1	1	1	Agriculteurs, Méthaniseurs Association Causses Compost	2024-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		(- Quantité de déchets verts broyés) (- Quantité de déchets verts réemployés)	A définir au lancement de l'action	**
27		**Incitation financière**	**Déployer des dispositifs incitatifs de réduction des déchets**	**Dispositifs incitatifs** : TI (ménages), RS (pro) ou autres dispositifs : - Etudes de l'opportunité de les mettre en place - Mise en place/Remise à plat des dispositifs	CC		R	R	D	R	R		1	1		2024-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		- Nb de structures/foyers concernés (-Quantité de déchets évités)	A définir au lancement de l'action	**
28		**Réduire la quantité de déchets plastiques/emballages**	**Développer le vrac**	Distribuer des sacs réutilisables, y compris pour la collecte du tri sélectif	CC	Mutualisation						1		1		2024-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		Nb de sacs réutilisables distribués	A définir au lancement de l'action	*
29		**Proposer des zones de réemploi dans les déchetteries**			CC		NC	P	NC	P	P	1		1		2023-2025	A définir dans le cadre du PLPDMA		- Nb de déchetteries équipées - Tonnage collecté	1/déchetterie	***
30		**Développer des recycleries sur tout le territoire**	- Essaimer les recycleries existantes - Créer un réseau de recycleries		CC/PP	Mutualisation, Conseil						1		1	Recycleries existantes	2023-2025	A définir		- Nb de recycleries développées - Tonnage évité en déchetterie	1/CC	***
31		**Former, sensibiliser le personnel des déchetteries sur le réemploi**	Sur la réorientation possible vers les structures du réemploi: recycleries, structures de l'ESS …		CC	Mutualisation, conseil	1	1				1			Recycleries existantes	2024-2025	A définir		Nb de personnes formées	2 pers/déchetteries	**
32		**Développer des bourses d'échanges, zones de gratuité, trocs**	**A organiser selon les publics cibles** : entreprises (par secteur activité?), administrations, écoles... *Ex de la bourse aux équipements développée par la Région pour le matériel des Lycées*		CC/PP	Co-animation, mutualisation, conseil						?		1		2023-2025	2000 à 3000€ pour la communication		- Nb d'évènements organisés - Quantité/Tonnage d'objets échangés	1/CC	***
33	**Développer le réemploi**	**Conforter les structures du réemploi sur le territoire**	- Communiquer sur les solutions existantes selon les publics (entreprises, collectivités, particuliers): créer un annuaire des acteurs du réemploi sur le territoire (ex carte interactive) - Réorientation des flux ou en trouvant de nouveaux gisements: recycleries, atelier de "Bruc et de Broc" (upcycling textile porté par Tremplins pour l'Emploi), palettes (Sévigné)… - S'appuyer sur le label Repar'acteurs (CMA)		PNR+CC	Coordination, mutualisation, conseil							1	1	CCI, CMA	2023-2025	NC	Communication		Réalisé	***
34		**Développer des repair café**	- Développer des repairs café thématiques sur le territoire - Proposer un "Repair Café ambulant", tournant sur le territoire		CC/PP	Co-animation, mutualisation				P				1	Recycleries, Repair café existants	2024-2025	A définir		- Nb de repair café développés - Nb de personnes participantes - Quantité/tonnage réparé	1/CC	***
35		**Accompagner le développement de réemploi des bouteilles/bocaux**	- Présenter la démarcher aux entreprises concernées (témoignage), aux particuliers - Accompagnement pour la mettre en place à leur échelle - Accompagner le développement de points de collecte		PNR/PP	Animation							1	1	SCOP Oc'Consigne	2024-2025	A définir		- Nb de bouteilles entrées dans le circuits de réemploi - Nb d'entreprises engagées - Nb de points de dépôt	A définir au lancement de l'action	**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

36	**Accompagner le développement de filières territorialisées**	**Laine**	**Accompagner le développement de la filière laine sur le territoire**	- Accompagnement à la création d'outils de transformation locaux : filature Colbert (paillage, expérimentation isolation), filature Nant - Mise en réseau des différents acteurs ou porteurs de projet, création d'une dynamique territoriale - Communication - Promotion des produits biosourcés, notamment auprès des collectivités (ex: paillage)	PNR							1	1		Filature Colbert Projet filature Nant Porteurs de projets Laine ADEFPAT (OCCRE) Consulaires	2023-2025	A définir		- Nb de personnes mobilisées - Quantité de laine valorisée	A définir au lancement de l'action	***
37		**Cuir**	**Accompagner le développement de la filière cuir sur le territoire**	- Projet Apropeau qui se poursuit - Accompagnement de la valorisation des chutes de cuir	CCI (pôle cuir)	Mutualisation						1	1		Pôle Cuir (CCI) Consulaires UNICOR (Apropeaux)	2023-2025	A définir		Quantité de chutes de cuir valorisées	A définir au lancement de l'action	***
38		**Tourisme durable**	**Accompagner le développement du tourisme durable**	Volet organisateurs d'évènements : - Créer un réseau d'organisateurs d'éco-évènements - Être exemplaire lors de l'organisation de manifestations sportives, culturelles ou autre; notamment sur le sujet de la gestion des (bio)déchets, du plastique (vaisselle, verres…), de la restauration, de l'eau. Volet accompagnements des hébergeurs, restaurateurs dont l'agritourisme durable: cf action 18	CC + PNR	Conseil, Mise en réseau, Mutualisation, AMO	P					1	1		OT, Consulaires Association Causses Compost SYDOM CPIE Pôle Ecoconception Réseau entreprises	2023-2025	Financé de par ailleurs		Nb de manifestations écoresponsables soutenues/organisées 'Nb d'entreprises rencontrées	A définir au lancement de l'action 10/an	***
39		**BTP**	**Favoriser le réemploi et le recyclage des déchets du BTP**	**Réemploi:** **-** Développer une matériauthèque: dans un 1er temps plateforme virtuelle: cf action 17, dans un 2nd temps , une plateforme physique - Proposer des formations pour identifier le potentiel de réemploi? (cf ex Besançon - pôle énergie bourgogne Franche Comté) **Recyclage** -Sensibiliser les élus à la déconstruction et non la démolition, être vigilants sur les chantiers publics' - Communication sur les solutions existantes, notamment les plateformes ISDI du territoire	PNR+CC	Coordination, mutualisation, conseil							1		Filière BTP, réseaux d'entreprises	2025	A définir		Nb d'échanges via la plateforme - Tonnage réemployé - Nb d'élus sensibilisés - Tonnage recyclé	A définir au lancement de l'action	**

MGC : Millau Grands Causses
SAR7V : Saint Affricain, Roquefort, 7 Vallons
LV : Larzac et Vallées
MRR : Monts, Rance et Rougier
MRT : Muse et Raspes du Tarn

AMO : Assistance à maitrise d'ouvrage
CA : Chambre d'agriculture
CC : Communauté de communes
CCI : Chambre de commerce et d'industrie
CMA : Chambre de métiers et de l'artisanat
COT : Contrat d'objectif territorial
CPIE : Centre permanent d'initiative pour l'environnement
ECi : Economie circulaire
EIT : Ecologie industrielle et territoriale
ESS : Economie sociale et solidaire
ISDI : Installation de stockage des déchets inertes
Nb : Nombre
PAT : Projet alimentaire de territoire
OT : Office de tourisme
PLPDMA : Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés
PNR : Parc naturel régional
RS : Redevance spéciale
SPASER : Schéma de promotion des achats socialement et économiquement responsables
SDIE : Schéma directeur immobilier énergétique
SPPGD : Servie public de prévention et de gestion des déchets
SYDOM : Syndicat départemental des ordures ménagères
TI : Tarification incitative

Territoire :
P : Territoire pilote
D : A développer
R : A retravaille
NC : Non concerné

Public cible :
CT : Collectivités territoriales
GP : Grand public
Ese : Entreprises

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Annexe 2 :
Support de présentation bilan à mi-parcours PCAET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Contrat d'objectif territorial
Volet Climat Air Energie

BILAN MI PARCOURS DU PCAET

Restitution du 18/04/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

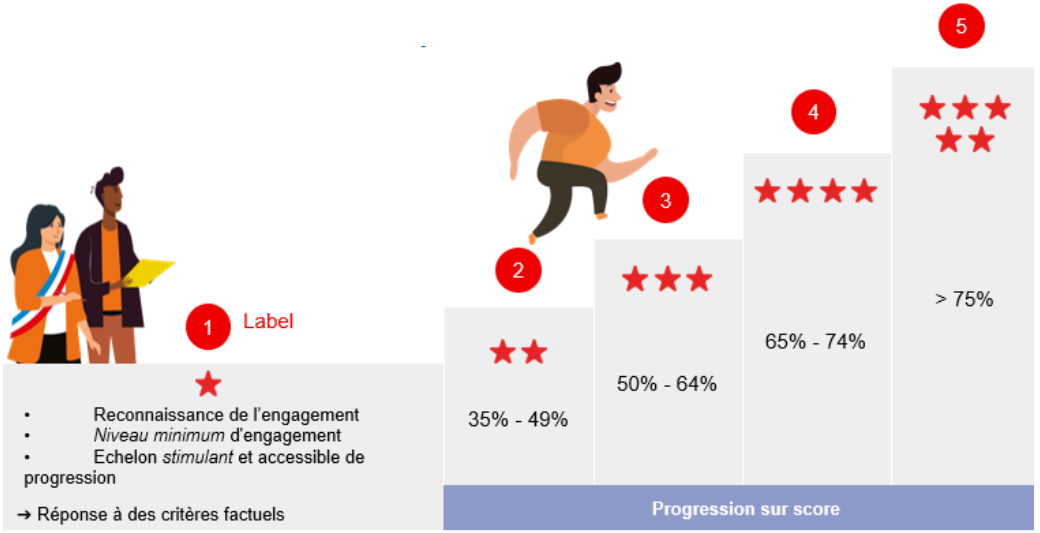
RAPPEL DU CONTEXTE PCAET, ARTICULATION AVEC LE COT (1/2)

- PCAET approuvé en déc. 2019 sur le périmètre SCoT

  → Bilan à mi parcours à réaliser au bout de 3 ans

- Un Contrat d'objectif territorial (COT) signé fin 2021avec l'ADEME sur le même périmètre, articulé autour de 2 axes:
  - Climat Air Energie = déclinaison du PCAET
  - Economie circulaire (Eci)

- Un engagement de progression de chaque CC par rapport à un référentiel, via la mise en œuvre d'un plan d'actions (PCAET)



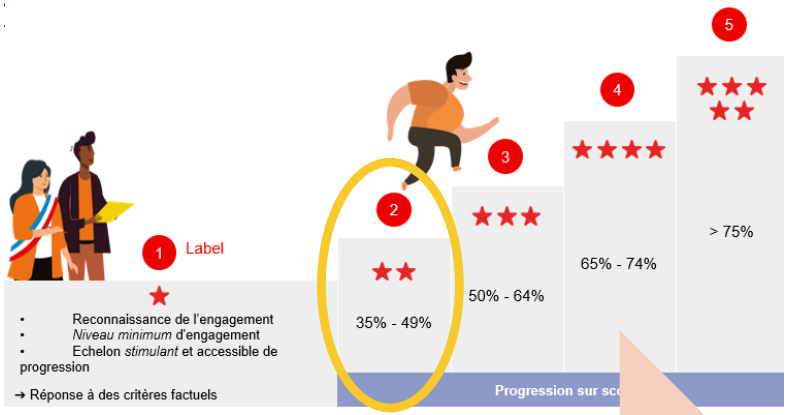
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

RAPPEL DU CONTEXTE PCAET, ARTICULATION AVEC LE COT (2/2)

Un suivi à 2 niveaux:

- Un bilan annuel de l'avancement des actions à l'échelle de chaque CC prévu dans le COT → visites individuelles
- Bilan mi parcours : sur les actions à l'échelle territoriale

La démarche CAE du COT jusqu'à aujourd'hui:



Janv-juil. 2022	Oct. 2022	Janv. à Mars 2023	Avril 2023	Mai 2023
État d'avancement du PCAET	Audits CAE des CC + demande labellisation	Formalisation bilan à mi parcours: bilan, analyse, nouvelles pistes d'action	Visites annuelles des CC Partage et validation du bilan mi parc PCAET	Remise des labels CAE pour les CC

Réajustement du plan d'action du PCAET via le COT

Poursuite de la mise en œuvre des actions

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

LE BILAN À MI PARCOURS

1/ Avancement du plan d'action

2/Impact de la mise en œuvre du PCAET: évolution des grandes tendances

3/ Les moyens humains dédiés au PCAET

4/ Quelles réorientations du plan d'actions?

5/ Conclusion

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Avancement du plan d'action

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (1/5)

VOLET GOUVERNANCE

- 3 niveaux de gouvernance pour le suivi du PCAET:
  - Comité de pilotage élargi

Pour les étapes clefs de la vie du PCAET : à minima lancement, bilan mi-parcours, bilan final.

  - Comité de pilotage restreint

(=celui du COT pour le volet CAE)
PNR + représentants des 5 CC (binôme élu-technicien)
Appui au besoin sur des partenaires extérieurs.

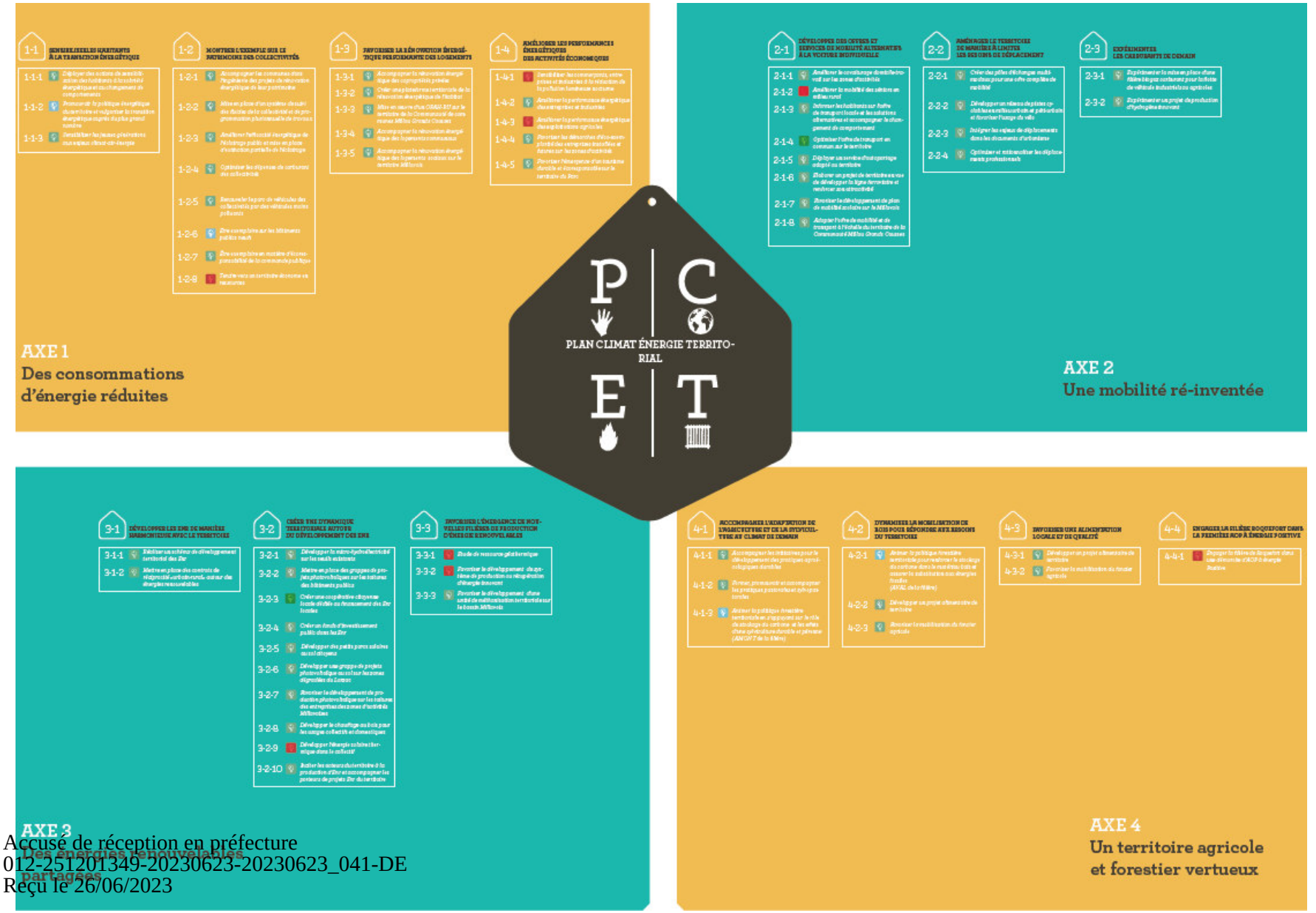
  - Comité de pilotage interne à chaque collectivité

A qui chaque binôme, avec l'appui du PNR, fait un retour régulier.

- Des niveaux de gouvernance +/- mis en place mais à formaliser pour faciliter le suivi de la mise en œuvre du PCAET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (2/5)

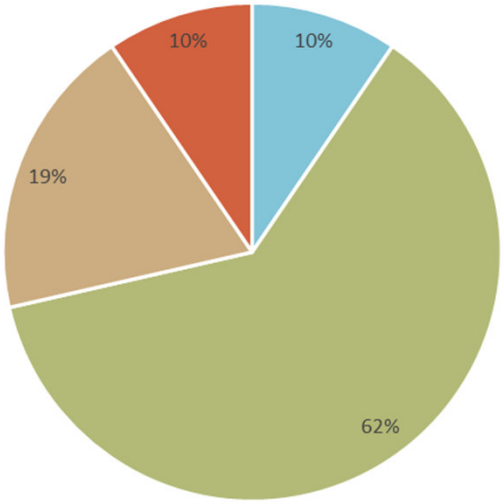


Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

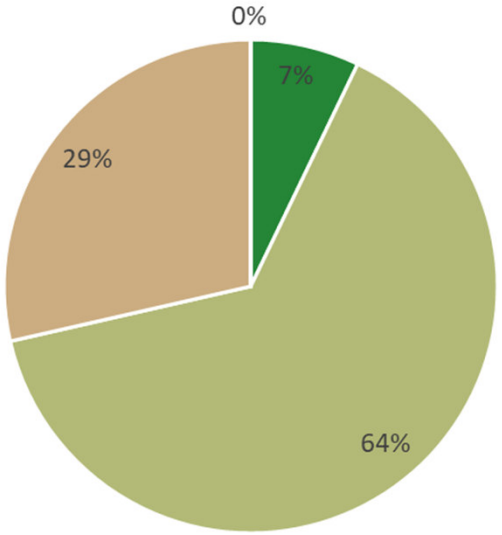
AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (3/5)

- En cours - action permanente
- Action engagée
- Action engagée mais peu avancée
- Abandon
- Non engagé

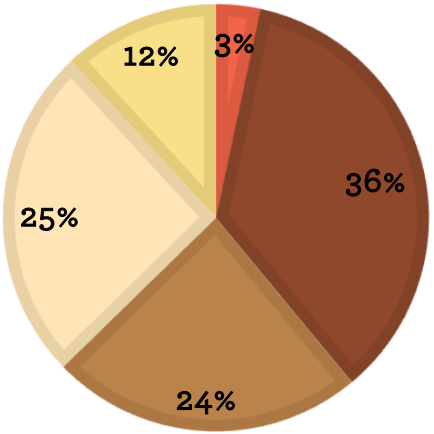
Orientation n°1: Des consommations d'énergie réduites



Orientation n°2: Une mobilité ré-inventée

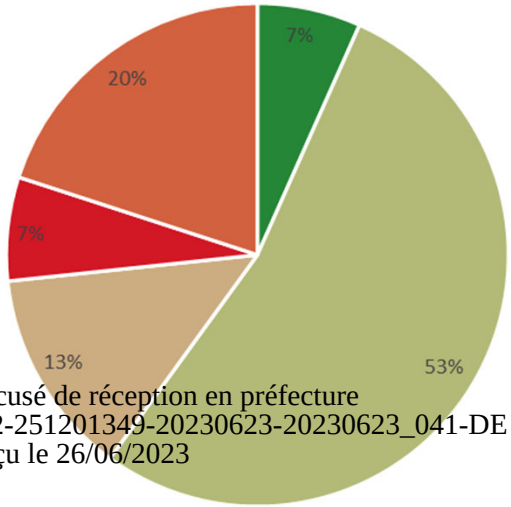


RÉPARTITION DES ACTIONS DU PCAET PAR ORIENTATION STRATÉGIQUE

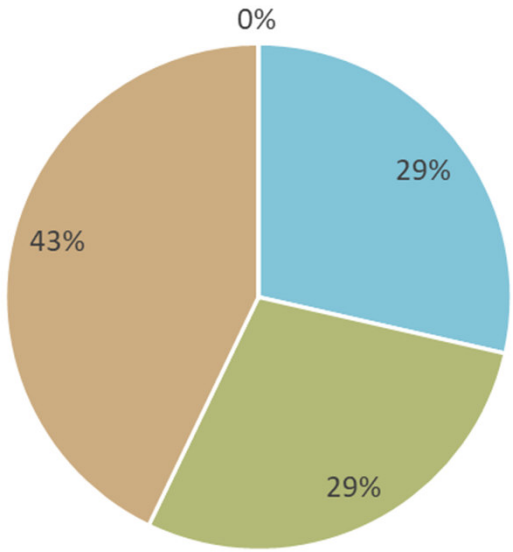


- 0 - Pilotage et Gouvernance
- 1- Des consommations d'énergie réduites
- 2- Une mobilité ré-inventée
- 3- Des énergies renouvelables partagées
- 4- Un territoire agricole et forestier vertueux

Orientation n°3: Des énergies renouvelables partagées



Orientation n°4: Un territoire agricole et forestier vertueux



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (4/5)

Actions non engagées

N°	Libellé	Commentaires
0-1-2	Conseil de développement au sein de la CCMGC	Conseil de développement prévu dans les nouveaux statuts du PNR GC (en complément du conseil scientifique existant)
1-2-8	Tendre vers un territoire économe en ressources	→ COT/volet économie circulaire avec plan d'action dédié.
1-4-1	Sensibiliser à la réduction de la pollution lumineuse	Priorité donnée à l'extinction de l'EP Action restant pertinente, à amorcer dans le cadre d'une démarche à destination des entreprises prévue dans le cadre du PA ECI
3-1-2	Mise en place de contrats de réciprocité « urbain-rural » sur ENR	Réflexion toujours présente
3-3-1	Etude de ressource géothermique	Etude localisée réalisée dans le cadre du projet de complexe sportif de la ville du Millau (travaux en cours). → Etude globale afin d'apprécier le potentiel à l'échelle territoriale et d'amorcer l'accompagnement à l'émergence d'une filière,.
3-3-2	Favoriser le système de production ou récupération d'énergie innovant	A requestionner

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (5/5)

Synthèse

- Un plan d'actions largement engagé (85%)
- Des actions phares qui, pour la plupart, ont bien avancé, voire dépassé leurs objectifs

  (EP, GURE, copros, grappes PV toit)
- Certaines actions qui seront à requestionner pour la suite

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Impact de la mise en œuvre du PCAET: évolution des grandes tendances

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE (1/2)

Echelle PCAET

POINT METHODO

- Données utilisées:

Données (tout secteur d'activité confondu)	Etudié dans le cadre du bilan mi-parcours du PCAET	Source de la donnée	Année
Electricité	Oui	Open Data Enedis	2021
Gaz réseau	Oui	Open Data GRDF	2021
Gaz bouteille	Non		
Solaire thermique	Non		
Biométhane	Non		
Produits pétroliers	Oui	ORCEO	2020
Bois	Oui	CALOE+PNR+ hypothèse d'un maintien sur secteur résidentiel	2022

- Electricité, gaz, bois: corrections des données via les DJU sur la partie chauffage
- Produits pétroliers: modélisations, ne tiennent pas compte des actions menées localement et notamment le volet rénovation énergétique des logements/bâtiments
- Bois: consommation = production

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE (2/2)

Echelle PCAET

	Evolution prévisionnelle PCAET 2017-2021	Evolution mesurée 2017-2021
Produits pétroliers	-11%	-15%
Gaz	-10%	-4%
Electricité	-9%	3%
Bois	14%	15%
Solaire thermique	124%	ND
Biométhane	746%	ND
TOTAL	**-8%**	**-7%**

- Disparités selon les sources d'énergie, mais consommation globale d'énergie en baisse, majoritairement du fait de la baisse de la consommation de produits pétroliers et augmentation du bois.
- Tendance générale en adéquation avec les objectifs à l'horizon 2021 fixés dans le PCAET.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (1/6)

Echelle PCAET

POINT METHODO

Données utilisées:

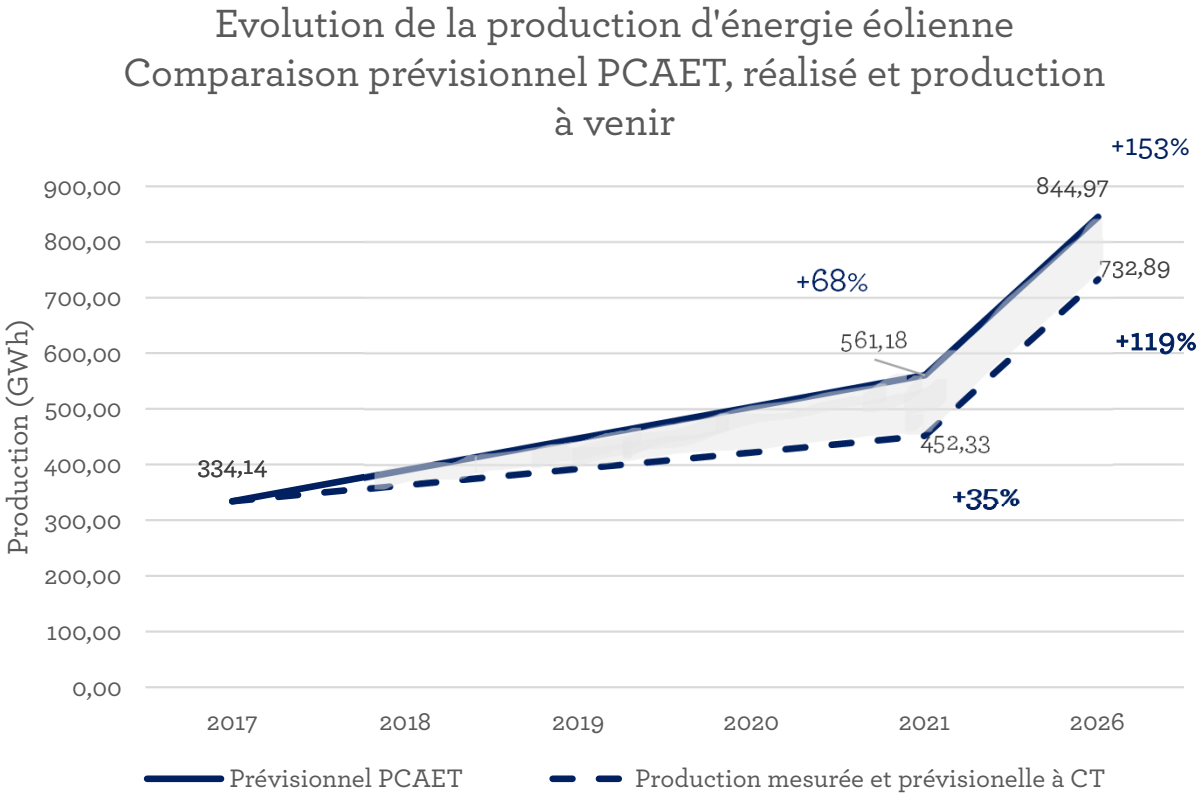
Données par type d'énergie	Etudié dans le cadre du bilan mi-parcours du PCAET	Source de la donnée	Année
Eolien	Oui	DDT12 + PNRGC	2022
Solaire thermique	Considéré comme sans évolution		
Solaire PV	Oui	Opendata ENEDIS + PNRGC	2021
Bois énergie	Oui	CALOE+PNR GC	2022
Méthanisation	Oui	DDT12 + développeur local	2022
Hydraulique	Considéré comme sans évolution		

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Analyse à l'échelle du périmètre PCAET

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (2/6)

EOLIEN



→ Production de 452 GWh/an,

→ Soit +35% en 2021

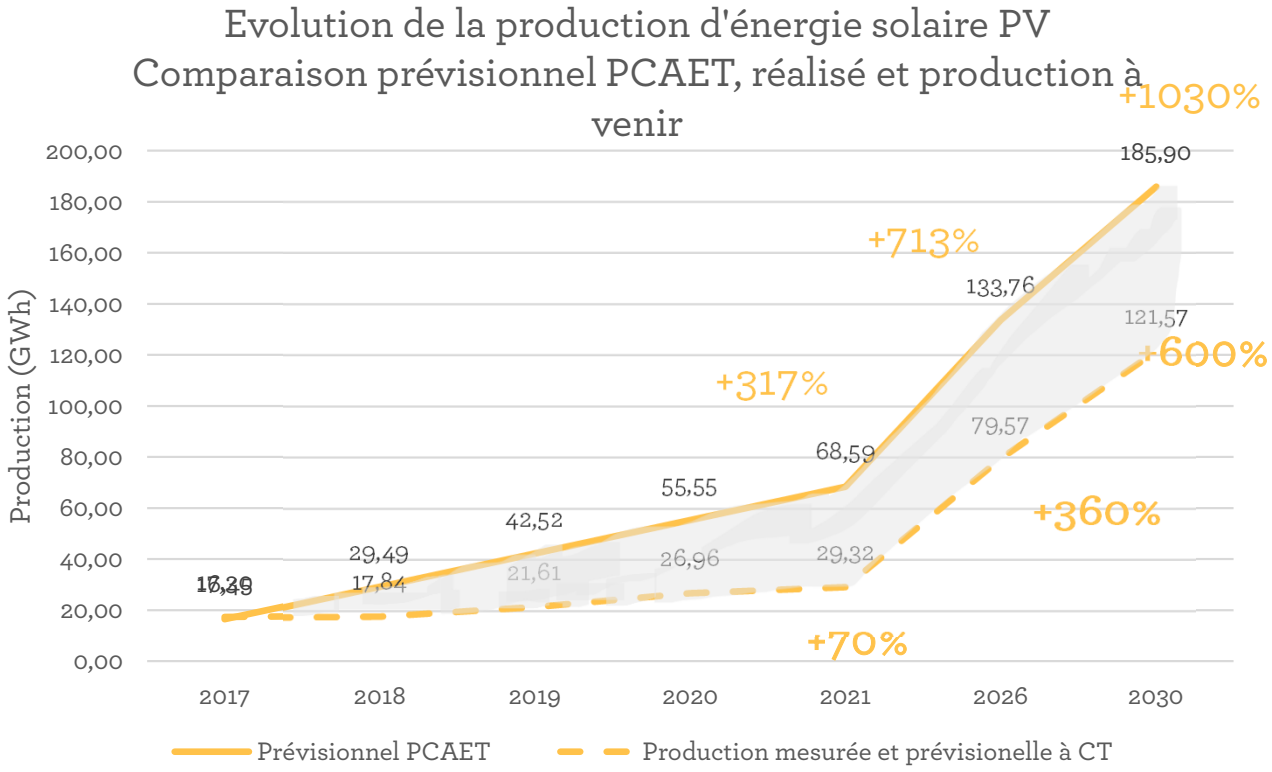
- Repowering non intégré → potentiel supplémentaire
- 10 projets en réflexion (+372 GWh potentiel)

- Un développement qui suit de prêt le prévisionnel (calé sur les parcs autorisés)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (3/6)

SOLAIRE PV



→ Production de 30 GWh/an,
→ Soit +70% en 2021

- **Autoconso non intégrée** → prod réelle supérieure

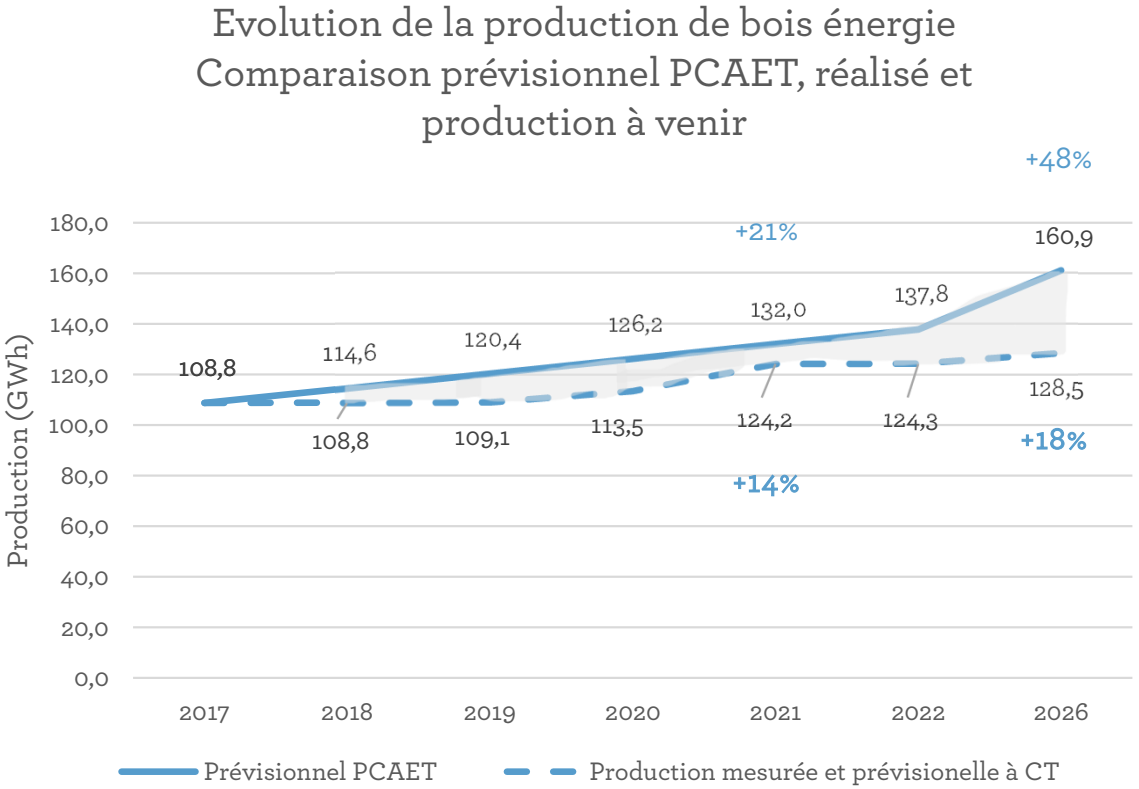
- A CT: + 50GWh
  → +360%

- Potentiel de développement PV à CT/MT (2030)
  - Au sol, sur zones dégradées. 80ha restent disponibles. *Hyp: 50% de couverture*
  - Sur ombrières. *Hyp: opérations groupées du même type que celles réalisées sur les toitures de bâtiments publics*
  - Sur toiture, notamment des entreprises. (non estimé)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (4/6)

BOIS ENERGIE



- Secteur résidentiel: hyp maintien 102 GWH/an
- 62 chaufferies collectives (+13): 22 GWh/an

  Dont RCU St Affrique: 4 GWH en 2020,10 GWh en 2021

  Dont RCU La Cavalerie: 4GWh

→ Prod totale de 124 GWh/an,
→ Soit +14%

- Evolution ménages chauffés au bois non intégrée → potentiel supplémentaire
- Potentiel de développement connu à CT/MT : + 4,2 GWH/an
- De nombreux projets à l'étude

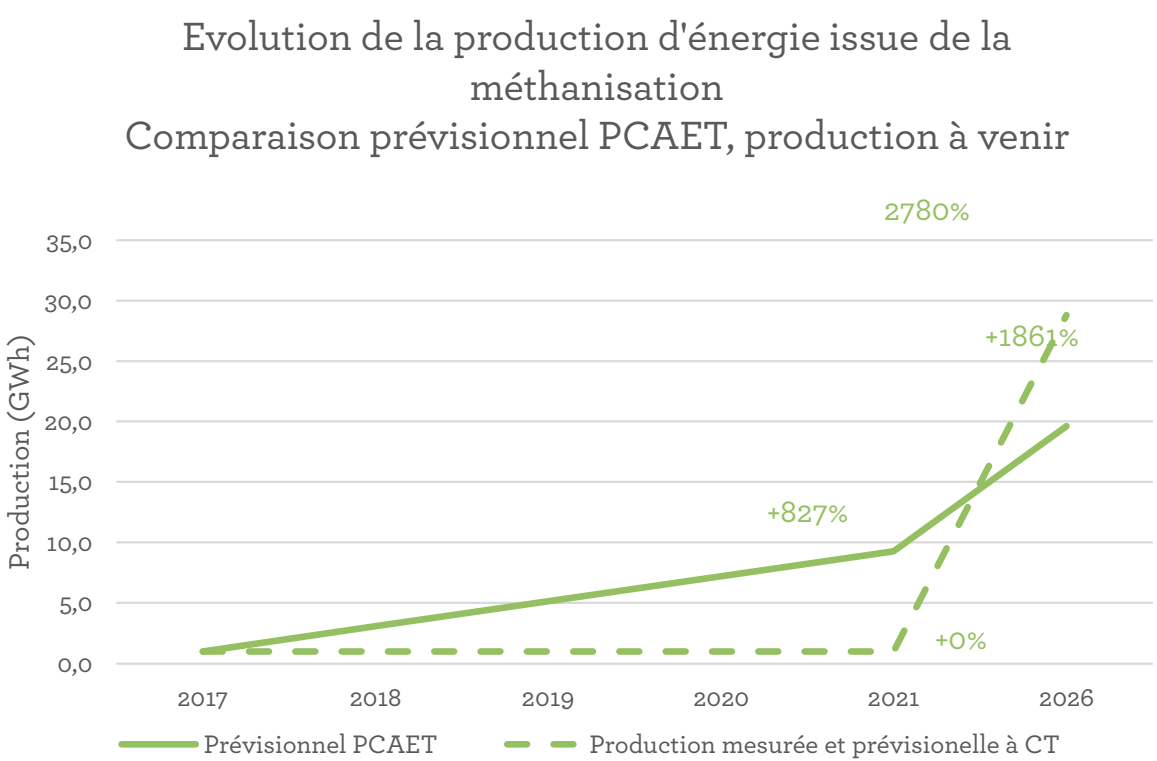
- Moins de développement de chaufferies moyennes que prévu (1 seule réalisée)

→ Une dynamique à consolider et renforcer

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (5/6)

METHANISATION



- 1 seule unité en construction, mise en service 2023:

  11 GWH/an

- 2 projets en réflexion avancée: +17 GWh/an de prod prévisionnelle

  → Soit +2780% à MT par rapport à 2017

- Moins de projets collectifs que prévus (objectifs + 8 en 2030)

→ Une dynamique à renforcer

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (6/7) HYDRAULIQUE

- Micro hydroélectricité:
  - 1 seule unité mise en place (Moulin de Corp): 400MWh/an contre un objectif de 30 nouveaux sites en 2021 dans le PCAET
  - Peu d'impact sur la production hydraulique totale (465 GWh)
- Un pas de temps trop court pour analyser les variations de productions sur les grosses installations hydro

→ Hypothèse d'un maintien global de la production hydroélectrique

- Malgré le faible impact sur la production totale, potentiel pour développer de nouveaux projets de micro hydroélectricité

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (7/7)

Echelle PCAET

SYNTHESE

Prévisionnel

Production (GWh)	2017	2021		2026	
Bois énergie	108,8	132,0	21%	160,9	48%
Méthanisation	1,0	9,3	827%	19,6	1861%
Solaire thermique	2,3	5,5	143%	9,6	322%
Solaire PV	16,5	68,6	317%	133,8	713%
Eolien	334,1	561,2	68%	845,0	153%
Hydraulique	466,4	474,0	2%	483,4	4%
Total	**929**	**1251**	**35%**	**1652**	**78%**
Taux de couverture	**59%**	**86%**		**126%**	

Mesuré

Production (GWh)	2017	2021		Prévi CT	
Bois énergie	108,8	124,2	14%	128,5	18%
Méthanisation	1,0	1,0	0%	28,8	2780%
Solaire thermique	2,3	2,3	0%	2,3	0%
Solaire PV	17,3	29,3	70%	79,6	360%
Eolien	334,1	452,3	35%	732,9	119%
Hydraulique	466,4	466,4	0%	466,4	0%
Total	**930**	**1076**	**16%**	**1438**	**55%**
Taux de couverture estimé	**73%**				

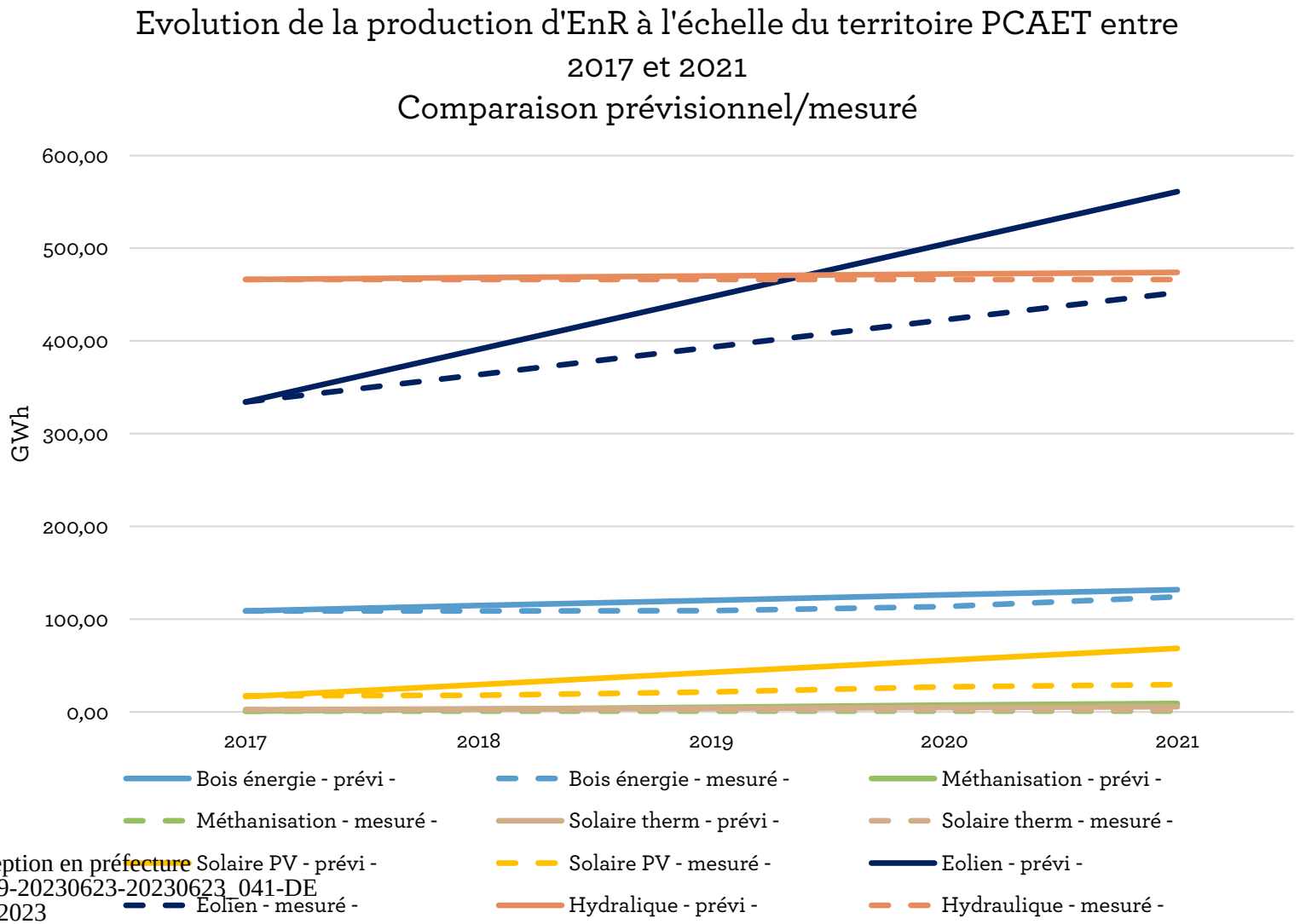
- A minima: + 16% de production d'énergie renouvelable, en deçà des objectifs mais avec des réserves (autoconso, solaire thermique…)
- Accroissement le plus important: éolien, PV, bois
- Marges de développement sur le PV et bois énergie
- A dynamiser: Solaire thermique, méthanisation
- Taux de couverture estimé = 74% contre 59% en 2017

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (6/6)

Echelle PCAET

SYNTHESE – ECHELLE PCAET -

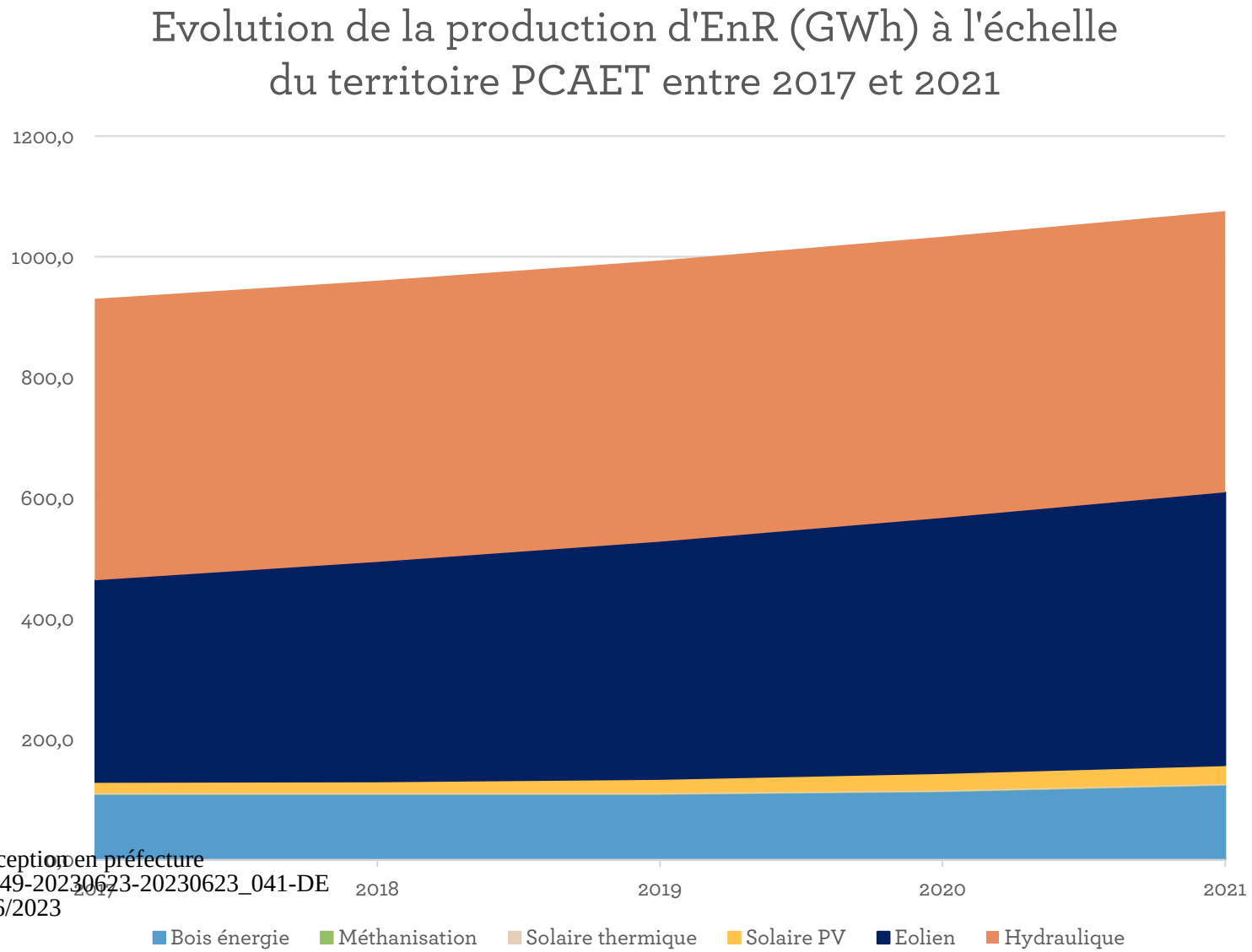


Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (6/6)

Echelle PCAET

SYNTHESE – ECHELLE PCAET -



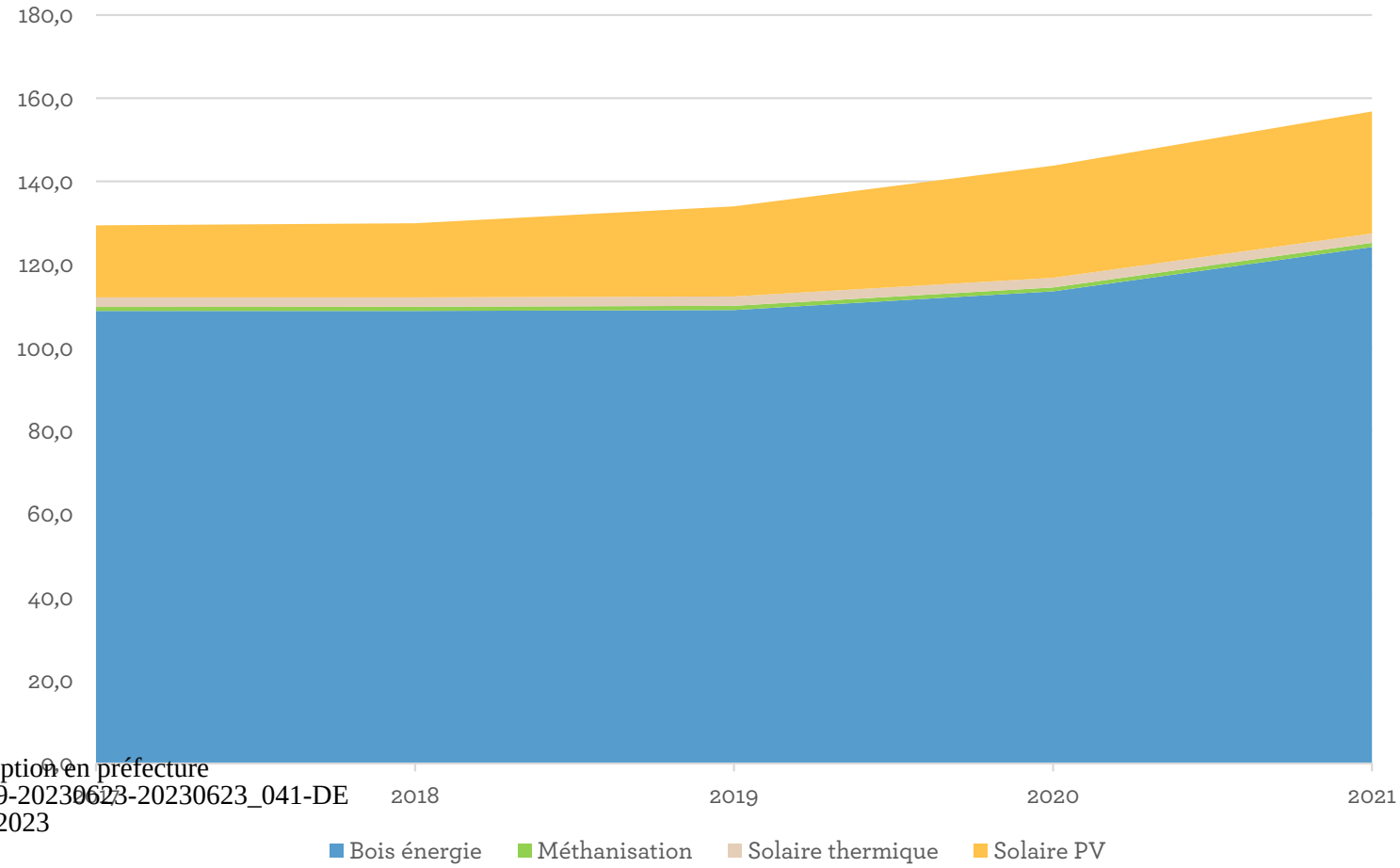
Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES PRODUCTIONS D'ÉNERGIE (6/6)

Echelle PCAET

SYNTHESE – ECHELLE PCAET -

Evolution de la production d'EnR (GWh) **hors hydraulique et éolien** à l'échelle du territoire PCAET entre 2017 et 2021



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

EVOLUTION DES EMISSIONS DE PA ET GES

SYNTHESE

Prévisionnel PCAET

	Emission (T/an) Echelle PNR	2017	2021	
ATMO	NOx	1 403	1 237	-12%
	PM10	418	397	-5%
	PM2,5	290	272	-6%
	COVNM	424	398	-6%
	So2	31	28	-10%
	NH3	2 485	2 480	0%
	Total	5 051	4 812	**-5%**
	GES tot (T éq CO2)	816 257	787 893	**-3%**
ORCEO	**Echelle PCAET** GES tot (T éq CO2)	617 412	592 372	-4%

Réalisé

	Emission (T/an) Echelle PNR	2015	2019	
	NOx	1 572	1 364	-13%
	PM10	421	379	-10%
	PM2,5	292	257	-12%
	COVNM	770	666	-13%
	So2	23	26	11%
	NH3	2 140	2 299	7%
	Total	5 219	4 991	**-4%**
	GES tot (T éq CO2)	803 249	846 758	**5%**
	Echelle PCAET GES tot (T éq CO2)	2017 558 000	**2020** 511 000	**-8%**

PA: Echelle PNR

GES: Echelle PNR/ PCAET

- Diminution globale des émissions de PA: -4%, similaire au prévisionnel
- Variabilité entre PA
- GES: variabilité de la donnée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

SYNTHESE
– LES GRANDES TENDANCES -

	Atteinte des objectifs		Commentaires
Consommation d'énergie	↓	Oui	- Disparités selon les sources d'énergie : - Diminution conséquente conso produits pétroliers - Diminution de la consommation de gaz et d'électricité en deçà des objectifs,
Production d'énergies renouvelables	↑	Partielle ment	- Energies en fort accroissement, mais en deçà des objectifs initiaux : PV, bois - Energies dont le développement mériteraient d'être dynamisé : solaire thermique, méthanisation - Micro électricité : pourrait également être développée mais dont l'impact à l'échelle globale est moindre.
Emission GES et PA	↓ ↔	Partielle ment	- Diminution globale des émissions de PA mais disparités selon les PA : hausse des émissions de So2 et NH3 - Légère diminution des émissions de GES
Stockage de carbone	↔	Oui	- Développement d'outils de préservation des puits de C

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Les moyens humains dédiés au PCAET

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

LES MOYENS HUMAINS DÉDIÉS AU PCAET

- Au sein du PNR :
  - 8 à 9 ETP
  - Fort renforcement des équipes en 2021 (+4 ETP)

- Au sein des CC: des équipes projets de:
  - 1 à 3 ETP* pour les CC de taille plus modérée
  - 3 à 5 ETP* pour la CC SAR7V
  - 5 à 8 ETP* pour la CC MGC

  ** Nb de personnes identifiées mais non exclusivement sur les sujets relatifs au PCAET*

- Les structures partenaires: SIEDA, Aveyron Ingénierie CALOE...

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Quelles ajustements du plan d'action du PCAET?

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET (1/7)

VOLET GOUVERNANCE et SUIVI

- Gouvernance à formaliser

- Suivi du plan d'action à consolider:
  - **Visites annuelles** dans chaque CC pour les actions spécifiques
  - **Copil** pour les actions à l'échelle territoriale
  - Mise en place d'un espace / outil de suivi partagé entre le PNR et les CC

  → Adaptation/réorientation du plan d'action

- Suivi financier à mettre en place (action nouvelle à tester au sein d'une CC? - du PNR)

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230628-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets qui ont connu le plus de succès

Orientation 1
Réduc. conso énergie

- Extinction éclairage public
- Rénovation énergétique des bâtiments/logements
- Tourisme durable

Action N°	Sujet	Indicateurs Type indic	2030	Mesuré 2022	Att. obj	Commentaires/Analyse
1-2-3	Eclairage public	Nb communes Eco. Énergie	50 2GWh/an	66, soit 80% des communes 1.8GWh/an	**Oui**	**Objectifs largement atteints** Ne tient pas compte de l'intégralité des travaux réalisés en 2021 et 2022
1-3-2	Création du GURE	Nb dossiers accompagnés	600	> 2200 contacts depuis la création mi 2021 ; dont 350 conseils personnalisés/audits 5 « apéros de la réno » avec 162 participants	**Oui**	**Objectifs largement atteints** - Fréquentation du service variable sur le territoire (forte fréquentation sur Millau). - Ramené au nb d'habitants, un peu plus homogène (entre 16 et 20 contacts/1000 habitants selon les communautés de communes). - Forte hausse en 2022 // 2021 (+80%).
1-3-1	Réno. Énerg des copros	Nb logements accompagnés	150	9 copropriétés accompagnées, soit 174 logements	**Oui**	**Accompagnements en cours.** Action qui va se poursuivre.
1-4-5	Tourisme durable	Nb pro	Non chiffré	20 sur 1 an	**Oui**	Programme renouvelé, la demande est croissante

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Orientation 1
Réduc. conso énergie

Les sujets à développer

Sujet	Pistes de déploiement
Suivi des consommations des collectivités (énergie, eau, carburant)	Lancement de **SDIE** sur certaines CC pour relancer le travail → Tester la mise en place opérationnelle d'un suivi sur une CC volontaire et en faire ensuite bénéficier toutes les autres
Commande publique durable	→ **COT** sur les volets CAE et ECi
Accompagnement des entreprises vers des démarches durables : - Développement d'énergie renouvelable, - Economies d'énergie (yc **pollution lumineuse**), - Mobilité…	→ COT: actions dédiées aux nouveaux modèles économiques, notamment action sur le lancement d'une démarche « d'écologie industrielle et territoriale (EIT) » Démarrer à l'échelle d'une zone restreinte (ZA?) Accompagnement à la montée en compétences des artisans et professionnels de l'immobilier via le GURE: formations…

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets qui ont connu le plus de succès

Orientation 2
Une mobilité ré-inventée

Bouquet de mobilités alternatives à l'autosolisme
- Groupement d'achat VAE,
- Prêt/location de VAE,
- Formations écoconduite, sensibilisation
- Développement de Citiz
- Développement d'une ligne ferroviaire
- Développement de plans de mobilité scolaires (PMS) sur le Millavois

Action			Indicateurs		Att. obj	Commentaires/Analyse
N°	Sujet	Type indic	2030	Mesuré 2022		
2-1-5	Autopartage	Non chiffrés		- 6 partenaires mettant à disposition 1 véhicule + OT MGC - 6 véhicules équipés - 59 abonnés dont 33% de personnes externes - 24 564 kms en 2022 - 21 737 km en 2021	**Oui**	**Succès en termes d'utilisation du service.** Forte augmentation des trajets sur les 8 derniers mois de 2022 : + 75%, 74% des trajets en interne (par les propriétaires des voitures). Trajets externes en forte hausse depuis le printemps 2022,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets à développer

Orientation 2 Une mobilité ré-inventée

Sujet	Pistes de déploiement
Covoiturage : - Déplacements professionnels - Déplacements personnels	- Relancer les PDIE réalisés en 2019 - S'appuyer sur « Rézocovoit » et le déployer : pour les CT, les entreprises et particuliers - S'appuyer sur la démarche EIT pour les entreprises

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets qui ont connu le plus de succès

Orientation 3
Energies renouvelables.

- Incitation à l'utilisation/la mise en place de projets d'EnR
- Réalisation d'un schéma territorial de développement des EnR
- PV: PV sur toits publics/entreprises, PV sol sur zones dégradées
- Filière bois : création SEM Causses Energia

Action		Indicateurs			Att. obj	Commentaires/Analyse
N°	Sujet	Type indic	Obj 2030	Mesuré 2022		
3-2-2	Grappes PV toitures des bât. publics	Toits équipés Puiss installée Prod annuelle	100 4 MW 5GWh	Prévi sur les 2 opérations : 162 (55 en service) 8.5 MW 9.5 GWh (2.5 en prod) 12 M€ investissement	Oui	**2 opérations** menées : - entre 2018 et 2021 : installations non terminées - 2022 : installations non démarrées
3-2-5	Petits parcs PV citoyens	Projets Prod annuelle	5 1.5 GWh	3 0.9 GWh 900 000€ investissement	Part.	Projets à venir: - CT: St Affrique (Crassous) - MT: projet Sud Energia
3-2-6	Grappe PV sol zones dégradées du Larzac	Prod annuelle Ha couverts (pot de 150ha)	60GWh/an	Réalisé + en construction : - 19GWh/an (dont 1 projet de 4GWh hors Larzac) N.B : 5GWh hors terr. PCAET - ~20 ha couverts	Part.	**8 projets à l'étude:** - Prod. prévi d' ~25 GWh/an - +70ha couverts → Total à CT: Prod: 45 GWh/an; 90ha couverts

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Orientation 3
Energies renouvelables.

Les sujets à développer

Bois (énergie et matériau)

Action N°	Sujet	Indicateurs Type indic	Obj 2030	Mesuré 2022	Att. obj	Commentaires/Analyse
3-2-8	Bois énergie collectif -	Projets acc Prod annuelle – RCU (~5000T/an) Chauff moyenne (~280 T/an)	10 /an* 69* 2* 35*	-22 GWh dont 11 + 4 GWh sur les 2 RCU et 0,5GWh -2 (St Aff 3500T/an et La Cavalerie 1500T/an) -1 St Rome de Tarn ~200T/an	Part.	**11 projets à l'étude** dont Beauregard (Millau), Sylvanès, Nant: + 4GWh/an prévi. **A ce stade, retard sur les chaufferies moyennes**

Pistes de déploiement

Bois énergie	- **Développer de nouveaux projets** - Promouvoir le recours au bois énergie : renforcer la sensibilisation auprès des élus et du public scolaire : Acc l'amélioration de la qualité des plaquettes - Acc le dvpt de la filière plaquettes bocagères - Favoriser le recours au bois local, valoriser l'origine du bois utilisé dans les chaufferies publiques et collectives
Bois matériau local	**Favoriser le recours au bois local:** - Sensibiliser/informer les collectivités sur l'existence de la marque "Bois des territoires du massif central" - Accompagner les entreprises dans la certification « BTMC » Accompagner les TPE/PME de la chaine d'approvisionnement local dans la valorisation du bois local (format à définir: allotissement des marchés publics, nouvelle marque, ...) Développer un **projet démonstratif en pin sylvestre**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Orientation 3
Energies renouvelables.

Les sujets à développer

Méthanisation

Action		Indicateurs			Att. obj	Commentaires/Analyse
N°	Sujet	Type indic	Obj 2030	Mesuré 2022		
3-3-3	Métha	Projets collectifs	8	Prévi à CT: 1	Non	2 projets à l'étude →A CT/MT, si concrétisation de ces projets émergents, prod. prévi de 27 GWh/an →**Dynamique à trouver pour arriver aux obj 2050**
		Prod annuelle	32 GWh	10.7 GWh/an		

Pistes de déploiement:

Favoriser l'émergence de nouveaux projets

Accompagner les partenariats des projets de métha avec les CC sur le volet **déchets verts**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets à développer

Orientation 3
Energies renouvelables.

Géothermie et solaire thermique

Sujet	Pistes de déploiement
Géothermie	Relancer réalisation d'une **étude sur le potentiel géothermique à l'échelle du PNR**
Solaire thermique dans le collectif	Action à relancer, via **analyse du potentiel des bâtiments collectifs dans ce domaine.**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les sujets qui ont connu le plus de succès

Orientation 4
Un territoire agricole et forestier vertueux

- Projet alimentaire de territoire
- Mobilisation du foncier via Vigifoncier

Action			Indicateurs		
N°	Sujet	Type indic 2030	Mesuré 2022	Att. obj	Commentaires/Analyse
4-3-2	Mobilisation foncier agricole	Non chiffré	3 projets concrétisés via Vigifoncier	Part.	L'action doit se poursuivre pour monter en puissance.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Orientation 4
Un territoire agricole et forestier vertueux

Les sujets à développer

Sujet	Pistes de déploiement
Filière agricole : - Performance énergétique des installations eau chaude, traite, chauffage	• **Accompagner la réalisation de journées techniques**: nouvelles pratiques /nouveaux équipements performants ; montrer les gains énergétiques… (coordination?) • **Opérations groupées** pour le développement d'énergie solaire sur les bâtiments agricoles. Mettre en avant l'autoconsommation. • Accompagner la création d'un collectif d'agriculteurs pour la production de **plaquettes bocagères** à destination des chaudières collectives
- Pratiques agroécologiques - Ecoconduite	• **Formations écoconduite** des tracteurs, voire des transporteurs (de lait)
- Mobilités alternatives - Sylvo pastoralisme	• **Journée technique sur le sylvopastoralisme** → promouvoir cette pratique, auprès des éleveurs et propriétaires forestiers. • **Chantier pilote** pour mesurer et suivre ses impacts sur la biodiversité, la ressource fourragère et la ressource forestière. • Proposer un accompagnement complet, des formations pour les propriétaires forestiers ou les éleveurs qui souhaiteraient s'y lancer
- Agritourisme	• Développer **l'agritourisme durable**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Synthèse des sujets à développer

		Succès	A dév.
Réduc. conso énergétiques	Extinction éclairage public	x	
	Rénovation énergétique des bâtiments/logements	x	
	Tourisme durable	x	x (agri)
	Suivi des consommations des collectivités		x
	Commande publique durable		x
	Accompagnement des entreprises vers des démarches durables		x
Mob ilité	Bouquet de mobilités alternatives à l'autosolisme	x	
	Covoiturage		x
Energies renouvelables	Incitation à l'utilisation/la mise en place de projets d'EnR	x	
	Réalisation d'un schéma territorial de développement des EnR	x	
	Photovoltaïque	x	
	Bois	x	x
	Géothermie		x
	Solaire thermique		x
	Méthanisation		x
Agri et forêt	PAT	x	
	Mobilisation foncier (vigifoncier)	x	
	Accompagnement filière agri: performance énergétique, sylvopasto, écoconduite…		x

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les actions à requestionner

N°	Libellé action	Commentaires
0-1-2	Mise en place d'un conseil de développement au sein de la CC MGC	- Pas mis en place → à requestionner avec CC MGC - Conseil de développement prévu dans les nouveaux statuts du PNR GC (en complément du conseil scientifique existant)
3-3-2	Favoriser le système de production ou récupération d'énergie innovant	Initialement portée par la CC MGC, action à requestionner à l'échelle territoriale?

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

AJUSTEMENT DU PLAN D'ACTION PCAET

Les actions nouvelles

Validé print. 2022

	NOUV n° action	Intitulé de l'action nouvelle	
Réduc. conso d'énergie	1-2-9	Réaliser un diagnostic énergétique des installations AEP et assainissement du territoire	
	1-2-10	Réaliser une évaluation climat du budget d'une des collectivités (action expérimentale).	
	1-2-11	Structurer un réseau d'acheteurs publics exemplaires en termes d'achat *= en complément de l'action 1-2-7*	Amorcé
	1-2-12	Identifier les éventuels enjeux en matière de qualité de l'air intérieur des bâtiments	Lien CLS
Agri et forêt	4-5-1	Approfondir l'impact du changement climatique sur le territoire pour s'y adapter	Lien CLS
	4-5-2	Tendre vers un territoire "zéro artificialisation nette" (ZAN) d'espaces naturels, agricoles et forestiers	En cours

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_01-AR
Reçu le 26/06/2023

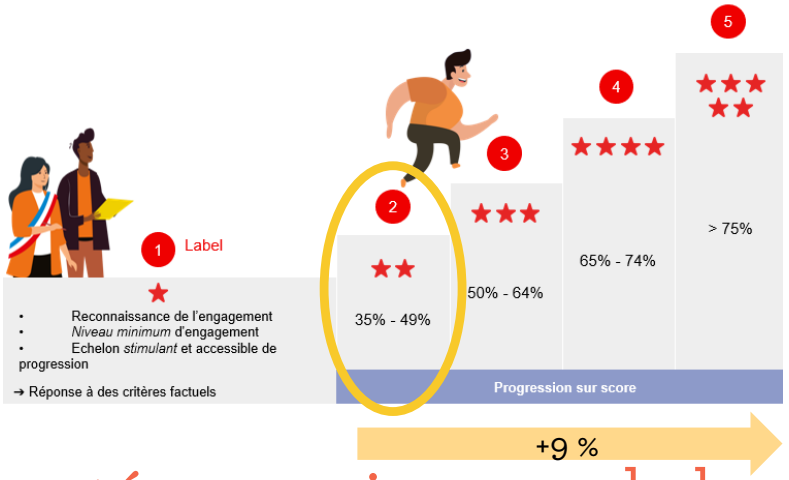
CONCLUSION

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

CONCLUSION

- Des tendances globales positives *(conso d'énergie, production d'EnR, émissions PA et GES)* mais parfois en dessous des objectifs initiaux du PCAET, très ambitieux, notamment sur les EnR.

- Des sujets qui ont bien avancé
- Des sujets qui ont moins avancé et mériteraient d'être dynamisés avec des pistes de travail identifiées



- Des pistes qui laissent présager une montée en puissance de la production d'EnR : méthanisation et PV notamment

- Une gouvernance à formaliser et un suivi à consolider et régulariser

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

GLOSSAIRE ABREVIATIONS

- CAE: Climat air énergie
- CC: communauté de communes
- COT: contrat d'objectif territorial
- CT: collectivités territoriales OU Court terme
- DDT: direction départementale des territoires
- DJU: degrés jour unifiés
- ECi : économie circulaire
- EIT: écologie industrielle et territoriale
- EnR: Energie renouvelable
- EP: éclairage public
- ETP: équivalent temps plein
- GES: Gaz à effet de serre
- GURE: Guichet unique de la rénovation énergétique
- MGC: Millau Grands Causses
- MT: Moyen terme
- ORCEO: Observatoire régionale du Climat et de l'énergie d'Occitanie
- OT: office de tourisme
- PA: Polluants atmosphériques
- PCAET: plan climat air énergie territorial
- PDIE: Plan de déplacement inter-entreprises
- PNR GC: Parc naturel régional des Grands Causses
- PMS: Plan de mobilité scolaire
- Prévi.: prévisionnel
- PV: Photovoltaïque
- RCU: Réseau de chaleur urbain
- SEM: Société d'économie mixte
- SCoT: Schéma de cohérence territoriale
- SDIE: Schéma directeur immobilier énergétique
- VAE: Vélo à assistance électrique
- ZA: zone d'activité

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_041-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-042 du Comité syndical du 23 juin 2023

Demande de financement auprès de l'Agence de Bassin Adour Garonne pour le financement de l'outil Vigifoncier sur le périmètre du Parc

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Introduction

L'agriculture, avec près de 1900 exploitations, couvre plus de la moitié de la superficie du territoire classé PNR GC. Elle est un pilier du territoire : elle façonne les paysages et porte l'économie du territoire. De plus, ces terres agricoles possèdent une grande richesse en termes de biodiversité et de ressources en eau : réservoirs de biodiversité dont notamment de la trame bleue (zone humide, bords de berges, zone d'expansion des crues…), site classé en Natura2000 ou Znieff.

Aussi, la préservation du foncier agricole et la transmission des exploitations revêtent de très forts enjeux en termes d'économie, de biodiversité, de maintien des paysages et de stockage carbone. D'ores et déjà, le territoire a pris des dispositions en faveur des terres agricoles : Maintien de plus de 51% de la surface agricole utile et réduction de l'artificialisation au sein du SCoT et des Plui approuvés ou en cours, création d'une ZAP en Vallée du Tarn, accompagnement des démarches qualitatives (bio, circuits courts) et de diversification (triplement des surfaces de légumineuses, +15% de vignes et d'arboriculture).

Le vieillissement des exploitants rend d'autant plus cruciale la problématique de la transmission. Les plus de 55 ans représentent près de 45 % d'entre eux. Cette tendance induit d'une part une érosion du nombre d'exploitations depuis dix ans et d'autre part une augmentation des transactions et notamment les transactions hors cadre familial.

De plus, dans le cadre de sa politique d'accueil des nouveaux arrivants, le territoire a identifié la question de la transmission-reprise des exploitations agricoles comme un enjeu fort d'attractivité et de maintien des populations dans les zones rurales excentrées. Le renforcement de l'approvisionnement local et l'accompagnement des projets agricoles atypiques sont autant d'initiatives visant à y répondre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_042-DE
Reçu le 26/06/2023

Apport de l'outil Vigifoncier

Ce dispositif de veille foncière permet :

- de connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la Safer,
- d'être informé des transactions opérées par la Safer dans le cadre de son activité traditionnelle d'opérateur foncier,
- d'appréhender les changements possibles d'utilisation des sols et de combattre certaines évolutions en termes d'usage (cabanisation, mitage, dégradation des paysages, changement de vocation ...),
- de protéger l'environnement et les sites sensibles de son territoire,
- de mutualiser l'outil Vigifoncier de la Safer sur le périmètre classé PNR et des Communautés de communes partiellement adhérentes au Syndicat mixte du PNRGC.

Modalités de déploiement et de mutualisation de Vigifoncier

Aussi, dans ce cadre, le PNR GC propose aux Communautés de communes du territoire, en partenariat avec la SAFER, le déploiement et la mutualisation de Vigifoncier qui est l'outil foncier de suivi du marché foncier agricole.

L'intérêt est double pour le territoire :

- d'une part, ce déploiement permettra à chaque commune, chaque Communauté de Communes et au Syndicat Mixte du PNR, d'avoir accès en temps réel à l'ensemble des projets de vente de terrains agricoles de son territoire : les notifications des DIA, les appels à candidatures de la Safer, les préemptions exercées par la Safer ainsi que les rétrocessions de la Safer. Ceci afin d'avoir une parfaite connaissance des mutations foncières à venir et la possibilité d'intervenir si nécessaire.

- d'autre part, la convention du Syndicat mixte avec la Safer permet de réduire les coûts de mise en place et de suivi annuel :

  * le coût de d'installation ou de formation passe de 500 €/commune à 3 713 € pour le Syndicat mixte soit 63 € pour les 53 communes non adhérentes,
  * le coût annuel de traitement des DIA décroit via l'abonnement annuel (500 € sur le Parc au lieu de 50€ par commune) et avec le nombre de DIA/an :
    20 €/DIA de 1 à 200 DIA par an
    10 €/DIA de 201 à 500 DIA par an
    5 €/DIA au-delà de 501 DIA par an

  Soit un coût moyen annuel qui passe à environ 13 € par DIA.

Au-delà de l'outil, le PNR apporte un accompagnement en ingénierie et une mise en coordination avec les différents acteurs du territoire pour permettre un accompagnement transversal de la Commune que ce soit en terme administratif, juridique, technique et financier tout au long du projet.

Coût 2022

En 2022, 4 Communautés de communes ont adhéré à cet outil via le PNRGC pour un total de 66 communes à ce jour.
Avec 577 DIA, le coût annuel de prestation avec la Safer a été de 10 062 €.
Le PNR a suivi les transactions foncières sur plusieurs thématiques : Aménagement, ressource en eau, biodiversité, tourisme (avec les APN) et patrimoine.
Avec une intervention qui est allée jusqu'à une acquisition par une commune avec l'achat de près de 1600 ml de berges où le PNR a joué un rôle d'assistant à maitrise d'ouvrage à chaque étape du projet.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_042-DE
Reçu le 26/06/2023

Plan de financement 2023 - Ressource en eau et milieux humides

Dépenses

Safer	10 062 €
PNRGC	4 884 €
TOTAL	14 946 €

Recettes

Subvention SCOT	1 495 €
Subvention AEAG	4 715 €
Participation CC	4 156 €
Autofinancement PNRGC	4 580 €
TOTAL	14 946 €

Plan de financement 2024 - Ressource en eau et milieux humides

Dépenses

Safer	10 062 €
PNRGC	4 884 €
TOTAL	14 946 €

Recettes

Subvention SCOT	1 495 €
Subvention AEAG	4 715 €
Participation CC	4 156 €
Autofinancement PNRGC	4 580 €
TOTAL	14 946 €

Soit une demande de financement sur 2023 et 2024 de l'AEAG de 9 430 € soit 32 % des dépenses totales.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL

Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_042-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n°2023-043 du Comité syndical du 23 juin 2023

Projet « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif Central »

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

Orientation 1 : Protéger une biodiversité d'exception

- Mesure 1 : Garantir la vitalité de la Trame verte et bleue
- Mesure 3 : Conserver la fonctionnalité écologique des milieux boisés

Orientation 2 : Préserver la richesse paysagère

- Mesure 6 : Défendre le paysage agropastoral, emblème du territoire

Contexte et motif de l'action

Le Conseil d'administration d'IPAMAC, réuni le 8 juin 2021, a validé les grandes orientations pour les actions à mener, en collectif, à partir de 2022. Note d'orientations à consulter ici.

Afin de préparer au mieux une première maquette de programme d'actions sur les thématiques tourisme/itinérance, attractivité et biodiversité, en vue de l'assemblée générale de l'IPAMAC prévu le 31 août 2021, il a été demandé à chacun des Parcs de se positionner sur les projets qui les intéressent.

Le projet « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » a été élaboré en concertation avec les Parcs du Massif Central durant l'année 2022.

Objectif

Dans un contexte de changement climatique, les Parcs du Massif Central s'engagent collectivement pour la préservation de la biodiversité en favorisant la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles du Massif Central à travers des actions accompagnant et sensibilisant au changement de pratiques des différents utilisateurs et gestionnaires des espaces emblématiques du massif (espaces forestiers et pâturages naturels notamment).

Le projet « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif Central » se concentre autour de la préservation de trois ressources emblématiques du Massif Central, qui concentrent à elles seules la très grande majorité des enjeux de biodiversité du Massif.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Engagement du Syndicat mixte

Le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à contribuer financièrement à la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif Central ».

Pour permettre la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif Central » par l'IPAMAC, le Syndicat mixte s'engage à verser une avance de trésorerie remboursable et non rémunérée.

Pour la mise en œuvre du projet, le Syndicat mixte s'engage, en outre :

Pour les forêts anciennes :

- À organiser une nouvelle édition du SylvoTrophée, à participer à la journée de présentation du concours SylvoTrophée avec l'appui du CNPF Occitanie et à participer à un voyage d'étude à destination des propriétaires et des gestionnaires.
- À réaliser des diagnostics de biodiversité et maturité forestière avec l'appui du CNPF et à participer à une journée technique sur le déploiement d'une Trame de Vieux Bois.
- À organiser la journée de restitution Forêts Anciennes.

Pour les milieux ouverts herbacés :

- À participer aux journées techniques pour les porteurs de projets et les partenaires.
- À participer à une formation collective « animer et accompagner les collectifs d'agriculteurs ».
- À participer, avec l'appui de prestataires dédiés, à la réalisation de 2 documents techniques.
- À organiser une journée thématique autour des « Milieux ouverts herbacés ».

Pour la ressource « obscurité » (trame noire) :

- À accueillir un stagiaire pour conduire l'étude sur les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces.

Le projet fait l'objet :

- d'une convention-cadre en quasi-régie entre l'association IPAMAC et le Syndicat mixte du Parc,
- d'un marché subséquent conclu en application en la convention-cadre.

Annexes

- Convention cadre en quasi-régie pour la mise en œuvre du projet « Biodiversité de l'inter-Parcs du Massif central » entre l'association IPAMAC et le Syndicat mixte du Parc
- Un marché subséquent

Budget

Convention cadre :

Participations financières non remboursées : ..... 1 426,06 €

- Forêts anciennes : ..... 604,47 €
- Milieux ouverts herbacés : ..... 300,00€
- Trame noire : ..... 521,59 €

Avances de trésorerie remboursées : ..... 11 928,11 €

- Forêts anciennes : ..... 4 713,40 €
- Milieux ouverts herbacés : ..... 3 712,41 €
- Trame Noire : ..... 3 502,30 €

Marché subséquent : ..... 11 265,89 €

- Forêts anciennes : ..... 6 5 77,89 €
- Milieux ouverts herbacés : ..... 0,00 €
- Trame Noire : ..... 4 688,00 €

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Considérant les objectifs généraux et opérationnels des actions proposées et, afin de mettre en œuvre le projet, le Président propose au Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses d'autoriser le Président à signer la convention cadre et le marché subséquent lié au projet.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

CONVENTION-CADRE EN QUASI-RÉGIE RELATIVE AU PROJET Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central

(Forêts Anciennes, Trame Noire et Milieux Ouverts Herbacés)

N°2023_Biodiv_QR_GC

ENTRE

L'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC), association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, portant le numéro SIRET 430 223 321 00026, ayant son siège sis Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ à Pélussin (42410), représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphane RODIER, agissant es-qualité en vertu d'une résolution du Conseil d'administration 2022_12_01 en date du 02/12/2022,

Ci-après dénommée « l'IPAMAC »,

ET

Le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège 71, Bd de l'Ayrolle BP126 12101 MILLAU, représenté par son Président en exercice, Monsieur Richard FIOL, agissant es-qualité en vertu d'une délibération du Comité syndical n° en date du

Ci-après dénommée « le Parc »,

Ensembles ci-après dénommés « les Parties »,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

I. Créée en 1998, l'IPAMAC, association Inter-Parcs du Massif central, concourt à l'élaboration d'un projet territorial de développement durable du Massif central par la mutualisation de moyens au service d'actions concrètes et novatrices. L'IPAMAC regroupe 11 Parcs naturels régionaux (Aubrac, Volcans d'Auvergne, Pilat, Monts d'Ardèche, Causses du Quercy, Haut-Languedoc, Grands Causses, Millevaches en Limousin, Morvan et Livradois Forez, Périgord-Limousin) et le Parc national des Cévennes. Son fonctionnement repose sur la synergie et la concertation entre les membres du réseau.

La mise en réseau permet aux Parcs de mutualiser des moyens humains et financiers publics pour la réalisation de projets d'intérêt général qu'ils ne pourraient réaliser seuls.

II. Brève description du projet

Dans un contexte de changement climatique, les Parcs du Massif central s'engagent collectivement pour la préservation de la biodiversité en favorisant la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles du Massif central à travers des actions accompagnant et sensibilisant au changement de pratiques des différents utilisateurs et gestionnaires des espaces emblématiques du Massif (espaces forestiers et pâturages notamment). Le projet « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » se concentre autour de la préservation de trois ressources emblématiques du Massif central, qui concentrent à elles seules la très grande majorité des enjeux de biodiversité du Massif, à savoir :

- Les forêts anciennes,
- Les milieux ouverts herbacés,
- La ressource "obscurité" (trame noire).

III. Pour la réalisation du Projet d'intérêt général décrit au II. ci-avant, l'IPAMAC conclut avec ses membres intéressés une convention définissant les objectifs du Projet, les obligations de chaque partie, les contributions financières et les modalités de réalisation de certaines prestations ou des travaux nécessaires à la mise en œuvre du Projet.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et plus précisément de ses articles L. 2511-1 et suivants, la relation contractuelle entre l'IPAMAC et ses Parcs adhérents se caractérise notamment, lorsque les Parcs adhérents réalisent une prestation ou des travaux pour l'IPAMAC, par une situation de quasi-régie conjointe.

Les Parcs adhérents sont en effet des pouvoirs adjudicateurs au sens du Code de la commande publique, et ils exercent conjointement sur l'IPAMAC un contrôle analogue à celui qu'ils exercent sur leurs propres services. En retour, l'IPAMAC réalise

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

l'exclusivité ou presque de son activité en direction des Parcs adhérents. Enfin, le capital de l'IPAMAC ne comporte pas de participation directe de capitaux privés.

La conséquence de cette situation de quasi-régie conjointe est que les contrats de prestations de services ou de travaux conclus entre l'IPAMAC et ses Parcs adhérents ne sont pas soumis aux obligations de publicité et de mise en concurrence du Code de la commande publique.

CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

CHAPITRE I : OBJET DE LA CONVENTION-CADRE

Article 1 : Approbation du Projet

1.1. Les Parties approuvent l'objet et les objectifs du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » définis à l'article 1.2. ci-dessous ainsi que les modalités de contribution à sa bonne réalisation, telles que définies par la présente convention.

1.2. Le Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » a pour objet principal la préservation de trois ressources emblématiques du Massif central, qui concentrent à elles seules la très grande majorité des enjeux de biodiversité du Massif, à savoir :

- Les forêts anciennes,
- Les milieux ouverts herbacés,
- La ressource "obscurité" (trame noire).

Ses objectifs principaux sont les suivants :

Le présent projet se déroulera sur le territoire du Massif central, territoire de moyenne montagne fortement impactée par le changement climatique. Dans le cadre de l'Inter-Parcs Massif central, les Parcs du Massif central agiront collectivement pour la préservation et la valorisation de trois ressources emblématiques du Massif central, réservoirs de biodiversité, à savoir : les forêts anciennes, les espaces pastoraux et la ressource « obscurité » (trame noire). Par la sensibilisation et l'accompagnement, il s'agira de faire évoluer les pratiques des gestionnaires et des utilisateurs de ces milieux.

Le projet permet à travers différentes actions :
- d'améliorer les connaissances sur les vielles forêts, sur la pollution lumineuse et ses impacts sur la biodiversité, sur les ressources naturelles offertes notamment par les Milieux Ouverts Herbacés,
- de sensibiliser et communiquer sur les enjeux de multifonctionnalité de la forêt pour une meilleure acceptabilité des pratiques de gestion sylvicole vertueuse, sur les enjeux

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

de la préservation de la ressource « Nuit » pour inciter les acteurs publics et privés à faire évoluer leurs pratiques et leurs modes d'éclairage, sur les atouts des Milieux Ouverts Herbacés pour favoriser le changement de pratiques des agriculteurs.
Les actions exemplaires mises en œuvre dans les Parcs seront expérimentales et viseront par la suite à être déployées sur d'autres territoires, au-delà du Massif central.
Les actions mises en œuvre s'appuieront sur une utilisation agile des services écosystémiques et des solutions fondées sur la nature.
Enfin, mis en œuvre à une échelle territoriale large – les Parcs naturels du Massif central représentant 40% du territoire du Massif – le projet permettra d'enrayer la perte de biodiversité du patrimoine naturel remarquable du Massif central.

Pour la mise en œuvre de ce projet, l'IPAMAC assurera les missions suivantes :
- suivi administratif et financier : montage des dossiers de demande de financement gestion des prestations externes (de la rédaction des cahiers des charges au paiement des prestations), etc. ;
- coordination et animation du réseau : organisation de réunions régulières de suivi des actions, relecture et validation finale des livrables, proposition de contenus rédactionnels pour communiquer sur l'avancement du projet ;
- mise en œuvre, suivi et coordination des actions : gestion et suivi des prestataires ;
- partage et transfère d'expériences à l'échelle du Massif central et à l'échelle nationale, et valorisation des actions mises en œuvre sur les Parcs.

Le Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » est décrit plus en détail en annexe n°1.

Article 2 : Durée - renouvellement

2.1. La présente convention-cadre est conclue pour une durée de trois ans et six mois.

2.2. Elle prend effet à compter du 01/07/2022, et court par conséquent jusqu'au 31/12/2025.

2.3. Elle pourra être renouvelée par reconduction expresse, après accord des parties.

A cette fin, les parties se concerteront dans les six mois qui précèdent la date de fin de la présente convention-cadre, notamment pour redéfinir les prestations nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » ainsi que l'enveloppe budgétaire globale arrêtée à cet effet et définie à l'article 5.3. de la présente convention-cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 3 : Budget prévisionnel

3.1. Le budget prévisionnel du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » se décompose comme suit :

Dépenses prévisionnelles		**Recettes prévisionnelles**		
Charges de personnel	325 219,05€	FEDER Massif central	457 666, 28€	59,30%
Coûts indirects	48 782,86€	FNADT	285 567€	37%
Frais de mission	12 000€	Autofinancement	28 568,02€	3,82%
Services extérieurs (TTC)	385 800,09€			
Total	**771 802€**	**Total**	**771 802€**	**100%**

3.2. Le Parc s'engage à contribuer financièrement à la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en versant à l'IPAMAC la somme de mille quatre cent vingt-six euros et six centimes (**1426,06 euros**).
Cette participation a été calculée en fonction de l'engagement du Parc dans les actions **Trame Noire, Forêts Anciennes et Milieux Ouverts Herbacés**. Cette participation est versée à la signature de la présente convention et sur présentation d'une facture par l'IPAMAC.

3.3. L'IPAMAC s'engage à assurer la recherche des financements du Projet auprès des partenaires (État, collectivités publiques, fonds structurels européens, etc.), telles qu'elles sont décrites dans le tableau ci-dessus.

Article 4 : Avance de trésorerie par le Parc

Pour permettre la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » par l'IPAMAC, le Parc s'engage à verser une **avance de trésorerie** remboursable et non rémunérée de onze mille neuf cent vingt-huit euros et onze centimes (**11928,11 euros**).

Cette avance sera versée par le Parc à la signature de la présente convention, sur présentation d'une facture par l'IPAMAC.

L'IPAMAC s'engage à rembourser l'avance de trésorerie au Parc dès réception des soldes des subventions liées au Projet.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

CHAPITRE III : PRESTATIONS - MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Article 5 : Prestations et/ou travaux

5.1. La réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » nécessite la réalisation des prestations de services et/ou travaux décrits en annexe n°1, dont le financement est recherché et assuré par l'IPAMAC.

5.2. La réalisation de ces prestations de services et/ou travaux pourra en partie être confiée au Parc par la conclusion de marchés subséquents à la présente convention-cadre, dans les conditions exposées à l'article de 6 ci-dessous.

5.3. Le **montant global maximum des marchés subséquents** qui pourront être conclus en application de la présente convention-cadre s'élève à onze mille deux cent soixante-cinq euros et quatre-vingt-neuf centimes HT (**11265,89 euros hors taxes**), sans engagement de la part de l'IPAMAC d'atteindre ce montant.

Article 6 : Conclusion des marchés subséquents

6.1. Les marchés subséquents conclus en application de la présente convention-cadre ont pour objet la réalisation par le Parc d'une ou plusieurs des prestations de services et/ou travaux nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central », telles que décrites en annexe n°1.

6.2. Les marchés subséquents sont négociés et signés par le Président de l'IPAMAC ainsi que par le Président du Parc dans la limite de la présente convention-cadre et des délibérations l'approuvant.

6.3. Chaque marché subséquent conclu entre l'IPAMAC et le Parc en application de la présente convention-cadre précise :

- l'identité des cocontractants,
- la nature des prestations de service et/ou travaux confiés par l'IPAMAC,
- les objectifs et les livrables attendus,
- les délais impartis pour la réalisation des missions,
- le montant de la rémunération du Parc par l'IPAMAC,
- le rappel du montant global disponible pour assurer le financement des prestations de services et/ou travaux nécessaires à la réalisation du Projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central », tel qu'indiqué à l'article 5.3. de la présente convention-cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Article 7 : Propriété des résultats et modalités de communication

7.1 Les prestations et/ou travaux réalisés par le Parc en application de la présente convention-cadre, lorsqu'elles entrent dans le champ d'application du droit d'auteur, entrainent acceptation de la divulgation de l'étude par son auteur.

Le PARC susceptible d'avoir la qualité d'auteur ne peut :

1° S'opposer à la modification de l'étude décidée dans l'intérêt général, lorsque cette modification ne porte pas atteinte à son honneur ou à sa réputation ;

2° Exercer un droit de repentir et de retrait, sauf accord de l'IPAMAC.

7.2. La présente convention-cadre ainsi que les marchés subséquents passés sur son fondement entrainent, lorsqu'ils donnent lieu à la réalisation de prestations et/ou travaux susceptibles d'entrer dans le champ d'application du droit d'auteur, à la cession totale, à titre gratuit, à l'IPAMAC des droits de représentation et de reproduction définis à l'article L. 122-1 du Code de la propriété intellectuelle.

7.3. Lors de toute communication relative au Projet et aux prestations et/ou travaux objets de la présente convention-cadre, les Parties mentionnent tous les auteurs et les autres partenaires éventuellement investis dans la réalisation du Projet.

Article 8 : Droit de contrôle et information

L'IPAMAC dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière des prestations et/ou travaux faisant l'objet d'un marché subséquent conclu avec le PARC.

Article 9 : Responsabilité

Le Parc fait son affaire de tous les risques et litiges pouvant survenir du fait des prestations et/ou travaux réalisés par lui dans le cadre de la présente convention-cadre et des marchés subséquents afférents.

Article 10 : Cession et sous-traitance

10.1. Le Parc ne peut en aucun cas céder à un tiers les droits et obligations qu'ils détiennent en vertu de la présente convention-cadre.

10.2. Dans les conditions définies au Titre I de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975, le Parc pourra sous-traiter une partie des prestations et/ou travaux qui lui seront confiés par l'IPAMAC aux termes d'un marché subséquent conclu en application de la présente convention-cadre.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Les contrats de sous-traitance conclus par le Parc dans ce cadre seront soumis au respect des règles du Code de la commande publique.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS ADMINSITRATIVES

Article 11 : Résiliation

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

11.1.1. L'IPAMAC peut résilier à tout moment pour motif d'intérêt général la présente convention-cadre.

La résiliation de la présente convention-cadre emporte la résiliation automatique des éventuels marchés subséquents conclus pour son application. Le cas échéant, l'IPAMAC sera redevable envers le Parc de l'indemnisation définie à l'article 11.1.2. ci-dessous.

11.1.2. L'IPAMAC peut également résilier à tout moment pour motif d'intérêt général l'un des marchés subséquents conclu en application de la présente convention-cadre.

L'IPAMAC est alors redevable envers le Parc d'une indemnisation financière égale à 5% du montant des prestations et/ou travaux restant à réaliser.

11.1.3. La résiliation pour motif d'intérêt général est notifiée au Parc par courrier recommandé avec accusé de réception et prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'IPAMAC.

11.2. Résiliation pour faute

11.2.1. L'IPAMAC peut résilier la présente convention-cadre ou l'un des marchés subséquents conclu pour son application pour faute dont il a eu connaissance, notamment dans les cas suivants :

- Lorsque le titulaire n'accomplit pas les diligences nécessaires à l'exercice de la mission qui lui a été confiée ou en cas de non-respect des prestations et/ou travaux tels que définis dans les documents contractuels,
- Lorsque le titulaire déclare ne plus pouvoir exécuter ses engagements,
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion des prestations et/ou travaux, à des actes frauduleux, portant sur la nature, la qualité ou la quantité desdites prestations et/ou travaux,
- En cas de retard significatif, retards successifs sur un ou plusieurs marchés subséquents conclu en application de la présente convention-cadre,
- En cas de restitution récurrente de livrables inexploitables ou non conformes par le titulaire,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

- En cas de non-respect par le titulaire des prestations et/ou travaux tels que définis dans les documents contractuels.

11.2.2. La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure préalable, adressée par courrier recommandé avec avis de réception et restée infructueuse après un délai de 15 jours calendaires francs à compter de sa réception par le PARC.

En cas de retards successifs, une seule mise en demeure est nécessaire ; la convention-cadre ou le marché subséquent pouvant être résiliés immédiatement à l'issue d'un nouveau retard quel qu'il soit.

11.3. Résiliation par le PARC

Le Parc peut résilier unilatéralement la présente convention-cadre, sous réserve d'en informer préalablement l'IPAMAC par courrier recommandé avec accusé de réception.

La résiliation prend effet à compter d'un délai de trois mois suivant la réception de la notification par l'IPAMAC.

La résiliation de la présente convention-cadre par le Parc emporte la résiliation des éventuels marchés subséquents conclus en son application, sans préjudice de l'indemnisation de l'IPAMAC si cette résiliation lui cause un préjudice.

Article 12 : Litiges, médiation et conciliation

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention-cadre ou de ses marchés subséquents, les Parties s'emploient à le solutionner de manière amiable en se réunissant avec la même bonne foi que celle qui a présidé à la conclusion de la présente convention-cadre.

En cas de litige persistant, la partie la plus diligente saisit le Président de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France d'une demande de médiation.

A défaut d'accord ou si le Président de la Fédération des Parcs naturels régionaux de France n'a pas répondu à la saisine dans un délai de trente jours, le différend peut être tranché par le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Article 13 : Élection de domicile

Pour l'exécution de la présente convention-cadre, les Parties élisent domicile aux adresses respectivement mentionnées en tête des présentes.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Article 14 : Annexes

Les documents contractuels qui déterminent les droits et obligations des Parties sont constitués par la présente convention-cadre et les annexes ci-après énumérées. En cas de contradiction entre le contrat et ses annexes, la convention-cadre prévaudra.

Les annexes de la présente convention-cadre sont les suivantes :

- **Annexe 1** : Description du Projet et des prestations prévues
- **Annexe 2 :** Résolution du Conseil d'Administration de l'IPAMAC du 09/05/23
- **Annexe 3** : Délibération du Comité syndical du PARC n° du

Fait à
le

En deux exemplaires originaux.

Pour l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC)
Monsieur Stéphane RODIER
Le Président du Conseil d'administration

Pour le syndicat mixte de gestion du
Parc naturel régional des Grands Causses
Monsieur Richard FIOL
Le Président du Comité syndical

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

ANNEXE N°1

Description du projet et des prestations et/ou travaux prévus

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

I. Préambule du projet « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central »

Les Parcs naturels du Massif central représentent 40% du territoire du Massif central. Ils mènent des actions, en réseau, dans le cadre de l'Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC). Dans le contexte du changement climatique, les Parcs du Massif central s'engagent collectivement pour la préservation de la biodiversité en favorisant la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles du Massif central à travers des actions accompagnant le changement de pratiques des différents utilisateurs, gestionnaires de trois espaces emblématiques (espaces forestiers, pâturages et trame noire). Les actions visent à préserver trois ressources emblématiques du Massif central qui concentrent à elles seules la très grande majorité des enjeux de biodiversité du Massif :

- Les forêts anciennes,
- Les milieux ouverts herbacés (MOH),
- La ressource « obscurité » (trame noire).

Concernant les forêts anciennes, il faut savoir que les Parcs du Massif central sont. Couverts en moyenne à 51 % de forêts (avec de grandes disparités d'un Parc à l'autre). Ils concentrent au total 64 % de la forêt du Massif central et abritent une grande diversité d'espèces végétales et animales liées aux écosystèmes forestiers. Les forêts présumées anciennes (couvrant 30,7% des Parcs du Massif central) sont des réservoirs de biodiversité et un vrai puits de carbone.

Depuis 2016, les 12 Parcs du Massif central travaillent en réseau sur le sujet des Forêts Anciennes. La première étape a été de cartographier les forêts anciennes situées dans les Parcs du Massif central, d'étudier l'ancienneté de ces forêts, de sensibiliser et de former des propriétaires et gestionnaires forestiers aux enjeux de biodiversité, ainsi que de les valoriser pour une gestion dite multifonctionnelle de leurs forêts en expérimentant le concours « SylvoTrophée ». Par la suite, il s'est agi de renforcer les actions de sensibilisation et de formation auprès des forestiers d'aujourd'hui et de demain, et de mettre en place des trames de vieux bois. Aujourd'hui, les Parcs souhaitent poursuivre leurs efforts sur ce milieu emblématique du Massif central, en améliorant leurs connaissances sur les forêts dans un contexte de changement climatique, en faisant le lien avec l'ensemble des acteurs de la filière forestière et en sensibilisant et développant des modes de gestions intégrant les enjeux de multifonctionnalité de la forêt.

Concernant la trame noire, il faut savoir que les effets négatifs de l'éclairage artificiel nocturne sont nombreux : socioculturels, écologiques, sanitaires ou encore économiques et énergétiques. Ils génèrent une pollution lumineuse (récemment institutionnalisée) impactant les espèces animales de multiples manières (modifications des fonctions physiologiques, des cycles de reproduction, piégeage et désorientation des espèces, perturbation des comportements, etc.) et menace la

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

biodiversité. En effet, presque un tiers des vertébrés et environ deux tiers des invertébrés sont totalement ou partiellement nocturnes.

Conscients des effets de la pollution lumineuse sur la biodiversité, le fonctionnement des écosystèmes et les paysages, et soucieux de protéger et valoriser la nuit de leur territoire rural, depuis 2019, les 12 Parcs du Massif central ont engagé une réflexion commune pour préserver et valoriser le ciel étoilé et la biodiversité nocturne. C'est un projet unique par sa transversalité (urbanisme, biodiversité, énergie, etc.) et par son ampleur géographique. Les premières étapes ont permis, d'une part, d'acquérir une capacité d'expertise (notamment sur la mesure de l'exposition des paysages nocturnes des Parcs du Massif central à la pollution lumineuse, via une cartographie de la pollution lumineuse) ; et d'autre part, d'améliorer l'appropriation locale des enjeux écologiques, économiques et culturels liés à la pollution lumineuse et de valoriser la ressource « obscurité » en sensibilisant les différents publics. Aujourd'hui, les Parcs souhaitent poursuivre leurs actions sur ce sujet innovant pour préserver l'un des plus grands et des plus rares « espaces noirs » européens.

Enfin, il faut noter que les « Milieux Ouverts Herbacés » dans leurs diverses formes (prairies permanentes, pelouses, estives, Parcours et landes) jouent un rôle important dans la trame écologique du Massif central et participent au maintien de services écosystémiques majeurs. Depuis plus de 10 ans, un collectif de porteurs de projets composé de plusieurs Parcs du Massif central et de partenaires œuvrent pour la préservation et la valorisation de ces milieux. Ce travail a pour but de partager les connaissances et les expériences autour de ces milieux emblématiques du Massif central, d'améliorer les compétences des techniciens et des éleveurs et d'accompagner les porteurs de projets. Aujourd'hui, ce collectif souhaite poursuivre ses actions communes sur les Milieux Ouverts Herbacés en renforçant ses actions auprès des agriculteurs, dans un contexte de changement climatique.

II. L'objectif du projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » est le suivant :

Les Projets Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central visent à :

Poursuivre la préservation et la valorisation des forêts du Massif central :
- en améliorant les connaissances des forêts anciennes et forêts matures dans un contexte de changement climatique,
- en sensibilisant davantage l'ensemble des acteurs aux enjeux de multifonctionnalité de la forêt (puits de carbone, réservoirs de biodiversité, etc.) visant à une meilleure acceptabilité des nouvelles pratiques de gestion sylvicoles vertueuses (sylviculture irrégulière, etc.),
- en favorisant le développement de modes de gestion et de filières intégrant l'ensemble de ces enjeux.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Préserver et valoriser la ressource « Nuit » du Massif central :
- en incitant les acteurs publics et privés à faire évoluer leurs pratiques et leurs modes d'éclairage en prenant en compte les différents enjeux de sécurité, de santé, de biodiversité et d'énergie,
- en sensibilisant les acteurs des territoires à la connaissance et à la préservation de la ressource « Nuit »,
- en améliorant les connaissances sur la pollution lumineuse, notamment sur ses impacts sur la biodiversité.

Préserver et valoriser la diversité des ressources naturelles offertes par les Milieux Ouverts Herbacés du Massif central :
- en mettant en réseau les acteurs engagés qui ont une démarche forte en faveur de la préservation et la valorisation des Milieux Ouverts Herbacés,
- en faisant monter en compétences et en accompagnant des acteurs engagés pour mieux faire face au changement climatique grâce aux ressources des milieux ouverts herbacés,
- en communiquant et en valorisant les ressources naturelles offertes par les Milieux Ouverts Herbacés.

III. Pour atteindre cet objectif, l'IPAMAC a identifié plusieurs actions à réaliser par le Parc naturel régional des Grands Causses :

ACTION N°1 ; FORÊTS ANCIENNES - VOLET 4

Le projet « Forêts Anciennes » vise à renforcer la préservation et la valorisation des forêts du Massif central, en améliorant les connaissances des forêts anciennes et matures notamment dans un contexte de changement climatique et en sensibilisant l'ensemble des acteurs forestiers aux enjeux de multifonctionnalité de la forêt pour une meilleure acceptabilité des pratiques de gestion sylvicole vertueuse. Cela passe aussi par le développement de modes de gestion et de filières intégrant l'ensemble de ces enjeux.

Pour la réalisation de cette action, l'IPAMAC a formalisé une convention de mise à disposition avec le CRPF d'Occitanie qui sera maître d'ouvrage pour l'intervention de ses agents dans la réalisation des sous-actions 1, 2 et 4 sur les Parcs naturels d'Occitanie dont le Parc naturel régional des Grands Causses

Il s'agira de mettre en place les actions spécifiques suivantes :

Sous action n°1 ; Troisième édition du concours « SylvoTrophée »

Cette action permettra d'organiser une nouvelle édition du concours « SylvoTrophée » dans 10 Parcs naturels du Massif central. Ce concours vise à récompenser des propriétaires et gestionnaires forestiers ayant géré leur forêt de manière équilibrée

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

avec une prise en compte des enjeux économiques, environnementaux et sociaux. Pour valoriser cette démarche à l'échelle du Massif central, une présentation du concours et des lauréats sera organisée lors d'un important évènement forestier. Il s'agira aussi d'organiser un voyage d'étude à destination des propriétaires et gestionnaires du Massif central afin de découvrir des pratiques de gestions sylvicoles vertueuses et de partager des différentes expériences.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à

- Organiser avec l'appui du CRPF Occitanie les différentes étapes du concours SylvoTrophée (choix de la thématique, appel à candidature, recherche de candidats, cadrage méthodologique, mise à jour des grilles d'évaluation, visite des Parcelles, remise des prix, etc.) ;
- Participer à la journée de présentation du concours SylvoTrophée et des lauréats à l'échelle du Massif central ;
- Participer au voyage d'étude à destination des propriétaires et des gestionnaires des Parcs du Massif central pour échanger sur différentes pratiques forestières dans divers contextes.

Livrables attendus à produire par le Parc :

- 1 fiche « retour d'expérience » sur l'organisation du concours SylvoTrophée ;
- Les feuilles d'émargement des visites des Parcelles candidates ;
- Les feuilles d'émargement de la remise des prix ;
- Les communiqués de presse et/ ou articles parus dans la presse ;

Livrables attendus à produire par des prestataires dédiés :

- Des photographies de chaque Parcelle lauréate ;
- 1 trophée pour chaque propriétaire lauréat ;
- 1 livret de valorisation des SylvoTrophées.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°2 ; Sensibilisation aux enjeux de préservation de la biodiversité forestières

Cette action permettra de sensibiliser un large public aux enjeux multifonctionnels de la forêt et à la préservation de la biodiversité forestière avec l'organisation de 4 séminaires à l'échelle du Massif central. Il s'agira aussi de former les propriétaires et gestionnaires ainsi que les étudiants forestiers avec l'organisation de session de formation au sein des Parcs naturels du Massif central, en partenariat avec les lycées forestiers**.**

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°3 ; Changement climatique et stockage carbone des forêts

Cette action permet d'améliorer les connaissances sur le changement climatique et le stockage carbone des forêts par l'organisation d'un séminaire scientifique à l'échelle du Massif central. Il s'agira aussi de travailler collectivement sur le changement climatique et ses impacts sur la forêt, en évaluant le patrimoine génétique d'essences du Massif central dans 3 Parcs naturels du Massif central. Cette évaluation permettra de définir des préconisations et des actions à mettre en place pour faire face au changement climatique dans les forêts du Massif central, à l'avenir.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°4 ; Déploiement d'une Trame de Vieux Bois

Cette action permettra de développer une Trame de Vieux Bois dans 8 Parcs naturels du Massif central. Il s'agira d'identifier les forêts anciennes et matures en évaluant la biodiversité et la maturité des peuplements et d'accompagner les propriétaires pour l'intégration des enjeux de Trame de Vieux Bois dans leurs documents de gestion durable en créant des îlots de sénescence et en marquant des arbres d'intérêt écologique. Il s'agira aussi de sensibiliser les propriétaires et gestionnaires sur les intérêts et les apports de la mise en place d'une Trame de Vieux Bois en créant des supports de sensibilisation et en organisant 4 journées techniques à l'échelle du Massif central.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Participer à une journée technique sur le déploiement de Trames de Vieux Bois ;
- Réaliser avec l'appui du CRPF Occitanie des diagnostics dans l'objectif de déployer une Trame de Vieux Bois sur son territoire.

Livrables attendus à produire par le Parc :
- 1 fiche « retour d'expérience » pour la réalisation des diagnostics.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°5 ; Restitution « Forêts Anciennes Volet 4 »

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Accueillir et organiser avec l'IPAMAC une journée de restitution « Forêts Anciennes Volet 4 »

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Livrables attendus à produire par le Parc :

- Le programme, les feuilles d'émargements, la synthèse et des photos de la journée de restitution

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

ACTION N°2 ; TRAME NOIRE PHASE 3

L'action « Trame Noire » vise à renforcer la préservation et la valorisation de la ressource « Nuit » (ou ressource « obscurité ») du Massif central, en incitant les acteurs publics et privés à faire évoluer leurs pratiques et leurs modes d'éclairage tout en prenant en compte les différents enjeux de sécurité, de santé, de biodiversité et d'énergie. Cela passe aussi par la sensibilisation de l'ensemble des acteurs à la préservation de la ressource « Nuit », et en améliorant les connaissances sur la pollution lumineuse, et notamment ses impacts sur la biodiversité.

Il s'agit de mettre en place les actions spécifiques suivantes :

Sous action n°1 ; Éclairage public : mobilisation et accompagnement de communes

Cette action permettra d'accompagner 6 communes, dans 3 Parcs du Massif central, pour mieux prendre en compte les enjeux autour de l'éclairage dans leurs documents d'urbanisme et dans la mise en œuvre de la rénovation de leur parc d'éclairage.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°2 ; Éclairage privé : mobilisation et accompagnement d'acteurs privés

Cette action permettra d'accompagner des acteurs privés dans 5 Parcs du Massif central avec la réalisation de diagnostics techniques visant à mieux connaître leur parc d'éclairage et ses effets. L'intérêt de l'action est de mutualiser une méthode transférable, de produire une plaquette de sensibilisation sur la réglementation et un guide technique permettant aux acteurs privés de faire évoluer leurs pratiques et leurs modes d'éclairage.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Sous action n°3 ; Animation autour de la Nuit

Cette action permet de sensibiliser le « Grand public » à la préservation de le ressource « Nuit » à travers la mise en place de 4 animations participatives dans 4 Parcs du Massif central. Ces animations permettront de tester de nouvelles façons de sensibiliser et d'animer autour de la Nuit.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°4 ; Impacts de la pollution lumineuse sur les espèces

Cette action permettra de renforcer les connaissances sur les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces du Massif central par l'organisation d'un séminaire scientifique. Il s'agira aussi de conduire une étude permettant, via une méthode commune, de réaliser des inventaires de biodiversité nocturne et des comparaisons de différents milieux et/ou écosystèmes dans 6 Parcs du Massif central afin d'évaluer les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces. L'objectif final est de limiter les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Mener, avec l'appui de prestataires dédiés et d'un stagiaire, une expérimentation sur les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces

Livrables attendus à produire par le Parc :
- 1 rapport de stage

Livrables attendus à produire par des prestataires dédiés :
- 1 rapport d'étude
- 1 bibliographie

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°5 ; Restitution « Trame Noire Phase 3 »

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Participer à la journée de restitution « Trame Noire Phase 3 »

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

<u>ACTION N°3 ; MILIEUX OUVERTS HERBACÉS 3</u>

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

L'action « Milieux Ouverts Herbacés » vise à renforcer la préservation et la valorisation des ressources naturelles offertes par les Milieux Ouverts Herbacés du Massif central, en mettant en réseau les porteurs de projets et partenaires qui ont une démarche forte en faveur des Milieux Ouverts Herbacés et en les faisant monter en compétences dans un contexte de changement climatique. Cela passe aussi par une communication commune autour des Milieux Ouverts Herbacés et des projets dans les territoires.

Il s'agira de mettre en place les actions spécifiques suivantes :

Sous action n°1 ; Partage d'expérience et montée en compétences

Cette action permettra d'organiser 4 journées techniques (2 journées en 2023 et 2 journées en 2024) pour que les porteurs de projets et partenaires échangent sur leurs projets respectifs et montent en compétence collectivement sur la préservation et la valorisation des Milieux Ouverts Herbacés du Massif central. Une formation collective sera également organisée pour mieux animer et accompagner les collectifs d'agriculteurs dans les territoires dans un contexte de changement climatique.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Participer aux journées techniques
- Participer, avec l'appui de prestataires dédiés, à la formation collective

Livrables attendus à produire par des prestataires dédiés :
- Le programme, feuilles d'émargement, synthèse et photos de la formation collective

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°2 ; Communication autour des Milieux Ouverts Herbacés

Cette action permettra de sensibiliser les agriculteurs sur la préservation et la valorisation des Milieux Ouverts Herbacés avec l'élaboration de documents techniques et l'organisation d'événements comme une « Journée des Milieux Ouverts Herbacés ». Le site « Pâturages en Massif central » permettra aussi de communiquer sur les actions collectives et de valoriser les projets dans les territoires.

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à :
- Participer, avec l'appui de prestataires dédiés, à la réalisation de 2 documents techniques à destination des agriculteurs
- Organiser une « Journée autour des Milieux Ouverts Herbacés »

Livrables attendus à produire par des prestataires dédiés :
- 2 documents techniques sur les Milieux Ouverts Herbacés

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

- Le programme de l'évènement « Journée autour des Milieux Ouverts Herbacés » ainsi que feuilles d'émargement, la synthèse et des photos

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Sous action n°3 ; Intervention auprès d'agriculteurs et de formations agricoles

Cette action permettra d'intervenir auprès de collectifs d'agriculteurs et/ou de formations agricoles afin de faire connaitre le projet « Milieux Ouverts Herbacés » et de former les acteurs sur des éléments techniques en faveur de la préservation et de la valorisation des ressources naturelles offertes par les Milieux Ouverts Herbacés du Massif central. Cette action nécessitera l'élaboration d'un kit d'intervention commun et fera l'objet d'une animation spécifiques des collectifs d'éleveurs avec l'appui d'une personne à mi-temps.

Le Parc naturel régional des Grands Causses n'est pas engagé dans cette action.

Période de réalisation : 1er juillet 2022 au 31 décembre 2025

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

MARCHÉ SUBSEQUENT

CONCLU EN APPLICATION DE LA CONVENTION-CADRE RELATIVE AU PROJET « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central »

(Actions Forêts Anciennes et Trame Noire)

ENTRE

L'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC), association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, portant le numéro SIRET 430 223 321 00026, ayant son siège sis Moulin de Virieu, 2 rue Benaÿ à Pélussin (42410), représentée par son Président en exercice, Monsieur Stéphane RODIER, agissant es-qualité en vertu d'une résolution du Conseil d'administration 2022_12_01 en date du 02/12/2022,

Le commanditaire,

Ci-après dénommée « l'IPAMAC »,

ET

Le syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional des Grands Causses, ayant son siège sis 71, Bd de l'Ayrolle BP126 12101 MILLAU représenté par son Président en exercice, Monsieur Richard FIOL, agissant es-qualité en vertu d'une délibération du Comité syndical n° en date du

Le prestataire,

Ci-après dénommée « le Parc »,

Ensembles ci-après dénommés « les Parties »,

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du marché

Par le présent marché, conclu en application de la convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central », l'IPAMAC confie au Parc naturel régional des Grands Causses la réalisation des prestations de service et/ou travaux définis à l'article 3 ci-dessous.

Article 2 : Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des Parties jusqu'à la date de livraison des prestations.

Article 3 : Prestations à réaliser

En application du présent marché, le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à réaliser pour l'IPAMAC les prestations de service et/ou travaux suivant(e)s :

ACTION N°1 ; FORETS ANCIENNES - VOLET 4

3.1. Troisième édition du concours « SylvoTrophée »

3.1.1. Nature de la prestation. Le Parc s'engage à organiser une nouvelle édition du SylvoTrophée, à participer à la journée de présentation du concours SylvoTrophée, à participer au voyage d'étude pour un montant prévisionnel de 2 212,86 €.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°1 (sous-action 1) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en application duquel le présent marché est conclu.

3.1.2. **Objectifs attendus.**

- Organiser avec l'appui du CRPF Occitanie les différentes étapes du concours SylvoTrophée (choix de la thématique, appel à candidature, recherche de candidats, cadrage méthodologique, mise à jour des grilles d'évaluation, visite des Parcelles, remise des prix, etc.) ;
- Participer à la journée de présentation du concours SylvoTrophée et des lauréats à l'échelle du Massif central ;
- Participer au voyage d'étude à destination des propriétaires et des gestionnaires des Parcs du Massif central pour échanger sur différentes pratiques forestières dans divers contextes. Les autres Parcs du Massif central participeront à ce voyage d'étude.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

3.1.3. Livrables.

- 1 fiche « retour d'expérience » sur l'organisation du concours SylvoTrophée ;
- Les feuilles d'émargement des visites des Parcelles candidates ;
- Les feuilles d'émargement de la remise des prix ;
- Les communiqués de presse et/ ou articles parus dans la presse ;

3.1.4. Délais de livraison.

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2025.

3.2. Déploiement d'une Trame de Vieux Bois

3.2.1. Nature de la prestation. Le Parc s'engage à participer à une journée technique sur le déploiement d'une Trame de Vieux Bois, à réaliser des diagnostics de biodiversité et maturité forestière pour un montant prévisionnel de 3 345,03 €.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°1 (sous-action 4) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en application duquel le présent marché est conclu.

3.2.2. Objectifs attendus.

- Participer à une journée technique sur le déploiement de Trames de Vieux Bois ;
- Réaliser avec l'appui du CRPF Occitanie des diagnostics dans l'objectif de déployer une Trame de Vieux Bois sur son territoire

3.2.3. Livrables.

- 1 fiche « retour d'expérience » pour la réalisation des diagnostics

3.2.4. Délais de livraison.

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2025.

3.3. Restitution « Forêts Anciennes Volet 4 »

3.3.1. Nature de la prestation. Le Parc s'engage à organiser la journée de restitution Forêts Anciennes Volet 4 pour un montant prévisionnel de 1 020 €.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°1 (sous-action 5) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en application duquel le présent marché est conclu.

3.3.2. Objectifs attendus.

3.3.3. Livrables.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

- Le programme et les feuilles d'émargements, la synthèse et des photos ;

3.3.4. Délais de livraison.

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2025.

ACTION N°2 ; TRAME NOIRE PHASE 3

3.4. Sous action n°4 ; Impacts de la pollution lumineuse sur les espèces

3.4.1. Nature de la prestation. Le Parc s'engage à accueillir un stagiaire pour conduire l'étude sur les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces pour un montant prévisionnel de 4 688 €.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'action n°2 (sous-action 4) exposée à l'article III de l'annexe 1 de l'accord convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en application duquel le présent marché est conclu.

3.4.2. Objectifs attendus.

- Accueillir un stagiaire pour conduire l'étude sur les impacts de la pollution lumineuse sur les espèces

3.4.3. Livrables.

- 1 rapport de stage

3.4.4. Délais de livraison.

Cette action sera réalisée avant le 30 juin 2025.

Article 4 : Prix

4.1. Le prix versé au Parc en application du présent marché a un caractère global et forfaitaire, non révisable non modifiable.

4.2 Le prix s'élève à **11 265,89 €** (onze mille deux cent soixante-cinq euros et quatre-vingt-neuf centimes).

4.2. Le prix est versé comme suit :
- 50% versé à la signature du présent marché et sur présentation d'une facture par le Parc,
- 50% versé à la réception de tous les livrables et sur présentation d'une facture par le Parc, avant le 30 juin 2025.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Article 5 : Élection de domicile

Pour l'exécution du présent marché subséquent, les Parties élisent domicile aux adresses respectivement mentionnées en tête des présentes.

Article 6 : Annexes

Les documents contractuels qui déterminent les droits et obligations des Parties sont constitués par le présent marché subséquent et par la convention-cadre relative au projet d'intérêt général « Biodiversité de l'Inter-Parcs du Massif central » en application de laquelle il est conclu.

Fait à
le

En deux exemplaires originaux.

Pour l'association Inter-Parcs du Massif central (IPAMAC)
Stéphane RODIER
Le Président du Conseil d'administration

Pour le syndicat mixte de gestion du
Parc naturel régional des Grands Causses
Richard FIOL
Le Président du Comité syndical

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_043-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-044 du Comité syndical du 23 juin 2023

Défi familles à biodiversité positive – troisième édition
Participation à un programme inter-Parcs piloté par la FPNRF

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

Axe stratégique I : Protéger
Orientation 1 : protéger une biodiversité d'exception
Mesure 5 : des activités respectueuses de la biodiversité

Axe stratégique II : Aménager
Orientation 1 : se déplacer autrement
Mesure 16 : rendre possibles ls nouvelles mobilités
Mesure 17 : vers un territoire de mobilités plurielles

Axe stratégique III : Développer
Orientation 8 : accueillir de nouveaux habitants
Mesure 24 : pour l'accès de tous aux services et équipements

Contexte et motif de l'action

La FPNRF a déposé auprès de l'Office français de la biodiversité (OFB) un projet interPNR baptisé « Défis Familles à biodiversité positive », basé sur la notion « d'empreinte biodiversité ».
Le concept de « Défis Familles à biodiversité positive » est une innovation inspirée de différents dispositifs « Défis familles » existants : « Défis familles à énergie positive », « Défis familles à alimentation positive » et « Défis familles zéro déchet ».
Dans la continuité des deux premières éditions (2021, 2022) « défis familles à biodiversité positive – Mobiliser les familles dans les PNR pour réduire leur empreinte biodiversité », le Parc naturel régional des Grands Causses a déposé un dossier pour une mise en œuvre en 2023.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_044-DE
Reçu le 26/06/2023

Objectif du projet

Enrayer l'érosion de la biodiversité repose sur deux piliers :

- la préservation du patrimoine naturel « à la portée de chacun » (une commune qui préserve un terrain communal d'intérêt écologique majeur, un habitant qui entretient son jardin sans utilisation de pesticide…)
- la diminution, pour chaque individu, entreprise et décideur public de son « empreinte biodiversité », liée au mode de vie/de production/ de consommation/…

L'approche ludique et émulatrice par les défis est une voie motivante et efficace pour enclencher l'engagement dans la transition écologique.

Élaborer des défis « en faveur de la biodiversité », c'est se questionner sur les liens d'impact de ses gestes du quotidien avec la biodiversité. Certes, les défis ont une importance, mais c'est avant tout le questionnement et la prise de conscience du lien d'impacts qui seront recherchés.
Exemple : Se demander « quel poisson consommer pour avoir une empreinte biodiversité la plus faible possible ? » nécessite de s'interroger sur quelle espèce, quelle provenance (géographique, pêche ou élevage…), à quelle période de l'année, quel mode de pêche/d'élevage, etc…

Comme lors des deux précédentes éditions, l'objectif du projet interPNR « Défis Familles à biodiversité positive » est de donner les moyens aux PNR d'identifier puis d'accompagner des familles pour qu'elles se lancent des défis pour réduire leur empreinte biodiversité.

Contenu du projet

Ces Défis famille doivent avoir un réel effet positif sur la biodiversité, même si l'évaluation précise est quasi-impossible. C'est avant tout le questionnement et la prise de conscience sur les liens d'impacts des gestes au quotidien sur la biodiversité qui sont recherchés.

Chaque PNR a toute latitude pour expérimenter les actions qui seront mises en place par les familles, mais les défis devront concerner a minima les domaines suivants : transport/mobilité, alimentation, ménage/entretien et santé.
Le projet comporte plusieurs volets :

- Recrutement des familles volontaires (10 environ)
- Présentation des différentes idées de défis par les familles
- Accompagnement des familles / ateliers partagés
- Échanges avec les autres PNR impliqués
- Bilan et évaluation des divers défis…

Les partenaires ou prestataires pourront être les Communautés de communes, les associations de sensibilisation à l'environnement, les services concernés des communes (espaces verts, cantine…), les organismes liés à la santé, etc.

Le projet interParcs sera animé par la Fédération des PNR et se déroulera en 2023, selon la convention qui sera signée avec l'OFB.

L'édition 2023 sera organisée par les chargés de mission du Parc (mobilité, contrat local de santé, milieux naturels faune flore), en associant les Communautés de communes Monts Rance et Rougiers et Muse et Raspes du Tarn. Trois rendez-vous seront proposés aux familles, en lien avec les domaines : sport-santé, mobilité, et sensibilisation à la nature. Chaque atelier sera accompagné par des professionnels du sujet.
L'opération se déroulera de juillet à novembre 2023.

Pour réaliser les ateliers et actions qui seront choisies pour cette édition 2023, le Parc pourra faire appel à des prestataires, dans la limite de la subvention allouée par l'OFB de 8 750 €.

Pièce jointe : Mandat à la Fédération des PNR pour la mise en œuvre du projet InterPNR

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_044-DE
Reçu le 26/06/2023

Budget prévisionnel

Total TTC..... 10 500 € TTC

Plan de financement :

- Office Français de la Biodiversité ..... 8 750 € TTC
- Autofinancement ..... 1 750 € TTC

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_044-DE
Reçu le 26/06/2023

DocuSign Envelope ID: 33B1352B-5742-4AA4-929E-150DE01FFF8D

Mandat et engagement relative au projet « Défi Familles à Biodiversité Positive » Pour 2023

Je soussigné, Richard Fiol, représentant légal du syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses

Demeurant à : 71 Bd de l'Ayrolle - B.P. 50126 MILLAU cedex
N°SIRET : 25120124900015

Participant à la réalisation du projet « Défi Familles à Biodiversité Positive »,

Reconnaît par la présente avoir désigné la Fédération des Parcs naturels régionaux de France (FPNRF) comme mandataire, qui accepte, d'une part, de la représenter auprès de l'OFB, dans le cadre de la convention de subvention portant sur la réalisation du projet « Défis Familles à Biodiversité Positive», et d'autre part, de percevoir de l'OFB l'ensemble de la subvention et de la reverser au syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses (SM PNR GC) en fonction de sa quote-part, conformément aux modalités techniques et financières jointes en annexes de la convention précitée.

De ce fait, le mandataire FPNRF ainsi désigné est chargé :

- de l'information du SM PNR GC du contenu de la convention précitée;
- de la représentation du SM PNR GC vis-à-vis de l'OFB;
- de la diffusion au SM PNR GC, dans un délai raisonnable pour le bon déroulement du projet concerné, de toutes correspondances de l'OFB ;
- de transmettre à l'OFB, dans ce même délai, tout document, sous quelque forme que ce soit, émanant du SM PNR GC et notamment les différents rapports prévus ainsi que l'ensemble des états récapitulatifs, certifiés conformes par la personne habilitée à engager le SM PNR GC, et des pièces justificatives ;
- de verser au SM PNR GC la quote-part de la subvention de l'OFB conformément à la répartition définie d'un commun accord, soit 8 750 € TTC sur la période de la convention.

De ce fait, le mandant SM PNR GC :

- déclare avoir pris connaissance du contenu de la convention précitée, notamment :
  - des clauses la propriété intellectuelle, la communication et la confidentialité ;
  - du montant de l'aide accordée à chaque partenaire pour la réalisation dudit projet, soit 8 750 € TTC pour le SM PNR GC sur la période de la convention ;
  - du descriptif technique du programme d'actions (annexe 1 de la convention précitée).
- s'engage à mobiliser une contrepartie minimale de 20%, soit une somme de 2 188 € TTC minimum pour 8 750 € TTC versés pour 2023.
- s'engage à transmettre à la FPNRF, à sa demande, les justificatifs financiers liés à l'exécution de l'action à hauteur minimum des montants versés et des contreparties exigibles;
- donne mandat pour agir en son nom et à son compte à la FPNRF, désignée comme porteur du projet, pour solliciter et percevoir de l'OFB le soutien financier afférent au projet susvisé ;
- déclare être informé des conditions d'utilisation de l'aide qu'il reçoit de l'OFB par

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_044-DE
Reçu le 26/06/2023

DocuSign Envelope ID: 33B1352B-5742-4AA4-929E-150DE01FFF8D

l'intermédiaire de la FPNRF ;

- s'engage à expérimenter, sur son territoire, auprès d'environ 10 familles le dispositif « Défi Familles à Biodiversité Positive », en cohérence avec les éléments de cadrage figurant dans la convention précitée, notamment dans son annexe 1 ;
- s'engage à contribuer aux actions collectives précisées dans l'annexe 1 de la convention précitée, notamment la rédaction des fiches retour d'expérience sur le recrutement des familles et le déroulement des défis, le travail méthodologique pour évaluer l'empreinte biodiversité des familles, l'accompagnement par la recherche sur le changement de comportement des familles et les réunions d'échange sur différents volets de l'opération ;
- s'engage à fournir à la FPNRF toute pièce nécessaire pour justifier de la bonne utilisation de l'aide allouée (justificatifs de toutes les dépenses liées à la réalisation effective du projet), incluant un bilan financier annuel réalisé selon le même modèle que le budget prévisionnel et incluant le montant du financement apporté par le partenaire;
- déclare que le versement de la subvention accordée par l'OFB est libératoire au profit de la FPNRF;
- s'engage à reverser à l'OFB les aides qu'il aurait reçues par l'intermédiaire de la FPNRF en cas de trop perçu ou de non-respect de ses obligations contractuelles, notamment dans le cadre de ses relations avec l'ensemble des partenaires réalisant le projet.

Le présent mandat aura une durée d'un an.

Fait en 3 exemplaires originaux,

Le 10.3. 2023, à Millau

Pour le mandataire Fédération des Parcs naturels régionaux de France	Pour le mandant Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
Éric Brua, Directeur	Richard Fiol, Président
DocuSigned by: Eric Brua [illegible]	Syndicat mixte du parc naturel régional des Grands Causses 71, Bd de l'Ayrolle - B.P. 50126 12101 MILLAU CEDEX Tél. 05 65 61 35 50 - Fax 05 65 61 34 80

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_044-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-045 du Comité syndical du 23 juin 2023

Déclinaison de la Stratégie Nationale pour les Aires Protégées (SNAP) sur le territoire du Parc naturel régional des Grands Causses

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

- **Axe 1** : Protéger
- **Orientation 1** : Protéger une biodiversité d'exception
- **Mesure 2** : Faune, flore et habitats naturels : Une richesse fragile à conserver

Contexte et motif de l'action

Lors du One Planet Summit du 11 janvier 2021, le Président de la République a annoncé l'adoption d'une nouvelle Stratégie nationale Aires Protégées (SAP) pour les dix ans à venir. Celle-ci concrétise son ambition de protéger 30% des espaces terrestres et maritimes sous juridiction et 10% sous protection forte dès 2022.

Les Parcs naturels régionaux sont de fait des aires protégées.

Un Plan d'Actions Triennal (PAT) a été élaboré au sein de la Région Occitanie pour la période 2022-2024 avec notamment l'action n°3 qui s'intitule : « *Accompagner le passage sous statut de protection forte de certaines aires protégées* ».

Objectifs

Dès à présent et avec l'extension future du territoire du Parc naturel régional des Grands Causses dans l'Hérault qui représente 528 km² (+ 16% du territoire du Parc actuel), le Syndicat mixte du Parc participe à l'augmentation des aires protégées et des 30 % prévus.

Comme convenu dans sa nouvelle Charte et à la suite des remarques du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN), le Syndicat mixte du Parc souhaite s'engager et proposer un réseau d'aires protégées renforcé qui prendra en compte les habitats naturels et les espèces (animales et végétales) parmi les plus remarquables et/ou représentatifs du territoire.

Dans un second temps, les propositions de sites à protéger seront soumises pour avis aux membres du Comité scientifique du Parc ; ces propositions prendront en compte à la fois les priorités régionales (PAT) et les premières réflexions internes aux instances du Parc.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230203_045-DE
Reçu le 26/06/2023

Un premier travail a été réalisé en 2022 avec un stagiaire de l'Ecole Supérieure d'Agriculture d'Angers pour proposer des zonages répondant aux critères d'une mise en protection forte.

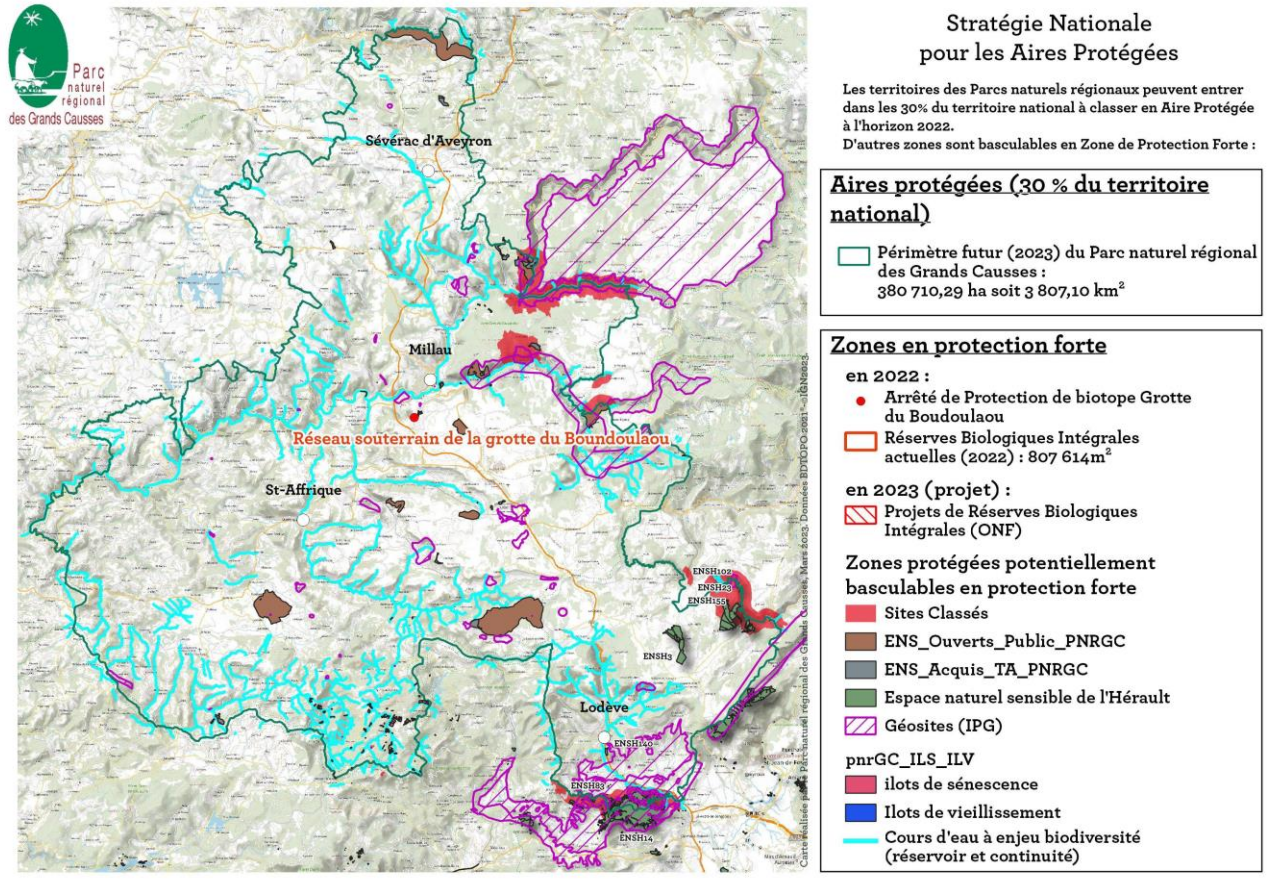
En s'appuyant sur le décret n°2022-527 du 12 avril 2022, le Parc propose la démarche suivante :

- Pour les sites faisant l'objet d'Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) et les Réserves Biologiques Intégrales (RBI), une intégration de fait dans les aires protégées renforcées. Cela concerne la RBI du Cirque de Madasse (Causse Noir) et l'APPB du réseau souterrain de la g Grotte du Boundoulaou (Creissels) déjà en place (soit en tout 80.96 ha), mais aussi les trois projets de RBI : la Forêt Domaniale de Guiral, le Chaos du Caoussou, la Forêt des Canalettes Nord et Sud (219.91 ha). D'autres zones pourraient également être intégrées comme les Îlots de sénescence (ILS) et les Îlots de vieillissement qui concernent environ 229 ha.
- Pour les sites classés, les Obligations Réelles environnementales (ORE), les Espaces Naturels Sensibles (ENS), les géosites ainsi que les tronçons de cours d'eau classés en liste 1, l'intégration de ces sites mentionnés dans le décret, se fera après analyse au cas par cas à condition qu'il existe des plans et/ou des mesures de gestion, une réglementation des activités ou une protection foncière. Cette intégration ne pourra se faire qu'en concertation les organismes gestionnaires de ces sites qui devront proposer une liste directement aux services de l'Etat (Départements de l'Aveyron et de l'Hérault, ...).
- On pourra également prendre en compte pour le choix de cette intégration d'autres zonages qui concerneraient Natura 2000 (ZPS, ZSC), les ZNIEFF (Rougiers...), les sites de reproduction ou d'hivernage d'espèces rares : busards, aigle royal, chauves-souris (grande noctule) ...

Actions proposées

Un travail approfondi a été réalisé permettant déjà d'estimer les surfaces potentielles concernées par les différents sites potentiellement « basculables » en protection forte, cela concerne au maximum 350 km² environ soit 9.2 % du futur territoire du Parc (cf. carte jointe).

Le Parc propose d'être coordinateur de cette démarche de protection forte en réunissant les partenaires concernés (ONF, Conseils Départementaux, DREAL, CEN, CBN, LPO...) et en définissant le travail d'amélioration des connaissances nécessaire.



Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230203_045-DE
Reçu le 26/06/2023

Budget prévisionnel

La déclinaison de cette SNAP sur le territoire du Parc nécessitera le recrutement d'un technicien/animateur dont il conviendra de préciser les missions qui pourront être l'élaboration d'une stratégie par rapport aux opportunités territoriales, l'identification et la prise de contact avec les propriétaires, la sensibilisation et l'information, l'élaboration des contrats, la rédaction des plans de gestion...). Il conviendrait d'articuler ces missions avec des missions de conception et suivi des travaux de restauration (suivi des chantiers lavognes par exemple).

Le financement de ce poste est possible via le Fonds Vert, soit sur le renfort en ingénierie (instruction par la Préfecture) soit sur l'entrée Biodiversité (SNAP) (instruction par l'Agence de l'Eau). Pour cette dernière possibilité, il faut déposer le dossier avant la fin de l'été pour une instruction en septembre.

Coût prévisionnel :
- Animateur écologue ..... 50 000 €/an soit 150 000 € sur 3 ans
- Etudes spécifiques ..... 30 000 €
- Communication ..... 10 000 €
- Frais indirects ..... 36 000 €

Soit un total de ..... 226 000 €

Plan de financement prévisionnel :
Financement Fonds Vert (80 %) ..... 180 800 € sur 3 ans
Autofinancement Parc naturel régional des Grands Causses ..... 45 200 €

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230203_045-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n°2023-046 du Comité syndical du 23 juin 2023

Réponse à l'appel à projet Nature Impact - Bois de Tries

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Référence à la Charte du Parc naturel régional des Grands Causses

Orientation 1 : Protéger une biodiversité d'exception

- Mesure 3 : Conserver la fonctionnalité écologique des milieux boisés

Contexte et motif de l'action

La forêt est un élément majeur du Parc naturel régional des Grands Causses, qui couvre 42% de son territoire. Mais en 2005, lors de l'élaboration du diagnostic de la Charte forestière de territoire, le bilan était peu élogieux. Face à ce constat, le Parc naturel régional des Grands Causses a lancé en 2009 un vaste inventaire des écosystèmes forestiers remarquables. Son but était d'identifier et de valoriser les forêts exceptionnelles ou singulières du territoire, afin de mettre en place une politique de connaissance, de protection et de gestion durable. C'est dans ce boisement, après les premiers inventaires des chauves-souris conduits par le Groupe Chiroptère de Midi-Pyrénées que la reproduction de la Grande noctule a pu être attestée pour la première fois en France en 2012.

Identifié lors de cet inventaire, le Bois de Tries constitue donc un des éléments paysagers remarquables du Lévézou. La protection des hêtraies du Lévézou permet de conserver la valeur paysagère de ce territoire, identifiée et partagée dans le projet d'aménagement et de développement durable du SCoT du territoire.

Le territoire forestier est mentionné dès le XVe siècle au travers la mention du métier « forestier » de la forêt comtale du Bosc-de-Trias au XVe siècle. Devenue forêt royale, Louis de Froidour - nommé par Colbert sous le règne de Louis XIV - visite le bois de Tries en 1667 et 1668. Elle est vendue au début du XIVe siècle du 12 mai 1832 et est acquise par les ancêtres du propriétaire actuel en 1866. Transmise par héritage depuis le XIXe siècle, la forêt n'a quasiment pas fait l'objet d'exploitation depuis près de 160 ans, à l'exception d'affouage pour chauffer la propriété familiale.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Objectif

Le propriétaire paraît très intéressé par la signature d'une ORE entre lui et le Syndicat mixte du Parc naturel régional pour les 2 parcelles d'une superficie de 7,3 ha au total. Tout en conservant le droit de propriété, il souhaite préserver le caractère patrimonial de cette hêtraie patrimoniale du Lévézou autour de la demeure familiale. Ainsi la contractualisation, sous forme d'ORE viserait :

- Le maintien d'un patrimoine forestier exceptionnel du Lévézou (« hêtraie cathédrale ») dans un contexte de forte pression agricole sur le foncier.
- La libre évolution de la forêt (sauf mise en sécurité des chemins et des clôtures des parcelles attenantes).
- La préservation des habitats de la Grande Noctule (*Nyctalus lasiopterus*) et le maintien d'une trame de vieux bois.
- La préférence de préemption en faveur du Parc en cas de vente par les héritiers.
- La connaissance de la biodiversité inféodée aux hêtraies du Lévézou et son suivi.

Actions ou mesures proposées

En effet, le WWF France expérimente des projets pilotes de PSE forestiers depuis quelques années. Le principe vise aider les propriétaires et gestionnaires qui protègent les forêts. Ce dispositif permet d'accompagner financièrement les propriétaires forestiers volontaires dans la préservation, la gestion plus durable, la restauration des forêts.

Il est proposé d'en faire bénéficier le propriétaire du Bois de Tries et de l'accompagner dans sa gestion future au travers la signature une Obligation Réelle Environnementale (ORE) entre le propriétaire et le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses.

L'ORE est un contrat pour la protection de l'environnement rattaché à la (ou les) parcelle(s). Ainsi, l'ORE permet aux propriétaires de biens immobiliers qui le souhaitent de garantir la protection environnementale de parcelles même en cas de cession ou de transmission. Il permet de garantir les engagements pris par le propriétaire et le gestionnaire forestier.

Budget

Le dédommagement du propriétaire équivaut à l'achat de premières coupes d'éclaircie dans un itinéraire sylvicole d'irrégularisation soit environ 50 000 € pour une contractualisation sur une période de 50 ans. La discussion avec le propriétaire est en cours et le montant peut évoluer en fonction de la durée de contractualisation.

Le projet permet de prendre en compte également :

- L'accompagnement du propriétaire par le personnel du Syndicat mixte du Parc et du CNPF Occitanie à hauteur de 16 jours minimum pour chacune des structures sur une période de 5 ans.
- La rédaction d'un Plan de gestion écologique.
- L'état des lieu naturalistes (inventaires).

L'appel à projet Nature Impact du WWF France est ouvert depuis le 25 mai 2023 pour un dépôt des candidatures au plus tard le 17 juillet prochain. Si le projet est retenu, il fera l'objet de nouvelles négociations avec le propriétaire et le budget est susceptible d'évoluer.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Annexe

Cahier des charges de l'appel à projet 2023 Nature Impact

Considérant les éléments exposés, le Président propose au Comité syndical du Parc naturel régional des Grands Causses :

- d'autoriser le Président à signer à répondre à l'appel à projet Nature Impact du WWF,
- d'autoriser le Président à réaliser toute démarche nécessaire à la bonne conduite de l'opération susmentionnée pour finaliser l'ORE.

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

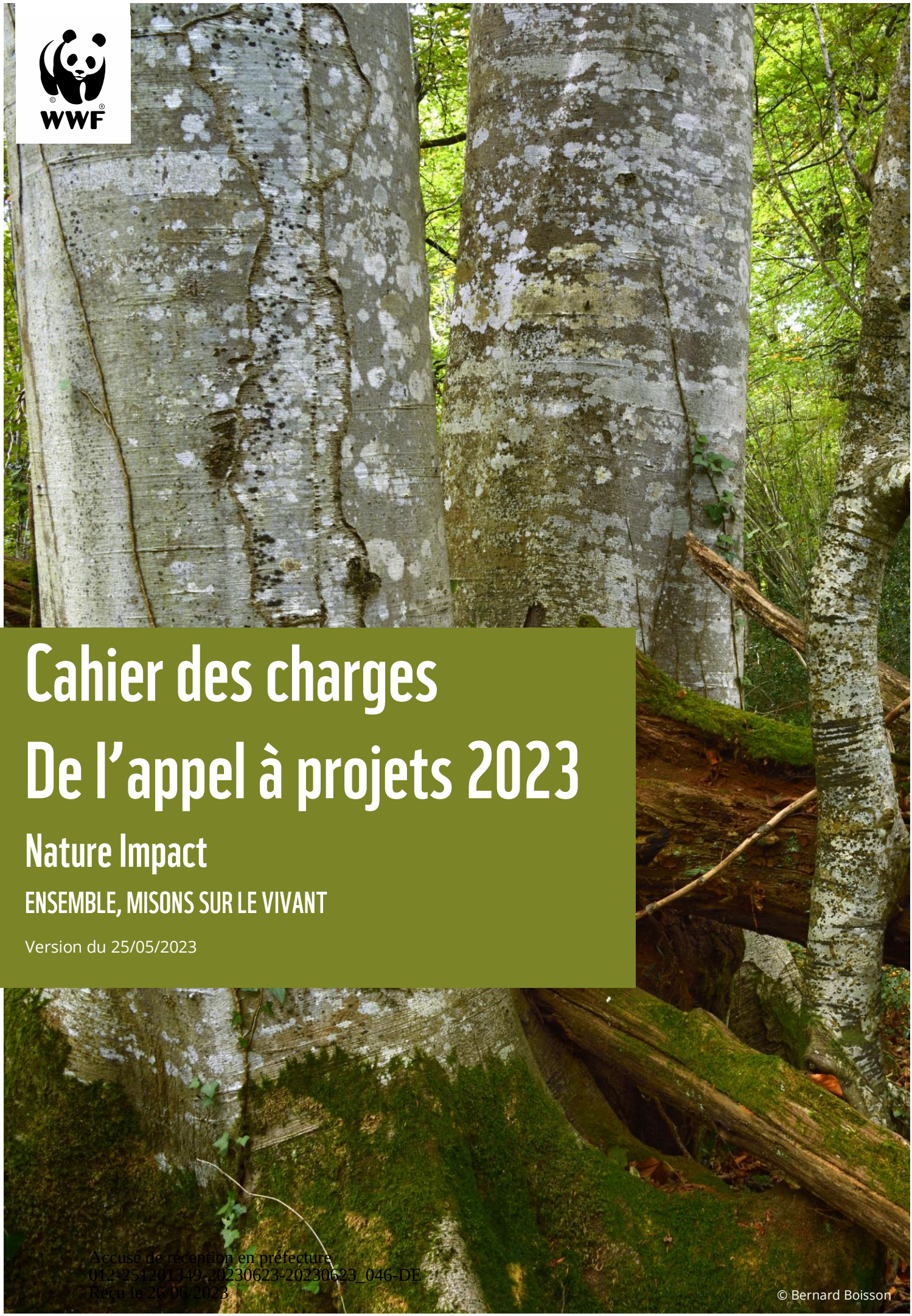
Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023



Cahier des charges
De l'appel à projets 2023

Nature Impact

ENSEMBLE, MISONS SUR LE VIVANT

Version du 25/05/2023

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

© Bernard Boisson

Publié le 25 Mai 2023 par le WWF-France, 35/37 rue Baudin, 93310 Le Pré-Saint-Gervais.

© Texte WWF. Tous droits réservés. Toute reproduction totale ou partielle doit mentionner le titre et créditer l'éditeur susvisé comme titulaire du droit d'auteur. Les marques WWF® et World Wide Fund for Nature® et le Symbole du panda 1986© sont la propriété de WWF-World Wide Fund for Nature (anciennement World Wildlife Fund). Tous droits réservés.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Table des matières

Introduction **3**
Pour aider les forestiers 3
Les PSE 3
L'initiative Nature Impact 3

L'appel à projets 2023 ..... **4**
Période d'ouverture 4
Montant financier 4
Bénéficiaires ciblés 4
Thématiques retenues 4
Déposer un projet 7
Procédure d'instruction 7
Processus de sélection et validation des projets 7
Promulgation des résultats 7

Les dix pratiques forestières finançables **8**
Arbres vivants habitats 8
Pleine naturalité 8
Conversion en futaie continue 8
Futaie de gros bois 9
Balivage 9
Exploitation à faible impact 9
Boisement 9
Reboisement 10
Tourbières et mares forestières 10
Ripisylves 10

Participer : guide pas à pas **11**
Bénéficiaires et porteur du projet 11
La forêt 11
Les objectifs du projet 12
Définir les impacts attendus 12
Les actions classées par catégories 12
Construire le budget prévisionnel 16
Calendrier du projet 17

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Introduction

Pour aider les forestiers

En plus de produire des ressources renouvelables, les forêts offrent à la société de nombreux services écosystémiques d'intérêt général comme la conservation de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, la préservation des sols et de la qualité des eaux, etc.

Selon les choix de gestion, les propriétaires forestiers peuvent renforcer grandement ces services et aider la société à faire face aux enjeux écologiques contemporains. Mobiliser des moyens d'actions - y compris financiers - doit permettre d'aider les forestiers à innover et mettre en place des pratiques favorables à la fois à la biodiversité, à l'atténuation et à l'adaptation des forêts au changement climatique.

Les PSE

Les Paiements de pratiques bénéficiant aux Services Écosystémiques d'intérêt général (PSE) sont un levier d'action nouveau pour la gestion des forêts. Leur logique est fondée sur la recherche d'impacts au profit de l'intérêt général (pour tout comprendre en vidéo en 3'). Ce type de financement permet d'inciter un propriétaire forestier à faire le choix d'une gestion en faveur de la restauration ou de la conservation de certains services écosystémiques, au-delà de ce qui est usuel. Les PSE sont une opportunité de financer les projets au profit de l'intérêt général, d'accompagner des changements de pratiques et/ou de prendre en charge les manques à gagner, coûts ou surcoûts d'actions dont le propriétaire forestier ne tire pas prioritairement de bénéfices.

C'est le moteur de l'initiative Nature Impact lancée en Mai 2023 par le WWF France, qui en finançant chaque année des actions concrètes, engage les propriétaires des forêts de France vers des pratiques au bénéfice de l'intérêt général. L'initiative est techniquement fondée suivant les 16 principes d'un bon PSE promus par le WWF France depuis 2021.

L'initiative Nature Impact

Administrativement, l'initiative Nature impact est un fonds dédié géré par la fondation WWF France. Il est alimenté par des mécénats de contributeurs (entreprises, donateurs, collectivités). Il finance les projets de bénéficiaires (propriétaires forestiers publics et privés, collectivités locales, associations) sélectionnés lors d'un appel à projets annuel.

L'initiative Nature Impact vise deux objectifs :

- La conservation ou restauration de la biodiversité ;
- Une contribution au climat, au travers de l'atténuation du changement climatique et/ou de l'adaptation de la gestion des forêts au changement climatique.

Les règles générales de fonctionnement de l'Initiative sont définies dans une Charte fondatrice.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

L'appel à projets 2023

Période d'ouverture

L'initiative Nature impact fonctionne par appel à projets. Chaque année au printemps, un appel à projets est ouvert. En 2023, il est ouvert du 25 mai au 17 juillet.

Montant financier

Le montant financier total disponible pour l'appel à projets en 2023 dépasse les 2 millions d'euros.

Chaque projet présente un budget en accord avec les actions proposées, sans minimum ou maximum fixés a priori, mais doit suivre des règles d'allocation définies pour garantir son efficacité financière (Tableau 2).

Bénéficiaires ciblés

Un projet ne peut être déposé que par le propriétaire de la forêt ou son représentant. L'appel à projets est ouvert à tous les propriétaires forestiers, qu'ils soient :

- Privés (individuels, associatif, groupements forestiers) ;
- Ou publics (communes notamment).

Thématiques retenues

L'initiative Nature Impact se focalise en 2023 plus particulièrement sur :

- Les forêts à haute valeur de conservation et / ou protégées. L'appel "Forêts à défendre" présenté ci-après concerne une grande partie des forêts (30%) et toutes les régions de France métropolitaine. Il vise notamment des projets dans les Parcs Naturels Régionaux, zone d'adhésion des Parcs Nationaux, réserves naturelles, ZNIEFF ou zone Natura 2000 (sous conditions) ;
- Une zone géographique, les Pyrénées, du fait de l'importance des enjeux de protection des vieilles forêts et de la bonne gestion de celles qui sont exploitées. L'appel "Pyrénées sauvages" y est consacré.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

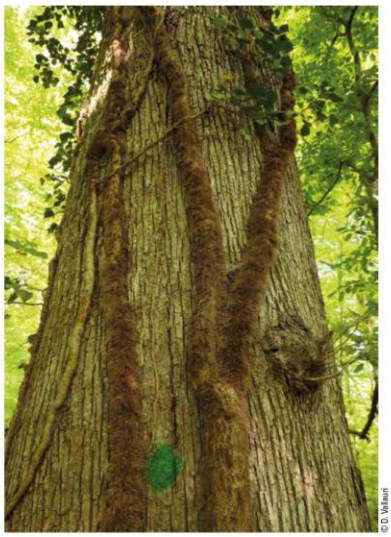
WWF

APPEL À PROJETS

TERRITOIRES À DÉFENDRE

ACCOMPAGNER LES INNOVATIONS POUR LA NATURE

Les forêts des territoires protégés ou à haute valeur de conservation sont une priorité pour la sauvegarde de la biodiversité. Ils bénéficient de statuts de protection forte (cœur des parcs nationaux, réserves naturelles et biologiques...), plus réduite (zone d'adhésion des parcs nationaux et parcs naturels régionaux) ou sont identifiés pour leur forte valeur patrimoniale (Natura 2000, ZNIEFF 1). Dans ces espaces naturels remarquables, une gestion forestière différenciée gagnerait à être mise en place. Certains ont parfois besoin de soutien pour accompagner les propriétaires qui le souhaitent à agir en faveur de la préservation de la biodiversité et du développement durable. La protection efficace des espèces menacées et de leurs habitats, mais également la promotion de modes de gestion innovants restent une nécessité. Sentinelle du changement climatique, ces territoires ont un rôle clé face aux crises climatiques et de la biodiversité.



Arbre habitat

→ OBJECTIFS DU PROJET

Pour soutenir les propriétaires forestiers de ces territoires, et accompagner les gestionnaires d'aires protégées dans la poursuite de leur tâche d'animation et conseil, ce programme vise le développement de projets de Paiement de pratiques bénéficiant aux Services Écosystémiques d'intérêt général (PSE) permettant de protéger la biodiversité et de pérenniser des modes de gestion alternatifs et durables.

1. **Identifier** les projets visant à protéger, restaurer ou mieux gérer les forêts situées dans ou en synergie avec les territoires des espaces naturels remarquables actuels ou en préfiguration ;
2. **Protéger, gérer et restaurer** les parcelles identifiées, par des méthodes sylvicoles en cohérence avec les chartes et plans de gestion de ces territoires ;
3. **Perpétuer et évaluer l'impact** des actions, grâce à un suivi qui permette de s'assurer du respect des engagements par les propriétaires et grâce à des études scientifiques se basant sur des protocoles locaux ou nationaux.

→ ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ATTENDUS

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS
Identifier	Définir les projets les plus pertinents dans ou à proximité de ces espaces naturels remarquables.	Des actions maximisant l'impact sur 1 à 10 forêts.
Protéger, gérer et restaurer	Engager les propriétaires ou gestionnaires par contrat. Les actions sont matérialisées sur le terrain et/ou dans un document de gestion durable.	Au moins 100 ha protégés ou sous gestion innovante ; liste des espèces ciblées et évaluation de leur état de conservation.
Perpétuer et évaluer l'impact	Les engagements des propriétaires, d'une durée de 20 à 99 ans selon les enjeux, sont régulièrement contrôlés. Un suivi scientifique de l'impact du projet est mis en place.	Contractualisation avec les propriétaires ; rapport de synthèse démontrant l'impact

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

WWF

APPEL À PROJETS

PYRÉNÉES SAUVAGES

PROTÉGER LES DERNIÈRES VIEILLES FORÊTS INTACTES

Les vieilles forêts sont celles qui n'ont pas été exploitées depuis longtemps et sont écologiquement les plus intactes : ce sont des joyaux de la nature. Il en existe encore quelques-unes dans les Pyrénées (multiples lambeaux, pour une surface totale de 17 000 ha). Les vieilles forêts accueillent des faunes, flores et fonges rares, comme le pic à dos blanc, le grand tétras, le coléoptère pique-prune ou le desman. Certaines appartiennent à des propriétaires privés ou à des communes, pour qui exploiter du bois est un revenu légitime. Or, dans le cas précis de ces très rares lambeaux de vieilles forêts de la France, la priorité est d'inciter à leur protection stricte. Ainsi, il est urgent d'agir pour fournir aux propriétaires de ces forêts les moyens nécessaires à les protéger, sans les déposséder de leur patrimoine, et ainsi garantir leur libre évolution pour l'éternité.



→ OBJECTIFS DU PROJET

Pour aider les forestiers, ce programme vise le développement de projets de Paiement de pratiques bénéficiant aux Services Ecosystémiques d'intérêt général (PSE) permettant de protéger la biodiversité tout en valorisant la valeur ajoutée carbone de ce choix de gestion.

1. **Identifier les vieilles forêts** habitées par des oiseaux emblématiques, des chauve-souris et une kyrielle d'autres espèces menacées ;
2. **Protéger** certaines parcelles en incitant les propriétaires à conserver des îlots en pleine naturalité (sans exploitation), des arbres-habitats, restaurer des habitats intraforestiers rares ou toute action favorable à la biodiversité dépendant des vieilles forêts ;
3. **Perpétuer et évaluer l'impact.** Le suivi s'assure du respect des engagements par les propriétaires et grâce à un suivi scientifique de quelques espèces.



→ ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ATTENDUS

OBJECTIFS	ACTIONS	INDICATEURS
Identifier les vieilles forêts	Sélectionner les projets protégeant de vieilles forêts les plus pertinents dans des propriétés privées ou publiques.	5 à 10 vieilles forêts 100 % protégées.
Protéger les vieilles forêts	Engager les propriétaires par contrat. Les actions sont matérialisées sur le terrain et dans un document de gestion durable.	Au moins 200 ha protégés ou sous gestion innovante ; liste des espèces ciblées et évaluation de leur état de conservation.
Perpétuer et évaluer l'impact	Les engagements des propriétaires, d'une durée de 20 à 99 ans selon les enjeux, sont régulièrement contrôlés. Un suivi scientifique de l'impact du projet est mis en place.	Contractualisation avec les propriétaires ; rapport de synthèse démontrant l'impact

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Déposer un projet

Chaque bénéficiaire peut soumettre autant de dossiers de candidature que de projets potentiels. Les dossiers de candidature devront être envoyés par voie électronique avant le 17 Juillet 2023 à l'adresse suivante :

Anaïs Gentit

Chargée du programme Nature Impact

nature-impact@wwf.fr

+33 (0)6 15 39 24 90

L'équipe du WWF France est à votre écoute pour toutes questions pendant la constitution de votre dossier de candidature, notamment pour préciser les modalités.

Procédure d'instruction

Dès réception des dossiers de candidature, l'équipe du WWF France étudie les candidatures et entame une phase d'instruction afin de recueillir les éventuelles précisions nécessaires au montage du projet complet.

L'instruction consiste en plusieurs échanges techniques entre le bénéficiaire (et autres parties prenantes de la gouvernance locale) et le WWF France afin de mieux comprendre et ajuster le projet.

Processus de sélection et validation des projets

Le comité technique de l'Initiative Nature Impact est constitué de dix experts de la gestion des forêts, des sciences forestières et de la conservation de la nature, intervenant intuitu personae :

- Experts Nature : Nicolas Gouix, Marie Thomas, Laurent Tillon, Charlotte Meunier ;
- Experts Sciences et prospective : Max Bruciamacchie, Julia Grimault (sous réserve), Xavier Morin ;
- Experts Gestion forestière : Laurent Larrieu, Philippe Gourmain, Magali Rossi, Aline Salvaudon.

Les experts discutent et valident les outils techniques utilisés par l'initiative Nature Impact et participent à la sélection des projets financés chaque automne. A l'issue de la phase d'instruction (fin Octobre), le WWF France réunit le comité technique qui discute, émet des avis et priorités pour choisir les projets à financer.

Promulgation des résultats

À l'issue du comité technique, les projets les plus qualitatifs sont sélectionnés. Les bénéficiaires ayant déposé le dossier de candidature en sont informés par l'équipe du WWF France en charge de l'instruction. La liste des projets sélectionnés sera rendue publique par le WWF France.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Les dix pratiques forestières finançables

L'Initiative Nature Impact finance un nombre de pratiques limitées. Celles-ci sont présentées dans un référentiel de dix pratiques forestières identifiées pour leur impact positif en faveur de la conservation de la biodiversité et du climat.

Arbres vivants habitats

Les arbres vivants habitats sont des arbres vivants particulièrement hospitaliers pour la biodiversité (faune, flore, champignons, etc.). Un arbre vivant habitat désigné l'est pour toute sa vie, avec engagement de le laisser sur place une fois mort (debout puis au sol) et de recruter un arbre vivant habitat pour le remplacer.

La pratique s'applique, dans la matrice de forêt productive exploitée, à conserver un réseau d'arbres vivants habitats en densité supérieure ou égale à 5 par hectare. Elle est favorable aux espèces dépendant, à un stade de leur vie, des arbres écologiquement matures. Par une approche en pas japonais, elle vise à accroître la connectivité entre les réservoirs de biodiversité (tels que les secteurs en réserve, îlot en libre évolution ou les vieilles forêts).

Pleine naturalité

Pour des îlots en libre évolution choisie

La pratique "Pleine naturalité" s'applique à conserver en libre évolution choisie une part supérieure ou égale à 3 ou 5% de la surface de la forêt, respectivement dans les forêts privées et les forêts communales.

La libre évolution choisie est la décision du propriétaire qu'aucune intervention sylvicole n'extrait de ressources de la zone concernée, dans le but de restaurer une dynamique naturelle, complète et spontanée de l'écosystème forestier, quel que soit le peuplement de départ. Ce choix vise ainsi à conserver ou restaurer à terme une pleine naturalité. Dans les dénominations utilisées par d'autres acteurs, cette pratique correspond à des îlots de sénescence, en libre évolution ou à une protection forte (réserve intégrale).

Conversion en futaie continue

Mélangée, irrégulière, mature et gérée au plus proche de la nature

La futaie irrégulière, continue, proche de la nature est une sylviculture codifiée en s'inspirant du fonctionnement naturel des forêts. Une gestion au plus proche de la nature implique généralement une rétention intentionnelle et additionnelle de vieux bois, d'arbres habitats et de tout ou partie du bois mort au sol et sur pied.

La pratique "Conversion en futaie continue, mélangée, irrégulière, mature et gérée au plus proche de la nature" s'applique à convertir une futaie régulière en futaie irrégulière afin d'optimiser un capital de production, un stock de carbone sur pied et un habitat structuré, continu et diversifié favorable à la biodiversité. Elle évite la perturbation due aux coupes rases en fin de cycle de futaie régulière. Elle permet ainsi de modifier durablement la sylviculture appliquée afin d'atteindre un

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

peuplement dans lequel on rencontre une diversité d'essences, une irrégularité verticale et horizontale, une maturité et une continuité de l'état boisé.

Futaie de gros bois

La pratique "Futaie de gros bois" s'applique, dans des forêts productives exploitées, à favoriser une plus grande maturation des peuplements, en augmentant les diamètres d'exploitabilité d'une partie significative des arbres. Elle vise à maintenir les arbres exploitables au-delà des âges d'exploitabilité actuellement recommandés (SRGS + 30 ans, groupe de régénération > 30 ans). Hors arbres vivants habitats, ces arbres de grande qualité technologique et économique sont destinés à être exploités pour produire du bois d'œuvre.

L'objectif est :

- En futaie régulière avec coupes progressives, groupe de régénération sur une période de plus de 30 ans. La coupe d'ensemencement prélève 50% maximum du capital sur pied l'année n ; la coupe secondaire prélève 50% maximum du capital à l'année n+15 ; la coupe définitive prélève les arbres restants après l'année n+30. L'ensemble de la séquence permet une acquisition progressive de la régénération, sans passer par un stade de coupe rase de futaie ;
- En futaie continue, prélèvements de 15-30% du capital producteur, en respectant un diamètre d'exploitabilité supérieur aux SRGS ou les DRA-SRA (n+30 ans ou équivalent en diamètre).

Balivage

La pratique "Balivage" vise à convertir un taillis en futaie sur souche diversifiée, en conservant une diversité d'essences variées comme structure du peuplement d'avenir. Le taux de prélèvement, inférieur à 40 %, est variable selon la station et le climat, fait en plusieurs fois si cela est nécessaire pour réduire les risques de descente de cime. La diversité des arbres indigènes adaptés à la station et au climat de demain, vise à constituer un mélange d'au moins 3 essences / ha, appartenant à plus de 2 genres.

Exploitation à faible impact

La pratique "Exploitation à faible impact" vise à encadrer les modalités d'exploitation dans les forêts à haute valeur pour la conservation qui doivent l'être et, le cas échéant, prendre en charge les surcoûts ou le manque à gagner générés par les meilleures alternatives d'exploitation susceptibles de garantir un impact faible sur la biodiversité, les sols et les eaux.

Boisement

La pratique "Boisement" vise la constitution d'un état boisé diversifié, adapté au climat de demain (essences adaptées au climat moyen de 2050 - RCP 8.5, moyenne des modèles, soit +1,8 °C en 2050), et répondant à une vocation environnementale (biodiversité, corridor écologique, séquestration additionnelle de carbone, impacts sur d'autres services écosystémiques d'intérêt général).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Reboisement

La pratique “Reboisement" vise à appuyer par plantation, là où cela est indispensable, la reconstitution ou l'enrichissement de peuplements productifs en vue d’améliorer leur état de conservation et leur résilience. Elle consiste à un enrichissement préventif en essences diversifiées ou restaurer un peuplement dégradé par incendie, tempête, dépérissement ou du fait du changement climatique. Il peut s'agir de plantation quasiment en plein ou en enrichissement.

Tourbières et mares forestières

La pratique “Tourbières et mares forestières” vise la conservation et la restauration de ces deux habitats patrimoniaux et de leurs fonctions écologiques clés pour une riche biodiversité. Les tourbières sont un stock de carbone à l'hectare conséquent et joue un rôle de réservoir dans la gestion des eaux. La création de mares peut être envisagée par cette pratique, si cette action permet de restaurer une connectivité naturelle dans la trame de mares forestières lorsqu'elle a été dégradée par le passé.

Ripisylves

La pratique “Ripisylves” concerne la mise en œuvre de travaux d’amélioration de l’état de conservation des ripisylves pour restaurer leurs fonctions écologiques. L’objectif principal est de restaurer les essences caractéristiques des ripisylves et de maintenir un couvert forestier continu et mélangé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Participer : guide pas à pas

Les réponses à l'appel à projets se font en remplissant, projet par projet, le dossier de candidature dans lequel les parties à remplir sont matérialisées par des cadres blancs (l'ordre et les titres des questions doivent être conservés). Pour faciliter le remplissage du dossier de candidature, les consignes à suivre sont détaillées ci-dessous, en respectant l'ordre des questions du dossier.

Bénéficiaires et porteur du projet

Le projet doit obligatoirement bénéficier au(x) propriétaire(s) de la forêt concernée: il s'agit du bénéficiaire du projet. Dans certains cas, le bénéficiaire du projet sera appuyé par son gestionnaire pour le montage et la réponse à l'appel à projet: il s'agit du porteur de projet.



Les informations concernant le bénéficiaire du projet (propriétaire) et l'éventuel porteur de projets sont à renseigner dans la partie **1 du dossier de candidature**.

La forêt

Pour mieux comprendre le contexte et la gestion durable déjà engagée dans la forêt concernée par le projet, les éléments ci-dessous sont demandés dans la partie 2 du dossier de candidature.

Localisation



Remplir la partie **2.1 du dossier de candidature**.

Une carte devra être insérée directement dans cette partie du dossier.

Gestion durable



Contexte des parcelles

Une présentation succincte doit être faite dans la partie **2.2.a du dossier de candidature**.

Documents de gestion durable

Sélectionnez les documents de gestion existants dans la partie **2.2.b du dossier de candidature**.

Certification

Sélectionnez la/les certifications existantes sur la zone de projet dans la partie **2.2.c du dossier de candidature**.

Principales orientations de gestion

Remplir la partie **2.2.d du dossier de candidature**.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Enjeux écologiques



Les enjeux écologiques du projet relatifs à la biodiversité, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, et d'éventuels autres services d'intérêt général sont à décrire dans la partie **2.3 du dossier de candidature**.

Les objectifs du projet

Le bénéficiaire/porteur de projet doit présenter les objectifs généraux du projet ainsi que les motivations qui le mènent à adopter un changement et/ou amélioration de ses pratiques forestières. Il pourra s'appuyer sur le référentiel de pratiques pour construire sa réponse.



Les objectifs du projet sont à détailler dans la partie **3.1 du dossier de candidature**.

Définir les impacts attendus

Le bénéficiaire/porteur de projet doit décrire, et si possible quantifier, les impacts attendus de son projet. Trois catégories d'impacts sont à élaborer: la biodiversité, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du changement climatique.



Les impacts attendus pour ces trois catégories sont renseignés dans la partie **3.2 du dossier de candidature** (dupliquer des lignes si nécessaire):

- Compléter la 2ème colonne du tableau avec une description de l'impact attendu ;

- Dans la 3ème colonne: estimer de manière quantitative les indicateurs pertinents au regard des pratiques proposées dans le cadre du projet. S'appuyer sur le référentiel de pratiques pour déterminer les indicateurs possibles et attendus pour chaque pratique.

NB: Ces chiffres sont une première estimation, ils seront ensuite discutés et revus au moment de l'instruction avec l'appui du WWF France.

Les actions classées par catégories

Le WWF a défini un certain nombre d'actions finançables, réparties en trois grandes catégories présentées dans le Tableau 1 ci-dessous. Ces actions permettent de définir un projet légitimé par une gouvernance locale ; un état des lieux qui permet de définir les zones prioritaires ; une mise en œuvre sur le terrain d'actions concrètes; et de garantir une durabilité des actions engagées sur le long terme.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Tableau 1 : Les trois grandes catégories d'actions et leurs sous actions

Ingénierie	État des lieux, développement du projet
	Gouvernance
Actions concrètes	Travaux
	Manque à gagner
	Suivi scientifique (inventaires et études forestières ou naturalistes)
	Education à la nature
Durabilité	Cas spécifique des appuis juridiques (notamment pour l'ORE)
	Rédaction ou modification d'un document de gestion durable
	Certification FSC ou équivalent

Ingénierie

Etat des lieux et développement du projet

Le bénéficiaire pourra se faire aider de prestataires pour l'obtention d'éventuelles informations manquantes à l'élaboration du dossier de candidature et à l'instruction du projet (états des lieux, réunions de concertations entre acteurs du territoire concernés par le projet, etc…). Il peut s'agir d'experts ou de gestionnaires forestiers.

Le paiement pour cet accompagnement est octroyé à condition que le dossier de candidature déposé soit retenu à l'issue de la phase d'instruction (en automne).

En s'aidant du référentiel de pratiques, qui présente pour chaque pratique les éventuels états des lieux nécessaires, le bénéficiaire/porteur de projet devra compléter la partie **4.1.a du dossier de candidature** en présentant:

- une synthèse des états des lieux envisagés pour le montage du projet ;
- les experts et/ou gestionnaires pressentis pour réaliser ces actions.

Gouvernance du projet

Le WWF sera attentif à ce que les projets soient conçus pour s'intégrer dans la logique long terme, à la fois de la propriété et du territoire dans lequel elle se trouve.

Une gouvernance ouverte, associant les acteurs clés du territoire, sera un plus apprécié. Cela présente des avantages pour générer des projets de qualité, notamment sur la biodiversité, pour contribuer à l'intérêt général du territoire et pour assurer la pérennité à long terme des impacts.

Certaines dépenses en lien avec une gouvernance ouverte du projet peuvent être prises en charge (cf. Tableau 2 "typologie de dépenses").

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023



La gouvernance du projet doit être présentée dans la partie **4.1.b du dossier de candidature** en détaillant:

- Les partenaires du projet ;
- Parties prenantes impliquées dans le montage du projet ;
- Parties prenantes impliquées dans la vie du projet.

Actions concrètes

Mise en place des pratiques forestières

Les pratiques forestières finançables sont résumées plus haut et sont détaillées dans le référentiel de pratiques. Chaque projet pourra proposer une ou plusieurs pratiques forestières à mettre en œuvre dans la forêt du projet.



Remplir le tableau **4.2.a du dossier de candidature** :

- dans la 1ère colonne, ne conserver que les lignes des pratiques proposées dans le cadre du projet ;
- dans la 2ème colonne, indiquer les surfaces concernées par la mise en place de chaque pratique ;
- dans la 3ème colonne, une description de ce qui est envisagé de mettre en œuvre pour chaque pratique, en se référant au détail des dépenses éligibles pour chaque pratique.

Suivi scientifique

Des inventaires initiaux et suivis forestiers ou naturalistes (faune/flore) pourront être entièrement ou en partie financés dans le cadre du projet. Pour être financés, ces inventaires ou études devront répondre à certains critères:

- Dans le cas des inventaires faune/flore, justifier des enjeux de conservation des espèces concernées (HVC, statuts de protection, niveau de menace);
- Les protocoles d'inventaires et fréquences de suivis doivent être validés par des experts naturalistes/forestiers;
- Le bénéficiaire doit accepter que ses parcelles soient intégrées à des réseaux de suivis nationaux déjà existants (observatoire de la biodiversité, MNHN, OFB), ce qui signifie que les données récoltées sont libres de droit et participent ainsi à alimenter la connaissance nationale sur les espèces concernées.



Détailler les études et inventaires envisagés pour suivre les impacts du projet, leur intérêt scientifique ainsi que les acteurs pressentis pour les réaliser, dans la partie **4.2.b du dossier de candidature.**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Education à la nature

La mise en place d'outils d'éducation à la nature peut être financée lorsque cela a une valeur ajoutée et participe à sensibiliser les usagers aux impacts générés par le projet. Par exemple, il peut s'agir du financement de panneaux d'accueil aux alentours de sentiers forestiers, d'évènements, etc... La réalisation et mise en œuvre de ces actions sont portées par le bénéficiaire et/ou autres parties prenantes incluses dans la gouvernance du projet.



Détailler les actions prévues et leur intérêt pour le projet dans la partie **4.2.c du dossier de candidature**.

Durabilité

Pour à la fois améliorer la durabilité de la gestion d'entreprise et garantir la pérennité des impacts du projet dans le long terme, il est demandé au bénéficiaire d'expliquer les garanties mises en œuvre.

Aucune garantie n'est obligatoire *per se*, mais il sera jugé du risque pris en leur absence, et celui-ci pourra être considéré rédhibitoire. En connaissance de l'investissement que cela représente, l'Initiative Nature Impact permet le financement de la mise en place de tout ou partie des garanties proposées. Par exemple (non exhaustif) :

- L'écriture et la signature devant notaire de l'Obligation *Réelle Environnementale* (ORE). Si le porteur de projet souhaite s'engager volontairement dans une ORE, il décidera de son contenu (libre, mais en lien avec les actions financées). L'ORE peut inclure des actions suivant plusieurs pratiques et à l'échelle d'une propriété toute entière Il choisira également le co-contractant de son choix, et une durée de 30 à 99 ans (30 ans minimum dans le cadre de Nature Impact). Le WWF peut accompagner le porteur du projet dans sa rédaction et proposer un modèle de rédaction adaptée aux projets forestiers. Il est conseillé de s'engager dans une ORE pour des actions d'une certaine ampleur (>100 k€) ;

- L'écriture d'un avenant ou d'un document de gestion durable d'une durée de 20 ans minimum (PSG, document de gestion écologique, livret de gestion FSC) ;

- La certification FSC ou équivalent de la forêt et/ou du service via une procédure de certification Gestion forestière exigeante et/ou des Services Écosystémiques (audit par une tierce partie).



Détailler les actions prévues, leur intérêt pour garantir la durabilité de la gestion forestière et la pérennité à long terme des impacts du projet dans la partie **4.2.d du dossier de candidature.**

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Construire le budget prévisionnel

Règles financières

Après avoir identifié les actions à prévoir, le bénéficiaire/porteur de projet peut alors proposer le budget prévisionnel du projet, en respectant les règles financières détaillées dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Typologie de dépenses et règles de financement

Type de dépenses		Règles financières	Taux de financement
Ingénierie	Etat des lieux, développement du projet	<16%	Jusqu'à 100%
	Gouvernance		
Actions concrètes	Coûts et surcoûts de travaux	> 63%	de 50% (travaux productifs) à 100%
	Manque à gagner		jusqu'à 100%
	Suivis, inventaires et études forestières ou naturalistes	<16%	jusqu'à 100%
	Education à la nature		jusqu'à 100%
Durabilité	Cas spécifique de l'ORE	<5%	jusqu'à 100%
	Certification FSC ou équivalent		jusqu'à 100%
	Rédaction ou modification d'un document de gestion durable		jusqu'à 100%
Total des actions engagées par le bénéficiaire		**100%**	**Jusqu'à 100%**

Budget prévisionnel

Une première esquisse budgétaire doit être proposée dans la partie 5.1 du dossier de candidature. Il constitue une première base de discussion lors de l'instruction.

Le porteur du projet peut d'ores et déjà proposer un budget plus détaillé s'il le juge nécessaire, selon son format propre.

Le budget du projet doit être renseigné de manière synthétique dans le tableau **5.1 du dossier de candidature** (dupliquer des lignes si nécessaire) :

- Dans la colonne "Coût total", indiquer les dépenses liées à chaque catégorie de dépense. Indiquer la somme totale en k€ dans la dernière ligne;
- Dans la colonne "Part du budget total", indiquez la part (en%) que représente le coût de chaque catégorie de dépense par au total de la colonne précédente;

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

- Dans la dernière colonne, indiquez le montant total du financement demandé. En cas de cofinancement de certaines catégories de dépenses (ex: suivi scientifique), il est possible que le financement demandé soit inférieur au coût total de la catégorie de dépense concernée. Indiquez la somme en k€ dans la dernière ligne.

Si nécessaire, le bénéficiaire/porteur de projet peut également envoyer un budget plus détaillé sous forme d'une feuille de calcul jointe au dossier de candidature.

Les éventuelles pièces justificatives (devis, factures, barèmes) ayant permis de calculer les coûts pourront également être jointes au dossier de candidature.

Co-financement

Chaque action pourra être financée partiellement ou totalement, suivant les règles définies par le référentiel des pratiques et négociées lors de l'instruction. Dans le cas d'un financement partiel, le montant total du projet doit être précisé dans le contrat entre le financeur et le porteur de projet. S'il n'existe pas de clause d'exclusivité, le porteur de projet peut faire financer le reste du projet par un ou plusieurs autres financeurs. La somme des paiements pour un seul et même projet doit être communiquée à toutes les parties prenantes de manière transparente et ne doit pas dépasser le montant total du projet initialement prévu.

Citez les noms des structures et précisez si les co-financements sont acquis ou seulement espérés dans la partie 5.2 du dossier de candidature.

Autres commentaires concernant le budget

Détailler les coûts, les modes d'estimation pour chaque catégorie de dépenses dans la partie 5.3 du dossier de candidature.

Calendrier du projet

Sur quelles durées penser son projet ? Plusieurs durées sont à considérer :

- **durée des actions** : les différentes actions financées sont mises en œuvre sur une durée de 1 à 5 ans selon les termes du contrat.
- **durée des impacts attendus** : le porteur de projet s'engage à produire par son projet des objectifs d'impacts, estimés *ex ante* généralement sur 30 ans et seront périodiquement évalués pour générer, *ex post*, des impacts confirmés.
- **durée de l'engagement** : Afin de garantir la permanence (30 à 99 ans) des pratiques forestières et les impacts du projet, le bénéficiaire pourra s'appuyer sur les meilleurs moyens disponibles décrits dans le référentiel des pratiques (ORE, avenants aux PA ou PSG).

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Dans le tableau **6.1 du dossier de candidature**, détailler le calendrier de mise en œuvre des actions financées sur une durée de 1 à 5 ans. Indiquez les actions prévues pour chaque année. Ajouter ou supprimer des lignes si nécessaires.

Dans le tableau **6.2 du dossier de candidature**, détailler les moyens envisagés pour garantir l'engagement, ainsi que les années de début et de fin correspondantes. Ajouter ou supprimer des lignes si nécessaire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Pour plus d'informations
Anaïs Gentit
Chargée du programme Nature Impact
nature-impact@wwf.fr
+33 (0)6 15 39 24 90

Notre raison d'être
Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.
ensemble, nous sommes la solution
www.wwf.fr

Accusé de réception préfecture
012-251201349-20230623-20230623_046-DE
Reçu le 26/06/2023

Délibération PNRGC n° 2023-047 du Comité syndical du 23 juin 2023

Convention pour la création et la labellisation d'un Escape Gravel et organisation des Assises Nationales du Vélo 2023 avec la Fédération Française de Cyclisme

■ Président de séance	Richard FIOL
■ Présents votants	Monique ALIES - Loïc ALMERAS - Jacques ARLES - Thierry ARNAL - Christian BOUDES - Clément CARLES - Jean-Luc CRASSOUS - Sébastien CROS --Sébastien DAVID - Jean-François DUMAS - Aurélie ESON - Nadine FRAYSSE - Emmanuelle GAZEL - Edmond GROS - Mathieu HENRY - Mathieu LAMBRECHT - Michel LEBLOND - Bernard MAURY - Pascal MAZET - Philippe MEJANE - Bernadette PAILHAS - Thierry PEREZ LAFONT - Séverine PEYRETOUT - Jean-Michel PINAULT - Céline RENAUD - Hélène RIVIERE - François RODRIGUEZ - Michel SIMONIN - Cyril TOUZET - Nicolas WOHREL
■ Pouvoirs	Michel DURAND donne son pouvoir à Emmanuelle GAZEL Christophe LABORIE donne son pouvoir à Richard FIOL Philippe LEPETIT donne son pouvoir à Séverine PEYRETOUT Bernard SIRGUE donne son pouvoir à Sébastien DAVID
■ Excusés	Claude ASSIER – Fadilha BENAMMAR KOLY – Jonathan COSTES – Bastien GIACOBBI – Emilie GRAL – Catherine JOUVE - Marie LACAZE – Jean-Michel LADET - Aurélie MAILLOLS – Nathalie PALMIER - Jean-François ROUSSET

Contexte

Dans la continuité du projet « Grands Causses Terre de Gravel », le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses souhaite engager la labellisation des itinéraires, réalisée par la Fédération Française de Cyclisme dans le cadre du label national « Espace Gravel FFC » et signer une convention tripartite entre la FFC, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses et l'Association Wish One racing pour une durée de 3 ans sur la période 2024 2026.

Description de l'action

Dans le cadre de la labellisation « Espace Gravel FFC : Grands Causses Terre de Gravel » le Syndicat mixte du Pnr des Grands Causses s'engage à :

- Proposer une vingtaine d'itinéraires classifiés selon la grille de cotation des parcours FFC :
  - ✓ 10 itinéraires verts et bleus adaptés à la pratique familiale et de loisirs et balisés aux normes FFC,
  - ✓ 10 itinéraires rouges et noirs adaptés à la pratique sportive.
- Proposer la numérisation des parcours sous la plateforme numérique geotrek – Rando Grands Causses et les supports numérique de la FFC.
- Proposer des renseignements techniques et touristiques sur des panneaux d'information et supports de communication (carte touristique...).
- Proposer un accueil de qualité en lien notamment avec les offices de tourisme du territoire.
- Proposer des informations complémentaires sur des prestations (encadrement, location, réparation) et services annexes.

Le club FFC Wish One racing s'engage à développer la pratique sur l'ensemble du territoire du Parc des Grands causes par l'organisation d'évènements et de compétitions régionales, nationales et internationales, par l'accueil de stages et de scolaires, et s'engage à accompagner et conseiller le Pnr des Grands Causses pour la mise en place et le suivi technique de l'espace Gravel.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

La Fédération Française de Cyclisme au niveau national et régional contrôle et conseille le territoire sur la qualité des équipements et itinéraires, organise des stages et événements et assure la promotion des espaces Gravel aux niveaux régionaux, national et international.

Par ailleurs, le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses, en partenariat avec l'Office de Tourisme Millau Grands Causses, et la Fédération Française de Cyclisme vont organiser du 12 au 14 octobre les Assises Nationales du Vélo 2023. Cet événement majeur de la pratique du cyclisme à vocation à rassembler les membres du réseau des sites et espaces labellisés FFC, les collectivités territoriales, les offices du tourisme, les clubs ainsi que des prestataires intéressés par les pratiques du Gravel, du cyclotourisme et du VTT. L'organisation de cet évènement permettra également d'officialiser et de valoriser la labellisation de l'Espace Gravel « Grands Causses Terre de Gravel ».

Budget

Le budget prévisionnel de l'action Globale s'élève à 20 240€ HT détaillé comme suit :

- Cotisation « Espace Gravel » 2024-2026.....2 700 €
- Balisage des itinéraires.....1 800 €
- Caractérisation des itinéraires .....2 000 €
- Contenus et Supports de promotion .....3 500 €
- Participation aux assises nationales du vélo.....5 240 €
- Ingénierie PNRGC.....5 000 €

Cette action s'inscrit dans le cadre du Contrat Spécifique Régional 2020-2021 du Parc naturel régional des Grands Causses.

Plan de Financement prévisionnel :

Coût total de l'opération.....20 240 €
- Conseil Régional Occitanie.....15 240 €
- Autofinancement PNRGC.....5 000 €

VOTE :	Pour : **35**	Contre : /	Abstention : /

Après avoir délibéré, le Comité syndical valide ce projet et autorise le Président à engager les procédures et signer les documents nécessaires.

Fait et délibéré à Millau, les jour, mois et an susdits
Le Président
Richard FIOL



Syndicat mixte du Parc naturel régional des Grands Causses
71 boulevard de l'Ayrolle - BP 50126 - 12101 MILLAU cedex
Téléphone : 05-65-61-35-50 - info@parc-grands-causses.fr - www.parc-grands-causses.fr

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

PROJET

CONVENTION TYPE

ENTRE

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE CYCLISME

ET L'ESPACE GRAVEL®

Grands Causses Terre de Gravel

N° .....

****
****
****
**

LOGO

WISH
ONE
RACING

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

CONVENTION

Le Parc naturel régional des Grands Causses et le Club FFC, WISH ONE RACING souhaitent conjointement améliorer l'activité GRAVEL sur leur territoire avec des critères de qualité dûment reconnus.

Dans le cadre de sa mission de service public, la Fédération Française de Cyclisme, désignée F.F.C, a décidé de créer et de développer le concept des Espaces GRAVEL autour d'équipements et de prestations de qualité et d'en assurer la mise en place, l'animation et la promotion avec ses différents partenaires.

Le Parc naturel régional des Grands Causses et le Club FFC, WISH ONE RACING font acte de candidature en vue d'obtenir le label « Espace GRAVEL » et d'intégrer le réseau national des Espaces GRAVEL auprès de la F.F.C. qui accepte.

C'est pourquoi,

Entre

Le Parc naturel régional des Grands Causses représenté par le Président en exercice, M. Richard FIOL

Et

Le club FFC dénommé, Wish One Racing, affilié à la F.F.C. sous le N° ……, représenté par son Président en exercice, M. Maxime POISSON

D'une part,

Et

La Fédération Française de Cyclisme, association reconnue d'utilité publique, dont le siège social est situé au Vélodrome National, 1 Rue Laurent Fignon, 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX, représentée par son Président en exercice.

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

ARTICLE 1 : OBJET

La F.F.C. attribue pour une durée de trois ans, le label « Espace GRAVEL » au Partenaire, Le Parc naturel régional des Grands Causses et au club Wish One Racing pour le développement et l'animation autour de l'activité GRAVEL, pour l'Espace suivant :

Espace GRAVEL® « **GRANDS CAUSSES TERRE DE GRAVEL**».

L'utilisation d'une autre dénomination est assujettie à un accord de la FFC.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE PARTENARIAT ET DE CONTROLE DU LABEL

Les parties signataires s'engagent à mettre en œuvre toutes mesures en vue du développement du concept « Espace GRAVEL ».

Le site s'engage à respecter :

- Le cahier des charges annexé,
- L'esprit du label « Espace GRAVEL » dans le cadre du développement des activités GRAVEL,
- Et à porter à la connaissance de la F.F.C. les conventions qu'il pourrait conclure pour ce développement avec un réseau proposant des prestations similaires.

Les missions et obligations de chacune des parties sont définies dans un cahier des charges annexé. Chaque année, la FFC procèdera à un contrôle du Site et du respect de ces missions et obligations, pouvant conduire à une suspension du Label pour une année dans les conditions définies à l'article 7.

ARTICLE 3 : COTISATION

Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à s'acquitter d'une cotisation annuelle auprès de la F.F.C. Son montant sera fixé et précisé au moins deux mois avant le 1er janvier de chaque année.

ARTICLE 4 : KIT, FOURNITURES ET CARTOGRAPHIES

Pour l'équipement et la promotion de « L'Espace GRAVEL **GRANDS CAUSSES TERRE DE GRAVEL** », Le Parc naturel régional des Grands Causses s'engage à acquérir les éléments de panneautique nécessaires tels que panoramique des circuits, panneaux de départ et le cas échéant des balises réglementaires.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est valable pour trois ans pour la période 2024-2026

ARTICLE 6 : RESILIATION

6.1 – Par accord des parties

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

Si l'une ou l'autre des parties souhaite mettre un terme à la présente convention avant son terme, elle doit en informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans un délai d'un mois à compter de cet envoi, les parties entreront en contact afin de définir les modalités de cette résiliation anticipée. A expiration de ce délai, et faute d'accord, la convention sera réputée résiliée et le label retiré.

6.2 – Cas d'inexécution

En cas d'inexécution des obligations prévues au contrat ou stipulées au cahier des charges par l'un ou l'autre des cocontractants et après une période probatoire définie à l'article 7, la F.F.C. se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention. Les effets de cette résiliation sont définis à l'article 7.

De même, en cas d'inexécution par la F.F.C. des obligations prévues au contrat ou stipulées au cahier des charges, Le Parc naturel régional des Grands Causses et le Club FFC, WISH ONE RACING, se réservent le droit de résilier unilatéralement la présente convention, si la F.F.C. ne procède pas à une remise en ordre après qu'elle y aura eu été invitée par lettre recommandée avec accusé de réception et dans les délais qui y seront mentionnés.

Dans tous les cas, la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet quinze jours après la date de réception.

ARTICLE 7 : PERIODE PROBATOIRE

Si l'Espace GRAVEL demande à ne plus être labellisé ou si la F.F.C. décide de suspendre le label pour l'année suivante pour non-observation de la convention et de son cahier des charges, il sera mis « en attente ». Il bénéficiera donc d'une année probatoire où il pourra conserver sur ses documents et ses supports la marque « Espace GRAVEL ». Dans ce cas, la F.F.C. n'assurera aucune communication sur cet Espace pendant la période probatoire.

Au cours de l'année probatoire, l'Espace GRAVEL pourra solliciter sa réintégration dans le réseau labellisé. La F.F.C. pourra l'accepter ou la refuser.

En cas de refus l'Espace devra, dans les 3 (trois) mois suivant la notification de cette décision, faire disparaître sur tout document et / ou support, la marque « Espace GRAVEL » ainsi que le logo de la F.F.C. L'Espace ne pourra plus se réclamer d'une appartenance au réseau.

La F.F.C. se réserve le droit de poursuites en cas de non-observation du dernier alinéa de cet article.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

Fait à**……**, le **……**

Ont signé :

Le Président du Parc naturel Régional des Grands Causses Richard FIOL	Le Président du Club Wish One Racing Maxime POISSON
Le Président du Comité Départemental de Cyclisme ……..	Le Président du Comité Régional de Cyclisme ……..
Le Président de la F.F.C., M. Michel CALLOT	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

CAHIER DES CHARGES DE L'ESPACE GRAVEL-FFC®

Le présent cahier des charges définit les missions et obligations de chacun des partenaires signataires de la convention à laquelle il est annexé.

I – LA FEDERATION FRANÇAISE DE CYCLISME

La F.F.C. intervient tant au niveau national que régional.

A – AU NIVEAU NATIONAL

1. Coordonne et préserve la cohérence du concept « Espace GRAVEL ».

2. Contrôle annuellement l'existence ainsi que la qualité des équipements et des prestations obligatoires pour obtenir le label « Espace GRAVEL ». Le contrôle est assuré par une personne mandatée par la F.F.C.

3. Assure selon les moyens dont elle dispose, la promotion nationale et internationale de l'Espace GRAVEL.

4. Entretient des relations avec les différents établissements publics nationaux et avec des associations pour des actions communes dont bénéficie l'Espace GRAVEL.

5. Offre aux Espaces GRAVEL des prestations soit gratuites, soit à titre onéreux à des tarifs préférentiels.

B – LE COMITE REGIONAL DE CYCLISME AVEC L'AIDE DU COMITE DEPARTEMENTAL DE CYCLISME

1. Assure selon les moyens mis à sa disposition, la promotion régionale de l'Espace GRAVEL auprès des collectivités et établissements publics régionaux, départementaux et locaux et auprès des licenciés de la F.F.C.

2. Utilise le plus souvent possible le lieu privilégié qu'est l'Espace GRAVEL pour l'organisation des stages.

3. Donne son avis sur la création et l'existence ainsi que sur la qualité des équipements et des prestations pour obtenir le label « Espace GRAVEL ».

4. Si l'Espace GRAVEL est adossé à un Site VTT-FFC, l'évaluation se fait en lien avec la visite du Site VTT-FFC.

5. Publie la liste des Espaces GRAVEL dans l'annuaire régional et dans les annuaires départementaux s'ils existent.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

II – L'ESPACE GRAVEL

L'Espace GRAVEL est placé sous la responsabilité directe du Parc naturel régional des Grands Causses et du Club FFC, WISH ONE RACING qui veillent au respect du présent cahier des charges. Ils s'obligent à :

- Diffuser tous les documents envoyés par la F.F.C., qu'ils soient édités par elle-même ou fournis par les partenaires des Espaces GRAVEL ;
- Assurer la promotion des partenaires des Espaces GRAVEL, sous réserve qu'ils ne leur soient pas concurrentiels ;
- Faire apparaître sur tous les documents et tous les supports relatifs à l'activité GRAVEL, le titre et le logo « Espace GRAVEL », et le logo de la F.F.C.

A – LE PARTENAIRE

Le Parc naturel régional des Grands Causses est responsable du règlement de la cotisation annuelle, du balisage et du renouvellement des équipements, de la promotion de l'Espace et de la communication.

DISPOSITIONS ET PRESTATIONS OBLIGATOIRES

1. Propose aux participants un réseau balisé et sécurisé

1.1. Quatre itinéraires minimums, dont au moins un circuit de niveau vert, classifiés selon la grille de cotation des parcours de la FFC, adaptés à la pratique du GRAVEL. Pour la sécurité des pratiquants seront privilégiés les routes à faible circulation, propices à la promenade et à l'entraînement. Les parcours seront prioritairement « corde à droite » pour éviter les croisements dangereux.

1.2. Les itinéraires de niveaux verts et bleus devront être balisés aux normes FFC avec l'utilisation de la balise VTT®, auquel sera ajouté un autocollant « G » associé à un numéro identifiant le ou les parcours (cf. normes du balisage FFC).

1.3. Au choix du partenaire, les itinéraires rouges et noirs pourront ne pas être matérialisés sur le terrain (trace gps), mais devront répondre au même cahier des charges de sécurité et d'entretien que les itinéraires balisés. L'Espace labélisé devra cependant respecter la règle de proposer numériquement autant d'itinéraires balisés (tous niveaux confondus) que d'itinéraires rouges et noirs non balisés.

2. Numérise les itinéraires de l'Espace GRAVEL

Tous les itinéraires seront relevés au format .gpx et fournis à la FFC pour permettre un téléchargement gratuit sur ses supports numériques.

3. Respecte les critères de qualité suivants :

3.1. Des renseignements techniques et touristiques matérialisés sur :

3.1.1. Un ou plusieurs panneaux d'information au point d'accueil, point d'information ou au(x) départ(s) des parcours. Sur ces panneaux figurent :

- Les parcours, leur numéro et leur classification. Sont également indiqués les points de départ et d'arrivée précis, leur longueur, la dénivelée positive cumulée, les difficultés physiques peuvent être détaillées tout comme une vue de profil de la dénivelée de l'itinéraire.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

- Des renseignements techniques (location/réparation vélo) et touristiques (sites remarquables, point de vue, monuments, …).
- Le logo « Espace GRAVEL » en quadrichromie ainsi que le logo de la FFC.
- Les logos « SURICATE® » et « Outdoorvision® ».

3.1.2. Des documents d'information (cartes d'itinéraires, topo-guides…) où figurent les mêmes indications que précédemment.

3.1.3. Un accueil de qualité :

- A partir d'un numéro de téléphone permanent, on doit être en mesure d'obtenir toutes les informations sur l'Espace GRAVEL.
- Durant la période d'ouverture, le site doit disposer d'un point d'accueil où les pratiquants trouveront les renseignements spécifiques et les documents souhaités pour la pratique du GRAVEL

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES OPTIONNELLES

Les « plus » sont des prestations complémentaires non obligatoires :
(**Rayez les prestations que vous ne souhaitez pas développer**)

- Un parc de location de vélos de route adaptés à la clientèle et à la topographie des lieux, avec fourniture du petit matériel d'entretien et des accessoires (casques rigides estampillés C.E…),
- Un atelier de réparation mis à la disposition des pratiquants à proximité des circuits**,**
- Les sanitaires (W-C, douches, …),
- Une station de lavage-gonflage,
- Un encadrement qualifié.

L'accompagnement éventuel des clients et l'encadrement des stages nécessitent un personnel qualifié :

Dès lors que l'encadrement se fait contre rémunération, l'accompagnant doit satisfaire aux exigences des articles L212-1, L212-9 et L212-11 du Code du Sport.

Dans le cadre de l'activité club et à titre bénévole pour les participants licenciés au club Wish One Racing, les accompagnateurs doivent être titulaires d'un Brevet Fédéral.

B – LE(S) CLUB(S)

Le club FFC Wish One Racing est responsable de :

L'animation sportive de l'espace Gravel « Grands Causses Terre de Gravel

En outre, le club s'engage à développer le cyclisme par toutes les actions qu'il souhaite.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

Ces actions sont :

- Organisation de sorties hebdomadaires.
- Organisation de randonnées dont l'une au moins d'étendue interrégionale voire nationale.
- Organisation de compétitions régionales, nationales, internationales.
- Accueil de stages fédéraux de coureurs et de formation.
- Accueil de jeunes scolaires, …
- Conseil auprès du partenaire pour la mise en place technique de l'Espace GRAVEL précité.

Elles seront menées en concertation avec le Parc naturel régional des Grands Causses pour assurer la promotion de l'Espace GRAVEL et feront l'objet de conventions spécifiques.

L'ensemble des projets et des actions à mettre en place par la Fédération Française de Cyclisme, le(s) club(s), et le partenaire fera l'objet d'une programmation annuelle examinée au cours d'une réunion qui se tiendra dans le courant du dernier trimestre de chaque année pour l'année suivante. Durant cette même réunion un bilan de l'année écoulée sera dressé.

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023

Fait à**……**, le **……**

Ont signé :

Le Président du Parc naturel régional des Grands Causses Richard FIOL	Le Président du Club Wish One Racing Maxime POISSON
Le Président du Comité Départemental de Cyclisme ……	Le Président du Comité Régional de Cyclisme ……
Le Président de la F.F.C., M. Michel CALLOT	

Accusé de réception en préfecture
012-251201349-20230623-20230623_047-DE
Reçu le 26/06/2023